1

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Désignation du/de la conseiller-e municipal-e chargé-e de présider au vote des comptes administratifs 2017 de la ville de Strasbourg, de l'Œuvre Notre-Dame et de ASA Square de la Marne.

En application des articles L.2541-13 et L.2543-8 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal vérifie les comptes du Maire sous la présidence d'un-e de ses membres qu'il désigne à cet effet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
désigne

M. Abdelaziz MELIANI pour présider au vote des comptes administratifs 2017 de la ville de Strasbourg et de l'Œuvre Notre-Dame et de ASA Square de la Marne.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

2

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Approbation des comptes de gestion 2017 de la Ville de Strasbourg.

Aux termes de l'article 1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal doit se prononcer sur les comptes remis par le Receveur des Finances.
Le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg a présenté les comptes de gestion de l'exercice 2017 de la Ville de Strasbourg et du budget annexe de l'Ecole européenne de Strasbourg sur lesquels doit se prononcer le Conseil. Ces documents sont conformes aux documents comptables tenus par l'ordonnateur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu les comptes rendus par
M. Bertrand LANOTTE, Receveur des Finances, de ses
recettes et dépenses du 1er janvier au 31 décembre 2017
Vu les budgets primitif et supplémentaire, ainsi
que la décision modificative de l'exercice 2017
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve,

sous réserve du règlement et l'apurement par le juge des comptes, les opérations effectuées pendant la gestion 2017 et se présentant comme suit:

BUDGET PRINCIPAL

Section de fonctionnement

Dépenses	**Recettes**	
Mandats émis : 371 214 884,87	Titres émis :	398 250 188,01
	Résultat de l'exercice :	**27 035 303,14**

Section d'investissement

Dépenses		Recettes	
Mandats émis :	98 292 803,80	Titres émis :	85 607 164,76
		Résultat de l'exercice :	**-12 685 639,04**
		Résultat cumulé :	**-6 053 541,19**

BUDGET ANNEXE DE L'ECOLE EUROPEENNE

Section de fonctionnement

Dépenses		Recettes	
Mandats émis :	281 219,18	Titres émis :	290 425,29
		Résultat de l'exercice :	**9 206,11**
		Résultat cumulé :	**63 719,89**

Section d'investissement

Dépenses		Recettes	
Mandats émis :	15 268,24	Titres émis :	42 281,00
		Résultat de l'exercice :	**27 012,76**
		Résultat cumulé :	**68 983,83**

informe

que les documents sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=okew3960f1kR_JuzQ5qnjB

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

3

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Approbation du compte de gestion 2017 de l'Œuvre Notre-Dame.

Aux termes de l'article 1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal, en tant que Conseil d'administration de la fondation, doit se prononcer sur les comptes remis par le Receveur des Finances.
Le compte de gestion de l'exercice 2016 de l'Œuvre Notre-Dame est conforme au compte administratif tenu par l'ordonnateur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les comptes rendus par
M. Bertrand LANOTTE, Receveur des Finances, de ses
recettes et dépenses du 1er janvier au 31 décembre 2017
Vu les budgets primitif et supplémentaire, ainsi
que la décision modificative de l'exercice 2017
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

sous réserve du règlement et l'apurement par le juge des comptes, les opérations effectuées pendant la gestion 2017 et se présentant comme suit:

FONDATION DE L'ŒUVRE NOTRE-DAME

Section de fonctionnement

Dépenses		**Recettes**	
Mandats émis :	2 824 535,59	Titres émis :	3 257 702,11
		Résultat de l'exercice :	**433 166,52**

Section d'investissement

Dépenses		Recettes	
Mandats émis :	419 576,46	Titres émis :	607 998,23
		Résultat de l'exercice :	**188 421,77**
		Résultat cumulé :	**-790 015,97**

informe

que le document est consultable à partir du lien suivant :
https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=TJQ5ucTNxbvQrVGDvSdkJB

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

4

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Approbation du compte de gestion 2017 ASA Square de la Marne.

Aux termes de l'article 1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal doit se prononcer sur les comptes remis par le Receveur des Finances.
Le compte de gestion de l'exercice 2017 de l'ASA Square de la Marne est conforme au compte administratif tenu par l'ordonnateur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les comptes rendus par
M. Bertrand LANOTTE, Receveur des Finances, de ses
recettes et dépenses du 1er janvier au 31 décembre 2017
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

sous réserve du règlement et l'apurement par le juge des comptes, les opérations effectuées pendant la gestion 2017 et se présentant comme suit:

ASA SQUARE DE LA MARNE

Section de fonctionnement

Dépenses		**Recettes**	
Mandats émis :	11 559,00	Titres émis :	2 514,75
		Résultat de l'exercice :	**- 9 044,25**
		Résultat cumulé :	**1 242,35**

informe

que le document est consultable à partir du lien suivant :
https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=VZQ5WjTKmWkPFuU.5f9.kB

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

5

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Approbation du compte administratif 2017 de la Ville de Strasbourg.

Le Conseil est appelé à approuver le compte administratif de la Ville pour l'exercice 2017. Ce document a été établi sur la base des budgets et des pièces comptables de l'ordonnateur. Les résultats sont conformes au compte de gestion présenté par le Receveur des Finances de la ville de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le compte administratif de la Ville de Strasbourg pour l'exercice 2017 tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe et dont les résultats se présentent comme suit :

Budget principal

Section de fonctionnement

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	***Réalisation***
011	*Charges à caractère général*	*77 689 988,21*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*198 474 414,29*
014	*Atténuation de produits*	*743 708,00*
042	*Opération de transfert entre sections*	*25 533 091,18*
65	*Autres charges de gestion courante*	*62 735 530,84*
656	*Frais de fonctionnement des groupes d'élus*	*233 572,41*
66	*Charges financières*	*3 222 500,00*
67	*Charges exceptionnelles*	*1 871 457,62*
68	*Dotations aux amortissements et aux provisions*	*710 622,32*
	Somme :	***371 214 884,87***

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
013	*Atténuations de charges*	*126 326,71*
042	*Opération de transfert entre sections*	*567 929,70*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*18 219 168,94*
73	*Impôts et taxes*	*258 999 168,05*
74	*Dotations et participations*	*83 517 833,09*
75	*Autres produits de gestion courante*	*16 145 435,31*
76	*Produits financiers*	*2 616 910,85*
77	*Produits exceptionnels*	*17 189 984,86*
78	*Reprises sur amortissements et provisions*	*867 430,50*
	Somme :	***398 250 188,01***

Résultat

Résultat de l'exercice	*27 035 303,14*
Résultat reporté	*-*
Résultat cumulé	*27 035 303,14*
Reste à réaliser dépense	*-*
Reste à réaliser recette	*-*

Section d'investissement

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
040	*Opération de transfert entre sections*	*567 929,70*
041	*Immobilisations corporelles*	*373 857,27*
041	*Immobilisations en cours*	*1 801 874,89*
10	*Dotation fonds divers et réserves*	*141 650,00*
13	*Subventions d'investissement*	*30 900,00*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*26 669 174,22*
20	*Immobilisations incorporelles*	*337 759,47*
204	*Subventions d'équipement versées*	*9 697 938,48*
21	*Immobilisations corporelles*	*22 727 019,21*
23	*Immobilisations en cours*	*31 545 247,17*
26	*Participations et créances rattachées à des participations*	*2 360 000,00*
27	*Autres immobilisations financières*	*1 899 480,00*

454103	*Aménagements d'éclairage public pour tiers*	*70 905,18*
458103	*Salle de consommation à moindre risque*	*69 068,21*
	Somme :	***98 292 803,80***

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	***Réalisation***
040	*Opération de transfert entre sections*	*25 533 091,18*
041	*Dotation fonds divers et réserves*	*9 600,00*
041	*Immobilisations en cours*	*2 088 194,10*
041	*Immobilisations incorporelles*	*77 938,06*
10	*Dotation fonds divers et réserves*	*41 480 527,07*
13	*Subventions d'investissement*	*7 696 466,54*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*7 408 003,14*
21	*Immobilisations corporelles*	*2 198,47*
23	*Immobilisations en cours*	*624 589,50*
26	*Participations et créances rattachées à des participations*	*4,21*
27	*Autres immobilisations financières*	*607 000,00*
454203	*Aménagements d'éclairage public pour tiers*	*79 552,49*
	Somme :	***85 607 164,76***

Résultat

Résultat de l'exercice	*- 12 685 639,04*
Résultat reporté	*6 632 097,85*
Résultat cumulé	*- 6 053 541,19*
Reste à réaliser dépense	*2 374 877,29*
Reste à réaliser recette	*-*

Budget annexe de l'Ecole européenne

Section de fonctionnement

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	***Réalisation***
011	*Charges à caractère général*	*249 842,18*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*19 096,00*
042	*Opération de transfert entre sections*	*12 281,00*
	Somme :	***281 219,18***

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	Réalisation
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	39 711,90
74	Dotations et participations	237 630,00
75	Autres produits de gestion courante	13 083,39
	Somme :	**290 425,29**

Résultat

Résultat de l'exercice	9 206,11
Résultat reporté	54 513,78
Résultat cumulé	63 719,89
Reste à réaliser dépense	-
Reste à réaliser recette	-

Section d'investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	Réalisation
21	Immobilisations corporelles	15 268,24
	Somme :	**15 268,24**

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	Réalisation
040	Opération de transfert entre sections	12 281,00
13	Subventions d'investissement	30 000,00
	Somme :	**42 281,00**

Résultat

Résultat de l'exercice	27 012,76
Résultat reporté	41 971,07

Résultat cumulé	*68 983,83*
Reste à réaliser dépense	*-*
Reste à réaliser recette	*-*

informe

que les documents sont consultables à partir du lien suivant :
https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=gRZH64gpALL6UEyF0TGmqC

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°5

Approbation du compte administratif 2017 de la Ville de Strasbourg.

Pour	**45**	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, BITZ-Olivier, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, SCHMIDT-Michaël**
Contre	**6**	**MANGIN-Pascal, MAURER-Jean-Philippe, ROBERT-Jean-Emmanuel, SCHALCK-Elsa, SENET-Eric, ZUBER-Catherine**
Abstention	**6**	**CALDEROLI-LOTZ-Martine, KELLER-Fabienne, REMOND-Thomas, ROOS-Thierry, TARALL-Bornia, VETTER-Jean-Philippe**

6

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Approbation du compte administratif 2017 de l'OND.

Le Conseil est appelé à approuver le compte administratif de l'Œuvre Notre-Dame pour l'exercice 2017.
Ce document est établi sur la base du budget et des pièces comptables de l'ordonnateur.
Les résultats sont conformes au compte de gestion présenté par le Receveur des Finances de l'Œuvre Notre-Dame.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le compte administratif de l'Œuvre Notre Dame pour l'exercice 2017 tel que figurant aux documents budgétaires et dont les résultats se présentent comme suit :

Section de fonctionnement

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	***Réalisation***
011	*Charges à caractère général*	*796 919,87*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*1 762 513,83*
042	*Opération de transfert entre sections*	*185 099,62*
65	*Autres charges de gestion courante*	*74 257,32*
66	*Charges financières*	*661,51*
67	*Charges exceptionnelles*	*5 083,44*
	Somme :	***2 824 535,59***

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	Réalisation
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 226 003,60
74	Dotations et participations	990 000,00
75	Autres produits de gestion courante	936 587,53
77	Produits exceptionnels	105 110,98
	Somme :	**3 257 702,11**

Résultat	
Résultat de l'exercice	433 166,52
Résultat reporté	-
Résultat cumulé	433 166,52
Reste à réaliser dépense	-
Reste à réaliser recette	-

Section d'investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	Réalisation
16	Emprunts et dettes assimilées	3 403,40
21	Immobilisations corporelles	257 053,10
23	Immobilisations en cours	159 119,96
	Somme :	**419 576,46**

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	Réalisation
040	Opération de transfert entre sections	185 099,62
10	Dotation fonds divers et réserves	415 119,89
16	Emprunts et dettes assimilées	5 656,08
23	Immobilisations en cours	2 122,64
	Somme :	**607 998,23**

Résultat	
Résultat de l'exercice	188 421,77
Résultat reporté	- 978 437,74
Résultat cumulé	- 790 015,97
Reste à réaliser dépense	-
Reste à réaliser recette	-

informe

que les documents sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=1m6t2rOvSiKiUJKa29BR7B

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°6

Approbation du compte administratif 2017 de l'OND.

Pour	Contre	Abstention
56	0	0

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, BITZ-Olivier, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne-Pernelle, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, SCHMIDT-Michaël

Point N°6:
Approbation du compte administratif 2017 de l'OND.

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 56 + 1 (*)

Contre : 0

Abstention : 0

SERVICE DES ASSEMBLEES

Observation :

(*) Le boitier de Mme REICHHART était défectueux alors qu'elle souhaitait voter « Pour ».

7

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Approbation du compte administratif 2017 ASA Square de la Marne.

Jusqu'à la fin de l'année 2017, la tenue de la comptabilité de l'Association syndicale autorisée « Syndicat des voies privées et espaces libres du Square de la Marne » était assurée par le comptable public de la ville de STRASBOURG en lien avec le syndic ELSAESSER en charge du syndicat des copropriétaires de cet ensemble immobilier.

Etant donné l'extrême modicité des sommes en jeu depuis de nombreuses années en regard des moyens mis en œuvre par le comptable public, le syndicat a été dissous par arrêté préfectoral du 2 octobre 2017. Il met fin à l'existence de cette structure le 31 décembre 2017 avec versement de tout solde en écriture sur le budget de la Ville au motif d'absence d'activité réelle en rapport avec son objet.

En conséquence le Conseil est appelé à approuver le compte administratif de l'ASA Square de la Marne pour l'exercice 2017.

Ce document a été établi sur la base des budgets et des pièces comptables fournies par le Receveur des Finances.

Les résultats sont conformes au compte de gestion présenté par le Receveur des Finances de la ville de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu les comptes rendus par
M. Bertrand LANOTTE, Receveur des Finances, de ses
recettes et dépenses du 1er janvier au 31 décembre 2017
Vu le budget primitif et la décision modificative de l'exercice 2017
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve,

sous réserve du règlement et l'apurement par le juge des comptes, les opérations effectuées pendant la gestion 2017 et se présentant comme suit:

ASA SQUARE DE LA MARNE

Section de fonctionnement

Dépenses		Recettes	
Mandats émis :	11 559,00	Titres émis :	2 514,75
		Résultat de l'exercice :	**- 9 044,25**
		Résultat cumulé :	**1 242,35**

informe

que le document est consultable à partir du lien suivant :
https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=9T.3QTvfI5hAbvxih9cBhA

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

8

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Affectation du résultat 2017 du budget de la Ville de Strasbourg.

BUDGET PRINCIPAL
Affectation du résultat

Le résultat de fonctionnement 2017 à affecter s'élève à **27 M€** (27 035 303,14 €), auquel il y a lieu de rajouter le résultat de fonctionnement du square de la marne suite à sa dissolution (1 242,35 €).

Il est proposé d'affecter 24 155 303,14 € du résultat de fonctionnement du budget principal ainsi que la totalité du résultat de fonctionnement du square de la marne, soit 1 242,35 €, en section d'investissement.

Cette affectation en section d'investissement permet de couvrir le besoin de financement correspondant d'une part au solde d'exécution de la section d'investissement de **-6,1 M€** (-6 053 541,19 €) et d'autre part au report des restes à réaliser de l'exercice 2017 à hauteur de **2,4 M€** (2 374 877,29 €).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'affecter une partie de l'excédent de fonctionnement 2017 du budget principal de la Ville de Strasbourg et de la totalité du résultat 2017 du Square de la Marne suite à sa dissolution, soit 24 156 545,49 *€, au financement complémentaire de la section d'investissement.*

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

9

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Affectation du résultat 2017 du budget de l'Œuvre Notre-Dame.

Affectation du résultat

Le résultat de fonctionnement 2017 à affecter s'élève à **0,4M€** (433 166,52€).

Il est proposé d'affecter la totalité du résultat de fonctionnement en section d'investissement.

Cette affectation en section d'investissement permet de couvrir partiellement le besoin de financement correspondant au solde d'exécution de la section d'investissement de **0,8M €** (790 015,97€).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'affecter l'excédent de fonctionnement 2017, soit 433 166,52 € en section d'investissement.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

10

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Budget supplémentaire 2018 de la Ville de Strasbourg.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2018

Le budget supplémentaire a pour objet d'une part d'intégrer au sein du budget 2018 de la Ville de Strasbourg le résultat issu du compte administratif 2017 et d'autre part de procéder à des ajustements techniques de crédits indispensables au bon fonctionnement de la collectivité (ajustement de crédits budgétés au budget primitif, prise en compte du calendrier effectif des travaux, dépenses et recettes supplémentaires).

BUDGET PRINCIPAL

Section de fonctionnement

La **section de fonctionnement** s'équilibre à **+0,8 M€**.

Les modifications de dépenses inscrites au sein de ce budget supplémentaire sont principalement les suivantes :

- **+0,5 M€** au titre du financement de l'opération « 100 places d'hébergement » décidée par la Ville ;
- **+0,3 M€** de dotations aux provisions pour des travaux futurs dans le cadre des fondations gérées par la Ville de Strasbourg ;
- **+0,2 M€** de supplément pour l'externalisation de l'entretien des espaces verts ;
- **+0,2 M€** de subventions dans le domaine du sport, de l'animation urbaine et pour le dispositif papis mamies dans les écoles ;
- **+0,2 M€** pour les ressources logistiques (cotisations, nettoyage des locaux, gardiennage) ;
- **+0,2 M€** pour l'accueil du bureau exécutif de l'organisation mondiale « Cités et gouvernements locaux unis » ;

- **+0,1 M€** dans le domaine culturel, notamment pour financer le déménagement du 5 place du château ;

- **+0,1 M€** d'écritures comptables, notamment pour des intérêts moratoires et des annulations de titres sur des exercices antérieurs (il s'agit donc de dépenses) ;

Ces augmentations de dépenses sont en partie financées par une diminution du poste dépenses imprévues (**-1 M€**) et par l'inscription de nouvelles recettes.

Ainsi, en recettes, outre la reprise d'une partie du résultat en section de fonctionnement (**+2,9 M€),** il y a lieu de citer :

- **-10,1 M€** de recettes concernant le forfait post stationnement, celles-ci devant être extra budgétaires. Elles sont bien encaissées sur le compte bancaire de la Ville, mais seront directement titrées sur le budget de l'Eurométropole après reversement par le comptable public sur la base de délibérations concordantes;

- **+2,5 M€** de taxe additionnelle aux droits de mutations, correspondant à la vente par la société Hammerson de la place de Halles ;

- **+2,5 M€** de dividendes du Réseau Gaz de Strasbourg ;

- **+1 M€** de reprises de provision pour les fondations gérées par la Ville de Strasbourg ;

- **+0,9 M€** de modifications de la fiscalité et de la dotation globale de fonctionnement (DGF), suite aux notifications de l'Etat (+0,9 M€ de DGF, +1 M€ de compensations d'exonérations fiscales et -1 M€ de recettes fiscales) ;

- **+0,5 M€** dans le domaine de l'action sociale, dont +0,3 M€ subventions du Département dans le cadre de la délégation sociale suite à la signature de la nouvelle convention, +0,1 M€ pour l'accueil des réfugiés et +0,1 M€ pour le financement du dispositif Préccoss (prise en charge des enfants en surpoids) ;

- **+0,4 M€** de recettes de l'Eurométropole notamment pour le financement des écoles de musique et le contrat de ville ;

- **+0,1 M€** de subventions pour le projet DEMOS (Dispositif d'Education Musicale et Orchestrale à vocation sociale) ;

- **+0,1 M€** de redevance complémentaire pour le bail à réhabilitation.

La **section d'investissement** s'équilibre à hauteur de **+8,6 M€**.

Elle comprend en dépenses :
- 6 M€ de reprise de résultat de 2017, soit un solde négatif,
- 0,2 M€ de crédits financiers,
- 2,4 M€ de report de crédits issus des restes à réaliser.

Le **résultat d'investissement** de l'exercice 2017 s'élève à **-6 M€.** Ce montant est compensé par l'affectation du résultat de fonctionnement (+**24,2 M€**). La différence permet de financer les autres dépenses ci-dessous ainsi que le report des restes à réaliser, le solde étant affecté à la diminution de la prévision d'emprunt en recettes.

Au sein des crédits financiers, à **+0,2 M€**, il y a lieu de citer -1 M€ sur les prévisions de remboursement du capital de la dette, +0,5 M€ de régularisation comptable des frais d'études suivies de réalisation (équilibrées par des recettes du même montant) et +0,7 M € de remboursement de trop perçus de subventions.

S'agissant des crédits opérationnels, à un niveau inchangé, il convient de signaler les inscriptions suivantes :

a) au niveau **des autorisations de programmes** à **– 1,7 M€**, correspondant principalement à des modifications de l'avancée des chantiers :

- **+1 M€** dans le domaine culturel, pour la reconstruction du Maillon dans le quartier du Wacken (+2 M€), compensée partiellement par des baisses, dont la restructuration du 5 place du château (-0,2 M€), la mise aux norme du palais Rohan (-0,3 M€) ou encore la rénovation du hall des chars (-0,2 M€);

- **+0,9 M€** pour le patrimoine, principalement liée à l'augmentation de la maîtrise d'ouvrage déléguée (+1 M€) ;

- **+0,5 M€** dans le domaine des mobilités, des espaces publics et naturels, correspondant à l'accompagnement des projets de tramway pour l'éclairage public (+0,6 M€) ;

- **-0,9 M€** pour les projets urbains et la rénovation urbaine ;

- **-1,5 M€** dans le domaine du sport, notamment suite au moratoire sur l'installation des terrains synthétiques (-1,2 M€) ;

- **-1,7 M€** dans le domaine de l'éducation, dont la restauration scolaire Schluthfeld (-0,4 M€), le nouveau groupe scolaire à la Meinau (-0,3 M€), la restauration scolaire Finckwiller (-0,3 M€), le pôle associatif Poteries (-0,5 M€), et l'école maternelle Vauban (+0,5 M€) ;

b) au sein des dépenses **de crédits annuels,** à **+1,7 M€** :

- **+1,3 M€** de complément pour les acquisitions foncières et immobilières ;

- **+0,7 M€** de travaux dans les écoles et les maisons de la petite enfance ;

- **+0,2 M€** de travaux pour le Site Etoile et pour la cité de la musique et de la danse ;

- **-0,5 M€** de remboursement des dépenses informatiques à l'Eurométropole, le montant calculé étant moindre que celui prévu au budget primitif.

Outre la reprise d'une partie du résultat de fonctionnement en investissement de **+24,2 M €**, il y a lieu de signaler, en recettes, **-2,8 M€** sur les subventions à percevoir, lié principalement aux décalages de chantiers en dépenses.

L'équilibre est assuré par une baisse de la prévision d'emprunt de **13,6 M €**.

BUDGET ANNEXE DE L'ECOLE EUROPENNE

La clôture de l'exercice 2017 de ce budget annexe a fait apparaître un résultat de +63 719,89 € en section de fonctionnement et de +68 983,83 € en section d'investissement qu'il convient de reprendre au sein de ce budget supplémentaire.

La section de fonctionnement s'équilibre à +163 700 €, et comprend outre la reprise de résultat en recettes (+63,7 K€), un complément de subvention des partenaires (100 K€), afin de financer le marché multi-services, qui est désormais porté par ce budget à la place de l'EPLE.

La section d'investissement s'équilibre à +64 000 €, et comprend en recettes la reprise de résultat, qui permet de prévoir d'éventuelles dépenses de travaux complémentaires.

FIABILITE DES COMPTES

Rattrapage de l'amortissement des immeubles de rapport 2132 pour 618 175,32€

Dans son rapport du 25 octobre 2012, la Chambre régionale des comptes d'Alsace rappelait que dans l'instruction comptable M14 entrée en vigueur le 1er janvier 1997, figurent deux concepts majeurs :
- l'amélioration de la sincérité des comptes : la comptabilité suit le principe d'indépendance des exercices, qui trouve à s'exprimer au travers des nouvelles règles d'affectation des résultats, mais aussi, par exemple, au travers des dispositifs de rattachements de charges et de produits ;
- et le principe de patrimonialité : la vision patrimoniale des comptes est renforcée par l'introduction de l'amortissement budgétaire obligatoire et par d'autres écritures, comme celles qui constatent la sortie ou l'entrée d'un actif.
La régularité s'apprécie au regard de l'application des lois et règlements. Cela implique notamment le respect des méthodes d'amortissements.

Les travaux de fiabilisation du patrimoine engagés avec le comptable public depuis 2015 permettent aujourd'hui d'effectuer un certain nombre de corrections sur la base d'une situation des comptes arrêtés au 31 décembre 2017.

Les immeubles de rapport enregistrés au compte 2132 et entrés à l'actif depuis 1997 et la mise en place de Coriolis doivent être amortis. La durée d'amortissement de 50 ans a été définie au budget supplémentaire du 22 juin 2015. Nous devons aujourd'hui rattraper les amortissements historiques manquants par opération d'ordre non budgétaire selon les

préconisations du Comité national de Fiabilité des comptes publics locaux. La correction porte sur les biens identiques de l'ordonnateur et du comptable public qui ne nécessitent pas de correction.

Les écritures comptables à passer par le comptable public sont : débit 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés et crédit du 28132 Amortissements des immeubles de rapport pour 618 175,32€.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

a) *arrête par chapitre le budget supplémentaire 2018 du budget principal de la Ville de Strasbourg tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :*

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
011	Charges à caractère général	835 456,00 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	-23 147,26 €
014	Atténuation de produits	-224,32 €
022	Dépenses imprévues	-1 040 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	602 691,26 €
66	Charges financières	-55 000,00 €
67	Charges exceptionnelles	150 000,00 €
68	Dotations aux amortissements et aux provisions	330 224,32 €
		800 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
002	Résultat de fonctionnement reporté	2 880 000,00 €
013	Atténuations de charges	450 000,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	4 731,01 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	-10 111 351,55 €
73	Impôts et taxes	1 540 000,00 €
74	Dotations et participations	2 390 937,00 €
75	Autres produits de gestion courante	115 000,00 €

76	Produits financiers	2 474 335,18 €
77	Produits exceptionnels	17 787,40 €
78	Reprises sur amortissements et provisions	1 038 560,96 €
		800 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	6 053 541,19 €
020	Dépenses imprévues	3 360,27 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	4 731,01 €
041	Opérations patrimoniales	486 690,24 €
13	Subventions d'investissement	676 800,00 €
16	Emprunts et dettes assimilées	-1 000 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles	2 174,40 €
204	Subventions d'équipement versées	-1 032 908,15 €
21	Immobilisations corporelles	3 001 760,79 €
23	Immobilisations en cours	-1 969 761,11 €
454103	Aménagements d'éclairage public pour tiers	-1 265,93 €
		6 225 122,71 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
024	Produit des cessions d'immobilisations	207 200,00 €
041	Opérations patrimoniales	486 690,24 €
10	Dotation fonds divers et réserves	24 156 545,49 €
13	Subventions d'investissement	-2 791 671,63 €
16	Emprunts et dettes assimilées	-13 458 764,10 €
		8 600 000,00 €

2 – AUTORISATIONS DE PROGRAMME

En DEPENSES	*816 686 082,86 €*
En RECETTES	*152 419 172,97 €*

b) approuve la liste des autorisations de programme telles que figurant dans le cahier d'investissement ci-joint,

c) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2018 du budget annexe de l'école européenne tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
011	Charges à caractère général	167 000,00 €
022	Dépenses imprévues	1 683,83 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	-4 983,83 €
		163 700,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
002	Résultat de fonctionnement reporté	63 719,89 €
74	Dotations et participations	100 000,00 €
75	Autres produits de gestion courante	-19,89 €
		163 700,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
21	Immobilisations corporelles	64 000,00 €
		64 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	68 983,83 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	-4 983,83 €
		64 000,00 €

d) confirme la révision, pour 2019, des tarifs en euros de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) conformément aux dispositions des articles L 2333-9 à L 2333-12 du Code Général des Collectivités Territoriales

2019	
Dispositifs publicitaires et préenseignes non numériques	31,4
Dispositifs publicitaires et préenseignes non numériques de plus de 50 m2	62,8

Dispositifs publicitaires numériques	94,2
Dispositifs publicitaires numériques de plus de 50 m2	188,4
Enseignes de 7 à 12 m2 scellées au sol	21,0
Enseignes de 12 à 20 m2	21,0
Enseignes de 20 m à 50 m2	42,0
Enseignes de plus de 50 m2	84,0

Les enseignes de 7 m2 à 12 m2 non scellées au sol sont exonérées

e) approuve l'opération d'ordre non budgétaire débit 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés et crédit du 28132 Amortissements des immeubles de rapport pour 618 175,32€

f) approuve les augmentations et reprises de provisions suivantes :

Libellé de la provision	Nature	Augmentation de provision	Reprise de provision
Coordination des opérations comptables	6817	30 199,33	
Autres provisions pour risques et charges de fonctionnement courant	7815		50 000,00
Fondation Apffel	7815		-106 609,68
Fondation Blanck	6815	-520,00	
Fondation Henri-Louis	6815	13 251,08	
Fondation Lippmann	6815	56 743,59	-12 086,98
Fondation Spach	6815	14 031,64	37 037,49
Fondation Strauss Durckheim	6815	-300,00	583,00
Fondation Trubner	6815	6 311,34	
Fondation Ungemach	6815	208 907,94	1 069 637,13
Autres fondations	6815	1 599,40	
Total		**330 224,32**	**1 038 560,96**

g) informe que les documents budgétaires sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=h.6.GPMpvWxmf1H_DhDcMD

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°10

Budget supplémentaire 2018 de la Ville de Strasbourg.

Pour	**47**	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, BITZ-Olivier, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, SCHMIDT-Michaël**
Contre	**12**	**CALDEROLI-LOTZ-Martine, KELLER-Fabienne, MANGIN-Pascal, MAURER-Jean-Philippe, REMOND-Thomas, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROOS-Thierry, SCHALCK-Elsa, SENET-Eric, TARALL-Bornia, VETTER-Jean-Philippe, ZUBER-Catherine**
Abstention	**0**	

11

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Budget supplémentaire 2018 de l'Œuvre Notre-Dame.

Le budget supplémentaire proposé doit permettre, d'une part, d'intégrer au sein du budget 2018 de l'Œuvre Notre-Dame les résultats issus du compte administratif 2017 et, d'autre part, de procéder à des ajustements des prévisions de dépenses et de recettes, nécessaires au bon fonctionnement de la fondation.

Ce budget ne fait apparaître aucune inscription en section de fonctionnement et s'équilibre à **600.000 €** en section d'investissement.

Cette dernière affiche en dépense :

- une reprise de résultat d'investissement négatif de l'exercice 2017 pour 790 015,97 €

- des modifications sur les autorisations de programme, principalement des rephasages vers 2019 pour -190 000 €, liés au report des travaux de rénovation pour les immeubles situés à Strasbourg :

  - place du Marché aux cochons de lait pour -50 000 €
  - 23/24 quai des Bateliers pour -140 000 €.

L'équilibre de cette section est assuré par l'inscription en recette :

- du résultat de fonctionnement de l'exercice 2017 pour 433 166,52 €,

- de crédits supplémentaires à hauteur de 343 000 € liés à des échanges de parcelles agricoles sur le territoire des communes d'Oberschaeffolsheim et de Stutzheim, dégageant une soulte au profit de la fondation,

- de 100 000 € pour la régularisation du versement pour la Salle des Plans,

- d'une diminution de la prévision d'emprunt de 279 443 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

a) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2018 de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :

EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	**Libellé chapitre**	
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	790 015,97 €
020	Dépenses imprévues	-1 015,97 €
16	Emprunts et dettes assimilées	1 000,00 €
23	Immobilisations en cours	-190 000,00 €
		600 000,00 €

Recettes

Chapitre	**Libellé chapitre**	
024	Produit des cessions d'immobilisations	343 000,00 €
10	Dotation fonds divers et réserves	433 166,52 €
13	Subventions d'investissement reçues	100 000,00 €
16	Emprunts et dettes assimilées	-279 443,02 €
21	Immobilisations corporelles	3 276,50 €
		600 000,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

En dépense	12 605 741,48
En recette	637 922,35

b) approuve la liste des autorisations de programme telles que figurant dans le cahier d'investissement ci-joint,

c) informe que les documents budgétaires sont consultables à partir du lien suivant https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=u5UeDizRwXOP3Us3u8QHiD

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°11

Budget supplémentaire 2018 de l'Œuvre Notre-Dame.

Pour	Contre	Abstention
57	0	0

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, BITZ-Olivier, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, SCHMIDT-Michaël

12

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Contrat financier entre l'Etat et la ville de Strasbourg.

Dès 2015, la ville de Strasbourg, compte tenu des contraintes liées à la baisse de la dotation globale de fonctionnement (DGF), a engagé un processus de maîtrise budgétaire et d'amélioration de sa trajectoire financière. Plusieurs leviers ont été mobilisés :

- la démarche « avenir du service public local » (ASPL), adoptée par le Conseil municipal, reposant sur trois piliers indissociables et d'égale importance, à savoir un objectif de stabilité de la masse salariale hors mesures nationales, et un objectif de *« 500 suppressions de poste d'ici à la fin du mandat avec une cible « à terme » de 10% de réduction de l'effectif* », l'adaptation et la qualité du service public, l'amélioration des conditions de travail des agents ;
- une maîtrise des dépenses de fonctionnement par la recherche d'économies sur les dépenses courantes ;
- un travail sur le plan pluriannuel d'investissement (PPI), en identifiant un montant d'investissement soutenable sur le mandat, avec un niveau d'investissement annuel budgétisé restant conséquent autour de 100M€ ;
- une stabilisation des subventions de fonctionnement.

Ce travail de pilotage et de maîtrise des charges déjà entrepris a permis notamment de stabiliser la masse salariale depuis 2014 (ho mesures exogènes) et d'améliorer notre trajectoire financière, ce qui s'est concrétisé par l'obtention d'une note AA perspective stable par l'agence de notation Fitch depuis mars 2017. Entre 2014 et 2017 l'évolution moyenne annuelle des charges a ainsi été tenue à +1,2% par an.

Le contexte du contrat financier avec l'Etat

Dans le but de poursuivre l'objectif de réduction des déficits publics, la loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 a prévu une contractualisation financière entre l'Etat les principales collectivités territoriales et EPCI (322 au total).

Contrairement à la période précédente où, de 2014 à 2017, l'Etat a procédé à une réduction des dotations forfaitaires (- 20 millions d'euros pour la ville de Strasbourg), la nouvelle méthode impose une évolution maximum des dépenses de fonctionnement fixée à +1,2%, *avec une sanction financière par le biais d'une baisse de la dotation (de 75% du montant dépassant le 1,2%) s'il devait y avoir une hausse des dépenses de plus de 1,2%.*

Sur la base de ce taux, le contrat fixe le niveau maximal des dépenses réelles de fonctionnement que la collectivité territoriale ou l'EPCI à fiscalité propre s'engage à respecter chaque année sur la durée du contrat.

Si le principe de la limitation de la hausse des dépenses de fonctionnement est parfaitement conforme aux engagements de la Ville (depuis 2014, l'évolution annuelle moyenne des charges a ainsi été tenue à 1.2%), il demeure une réserve sur la méthode qui porte atteinte au principe de la libre administration de nos collectivités, comme cela a d'ailleurs été souligné unanimement par les associations de collectivités. Il reste également une incompréhension et une inquiétude sur les périmètres d'activité pris en compte.

A ce titre, la Ville demande formellement à l'Etat qu'un certain nombre de dépenses soient sorties du périmètre de calcul des comparaisons d'exercice budgétaire. Ainsi, pour certaines politiques publiques encouragées par l'Etat et/ou l'Union Européenne, la Ville peut percevoir des aides et des subventions qui font augmenter artificiellement les dépenses de fonctionnement ; ou encore la Ville doit faire face à des dépenses nouvelles rendues obligatoires par le législateur.

C'est pourquoi il est demandé solennellement à l'Etat que soient sorties certaines dépenses des comparaisons d'un exercice à l'autre, dont notamment:

- Les dépenses portées par la commune pour le compte d'autres partenaires, dans le cadre par exemple d'appels à projets européens ou nationaux ;

- Les dépenses supplémentaires de la Ville dont la réalisation aurait été rendue obligatoire par l'Etat (sécurité, nouvelles normes, etc…) ;

- La part de dépenses ayant bénéficié d'un financement de l'Etat, en vue de la mise en œuvre ou du renforcement d'une politique d'intérêt général (dans le domaine de la santé par exemple…) ;

- Les dépenses municipales volontaristes qui viennent en appui des missions d'intérêt général assumées par l'Etat.

Figure en annexe une explication sur les principales clauses du contrat financier

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu le projet de contrat entre l'Etat et la ville de Strasbourg en annexe,
vu les articles 13 et 29 de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022,
vu les dispositions du décret n°2018-309 du 27 avril 2018 et de la circulaire interministérielle NOR INTB18065599J du 16 mars 2018,
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
demande

au Gouvernement de prendre en compte les demandes légitimes des collectivités

Pour autant approuve

le projet de contrat entre l'Etat et la ville de Strasbourg

autorise

le Maire ou son représentant à signer le contrat entre l'Etat et la ville de Strasbourg

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Contrat entre l'État et la commune de Strasbourg

Entre
d'une part, M. Roland RIES, Maire de la Ville de Strasbourg
Désigné ci-après « la collectivité»,
dûment autorisée par délibération de son organe délibérant du 25 juin 2018

et

l'État, représenté par M. Jean-Luc MARX,
Préfet de la Région Grand Est, Préfet du Département du Bas-Rhin
ci après désigné « Le préfet »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Afin de respecter l'objectif d'une réduction de 3 points de dépenses publiques dans le PIB ainsi que d'une diminution de la dette publique de 5 points à horizon 2022, l'article 13 de la loi du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques a prévu que les dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre progresseraient, dans leur ensemble, de 1,2 % par an. Elle prévoit aussi une réduction annuelle du besoin de financement des collectivités et de leurs groupements à fiscalité propre de 2,6 Md€.

L'article 29 de la même loi prévoit les mesures destinées à assurer le respect de ces objectifs.

Le présent contrat prolonge la démarche « Avenir du Service Public Local » déjà mise en place depuis 2015 à la Ville de Strasbourg pour moderniser son administration.

Article 1er - Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de définir les mesures destinées à assurer la compatibilité des perspectives financières de la collectivité avec l'objectif de contribution à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique. Il porte sur les trois exercices budgétaires 2018, 2019 et 2020.

Article 2 - Fixation de l'objectif d'évolution des dépenses de la collectivité et facteurs de modulation

Aux termes du III de l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022, « *L'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre correspond à un taux annuel de croissance de 1,2 % appliqué à une base de dépenses réelles de fonctionnement en 2017, en valeur et à périmètre constant* ». Par ailleurs, aux termes du IV de l'article 29 de la même loi, ce taux peut être modulé à la hausse ou à la baisse en tenant compte de critères prévus par la loi, dans la limite maximale de 0,15 points pour chacun des sous-titres suivants, appliqué à la base 2017.

Compte tenu des données nationales qui ont été partagées entre les deux parties, aucun facteur de modulation à la baisse comme à la hausse n'a été identifié concernant la Ville de Strasbourg.

Le taux d'évolution annuel maximum, appliqué à la base des dépenses réelles de fonctionnement 2017, pour la collectivité, est donc de 1,2%.

Une annexe informative jointe au présent contrat retrace les données utilisées.

Article 3 - Trajectoire 2018/2020 des dépenses réelles de fonctionnement de la collectivité

Aux termes de l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022, le niveau maximal des dépenses réelles de la section de fonctionnement du budget principal de la Ville de Strasbourg est calculé pour les années 2018, 2019 et 2020 par application à la base 2017 du taux d'évolution annuel de 1,2 % déterminé à l'article 2 ci-dessus. Ce niveau maximal est donné dans le tableau ci-après :

	Rappel de la base 2017	**2018**	**2019**	**2020**
Montant des dépenses réelles de fonctionnement	344 101 137€	348 230 350€	352 409 115 €	356 638 024€

Pour information, il est rappelé que la Ville de Strasbourg s'est engagée, depuis 2015, dans la démarche « Avenir du Service Public Local ». Adoptée par le Conseil municipal, cette démarche repose sur trois piliers indissociables et d'égale importance, à savoir :

- un objectif de stabilité de la masse salariale hors mesures nationales, et un objectif de *« 500 suppressions de poste d'ici à la fin du mandat avec une cible « à terme » de 10% de réduction de l'effectif »*
- l'adaptation et la qualité du service public ;
- l'amélioration des conditions de travail des agents.

A fin 2017, 274 postes sur l'ensemble constitué de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg avaient été supprimés en net et la masse salariale est stable depuis le compte administratif 2014, hors mesures nationales.

Pendant toute la durée du présent contrat, sera poursuivi ce chantier volontariste engagé depuis 3 ans.

Par ailleurs, la maîtrise des autres charges est déjà, depuis plusieurs années, au cœur de la stratégie financière municipale, que ce soit via la stabilité des dépenses de gestion et des subventions, une politique d'achat durable ou encore par une gestion active de la dette municipale.

Enfin un travail important sur les investissements a été réalisé, permettant de déterminer le volume d'investissement soutenable sur le mandat, tout en maintenant un niveau soutenu nécessaire à l'investissement local. Ce sont ainsi près de 100M€ qui, chaque année, sont budgétisés.

La Ville de Strasbourg va poursuivre les efforts afin de se placer dans la trajectoire souhaitée par l'Etat.

Article 4 - Amélioration du besoin de financement de la collectivité sur la période 2018/2020

La collectivité se fixe pour objectif d'améliorer son besoin de financement, défini comme les emprunts minorés des remboursements de dette, selon la trajectoire suivante :

	2017 (rappel)	**2018**	**2019**	**2020**
Besoin de financement initial (€)	-19 261 171€	0€	20 000 000€	24 000 000€
Besoin de financement contractualisé (€)	-19 261 171€	0 €	0 €	0 €

Le besoin de financement indiqué correspond à celui issu des orientations budgétaires pour 2018 et au-delà, de la dernière prospective partagée au sein du Conseil municipal.

La Ville de Strasbourg a pour autant comme objectif de continuer son désendettement engagé en 2017, tout en ayant une gestion dynamique de son patrimoine amenant à un plan de cessions et de rénovation.

Article 5 - Suivi des objectifs du contrat

Aux termes du V de l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022, pour la durée du contrat : « *A compter de 2018, il est constaté chaque année la différence entre le niveau des dépenses réelles de fonctionnement exécutées par la collectivité territoriale ou l'établissement et l'objectif annuel de dépenses fixé dans le contrat. Cette différence est appréciée sur la base des derniers comptes de gestion disponibles* ».

Le préfet et la collectivité s'engagent à se réunir à l'automne et en avril de chaque année pour suivre les objectifs du contrat.

A cette occasion, l'une des parties peut demander la conclusion d'un avenant modificatif au contrat.

Pourront notamment être examinées dans le cadre de ce bilan :

- les changements de périmètre budgétaire comme la création d'un budget annexe
- les éventuels changements de périmètre géographique
- les dépenses issues de transferts de compétences entre collectivités et de charges entre l'Eurométropole et ses communes membres
- la survenance d'éléments exceptionnels affectant significativement le résultat

Article 6 - Durée du contrat

Le présent contrat est établi pour une durée de 3 années.

Fait à Strasbourg, le …

Pour l'État,
Le Préfet de la Région Grand-Est,
Préfet du Département du Bas-Rhin,
M. Jean-Luc MARX

Pour la collectivité,
Le Maire de la Ville de Strasbourg,
M. Roland RIES

ANNEXE AU CONTRAT

Les données relatives aux années 2014 à 2017 dans les tableaux ci-dessous sont calculées conformément aux modalités et périmètres retenus par l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques pour 2018 à 2022.

Evolution de la population

Evolution annuelle de la population	**2013**	**2018**	**Evolution moyenne annuelle 2013-2018**
Population de la collectivité en nombre d'habitants	276 401	281 512	+0,37%
Evolution nationale			+0,48%
Seuil de hausse			1,23

Construction de logements

Evolution du nombre de logements autorisés	2014	2015	2016	**Moyenne annuelle sur la période**
Nombre de logements autorisés	3 961	2 292	2 834	3 029
Nombre de logements total en 2014	127 454			*2,38 % < 2,50 %*

Revenu et population résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)

Donnée	**Dernières données connues**
Revenu moyen par habitant (€ par hab.) COLLECTIVITE	13 003€/h
Revenu moyen par habitant (€ par hab.) NATIONAL	14 316€/h
Revenu moyen par habitant (€ par hab.) SEUIL DE HAUSSE	11 453€/h
Proportion de population résidant en QPV (en%) COLLECTIVITE	23,3%
Seuil de hausse (critère QPV)	25,00 %

Dépenses réelles de fonctionnement

Trajectoire rétrospective des dépenses réelles de fonctionnement	**2014**	**2016**	**2017**	**Evolution moyenne annuelle 2014/2016 (%)**
Dépenses réelles de fonctionnement (k€)	332 092	335 865	344 101	+0,6%
Évolution moyenne				-0,61 %
Seuil de hausse				-2,11 %

Besoin de financement

Trajectoire rétrospective du besoin de financement	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
(1) Nouveaux emprunts (k€)	83 456	37 475	18 562	7 408
(2) Remboursements (k€)	18 354	20 942	26 220	26 669
Besoin de financement (1-2 ; en k€)	65 102	16 533	-7 658	-19 261

ANNEXE : description du dispositif du contrat financier avec l'Etat

Le contexte du contrat financier avec l'Etat

L'Etat a souhaité adopter une nouvelle approche dans ses relations financières avec les collectivités territoriales à partir de 2018, après la baisse des dotations mise en œuvre depuis 2014.

Annoncée dès la première réunion de la conférence nationale des territoires (CNT) du 17 juillet 2017, la volonté d'une participation des collectivités territoriales à la réduction de la dette publique et à la maîtrise des dépenses publiques a été affirmée et prévue par les articles 13 et 29 de la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022.

Elle traduit, notamment vis-à-vis de l'Union Européenne, la détermination de l'Etat français à poursuivre les efforts d'amélioration de la situation des comptes publics. Ils ont été déclinés en trois objectifs sur 5 ans : une réduction du déficit public de plus de 2 points, une réduction de plus de 3 points de la part de la dépense publique dans le produit intérieur brut (PIB) et une réduction de 5 points de la dette des administrations publiques. Les collectivités territoriales y concourront à due proportion de la part des administrations publiques locales dans la dépense publique globale, soit environ un sixième.

Dans ces conditions, l'objectif national d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités locales et de leurs établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre (ODEDEL) des cinq prochaines années a été fixé à +1,2% par an, par rapport à une base 2017.

Cet objectif prévoit par ailleurs un objectif national d'amélioration du besoin annuel de financement de 2,6 milliards d'euros chaque année sur la période 2018-2022, soit 13 milliards d'euros sur cinq ans par rapport au tendanciel.

A cette fin, les collectivités représentant la plus grande partie de la dépense locale, soit 322 collectivités (régions, départements, communes et EPCI à fiscalité propre dont les charges sont supérieures à 60M€), sont invitées à conclure localement un contrat avec le Préfet.

Les principales clauses du contrat financier avec l'Etat

Le contrat passé avec l'Etat fixe trois objectifs financiers, dont un seul est contraignant pour la ville de Strasbourg :

- un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement (DRF) constatées aux comptes de gestion, dont le non-respect sera sanctionné ;
- un objectif d'amélioration du besoin de financement, indicatif mais non contraignant ;
- une trajectoire d'amélioration de la capacité de désendettement, pour les collectivités dont la capacité de désendettement dépasse en 2016 le plafond national de référence fixé à 12 ans. La Ville n'est pas concernée avec une capacité de désendettement de 6,2 années fin 2016.

Le contrat doit être conclu au plus tard avant la fin du premier semestre 2018, pour une durée de trois ans.

Le Maire s'y engage à ne pas dépasser un taux de croissance annuel des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal, fixé au maximum à 1,2 % (inflation comprise), en détaillant les actions déjà entreprises et à venir pour atteindre cet objectif. Le montant de référence est celui des DRF constaté au projet de compte de gestion 2017, présenté pour approbation au Conseil municipal du 25 juin 2018.

Cet objectif de maîtrise des charges peut d'ailleurs pour chaque collectivité être modulé, à la hausse ou à la baisse dans un maximum de 0.15%, en fonction des circonstances locales. Trois critères sont fixés par le législateur pour moduler le taux d'évolution de 1,2% :
1. la démographie ou la construction de logement ;
2. le revenu moyen par habitant ou la proportion de population résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
3. les efforts déjà réalisés en matière de maîtrise des dépenses de fonctionnement (entre les années 2014 et 2016).

Tous ces critères sont objectivés par la situation de la collectivité par rapport à la moyenne des communes, calculée par l'Etat. Compte tenu des données nationales qui ont été relayées, aucun facteur de modulation à la baisse comme à la hausse n'a été identifié pour la ville de Strasbourg.

Aussi la norme d'évolution des charges sur laquelle la ville de Strasbourg s'engage est la suivante :

	Rappel de la base 2017	**2018**	**2019**	**2020**
Montant des dépenses réelles de fonctionnement (DRF)	344 101 137€	348 230 350€	352 409 115 €	356 638 024€

Il a été rappelé dans le contrat que la Ville s'est engagée depuis 2015 dans la démarche Avenir du service public local (ASPL.)

Pendant toute la durée du présent contrat, sera poursuivi ce chantier volontariste engagé depuis 3 ans.

Par ailleurs, la maîtrise des autres charges est déjà depuis plusieurs années au cœur de la stratégie financière municipale, que ce soit via la stabilité des dépenses de gestion et des subventions, politique d'achat durable ou encore par une gestion active de la dette municipale.

Enfin un travail important sur les investissements a été réalisé, permettant de déterminer le volume d'investissement soutenable sur le mandat, tout en maintenant un niveau soutenu nécessaire à l'investissement local. Ce sont ainsi près de 100M€ qui sont tous les ans budgétisés.

La Ville va poursuivre les efforts afin de se placer dans la trajectoire souhaitée par l'Etat. Il est également rappelé qu'elle conserve comme objectif de continuer son désendettement engagé

en 2017, tout en ayant une gestion dynamique de son patrimoine amenant à un plan de cessions et de rénovation.

Le suivi de la mise en œuvre du contrat financier avec l'Etat

Si la ville de Strasbourg ne remplit pas l'objectif d'évolution des DRF fixé à 1,2% par an jusqu'en 2020, une reprise financière par l'Etat est prévue sur les douzièmes de fiscalité directe.

Ainsi, chaque année, l'écart entre le niveau de dépenses de fonctionnement et l'objectif est constaté et partagé avec les services de l'Etat :

- si l'évolution est égale ou en-dessous de l'objectif chiffré, la ville de Strasbourg n'aura pas de baisse de dotation sur l'année en cours ;
- par contre, si l'évolution est au-dessus de l'objectif chiffré, l'État lui reprendra 75 % du montant de l'écart constaté, avec un plafond à hauteur de 2% des recettes réelles de fonctionnement (soit 8M€ en 2017 pour la Ville). Les collectivités refusant de signer un contrat avec l'Etat se verront reprendre quant à elles 100% de l'écart constaté.

Les objectifs d'amélioration du besoin de financement et de la capacité de désendettement ne sont pas concernés par l'application d'un mécanisme de reprise financière mais doivent néanmoins faire l'objet d'un examen attentif lors de cette rencontre et à l'occasion des débats d'orientations budgétaires de la ville.

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°12

Contrat financier entre l'Etat et la ville de Strasbourg.

Pour	**22**	BARRIERE-Caroline, BEY-Françoise, BITZ-Olivier, BUFFET-Françoise, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, KOHLER-Christel, MATT-Nicolas, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, RAFIK-ELMRINI-Nawel, REMOND-Thomas, RIES-Roland, SEILER-Michèle, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence
Contre	**16**	AGHA BABAEI-Syamak, BARSEGHIAN-Jeanne, DREYSSE-Marie-Dominique, JUND-Alain, JUNG-Martine, KEMPF-Suzanne, MANGIN-Pascal, MAURER-Jean-Philippe, ROBERT-Jean-Emmanuel, SCHAETZEL-Françoise, SCHALCK-Elsa, SENET-Eric, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine
Abstention	**21**	BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, CAHN-Mathieu, FELTZ-Alexandre, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, KELLER-Fabienne, MATHIEU-Jean-Baptiste, MEYER-Paul, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, ROOS-Thierry, SCHULTZ-Eric, TARALL-Bornia, VETTER-Jean-Philippe, SCHMIDT-Michaël

Point N°12 :
Contrat financier entre l'Etat et la ville de Strasbourg.

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 22 + 1

Contre : 16

Abstention : 21

SERVICE DES ASSEMBLEES

Observation :

(*) Le boitier de M. ROGER était défectueux alors qu'il souhaitait voter « Pour ».

13

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Créances à admettre en non-valeur.

Dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable, le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg a proposé l'admission en non-valeur d'un certain nombre de créances détenues par la Ville de Strasbourg sur des débiteurs dont l'insolvabilité ou la disparition sont établies.

Ces admissions en non-valeur entrent dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralité qui, en vertu de l'article L 2541-12-9° du Code Général des Collectivités Territoriales, sont soumis à la décision du Conseil Municipal.

Les recettes à admettre en non-valeur sont récapitulées dans le relevé joint en annexe, elles s'élèvent à :

I- CREANCES IRRECOUVRABLES
Budget principal : **59 174,31 €**

A l'appui de ses demandes et avec le concours des services ordonnateurs, le Receveur fournit les justificatifs qui permettent de proposer l'admission en non-valeur.

II. CREANCES MINIMES

Suite à la délibération du 19 décembre 2014, le seuil de présentation des pièces justificatives a été diminué à 30 €.

Dans ce cadre, et en raison d'un coût de poursuites disproportionné au regard des enjeux financiers, une demande d'admission en non-valeur relative aux créances minimes est présentée pour un montant total de **532,24 €** pour le budget principal.
Elle porte sur 58 pièces, soit des créances d'un montant unitaire moyen de **9,18 €.**

III. REMISE GRACIEUSE

Budget principal **: 152,00 €**

- **Direction Mobilité, espaces publics et naturels**

M. Gilbert TOMEI était locataire d'un jardin familial, au lotissement Mayse Bastié, n'étant plus en mesure de l'entretenir, en raison de son état de santé et de ce fait,a été

contraint de résilier le contrat fin 2015 mais hors délais. Compte-tenu de la faiblesse de ses revenus, il n'est pas en mesure d'honorer de paiement du dernier loyer et sollicilte l'annulation de sa dette.
Eu égard à l'état de santé de M. Gilbert TOMEI et ses difficultés financières, il est proposé de remettre gracieusement la créance du locataire du foyer-fermage 2016, d'un montant de 152,00 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *les pertes sur créances irrécouvrables au titre de l'exercice 2018, s'agissant des admissions en non-valeur pour une somme de 59 174,31€, imputées à hauteur de 41 061,40€ sur la ligne budgétaire 65 / 6541 / 01 et, s'agissant des créances éteintes, à hauteur de 18 112,91€ sur la ligne budgétaire 65 / 6542 / 01 ;*
- *les admissions en non-valeur des créances minimes irrécouvrables, pour une somme de 532,24 €, au titre du budget principal, imputées sur la ligne budgétaire 65 / 6541 / 01 ;*
- *une remise gracieuse pour un montant de 152,00 €, imputée sur la ligne budgétaire 67/ 6748 / 01.*

Le relevé détaillé est annexé à la présente délibération.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

CREANCES A ADMETTRE EN NON VALEUR
VDS 1/2018

PRODUITS	MONTANT	EXERCICE CONCERNE
Direction des espaces verts		
Location de jardins/Vente de bois		
réf HELIOS 1123200238	454,78	2012-2016
TOTAL	**454,78**	
Service de Bibliothéque		
Prêts de documents		
réf HELIOS 1112692117	60,00	2010-2017
réf HELIOS 1112309014	80,00	2010-2017
réf HELIOS 2100901113	90,00	2008-2016
réf HELIOS 1113678199	37,23	2010-2014
réf HELIOS 1110705758	90,00	2009-2017
réf HELIOS 2100901509	60,00	2009-2017
réf HELIOS 2100900771	56,00	2007-2014
réf HELIOS 1113131347	36,00	2010-2016
réf HELIOS 2100900537	84,00	2006-2017
réf HELIOS 1120872582	60,00	2012-2018
TOTAL	**653,23**	
Service Police du Bâtiment		
TLPE		
réf HELIOS 1151623014	438,30	2015-25017
TOTAL	**438,30**	
Service du domaine pulic		
Occupation du domaine public		
réf HELIOS 1160790443	168,75	2017
réf HELIOS 1151506317	68,43	2017
TOTAL	**237,18**	
Droit de Stationnement		
réf HELIOS 1122670534	673,10	2012-2016
réf HELIOS 2100901677	1 176,50	2009-2017
TOTAL	**1 849,60**	
Service juridique		
Jugement		
réf HELIOS 2100900874	1 488,29	2008-2017
réf HELIOS 1119124523	4 285,57	2011-2017
réf HELIOS 1120425485	1 515,93	2012-2015
TOTAL	**7 289,79**	

Service du conservatoire		
réf HELIOS 1134056157	448,00	2014-2018
réf HELIOS 1160257831	410,00	2017
réf HELIOS 1160265392	410,00	2017
réf HELIOS 1136842134	389,00	2014-2015
réf HELIOS 1120528572	767,00	2012-2017
réf HELIOS 1128243358	370,00	2013
réf HELIOS 1151031668	40,00	2016
	TOTAL 2 834,00	

Direction de la construction et du patrimoine bati *Loyers*		
réf HELIOS 2100902166	21 294,32	2013-2017
réf HELIOS 1109984283	110,76	2009-2017
	21 405,08	

Direction de l'éducation et de la petite enfance *Restauration scolaire / periscolaire*		
réf HELIOS 1117412838	219,54	2012-2017
réf HELIOS 1122435754	488,72	2011-2016
réf HELIOS 1114920375	345,24	2010-2012
réf HELIOS 1125437768	368,50	2013-2017
réf HELIOS 1115385622	194,60	2010-2016
réf HELIOS 1121650089	401,75	2011-2017
réf HELIOS 1118456499	340,00	2012-2017
réf HELIOS 1118469147	36,40	2012-2016
réf HELIOS 1116564764	49,00	2011-2017
réf HELIOS 1128489451	155,80	2013-2018
réf HELIOS 2100921638	500,41	2007-2013
réf HELIOS 1160518502	424,24	2016-2017
réf HELIOS 1144693461	120,37	2016-2018
réf HELIOS 1150803300	257,17	2016-2017
réf HELIOS 1128489314	469,67	2014-2016
réf HELIOS 1141897065	286,27	2015-2015
réf HELIOS 1160243116	1 571,10	2015-2017
réf HELIOS 1133097346	412,56	2014-2016
réf HELIOS 1163206291	298,35	2016-2017
réf HELIOS 1151642054	327,60	2016-2017
réf HELIOS 1161861828	131,15	2017
réf HELIOS 2100923598	91,25	2009
réf HELIOS 2100923233	584,00	2009
réf HELIOS 1113602863	546,20	2009-2010
réf HELIOS 2011922985	337,40	2008-2009
	TOTAL 8 957,29	

Service de la police du batiment *Droits d'enseignes*		
réf HELIOS 1119368564	175,69	2010-2015
réf HELIOS 1126203935	116,00	2013-2015
réf HELIOS 1160632963	127,00	2014-2015
réf HELIOS1140596947	262,00	2016-2017
réf HELIOS 1160632725	117,00	2016-2017
réf HELIOS 2100922751	57,00	2008-2017
réf HELIOS 2100922001	654,00	2007-2015
réf HELIOS 2100925880	58,00	2009
réf HELIOS 1126202874	186,00	2013-2017
réf HELIOS 1160634011	66,00	2017
réf HELIOS 1160634084	66,00	2017
réf HELIOS 1126204292	60,00	2012-2016
réf HELIOS 1119330492	239,20	2011-2016
réf HELIOS 1113771107	118,00	2010
réf HELIOS 1140596891	187,00	2012-2017
réf HELIOS 1151526088	320,00	2013-2017
réf HELIOS 1151525905	380,00	2012-2017
réf HELIOS 2100922022	111,00	2006-2009
réf HELIOS 1113771830	59,00	2010
réf HELIOS 1113772294	142,50	2010
réf HELIOS 1113770650	118,00	2010
réf HELIOS 1113770978	59,00	2010
réf HELIOS 1110519937	244,50	2007-2010
réf HELIOS 1113771592	59,00	2010
réf HELIOS 1113770508	45,00	2010
réf HELIOS 1113772399	57,50	2010
réf HELIOS 1110732868	236,00	2010
réf HELIOS 1109985526	555,00	2007-2010
réf HELIOS 2100909159	337,50	2009-2010
réf HELIOS 2100925695	234,00	2009-2010
réf HELIOS 2100921414	275,00	2006-2010
réf HELIOS 1113772962	83,50	2010
réf HELIOS 2100925728	116,00	2009
réf HELIOS 1113770134	24,50	2010
réf HELIOS 2100925815	90,40	2009
réf HELIOS 1151525533	149,00	2010
TOTAL	**6 185,29**	

Service communication externe *Insertion publicitaire*		
réf HELIOS 2100900832	236,80	2007
TOTAL	**236,80**	

Direction de la culture		
réf HELIOS 2100897410	3 491,86	2010-2014
TOTAL	**3 491,86**	

Service animation évènements		
réf HELIOS 1113796949	636,27	2010
TOTAL	**636,27**	

Droits de place		
réf HELIOS 1109985526	1 336,72	2009-2010
réf HELIOS 2100925695	286,60	2010
réf HELIOS 21009801356	166,25	2009
réf HELIOS 2100925728	2 666,27	2009
réf HELIOS 1113770134	49,00	2010
TOTAL	**4 504,84**	

Petits reliquats		
Créances minimes	532,24	2012-2016
	532,24	

Remises gracieuses		
TOMEI Gilbert	152,00	2015-2016
	152,00	

Direction des espaces verts	***454,78***
Service de Bibliothéque	***653,23***
Service Police du Bâtiment	***438,3***
Service du domaine pulic	***237,18***
Droit de Stationnement	***1849,6***
Service juridique	***7289,79***
Service du conservatoire	***2834***
Direction de la construction et du patrimoine bati	***21405,08***
Direction de l'éducation et de la petite enfance	***8957,29***
Service de la police du batiment	***6185,29***
Service communication externe	***236,8***
Direction de la culture	***3491,86***
Service animation évènements	***636,27***
Droits de place	***4504,84***
Petits reliquats	***532,24***
Remises gracieuses	***152,00***
TOTAL	***59858,55***

14

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Affectation des enveloppes budgétaires pour les collaborateurs-trices de groupes politiques.

Le Code Général des Collectivités Territoriales dans son article L 2121-28 dispose que le Maire peut, dans les conditions fixées par le Conseil municipal et sur proposition des représentants-es de chaque groupe, affecter aux groupes politiques d'élus-es, une ou plusieurs personnes.

Le Conseil municipal ouvre au budget de la commune, sur un chapitre spécialement créé à cet effet, les crédits nécessaires à ces dépenses, sans qu'ils puissent excéder 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres de l'assemblée délibérante.
Par délibération du 19 février 2018, le Conseil a affecté aux groupes politiques une somme globale fixée à un montant annuel maximum de 309 711 € répartie avec la volonté de donner des moyens spécifiques aux groupes d'opposition afin de leur permettre de bien fonctionner, et d'opérer une répartition équitable du solde entre les groupes de la majorité.

La composition des groupes pouvant varier en cours de mandat en fonction des choix d'adhésion des élus municipaux, le conseil avait été appelé à approuver les conditions de modification de la répartition de l'enveloppe affectée aux groupes politiques.
Il avait ainsi été décidé qu'un montant forfaitaire de 3 655 € soit transféré d'un groupe politique à un autre à l'occasion du changement de groupe d'un élu, qu'il s'agisse d'un groupe existant ou d'un nouveau groupe.

Le groupe « Strasbourg à vos côtés UMP-Modem et Société civile » initialement composé de 12 élus s'est scindé en deux groupes. Le premier qui préserve son nom est composé de 6 membres, le second dénommé « Strasbourg en mouvement » est aussi composé de 6 élus.

Il est rappelé que le groupe d'origine était attributaire d'une somme totale de 78 487 €. Cette somme était décomposée en deux sous-enveloppes :
- Une première de 43 860 € correspondant au forfait élu de 3655 € par membre multiplié par 12,
- Une seconde de 34 627 € correspondant à un forfait de base, dont le montant a été délibéré afin de garantir des moyens à l'opposition supérieurs à sa représentativité numérique.

Dès lors que la scission est constatée, il est demandé au conseil d'approuver une répartition de la seconde enveloppe – soit 34 627 € - en deux parties égales d'un montant de

17 313,5 € versée à chacun des groupes (montant réel versé au prorata du calendrier budgétaire annuel).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L 2121-8 et L 2123-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'affectation d'une enveloppe financière aux groupes politiques en application des dispositions énoncées ci-dessus et exposées dans le tableau annexé à la présente

précise

que le montant réel versé sera fixé au prorata du calendrier budgétaire annuel

décide

l'imputation de cette dépense sur les crédits ouverts au budget de la ville de Strasbourg (020-6561-RH01L)

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

COLLABORATEURS DES GROUPES POLITIQUES VILLE

	Groupe des élus socialistes et républicains, "Strasbourg Energies positives"	Groupe "La Coopérative - Génération.s"	Groupe des élu.e.s écologistes et citoyens	Groupe "Strasbourg en marche"	Groupe "UDI - Agir pour Strasbourg"	Groupe "Strasbourg à vos côtés - UMP, MoDem et société civile"	Groupe "Strasbourg en mouvement"	Groupe "Strasbourg bleu marine"	Non inscrits	
Nombre élus	23	8	6	10	2	6	6	2	2	65
Montant enveloppe par groupe	88 646 €	34 243 €	26 933 €	41 474 €	19 700 €	39 243 €	39 243 €	19 700 €		309 182 €

15

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Passation d'avenants et attribution de marchés.

Autorisation de signature de marchés publics

Il est proposé d'autoriser la signature des marchés publics suivants, attribués par la Commission d'appel d'offres :

N° de marché	Objet du marché	Durée du marché	Attributaire	Montant (€ HT)	Date CAO/ comité interne
DC8021VA	Travaux de restauration (maçonnerie pierre de taille) du mur d'enceinte médiéval situé place Sainte-Madeleine à Strasbourg	7 mois	CHANZY_PARDOUX	298 883,20	14/06/2018
DC7016VA	Mission de MOE portant sur la création d'une salle de gymnastique et mise en sécurité du gymnase Canardière	30 mois (hors GPA)	F+F ARCHITECTES / SIB ETUDES / SOLARES BAUEN / ID/ E3 ECONOMIE	232 546,67	17/05/2018

Passation d'avenants

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

Autorisation de signature de marchés publics

Autorise la signatures des marchés publics suivants, attribués par la Commission d'appel d'offres :

N° de marché	***Objet du marché***	***Durée du marché***	***Attributaire***	***Montant (€ HT)***	***Date CAO/ comité interne***
DC8021VA	*Travaux de restauration (maçonnerie pierre de taille) du mur d'enceinte médiéval situé place Sainte-Madeleine à Strasbourg*	*7 mois*	*CHANZY_PARDOUX*	*298 883,20*	*14/06/2018*
DC7016VA	*Mission de MOE portant sur la création d'une salle de gymnastique et mise en sécurité du gymnase Canardière*	*30 mois (hors GPA)*	*F+F ARCHITECTES / SIB ETUDES / SOLARES BAUEN / ID/ E3 ECONOMIE*	*232 546,67*	*17/05/2018*

Passation d'avenants

approuve la passation des avenants énumérés dans l'annexe jointe à la présente délibération ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter les marchés, les avenants et les documents y relatifs.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Annexe : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération (avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 221 000 € HT)

***Abréviations utilisées** :*

CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.

DCPB= Direction de la Construction et du Patrimoine bâti ; DRL= Direction des Ressources Logistiques ; etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DCPB	V2015/287	Mission de maîtrise d'œuvre pour la restructuration, l'extension et la mise en sécurité du groupe scolaire Gustave DORE à Strasbourg,	1 223 705,60	TOA ARCHITECTES	2	132 900 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 95 160 HT) soit 10,87% du marché initial	18,64	1 451 765,60	03/05/2018
Objet de l'avenant au marché V2015/287: cet avenant porte sur la poursuite des études concernant la réalisation de bâtiments modulaires en bois.										
PF	DCPB	V2017/897	Travaux de restructuration, extension et mise en sécurité du groupe scolaire Gustave Doré à Strasbourg, Lot N° 28, Equipements de cuisine	218 667,35	GYSS & GIUBILEI	1	18 038,52	8,25	236 705,87	03/05/2018
Objet de l'avenant au marché V2017/897: cet avenant porte sur la modification des équipements de plonge et de distribution des repas suite au retour d'expérience sur le restaurant scolaire pilote : LOUVOIS.										

PF	DCPB	2016/333	Marché de gestion locative et mandat de maîtrise d'ouvrage sur les propriétés bâties relevant ddu domaine privé de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, Lot N° 02, Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux	395 801,66	HABITATION MODERNE	1	59 258,66	14,97	455 060,32	17/05/2018
Objet de l'avenant au marché 2016/333: cet avenant porte sur une enveloppe complémentaire pour des travaux conservatoires sur le patrimoine municipal.										
MAPA	DCPB	2016/193	Travaux de construction d'un gymnase à Strasbourg-Robertsau, Lot N° 10, Serrurerie	198 500	RIESS ETS	4	2 841 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 23 180 € HT)	13,11	224 521	03/05/2018
Objet de l'avenant au marché 2016/193: cet avenant porte sur plusieurs éléments : - la fourniture et pose de patères en inox posées conformément aux normes PMR dans les douches ; - la fourniture et pose d'une bande de marquage au sol ; - la fourniture et pose de protections métalliques de 3 organes de commandes exposés aux jets de ballons et aux incivilités.										
MAPA	DCPB	2016/191	Travaux de construction d'un gymnase à Strasbourg-Robertsau, Lot N° 8, Menuiserie intérieure bois-Parquet-Mobilier	258 357,11	JUNG MENUISERIE Sàrl	6	800 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 19 083,01 € HT)	7,7	278 240,12	03/05/2018

Objet de l'avenant au marché 2016/191: cet avenant porte sur plusieurs éléments : - la fourniture et pose d'un second plan d'intervention à destination des services de secours ; - le déplacement du défibrillateur pour mise en conformité avec le plan d'intervention ; - le remplacement de la serrure carrée du panneau d'habillage du tableau électrique par un cylindre sur organigramme ; - la fourniture de deux plateaux à roulettes et de deux poignées de transport pour le déplacement / rangement de la table de marque.										

16

Communication au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Conformément à l'article L 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 28 avril 2014.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés dont le montant est supérieur ou égal à 4 000 € HT passés par la Ville de Strasbourg, qu'ils résultent d'une procédure adaptée ou formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 221 000 € HT (fournitures et services) et à 5 548 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er avril et le 30 avril 2018.

Communiqué le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

* Accords-cadres à bons de commande

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20180364	17051GV PRESTATIONS DE METALLERIE JARDINS FAMILIAUX	ABADI	67064 STRASBOURG	2 600 000
20180363	17051GV PRESTATIONS DE METALLERIE DIRECTION DES SPORTS	S.N.E.E	88580 SAULCY SUR MEURTHE	800 000
20180362	17051GV PRESTATIONS DE METALLERIE ESPACES VERTS URBAINS	KRIEGER RIMMELIN	67300 SCHILTIGHEIM	1 620 000
20180368	18001V - NETTOYAGE DE L'ECOLE ARIANE ICARE (RECONSULTATION)	RH PROPRETE	67200 STRASBOURG	83 050
20180387	DE7004GE CONFECTION ET POSE DE GARDE-CORPS METALLIQUES ET ELEMENTS ANNEXES D'OUVRAGES D'ART SUR LES TERRITOIRES DE L'EUROMETROPOLE ET DE LA VILLE DE STRASBOURG GARDE-CORPS TYPE PONTS ET QUAIS ET ASSIMILES	SNDS	67120 DUTTLENHEIM	200 000
20180365	17052GV IMPRESSION D'AFFICHES GRAND FORMAT POUR LA VILLE ET L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	DS IMPRESSION	67170 GEUDERTHEIM	120 000

* Marchés ordinaires

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant € HT
20180308	DC7019VA TRAVAUX DE RENOVATION DES ANCIENS BAINS MUNICIPAUX DE CRONENBOURG ET REAMENAGEMENT DE L'ECOLE CAMILLE HIRTZ A STRASBOURG DEMOLITION / GROS ŒUVRE	CBA	67550 VENDENHEIM	14 522
20180324	DC7002VA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU HALL JEAN NICOLAS MULLER 3ÈME PHASE À STRASBOURGPEINTURE / SIGNALÉTIQUE	Sté TUGEND J.C.	67590 SCHWEIGHOUSE SUR MODER	3 325

Marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 1 et 2

(Le montant en euro HT prend en compte la durée initiale du marché, périodes de reconductions non comprises)

Marchés ordinaires

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2018/359	APPUI ORGANISATIONNEL MISE EN PLACE POLITIQUE JEUNESSE DOMAINE EDUC POPULAIRE ET ACCES CITOYENNETE DSS	STRATEGIE ET GESTION PUBLIQUES VOIRIN CONSULTANTS SAS	67000 STRASBOURG	38950	04/04/2018
2018/360	ACHAT DE MATERIEL ELECTRIQUE EXPO KOENIGSHOFFEN	JPS ECLAIRAGE	67200 STRASBOURG	4565,2	04/04/2018
2018/366	FOURN. DE 26 VELOS TOUT CHEMIN	JFK VELO	67800 HOENHEIM	25102,14	12/04/2018
2018/367	ACHAT DE MANNEQUINS	SIEGEL ET STOCKMAN	75008 PARIS	4329	12/04/2018
2018/371	CONCEPTION SUPPORTS DE MEDIATION ACCROCHAGE MUSEE ALSACIEN	ATELIER POSTE 4	67000 STRASBOURG	6150	16/04/2018
2018/384	ORGANISATION DE LA SOIREE DES OSCARS DU SPORT LE 23 JUIN 2018	AU TRENTE DEUX	67000 STRASBOURG	34990	23/04/2018
2018/385	ACQUISITION DE 5 TONDEUSES	JOST JEAN PAUL	67120 MOLSHEIM	4525	23/04/2018
2018/386	TVX CONSTRUCTION BATIMENT VESTIAIRE ET RENOVATION BATIMENT VESTIAIRE EXISTANT STADE CANARDIERE	STRASPEINT	67000 STRASBOURG	33302,92	24/04/2018
2018/389	TVX RENOVATION ANCIENS BAINS MUNICIPAUX CRONENBOURG ET REAMENAGEMENT ECOLE C.HIRTZ A STRASBOURG	DIPOL	67118 GEISPOLSHEIM	5138,67	25/04/2018
2018/390	TVX REFECTION DES ROUTES FORESTIERES EN FORET DE L'OEDENWALD	SATER	67620 SOUFFLENHEIM	32685	25/04/2018
2018/402	ATELIERS ARTS DU CIRQUE D'OCTOBRE A DECEMBRE 2018	ASS PROMOTION ARTS DU CIRQUE EN ALSACECHAPITEAU GRAINE DE CIRQUE APACA	67100 STRASBOURG	4231,5	26/04/2018
2018/404	ACCOMPAGNEMENT DE VACATAIRES ANIMATEURS EN RESTAURATION SCOLAIRE	COORDIN PROMOUVOIR COMPETENCE VOLONTARCPCV EST	67100 STRASBOURG	15150	27/04/2018

17

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Avis sur les emplois Ville.

Les emplois relevant des compétences de la Ville de Strasbourg sont créés par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole et la charge est répartie entre les deux collectivités selon la convention du 3 mars 1972.

La délibération qui vous est soumise porte sur des suppressions, des créations et des transformations d'emplois.

1) des suppressions d'emplois présentées en annexe 1 préalablement soumises pour avis au CT :

- 3 emplois au sein de la Direction des Solidarités et de la santé ;
- 9 emplois à la Direction de l'Enfance et de l'éducation ;
- 4 emplois au sein de la Direction de la Police municipale et du stationnement permettant la création concomitante de 5 autres emplois (dont 2 à TNC 17h30) au sein de la délégation ;
- 6 emplois au sein de la Direction des Sports.

2) des créations d'emplois présentées en annexe 2 :

- 5 emplois (dont 2 à TNC 17h30) au sein de la Délégation Sécurité, prévention et sports et de la Direction de la Réglementation urbaine compensés par la suppression concomitante de 4 emplois au sein de cette délégation.

3) des transformations d'emplois présentées en annexe 3.

Les transformations d'emplois créés précédemment peuvent être rendues nécessaires lorsque les missions et/ou la configuration de l'emploi sont modifiées *(changement d'intitulé, de la nature des fonctions, et/ou de la fourchette de grades)*.
Il s'agit notamment de la réorganisation du service Marchés et domaine public

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales,

vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la Ville de Strasbourg,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,
approuve,

après avis du CT, les suppressions, créations et transformations d'emplois présentées en annexe.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018 relative à la suppression d'emplois

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction des Solidarités et de la santé	Santé et autonomie	1 assistant social scolaire	Participer à la promotion de la santé de l'enfant et à sa bonne intégration dans le milieu familial et scolaire. Participer à la prévention et à la protection de l'enfance en danger en articulation avec le service social de secteur.	Temps complet	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif à assistant socio-éducatif principal	Suppression d'emploi suite au CT du 11/06/18.
Direction des Solidarités et de la santé	CCAS	2 acteurs de veille sociale	Assurer la prise en charge de la réception des appels. Collecter les disponibilités d'hébergement au niveau départemental en journée. Informer les référents sociaux de ces disponibilités pour favoriser les orientations vers les lieux d'hébergement.	Temps complet	Agent social ou adjoint administratif	Agent social à agent social principal de 1ère classe Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe	Suppression d'emplois suite au CT du 11/06/18.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	9 agents d'entretien des écoles	Assurer l'entretien et le nettoyage des locaux scolaires.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emplois suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Police municipale et du stationnement	Stationnement	2 agents de la surveillance de la voie publique	Surveiller le stationnement payant et gênant. Surveiller les entrées et sorties d'écoles. Saisir les timbres amendes.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emplois suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Police municipale et du stationnement	Stationnement	2 agents de la surveillance de la voie publique - chefs	Encadrer, coordonner et participer à l'action de verbalisation et de surveillance de la voie publique. Veiller à la bonne application des règles de verbalisation (code de la route, règlement sanitaire départemental, code des assurances).	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Suppression d'emplois suite au CT du 11/06/18.
Direction des Sports	Piscines, patinoire et plans d'eau	4 agents d'entretien et d'accueil	Nettoyer les centres nautiques. Surveiller les vestiaires. Accueillir les clients (tickets). Renseigner sur les prestations offertes. Renforcer la caisse et faire respecter le règlement intérieur aux clients. Gérer les conflits et les casiers.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emplois suite au CT du 11/06/18.
Direction des Sports	Patrimoine sportif	1 peintre	Effectuer les travaux de peinture sur les équipements propres au service.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emploi suite au CT du 11/06/18.
Direction des Sports	Patrimoine sportif	1 aide-concierge	Assurer l'entretien et la maintenance de premier niveau. Seconder le concierge dans ses missions et le remplacer en son absence.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emploi suite au CT du 11/06/18.

Annexe 2 à la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018 relative à la création d'emplois

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Délégation Sécurité, prévention et sports	Prévention urbaine	2 chargés de sécurité et de prévention	Contribuer à la résolution des problèmes de sécurité. Participer à la coordination et à la mise en œuvre du dispositif de sécurité des manifestations sur le domaine public. Participer à des activités de conseil et au suivi des signalements. Traiter des doléances.	Temps non complet 17h30	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	
Délégation Sécurité, prévention et sports	Prévention urbaine	1 agent du suivi des manifestations	Participer à la coordination et à la mise en œuvre du dispositif de sécurité des manifestations sur le domaine public.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise ou adjoint administratif	Adjoint technique principal de 2ème classe à agent de maîtrise principal Adjoint administratif principal de 2ème classe à 1ère classe	
Direction de la Réglementation urbaine	Marchés et domaine public	1 référent administratif	Organiser et assurer la gestion administrative des marchés. Suivre des dossiers. Encadrer une équipe. Remplacer le responsable de département en son absence.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Création dans le cadre du nouveau service Marchés et domaine public soumis au CT du 11/06/18
Direction de la Réglementation urbaine	Marchés et domaine public	1 instructeur du domaine public	Instruire, délivrer, gérer et contrôler les demandes d'autorisation des terrasses et des occupations du domaine public.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Création dans le cadre du nouveau service Marchés et domaine public soumis au CT du 11/06/18

Annexe 3 à la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations suite à réorganisations présentées en CT							
Direction de la population, des élections et des cultes	Mission relations avec les cultes	1 directeur de mission	Encadrer et animer la mission. Piloter et suivre les dossiers concernant les cultes.	Temps complet	Attaché ou administrateur	Attaché principal à administrateur hors classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé de mission calibré d'attaché à directeur) suite au CT du 15/05/18.
Direction de la population, des élections et des cultes	Mission relations avec les cultes	1 chargé de mission	Contribuer et piloter des projets. Coordonner et suivre des dossiers.	Temps complet	Attaché	Attaché à directeur	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chef de service) suite au CT du 15/05/18.
Direction de la population, des élections et des cultes	Mission relations avec les cultes	1 référent patrimoine	Assurer l'interface entre les entités cultuelles, les services techniques et les entreprises en matière de travaux. Superviser les propositions techniques et le suivi des travaux. Garantir la maintenance du patrimoine immobilier.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à technicien principal de 1ère classe	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré d'agent de maitrise à technicien) suite au CT du 15/05/18.
Direction de la Réglementation urbaine	Marchés et domaine public	1 chef de service, adjoint au directeur	Encadrer et animer le service. Piloter et suivre des dossiers. Assurer la responsabilité du département fêtes et foires. Seconder et remplacer le directeur en son absence.	Temps complet	Attaché ou administrateur	Attaché principal à administrateur hors classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chef de service) suite au CT du 15/05/18.
Direction de la Réglementation urbaine	Marchés et domaine public	1 référent technique et logistique	Organiser et assurer la gestion technique et logistique des fêtes et foires. Suivre des dossiers. Remplacer le responsable de département en son absence pour la partie technique.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant placier calibré d'adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe et adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe) suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Réglementation urbaine	Marchés et domaine public	1 référent administratif	Organiser et assurer la gestion administrative des fêtes et foires. Suivre des dossiers. Remplacer le responsable de département en son absence pour la partie administrative.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de la nature des fonctions suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Réglementation urbaine	Marchés et domaine public	1 responsable du département domaine public et vie nocturne	Encadrer et animer le département. Coordonner et superviser les dossiers liés à la vie nocturne et aux manifestations sur le domaine public. Assurer l'interface avec les acteurs internes et externes.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chef de service calibré d'attaché à directeur) suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Réglementation urbaine	Marchés et domaine public	1 chargé de la coordination générale des débits de boisson, adjoint au responsable de département	Organiser, instruire, délivrer et contrôler les autorisations. Assurer la gestion informatisée des établissements. Gérer les plaintes. Suivre des dossiers. Seconder et remplacer le responsable de département en son absence.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chargé de la coordination générale des débits de boisson) suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Réglementation urbaine	Marchés et domaine public	2 instructeurs du domaine public	Instruire, délivrer, gérer et contrôler les demandes d'autorisation des terrasses et des occupations du domaine public.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chargé de la gestion des terrasses et chargé des occupations du domaine public) suite au CT du 11/06/18.
Transformations avec incidence financière à la hausse							
Direction de la Police municipale et du stationnement	Police municipale	1 adjoint au chef de service	Participer à l'encadrement et à la coordination générale des unités. Seconder et remplacer le chef de service en son absence.	Temps complet	Directeur de police municipale	Directeur à directeur principal de police municipale	Modification de la fourchette de grades (avant calibré directeur de police municipale).

Annexe 3 à la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations sans incidence financière							
Direction des Solidarités et de la santé	Santé et autonomie	1 chargé de projets, coordinateur de l'atelier santé ville et du contrat local de santé	Contribuer à l'élaboration, l'animation, le suivi et l'évaluation de la politique de promotion de la santé. Développer et suivre des projets spécifiques. Coordonner l'atelier santé ville et le contrat local de santé.	Temps complet	Attaché ou conseiller socio-éducatif ou cadre de santé	Attaché à attaché principal Conseiller socio-éducatif Cadre de santé de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chargé de projets, coordinateur de l'atelier santé ville).
Direction des Relations européennes et internationales	Direction des Relations européennes et internationales	1 adjoint au directeur du Lieu d'Europe	Seconder et remplacer le directeur en son absence. Concevoir et mettre en œuvre des activités éducatives et culturelles. Planifier et organiser des manifestations, en assurer la gestion administrative et financière. Concevoir et diffuser des supports de communication. Participer à l'animation des réseaux.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable administratif des évènements du Lieu d'Europe).

18

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Signature d'une convention avec l'Ugap - frais de déplacements.

1. Contexte

Dans le cadre d'un déplacement temporaire pour les besoins du service ou pour suivre une formation, les agent-e-s territoriaux et les élu-e-s peuvent prétendre à une prise en charge des frais engagés. Par ailleurs, la Ville de Strasbourg fait appel, tout au long de l'année, à de nombreux intervenant-e-s extérieur-e-s dont les déplacements sont alors pris en charge par la collectivité.

Les modalités de prise en charge sont définies par le règlement d'attribution des indemnités de frais de déplacement temporaires (délibérations du Conseil Municipal du 9 mars 2009 et du 26 janvier 2015), ainsi que par différents textes de référence :

- Décret n°2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article de la loi n°84-53 du 16 janvier 184 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n °91-573 du 19 juin 1991 (JO du 07/01/2007).

- Décret n°2016-781 du 3 juillet 2006, fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'Etat.

L'Union des groupements d'achats publics (UGAP) propose depuis avril 2015 une offre « clés en main » pour les déplacements professionnels et les services associés. La prestation s'adresse aux personnes publiques et l'offre est actuellement opérée par Uvet (anciennement Avexia Voyages) et BNP Paribas Airplus.

La Ville de Strasbourg a signé une convention d'exécution avec l' UGAP en 2015 et bénéficie après avenant des prestations jusqu'au terme du contrat prévu le 30 septembre 2018.

En raison de voyages complexes (transport multimodal, déplacements à l'étranger, en délégation,…) la collectivité ne peut s'affranchir de l'expertise d'un voyagiste. Afin de

sécuriser le processus des déplacements il est donc proposé de recourir aux services d'un voyagiste.

Par ailleurs, ce dispositif sera complété par une possibilité de réservation directe par l'agent-e ou l'élu-e permettant davantage de souplesse en cas de nécessité.

2. Cadre d'achat proposé par l'UGAP

La centrale d'achat a conclu des nouveaux marchés publics pour les « prestations d'agence de voyage et de services associés », dont les bénéficiaires sont de **nouveaux partenaires** :

- Marché public n°614093 dont le prestataire est le groupement composé des sociétés ***FCM Travel Solutions et Dimo Software***,
- Marché public n°614064 avec la ***société American Express Carte France*** pour la solution de paiement des prestations de voyages.

Il est proposé de signer une nouvelle convention d'exécution de prestations avec l'Union des groupements d'achats publics (UGAP). La durée courant jusqu'au terme du marché public conclu par l'UGAP, soit le **31 décembre 2021** avec une possibilité de résiliation sous réserve du respect d'un délai de prévenance d'au moins 120 jours calendaires.

Pour mémoire, le recours à cette prestation de services :

1. Permet de ne pas lancer une procédure directe de mise en concurrence afin de désigner un prestataire, en réduisant :

- le délai de procédure,
- le coût à la transaction.

2. Les services proposés sont en ONLINE (l'outil de réservation en ligne) et OFFLINE (conseillers de l'agence de voyage), la solution online sera celle à privilégier comme aujourd'hui :

   - un service de billetterie (ferroviaire et aérien),
   - un service d'hébergement,
   - un service de location de voiture,
   - un service d'assistance 24h sur 24h.

3. Un nouveau système de suivi qualité :

   Un nouveau système de suivi qualité et personnalisé grâce à la désignation d'un chargé de clientèle (revues de comptes, indicateurs de qualité, suivi des anomalies outils).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *Le renouvellement d'un cadre d'achat avec l'Union des groupements d'achats publics (UGAP) pour la fourniture de prestation d'agence de voyage et de services associés.*

- *la convention à passer entre la Ville de Strasbourg et l'UGAP.*

autorise

le Maire ou son représentant à signer la convention des prestations d'agence de voyages et de services associés ci-jointe, avec l'Union des groupements d'achats publics (UGAP).

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

CADRE RESERVE A L'UGAP

Date d'arrivée du document
Original à l'UGAP (tampon) :

CONVENTION D'EXECUTION DE PRESTATIONS

N° d'inscription au répertoire des conventions de l'UGAP

Ayant pour objet l'exécution des prestations d'agence de voyage et de services associés

Entre, d'une part :

Adresse :
Représenté(e) par agissant en qualité de
Personne responsable de l'exécution de la convention : SQD
Téléphone : Télécopie : Email :
N° SIRET (14 chiffres) :
Code UGAP de l'acheteur :

Comptable assignataire des paiements :
Adresse :
Téléphone : Télécopie : Email :

N° d'Engagement Juridique ou N° de commande interne (ou équivalent) :

Adresse de Facturation/Compte facturé :
Code service exécutant ou facultatif :
N° SIRET (14 chiffres) :

ci-après dénommé(e) « l'acheteur »,

Et d'autre part :

L'Union des groupements d'achats publics (UGAP), établissement public industriel et commercial de l'État régi par le décret 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, ayant son siège : 1, boulevard Archimède - Champs-sur-Marne, 77444 Marne-la-Vallée Cedex 2, représentée par le président de son conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 modifié précité.

Personne responsable de l'exécution de la convention, agissant par délégation :
Le directeur réseau territorial
(Adresse de la direction du réseau territorial)
Téléphone : Télécopie : Email :

ci-après dénommée « l'UGAP »,

Préambule :

Vu l'article 26-I 1°de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics qui prévoit qu'une centrale d'achat peut acquérir des fournitures ou des services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ou des entités adjudicatrices ;

Vu l'article 26-II de l'ordonnance susvisée au terme duquel les pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices, lorsqu'ils ont recours à une centrale d'achat soumise à ladite ordonnance, sont dispensés de leurs obligations en matière de publicité et de mise en concurrence ;

Vu les articles 1er, 17 et 25 du décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, disposant, pour le premier, que l'UGAP « *constitue une centrale d'achat au sens du code des marchés publics et de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005…*», pour le deuxième, que « *l'établissement est soumis, pour la totalité de ses achats, aux dispositions du code des marchés publics applicables à l'Etat* » et, pour le troisième, que « *les rapports entre l'établissement public et une collectivité […] peuvent être définis par une convention prévoyant notamment la nature des prestations à réaliser, les conditions dans lesquelles la collectivité ou l'organisme contrôle leur exécution et les modalités de versement d'avances sur commande à l'établissement* » ;

[A rajouter, le cas échéant: Vu la délibération du conseil municipal, général, régional, ect...) n° XXX du XXXXXX autorisant la passation convention ;]

Il a été convenu ce qui suit :

1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet les prestations d'agence de voyage liées aux déplacements professionnels, individuels ou collectifs et de services associés.

2. Documents contractuels

Les documents contractuels régissant la présente convention sont par ordre de priorité décroissante :

- la présente convention et ses annexes :
  - Annexe 1 « Informations acheteur »
  - Annexe 2 « Informations générales »
  - Annexe 3 « Politique voyages »
  - Annexe 4 « Fournisseur tarifs négociés »
  - Annexe 5 « Circuit d'approbation »
  - Annexe 6 « Profils voyageurs »
  - Annexe 7 « Choix du niveau de service »
  - Annexe 8 « Frais de prestations »
  - Annexe 9 « schéma de facturation »
- les commandes de l'acheteur passées en exécution de la présente convention et établies conformément aux conditions générales d'exécution (C.G.E) ;
- les conditions générales d'exécution (C.G.E.) relatives aux prestations d'agence de voyage et de services associés ;
- de manière supplétive, les conditions générales de vente de l'UGAP (C.G.V.) disponibles sur www.ugap.fr

3. Documents à renvoyer avant la phase d'implémentation

- **A transmettre aux prestataires**

Les annexes 1 à 6 (présentes dans le fichier intitulé prérequis à l'implémentation) seront renseignées par l'acheteur et transmises uniquement au prestataire aux adresses électroniques sales@fr.fcm.travel et ugap@dimosoftware.com en parallèle de la signature de la présente convention.

L'acheteur doit prévoir en amont les différents types d'informations, évaluer la charge de travail lui incombant en y allouant les ressources nécessaires afin de réaliser la phase d'implémentation dans les meilleurs conditions et délais.

- **A transmettre à l'UGAP**

L'annexe 7 doit être renseignée par l'acheteur et transmise uniquement à l'UGAP en même temps que la convention complétée et signée.

La réception de tous les documents ci-dessus fait courir le début de l'exécution de la phase d'implémentation avec le prestataire.

4. Etendue des besoins à satisfaire

Les besoins de l'acheteur sont précisés dans l'annexe 7 « choix de niveau de service ».

Si en cours d'exécution de la convention, l'acheteur souhaite modifier son niveau de service, il transmet l'annexe 7 modifiée à l'UGAP par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de l'information. Cette demande de modification doit être dûment approuvée par une personne habilitée par l'acheteur.

5. Périmètre des prestations

La description et le périmètre de toutes les prestations sont décrits à l'article 6 des conditions générales d'exécution (CGE).

6. Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée courant de la date de réception par l'UGAP de la présente convention qui lui est destinée, signée par l'acheteur jusqu'au terme du marché public conclu par l'UGAP, soit le **31 décembre 2021**.

Les commandes émises avant la date d'échéance de la présente convention demeurent exécutables sans pouvoir toutefois excéder de six (6) mois cette date.

7. Modalités d'exécution

L'acheteur s'engage à respecter l'ensemble des stipulations de la présente convention et des documents contractuels visés à l'article 2. A cet égard, il veille à informer l'ensemble de ses agents concernés du contenu de ces documents et notamment des conditions générales d'exécution (C.G.E.).

Les conditions générales d'exécution (C.G.E.) précisent, notamment, les modalités de passation des commandes et d'exécution des prestations.

8. Accès à l'offre

Les modalités d'accès à l'offre en ligne et hors ligne figurent à l'article 5 des CGE.

Le document type a reçu, en date du 16/03/2018, le visa électronique du Contrôleur Général placé auprès de l'UGAP

L'acheteur et ses agents s'engagent à ne pas divulguer ses codes d'accès individualisés. Tout usage frauduleux de ces derniers, notamment d'une négligence, ne saurait être opposé à l'UGAP et au prestataire en cas de contestation lors de la facturation.

9. Personnes habilitées à passer des commandes auprès du prestataire

L'acheteur informe le prestataire des agents habilités à passer des commandes dans les conditions prévues à l'article 5 des C.G.E.

10. Evolution des prix des frais de prestations

Les frais de prestations figurent en annexe à la présente convention. Ils sont susceptibles d'être révisés le 1er janvier de chaque année dans les conditions prévues à l'article 3 des CGE.

11. Modalités de facturation et de paiement

11.1. Facturation à l'acheteur

Les prestations, objet de la présente convention, sont facturées mensuellement à l'acheteur dans les conditions figurant à l'article 13 des C.G.E.

La facturation à l'acheteur est la consolidation des consommations mensuelles émanant des prestataires de l'UGAP (titulaires du marché public agence de voyages et du marché public carte logée).

Toutes les factures adressées par l'UGAP doivent être réglées par l'acheteur dans les délais de paiement prévus à l'article 11.3 de la présente convention y compris en cas d'erreur comme précisé à l'article 11.2 ci-dessous.

En outre, l'acheteur ne peut invoquer des problématiques techniques internes (impossibilité de faire la réconciliation des déplacements …) pour s'exonérer du paiement des factures à l'UGAP dans les délais règlementaires.

11.2. Régularisation en cas d'erreur dans la facturation

En cas de constat d'erreur dans la facturation mensuelle, l'acheteur se rapproche du prestataire et de l'UGAP pour investigation dans les meilleurs délais.

Dès lors que l'erreur est avérée, le prestataire donne son accord écrit pour apporter la régularisation sur la facturation mensuelle du mois M+2 au plus tard.

Par la signature de la présente convention, l'acheteur accepte expressément de régler la facture présentée dans les délais prévus ci-dessous. Il bénéficiera d'une régularisation dans sa facture sous un délai de 2 mois au plus tard après constatation de l'erreur par les parties.

11.3. Délai de paiement

L'acheteur procède au règlement des sommes suivant la réception de la facture dans les conditions prévues au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 modifié relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

11.4. Retard de paiement

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité dans les conditions prévues à l'article 9 des CGV de l'UGAP.

11.5. Suspension de l'accès à l'offre

En cas de paiement partiel ou en l'absence de paiement d'une facture dans les trente (30) jours suivants l'expiration du délai de paiement prévu à l'article 1er du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 susvisé, l'UGAP se réserve le droit de suspendre temporairement l'exécution de la présente convention et donc l'accès à l'offre pour tous les voyageurs.

Le document type a reçu, en date du 16/03/2018, le visa électronique du Contrôleur Général placé auprès de l'UGAP

Préalablement à la suspension de l'offre, l'UGAP adresse à l'acheteur une lettre recommandée avec accusé de réception fixant un délai pour régulariser la situation comptable et la date d'effet de la suspension de l'accès à l'offre.

11.6. Pénalités et indemnité

Dans les conditions strictement prévues à l'article 12 des C.G.E., l'UGAP permet à l'acheteur de se prévaloir du droit au versement des pénalités et/ou des indemnités à l'encontre du prestataire.

12. Confidentialité

Dans le cadre de la présente convention, les parties s'engagent à ne divulguer aucune information dont ils pourraient avoir eu connaissance avant, pendant ou après l'exécution de la prestation objet de ladite convention.

L'ensemble des informations est confidentiel et recouvre toutes les informations ou toutes données y compris les données à caractère personnel, communiquées par l'UGAP à l'acheteur, par écrit ou oralement.

Particulièrement, l'acheteur s'engage à ne pas divulguer, sous quelque forme que ce soit, des informations, renseignements ou documents couverts par le secret professionnel et industriel, dont il aurait connaissance, dans le cadre de la présente convention. En cas de non-respect de cette stipulation, l'UGAP peut prétendre à indemnité dans la mesure du préjudice subi.

Les parties à la présente convention s'engagent notamment à :

- traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'elles accordent à leurs propres informations confidentielles de même importance ;
- garder les informations confidentielles et qu'elles ne soient pas divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers ;
- ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété portant sur les informations confidentielles ;
- éviter que les informations confidentielles ne soient copiées, reproduites, dupliquées, en partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution des présentes.

Cette obligation de confidentialité concerne toute personne autorisée à traiter les informations confidentielles, que les parties s'engagent à répercuter auprès de leurs salariés, collaborateurs, quel que soit leur statut et, le cas échéant auprès de leurs sous-traitants.

Enfin, il est à noter que dans le cadre des dispositions de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, l'acheteur peut, le cas échéant, être amené à communiquer des éléments aux tiers qui en feront la demande. Il doit alors en informer l'UGAP.

13. Protection des données à caractère personnel

Les informations recueillies dans le cadre de la présente convention font l'objet de traitements informatiques par le responsable de traitement de l'UGAP. Elles sont susceptibles de contenir des données permettant l'identification de personnes privées (nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants de l'usager).

Ces données sont conservées durant toute la durée nécessaire à l'exécution de la présente convention et sont destinées exclusivement aux membres de l'équipe projet UGAP (notamment les personnes en charge de l'offre objet de la présente convention, leurs supérieurs hiérarchiques et les juristes en charge du dossier).

Ces traitements ont pour finalité d'assurer le contact et le suivi de la présente convention.

Le cas échéant, chaque partie fera son affaire des formalités lui incombant au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, et garantit l'autre du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union européenne (à ce titre, il est à noter que le prestataire s'est engagé à respecter son obligation de protection des données des bénéficiaires conformément à la règlementation en vigueur (article 14.3 des CGE)). Toutefois, l'acheteur a la responsabilité de s'assurer que l'utilisation des prestations que lui-même en fera est compatible avec le niveau de sécurité des données que peut offrir le marché public de l'UGAP, notamment au regard de législations étrangères particulières.

Enfin, en application de la loi Informatique et libertés du 6 janvier 1978 et du règlement général sur la protection des données, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente convention disposent d'un droit de questionnement, d'accès, de modification et de rectification auprès de chaque partie concernée par la demande, à l'adresse de leur siège social respectif, à défaut de précisions particulières figurant sur les documents de collecte de données à caractère personnel.

14. Responsabilité

Tous les dommages causés par la faute de l'acheteur, y compris le préjudice commercial, la perte de bénéfice, la perte de chiffres d'affaires, la perte de commandes, la perte de clientèle, l'atteinte à l'image, sont à la charge de l'acheteur.

15. Résiliation

La présente convention-client peut être résiliée par chacune des parties sous réserve du respect d'un délai de prévenance d'au moins cent vingt jours (120) jours calendaires entre la notification de la décision de résiliation et la date d'effet.

La décision précise, notamment, les motifs de la résiliation et sa date d'effet si celle-ci est postérieure au délai de prévenance. Elle est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au correspondant de l'UGAP en charge du suivi de la présente convention.

La résiliation de la convention n'exonère pas les parties de l'exécution de toute commande intervenue avant la date d'effet de la résiliation et du paiement correspondant.

Lorsque la résiliation est à l'initiative de l'acheteur, et si le prestataire peut prétendre à une indemnisation, l'acheteur prend à sa charge tous les dédommagements auxquels le prestataire pourrait prétendre ou qui lui seraient alloués par décision de justice.

Cette indemnisation, après expertise et validation de l'UGAP, est intégralement prise en charge par l'acheteur. L'UGAP reversera l'intégralité du montant au prestataire.

La résiliation de la présente convention intervient de plein droit à la suite de la résiliation du marché public par l'UGAP.

16. Différends et litiges

Sans préjudice des stipulations prévues à l'article 13.5 des CGE, les différends et litiges nés à l'occasion de l'exécution de la présente convention sont instruits et traités conformément à l'article 12 des CGV de l'UGAP.

Le présent document est établi en deux exemplaires originaux.

Fait à le	Fait à le
L'acheteur reconnait avoir pris connaissance des CGE « prestations d'agence de voyage et de services associés » version V1_16.03.2018 jointes et des CGV disponibles sur www.ugap.fr/CGV La signature de la présente convention vaut acceptation des CGE et des CGV précitées, pleinement et sans réserve. Pour l'acheteur(*) : *(nom et qualité du signataire)*	Pour le Président de l'UGAP, et par délégation :

(*) : En indiquant le nom et la qualité de la personne signataire et en apposant le cachet de l'établissement. Lorsque la personne signataire n'est pas le représentant légal, produire le pouvoir.

Conditions générales d'exécution (CGE)

Prestations d'agence de voyage et de services associés

Marché public n°614093 dont le prestataire est le groupement composé des sociétés FMC Travel Solutions (mandataire) et Dimo Software (co-traitant)

Marché public n°614064 avec la société American Express Carte France pour la solution de paiement des prestations de voyages par carte logée

Préambule – Définition

Au sens des présentes CGE, les termes mentionnés ci-après sont définis comme suit :

Prestataire	Désigne la société FMC Travel Solutions (mandataire), prestataire du marché public conclu avec l'UGAP pour les prestations d'agence de voyage et services associés
Editeur	Désigne la société DIMO Software (co-traitant) du marché public conclu avec l'UGAP pour les prestations d'agence de voyage et services associés
Acheteur	Désigne toute personne éligible à l'UGAP au sens de l'article 1er du décret n°85-801 du 30 juillet 1985 modifié.
Carte logée	Carte immatérielle associée à un compte ouvert dans un établissement financier. AMERICAN EXPRESS CARTE FRANCE est le prestataire du marché public de solution de paiement des prestations de voyages par carte logée conclu par l'UGAP
SBT	Outil de réservation en ligne (Self Booking Tool).
OM / EF	Ordre de mission et états de frais
GDS	Outil de gestion des réservations qui permettent aux agences de voyages de connaître en temps réel l'état du stock des différents fournisseurs de produits touristiques (Global Distribution System)
MDP	bons pour service divers ou document multi-usage

1. Objet et périmètres des CGE

Les présentes conditions générales d'exécution (CGE) ont pour objet de préciser les conditions d'exécution des prestations d'agence de voyage liées aux déplacements professionnels, individuels ou collectifs et de services associés.

Les prestations, objet des présentes CGE portent sur les déplacements réalisés dans le monde entier.

2. Documents contractuels

Les documents contractuels sont définis dans la convention signée entre l'acheteur et l'UGAP.

3. Prix des prestations

3.1. Contenu des prix

Le coût des prestations de voyages est constitué de deux éléments suivants :

- le prix des prestations principales décrites à l'article 6.1 et prestations complémentaires décrites à l'article 6.2 des présentes CGE connu et validé par l'acheteur lors des réservations online ou offline. Les prix des prestations sont ceux en vigueur à la date de la passation de la commande ;

- les frais afférents à l'émission, la modification ou l'annulation des prestations principales (transport et/ou hébergement) et des prestations complémentaires.

Ces frais figurent en annexe à la convention.

3.2. Révision des prix

Les prix des prestations sont révisés au 1er janvier de chaque année par référence aux indices suivants :

- Pour les prix des transactions offline : l'indice Insee « Activités des agences de voyage» s'applique. Cet indice est consultable sur le site de l'INSEE : http://www.bdm.insee.fr
- Pour tous les autres prix (transaction online, outil OM/NDF) : l'indice Syntec s'applique. Cet indice est publié notamment sur le site du Moniteur : www.lemoniteur.fr/indices-index

L'acheteur sera informé de la révision des prix dès le mois suivant son entrée en vigueur.

4. Phase préparatoire à l'exécution des prestations

4.1. Implémentation des outils

Suite à la réception de la convention ayant pour objet l'exécution des prestations d'agence de voyage et de services associés signée et complétée par l'acheteur, l'UGAP informe le prestataire pour qu'il procède notamment :

- 1 / Au lancement du projet : phase de conception

- prise de contact avec l'acheteur,
- enregistrement du compte acheteur,
- présentation des modalités et du planning d'implémentation,
- présentation des intervenants techniques (agence, carte logée, éditeur du logiciel OM/EF le cas échéant) ;
- validation des flux de fonctionnement avec l'agence (confirmation des devis offline et des commandes urgentes, liste des voyageurs VIP, niveau de reporting….),
- définition des éléments de paramétrage des outils et, le cas échéant, des spécificités techniques et fonctionnelles avec l'éditeur du logiciel. Les spécifications relatives à l'outil de gestion des OM/EF font l'objet d'un livrable remis à l'acheteur à l'issue de la phase de lancement et mis à jour en cours d'exécution en cas d'évolution de l'outil ;

- 2 / Au paramétrage des outils

- paramétrage de la politique voyages dans l'outil de réservation en ligne ;
- paramétrage et recette de l'outil de gestion des OM/EF, le cas échéant, conformément aux opérations de vérifications prévues à l'article 7.2 ci-après ;

- 3/ A la formation

A la formation des utilisateurs et, si besoin, des administrateurs, approbateurs, services centralisateurs et/ou assistantes de l'acheteur ;

- 4/ A la fourniture des supports

A la fourniture des supports de formation et des manuels d'utilisation (1 par type de profil : assistant, approbateur, voyageur) à l'outil de réservation en ligne, à l'outil de gestion d'ordres de missions le cas échéant ;

- 5/ A la remise du guide voyageur

A la remise d'un guide voyageur précisant les prestations couvertes, numéro d'appel unique, horaires, assistance H24, modalités de recours au service technique…

Le planning d'implémentation défini avec le prestataire varie en fonction du périmètre, des attentes de l'acheteur et des options retenues. Toutefois, les durées estimées d'implémentation sont les suivantes :

- En version simple : 2 à 4 mois
- En version grand compte : 3 à 6 mois

La réussite de l'implémentation dans les délais dépend de la transmission de toutes les informations utiles (notamment les profils utilisateurs et voyageurs, les données analytiques, les données de facturation, la politique voyages, et les tarifs négociés) et de la mise à disposition des moyens nécessaires par l'acheteur. A défaut, le prestataire ne peut être tenu pour responsable des retards dans l'implémentation.

Le planning précis de l'implémentation est remis par le titulaire avant le démarrage des travaux.

4.2. Formations des utilisateurs

En cas de formation sur site de l'acheteur, le prestataire applique des frais de déplacement pour tout trajet supérieur ou égal à cinquante (50) km. Les formations comprennent la remise des supports de formation et des manuels d'utilisation.

4.2.1. Formation au SBT

Le prestataire propose deux types de formation au moteur de réservation en ligne :
- formation par webex
  - Version simple (20 participants maximum)
  - Version grand compte (12 participants maximum)
- formation présentielle
  - Version grand compte uniquement sur une demi-journée (12 participants maximum)

4.2.2. Formation à l'outil OM/EF

Le prestataire propose deux types de formation en face à face :
- Formation des administrateurs (4 participants maximum)
  - 1 jour pour la version simple
  - 2 jours pour la version grand compte
- Formation des principaux utilisateurs (10 participants maximum) sur 1 journée

5. Modalités de réservation

L'acheteur dispose de deux modalités de réservation :
- soit via l'outil de réservation en ligne (online) pour les demandes simples ;
- soit directement auprès des conseillers voyages de l'agence (offline) pour les demandes de réservation dites complexes (réservation de groupe,…).

Le prestataire communique pour chaque demande de réservation en off ou online :
- la date limite d'émission (hors low cost) de la prestation ;
- les conditions d'annulation et modification associés ;
- tous les frais permettant à l'acheteur de réserver en toute connaissance de cause. La réservation s'effectue conformément au circuit de validation et à la politique voyage validé avec l'acheteur lors de la phase d'implémentation.

5.1. Réservation hors de l'outil de réservation (offline)

5.1.1. Disponibilité du service

Le service de réservation offline est accessible du lundi au vendredi de 8h00 à 20h00 (sans interruption) par téléphone ou, le cas échéant, par courrier électronique. En dehors de ces horaires, un service téléphonique H24 est proposé avec surcoût. Le service H24 est disponible au numéro dédié habituel de l'acheteur.

Le numéro de téléphone et l'adresse électronique sont spécifiques à chaque acheteur et communiqué lors de la phase d'implémentation.

Les propositions aux demandes de devis offline sont transmises à l'acheteur dans un délai maximum de 24 heures ouvrées. Les demandes signalées comme urgentes (c'est-à-dire avec un départ dans les 24 heures) sont traitées dans les deux (2) heures maximum suite à la demande.

5.1.2. Recherche des meilleures solutions

Le prestataire s'est engagé à proposer à l'acheteur les meilleurs tarifs disponibles au moment de la demande et à rechercher systématiquement le meilleur rapport coût/ flexibilité. Dans ce cadre, le prestataire s'est engagé à communiquer au moins trois propositions (lorsque cela est possible) en optimisant l'itinéraire et au tarif le moins élevé parmi les offres négociées par le prestataire, les offres

promotionnelles des fournisseurs et des offres à bas coût pour certains titres de transport (compagnie aérienne low cost, tarif Prem's de la SNCF, tarifs préférentiels d'autres compagnies).

Pour la billetterie aérienne, les propositions doivent émaner, lorsque plusieurs compagnies sont susceptibles de desservir la destination demandée, *a minima* de deux compagnies aériennes en indiquant la date limite d'émission pour conserver la tarification et le montant des taxes du billet en question. Un tarif à contrainte fait obligatoirement partie des propositions.

Le prestataire informe également l'acheteur des conséquences financières en cas d'annulation et les différentes options en matière d'assurance (annulation …).

5.2. Réservation via l'outil de réservation en ligne (online)

Les réservations sont réalisées via l'outil de réservation en ligne accessible à partir d'un login et mot de passe communiqués par le prestataire.

L'outil de réservation en ligne existe en version simple et version grand compte.

L'outil de réservation en ligne permet notamment :

- L'accès aux données tarifaires aériennes, ferroviaires et hôtelières des GDS de l'agence de voyage et, le cas échéant de ses partenaires ;
- L'intégration des tarifs négociés directement par l'UGAP ou l'acheteur ;
- Le paramétrage de la politique voyage avant le démarrage des prestations ;
- Accès à une base hôtelière en cohérence avec la politique voyages de l'acheteur (cf. annexe 3 à la convention) ;
- La récupération du dossier voyageur dans le GDS ;
- Le contrôle des éléments de la réservation ;
- L'achat et l'émission du titre de transport ;
- La mise à disposition des titres de transports et de services associés en France métropolitaine, en outre-mer et à l'étranger.

6. Description des prestations

6.1. Prestations principales

Les prestations principales couvrent la billetterie et l'hébergement.

6.1.1. Billetterie

6.1.1.1. Emission et réservation des billets

Le prestataire procède à la réservation, à l'émission et à la fourniture des billets de train ou d'avion pour des trajets nationaux ou internationaux conformément aux modalités de réservation décrites à l'article 5 des présentes CGE.

Le prestataire prend les dispositions nécessaires auprès des voyageurs pour l'émission en e-billet plutôt qu'en billet électronique afin d'éviter le retrait aux bornes ou aux guichets.

6.1.1.2. Congés bonifiés

Le prestataire procède aux opérations de billetterie (réservation, émission et mise à disposition) relatives aux congés bonifiés exclusivement pris en charge par l'administration à 100% pour le personnel ayant droit et leurs familles, dans les conditions des décrets n° 78-399 du 20 mars 1978 et n° 87-482 du 1er juillet 1987.

Les plans de transport sont établis pour les destinations des Antilles, de la Réunion, de la Nouvelle Calédonie, de la Polynésie, de Saint-Pierre et Miquelon, de la Guyane et de Mayotte.

Les billets de congés bonifiés concernant d'autres voyageurs que ceux dont les billets sont pris en charge par l'administration à 100% sont exclus des présentes conditions générales d'exécution (CGE).

La commande est effectuée par la transmission, par le gestionnaire en charge de centraliser les demandes au sein de chaque entité acheteur, du plan de transport au prestataire. Ce plan quantitatif est prévisionnel et ne saurait engager les acheteurs par les volumes qui y sont portés. Toutefois, le prestataire s'est engagé à répondre à l'intégralité de la demande.

Les plans de transport sont transmis au prestataire comme suit :

Dates de départ prévues	**Transmission du plan par l'acheteur au plus tard le**
Entre le 1er avril et le 31 octobre N	1er décembre de l'année N-1
Entre le 1er novembre et le 31 mars N+1	15 juin année N

Au vu du plan de transport le prestataire attribue des contingents de places en informant l'acheteur selon le calendrier ci-après :

Dates de départ prévues	**Transmission du plan par l'acheteur au plus tard le**
Entre le 1er avril et le 31 octobre N	31 janvier année N
Entre le 1er novembre et le 31 mars N+1	30 juin année N

Au vu des contingents obtenus, le service gestionnaire de l'acheteur établit vol par vol la liste nominative des passagers et la transmet au prestataire.

Les commandes de billets sont effectuées par les gestionnaires des acheteurs au moyen des bons de transport spécifiques. Les places non attribuées seront rendues au prestataire sans frais.

Des commandes spécifiques sont établies par les instances de l'acheteur compétentes pour la prise en charge des excédents de bagages. Outre les franchises accordées par les transporteurs, peuvent être pris en charge les éventuels excédents de bagages.

6.1.1.3. Tarifs résidants pour la Corse

Le tarif « résidant » est applicable à toute personne domiciliée en Corse et voyageant en aller/retour au départ d'un des 4 aéroports de Corse vers Nice, Marseille ou Paris.

Le tarif « étudiant résidant » est applicable aux étudiants de moins de 27 ans domiciliés en Corse effectuant leur scolarité sur le continent et voyageant en aller/retour au départ d'un des 4 aéroports de Corse vers Nice, Marseille ou Paris.

Ces tarifs sont émis exclusivement en Corse.

6.1.2. Hébergement

6.1.2.1. Conditions d'hébergement

Les prestations présentées dans le catalogue du prestataire comprennent un confort minimal (salle de bain et WC privés,…) dans des hôtels de catégories 1 à 3 ou assimilées, dans la meilleure proximité des gares et centre-ville.

Les réservations peuvent concerner des chambres d'hôtels simple ou double dans le respect des indemnités prévues et répondant aux normes standards de qualité.

Le prix proposé s'entend petit déjeuner, taxes et services inclus. Il exclut tout extra.

6.1.2.2. Demandes optionnelles

Lorsque la prestation de repas (déjeuners, dîners) est demandée, le prestataire communique des hôtels proposant cette prestation.

Lorsqu'une réservation de parking est demandée, le prestataire communique des hôtels proposant cette possibilité ou un parking proche de l'hôtel retenu. Cette prestation est facturée avec la réservation de la chambre.

En cas d'impossibilité le prestataire informe au préalable l'acheteur des modalités de prise en charge.

6.1.2.3. Garantie et reconnaissance

La garantie prend en charge la chambre du voyageur jusqu'à son arrivée.

Un voucher, document normé et reconnu par la profession, est fourni au voyageur et comporte suffisamment d'informations prouvant la prise en charge des nuitées par le prestataire.

6.1.2.4. Cas particulier

.
Dans certains cas, des réservations peuvent être demandées pour des hébergements négociés directement par les acheteurs ou par des organismes extérieurs (colloques, séminaires en France ou à l'étranger).

Le prestataire doit respecter les prix négociés si ceux-ci sont inférieurs aux siens, assurer le paiement du fournisseur d'hébergement et la facturation.

Dans le cas de congrès, le prestataire procède à la planification et réservation anticipée dans les hôtels sélectionnés et aux tarifs négociés par les organisateurs des congrès, si ceux-ci sont inférieurs à ses propres tarifs.

6.2. Prestations complémentaires

Les prestations complémentaires couvrent les prestations de locations de véhicules de courte durée, la réservation par voie maritime, la gestion des visas, la délivrance de MCO / MDP, le fret, les affrètements privés, la réservation d'hébergement pour des groupes ou de salles de séminaires et le transport ou le transfert par autocar.

6.2.1. Locations de véhicules de courte durée

Le prestataire offre la possibilité d'effectuer la location de véhicules de courte durée on-line ou offline uniquement dans la continuité d'un voyage train ou avion. Il propose des tarifs négociés par ses soins auprès de deux (2) loueurs de véhicules *a minima*, de couverture internationale.

Le contenu assurantiel de l'offre de base comprend :

- *A minima* les garanties suivantes : responsabilité civile circulation, protection juridique (défense recours), assistance dépannage ou remorquage.
- Accessoirement les garanties suivantes : garanties dommages tous accidents (tous dommages aux véhicules, incendie explosion, vol, bris de glace).

6.2.2. Réservation par voie maritime

Des demandes de trajets par voie maritime peuvent être faites, notamment entre la Corse et Nice, Marseille, Toulon. Le prestataire applique les tarifs spécifiques aux résidents s'il y a lieu.

Ce type de demandes peut également intervenir dans le cas de transport inter-îles, comme par exemple dans l'archipel de la Guadeloupe.

6.2.3. Gestion des visas

Lorsque les déplacements l'exigent, le prestataire peut proposer un service complet de gestion pour les demandes de visas (demande, obtention, livraison) avec prise en charge des envois de passeports.

Ce service réalise les démarches auprès des autorités compétentes afin d'obtenir les visas dans les délais souhaités.

6.2.4. MCO et MDP

Le prestataire propose et délivre des bons pour service divers (en anglais Miscellaneous Charge Order - MCO) ou document multi-usage (MDP) de type excédents de bagages, transport d'animaux, transport de bagages en fret, transport de matériels spécifiques (par exemple : transport sécurisé de copies d'examens, transport d'armes de chasse, etc.)

Plus largement, le prestataire répond à toutes demandes spécifiques dès lors que celles-ci sont indissociables du déplacement.

6.2.5. Fret

Le prestataire gère du fret pour le compte des acheteurs.

6.2.6. Affrètements privés

Pour les affrètements privés, le prestataire :

- met à disposition des avions ou des hélicoptères privés et les services associés, notamment, de restauration ;
- s'est engagé à la recherche de prestations pertinentes et de qualité auprès des courtiers et des compagnies de transport en réponse à la demande des acheteurs, notamment et autant que faire se peut en optimisant les immobilisations ou les temps de parking. Ces prestations font l'objet d'un devis sur proposition du prestataire aux conditions les plus avantageuses ;
- s'est engagé à soumettre trois propositions conformes à la prestation attendue, dès lors qu'elles existent ;
- propose un contrat d'assurance annulation spécifique pour ces vols privés ;
- en cas d'annulation d'un déplacement non couvert par un contrat d'assurance, le prestataire entreprend les démarches avec son fournisseur pour limiter les coûts d'annulation ou obtenir un avoir sur une prochaine prestation.

6.2.7. Réservations d'hébergement de groupe et/ou de salles de séminaire

Le prestataire met à disposition des acheteurs une cellule spécialisée dans la gestion et la réservation des hébergements de groupe et réservations de salles de séminaires.

Dans le cas d'une demande d'hébergement pour un groupe supérieur à dix (10) personnes, le délai de réponse est de quarante-huit (48) heures à compter de la date de demande de devis.

6.2.8. Transports / transferts par autocar

Des transports et transferts par autocar peuvent être demandés dans le cadre de déplacements professionnels de groupe (séminaires, formations,…).

Le prestataire prend en charge les demandes, la gestion des remplissages et le paiement aux fournisseurs. Il veille aux habilitations et agréments typologiques des autocaristes en règle de ces derniers.

7. Module de gestion des ordres de mission (OM) et des états de frais (EF) en option

Ce module est un support applicatif visant à industrialiser le processus de gestion des missions de l'ordre de mission jusqu'à la réconciliation de la dépense.

7.1. Principales fonctionnalités de l'outil OM/EF

Un outil de gestion d'ordres de missions et d'états de frais peut être proposé en option.

En effet tout agent en déplacement professionnel hors de sa résidence administrative ou familiale doit être muni d'un ordre de mission (OM). L'ordre de mission sert à identifier :

- la personne concernée (nom, prénom, matricule, service…) ;
- les caractéristiques de sa mission (dates de début et de fin, destination, objet de la mission, prestations de voyages associées) ;
- le coût global et le budget affecté.

Un ordre de mission peut faire ou ne pas l'objet d'une commande de voyage. C'est la raison pour laquelle l'outil est interfacé au module de réservation en ligne (SBT) et reprend, le cas échéant, les informations liées à la commande de voyage passée en mode online ou offline.

L'état de frais (EF) permet quant à lui d'identifier les dépenses engagées par un agent dans le cadre de ses fonctions ou d'une mission (OM). Il vise à rembourser l'agent des frais réellement engagés conformément à la politique de remboursement de l'établissement et la réglementation en vigueur. Si l'état de frais est rattaché à un OM, les informations saisies et validées dans l'OM sont reprises automatiquement dans l'EF.

Le module de gestion d'ordres de missions et d'état de frais est décliné en version standard ou personnalisable.

7.1.1. Personnalisation de l'outil OM/EF

L'éditeur du logiciel peut développer des options dont le coût varie selon son niveau de complexité :

- une option simple correspond à une option qui nécessite pour réaliser son implémentation maximum deux (2) jours de développement ou des compétences peu spécifiques ;
- une option complexe correspond à une option qui nécessite pour réaliser son implémentation maximum quatre (4) jours de développement ou des compétences spécifiques.

Les fonctionnalités de base et en option sont décrites ci-dessous :

<table>
<tr><th colspan="3">Socle commun</th></tr>
<tr><td colspan="3">Calcul des indemnités journalières, Ajout de frais prévisionnels, Prise en compte des barèmes kilométriques, Mise à jour automatisée des devises et cours de change (site MINEFI) Autorisation de circuler, Imports standards Notilus, Exports standards Notilus, Prise en compte de la politique voyages et remboursement, Distancier interne, Paramétrage de plusieurs types d'OM et EF, Rège de gestion et de flux selon typologie OM/EF, Attribution de plusieurs profils et rôle/Habilitations, 3 niveaux de validation, Délégation de saisie et/ou contrôle, Paramétrage d'alertes, Notification par mail standard Notilus, Historique des actions, Intégration des ROP du prestataire carte logée/Frais de Transactions, Reporting standards, Gestion des Voyages de Groupe, Modification des missions pour convenance.</td></tr>
<tr><td></td><td>module standard</td><td>module personnalisable</td></tr>
<tr><td>Interfaces entrantes et sortantes - Formats standards Notilus</td><td colspan="2" rowspan="6">Inclus par défaut</td></tr>
<tr><td>Reporting standards</td></tr>
<tr><td>Import MINEFI taux, cours de change et devises</td></tr>
<tr><td>Intégration ROP carte logée</td></tr>
<tr><td>Calcul des distances automatisées via Michelin</td></tr>
<tr><td>Archivage SEDA</td></tr>
<tr><td>Workflow de validation par défaut</td><td>Jusqu’à 3 niveaux</td><td>Jusqu’à 6 niveaux</td></tr>
<tr><td>Personnalisation type ou nombre OM/EF</td><td colspan="2" rowspan="5">Disponible sur option simple</td></tr>
<tr><td>Workflow personnalisable OM (niveau de validation supplémentaire)</td></tr>
<tr><td>Workflow personnalisable EF (niveau de validation supplémentaire)</td></tr>
<tr><td>Import RH personnalisable et automatisé</td></tr>
<tr><td>Export personnalisable automatisé des engagements</td></tr>
<tr><td>Authentification SSO et LDAP</td><td colspan="2" rowspan="9">Disponible sur option complexe</td></tr>
<tr><td>Import personnalisable et automatisé des budgets</td></tr>
<tr><td>Import personnalisable et automatisé des référentiels analytiques</td></tr>
<tr><td>Export personnalisable automatisé des frais pour liquidation / mandatement</td></tr>
<tr><td>Export personnalisable automatisé des avances pour liquidation</td></tr>
<tr><td>Export personnalisable automatisé des factures ou ROP pour liquidation</td></tr>
<tr><td>Autre interface sortante ou entrante personnalisable et automatisé</td></tr>
<tr><td>Module budget et gestion des enveloppes budgétaires</td></tr>
<tr><td>Mobilité</td></tr>
<tr><td>Reporting et notification emails personnalisables</td><td colspan="2">Disponible sur option simple ou complexe</td></tr>
<tr><td>Notilus youway – gestion de la flotte automobile</td><td colspan="2" rowspan="2">Disponible sur option – prix des prestations en annexe à la convention client</td></tr>
<tr><td>Installation environnement de recette dématérialisation justificatifs / documents</td></tr>
</table>

7.2. Opérations de vérification dans le cadre de l'implémentation de l'outil OM/EF

Ces stipulations ne sont applicables que pour les prestations d'implémentation de l'outil de gestion des ordres de mission (OM) et des états de frais (EF).

A toutes les étapes de vérification définies ci-dessous, le prestataire consigne les opérations réalisées dans un procès-verbal signé en fin d'opération par ce dernier et l'acheteur. L'original est remis au prestataire et une copie conforme est transmise à l'acheteur. A tout moment l'UGAP est en droit de demander la transmission de ces éléments à l'acheteur.

A toutes les étapes décrites ci-dessous, les frais des opérations de vérification sont à la charge du prestataire.

7.2.1. Mise en ordre de marché de la solution

Le prestataire notifie à l'acheteur par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de l'information la mise en ordre de marche de l'implémentation de la solution voyage.

7.2.2. Vérification d'aptitude (VA)

Les opérations de vérification d'aptitude (VA) de l'implémentation de la solution voyage ont pour objet de constater que les prestations d'implémentation présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions.

Cette vérification est opérée par l'acheteur accompagné du prestataire sur un environnement de recette mis à disposition à cet effet.

Le délai pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier la décision de réception ou de rejet est de 30 jours calendaires maximum à compter de la notification de la mise en ordre de marche de la solution à l'acheteur.

La VA est positive et prononcée sans réserve lorsque les résultats des tests sont conformes aux spéciations fonctionnelles techniques définis avec l'acheteur dans le cadre de la phase de conception telle qu'indiquée à l'article 4.1 des présentes CGE.

La VA est rejetée lorsque le résultat des tests sont non conformes aux spéciations fonctionnelles techniques définis avec l'acheteur dans le cadre de la phase de conception. Dans ce cas, l'acheteur motive sa décision de rejet, après avoir recueilli les observations du prestataire.

En cas de rejet, il est procédé à nouveau à l'intégralité des opérations de vérification d'aptitude au regard des spéciations fonctionnelles techniques dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de la décision de rejet au prestataire.

Si l'acheteur rejette à deux (2) reprises les opérations de vérification d'aptitude car non conformes aux spéciations fonctionnelles techniques définis avec l'acheteur dans le cadre de la phase de conception, les prestations d'implémentation sont stoppées, l'acheteur demande la résiliation de la convention dans les conditions prévues à son article 15.

7.2.3. Vérification de service régulier (VSR)

La vérification de service régulier (VSR) a pour objet de constater que les prestations d'implémentation sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation.

La régularité du service s'observe sur une période de trente (30) jours calendaires à compter de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur.

7.2.4. Décision après vérification

A l'issue de la période de vérification de service régulier, le délai pour notifier la décision expresse de réception ou de rejet de la prestation d'implémentation est de cinq (5) jours calendaires. Passé ce délai, la décision de réception des prestations est considérée comme positive et les prestations sont réputées reçues.

Si le résultat de la vérification du service régulier est négatif, l'acheteur notifie au prestataire sa décision de rejet, après avoir recueilli les observations du prestataire, avec une nouvelle vérification de la régularité du service pendant une période supplémentaire de quinze (15) jours calendaires à compter de la décision de rejet.

Au-delà de cette période supplémentaire et en cas de nouvelle décision de rejet motivée par l'acheteur, les pénalités prévues à l'article 12 des présentes CGE sont applicables.

8. Conditions générales d'exécution

8.1. Obligations du prestataire

8.1.1. Responsabilité civile professionnelle

Au titre du marché public conclu avec l'UGAP et des commandes adressées et en application de l'article L211-16 du code du tourisme, le prestataire encourt une responsabilité de plein droit à l'égard des les acheteurs, quant à la bonne exécution des obligations résultant du contrat de voyage et de séjour, quel ledit contrat ait été conclu à distance ou non, et que ces obligations soient à exécuter par elle-même par d'autres prestataires de services, sans préjudice de son droit de recours contre ceux-ci et dans la limite des dédommagements prévues par les conventions internationales (convention de Varsovie du 12/10/1929, convention de Montréal du 28/05/1999 et du règlement européen du 11/02/2004 établissant les règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol).

L'acheteur engage directement la responsabilité du prestataire pour tout dommage corporel, matériel et moral survenu à l'occasion de leurs voyages ou déplacements.

Le prestataire a pris l'engagement d'indemniser directement l'acheteur. Toutefois, le prestataire peut s'exonérer de tout ou partie de sa responsabilité en apportant la preuve que l'inexécution ou la mauvaise exécution du contrat est imputable soit à l'acheteur soit au fait, imprévisible et insurmontable, d'un tiers étranger à l'exécution des prestations prévues soit à un cas de force majeure.

8.1.2. Obligation de conseil

Le prestataire s'est engagé à informer et conseiller les voyageurs dans le cadre de leurs déplacements professionnels des meilleures conditions possibles en termes de sécurité, de prix et de rapidité.

Le prestataire fournit tous renseignements utiles sur les voyages en respectant les souhaits du voyageur pour l'exécution de son déplacement.

Le prestataire délivre toutes informations sur les formalités administratives (passeport, visa…) et sanitaires nécessaires à l'exécution d'un déplacement lors de la réservation. Il fournit les formulaires nécessaires pour l'obtention des visas et informe les voyageurs des démarches de santé particulières à effectuer (traitement médicamenteux avant départ, vaccinations,…).Ces informations tiennent compte des données personnelles indiquées dans le profil de chaque voyageur (pour la date de validité du passeport).

Dans le cas de demandes offline qui pourraient faire l'objet de réservations on-line en raison de la nature du déplacement (à l'exception des voyages complexes, des destinations à risque ou de procédures dérogatoires par rapport au mode de validation habituel des commandes de l'acheteur), le prestataire informe l'acheteur, lui indique le coût supplémentaire induit par son choix et lui propose de l'accompagner dans la prise en main de l'outil par une aide à la navigation.

Les cartes de réductions et d'abonnement (aériennes ou ferroviaires) sont proposées systématiquement par le prestataire dès lors que la fréquence d'utilisation de ces transports le justifie.
Le prestataire s'est engagé à identifier les grands voyageurs à un rythme semestriel afin de leur proposer les abonnements les mieux adaptés à leurs profils.
Le prestataire doit appliquer toute réduction typologique dont pourrait bénéficier le voyageur à titre personnel. Il en informe l'acheteur.

Un conseil adapté doit être prodigué à destination des personnes à mobilité réduite (PMR) afin de répondre au mieux à leurs contraintes.

8.1.3. Sécurité des voyageurs

8.1.3.1. Transport aérien

Pour le transport par voie aérienne, le prestataire recourt aux transporteurs de son choix en s'assurant que ceux-ci respectent, d'une part, les normes nationales et internationales en vigueur en matière de navigation aérienne, de sécurité et de sûreté du transport aérien et, d'autre part, les pratiques et procédures appliquées par les entreprises de transports aériens membres de l'Association internationale du transport aérien (en anglais : International Air Transport Association, ou IATA).

Cependant, pour certaines destinations insuffisamment desservies par des compagnies aériennes assurant des services réguliers, le prestataire peut utiliser une compagnie non adhérente à l'IATA après s'être assuré que cette dernière respecte les normes de sécurité et de sûreté aéronautiques nationales et internationales et en avoir avisé l'acheteur. En cas de doute quant à la sécurité et à la sûreté du transport aérien assuré par une compagnie aérienne (relevant ou non de l'IATA), il appartient au prestataire de solliciter l'agrément de l'acheteur et, le cas échéant, de la direction générale de l'aviation civile (DGAC).

Si aucune compagnie n'est en mesure d'effectuer le transport demandé, le prestataire doit en aviser l'acheteur dès qu'il en a connaissance. Dans tous les cas, le prestataire et l'acheteur doivent s'informer mutuellement et par tout moyen de la survenance de tout élément pouvant affecter la bonne exécution des prestations et se consultent sur les mesures à prendre pour y remédier.

Le prestataire s'est engagé à faire voyager les bénéficiaires dans les meilleures conditions de sécurité. Pour ce faire, il offre un service d'assistance aux voyageurs et doit mettre en place des moyens de substitution en cas de grève ou d'incidents de voyages.

8.1.3.2. Informations aux voyageurs

Le prestataire tient à jour la liste des pays jugés à risques (économique, sanitaires, humains, géopolitiques,…) Il conseille et informe sur les conditions de voyages dans ces pays et fournit tout renseignement utile (coordonnées de l'ambassade ou du consulat le plus proche,…) aux voyageurs.

Le prestataire rend cette liste accessible également sur l'outil de réservation en ligne.

8.2. Engagements et obligations en matière de développement durable

Le prestataire s'est engagé, notamment, à :

- privilégier l'utilisation d'établissements hôteliers labellisés « développement durable », avec production d'une statistique de suivi ;
- mettre à disposition d'outils et/ou statistiques répondant aux obligations déclaratives de CO^2 ;
- mettre à disposition d'un suivi statistique des kms effectués en avion et en train.

8.3. Restitutions statistiques

Le prestataire fournit sous format informatique exploitable à chaque acheteur un état statistique de son volume d'affaires sur une période de référence définie et à échéance régulière permettant d'identifier *a minima* :

- un état synthétique du nombre et du montant TTC des transactions par nature de prestations (frais de transaction inclus) et par mode de réservation (online ou offline) avec identification de l'évolution en période N/N-1 ;
- un état du facturé et des avoirs par nature de prestations ;
- un état en volume et valeur des transactions air par destination, fournisseur, et classe ;
- un état en volume et valeur des transactions fer par destination, fournisseur et classe ;
- un état en volume et valeur des dépenses hôtel par destination, fournisseur, nombre de nuitées et catégorie d'hébergement.

Le niveau de détail et la périodicité des restitutions pourront être adaptés à la demande des acheteurs lors de la phase d'implémentation.

9. Autres conditions d'exécution

9.1. Conditions d'annulations et des modifications

9.1.1. Assurance annulation

Lors de la réservation, le prestataire propose une assurance annulation pour raisons professionnelles. Cette assurance permet, notamment, le remboursement des titres de transport aériens.

9.1.2. Gestion des annulations et des modifications

Le prestataire prend en charge les opérations de modification, d'échange ou d'annulation, dès lors que la réservation ou le titre de transport le permettent, dans les deux (2) heures maximum à réception de la demande auprès du prestataire.

Toute demande téléphonique doit faire l'objet d'une confirmation par tout moyen électronique permettant de donner date certaine à la réception de l'information.

Dans le cas d'une demande de modification ou d'annulation partielle ou totale présentée par l'acheteur, le prestataire s'est engagé à modifier ou annuler la commande initiale en négociant auprès du fournisseur l'annulation ou la réduction des frais y afférents.

En cas d'annulation d'un billet de transport aérien y compris de billets à contrainte, le prestataire veille aux remboursements des taxes aéroportuaires éligibles à un remboursement par les compagnies aériennes au profit de l'acheteur.

9.2. Assistance, grèves et incidents

Le prestataire est tenu d'assurer la continuité de ses prestations en toutes circonstances : mise en place d'un service d'assistance 7 jours sur 7 et 24h sur 24 au moyen d'un numéro d'appel non surtaxé (téléphone fixe ou portable) qui doit figurer sur les documents remis aux voyageurs.
Ce service doit pouvoir traiter les commandes en urgence et apporter toutes modifications au dossier en cours selon les modalités définies entre le prestataire et l'acheteur lors de l'implémentation.

Les modalités de validation et d'émission des commandes urgentes font l'objet d'un accord écrit.

Le recours au service d'assistance doit pouvoir être effectué auprès de personnel parlant français si celui-ci devait être situé à l'étranger.

9.3. Service VIP

Ce service doit répondre à une obligation de sécurité et de confidentialité tant sur le voyage à organiser que sur le voyageur l'utilisant.

La liste et les conditions de déplacements et validation sont transmises par l'acheteur au prestataire lors de l'implémentation.

La qualité de service attendue, quelle que soit la nature de la prestation sollicitée, est supérieure pour cette catégorie de voyageurs. Une attention spécifique est apportée pour que les propositions soient en parfaite adéquation avec la demande.

Le prestataire doit veiller à l'individualisation du traitement des voyageurs, à la réactivité face aux imprévus liés à leurs déplacements. Le traitement en urgence des modifications, la fiabilité, l'exactitude des itinéraires et le respect des délais sont également attendus. Ce service doit prévoir un numéro d'appel dédié non surtaxé (téléphone fixe et portable).

10. Qualité de service

10.1. Accompagnement de l'acheteur

Dès la notification de l'information de la signature de la convention entre l'acheteur et l'UGAP, le prestataire désigne un ou plusieurs chargés de clientèle en charge de la mise en place des projets et du suivi des prestations auprès de l'acheteur. Tout changement d'interlocuteur sera notifié à l'acheteur sans délai.

Le chargé de clientèle du prestataire assure notamment :

- le suivi des travaux d'implémentation ;
- la coordination des intervenants nécessaires au bon fonctionnement de la prestation ;
- un suivi régulier de l'activité formalisé par des revues de compte :
    - semestrielles avec les acheteurs utilisant l'outil OM/EF en présentiel avec la participation de l'éditeur DIMO SOFTWARE, le cas échéant ;
    - annuelles avec les acheteurs n'utilisant pas l'outil OM/EF à distance ou en présentiel selon la typologie des acheteurs.

Des revues de compte exceptionnelles peuvent être réalisées à la demande de l'acheteur en cas de dégradation manifeste de l'un des indicateurs qualité indiqué à l'article 10.2 des présentes CGE.

Lors de chaque revue de compte, le chargé de clientèle présente notamment à l'acheteur sur la période de référence :

- un bilan des engagements de qualité conformément à l'article 10.2 ci-après ;
- un suivi des anomalies (typologie, état de résolution et délais de traitement) ;
- un bilan des accords fournisseurs négociés et des abonnements souscrits ;
- une analyse du volume d'affaires :
    - par typologie de prestations et par mode de réservation (online/offline) en volume et en valeur avec l'évolution N/N-1 ;
    - le suivi des économies réalisées sur la période ;
    - le comportement des voyageurs (top 10 voyageurs, top 10 destinations, top fournisseurs de transport et hébergement, saisonnalité des réservations) ;
    - les résultats commentés de l'enquête qualité le cas échéant ;
    - le bilan carbone ;
- toutes actions ou suggestions visant à optimiser les prestations de voyages de l'acheteur.

10.2. Engagement de qualité

Le prestataire est tenu de respecter les indicateurs de qualité suivants :

Indicateurs qualité de service		**Niveau de qualité exigé**
Prise en charge des demandes offline	Par téléphone	90% des appels en moins de 60 secondes (sans mise en attente)
Délai de présentation des devis suite à une demande offline	Commande standard	24H
	Commande urgente	2H
Optimisation tarifaire	Intégration des accords fournisseurs	100%
	Respect des politiques voyages en on et offline (sauf dérogation par une personne habilitée) le cas échéant	100%
Satisfaction des utilisateurs	Taux de satisfaction à l'enquête qualité	≥85%
Performance des outils (hors cas particulier prévus à l'article 5.1.2)	Délais de prise en charge des anomalies	80% des anomalies prises en charge sous 4 heures ouvrées
	Taux de disponibilité des outils	≥99%
	Accessibilité	24H/24 – 7J/7

Lors de chaque revue de compte, le prestataire présente par indicateur les résultats observés sur :

- Les 12 derniers mois pour l'acheteur n'utilisant pas l'outil OM/EF
- Les 6 derniers mois pour l'acheteur utilisant l'outil OM/EF

En cas de la non atteinte d'un des niveaux de qualité identifiés ci-dessus lors de la revue de compte avec l'acheteur, le prestataire propose sous quinze (15) jours calendaires un plan d'amélioration pour atteindre le(s) niveau(x) de qualité exigé ci-dessus, lors de la revue de compte suivante. Ce plan d'amélioration présente les moyens humains et matériels mis en œuvre par le prestataire pour pallier les dysfonctionnements.

Le cas échéant, l'acheteur peut également appliquer les pénalités prévues à l'article 12 des présentes CGE.

10.3. Gestion des litiges de prestations

Le prestataire accuse réception des litiges à l'acheteur dans un délai maximal de vingt-quatre (24) heures. Il tient l'intéressé au courant de l'évolution du traitement du litige par écrit et de façon régulière.

La résolution des litiges est communiquée dans les dix (10) jours ouvrés maximum si la cause du litige est interne au prestataire, et sous trente (30) jours si la cause est externe au prestataire.

10.4. Gestion des litiges de facturations

Le prestataire s'engage à répondre aux réclamations des acheteurs relatives aux erreurs ou anomalies de facturation, dans un délai maximum de dix (10) jours calendaires ; le dénouement du litige devant intervenir dans un délai de trente (30) jours calendaires maximum.

En cas de désaccord persistant sur une facturation avec l'acheteur, ce dernier saisi l'UGAP à l'expiration des délais précisés ci-dessus.

11. Maintenance des outils

11.1. Gestion des anomalies

En cas d'anomalie déclarée par l'acheteur, le prestataire est tenu de respecter les délais de résolutions suivants :

Type d'anomalie	Définition	Délai de résolution
Anomalie bloquante	Désigne : - soit un dysfonctionnement portant sur une fonctionnalité indispensable de la solution pour laquelle il n'existe pas de moyen de contournement, - soit un dysfonctionnement important de la solution, par exemple en attaquant l'intégrité des données	Résolution définitive sous 24 heures.
Anomalie majeure	Dysfonctionnement portant sur une fonctionnalité indispensable de la solution mais avec la possibilité d'utiliser un moyen de contournement de façon à débloquer le processus concerné, sans dégrader le résultat attendu par l'utilisateur.	Résolution avec solution de contournement sous 24 heures ; Résolution définitive sous 5 jours ouvrés.
Anomalie mineure	Dysfonctionnement affectant une fonction non essentielle de la solution ne nécessitant pas d'adopter de stratégies de contournement.	Résolution définitive dans la prochaine montée de version

Lors de la période d'implémentation, le prestataire précise à l'acheteur le support technique de déclaration des anomalies. Le prestataire assure un historique par acheteur des anomalies déclarées pendant la durée d'exécution des prestations (type d'anomalie, délais et état de résolution). Il doit prendre en charge et accuser réception de chaque demande d'anomalies sous un délai de quatre (4) heures ouvrées maximum. La prise en charge peut entrainer la notification à l'acheteur d'une requalification du type d'anomalie conforme aux définitions au tableau ci-dessus. La requalification d'une anomalie bloquante en anomalie majeure nécessite la notification d'une solution de contournement sous vingt-quatre (24) heures ouvrés. La résolution de l'anomalie par le prestataire doit faire l'objet d'une validation écrite par l'acheteur auprès du support technique sous deux (2) jours ouvrés.

11.2. Processus de résolution spécifique au module de gestion des OM / EF

La résolution des anomalies relatives à l'outil d'OM/EF s'opère suite à des tests réalisés dans l'environnement de recette selon les modalités suivantes :

- Cas 1 : validation positive

Si les éléments livrés ont été testés avec succès par l'acheteur, ce dernier informe le support technique de la validation positive entrainant la clôture de l'anomalie. La validation favorable dans l'environnement de recette est accompagnée d'une demande de livraison immédiate dans l'environnement de production.

- Cas 2 : validation négative

Si les tests des éléments livrés ne permettent pas de corriger l'anomalie déclarée ou génèrent d'autres anomalies, l'acheteur informe le support technique d'une validation négative. Dans ce cas, les délais de résolution initiaux continuent à courir et le prestataire est tenu de recommencer le processus de résolution jusqu'à résolution définitive.

A défaut de validation écrite par l'acheteur sous deux (2) jours ouvrés, la validation est tacitement considérée comme positive.

La non-résolution des anomalies dans les délais pourra faire l'objet de pénalités prévues à l'article 12 ci-après. Les délais de résolution définitive courent de la déclaration de l'anomalie au prestataire jusqu'à la validation positive de l'anomalie corrigée.

11.3. Solution en cas de rupture de service (messagerie / SBT / OM)

En cas d'indisponibilité des outils, le prestataire :

- informe immédiatement l'acheteur en lui indiquant la durée prévisionnelle de la panne et la date de retour à la normale ;
- soumet sans délai à l'acheteur une solution de contournement fiable et simple d'utilisation ;
- informe régulièrement l'acheteur de l'avancement des actions qu'il a engagées en vue du rétablissement du service.

Dans ce cas, la facturation du dossier de voyage s'effectue sur la base des tarifs online si le problème côté agence de voyages est avéré.

12. Pénalités

12.1. Règle de gestion des pénalités

Pour les nouveaux acheteurs, l'UGAP leur permet de se prévaloir du droit au versement de ces pénalités à l'encontre du prestataire sauf décision contraire de l'UGAP. Pratiquement, les pénalités pour retard dans l'implémentation font l'objet d'une gestion directe entre le prestataire et l'acheteur.

Les autres pénalités (retard d'exécution et non-respect des engagements de qualités de service) sont également gérées directement entre le prestataire et l'acheteur.

Les pénalités applicables et gérées directement entre le prestataire et l'acheteur sont traitées exclusivement dans le cadre de l'émission d'un titre de recette après constatation et validation formelle par le prestataire et l'acheteur. A défaut de traiter les pénalités dans le cadre d'un titre de recette, ces dernières ne pourront être prises en compte par le prestataire.

Les pénalités ne sont pas dues dans les cas de faute non imputables au prestataire. Dans de tels cas, le prestataire transmet tout élément permettant d'exclure sa responsabilité à l'acheteur et, le cas échéant, à l'UGAP.

En cas de résiliation du marché, les pénalités sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

12.2. Pénalités pour retard dans l'implémentation de la solution voyage pour le nouvel acheteur

En cas de retard dans l'implémentation de la solution voyage, une pénalité de cinq (5) % du prix forfaitaire d'implémentation (simple ou grand compte) par semaine de retard et par nouvel acheteur est appliquée à compter de la seconde décision d'ajournement de la vérification de service régulier (VSR) pour le niveau 3 et à l'expiration du planning d'implémentation fourni par le prestataire pour les niveaux 1 et 2.

Ces pénalités sont gérées directement par le nouvel acheteur.

12.3. Pénalité pour retard d'exécution

Le prestataire doit réaliser les prestations dans le respect des conditions d'exécution déterminées à l'article 11.1 des présentes CGE.

En cas de non-respect des conditions d'exécution, le prestataire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon les modalités suivantes :

Obligation du prestataire	**Unités de mesure**	**Indemnité forfaitaire**
Non-respect du délai de résolution définitif d'une anomalie	bloquante	150€ par anomalie
	majeure	50€ par anomalie
Indisponibilité des outils / rupture de service	Supérieure à 1h	150€ par heure d'indisponibilité

Ces pénalités sont gérées directement par l'acheteur.

12.4. Pénalité pour non-respect des engagements de qualité de service

Le prestataire s'est engagé à réaliser les prestations dans le respect des engagements de qualité de service déterminés à l'article 10.2 des présentes CGE.

En cas non-respect des engagements liés à la qualité de service, le prestataire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon les modalités suivantes :

Obligation du prestataire	**Unités de mesure**	**Indemnité forfaitaire**
Non atteinte des niveaux performance sur la période de référence	Entre 90 à 80% du niveau de performance exigé	50€ par indicateur
	Entre 79 à 60% du niveau de performance exigé	100€ par indicateur
	Moins de 60% du niveau de performance exigé	150€ par indicateur

Ces pénalités sont gérées directement par l'acheteur.

Parallèlement à l'application des pénalités pour non-respect des engagements de qualité de service, le prestataire doit présenter puis appliquer un plan d'amélioration conformément à l'article 10.2 des présentes CGE.

12.5. Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités est plafonné à :

- Trente (30)% du prix forfaitaire d'implémentation (simple ou grand compte) par l'acheteur
- Trente (30)% du relevé des opérations (ROP) mensuel pour les autres pénalités

13. Facturation et paiement

13.1. Facturation à l'acheteur

Les prestations, objet des présentes CGE, sont facturées par l'UGAP mensuellement à l'acheteur dans le cadre d'une facture globale agrégée si le format de facturation est le papier et détaillée si le format de facturation est dématérialisé.

A des fins de réalisation de contrôle, l'acheteur peut accéder directement, de manière privative et sécurisée :

- aux factures unitaires émises sur la plateforme de dématérialisation fiscale de l'agence de voyage. Ces factures attestent de la remise des documents justificatifs du déplacement ou de la réservation (billet, vouchers, etc…) ;
- aux relevés d'opérations mensuels remis par le prestataire de carte logée ;
- aux factures détaillées UGAP dans le cadre d'une facturation dématérialisée.

Dans le cadre des prestations d'implémentation prévues à l'article 4.1 des présentes CGE, toute prestation commencée est due par l'acheteur y compris en cas d'interruption en cours ou en cas de non utilisation de l'outil.

13.2. Régularisation en cas d'erreur dans la facturation

En cas de constat d'erreur de facturation par le prestataire et reprise dans la facturation mensuelle de l'UGAP, l'acheteur se rapproche du prestataire pour investigation dans les meilleurs délais.

Dès lors que l'erreur est avérée, le prestataire donne son accord écrit pour apporter la régularisation sur la facturation mensuelle du mois M+2 (au plus tard).

Par la signature de la convention, l'acheteur accepte expressément de régler la facture présentée dans les délais prévus ci-dessous. Il bénéficiera d'une régularisation dans sa facture sous un délai de 2 mois au plus tard après constatation de l'erreur par les parties.

13.3. Délai de paiement

L'acheteur procède au règlement des sommes dans les conditions prévues à l'article 9 des CGV de l'UGAP.

L'acheteur mentionne obligatoirement le numéro de facture UGAP dans l'ordre de paiement.

13.4. Retard de paiement

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour l'UGAP, le bénéfice d'intérêts moratoires dans les conditions prévues à l'article 9 des CGV de l'UGAP.

13.5. Suspension de l'accès à l'offre

En cas de paiement partiel ou en l'absence de paiement d'une facture dans les trente (30) jours suivants l'expiration du délai de paiement prévu à l'article 1er du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 susvisé, l'UGAP se réserve le droit de suspendre temporairement l'exécution de la convention et donc l'accès à l'offre pour tous les voyageurs.

Préalablement cette suspension de l'offre, l'UGAP adresse à l'acheteur une lettre recommandée avec accusé de réception fixant un délai pour régulariser la situation comptable et la date d'effet de suspension de l'accès à l'offre.

14. Sécurité et gestion des données

14.1. Gestion des accès et des profils

A chaque voyageur est associé un profil personnel contenant des informations le concernant. Les données de ces profils sont confidentielles et ne peuvent être communiquées à un tiers.

Le stockage et l'accès à ces données sont sécurisés dans le respect des exigences et modalités de déclaration de la CNIL.

L'authentification de chaque voyageur s'effectue via un mot de passe personnalisé et sécurisé répondant aux recommandations de l'Agence Nationale de Sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

14.2. Confidentialité

Dans le cadre du marché public conclu avec l'UGAP, le prestataire s'est engagé à ne divulguer à quiconque aucune information dont ils pourraient avoir eu connaissance avant, pendant ou après l'exécution de la prestation tant auprès de l'UGAP, de l'acheteur public que des prestataires extérieurs.

L'ensemble des informations est confidentiel et recouvre toutes les informations ou toutes données y compris les données à caractère personnel, communiquées par l'Ugap ou l'acheteur public par écrit ou oralement.

Ainsi, le prestataire s'est engagé notamment à :

- traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'elles accordent à leurs propres informations confidentielles de même importance ;
- garder les informations confidentielles et qu'elles ne soient pas divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers ;
- ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété portant sur les informations confidentielles ;
- éviter que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites,, ni dupliquées, en partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution des présentes.

Cette obligation de confidentialité concerne toute personne autorisée à traiter les informations confidentielles, que le prestataire s'engage à répercuter auprès de ses salariés, collaborateurs, quel que soit leur statut et de ses sous-traitants, fournisseurs et partenaires.

14.3. Protection des données à caractère personnel

Le prestataire s'est engagé à respecter, notamment, pendant toute la durée du marché public conclu avec l'UGAP, les dispositions légales et réglementaires issues de :

- La loi n°78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa version en vigueur et ses textes d'application ;
- Du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018, et ses textes d'application ;
- La doctrine de la Commission Informatique et Libertés française

A ce titre et de façon non exhaustive, le prestataire :

- fera son affaire des formalités lui incombant au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.
- garantit l'acheteur public du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union européenne.
- A ce titre, le prestataire s'est engagé à ce que les données à caractère personnel demeurent impérativement confidentielles et soient collectées, traitées et hébergées sur le territoire de l'Union européenne, ou dans un Etat permettant d'assurer un niveau adéquat de protection desdits données ou dans un Etat situé hors de l'Union Européenne sous réserve de garantir leur respect des dispositions légales et réglementaires applicables en France. A cet égard, les données sont traitées et hébergées par :

- FCM (titulaire du marché public agences de voyage)
  - Hébergement à Amsterdam (Pays-bas)
  - Certification : ISO 9001, 27001, 50001, SSAE 16 Type II et PCI-DSS
- DIMO (co-traitant du marché public agences de voyage)
  - Hébergement en France
  - Certification : ISO 27001, 20001 et PCI-DSS
- Traveldoo (éditeur du moteur de réservation)
  - Hébergement en France
  - Certification ISO 27001, 17799 et PCI DSS
- HCorpo (centrale de réservation hôtelière)
  - Hébergement en France
  - Certification ISO 27001 et PCI DSS
- Amadeus (moteur de réservation professionnel)
  - Hébergement à Erding (Allemagne)
  - Certification ISO 27001 et PCI DSS
- FreshDesk (outil de suivi des demandes clients)
  - Hébergement à Francfort (Allemagne)
  - Certification ISO 27001, SSAE-16, HIPAA et PCI DSS
- Viaxoft (outil de facturation)
  - Hébergement en France
- American Express CARTE France (titulaire du marché public Carte logée)
  - Hébergement à Phoenix (Etats d'Unis)
  - Délibération CNIL n°2015-384 du 5 novembre 2015 portant autorisation unique de transferts de données à caractère personnel hors Espace économique européen

encadrés par les règles internes d'entreprise (BCR) « responsable de traitement » du groupe American Express (BCR-017)

- Principes de protection des données et de respect de la vie privée d'American Express
- Principes d'applications européens d'American Express

Enfin, en application de la loi Informatique et libertés du 6 janvier 1978 et du règlement général sur la protection des données, les personnes physiques dont les noms sont utilisés par les prestataires peuvent faire l'objet d'un droit de questionnement, d'accès, de modification et de rectification auprès de chaque partie concernée par la demande, à l'adresse de leur siège social respectif, à défaut de précisions particulières figurant sur les documents de collecte de données à caractère personnel.

14.4. Gestion des évolutions

Les évolutions sont notifiées par écrit à l'acheteur au minimum quinze (15) jours calendaires avant l'intervention du prestataire

Les évolutions font l'objet d'une note explicative fournie lors de cette notification à l'acheteur précisant, notamment, l'objet, les fonctionnalités impactées et le jour d'intervention.

Le prestataire assure une sauvegarde régulière des données assurant la stabilité des données saisies par l'utilisateur notamment en cas de montée de version.

14.5. Audits

L'acheteur doit pouvoir, à tout moment, contrôler que les exigences de sécurité sont satisfaites par les dispositions prises par le prestataire. Les audits pourront être réalisés par l'acheteur, ou délégués à un tiers.

Cette visite sera notifiée au prestataire selon sous un délai minimum de prévenance de quinze (15) jours.

La pratique de tests intrusifs sera encadrée par une charte commune signée entre le prestataire, l'exécutant de l'audit et l'acheteur. L'UGAP se réserve le droit de requérir l'expertise d'un organisme ou d'une société tierce présentant des compétences en matière de sécurité.

14.6. Réversibilité

Suite à l'arrêt anticipé des prestations chez un acheteur sous respect d'un délai de prévenance minimum de cent vingt (120) jours ou au terme de la convention, le prestataire s'est engagé pour chaque acheteur à :

- fournir gratuitement sous un support informatique exploitable un historique de toutes les données saisies par l'acheteur dans l'outil (commande de voyage, OM, EF) pendant la durée d'exécution de la convention. Le prestataire remet dans le même temps une note d'utilisation relative au support remis ;
- transmettre gratuitement toute la documentation complétée par l'acheteur (politique voyage et de remboursement, profils voyageurs, structure analytique…) et mise à jour par le prestataire pendant la durée de la convention.

Le prestataire propose, sous forme d'option payante, un accès en mode consultation à la solution pendant une durée minimale de quatre (4) ans. Cet accès permet la consultation de toutes les données saisies par les utilisateurs dans l'outil pendant la durée d'exécution de la convention.

19

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Affaires cultuelles : attribution de subventions aux établissements cultuels et aux associations.

1. Allocation de subventions d'équipement

1.1. Rappel du barème des subventions d'équipement

1.1.1. Lorsque la paroisse est propriétaire des bâtiments

- intervention d'urgence pour mise hors d'eau *(gros œuvre, couverture, huisseries, vitrerie)*	50 %
- accessibilité handicapés *(rampes, dégagements)*	50 %
- horloges extérieures présentant un intérêt pour la population	50 %
- conformités : électrique, gaz, fuel et autres mesures d'hygiène et de sécurité exigées par la commission de sécurité *(balisage, issues de secours)*	40 %
- remplacement chauffage	30 %
- transformations pour économie d'énergie	20 %
- constructions neuves, agrandissements, cloches et accessoires, abords, orgues, sonorisation, mobilier	10 %

1.1.2. Lorsque la ville de Strasbourg est propriétaire des bâtiments

Elle prend en charge une partie des travaux incombant au propriétaire, dans la limite des crédits disponibles. Dans ce cas, la Ville assure la maîtrise d'ouvrage et la décision de lancer les travaux lui appartient.

1.1.3. Cas des édifices classés « Monuments Historiques »

Le plan de financement des travaux portant sur les Monuments Historiques, qu'ils appartiennent à la Ville ou à une paroisse, est le suivant :

- Etat 40 %
- Ville 25 %
- Propriétaire 35 %

1.2. Subventions d'équipement proposées

Conformément aux principes énoncés ci-dessus, il est proposé d'accorder des aides financières aux communautés suivantes.

1.2.1. Bâtiments propriété de la paroisse

1.2.1.1. Paroisses catholiques

Saint Antoine
53 036 € pour la mise en conformité de l'accessibilité de l'église, la mise en conformité des toilettes et des travaux de zinguerie sur la toiture de l'église.

Saint Benoît
1 578 € pour la protection contre les pigeons et des aménagements extérieurs de l'église.

Sainte Bernadette
3 119 € pour l'étanchéité de la toiture, la mise en conformité électrique, la réparation du chauffage et des travaux extérieurs de l'église.

Saint Bernard
1 700 € pour la restauration de l'orgue.

Bon Pasteur
1 228 € pour le chauffage et l'isolation du presbytère.

Christ Ressuscité
67 371 € pour l'étanchéité de la dalle haute de la salle sous l'église, la mise aux normes de l'électricité, le désenfumage et le chauffage de l'église.

Saint Maurice
41 537 € pour la remise en état d'une cloche, la sécurisation de la passerelle d'accès et la mise aux normes de l'électricité et de l'éclairage de l'église.

Saint Urbain
3 517 € pour le garde-corps de la rampe pour personnes à mobilité réduite de l'église.

1.2.1.2. Paroisses protestantes

Bouclier
7 550 € pour l'accès des personnes à mobilité réduite de l'église.

Saint Guillaume
333 177 € pour le traitement de l'humidité de l'église (fondations, toitures, 2ème tranche), la rénovation de l'orgue et la restauration de 5 tableaux.

Saint Jean Montagne Verte
2 579 € pour la sécurisation de la porte et la réparation du chauffage de l'église.

Saint Pierre le Vieux
19 380 € pour la charpente, la mise aux normes de l'électricité et le chauffage de l'église.

La Résurrection
1 607 € pour l'isolation du presbytère.

1.2.2. Bâtiments propriété de la Ville

Paroisse catholique Saint Florent
5 140 € pour le remplacement de fenêtres au presbytère.

Paroisse catholique Sainte Madeleine
574 € pour le remplacement du bloc moteur du chauffage de l'église.

1.2.3. Bâtiments propriété d'autres communautés

Consistoire israélite
15 114 € pour la mise en conformité et l'équipement du Centre Communautaire.

2. Prise en charge de loyer et de frais de fonctionnement

Association des Jeunes et Parents de l'Elsau (AJPE)
L'A.J.P.E. loue à CUS-Habitat des locaux, rue Martin Schongauer, qui font office de siège de l'association et de lieu de culte. Le montant total annuel du loyer s'élève à 11 500 €. Il est proposé d'en prendre en charge une partie à hauteur de **10 500 €**.

Association des Musulmans de Cronenbourg
La Ville met à la disposition de l'association des locaux préfabriqués rue Kepler. Le coût de la location et des charges est de 60 144 €. Il est proposé de soutenir l'association à hauteur de **10 200 €**.

Paroisse catholique Saint Christophe
La paroisse héberge quotidiennement pour la prière l'association Culturelle du Neuhof pendant les travaux que cette dernière réalise dans ses locaux 5-7 rue Lyautey. Afin de les soutenir, il est proposé de prendre en charge les frais liés à cette occupation et d'attribuer **7 800 €.**

3. Subventions pour des manifestations

Mense épiscopale
La manifestation, «Le rendez-vous avec les religions», est un événement interreligieux organisé par les communautés catholique, protestante, israélite, musulmane, bouddhiste, hindoue et baha'i. Elle s'est tenue le dimanche 17 juin dernier. Ont été proposés des moments de dialogue, de la musique, du chant choral, des contes et des plats traditionnels. Le porteur du projet est l'archevêché. Le coût de la manifestation est de 6 800 €. Il est proposé d'attribuer une subvention de **4 000 €**.

Paroisse catholique Saint Jean de Bosco
La paroisse met à disposition une salle pour la période du Ramadan à l'association Solidarité Culturelle de Koenigshoffen. La Ville prend en charge les frais liés à cette location pour un montant de **2 000 €**.

Association des Français Rapatriés d'Origine Nord Africaine en Allemagne et en Alsace (AFRONAAA)
La ville de Strasbourg participe régulièrement à l'organisation de la fête de l'Aïd el Kébir. Elle se tiendra au foyer de la paroisse protestante de Neudorf, 23 rue du Lazaret. Il est proposé d'accorder une subvention à hauteur de **5 000 €**.

Communauté Bouddhiste d'Alsace
L'association organise tous les ans la Fête du Bouddha. Cette année, la 13ème édition de la fête a eu lieu les 17 et 18 juin à l'Orangerie. La Ville met à disposition le Pavillon Joséphine. Le budget nécessaire à l'opération est de 6 700 €. Il est proposé d'attribuer une aide de **2 500 €.**

Stras'Orgues
L'association qui s'est donnée comme objectif de faire connaître le patrimoine des orgues de Strasbourg organise pour la deuxième fois un festival des orgues du 21 au 26 août 2018. Sont prévues 28 manifestations (concerts, conférences-découvertes des instruments, déambulations nocturnes, dîner au pied de l'orgue, ciné-concert…..) contre une quinzaine en 2017. Le coût total de la manifestation est de 81 800 €. Il est proposé d'attribuer **25 000 €.**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement de subventions aux organismes suivants :

1. Bâtiments
1.1 Bâtiments propriété de la paroisse

Paroisses catholiques

Saint Antoine	*53 036 €*
Saint Benoît	*1 578 €*
Sainte Bernadette	*3 119 €*
Saint Bernard	*1 700 €*
Bon Pasteur	*1 228 €*
Christ Ressuscité	*67 371 €*
Saint Maurice	*41 537 €*
Saint Urbain	*3 517 €*

Paroisses protestantes

Bouclier	*7 550 €*
Saint Guillaume	*333 177 €*
Saint Jean Montagne Verte	*2 579 €*
Saint Pierre le Vieux	*19 380 €*
La Résurrection	*1 607 €*

1.2 Bâtiments propriété de la Ville de Strasbourg

Paroisse catholique Saint Florent	*5 140 €*
Paroisse catholique Sainte Madeleine	*574 €*

1.3. Bâtiments propriété d'autres communautés

Consistoire israélite	*15 114 €*

2. Prise en charge de loyer et de frais de fonctionnement

Association des Jeunes et Parents de l'Elsau	*10 500 €*
Association des Musulmans de Cronenbourg	*10 200 €*
Paroisse catholique Saint Christophe	*7 800 €*

3. Manifestations

Mense épiscopale	*4 000 €*
Paroisse catholique Saint Jean de Bosco	*2 000 €*
Association des Français Rapatriés d'origine Nord Africaine en Allemagne et en Alsace	*5 000 €*
Communauté Bouddhiste d'Alsace	*2 500 €*
Stras'Orgues	*25 000 €*

décide

l'imputation de la dépense de 625 207 € sur le budget 2018 de la ville de Strasbourg, activité AT 03, fonction 025, nature 20422 programme 7007 pour un montant de 558 207 € dont le disponible, avant le présent Conseil, est de 630 345 €, et activité AT 03A, fonction 025, nature 6574 programme 8036 pour un montant de 67 000 € dont le disponible, avant le présent Conseil, est de 148 000 €,

autorise

le Maire ou son représentant à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

20

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Vente de matériels réformés.

Les véhicules et engins du parc de la ville de Strasbourg arrivés en fin de vie sont réformés puis vendus ou détruits.

La commission de réforme examine les véhicules et engins et propose la vente ou le ferraillage, notamment en termes de sécurité.

En application de la délibération n° 9 du Conseil municipal du 7 avril 2008, la décision d'aliéner de gré à gré est prise par M. le Maire ou son-sa représentant-e pour les matériels vendus à moins de 4 600 €.

Conformément à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la décision de vente des matériels dont la valeur dépasse les 4 600 € revient au Conseil municipal.

Ainsi, il est proposé au Conseil d'approuver la vente aux enchères de 3 véhicules figurant sur la liste jointe en annexe et dont la valeur finale d'enchères est susceptible de dépasser ce seuil de 4 600 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la vente de matériels réformés, suivant la liste jointe en annexe, par le biais de ventes aux enchères.

décide

le versement des recettes de ces ventes sur la ligne budgétaire 020 / 775 / LO04B.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les documents afférents à la vente de ces matériels.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

VENTE DE MATERIELS REFORMES

VILLE DE STRASBOURG

Immatriculation	Marque	Modèle	Catégorie	Mise en service
321 AHH 67	RENAULT ALCO	MASTER 1.5 M3	CHASSIS DOUBLE CABINE EQUIPEMENT BENNE	28/01/2004
AL 832 JX	RENAULT ECP	TRAFIC 6M3	FOURGON EQUIPEMENT ISOTHERME	08/03/2010
2246 VN 67	RENAULT	S130/11	CAMION LITHOBUS	22/04/1988

21

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Convention d'objectifs et de moyens Alsace 20.

La chaîne de télévision locale « Alsace 20 », éditée par la société par actions simplifiées A.Télé (domiciliée au 333 A Avenue de Colmar – 67100 STRASBOURG) a été autorisée par voie contractuelle par le Comité Territorial de l'Audiovisuel de Nancy relevant du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) à diffuser un service de télévision à vocation locale en clair par voie hertzienne terrestre en mode numérique dans les zones de Strasbourg et de Mulhouse.

La Ville de Strasbourg souhaite confier à la chaîne locale « Alsace 20 » une mission de service public audiovisuel local selon les termes du projet de convention d'objectifs et de moyens, joint en annexe de la présente délibération, conformément aux dispositions de l'article L.-1426-1 du Code général des collectivités territoriales.

Par ailleurs, la chaîne Alsace 20 est la seule chaine locale du territoire conventionnée par le Comité Territorial de l'Audiovisuel de Nancy, une mise en concurrence des chaînes conventionnées préalable s'avère donc inutile.

Le projet de contrat d'objectifs et de moyens avec la S.A.S. A. Télé présente les caractéristiques essentielles suivantes :

La durée proposée est de trois ans, du 1er juillet 2018 jusqu'au 30 juin 2021, ce qui correspond à la durée légale minimum d'un tel contrat, conformément à l'article L.-1426-1 du Code général des collectivités territoriales.

Afin de mener à bien les missions de service public audiovisuel confiés à la S.A.S. A. Télé, la Ville de Strasbourg lui versera une contribution annuelle à hauteur de 100 000 € T.T.C.

En contrepartie, la S.A.S. A. Télé s'engage à réaliser les missions de service public énoncées ci-après, étant précisé qu'elle assure la pleine responsabilité éditoriale de la chaîne Alsace 20 conformément à la législation en vigueur et à la convention conclue avec le Comité Territorial de l'Audiovisuel de Nancy:
- la chaîne est chargée de traiter l'actualité du territoire qu'elle couvre,
- elle assure la permanence du service public de diffusion,
- elle assure un service de proximité à travers la volonté d'atteindre tous les publics,
- elle contribue au pluralisme de l'information locale,
- elle informe et rend compte de la vie économique et sociale du territoire.

S.A.S. A. Télé s'engage à produire et diffuser un programme de proximité, de qualité et contribue ce faisant :

- à couvrir tous les aspects de la vie locale,
- à favoriser la compréhension de l'organisation du territoire,
- à informer et rendre compte sur la vie locale du territoire selon une approche pluraliste,
- à accompagner et valoriser les initiatives locales, notamment en contribuant au développement de partenariats.

Pour cela Alsace 20 proposera une programmation généraliste dans une pluralité de formes et d'écritures télévisuelles, du format très court au magazine, du documentaire au débat, favorisant l'analyse et la compréhension des enjeux locaux.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion du contrat d'objectifs et de moyens avec la société A. Télé tel que présenté en annexe et notamment les missions de service public audiovisuel qui lui sont confiées par le biais dudit contrat ;

décide

- *d'autoriser Monsieur le Maire à signer le contrat d'objectifs et de moyens tel que présenté en annexe, d'une durée de trois ans à compter du 1er juillet 2018 jusqu'au 30 juin 2021 avec la société A. Télé éditrice du service de télévision à vocation locale dénommée« Alsace 20 » pour un montant annuel de 100 000 € T.T.C. ;*

- *l'inscription des crédits au budget sur la ligne AD06B fonction 048 nature 6226, correspondant à la mise en œuvre du contrat d'objectifs et de moyens ;*

- *d'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution du contrat d'objectifs et de moyens tel que présenté en annexe.*

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Contrat d'objectifs et de moyens

Entre :

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur le Maire Roland Ries, dument autorisé à signer les présentes en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2018.

Ci-après dénommée la Ville de Strasbourg

Et

Alsace 20 – Société par actions simplifiées A. Télé, Immatriculée au RCS Strasbourg sous le n° SIREN 502 565 732 ;
Représentée par Monsieur Dominique Formhals président de la société A Télé.

Ci-après dénommée Alsace 20

Il est convenu ce qui suit.

Préambule

Vu l'article L. 1426-1 du Code général des collectivités territoriales : « *Les collectivités territoriales ou leurs groupements peuvent, dans les conditions prévues par la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, éditer un service de télévision destiné aux informations sur la vie locale et diffusé par voie hertzienne terrestre ou par un réseau n'utilisant pas des fréquences assignées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.*

La collectivité territoriale ou le groupement conclut avec la personne morale à laquelle est confié le service un contrat d'objectifs et de moyens définissant des missions de service public et leurs conditions de mise en œuvre, pour une durée comprise entre trois et cinq ans. Ce contrat est annexé à la convention conclue avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel. » ;

Vu la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée, relative à la liberté de communication, notamment son article 33 ;

Vu le décret n° 92-280 du 27 mars 1992 pris pour l'application du 1° de l'article 17 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication;

Vu la convention conclue entre la S.A.S. A. Télé et le Comité Territorial de l'Audiovisuel de Nancy en date du 04 décembre 2017 permettant à la S.A.S. A. Télé de diffuser en clair par voie hertzienne terrestre en mode numérique sur le territoire de Strasbourg et de Mulhouse ;

Il est en conséquence convenu ce qui suit par le présent contrat :

Article 1 - Objet du contrat d'objectifs et de moyens

Le présent contrat d'objectifs et de moyens s'inscrit dans une volonté d'offrir aux citoyens une information locale de proximité.

Il a pour objet de définir et préciser les missions de service public et d'intérêt général confiées par la Ville de Strasbourg à la S.A.S. A. Télé et la chaîne Alsace 20 ainsi que les modalités de contributions financières de la Ville de Strasbourg.

Article 2 - Définition des missions de service public

Alsace 20 est un service de télévision à vocation locale diffusé en clair par voie hertzienne terrestre en mode numérique autorisée par la convention signée avec le Comité Territorial de l'Audiovisuel de Nancy en date du 04 décembre 2017.

Alsace 20 est titulaire des fréquences TNT en Alsace pour les deux émetteurs de Strasbourg et Mulhouse, ainsi que 14 réémetteurs sur l'ensemble des territoires du Bas-Rhin et le Haut-Rhin. La chaîne est également diffusée sur le câble et l'ensemble des « box » ADSL, ainsi que sur internet.

Alsace 20 s'engage à réaliser les missions de service public énoncées ci-après, étant précisé qu'elle assure la pleine responsabilité éditoriale de la chaîne conformément à la législation en vigueur et à la convention conclue avec le Comité Territorial de l'Audiovisuel de Nancy:

- Alsace 20 est chargée de traiter l'actualité du territoire qu'elle couvre,
- elle assure la permanence du service public de diffusion,
- elle assure un service de proximité à travers une volonté d'atteindre tous les publics,
- elle contribue au pluralisme de l'information locale
- elle informe et rend compte de la vie économique et sociale du territoire.

- **Obligation de production et de programmation**

Alsace 20 s'engage à produire et diffuser un programme de proximité, de qualité et contribue ce faisant :

- à couvrir tous les aspects de la vie locale,
- à favoriser la compréhension de l'organisation du territoire,
- à informer et rendre compte sur la vie locale du territoire selon une approche pluraliste,
- à accompagner et valoriser les initiatives locales, notamment en contribuant au développement de partenariats.

Pour cela Alsace 20 proposera une programmation généraliste dans une pluralité de formes et d'écritures télévisuelles, du format très court au magazine, du documentaire au débat, favorisant l'analyse et la compréhension des enjeux locaux.

- **Mobilisation de Moyens**

A côté de ces ressources liées au présent contrat d'objectifs et de moyens, Alsace 20 cherchera à développer des recettes propres, elle met tout en œuvre pour rechercher d'autres moyens de développement, elle a donc la liberté dans la limite de la législation pour développer différentes formes de ressources : publicité, parrainage, coproduction, ventes d'espaces, etc.

L'ensemble de ces ressources complémentaires doit concourir à l'accroissement et à la diversité de la production d'Alsace 20 sans dénaturer pour autant la fonction de service public d'information locale qui constitue sa vocation principale.

Alsace 20 pourra conclure des accords dans le même esprit de service public avec d'autres collectivités locales.

- **Déontologie**

Conformément à la législation et à la convention conclue entre la S.A.S. A. Télé et le Comité Territorial de l'Audiovisuel de Nancy en date du 04 décembre 2017, la gestion d'un service de télévision à vocation locale impose des règles déontologiques qui garantissent l'honnêteté, l'indépendance et le pluralisme de l'information ainsi que l'expression pluraliste des courants de pensée ou d'opinion. Alsace 20 s'engage à respecter ces règles, et notamment les consignes du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel en période électorale.

- **Constitution d'un patrimoine audiovisuel**

Les programmes réalisés sont conservés et archivés en tant qu'éléments constitutifs de la mémoire de la Ville de Strasbourg. Cette fonction patrimoniale est confiée à Alsace 20 qui reste propriétaire de ces images et en détient à ce titre les droits.

Alsace 20 donne la possibilité d'utiliser les images et vidéos notamment du « *6' quotidien* » sur les supports de la Ville de Strasbourg.

<u>Article 3</u> - Définition des engagements de la Ville de Strasbourg

La Ville de Strasbourg s'engage à verser une contribution annuelle à Alsace 20 à hauteur de 100 000 € annuels pour un total de 300 000 € pour la durée de la convention. Les montants s'entendent toutes taxes comprises. Ces montants sont fermes, non révisables.

Pour la présente convention, l'ordonnateur est Monsieur le Maire de la Ville de Strasbourg, et le comptable assignataire, le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg.

Les montants annuels feront l'objet de deux versements par la Ville de Strasbourg, un premier en juillet et un second en janvier de chaque année civile comme suit :

- 50 000 € en juillet 2018
- 50 000 € en janvier 2019
- 50 000 € en juillet 2019
- 50 000 € en janvier 2020
- 50 000 € en juillet 2020
- 50 000 € en janvier 2021

Article 4 – Evaluation et contrôle

Alsace 20 s'engage à transmettre à la Ville de Strasbourg un rapport d'activité annuel lui permettant de s'assurer du respect par Alsace 20 des missions de service public qui lui incombent.

Par ailleurs, les parties signataires procèdent de manière annuelle à l'évaluation des prévisions d'évolution des activités de service public de la chaîne pour l'année suivante.

Enfin, Alsace 20 s'engage à faciliter le contrôle et l'accès aux documents administratifs et comptables pour les représentants de la Ville de Strasbourg.

Article 5 – Durée et date d'effet

Le présent contrat est conclu pour une durée de 3 ans à partir du 1er juillet 2018 jusqu'au 30 juin 2021.

Six mois avant le terme du présent contrat, les parties s'obligent à se réunir pour examiner l'opportunité de le renouveler.

Article 6 – Modification et fin de contrat

6.1 Modification du contrat

La définition des missions de service public pourra évoluer à la demande de la Ville de Strasbourg. Cette demande devra être adressée à Alsace 20 par lettre recommandée avec accusé de réception, qui disposera d'un délai de 1 mois pour répondre.

En cas d'acceptation par Alsace 20, l'évolution des missions de service public sera actée par voie d'avenant au présent contrat.

Toutefois, les parties conviennent que la demande d'évolution ci-dessus visée ne pourra avoir pour effet de remettre en cause l'économie générale du présent contrat ni l'indépendance éditoriale d'Alsace 20, ni ses engagements conventionnels avec le Comité Territorial de l'Audiovisuel de Nancy.

6.2 Résiliation pour faute

Le présent contrat pourra être résilié pour faute d'Alsace 20 notamment en cas de manquements graves et répétés à l'exécution de ses missions de service public.

Cette résiliation ne prendra effet que si Alsace 20 ne remédie pas aux conséquences de cette faute ou de ces manquements dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la mise en demeure de la Ville de Strasbourg adressée par lettre recommandée avec accusé de réception.

6.3 Résiliation à l'initiative de la collectivité

La Ville de Strasbourg pourra résilier le présent contrat de façon anticipée.
La décision de résiliation procédera alors d'une délibération adoptée par le conseil municipal et sera notifiée à Alsace 20 par lettre recommandée avec accusé de réception.

6.4 Résiliation en cas de liquidation judiciaire

Le présent contrat sera résilié de plein droit en cas de mise en situation de liquidation judiciaire d'Alsace 20.

6.5 Résiliation en cas de rupture de la convention conclue avec le Comité Territorial de l'Audiovisuel de Nancy

Le présent contrat pourra être résilié sans préavis ni formalité en cas de résiliation de la convention conclue par Alsace 20 avec le Comité Territorial de l'Audiovisuel de Nancy.

Article 7 – Règlement des différends

En cas de difficultés portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un règlement de leurs différends à l'amiable.

Tout litige qui n'aurait pas trouvé de solution amiable sera porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

En deux exemplaires originaux.

Pour la Ville de Strasbourg, **Pour la chaine Alsace 20,**

22

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Conclusion d'accords-cadres et d'une convention de groupement de commandes pour l'exécution de prestations de traiteurs pour la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Premier point : Conclusion d'accords-cadres relatifs aux prestations de traiteurs.

Pour répondre aux besoins du Service du Protocole et des autres Services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg en matière de prestations de traiteurs, il est proposé de constituer des accords-cadres pour l'achat de fournitures et de prestations de traiteurs pour une durée maximale de quatre ans.

Ces besoins couvrent la fourniture et la livraison de denrées alimentaires préparées, de boissons, de matériel et de mobilier de restauration (en location), de la vaisselle (en location) et des services associés à l'occasion de :

- buffets dînatoires et déjeunatoires, de cocktails et d'apéritifs,
- repas de galas, repas classiques ou de plateau-repas,
- collations petits déjeuners ou pauses, et de paniers casse-croûte.

Les prestations attendues seront déclinées en plusieurs gammes, niveaux de prestation (en livraison ou avec service) et par besoins spécifiques (low-carbon, thématique cultuelle, etc.).

Le pouvoir adjudicateur sera particulièrement attentif lors de la mise en concurrence au respect de certaines orientations :

- garantir les circuits courts concernant les matières premières locales,
- favoriser l'utilisation privilégiée de matières premières de saison,
- favoriser l'agriculture biologique,
- favoriser le commerce équitable pour les produits concernés,
- l'interdiction de l'utilisation de contenants alimentaires présentant des risques de comporter de perturbateurs endocriniens,
- la lutte contre le gaspillage alimentaire,
- favoriser le traitement optimal des déchets (alimentaires et non alimentaires),
- avoir recours aux dispositifs d'insertion par l'activité économique (IAE).

Sont exclues des accords-cadres les prestations de location de salles, de fournitures et services des boulangers-pâtissiers non-référencés comme traiteurs et des restaurateurs, ainsi que les prestations réalisées dans certains lieux nécessitant un agrément ou contrat d'exclusivité.

Les présents accords-cadres seront passés selon une procédure adaptée en application de l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour une durée maximale de 4 ans. Ils seront passés sans montant minimum, ni montant maximum.

Le besoin de la collectivité est alloti comme suit :

Lot n°1 : Plateau-repas chauds ou froids, paniers sandwiches, paniers goûters, livrés, pour un montant estimatif de 40 000 € H.T. par an.

Lot n°2 : Cocktails, apéritifs, collations, petits déjeuners avec service, pour un montant estimatif de 110 000 € H.T. par an.

Lot n°3 : Buffets dînatoires ou déjeunatoires avec service, pour un montant estimatif de 55 000 € H.T. par an.

Lot n°4 : Repas chauds assis, repas de gala, avec service, pour un montant estimatif de 33 000 € H.T. par an.

2ème point : Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

L'ensemble des besoins décrits ci-dessus étant de nature identique pour la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, il est convenu d'arrêter les bases d'un montage commun.

A cet effet, la constitution d'un groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg permettra non seulement d'obtenir un allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés, mais encore de réaliser des économies grâce à une remise en concurrence permanente des prestataires.

Il est donc proposé, pour la passation des accords-cadres relatifs à la réalisation de prestations de traiteurs, de constituer un groupement de commande conformément à la convention jointe en annexe.

Il est proposé de confier la coordination de ce groupement de commandes à la Ville de Strasbourg, laquelle aura la charge de passer, de signer et de notifier, pour son compte et celui de l'Eurométropole de Strasbourg, l'accord-cadre concerné.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

sous réserve de l'inscription des crédits au budget :

- *la passation, après mise en concurrence des accords-cadres suivants pour une durée maximum de 4 ans en vue de l'achat de prestations de traiteurs suivantes :*
  - *Lot n° 1 : Plateau-repas chauds ou froids, paniers sandwiches, paniers goûters, livrés, pour un montant estimatif de 40 000 € H.T. par an,*
  - *Lot n°2 : Cocktails, apéritifs, collations, petits-déjeuners avec service, pour un montant estimatif de 110 000 € H.T. par an,*
  - *Lot n°3 : Buffets dînatoires ou déjeunatoires avec service, pour un montant estimatif de 55 000 € H.T. par an,*
  - *Lot n°4 : Repas chauds assis, repas de gala, avec service, pour un montant estimatif de 33 000 € H.T. par an ;*

- *la conclusion d'une convention constitutive de groupement de commandes annexée à la présente délibération entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, désignant la Ville de Strasbourg comme coordonnateur dudit groupement.*

décide

l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2018 et suivants sur les lignes concernées ;

autorise

le Maire ou son -sa représentant-e :

- *à signer la convention de groupement de commandes jointe en annexe avec l'Eurométropole de Strasbourg, sachant que la Ville de Strasbourg aura la charge de lancer les consultations relatives à l'accord-cadre et certains marchés subséquents, de prendre toutes les décisions y relatives selon les termes de la convention et de signer et notifier l'accord-cadre et certains marchés subséquents en résultant,*

- *à lancer les consultations relatives aux accords-cadres, à prendre toutes les décisions y relatives et à les signer conformément à la convention de groupement de commandes ci-jointe,*

- *à mettre en concurrence et exécuter les marchés subséquents de la Ville de Strasbourg en résultant.*

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Convention constitutive d'un groupement de commandes entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg.

Art. 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

Vu les articles 28 et 101 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics relatif à la coordination et aux groupements de commandes,

Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 5 mai 2014 et de la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg du 19 mai 2017.

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 28 avril 2014 et du 29 mai 2017.

un groupement de commandes pour la passation d'accords-cadres relatifs aux prestations de traiteurs.

Préambule
Article 1 : Constitution du groupement
Article 2 : Objet du groupement
Article 3 : Organes du groupement
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur
Article 5 : Responsabilité
Article 6 : Fin du groupement
Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Pour répondre aux besoins du Service du Protocole et des autres Services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg en matière de prestations de traiteurs, il est proposé de constituer des accords-cadres pour l'achat de fournitures et de prestations de traiteurs pour une durée maximale de quatre ans.

L'ensemble des besoins exprimé par les deux collectivités est identique, c'est pourquoi il a été convenu d'arrêter les bases d'une mise en concurrence commune. Il s'inscrit dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 encadre les dispositions relatives au groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes la plus médiane, préservant en phase d'exécution l'autonomie de gestion des adhérents. Ainsi, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les accords-cadres. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution et de la mise en concurrence des marchés publics subséquents.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes ci-après désigné «le groupement» a pour objet la passation d'accords-cadres pour l'achat de fournitures et prestations de traiteurs. La consultation fait l'objet d'un allotissement comme suit :

Lot n°1 : Plateau-repas chauds ou froids, paniers sandwiches, paniers goûters, livrés.
Lot n°2 : Cocktails, apéritifs, collations, petits-déjeuners avec service.
Lot n°3 : Buffets dînatoires ou déjeunatoires avec service.
Lot n°4 : Repas chauds assis, repas de gala, avec service.

Les accords-cadres seront mis en concurrence en application d'une procédure adaptée ouverte conformément à l'article 28 du décret 2016-360 du 25 mars 2016. Ils répondront également aux stipulations des articles 78 et 79 du même décret, ainsi que l'article 4 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

La durée des accords-cadres est fixée à une année éventuellement reconductible 3 fois sans que leur durée totale ne puisse excéder 4 années.

	Montant estimatif annuel Ville de Strasbourg	Montant estimatif annuel Eurométropole de Strasbourg
Lot n°1	40 000 € H.T.	5 000 € H.T.
Lot n°2	110 000 € H.T.	75 000 € H.T.
Lot n°3	55 000 € H.T.	24 000 € H.T.
Lot n°4	33 000 € H.T.	15 000 € H.T.

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner cette dernière en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les accords-cadres issus de la consultation.

La commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour attribuer les accords-cadres.

Elle est composée conformément aux dispositions du Code général des collectivités locales applicables au coordonnateur.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des accords-cadres à émission de bons de commande au nom des membres du groupement.

Il transmet les accords-cadres à émission de bons de commande aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement de la procédure de passation.

Le coordonnateur se charge notamment :
-de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée;
-de définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation ;
-d'élaborer le dossier de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
-d'assurer l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant (Publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres.) ;
-de communiquer, le cas échéant, à l'adhérent les documents nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre à émission de bons de commande pour ce qui le concerne ;
-de signer et de notifier les accords-cadres;
-de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents, de leur candidature ou de leur offre en application des textes;
-de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informé l'Eurométropole sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des accords-cadres et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.

Inversement, le coordonnateur, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des accords-cadres.

La présente convention peut être résiliée en cas de retard important dans la réalisation de la dévolution des accords-cadres.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le

Le Président l'Eurométropole | Le Maire de Strasbourg

Robert HERRMANN | Roland RIES

23

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Soutien de la ville de Strasbourg aux actions concourant à la Stratégie Territoriale de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation et inscrites au Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation de l'Eurométropole de Strasbourg (CISPDR).

Les subventions proposées répondent à des actions participant à la mise en œuvre de lignes d'actions inscrites au Contrat intercommunal de sécurité et de prévention de l'Eurométropole de Strasbourg, notamment articulées au sein des axes : protection des mineurs et prévention de la délinquance (axe 1), prévention des facteurs de rupture (axe 2), prévention de la récidive (axe 3), contribution à la tranquillité publique (axe 4), aide aux victimes et lutte contre les violences intrafamiliales (axe 7).

L'ensemble des subventions proposées s'élève à **182 310 €.**

I - <u>Protection des mineurs et prévention de la délinquance</u>
Association VIL.A.JE
« Prévention en centre-ville » 64 410 €
L'association exerce une mission de prévention en direction des jeunes en rupture, sous forme de travail de rue, sur les secteurs Gare, Halles, Centre-ville et Est. Son fonctionnement est à ce jour essentiellement pris en charge au titre de la prévention spécialisée, compétence transférée à l'Eurométropole de Strasbourg depuis le 1er janvier 2017, et dont le pilotage est assuré par la direction des solidarités et de la santé. Elle contribue également à une démarche de connaissance des publics et de travail partenarial de prévention sur ses différents territoires d'intervention. Le montant total de la subvention de fonctionnement s'élève à 64 410 € pour 2018.

CLJ - Centre de Loisirs et de la Jeunesse
« Animation Prévention Education Citoyenneté » 35 000 €
En vue d'améliorer les relations police/jeunes, le CLJ de la Police nationale en partenariat avec l'ensemble des institutions publiques propose tout au long de l'année : des activités à caractère éducatif, sportif et culturel en faveur des jeunes de 10 à 17 ans issus des territoires de la Ville de Strasbourg. L'association par ses actions auprès des publics jeunes, contribue à la prévention des risques, à l'éducation à la citoyenneté et à la tranquillité publique. Elle intervient notamment sur les thématiques du décrochage et de l'exclusion scolaire, des violences scolaires et du harcèlement, des violences routières et des addictions. Lors des périodes de fin d'année, l'association est un acteur majeur de la prévention des risques liés

à l'usage des pétards. Enfin le CLJ, à la demande des établissements scolaires, intervient au sein des classes sur des actions spécifiques et conjoncturelles.
Le montant total de la subvention de fonctionnement s'élève à 35 000 € pour 2018.

II- La prévention des facteurs de rupture

Association VIADUQ 67

« Maison de la Justice et du Droit » 6 000 €

Installée depuis août 2013 au cœur de la cité Spach, la Maison de la Justice et du Droit (MJD) accueille des permanences de notaires, huissiers de justice, avocats, conciliateurs de justice, délégué du défenseur des droits et juristes d'associations d'accès aux droits pour des consultations juridiques. L'objectif est de rapprocher la justice du justiciable par l'aide aux victimes et l'accès aux droits et d'assurer une meilleure coordination des intervenants dans le domaine judiciaire et social. Partenaire historique de la Maison de la Justice et du Droit, l'association VIADUQ67 assure trois demi-journées de permanences. Il est proposé la reconduction du soutien à cette action à hauteur de 6 000 €.

III- La prévention des facteurs de rupture et de la récidive

ARSEA - Association Régionale Spécialisée d'Action Sociale d'Education et d'Animation

« Contrôle judiciaire socio-éducatif » 4 000 €

Le contrôle judiciaire socio-éducatif concourt à la prévention de la récidive. Il vise, au moyen d'un accompagnement individualisé, la mise en place d'un projet adapté aux difficultés comme aux capacités d'insertion d'une personne mise en examen en vue d'éviter la détention provisoire, souvent facteur de désinsertion sociale et de récidive.
Le mis en examen, placé sous contrôle judiciaire socio-éducatif, est soumis à diverses obligations que l'association, mandatée par la Justice, est chargée de contrôler, en lien avec le magistrat mandant. Il est proposé la reconduction du soutien à cette action spécifique à hauteur de 4 000 €.

IV - La contribution à la tranquillité publique (axe 4)

SOS Aide aux habitants

« Sensibilisation adultes et jeunes à leurs droits et obligations (SAJ)» 6 350 €

Le projet vise à l'amélioration du cadre de vie et à favoriser le « mieux vivre ensemble » notamment par la réduction des incivilités, le renforcement du respect porté aux personnes et aux biens publics. Elle se décline en deux actions :
- l'action de sensibilisation auprès des enfants et des jeunes pour les amener par le biais d'une pédagogie active, à réfléchir sur les notions telles que la différence, les droits et les obligations. L'association a réalisé en 2017, 43 interventions et sensibilisé 363 élèves issus de classes situées en ZSP.
- l'action Habitat-vie : parallèlement au travail mené avec les élèves, des rencontres avec les locataires dans les halls d'entrées sont organisées, pour sensibiliser les adultes aux droits et obligations locatifs. En 2017, l'association a assuré 11 interventions auprès de 150 adultes.

V- Aide aux victimes

a- SOS Aide aux habitants

« Aide aux victimes - Accès individuel aux droits -Médiations pénales –Gestion des conflits » 28 000 €

Dans le cadre de ce projet sont inscrites trois missions réalisées par l'association : l'aide aux victimes, l'accès aux droits et la médiation pénale et concernent les activités menées à son siège, et lors de permanences au Tribunal de Grande Instance, à la Maison de Justice et du Droit ainsi qu'au sein de certains Centre Médico-sociaux de la Ville de Strasbourg. L'association accueille, informe, oriente et accompagne dans un cadre déontologique, les personnes en demande d'informations juridiques et assure une prise en charge des victimes concernant les problématiques administratives, juridiques et psycho-sociales.
En 2017, 205 personnes ont été reçues et accompagnées dont les femmes victimes de violences. Il est proposé pour 2017 la reconduction de la participation de la Ville de Strasbourg à l'action de l'association à hauteur de 28 000 €.

b- Association VIADUQ 67

« Aide aux victimes – Accès aux droits – Médiations pénales – Ecrivain public » 38 550 €

L'aide aux victimes d'infraction pénale (violences volontaires, agressions sexuelles, viols, menaces, accidents de la circulation…) consiste à accueillir les victimes, les écouter et leur apporter l'information sur leurs droits, un accompagnement dans leurs démarches (préparation aux audiences, aux expertises), ainsi qu'une orientation vers les services spécialisés. L'accès aux droits offre la possibilité pour chacun de bénéficier d'une information juridique gratuite par des juristes professionnels qui informent et guident les personnes dans leurs démarches juridiques et administratives. VIADUQ 67 est habilitée par le Ministère de la Justice pour les médiations pénales, mode alternatif de résolution de conflits. L'écrivain public aide les personnes en difficulté de compréhension ou de rédaction de documents administratifs. Ces actions ont pour finalité de garantir aux personnes l'accès aux droits et de restaurer le lien de confiance entre institutions et habitants. Elles visent également à prévenir les discriminations et à renforcer l'égalité de tous dans l'accès aux droits. Une équipe de 12 salariés est affectée à cette mission. Le nombre de bénéficiaires était de près de 4 000 personnes en 2017. Il est proposé de reconduire l'action en 2018 et d'allouer la subvention de 38 550 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

L'allocation des subventions suivantes :

Associations et actions	Subventions proposées
VILAJE – Ville Action Jeunesse	**64 410 €**
Prévention en centre-ville	*64 410 €*

CLJ – Centre de loisirs et de la jeunesse	**35 000 €**
Animation prévention éducation citoyenneté	*35 000 €*
ARSEA - Association Régionale Spécialisée d'Action Sociale d'Education et d'Animation	**4 000 €**
Contrôle judiciaire socio-éducatif	*4 000 €*
SOS Aide aux habitants	**34 350€**
Aide aux victimes - Accès individuel aux droits -Médiations pénales – Gestion des conflits	*28 000 €*
Sensibilisation adultes et jeunes	*6 350 €*
VIADUQ 67 – Association bas-rhinoise pour les victimes d'infraction, l'accès au droit et les usagers de tous quartiers	**44 550€**
Maison de la Justice et du Droit	*6 000 €*
Aide aux victimes – Accès aux droits – Médiations pénales – Ecrivain public	*38 550 €*
Total des subventions proposées	**182 310 €**

*La dépense correspondante, soit **182 310** €, est à imputer sur l'activité AT02A, nature 6574 – fonction 110, dont le montant disponible est de 195 905 €,*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et arrêtés relatifs à ces subventions.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°23

Soutien de la ville de Strasbourg aux actions concourant à la Stratégie Territoriale de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation […}

Pour	**46**
Contre	**0**
Abstention	**0**

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYSSE-Marie-Dominique, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, PEIROTES-Edith, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, SCHMIDT-Michaël

24

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Convention d'expérimentation avec la 27è Région pour la mise en œuvre du programme La Transfo.

La collectivité est activement engagée dans une démarche visant à développer l'innovation interne. En effet, les pratiques de l'administration évoluent, que ce soit en son sein ou dans sa relation aux usagers et aux partenaires. Elles s'appuient de plus en plus sur les outils numériques, le travail collaboratif et la créativité. Elles associent l'ensemble des parties prenantes : élus, citoyens et agents du service public.

Il s'agit donc de mettre en place les fondements d'une culture partagée de l'innovation dans les services de la ville de Strasbourg et d'en assurer la diffusion, mais également de stimuler et promouvoir l'innovation des agents au quotidien dans leurs missions de service public.

Plusieurs actions ont d'ores et déjà été menées, comme le concours interne de l'innovation (deux éditions), l'organisation d'une conférence destinée aux cadres, et la mise en œuvre d'un espace de travail collaboratif, permettant aux agents de partager leurs bonnes pratiques.

En 2018, cette démarche se poursuit et se renforce autour d'un plan d'actions, porté par la Mission des temps et services innovants et qui comprend plusieurs objectifs :

- Accompagner le changement culturel nécessaire à l'innovation en impliquant toute la ligne hiérarchique : formations, intégration de cette dimension au projet de modernisation du service public local, plan de communication…
- Valoriser le travail et les réalisations des agents, notamment dans le cadre d'une journée de l'innovation
- Cartographier les acteurs locaux de l'innovation et développer des partenariats
- Constituer une communauté interne de l'innovation et l'animer

L'atteinte de ces objectifs nécessite de s'engager dans un processus de transformation sur la durée, qui passe à terme par la création d'un laboratoire d'innovation publique, permettant de garantir la pérennisation, l'animation et l'évolution de la démarche.

Depuis 2017, l'Eurométropole de Strasbourg est adhérente auprès de la 27è Région, une association qui, au travers de programmes de recherche-action, vise à explorer de nouvelles façons de concevoir et de mettre en œuvre des politiques publiques.

La ville de Strasbourg souhaite bénéficier de ce partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et la 27è Région et s'investir plus particulièrement dans le programme intitulé « La Transfo », qui vise à la création d'un laboratoire d'innovation interne.

La 27è Région accompagne déjà un groupe de collectivités dans cette transformation (Paris, Mulhouse, Dunkerque…).

La 27è Région mandate une équipe pluridisciplinaire de trois personnes, les « Résidents », constituée de professionnels expérimentés (designers, sociologues, urbanistes, spécialistes en ingénierie de la participation…). Sur la base d'un appel à candidatures, la collectivité constitue un groupe de vingt agents, les « Ambassadeurs », issus d'une grande diversité de directions et de champs de politiques publiques, tous volontaires et encouragés par leur hiérarchie.

Ils prennent part à des sessions successives de travaux pratiques, animées par les Résidents. Ces sessions représentent 35 jours au total, à raison de séquences de 2 à 3 jours d'affilée, réparties sur 12 à 18 mois, auxquelles s'ajoutent le temps de préparation entre les sessions (5 à 8 jours cumulés en moyenne).

Pendant les six premiers mois, les sessions sont consacrées à des projets très opérationnels, qui permettent de tester de nouvelles façons de concevoir ou d'améliorer des dispositifs existants. Dans la seconde partie du programme, elles portent davantage sur la préfiguration du futur laboratoire d'innovation.

Le budget global du programme s'élève à 258 000 €. La subvention sollicitée auprès de l'Eurométropole de Strasbourg est de 165 000 €, dont 66 000 € en 2018. Ce projet bénéficiant également à la ville de Strasbourg, le calcul de répartition des dépenses sera effectué selon la moyenne des taux de masse salariale des services étudiés de l'exercice concerné et sera examiné dans le cadre de la Commission mixte paritaire. Le remboursement sera pris sur les crédits de remboursement de la Direction des Finances ligne 01/628 76 FP 05 B.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le principe de lancer avec la 27è Région, le programme « la Transfo », dont la convention sera signée par l'Eurométropole de Strasbourg

décide

d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la Commission mixte paritaire

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Attribution de subvention

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Association La 27è Région	Subvention de projet	66 000 €	66 000 €	0 €

25

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Attribution d'une subvention à l'association WeTechCare.

A l'heure de la dématérialisation croissante des services par l'Etat, les collectivités locales et leurs partenaires, il est indispensable de s'assurer que l'ensemble des usagers soient à même de les utiliser de façon autonome. Or, 40% des français se disent inquiets à l'idée de réaliser des démarches en ligne (source : Mission société numérique). Parmi ces 40%, on peut distinguer :

- Les exclus (7%) qui ont des freins bloquants à l'apprentissage (âge, illettrisme, handicap…) ;
- Les éloignés (19%) n'ayant pas les compétences numériques de base ;
- Les proches (14%) qui utilisent les outils numériques uniquement pour des besoins récréatifs.

Force est de constater que la fracture numérique recouvre des réalités différentes qui nécessitent chacune une réponse adaptée, de la simple réassurance à l'assistance, en passant par la formation.

Ce sujet a d'ailleurs fait l'objet de plusieurs ateliers dans le cadre du sommet citoyen de la ville de Strasbourg, faisant ressortir le besoin de mieux identifier à la fois les publics cibles et l'offre de médiation numérique, mais également d'accompagner la montée en compétences des usagers.

Le Secrétariat d'Etat au numérique a lancé fin 2017 une démarche qui vise à construire une stratégie nationale pour l'inclusion numérique, autour de trois axes de travail :

- Atteindre et orienter les publics cibles ;
- Structurer l'offre de médiation et de formation ;
- Mobiliser les financements nécessaires.

Cette démarche associe l'ensemble des acteurs publics et privés concernés et se veut ancrée dans les territoires. Au niveau local, il est en effet essentiel de s'assurer d'une mobilisation collective et de coordonner les actions mises en œuvre pour une meilleure efficacité.

WeTechCare est une association qui accompagne la construction et l'animation de réseaux d'inclusion numérique sur les territoires. WeTechCare a proposé à la ville de Strasbourg de l'accompagner dans sa démarche de structuration de l'écosystème de l'inclusion numérique.

Le projet porté par WeTechCare comprend plusieurs étapes :

- le diagnostic du territoire en matière d'inclusion numérique,
- la mise en place d'un schéma d'animation partenarial,
- la mise en action des acteurs avec l'accompagnement d'un ou deux pilotes.

Le budget global de l'association s'élève à 1 014 305 €. La subvention sollicitée auprès de la ville de Strasbourg est de 25 000 € en 2018. Il vous est proposé d'attribuer à l'association WeTechCare une subvention de 25 000 € pour le projet de structuration du réseau d'inclusion numérique à Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer à l'association WeTechCare une subvention de 25 000 € pour le projet d'accompagnement à la construction et à l'animation d'un réseau d'inclusion numérique*

- *d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire DU06A 90 6574 65 pour le montant proposé de 25 000 €*

autorise

- *le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention financière entre la Ville de Strasbourg et l'association WeTechCare*

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Attribution de subvention

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Association WeTechCare	Subvention de projet	25 000 €	25 000 €	0 €

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2018

Entre :

- la ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire de Strasbourg, et

- l'association « WETECHCARE », ci-après dénommée l'association,
  inscrite au registre du Tribunal d'instance de Paris sous le numéro 812 952 166 00013 et dont le siège est situé au 71 rue Archereau – 75019 Paris, représentée par son Président en exercice, Monsieur Stéphane Roussel et par son Directeur en exercice, Monsieur Jean Deydier

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

L'association a pour objet d'expérimenter et de développer des solutions pour faire des outils et services numériques une chance pour les personnes fragiles, dans un esprit fort de partenariat avec les acteur pouvant contribuer à cet objet.

Le sommet citoyen organisé par la ville de Strasbourg a mis en évidence la nécessité d'accompagner le déploiement des services publics dématérialisés par la structuration d'une démarche partenariale de médiation et d'inclusion numérique. Compte tenu de l'importance qu'accorde la ville de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle souhaite soutenir financièrement les actions que l'association s'engage à réaliser à Strasbourg :
- le diagnostic du territoire en matière d'inclusion numérique ;
- la mise en place d'un schéma d'animation partenarial ;
- la mise en action des acteurs avec l'accompagnement d'un ou deux pilotes sur le territoire.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation des actions retenues s'élève à 25 000 €. Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Ile inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Article 3 : Versement de la subvention

Pour 2018, l'aide de la ville de Strasbourg à la réalisation des actions retenues s'élève au total à la somme de 25 000 €.

La subvention sera créditée :

- ✓ en 2 versement(s) :
  - un premier versement de 15 000 € à la signature de la convention financière ;
  - le solde suite à la transmission du compte-rendu d'exécution.

sur le compte bancaire suivant :
Code banque : **30066**
Code guichet : **10671**
N° de compte : **00020270601**
Clé RIB : **69**
IBAN : **FR7630066106710002027060169**
BIC : **CMCIFRPP**

au nom de WETECHCARE auprès de la banque CIC PARIS LOUIS BLANC 230 RUE DU FAUBOURG SAINT MARTIN 75010 PARIS

Article 4 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif ;

- ✓ Transmettre à la ville de Strasbourg un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'opération ;

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ Fournir à la ville de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le-la Président-e ou, le cas échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du-de la commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : http://associations.strasbourg.fr ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du-de la commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

[1] règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

[2] la nomination d'un-e commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

- ✓ Informer la ville de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
✓ l'interruption de l'aide financière de la Ville,
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, / et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique)/, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2018. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le-la Président-e.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme au Maire de Strasbourg.

Article 7 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour la ville de Strasbourg	**Pour l'association**
Le Maire	Le Directeur
Roland RIES	Jean DEYDIER

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°25

Attribution d'une subvention à l'association WeTechCare.

Pour	Contre	Abstention
52	0	0

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, SCHMIDT-Michaël

26

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Attribution d'une subvention à l'association Scienticlub.

Le monde du travail connait une transformation radicale. En effet, la révolution numérique engendre des disruptions dans de nombreux métiers, ce qui implique des changements importants dans les compétences nécessaires à leur exercice (source : World Economic Forum - « The Future of Jobs » - 2016). Certaines études vont même jusqu'à affirmer que 65% des métiers qui seront exercés à horizon 2030 n'existeraient pas encore aujourd'hui.

Dans ce contexte, il est indispensable de préparer les jeunes générations à ces évolutions et de leur permettre de disposer d'une boîte à outils pour s'adapter à ces transformations. Les nouvelles compétences requises concernent le développement de la créativité, le goût d'entreprendre, l'esprit critique, le travail collaboratif…

C'est pourquoi l'association Scienticlub propose l'évènement « Demain Commence Aujourd'hui », qui a pour objectif de permettre aux jeunes de 14 à 20 ans de participer à une journée d'ateliers pour inventer les objets, innovations et métiers du futur.

Scienticlub est une association qui a pour objet de promouvoir l'innovation pédagogique et technologique auprès des enfants et adolescents et de les préparer au monde de demain. Pour cela, l'association propose des contenus scientifiques et différents formats d'animations et d'évènements.

La première édition strasbourgeoise de « Demain Commence Aujourd'hui » est accueillie au Shadok le 16 juin 2018. Les espaces nécessaires (salon et espace workshop, représentant une valeur de 1 590,98 €) sont mis à disposition de l'association à titre gracieux.

Cette édition portera plus particulièrement sur la thématique de la santé, tant il est vrai que ce secteur est déjà profondément transformé par les innovations technologiques. Des professionnels de la santé seront d'ailleurs présents pour présenter les dernières avancées du secteur et échanger avec les participants. Le nombre de participants attendus est de 60 personnes.

Le budget global de l'évènement s'élève à 11 650 €. La subvention sollicitée auprès de la ville de Strasbourg est de 2 000 € en 2018. Il vous est proposé de d'attribuer à l'association Scienticlub une subvention de 2 000 € pour l'évènement « Demain Commence Aujourd'hui ».

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *l'attribution à l'association Scienticlub d'une subvention de 2 000 € pour l'évènement « Demain Commence Aujourd'hui »*

décide

- *d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire DU06A 90 6574 65 pour le montant proposé de 2 000 €*

autorise

- *le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention financière entre la ville de Strasbourg et l'association Scienticlub*

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2018

Entre :

- la ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire de Strasbourg, et

- l'association SCIENTICLUB, ci-après dénommée l'association,
  dont le numéro SIRET est 813 300 407 00018, et dont le siège est situé au 27 passage Dubail, Paris 10ème, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Sharon SOFER

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

L'association a pour objet la création, le partage et la diffusion de contenus scientifiques pour les enfants et adolescents. Elle assure la promotion de la science de manière ludique et éducative, notamment à travers la conception et l'organisation d'animations et d'évènements. L'association organise à Strasbourg l'évènement « Demain Commence Aujourd'hui » qui est accueilli au Shadok le 16 juin 2018. Cet évènement réservé aux jeunes de 14 à 20 ans est une journée de créativité pour inventer les objets, innovations et métiers du futur. La thématique retenue pour cette édition est la santé.

Compte tenu de l'importance qu'accorde la ville de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle souhaite soutenir financièrement l'évènement « Demain Commence Aujourd'hui ».

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation des actions retenues s'élève à 11 650 €. Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Ile inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Article 3 : Versement de la subvention

Pour 2018, l'aide de la ville de Strasbourg à la réalisation des actions retenues s'élève au total à la somme de 2 000 €.

La subvention sera créditée en 1 versement de 2 000 € à la signature de la convention financière ;

sur le compte bancaire suivant :
Code banque : **30004**
Code guichet : **01522**
N° de compte : **00010155032**
Clé RIB : **04**
IBAN : **FR76 3000 4015 2200 0101 5503 204**
BIC : **BNPA FR PP XXX**

au nom de ASSOCIATION SCIENTICLUB auprès de la banque BNP PARIBAS TRINITE

Article 4 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif ;
- ✓ Transmettre à la ville de Strasbourg un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'opération ;
- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;
- ✓ Fournir à la ville de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le-la Président-e ou, le cas échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du-de la commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : http://associations.strasbourg.fr ;
- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du-de la commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- ✓ Informer la ville de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

[1] règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

[2] la nomination d'un-e commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
- ✓ l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, / et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique)/, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2018. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le-la Président-e.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme au Maire de Strasbourg.

Article 7 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour la ville de Strasbourg	**Pour l'association**
Le Maire	La Présidente
Roland RIES	Sharon SOFER

Attribution de subvention

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Association Scienticlub	Subvention de projet	2 000 €	2 000 €	0 €

27

Communication au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Débats sur les orientations du règlement local de publicité intercommunal de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le règlement local de publicité (RLP) fixe des règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes, visibles des voies ouvertes à la circulation publique, pour préserver la qualité du paysage urbain et protéger notre cadre de vie tout en prenant en considération les besoins de communication des acteurs locaux.

La régulation de la publicité extérieure est actuellement assurée par 11 RLP communaux. A ce jour, les communes de Bischheim, Geispolsheim, Lingolsheim, Mittelhausbergen, Oberhausbergen, Ostwald, Schiltigheim, Illkirch-Graffenstaden, Souffelweyersheim, Reichstett et Strasbourg disposent d'un RLP.

Ces RLP communaux continueront de produire leurs effets, comme par exemple autoriser la publicité aux abords des monuments historiques et dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables, jusqu'au 13 juillet 2020.

Au-delà de cette échéance, ce sera la règlementation nationale qui prendra le relai, sauf si un RLP, élaboré à l'échelle de l'ensemble des communes de l'Eurométropole de Strasbourg, est adopté entretemps. Cette obligation d'élaborer un RLP intercommunal (RLPi) est intervenue avec la loi n°2010-790 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (ENE), dite : « Grenelle 2 ».

L'Eurométropole de Strasbourg dispose d'une compétence obligatoire en matière d'urbanisme et de maîtrise d'ouvrage de documents de planification règlementaire.

Il appartient donc à l'Eurométropole de Strasbourg d'élaborer un règlement local de publicité intercommunal.

C'est la raison pour laquelle, le 20 avril dernier, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a prescrit l'élaboration d'un RLP intercommunal couvrant l'intégralité du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg tel qu'il résulte de l'intégration de la Communauté de communes : « Les Châteaux ».

Le RLPi est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des plans locaux d'urbanisme définies au titre V du livre Ier du code de l'urbanisme (Cf. article L. 153-45).

Le code de l'urbanisme prévoit que les orientations du RLPi soient débattues au sein de chaque conseil municipal des communes de l'Eurométropole de Strasbourg et au sein du Conseil de l'Eurométropole Strasbourg.

Aussi, un débat au sein de chaque conseil municipal doit être organisé après la présentation des orientations du RLPi.

Ces débats ne font pas nécessairement l'objet de délibérations. Un compte rendu des échanges devra toutefois être établi.

Rappel des principaux éléments de diagnostic en matière de publicité extérieure

La publicité extérieure est plus importante dans les lieux les plus fréquentés, c'est-à-dire :

- dans les centres anciens des communes,

- aux abords des voies très circulées,

- et dans les zones d'activité et notamment commerciales.

Les communes qui disposent d'un RLP communal comptabilisent moins de dispositifs publicitaires extérieurs que les autres.

Les anciens RLP communaux ne prenaient pas en compte les nouvelles technologies de l'affichage, essentiellement le numérique, qui commencent seulement à se développer.

Rappel des enjeux liés à l'élaboration du RLPi

- Anticiper la caducité des RLP locaux existants (13 juillet 2020) ;

- Eviter le retour de la publicité dans les lieux où les RLP l'ont supprimée ;

- Définir les conditions de la présence de la publicité aux abords des monuments historiques et des sites patrimoniaux remarquables ;

- Assurer une bonne coordination avec le renouvellement des marchés de mobilier urbain prévu fin 2019.

Rappel des modalités de la collaboration entre l'Eurométropole de Strasbourg et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du RLPi

Lors de la conférence intercommunale des maires des communes membres de l'Eurométropole de Strasbourg du 13 avril 2018, il a été proposé de mettre en œuvre, dans le cadre de l'élaboration du RLPi, les modalités de la collaboration entre l'Eurométropole de Strasbourg et ses communes, ci-dessous :

- Organisation, tout au long de la procédure, de réunions techniques de travail sur le RLPi avec les techniciens des communes et en tant que de besoin leurs élus, les

techniciens de l'Eurométropole de Strasbourg, le Vice-président en charge du PLUi et le Vice-président en charge du pilotage de l'élaboration du RLPi de l'Eurométropole de Strasbourg ;

- Echanges en conférence des maires de l'Eurométropole de Strasbourg ;

- Echanges et arbitrages en Comité de pilotage du RLPi composé des élus des communes ou de leurs représentants. La composition de ce Comité de pilotage du RLPi, qui se réunit en tant que de besoin, est variable selon les sujets à évoquer.

Ces modalités de la collaboration entre l'Eurométropole de Strasbourg et ses communes ont été traduites dans la délibération de prescription du RLPi du 20 avril 2018.

Rappel des objectifs attendus du règlement local de publicité de l'Eurométrople

Les objectifs poursuivis par le RLPi, tels que définis dans la délibération de prescription du RLPi de l'Eurométropole de Strasbourg du 20 avril 2018, sont :

- Etablir, en fonction des enjeux locaux en matière d'affichage et d'enseignes, des règles locales concernant les publicités, les enseignes et les préenseignes qui s'inscrivent dans le prolongement des orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), dans le but de renforcer l'attractivité résidentielle et d'améliorer le cadre de vie.

- Harmoniser la rédaction des règles qui ont pu être définies à l'échelle communale, pour éviter des phénomènes de « report » de la publicité vers des communes voisines où les règles seraient plus « favorables » et pour faciliter la mise en œuvre des pouvoirs de police de l'affichage, et particulièrement la gestion des autorisations.

- Répondre de manière adéquate et en fonction des destinations des zones ou secteurs de zone du territoire communautaire, aux besoins de communication extérieure des acteurs économiques, institutionnels et culturels locaux.

- Prendre en compte le développement des nouveaux modes de communication publicitaire, qu'il s'agisse notamment de la publicité numérique ou des dispositifs de très grand format.

Les orientations du règlement local de publicité de l'Eurométrople

Les orientations du règlement local de publicité de l'Eurométropole de Strasbourg concernent les typologies de zones suivantes :

- Les zones à vocation principale d'habitation qui regroupent les centres anciens des communes, qui ont souvent une valeur patrimoniale qui mérite d'être mise en

valeur, les abords des routes très circulées, parce qu'elles sont les lieux privilégiés pour l'implantation de dispositifs de publicité extérieure et l'ensemble des zones agglomérées de l'Eurométropole pour ne pas nuire à leur attractivité résidentielle.

- Les zones d'activités car elles concentrent beaucoup d'activités commerciales.

- Une réglementation spécifique est appliquée à l'emprise de l'aéroport d'Entzheim et les abords des cours d'eau afin de préserver leur caractère naturel.

La règlementation qui s'appliquera à ces zones s'appuieront autant que possible sur le zonage du PLU intercommunal. Elle sera harmonisée, autant que possible, sur l'ensemble du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg afin d'assurer une meilleure gestion de l'affichage publicitaire, de faciliter la mise en œuvre des pouvoirs de police de l'affichage et de la gestion des autorisations et d'éviter les phénomènes de reports de la publicité extérieure vers des communes voisines où les règles seraient plus « favorables ».

ORIENTATION N°1

Réduire le nombre et la dimension des dispositifs publicitaire afin de renforcer l'attractivité résidentielle, améliorer le cadre de vie et la qualité du paysage :

- dans les centres anciens des communes de l'Eurométropole, notamment les panneaux muraux de « grand format » ainsi que la publicité lumineuse et numérique (excepté sur le mobilier urbain),
- aux abords des routes très circulées,
- et dans l'ensemble des zones urbanisées de l'Eurométropole.

ORIENTATION N°2

Répondre de manière équitable aux besoins de communication extérieure des acteurs économiques, culturels et institutionnels locaux pour :

- tenir compte des besoins de communication extérieure des acteurs économiques locaux, principalement au sein des principales zones d'activité et notamment commerciale de l'Eurométropole,
- et élaborer une réglementation adaptée aux besoins de communication de l'aéroport d'Entzheim.

ORIENTATION N°3

Harmoniser la rédaction des règles relatives à la publicité extérieure à l'échelle du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg pour :

- éviter des phénomènes de « report » de la publicité vers des secteurs où la réglementation en matière de publicité extérieure serait moins stricte,

• et pour faciliter la mise en œuvre des pouvoirs de police de l'affichage et la gestion des autorisations.

Rappel du planning prévisionnel de l'élaboration du RLPi

1er semestre 2018 :
- Elaboration d'un projet de règlement écrit et graphique

- Mise à jour de la procédure et engagement de la concertation autour du projet de RLPi

2nd semestre 2018 :
- Finalisation de l'ensemble des pièces du dossier

- Bilan de la concertation et arrêt du dossier de RLP

1er semestre 2019 :
- Enquête publique et approbation du dossier de RLPi

Les attentes de la Ville de Strasbourg quant au projet de règlement local de publicité de l'Eurométrople de Strasbourg

La Ville de Strasbourg s'inscrit dans la démarche de l'Eurométropole de Strasbourg pour élaborer le règlement local de publicité en « coconstruction ».

Elle souhaite rappeler son attachement au respect des rôles et responsabilités dans le cadre de collaboration établi sur ce projet à savoir :

- L'Eurométropole élabore le RLPi dans la perspective d'une mise en œuvre par les maires qui conservent le pouvoir de police, la compétence de fixer et percevoir la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure ;

- L'élaboration du RLPi se fait dans une obligation de consensus entre l'Eurométropole et ses communes ;

En effet, sur le fond, la Ville de Strasbourg souhaite rappeler :

- Le rôle déterminant de son centre-ville comme locomotive commerciale à l'échelle du Bas-Rhin ; la publicité fait partie des facteurs de développement du commerce qui est un moteur l'animation du centre-ville ;

- L'enjeu spécifique que représente le traitement de la publicité dans le Secteur sauvegardé, le secteur Unesco et sa zone tampon. La réglementation, si elle doit

permettre la publicité, a la responsabilité de l'encadrer à la hauteur de l'enjeu patrimonial ;

- La nécessité d'une réglementation capable d'appréhender les évolutions et la modernisation des techniques de publicité. Le traitement de la publicité numérique est un des enjeux centraux du projet de RLPi ;

- L'obligation de développer, au moyen du RLPi, une stratégie à l'échelle du territoire pour traiter les axes routiers, les secteurs d'entrée de ville, les zones d'activités, les espaces hors agglomération, les espaces récréatifs le long des cours d'eau. Un déséquilibre quant aux réglementations à mettre en place sur ces secteurs particuliers se traduirait par un impact négatif sur l'image de la Ville et de la Métropole, une dégradation du cadre de vie et un impact sur l'attractivité centre-ville de Strasbourg ;

- L'enjeu de la taxe locale de publicité, les redevances perçues au titre de l'occupation du domaine public, doivent être particulièrement identifiés tout au long du processus d'élaboration. L'évaluation du nombre de dispositifs impactés par le projet de RLP est nécessaire à une gestion responsable des recettes générées par la publicité.

Communiqué le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

28

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Opération Hautepierre - Poteries à Strasbourg : passation d'un avenant n°16 relatif à la concession d'aménagement conclue entre la SERS et l'Eurométropole de Strasbourg- Avis Chevènement (art. L5211-57 du code général des collectivités territoriales).

Par convention du 30 décembre 1967, la ville de Strasbourg a concédé à la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS) la mission d'aménager la zone d'habitation située sur le territoire de la ville de Strasbourg, lieudit Hautepierre, sous forme de zone à urbaniser par priorité (ZUP). Cette opération d'aménagement d'une superficie de 253 hectares a été transférée de plein droit de la ville de Strasbourg à la Communauté urbaine de Strasbourg au titre des compétences communautaires.

Par arrêté ministériel du 14 septembre 1977, le périmètre de la zone a été réduit à 136 hectares, l'aménagement de la partie restante devant être réalisé sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC).

A cet effet, pour la partie du quartier de Hautepierre située au sud de la Pénétrante Ouest, la SERS a notamment élaboré le plan d'aménagement de la zone et le règlement qui ont fait l'objet d'un arrêté de création en date du 18 décembre 1984. Deux arrêtés, l'un approuvant le Plan d'Aménagement de la zone (PAZ), l'autre approuvant le programme des équipements publics (PEP) de cette ZAC ont été pris le 16 août 1985.

Le périmètre de cette ZAC ayant été modifié, et afin de tenir compte des nouvelles dispositions introduites par la loi d'Orientation pour la Ville du 13 juillet 1991, un nouvel arrêté de création a été pris par le Préfet du Bas-Rhin le 4 août 1992.
Le dossier de réalisation de la ZAC modifiée a été approuvé par le Conseil de la Communauté urbaine en date du 8 octobre 1993.

Une modification de cette ZAC, dénommée désormais « Poteries » a été approuvée suivant délibération du Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du 17 décembre 2010 et a essentiellement consisté en l'intégration de nouveaux objectifs relatifs à la mobilité, la mixité des fonctions et le développement économique.

La concession d'aménagement a fait l'objet de 15 avenants.
Le dernier avenant n°15 du 24 février 2015 avait notamment pour objet de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2018.

Il est proposé de proroger la durée de la mission de l'aménageur de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021, afin de permettre la préparation de la clôture administrative et financière de la concession d'aménagement Hautepierre et Poteries, et donc l'achèvement de l'opération concédée.

Cette prorogation permettra ainsi :

- de finaliser la commercialisation des droits à construire résiduels subsistant dans la ZAC Poteries, en zone ZA6,

- de réaliser les travaux d'aménagement incombant à l'aménageur au titre des voiries et des finitions de voirie de la ZAC Poteries,

- de régulariser les actes de cessions et de rétrocessions foncières nécessaires à la clôture de l'opération de la ZAC Poteries,

- de clôturer l'opération ZFU sur Hautepierre,

- de régulariser les actes de cessions et rétrocessions foncières nécessaires à la réalisation du nouveau programme national du renouvellement urbain (NPNRU) du quartier de Hautepierre.

Depuis 2015, le quartier de Hautepierre fait l'objet d'un nouveau programme national de renouvellement urbain en lien avec l'Agence Nationale pour le Rénovation Urbaine (ANRU).

L'essentiel des opérations de réaménagement des espaces extérieurs concerne les mailles Brigitte et Eléonore.

Il s'agit de poursuivre la rénovation urbaine déjà engagée en 2009 dans le premier projet urbain qui a ainsi permis de clarifier le statut et l'usage des espaces publics extérieurs.

Le domaine public au sein des deux mailles sera constitué par des rues résidentielles et les cœurs de maille piétonniers.

La résidentialisation du patrimoine par le bailleur va permettre d'établir précisément la limite entre le domaine public et le domaine privé, afin de matérialiser les espaces accessibles uniquement aux résidents des immeubles concernés.

Les terrains d'assiette des futurs travaux de résidentialisation et d'aménagement sont en partie propriété de la SERS dans le cadre de la convention publique d'aménagement du 30 décembre 1967.

Pour permettre la mise en œuvre du projet, il convient dès lors de procéder aux cessions et rétrocessions des terrains et à la remise des ouvrages nécessaires à la réalisation du projet de renouvellement urbain en modifiant les règles de cession et de remise prévues par les articles 17 à 19 du cahier des charges de la concession conclue le 30 décembre 1967 dans le même principe arrêté dans l'avenant 14.

L'avenant 16 propose ainsi :

- de fixer les modalités selon lesquelles les emprises nécessaires aux opérations seront cédées à la ville ou à l'Eurométropole de Strasbourg, afin d'y réaliser les travaux et aménagements prévus dans la future convention NPNRU 2018-2025,

- de fixer les modalités de cession selon lesquelles les emprises nécessaires aux aménagements d'espaces publics, d'équipements publics ou des projets de renouvellement urbain seront cédés à la ville ou à l'Eurométropole de Strasbourg à l'euro symbolique sans paiement de prix, après avis de France Domaine

La ville de Strasbourg est consultée pour avis sur la régularisation d'un avenant n°16 à la concession d'aménagement signée entre la SERS et l'Eurométropole de Strasbourg le 30 décembre 1967. Cet avenant a donc pour objet de permettre l'achèvement de l'opération concédée et d'en faciliter la clôture ; il sera soumis à l'approbation de la prochaine Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu le traité de concession signé le 30 décembre 1967
vu les avenants successifs et le projet d'avenant n°16 au traité de concession annexé
vu les avis de France Domaine annexés
vu la décision du Conseil d'Administration de la SERS du 19 avril 2018
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

émet un avis favorable

à la passation d'un avenant n°16 à la concession d'aménagement conclue entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SERS en date du 30 décembre 1967, joint en annexe.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION GRAND EST ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau
Division du Domaine
Adresse : 4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR
Téléphone : 03 88 10 35 14
Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2018/0113

Le 1er mars 2018

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

Ville de Strasbourg et Eurométropole.
Service Politique foncière et immobilière
1 Parc de l'Étoile
67076 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN : DIVERS ESPACES AMENAGES A REGULARISER.

Adresse du bien : ZAC Nord de Hautepierre.

VALEUR VÉNALE : VOIR § 7.

---

1 – SERVICE CONSULTANT : VILLE ET EUROMETROPOLE DE STRASBOURG.

Affaire suivie par : Mme RAUPHIE (claire.rauphie@strasbourg.eu)

2 - DATE DE CONSULTATION : 18/01/2018

DATE DE RECEPTION : 25/01/2018
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ETAT »: 22/02/2018

3 – OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE :

Régularisation de diverses emprises foncières, situées au sein des mailles Éléonore et Brigitte, qui sont toujours la propriété de la SERS, bien qu'aménagées en espaces publics par la ville de Strasbourg ou l'Eurométropole (voiries, espaces verts, parkings...).

Cette régularisation s'inscrit dans le cadre des actes de cessions et de rétrocessions foncières restant à réaliser avant la clôture des ZAC de Hautepierre-Nord et des Poteries.

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales :

Selon les éléments fournis, des parcelles de contenance très variable sont concernées, le tout représentant une superficie totale de 277,57 ares (Annexe n° 1).

L'immense majorité des emprises sont de forme ou de configuration atypiques, soit des places publiques ou de la voirie interne aux mailles avec abords aménagés en espaces verts, soit quelques espaces de parkings.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaire(s) présumé(s) : SERS

6 – URBANISME ET RESEAUX

Parcelles situées en zones UB2 et UD2, suivant le PLUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, opposable le 23/01/2017.
Les zones UB et UD sont des zones à vocation mixte qui identifient des tissus bâtis hétérogènes ou les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets.

7 – DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Valeur forfaitaire de 2 000 €/are hors emprises en nature de voirie, espaces publics divers. Il conviendra d'analyser la nature précise de chaque parcelle afin de déterminer si elle relève d'un espace public ou non.

Pour les terrains ayant fait l'objet d'aménagements publics (espaces verts, voiries, places publiques,...) le transfert de propriété s'accompagnera d'un transfert de charges pouvant justifier une cession à l'€ symbolique.

8 – DUREE DE VALIDITE

Cet avis a une durée de **validité de 24 mois**.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIERES

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une cession réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si une procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin
L'Inspectrice des Finances publiques,



Éliane BAEHR

Situation des parcelles au 01.01.2018 — Annule et remplace l'état initial joint à l'avis n° 2018-113 — Annexe n° 1

COMMUNE	SECTION	PARCELLE	LIEUDIT	NATURE	PARCELLE D'ORIGINE	SURFACE CADASTRALE (m²)	PROPRIETAIRE	ZONAGE	INSCRIPTIONS/ SERVITUDES
			RHEINQUELL GEGEN						
Strasbourg	LP	1638	NEUBRUNNENWEG	sol	241	6875	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LO	152	ZFU ALFRED DE VIGNY	sol	51	53	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LO	243	ZFU ALFRED DE VIGNY	sol	51	6	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	230	MITTELANWAND	terres	53	97	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	582	BD LA FONTAINE	sol	54	149	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	583	BD LA FONTAINE	sol	54	1	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	584	BD LA FONTAINE	sol	54	5	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	585	BD LA FONTAINE	sol	54	191	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	586	BD LA FONTAINE	sol	54	970	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	587	BD LA FONTAINE	sol	53	13	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	588	BD LA FONTAINE	sol	53	29	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	589	BD LA FONTAINE	sol	53	1571	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	590	RUE	sol	53	8	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	591	BD LA FONTAINE	sol	53	35	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	592	BD LA FONTAINE	sol	53	49	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	283	MITTELANWAND	terres	129	2	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	284	MITTELANWAND	terres	110	100	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	312	MITTELANWAND	terres	110	35	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	320	MITTELANWAND	terres	110	3	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	548	9003 PLACE ERASME	sol	129	88	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	559	BD LA FONTAINE	sol	196	56	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	560	BD LA FONTAINE	sol	196	1360	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	565	BD LA FONTAINE	sol	196	18	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	566	BD LA FONTAINE	sol	196	12	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	567	BD LA FONTAINE	sol	196	12	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	568	BD LA FONTAINE	sol	196	54	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	596	BD LA FONTAINE	sol	129	434	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	597	BD LA FONTAINE	terres	129	79	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	609	BD LA FONTAINE	sol	129	190	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	610	RUE	sol	129	5	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	611	RUE	sol	129	223	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	612	RUE	sol	129	20	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	613	PLACE ERASME	sol	129	2059	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	614	PLACE ERASME	sol	129	19	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	615	RUE	sol	129	1	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	616	PLACE ERASME	sol	129	1	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	617	RUE	sol	129	51	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	618	RUE	sol	129	1	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	619	RUE	sol	129	90	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	620	RUE	sol	129	576	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	621	RUE	sol	129	76	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	622	RUE	sol	129	921	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	655	BD LA FONTAINE	sol	129	315	SERS	UD2	servitude de passage et accès aux parkings au profit de LS 654
Strasbourg	LS	656	BD LA FONTAINE	sol	129	2951	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	725	SPENDERSANWAND	terres	82	108	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	754	BD LA FONTAINE	sol	28	5962	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	756	BD LA FONTAINE	sol	28	46	SERS	UD2	néant
Strasbourg	KW	639	RUE BOILEAU	sol	167	110	SERS	UB2	néant
Strasbourg	KW	771	RUE BOILEAU	sol		82	SERS	UB2	néant
Strasbourg	KW	774	RUE BOILEAU	sol	772	282	SERS	UB2	néant
Strasbourg	KW	776	RUE BOILEAU	sol	168	130	SERS	UB2	néant
Strasbourg	KW	777	RUE BOILEAU	sol	660	1233	SERS	UB2	néant
			Superficie totale/m²			27757			

AVENANT n°16

A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DE

L'OPERATION DE STRASBOURG HAUTEPIERRE - POTERIES

ENTRE

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, créé par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et du décret n° 2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, dont le siège est à 67000 STRASBOURG, 1 parc de l'Etoile, et identifiée au SIREN sous le numéro 246.700.488, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN ou son représentant, en vertu d'une délibération de la Commission permanente du 6 juillet 2018,

Ci-après dénommée « l'Eurométropole de Strasbourg » ou « le concédant »

D'UNE PART

ET

La SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG - S.E.R.S,

Société Anonyme d'économie mixte au capital de 8.068.800,00 € ayant son siège social à 67000 STRASBOURG (Bas-Rhin) 10 Rue Oberlin identifiée sous le numéro 578 505 687 au Registre du Commerce et des Sociétés de STRASBOURG.

Représentée par Monsieur Eric FULLENWARTH, agissant en qualité de Directeur Général de ladite société, et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, en vertu d'une délibération du Conseil d'administration prise en sa séance du 25 août 2008, dont un extrait certifié conforme demeure annexé à un acte de dépôt reçu par Maître Stéphane GLOCK, notaire à la Wantzenau, le 8 septembre 2008, rép n° 49.409, et renouvelé dans ses fonctions de Directeur Général suivant délibération du Conseil d'Administration du 18 juin 2014, dont un extrait certifié conforme demeure annexé à un acte de dépôt reçu par Maître Stéphane GLOCK, notaire à la Wantzenau, le 9 septembre 2014.

Ci-après dénommée « la SERS » ou « le concessionnaire » ou « l'aménageur »

D'AUTRE PART

Préalablement à l'avenant objet des présentes, il a été exposé ce qui suit :

Aux termes d'une convention signée le 30 décembre 1967, approuvée par le Préfet du Bas-Rhin le 15 octobre 1968, conclue en application des dispositions de l'article 78-1 du Code de l'Urbanisme et de l'Habitation, du décret du 19 mai 1959 pris pour son application et du décret n°58-1464 du 31 décembre 1958 relatif aux zones à urbaniser par priorité, la ville de Strasbourg a confié à la Société

d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS) la mission d'aménager la zone d'habitation située sur le territoire de la ville de Strasbourg (Bas-Rhin), lieudit Hautepierre. Cette zone, couvrant une superficie de 253 hectares, a été déclarée zone à urbaniser par priorité par arrêtés ministériels des 28 décembre 1964 et 16 mars 1967. La concession d'aménagement a fait l'objet depuis lors de 15 avenants ayant notamment pour objet savoir :

- avenant n°1 du 24/12/1975 : première extension du périmètre de la 1ère tranche à la maille Irène
- avenant n°2 du 20/06/1978 : seconde extension du périmètre de la 1ère tranche à la partie nord de la maille Anne, ainsi que du secteur d'activité sud
- avenant n°3 du 27/06/1980 : prorogation de la convention de concession
- avenant n°4 du 17/06/1981 : création d'un lotissement transitoire à Hautepierre Sud
- avenant n°5 du 17/10/1983 : changement de terrain pour la construction du collège et réalisation de deux ouvrages d'art sur l'A351
- avenant n°6 du 03/04/1985 : réalisation de la 2ème tranche de Hautepierre sous forme de Zone d'Aménagement Concerté
- avenant n°7 du 03/04/1985 : remboursement de la CUS à la SERS des travaux en proportion de leur non utilisation exclusive par les habitants de Hautepierre
- avenant n°8 du 20/07/1994 : prorogation de la convention et modification de la ZAC de Hautepierre Sud
- avenant n°9 du 12/12/2001 : prorogation de la convention au 31/12/2010 et modalités pour le transfert des biens de retour
- avenant n°10 du 22/06/2004 : transformation de la concession en convention publique d'aménagement. Nouvelles orientations en matière d'aménagement pour le développement de la Zone Franche Urbaine
- avenant n°11 du 18/07/2006 : modalités de mise en œuvre de la participation du concédant au coût de l'aménagement de la Zone Franche Urbaine (ZFU) et valorisation de cette participation dans le bilan de l'opération
- avenant n°12 du 15/02/2008 : extension du périmètre de la concession au terrain situé en bordure de la rue Salluste, dans la perspective d'un échange de terrain identifié comme terrain d'assiette d'un futur EHPAD, à l'angle de l'avenue Mitterrand et de la rue Eluard
- avenant n°13 du 18/03/2008 : définition des conditions dans lesquelles le concessionnaire rétrocéderait par anticipation à son concédant les parcelles concernées par les travaux décrits dans le protocole de préfiguration signé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) le 25 janvier 2008
- avenant n°14 du 16/04/2010 : réduction du périmètre de la concession, et détermination des modalités de cession des emprises nécessaires à la mise en œuvre du PRU de Hautepierre (convention 2009-2013), convenant du versement d'un acompte prélevé sur l'excédent du résultat prévisionnel de la concession et prorogeant la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2015
- avenant n°15 du 24/02/2015 : qualification de la participation du concédant en contrepartie de la remise du collecteur-réservoir réalisé par la SERS dans la ZAC, principe de versement anticipé d'acomptes sur résultat et prorogation de la concession jusqu'au 31/12/2018.

Il est précisé que cette opération d'aménagement a été transférée de plein droit de la ville de Strasbourg à la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) aujourd'hui dénommée Eurométropole de Strasbourg, au titre des compétences communautaires,

Par arrêté ministériel du 14 septembre 1977, le périmètre de la zone a été réduit à 136 hectares, l'aménagement de la partie restante devant être réalisé sous forme de zone d'aménagement concerté.

A cet effet, pour la partie du quartier de Hautepierre située au sud de la Pénétrante Ouest, la SERS a notamment élaboré le plan d'aménagement de la zone et le règlement qui ont fait l'objet d'un arrêté de création en date du 18 décembre 1984. Deux arrêtés, l'un approuvant le Plan d'Aménagement de la zone

(PAZ), l'autre approuvant le programme des équipements publics (PEP) de cette ZAC ont été pris le 16 août 1985.

Le périmètre de cette ZAC ayant été modifié, et afin de tenir compte des nouvelles dispositions introduites par la loi d'Orientation pour la Ville du 13 juillet 1991, un nouvel arrêté de création a été pris par la Préfecture du Bas-Rhin le 4 août 1992.

Le dossier de réalisation de la ZAC modifiée a été approuvé par le Conseil de la Communauté urbaine en date du 8 octobre 1993.

Une nouvelle modification de cette ZAC, dénommée désormais « ZAC Poteries » a été approuvée suivant délibération du Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du 17 décembre 2010 et a essentiellement consisté en l'intégration de nouveaux objectifs relatifs à la mobilité, la mixité des fonctions et le développement économique.

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, cette modification n'a pas porté atteinte à l'économie générale des orientations d'urbanisme de la ZAC et des communes. Le dossier de réalisation de la ZAC modifié a donc été approuvé en décembre 2010.

Le dernier lot de la ZAC Poteries (ZA6) est en cours de construction par Habitation Moderne. Trois terrains restent à céder à Habitat de l'Ill, CUS Habitat et un autre opérateur. Les livraisons s'étaleront prévisionnellement jusqu'en 2021.

En outre, le quartier de Hautepierre fait l'objet depuis 2015 d'un nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) en lien avec l'ANRU.

L'essentiel des opérations de réaménagement des espaces extérieurs concerne les mailles Brigitte et Eléonore.

Il s'agit de poursuivre la rénovation urbaine déjà engagée en 2009 dans le premier projet sur les mailles Catherine, Jacqueline et Karine qui a ainsi permis de clarifier le statut et l'usage des espaces publics.

Les terrains d'assiette des futurs travaux de résidentialisation et d'aménagement sont en partie propriété de la SERS. Il convient dès lors de procéder aux cessions et rétrocessions de ces terrains en modifiant en tant que de besoin les règles de cession et de remise prévues aux articles 17 à 19 du cahier des charges de la concession conclue le 30 décembre 1967 dans le même principe que celui arrêté dans l'avenant 14.

Partant de ce constat, les parties ont convenu de proroger la durée de la mission de l'aménageur de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021.

Cette prorogation permettra ainsi:

- de finaliser la commercialisation des droits à construire résiduels subsistant dans la ZAC Poteries en zone ZA6, ainsi que le suivi et la coordination des travaux de construction des dernières opérations immobilières,
- de réaliser les derniers travaux d'aménagement incombant à l'aménageur au titre des voiries et des finitions des voiries de la ZAC Poteries,
- de régulariser les dernières cessions et rétrocessions foncières nécessaires à la clôture de l'opération de la ZAC Poteries,
- de clôturer l'opération ZFU sur Hautepierrre,

- de régulariser les actes de cessions et rétrocessions foncières nécessaires à la réalisation NPNRU du quartier de Hautepierre.

Le présent avenant a donc pour objet principal de permettre la préparation de la clôture administrative et financière de la concession d'aménagement Strasbourg Hautepierre Poteries et ainsi l'achèvement de l'opération concédée.

CECI EXPOSE, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : prorogation de la concession d'aménagement

Afin de permettre l'achèvement de la mission de l'aménageur, et compte tenu du démarrage du dernier chantier immobilier en zone ZA6 de la ZAC Poteries intervenu en novembre 2017 et vu son calendrier d'exécution pour des livraisons échelonnées prévisionnellement entre 2019 et 2020, les parties conviennent de proroger la durée de la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2021.

Cette prorogation sera également mise à profit pour permettre la préparation de la clôture administrative et financière de l'opération de Strasbourg Hautepierre Poteries.

Article 2 : cession des terrains SERS dans le cadre du NPNRU

- L'opération d'aménagement de Hautepierre confiée à la SERS étant achevée et par dérogation aux dispositions des articles 17 à 19 du cahier des charges de la convention publique d'aménagement du 30 décembre 1967 modifié, les terrains actuellement propriété de la SERS tels que délimités et numérotés au plan joint en annexe 1 du présent avenant et nécessaires aux opérations de renouvellement urbain sous maitrise d'ouvrage Eurométropole et ville de Strasbourg feront l'objet d'une cession à l'euro symbolique.

  En effet aux termes de l'article 17 du cahier des charges était prévu que :
  « (…) Le prix demandé (prix de cession ou de location si la cession ou la location est consentie de gré à gré, prix de mise aux enchères si la cession est réalisée par voie d'adjudication publique ou appel à la concurrence) sera fixé en accord avec le concédant après avis de l'administration des domaines ».
  Or, compte tenu :
  - d'une part, de l'état actuel des ouvrages,
  - d'autre part, de la prise en charge par la collectivité des travaux de dévoiement de réseaux et de création d'un réseau viaire permettant de délimiter le domaine privé et le domaine public,
  - enfin, de la destination projetée de certains terrains destinés à recevoir des équipements publics et/ ou destinés à des projets de renouvellement urbain,

  les parties ont convenu que les cessions des terrains seront effectuées à l'euro symbolique, sans paiement de prix.

  Les actes de cession définitifs entre la SERS et l'Eurométropole de Strasbourg ou la ville de Strasbourg interviendront après arpentage et avis de France Domaine.

- Les ouvrages Voiries et Réseaux Divers (VRD) nécessaires à l'exploitation des terrains cédés qui n'ont pas été déjà remis aux constructeurs ou aux collectivités, seront remis gratuitement et en l'état, à la même date que la cession des terrains, à la ville ou à l'Eurométropole de Strasbourg qui les acceptent selon leurs attributions respectives,

- Préalablement à la signature des actes de cession, les biens cédés devront être libres de toute occupation et location.
  La SERS en justifiera à la collectivité et, le cas échéant, mettra tout en œuvre afin de respecter cette obligation.

Article 3 : autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la concession d'aménagement, telles que modifiées par les avenants antérieurs et non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

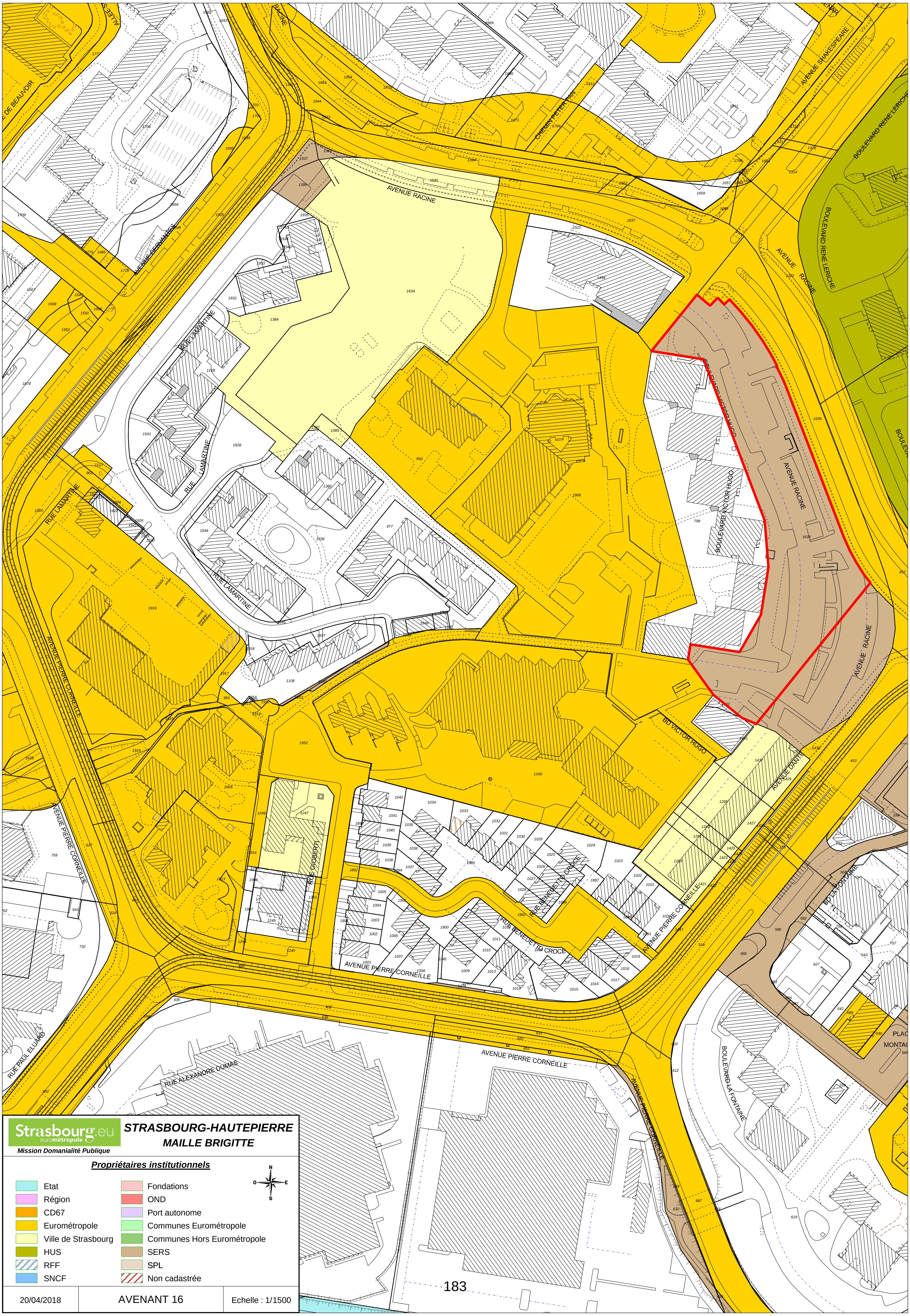
P.J.: plan cadastral des parcelles à céder entre la SERS et la collectivité

liste des parcelles

FAIT A STRASBOURG

En quatre exemplaires

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la SERS
Le Président ou son représentant	Le Directeur Général
Monsieur Robert HERRMANN	Monsieur Eric FULLENWARTH



STRASBOURG-HAUTEPIERRE
MAILLE BRIGITTE
Strasbourg.eu eurométropole
Mission Domanialité Publique
Propriétaires institutionnels
Etat
Région
CD67
Eurométropole
Ville de Strasbourg
HUS
RFF
SNCF
Fondations
OND
Port autonome
Communes Eurométropole
Communes Hors Eurométropole
SERS
SPL
Non cadastrée
N
O
E
S
20/04/2018
AVENANT 16
Echelle : 1/1500
AVENUE RACINE
AVENUE SHAKESPEARE
BOULEVARD RENE LERICHE
CHEMIN PETER PAN
AVENUE CERVANTES
RUE LAMARTINE
BOULEVARD VICTOR HUGO
BD VICTOR HUGO
AVENUE DANTE
AVENUE PIERRE CORNEILLE
RUE GIOBERTI
RUE BENEDETTO CROCE
BD LA FONTAINE
BOULEVARD LA FONTAINE
RUE ALEXANDRE DUMAS
RUE PAUL ELUARD

Strasbourg.eu
eurométropole
Mission Domanialité Publique

STRASBOURG-HAUTEPIERRE
MAILLE ELEONORE

Propriétaires institutionnels

Etat	Fondations
Région	OND
CD67	Port autonome
Eurométropole	Communes Eurométropole
Ville de Strasbourg	Communes Hors Eurométropole
HUS	SERS
RFF	SPL
SNCF	Non cadastrée

20/04/2018	AVENANT 16	Echelle : 1/1500

ROUTE DE SAVERNE
RUE JACQUES PREVERT
RUE DE LUPSTEIN
AVENUE RACINE
ROUTE D'OBERHAUSBERGEN
RUE FENELON
RUE BOILEAU
AVENUE MOLIERE
RUE MONTESQUIEU
ALLEE BORIS VIAN
RUE MARIE HART
SQUARE RONSARD
PLACE
COLLEGE FRANCOIS TRUFFAUT

Strasbourg.eu
eurométropole
Mission Domanialité Publique

STRASBOURG-HAUTEPIERRE
RUE BOILEAU

Propriétaires institutionnels

Etat	Fondations
Région	OND
CD67	Port autonome
Eurométropole	Communes Eurométropole
Ville de Strasbourg	Communes Hors Eurométropole
HUS	SERS
RFF	SPL
SNCF	Non cadastrée

20/04/2018	AVENANT 16	Echelle : 1/1000

RUE DE STUTZHEIM
ROUTE D'OBERHAUSBERGEN
RUE DE RANGEN
JARDINS FAMILIAUX
JARDINS FAMILIAUX
AVENUE MOLIERE
ROUTE D'OBERHAUSBERGEN
BOULEVARD RENE LERICHE
AUX EN AOUT 2015
RUE ALFRED DE VIGNY
AVENUE MOLIERE
BOULEVARD RENE LERICHE
CENTRE HOSPITALIER
UNIVERSITAIRE
RUE GRIMLING
CHEMIN DE FER
ROUTE MARCEL PROUST
ONSTRUCTION JUIN 2017
186

Strasbourg.eu
eurométropole
Mission Domanialité Publique

STRASBOURG-HAUTEPIERRE
ZFU ALFRED DE VIGNY

Propriétaires institutionnels

Etat	Fondations
Région	OND
CD67	Port autonome
Eurométropole	Communes Eurométropole
Ville de Strasbourg	Communes Hors Eurométropole
HUS	SERS
RFF	SPL
SNCF	Non cadastrée

20/04/2018	AVENANT 16	Echelle : 1/1000

Situation des parcelles au 01.01.2018 — Annule et remplace l'état initial joint à l'avis n° 2018-113 — Annexe n° 1

COMMUNE	SECTION	PARCELLE	LIEUDIT	NATURE	PARCELLE D'ORIGINE	SURFACE CADASTRALE (m²)	PROPRIETAIRE	ZONAGE	INSCRIPTIONS/ SERVITUDES
			RHEINQUELL GEGEN						
Strasbourg	LP	1638	NEUBRUNNENWEG	sol	241	6875	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LO	152	ZFU ALFRED DE VIGNY	sol	51	53	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LO	243	ZFU ALFRED DE VIGNY	sol	51	6	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	230	MITTELANWAND	terres	53	97	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	582	BD LA FONTAINE	sol	54	149	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	583	BD LA FONTAINE	sol	54	1	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	584	BD LA FONTAINE	sol	54	5	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	585	BD LA FONTAINE	sol	54	191	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	586	BD LA FONTAINE	sol	54	970	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	587	BD LA FONTAINE	sol	53	13	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	588	BD LA FONTAINE	sol	53	29	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	589	BD LA FONTAINE	sol	53	1571	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	590	RUE	sol	53	8	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	591	BD LA FONTAINE	sol	53	35	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	592	BD LA FONTAINE	sol	53	49	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	283	MITTELANWAND	terres	129	2	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	284	MITTELANWAND	terres	110	100	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	312	MITTELANWAND	terres	110	35	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	320	MITTELANWAND	terres	110	3	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	548	9003 PLACE ERASME	sol	129	88	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	559	BD LA FONTAINE	sol	196	56	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	560	BD LA FONTAINE	sol	196	1360	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	565	BD LA FONTAINE	sol	196	18	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	566	BD LA FONTAINE	sol	196	12	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	567	BD LA FONTAINE	sol	196	12	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	568	BD LA FONTAINE	sol	196	54	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	596	BD LA FONTAINE	sol	129	434	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	597	BD LA FONTAINE	terres	129	79	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	609	BD LA FONTAINE	sol	129	190	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	610	RUE	sol	129	5	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	611	RUE	sol	129	223	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	612	RUE	sol	129	20	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	613	PLACE ERASME	sol	129	2059	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	614	PLACE ERASME	sol	129	19	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	615	RUE	sol	129	1	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	616	PLACE ERASME	sol	129	1	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	617	RUE	sol	129	51	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	618	RUE	sol	129	1	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	619	RUE	sol	129	90	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	620	RUE	sol	129	576	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	621	RUE	sol	129	76	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	622	RUE	sol	129	921	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	655	BD LA FONTAINE	sol	129	315	SERS	UD2	servitude de passage et accès aux parkings au profit de LS 654
Strasbourg	LS	656	BD LA FONTAINE	sol	129	2951	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	725	SPENDERSANWAND	terres	82	108	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	754	BD LA FONTAINE	sol	28	5962	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	756	BD LA FONTAINE	sol	28	46	SERS	UD2	néant
Strasbourg	KW	699	RUE BOILEAU	sol	167	110	SERS	UB2	néant
Strasbourg	KW	771	RUE BOILEAU	sol		82	SERS	UB2	néant
Strasbourg	KW	774	RUE BOILEAU	sol	772	282	SERS	UB2	néant
Strasbourg	KW	776	RUE BOILEAU	sol	168	130	SERS	UB2	néant
Strasbourg	KW	777	RUE BOILEAU	sol	660	1233	SERS	UB2	néant
			Superficie totale/m²			27757			

29

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Technoparc-nextmed : avis sur l'attribution de la concession d'aménagement à l'issue de la phase de négociation (en application de l'article L 5211-57 du Code général des collectivités territoriales).

1. CONTEXTE DE L'OPÉRATION

1.1 Etat des lieux

Les technologies médicales et les thérapies nouvelles constituent l'un des secteurs-clés de la feuille de route Strasbourg Eco 2030. Ce secteur réunit les technologies médicales, la production de biomédicaments et les nouvelles technologies appliquées à la santé, notamment l'E-santé. Ces marchés présentent une croissance forte de l'ordre de 10 à 15 % par an.

Piloté par l'Eurométropole de Strasbourg au titre de sa compétence en matière d'actions de développement économique et d'aménagement de l'espace métropolitain, l'Université de Strasbourg, les Hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), l'Institut de recherche contre les cancers de l'appareil digestif (IRCAD), le pôle de compétitivité Alsace BioValley et l'Etat, le projet nextmed a pour ambition de rapprocher, sur un même site au cœur de la capitale européenne, les patients, les médecins, les chercheurs et des entreprises du domaine de la santé. Il s'agit de favoriser la création du développement économique grâce à la recherche scientifique et médicale strasbourgeoise afin de concevoir les technologies de santé du 21ème siècle au service de l'Homme.

L'Eurométropole de Strasbourg compte plus de 10 000 emplois dans le secteur de la santé et plus de 50 entreprises innovantes. Le Campus des technologies médicales aujourd'hui baptisé nextmed, regroupe au sein de l'Hôpital civil, soins, recherche, formation et industrie. Autour de l'IRCAD et de l'Institut Hospitalo Universitaire, au sein du biocluster des Haras ou du pH8, se développent les pépites de l'industrie des technologies médicales du territoire. Depuis 2012, ce sont plus de 1000 emplois créés, directs et indirects.

Nextmed réunit au cœur de Strasbourg, sur une même emprise géographique :

- des sites d'hébergement d'entreprises (Biocluster des Haras, IRCAD 2, pH8) où se côtoient les entreprises internationales leaders du domaine (GE Healthcare, Siemens, Medtronic) et des startups en forte croissance (Visible Patient, Insimo, Axilum Robotics…) ;
- les plus grands centres de recherche médicale :
    - l'IRCAD (Institut de recherche contre les cancers de l'appareil digestif), piloté par le Professeur Marescaux, forme plus de 6 000 chirurgiens par an ;

    - l'Institut hospitalo-universitaire spécialisé dans la chirurgie guidée par l'image pour des opérations mini invasives ;
    - Le laboratoire ICube, spécialisé dans l'ingénierie et la robotique.
- l'Université de Strasbourg : formation et recherche académique ;
- des lieux de rencontre exceptionnels (classés au patrimoine) pour des rendez-vous d'affaire prestigieux et conviviaux en cœur de ville : Haras de Strasbourg, Cave des Hospices… ;
- le Nouvel Hôpital Civil avec plus de 5 500 professionnels au service de la santé (12 000 pour l'ensemble du CHU, 1er employeur du Grand Est).

1.2 Objectifs publics de l'opération d'aménagement

Un des enjeux de nextmed est d'aménager un Technoparc, situé au Sud-Est du site des Hôpitaux, afin de créer un quartier dédié aux technologies médicales. Les caractéristiques du projet d'aménagement découlent de plusieurs objectifs économiques, urbains et architecturaux :

- implanter une programmation exclusivement d'activités, liées aux technologies médicales, biomédicales et numérique de la santé ;
- ouvrir le site sur la ville (cheminements, activités, volumétries…),
- créer une nouvelle interface entre la ville et l'hôpital, en lien avec le déplacement vers l'Ouest de la limite du domaine hospitalier ;
- créer des espaces publics qualitatifs mettant en scène l'existant conservé et proposant des lieux de rencontre et de repos ;
- conserver et renforcer l'identité verte du site hospitalier ;
- pacifier le secteur en limitant la place de la voiture (traitement de la voirie permettant de limiter les conflits d'usage, stationnement sauvage à limiter) ;
- préserver un patrimoine architectural remarquable et l'intégrer dans la trame urbaine ;
- développer des projets de construction répondant à des exigences environnementales élevées.

Avec le Technoparc et plus globalement le campus des technologies médicales, la métropole souhaite développer un projet économique et d'aménagement dont les enjeux sont multiples :

> Objectifs stratégiques : positionner Strasbourg comme un centre d'Excellence et de référence dans le domaine des technologies médicales, en regroupant des acteurs reconnus en matière de soins, de recherche et de formation, et en renforçant ces activités en partenariat étroit avec l'industrie. Il s'agit de créer un environnement optimal, favorable au développement, l'évaluation et la mise sur le marché des technologies médicales et chirurgicales de demain.

> Objectifs économiques : générer une activité économique importante sur le territoire en se positionnant sur de marché des technologies et de l'instrumentation médicales qui est particulièrement porteur et dynamique (marché global de 200Mds d'Euros, 8% de croissance annuelle). A un horizon de 10 ans, ce projet permettra la création de 2000 emplois directs et indirects, la création/implantation d'une cinquantaine d'entreprises et la formation de plus de 6000 chirurgiens par an.

En collaboration directe avec le Pôle de compétitivité Alsace BioValley, le projet permettra d'accélérer la croissance industrielle des entreprises dans ce domaine et de développer ainsi de nouveaux investissements industriels en Alsace (notamment systèmes de production).

> Objectifs urbains : réaménager un nouveau morceau de la ville de Strasbourg et opérer une véritable couture urbaine entre le site et son environnement, sur une emprise foncière de 1,5 hectares, qui conjuguera une vocation ambitieuse avec des exigences environnementales élevées tout en préservant les qualités patrimoniales et historiques riches du secteur.

1.3 Historique des délibérations et étapes du projet

Par délibérations en date des 15 février 2013 et 21 février 2014, le Conseil Communautaire a validé la signature d'un protocole d'accord entre la CUS et les HUS en vue de la réalisation du projet économique et urbain de Campus des technologies médicales (Nextmed).

Par délibération du 18 décembre 2015, le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé l'acquisition d'un site de 1.48 hectares au Sud-Est du site historique des Hospices Civils.

Par délibération en date du 16 décembre 2016, l'Eurométropole de Strasbourg a :

- approuvé les caractéristiques essentielles de l'opération d'aménagement
- autorisé le Président ou son-sa représentant-e à engager, sur la base des critères prévisionnels de sélection du futur aménageur développés au présent rapport, l'entière procédure de consultation d'aménageurs et à signer ainsi que publier tout acte et tout document concourant à la bonne exécution de ladite délibération ;
- créé la Commission « ad hoc » « aménagement du Technoparc-nextmed » compétente pour émettre un ou plusieurs avis sur les propositions reçues dans le cadre de ladite consultation, étant précisé que cette commission sera présidée par Robert HERRMANN ;
- désigné Catherine TRAUTMANN en qualité de personne habilitée à engager toutes négociations avec un ou plusieurs candidats ayant remis une proposition et à signer la concession « aménagement du Technoparc-nextmed » et tous actes y afférant ;
- désigné les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la commission « aménagement du Technoparc-nextmed » chargée du projet, dans les conditions définies par ladite délibération.

2. CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT

2.1 Mode opératoire

Par délibération du 16 décembre 2016, le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a décidé que l'opération d'aménagement sera réalisée sous forme de permis d'aménager et sera concédée à un aménageur fort d'une expérience dans ce type d'opération et qui sera en capacité d'investir dans un tel projet.

2.2 Périmètre du projet

Le périmètre du projet et de la concession correspondra au périmètre du Technoparc des technologies médicales à Strasbourg, tel que figurant au plan de périmètre annexé à la délibération du 16 décembre 2016.

Il s'agit du secteur de 1.48 hectares, situé au Sud-Est de l'Hôpital Civil.

2.3 Objet de la concession

L'aménageur, désigné après mise en concurrence conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et à son décret d'application n°2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux concessions, aura en charge le portage opérationnel et financier du projet dans son ensemble et jusqu'à son terme. En sa qualité de maître d'ouvrage, ses principales missions seront notamment :

- la finalisation des études urbaines et opérationnelles ;
- l'acquisition partielle des terrains de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- la mise en œuvre de toute procédure administrative nécessaires notamment le permis d'aménager ainsi que le dossier loi sur l'eau, et le cas échéant, les procédures environnementales requises ;
- la réalisation des travaux d'aménagement ;
- la réhabilitation des bâtiments ORL et BLUM ;
- la location des surfaces des deux bâtiments réhabilités ;
- la commercialisation du terrain à construire ;
- le suivi du respect des prescriptions architecturales, urbaines, paysagères et environnementales ;
- le portage financier du projet.

Le contenu détaillé de ses missions est précisé dans le dossier de consultation qui a été transmis à l'ensemble des candidats et fera l'objet d'une contractualisation dans le cadre du traité de concession annexé à la présente délibération.

2.4 Financement de l'opération concédée

Compte tenu des caractéristiques essentielles du projet, il est proposé que l'opération d'aménagement soit concédée aux risques et périls du futur aménageur, les produits de l'opération devant permettre d'en couvrir les dépenses. Il est également prévu le versement d'une participation prévisionnelle du concédant au coût de l'opération, d'un montant plafonné à 7 M€ par le cahier des charges.

Le montant prévisionnel des travaux d'infrastructure à réaliser par l'aménageur sur l'espace public propre au Technoparc mis à la charge de l'aménageur, futur lotisseur, est estimé à environ 0,8 M€ HT (valeur septembre 2016), hors coûts d'acquisition et de remise en état du foncier.
Le coût de réhabilitation des bâtiments ORL et BLUM est estimé à environ 17M€ HT.

L'aménageur prendra notamment à sa charge la remise en état des sols et sous-sol, la viabilisation primaire, incluant les voies et réseaux publics intérieurs au Technoparc ainsi que les espaces verts et les différents espaces de stationnement correspondant aux besoins des futurs usagers de la zone (employés des entreprises et visiteurs).

3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

3.1 Procédure de passation

La présente consultation entre dans le champ d'application de l'ordonnance du 29 janvier 2016 et son décret d'application du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession. Elle est passée en procédure ouverte.

Le concessionnaire assumera une part significative du risque économique de cette opération.

3.2 Etapes de la consultation

1ère phase : réception des candidatures et offres

La première phase de consultation s'est déroulée selon les étapes suivantes :

Un avis d'appel public à la concurrence a été publié :
au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE), le 23 juin 2017 ;
au Bulletin Officiel des annonces des marchés publics (BOAMP), le 23 juin 2017 ;
dans le Moniteur, le 30 juin 2017 ;
dans les Dernières Nouvelle d'Alsace (DNA), le 23 juin 2017.

Des visites de sites ont été organisées les 10 et 11 juillet 2017.

La date limite de réception des candidatures et offres a été fixée au 14 septembre 2017 à 11h00.

Lors de cette première phase de consultation, un seul candidat a remis un dossier de candidature et d'offre : la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS).

Sur la base du rapport d'analyse des candidatures et des offres, la commission « ad hoc » Technoparc a émis le 24 octobre 2017, un avis favorable annexé à la présente délibération, afin de retenir l'offre présentée et d'engager toutes discussions avec le candidat.

2ème phase : négociations

Les négociations ont été conduites par Mme Catherine TRAUTMANN, désignée en qualité de personne habilitée à négocier avec un ou plusieurs candidats ayant remis une proposition.

Les négociations ont été menées avec la SERS. Elles se sont déroulées en deux cycles sur la base des avis de la Commission « ad hoc » Technoparc du 22 février 2018 et du 19 avril 2018, ainsi qu'il suit :

- 13 novembre 2017 : envoi au candidat de l'admission à négocier, de la convocation pour les deux premières séances d'audition, ainsi que les axes de discussion et les précisions attendues

- Entre le 23 novembre 2017 et le 5 février 2018 : 1er cycle de négociations sur la base d'une dizaine de réunions
- 15 février 2018 : réception de l'offre précisée du candidat
- 22 février 2018 : avis de la commission « ad hoc » Technoparc de proroger la période de négociation de 5 semaines pour poursuivre les discussions financières et contractuelles
- 06 mars 2018 : envoi au candidat du PV de la commission et notification de la prolongation du délai de négociations, ainsi que des questions et propositions du concédant, servant de base de poursuite des discussions
- Entre le 12 mars et le 09 avril 2018 : 1er cycle de négociations sur la base de six nouvelles réunions
- 16 avril 2018 : réception de l'offre définitive du candidat
- 19 avril 2018 : examen de l'offre définitive de la SERS et avis favorable de la commission « ad hoc » Technoparc à l'attribution de la concession avec travaux et gestion locative au profit de la SERS

3.3 Critères d'analyse des offres

Les offres des candidats ont été jugées selon les critères précisés dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le dossier de consultation :

Qualité de l'approche technique du projet : (60 %)

- compréhension des enjeux de l'opération (urbains, économiques, environnementaux, patrimoniaux) et faisabilité du projet au travers la méthodologie de travail proposée ;
- stratégie commerciale envisagée ;
- optimisation du planning prévisionnel général, du phasage et du déroulement de l'opération ;
- partenariats envisagés pour assurer la réalisation de l'opération ;
- association du concédant et des acteurs de la zone ;
- équipe dédiée qui prendra en charge la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'aménagement (CV détaillés, qualifications, références adaptées à l'opération…).

Qualité de l'offre financière : (40 %)

- pertinence et cohérence du bilan financier prévisionnel de l'opération ;
- qualité de la note commentée et du montage financier ;
- rémunération du concessionnaire et maîtrise des coûts ;
- prix de cession des charges foncières ;
- capacité à assurer le risque financier de la mission d'aménagement jusqu'à la fin de l'opération ;
- contenu du traité de concession.

4. SYNTHÈSE DE L'ANALYSE DES PROPOSITIONS APRES NÉGOCIATIONS

La procédure consiste en une analyse des candidatures d'une part, et une analyse des offres d'autre part.

4.1 Analyse des candidatures

Pour mémoire, le dossier de candidature était composé des pièces suivantes :

Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession :

- Lettre de candidature DC1 (dernière version actualisée) ;
- Une lettre de motivation relative aux missions confiées à l'aménageur, également datée et signée par un représentant habilité à engager le candidat ;
- Un dossier présentant l'équipe postulante et sa structuration : société ou groupement ; s'il s'agit d'une société regroupant toutes les qualifications, indiquer les noms, qualifications et références des membres de la société participant au projet ; en cas de groupement tous les membres doivent être identifiés et leurs rôles précisés ;
- Une déclaration sur l'honneur attestant :
    - 1° qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles 39 et 42 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 ;
    - 2° que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application de l'article 45 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 susvisée et dans les conditions fixées aux articles 20 et 21, sont exacts.
- Pour justifier qu'il a satisfait aux obligations prévues au 2° de l'article 39 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016, le candidat produit un certificat délivré par les administrations et organismes compétents ;
- L'ensemble des documents justifiant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles 39 et 42 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016.

Capacité économique et financière :

- le bilan des trois derniers exercices ;
- une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée, établie par le candidat et attestant qu'il a satisfait à l'ensemble de ses obligations fiscales et sociales au 31 décembre 2016 ;
- tout élément de nature à faire apparaître la capacité et la solidité financières du candidat.

Capacité technique :

- indication des titres d'études et de l'expérience professionnelle du ou des responsables et des exécutants de la prestation envisagée ;
- une description des moyens humains et techniques du candidat ;
- présentation de cinq références en matière d'opérations d'aménagement : pour chaque référence, le candidat indiquera la nature de l'opération et son coût, le nom du maître d'ouvrage et le rôle exact joué par le candidat.

Et tous documents justifiant d'une éventuelle certification à une norme de qualité.

Le candidat SERS – SAEM présente les capacités techniques et financières pour assurer la réalisation de l'opération, son dossier de candidature a donc été jugé recevable par avis de la Commission « ad hoc » Technoparc en date du 24 octobre 2017.

4.2 Appréciation de la qualité et de la pertinence de la note méthodologique sur le projet

Compréhension des enjeux de l'opération

Le candidat apporte les éléments nécessaires à l'appréciation de la faisabilité du projet. Il expose dans l'offre plusieurs hypothèses de travail et prise en compte d'éléments techniques (ex : constructibilité générale / offre immobilière / places de stationnement / phasage opérationnel des travaux / gestion des eaux pluviales...).

Par ailleurs, il met en avant de manière itérative les éléments de faisabilité technique et foncière avec les éléments de faisabilité économique (coûts de réhabilitation des bâtiments / inscription du projet dans une démarche « Building Information Modeling » dite BIM...).

La méthodologie de travail est clairement exposée, tant sur la mise en œuvre de l'opération d'aménagement, que sur les bâtiments ORL et BLUM à réhabiliter. Les instances de gouvernance du projet et leur rôle respectif sont bien détaillés. Le candidat fournit un organigramme fonctionnel de la méthodologie de travail de l'équipe, y compris avec le concédant et les partenaires extérieurs.

Les enjeux urbains sont retranscrits de manière sommaire, toutefois, les éléments essentiels (qualification de friche / rôle de porte d'entrée / accroche urbaine / désenclavement) sont correctement appréhendés. Les enjeux architecturaux des bâtiments à réhabiliter sont restitués avec une réflexion avancée sur leur usage respectif futur. Le candidat propose de décaler la sortie opérationnelle du bâtiment BLUM afin de se laisser le temps de lui donner une programmation adéquate par rapport à sa valeur patrimoniale.

Sur le bâtiment ORL, le candidat met en avant le rôle de transition de l'extension avec le programme en neuf, en vis-à-vis. Il décrit également avec précision les grandes problématiques de sa réhabilitation, y compris au niveau fonctionnel. Le candidat expose enfin des hypothèses de travail intéressantes concernant le programme en neuf (programmation / stationnement) et prend bien en compte les formes urbaines de ces futurs bâtiments.

Stratégie de commercialisation

Le candidat resitue convenablement l'enjeu économique de l'offre immobilière du Technoparc : offrir des prestations globales avec des coûts maîtrisés. Pour positionner le projet dans le contexte économique régional, il a pris attache avec le cabinet CBRE

Research qui a expertisé les principales références, cessions récentes similaires et niveaux de loyers appliqués.

La SERS précise les grandes lignes de la programmation immobilière du bâtiment ORL et son extension (bureaux, espaces de conception, salles de réunion, salle de conférence, une cafétéria, un restaurant, un espace de stockage, un espace logistique).

Il est proposé une programmation théorique du pavillon BLUM (à détailler et conforter après plusieurs investigations techniques complémentaires vu la complexité du bâtiment). La réponse apportée est essentiellement tournée vers la précision du projet immobilier des bâtiments à réhabiliter, sur la base des conseils recueillis auprès des acteurs locaux.

La SERS confirme la mission qu'elle souhaite confier au Pôle de compétitivité Alsace Biovalley pour assurer les missions de commercialisation du Technoparc, elle en précise clairement le contenu et le budget alloué.

Trois volets de la mission de commercialisation :

- « Vente du projet » aux différentes échelles (régionale, nationale, international) ;
- Coordination des acteurs et des différents sites dans nextmed ;
- Animation du réseau et centralisation des offres pour le Technoparc.

Gouvernance du projet et association des différents acteurs

Le candidat aborde de manière satisfaisante la gouvernance du projet. Il propose un organigramme détaillé qui comprend les instances mentionnées dans le cahier des charges. Comme demandé, un focus particulier est apporté sur les relations de travail entre concessionnaire et concédant.

Le rôle de chaque instance est décrit de manière assez précise et le fonctionnement du tout apparaît lisible et cohérent. Le candidat rappelle également que le schéma proposé n'enlève en rien la pleine responsabilité du concessionnaire sur cette opération.

Le comité de pilotage, instance d'orientation et de validation fonctionnerait sur la base d'une réunion trimestrielle à minima, en fonction des actualités du projet. Un comité d'agrément sera en charge de statuer sur les propositions d'implantation d'entreprises.

Proposition de mettre en place un groupe thématique Marketing – Développement qui se réunira à intervalles réguliers, une fois par mois les premières années. Le noyau dur de ce groupe est voulu volontairement resserré autour du concessionnaire, du concédant et du Pôle de compétitivité Alsace Biovalley, et élargi en fonction des besoins et des ordres du jour.

En complément du dispositif de participation du public, le candidat propose plusieurs outils d'information du public, tant en phase de conception du projet qu'en phase opérationnelle / chantier :

- des visites de site ;

- des brochures / newsletter dont le contenu pourrait être adapté durant la temporalité du projet afin de pouvoir s'adresser autant aux habitants du quartier / riverains, qu'aux partenaires du projet et bien sûr aux entreprises susceptibles d'être intéressées pour intégrer le Technoparc ;

- un site Internet, outil numérique complémentaire des brochures visant à une information plus large (à l'international), et support potentiel d'éléments de concertation.

Le candidat prend bien en compte la dimension de d'association du public au projet et la diversité des acteurs à impliquer. Les outils proposés sont simples mais adaptés :

- une série de réunions publiques, qui pourraient débuter dès la nomination du concessionnaire, afin de présenter l'équipe et recueillir les attentes. Le candidat propose de mener ensuite plusieurs autres réunions tout au long de la phase de conception du projet, en incluant au besoin les membres des équipes de maîtrise d'œuvre ;
- une maquette évolutive en 3D, issue de la démarche BIM, comme support pédagogique des différentes présentations ;
- des visites de site, qui s'inscriraient dans les journées de l'architecture : l'une en 2018 pour présenter le site et ses enjeux, l'autre en 2019 pour présenter les premiers éléments de projet (aménagement et esquisses des bâtiments réhabilités).

4.3 Analyse de la qualité de l'offre financière

Pertinence et cohérence du bilan financier prévisionnel de l'opération

Le bilan d'aménagement est complet et l'ensemble des grandes missions (aménagement / réhabilitation / gestion locative) sont détaillés par poste. L'opération s'équilibre autour d'un volume de recettes et dépenses d'un peu plus de 39 M€ HT, et sous condition d'une participation du concédant de 7 M€, échelonnée en 3 versements (2 M€ en 2020, 2 M € en 2021 et 3 M€ en 2023), soit le maximum autorisé, et d'un rachat du concédant des bâtiments ORL et BLUM à leur valeur non amortie économique, pour un montant maximum de 16.740 M€ HT. Le paiement de cette valeur s'effectuera en dix versements de 1.674 M€ HT entre 2023 et 2033.

Le coût prévisionnel de réhabilitation des bâtiments est d'environ 17 M€ HT environ alors que le coût d'aménagement des espaces publics est d'environ 1 M€ HT. Le produit des recettes locatives, sur une durée d'exploitation de 12 ans, se chiffre à environ 9.4 M€ HT.

Le candidat respecte bien la palette de loyers adaptés aux entreprises avec au moins 50% de l'offre réhabilitée à loyer modéré de 120€/m²HT/HC. Le reste de l'offre réhabilitée est proposé dans une fourchette de prix de 140 à 170€/m²HT/HC. La proposition est détaillée et explicite.
Les superficies du programme en neuf sont proposées à 180€/m²HT/HC, soit les prix du marché.

Conformément au cahier des charges, le candidat complète son bilan d'aménagement et son plan prévisionnel de trésorerie par une note financière, détaillant les grandes composantes économiques.

Les frais généraux de l'aménageur sont d'environ 7.3 M€ HT. Ces frais généraux comprennent un montant de 3,2 M€ correspondant à la rémunération du capital investi à hauteur de 3 M€ de fonds propres, soit 8% de rendement annuel.

0,84 M€ HT sont dédiés à la rémunération de l'équipe opérationnelle du candidat (Directeur de projet / juriste / comptable...), et 3.2 M€ HT sont dédiés à la rémunération des prestataires de la maîtrise d'ouvrage, dont 1.5 M€ pour la commercialisation du projet.

La SERS provisionne également un montant d'environ 2 M€ HT, issu des montants cumulés de la matrice des risques, en cas de survenance d'aléas identifiés dans le bilan.

Pertinence et cohérence du plan de trésorerie

Si la SERS répond seul à la consultation, depuis la phase initiale de la consultation, il est prévu qu'elle constitue une société de projet, sous forme par exemple de société par actions simplifiée, capitalisée à hauteur de 3 M€ et à concurrence de 67% par la SERS et de 33% par la Caisse des Dépôts et Consignations. Les capitaux propres de la société de projet sont rémunérés à hauteur de 8%.

Pour financer l'opération, le candidat a recours à un prêt de 15 M€ à un taux fixe de 1.36%, avec une garantie du financement de type cession de créances professionnelles Dailly par l'Eurométropole, conformément à l'article L313-29 du code monétaire et financier.

Ce montage permet une optimisation substantielle du bilan, dans la mesure où l'organisme prêteur se fait rembourser directement les échéances du prêt par le concédant. Cette cession de créances porte sur le versement de 10 annualités d'un montant de 1.674 M€ HT entre 2023 et 2033 à l'organisme prêteur, à savoir le Crédit Agricole.

Ce prêt unique est mobilisable entre 2020 et 2022 avec un différé d'amortissement de 3 ans.

5. PROPOSITION DU CONCESSIONNAIRE AU CONSEIL PAR L'AUTORITE COMPETENTE

Conformément à l'article R 300-9 du code de l'urbanisme, l'autorité habilitée à négocier propose au Conseil de donner un avis favorable sur la désignation en qualité de concessionnaire du Technoparc-nextmed à Strasbourg la Société Anonyme d'Economie Mixte SERS, sur la base des critères d'analyse des offres, de la synthèse de l'analyse des propositions du candidat à l'issue des deux phases de négociations.

6. CARACTÉRISTIQUES ESSENTIELLES DE LA CONCESSION

6.1 Objet de la concession

L'aménageur désigné après mise en concurrence aura en charge le portage opérationnel et financier du projet dans son ensemble et jusqu'à son terme. Ses principales missions sont notamment :

- la finalisation des études urbaines et opérationnelles ;
- l'acquisition partielle des terrains de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- la mise en œuvre de toute procédure administrative nécessaires notamment le permis d'aménager et le dossier loi sur l'eau ;
- la réalisation des travaux d'aménagement ;
- la réhabilitation des bâtiments ORL et BLUM ;
- la location des surfaces des deux bâtiments réhabilités ;
- la commercialisation du terrain à construire ;
- le suivi du respect des prescriptions architecturales, urbaines, paysagères et environnementales ;
- le cas-échéant, la mise en œuvre et le suivi des mesures d'évitement, réduction et compensation environnementales ;
- le portage financier du projet.

Le contenu détaillé de ses missions est précisé dans le dossier de consultation qui a été transmis à l'ensemble des candidats et fera l'objet d'une contractualisation dans le cadre du traité de concession, annexé à la présente délibération.

6.2 Engagements du concessionnaire

Dans le cadre de la réalisation de ses missions, l'aménageur a notamment contractualisé les engagements suivants :

- le candidat aura la faculté de constituer une société de projet avec la Caisse des Dépôt et Consignation, capitalisée à hauteur de 3 M€ ;
- Un positionnement des prix de loyers en 4 niveaux : 120 € pour une surface minimum de 5 000 m² / 140 € pour une surface minimum de 1148 m² / 165 et 175 € ;
- Le recrutement d'un business développer pour la commercialisation exogène, en complément des missions confiées à Alsace Biovalley ;
- la réalisation d'un projet 100% en démarche BIM (Building Information Modeling) ;
- l'inscription du projet dans le Référentiel de l'aménagement et de l'habitat durables de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- Un montage par permis d'aménager avec transfert par le concédant de droits réels sur les bâtiments ORL et BLUM ;
- Un partage à part égale avec l'Eurométropole de Strasbourg, en qualité de concédant, en cas de résultat final de l'opération supérieur à 3.2 M€.

6.3 Date d'effet et durée

La durée du contrat est fixée à 15 années à compter de sa date de prise d'effet.

6.4 Périmètre de la concession

Le périmètre de la concession correspondra au périmètre du Technoparc des technologies médicales à Strasbourg, d'une superficie d'environ 1.48 hectares, situé au Sud-Est de l'Hôpital Civil (cf. plan de périmètre annexé à la présente délibération).

6.5 Eléments fonciers

La totalité de l'emprise foncière du projet est propriété de l'Eurométropole de Strasbourg. Il n'est donc pas nécessaire de déléguer à l'aménageur des prérogatives de puissance publique.

La mise en œuvre du projet s'effectuera par le biais d'un montage opérationnel prévoyant un permis d'aménager sur l'ensemble de l'assiette foncière du Technoparc grâce au transfert de droits réels consenti par le concédant sur les propriétés conservées des bâtiments ORL et BLUM, ainsi que le pavillon du gardien.

La délivrance de cette autorisation d'urbanisme centrale permettra ensuite une vente des emprises foncières au profit du concessionnaire, hors bâtiments ORL et BLUM et l'emprise foncière qui leur sera rattachée.

6.6 Gouvernance du projet

La conduite du projet reposera sur un Comité de pilotage, réunissant notamment l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que l'aménageur et des représentants de son équipe. Ce Comité de pilotage interviendra à toutes les étapes de l'opération afin d'en assurer le suivi.

L'ensemble des décisions concernant la mise en œuvre du projet y seront prises et notamment :

- la validation du projet urbain définitif, du dossier de permis d'aménager et du programme des équipements d'infrastructure ayant vocation à incorporer le domaine public des collectivités compétentes
- le choix des porteurs de projets dans le programme des constructions en neuf, selon des critères préalablement décidés au sein du Comité de pilotage
- le choix, lors de jurys, des projets architecturaux parmi les différents projets présentés par les porteurs de projet.

Un rapport d'avancement trimestriel sera communiqué systématiquement aux membres du Comité de pilotage préalablement à chaque réunion.

En outre, le Comité de pilotage définira les modalités concrètes du travail partenarial et notamment de la mise en place d'un Comité technique et des groupes de travail nécessaires à la mise en œuvre de l'opération.

Ce comité de pilotage sera complété par :

- un comité d'agrément sur les questions de choix d'implantation des entreprises et de gestion locative ;
- un comité technique partenarial comprenant un groupe thématique Marketing – Développement, sur les questions de commercialisation.

6.7 Matrice des risques

La concession est menée aux risques de l'aménageur, notamment- en termes de risque d'exploitation, ce risque résultant des éléments techniques, programmatiques, juridiques et financiers figurant au dossier de consultation et connus au jour de la signature du contrat.

Dans ce cadre, les parties ont convenu de mettre en place une matrice des risques classée en deux catégories :

- les risques dont l'existence a pu être identifiée dès les conditions initiales de l'opération et pour lesquels les études préalables détaillées dans le dossier de consultation ont permis de donner des indications sur leur éventuelle survenance, il s'agit des risques connus à la date de signature du contrat
- des aléas et imprévus relevant par exemple de la théorie de l'imprévision ou d'un cas de force majeure, il s'agit de risques dont la nature ne peut être connue à la date de signature du contrat.

Les risques de première catégorie sont pleinement assumés par l'aménageur, conformément aux modalités de la matrice des risques annexée au traité.

En cas de survenance d'un des risques relevant de la deuxième catégorie, le traité prévoit une clause de revoyure afin de permettre une éventuelle adaptation du contrat ou le versement d'un complément de participation par l'Eurométropole de Strasbourg, sans que le contrat change de nature, ou que son économie générale soit bouleversée.

Les documents suivants sont annexés à la présente délibération :
a) l'avis des commissions Technoparc du 24 octobre 2017, 22 février et 19 avril 2018
b) le projet de traité
c) les annexes suivantes du traité :

- Annexe 3 : périmètre concédé de l'opération
- Annexe 4 : matrice des risques
- Annexe 5 : bilan financier prévisionnel de l'opération et plan de trésorerie
- Annexe 6 : plan prévisionnel de financement et courrier de l'établissement bancaire relatif aux conditions financières du financement de l'opération
- Annexe 7 : projet d'acte d'acceptation de cession de créance en Dailly
- Annexe 8 : calendriers prévisionnels de l'opération selon 2 hypothèses opérationnelles : assujettissement de l'opération à évaluation environnementale ; non assujettissement de l'opération à évaluation environnementale

Les autres annexes du traité, ci-après listées, sont consultables au service Projets urbains (Centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg, bureau 754) :

- annexe 1 : offre consolidée du candidat arrêtée au 16 avril 2018, dont le programme prévisionnel de réhabilitation / extension des bâtiments BLUM et ORL
- annexe 2 : documents de consultation de l'Eurométropole de Strasbourg
- annexe 9 : acte de vente RN°8958 signé entre l'Eurométropole de Strasbourg et les Hôpitaux universitaires de Strasbourg le 25 janvier 2016 et constitution de servitudes et ses annexes.
- d) rapport final d'analyse des offres.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

Vu la délibération du 18 décembre 2015 par laquelle le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg approuve l'acquisition du site du futur Technoparc aux HUS
Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 16 décembre 2016, approuvant les caractéristiques essentielles de l'opération d'aménagement Technoparc-nextmed et autorisant le lancement d'une consultation d'aménageurs
Vu le périmètre de concession d'aménagement du futur Technoparc annexé
Vu l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et son décret d'application n°2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession
Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L 300-4 et R 300-4 à R 300-9
Vu l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 et le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes
vu l'article L 5211-57 du Code général des collectivités territoriales

vu les avis de la Commission « ad hoc » Technoparc rendus respectivement les 24 octobre 2017, 22 février 2018 et19 avril 2018 ;
vu le projet de traité de concession, et les annexes au contrat à savoir : le bilan prévisionnel d'aménagement le plan de financement de l'opération,

vu la proposition de Mme Catherine TRAUTMANN, autorité compétente habilitée à négocier avec un ou plusieurs candidats et autorité compétente pour proposer au Conseil le choix d'un aménageur, celui-ci proposant de désigner en qualité de concessionnaire, la société SERS, au vu des critères de sélection et de l'analyse des candidatures et des offres

sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré,

donne un avis favorable sur :

- *le projet d'opération d'aménagement Technoparc-nextmed selon les conditions techniques, opérationnelles, foncières, financières et juridiques plus amplement détaillées au rapport*

- *la désignation de la Société Anonyme d'Economie Mixte SERS en qualité de concessionnaire du Technoparc-nextmed à Strasbourg sur le périmètre concédé*

- *le traité de concession à conclure entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Société Anonyme d'Economie Mixte SERS, dont le contenu est plus amplement exposé au rapport, ainsi que le bilan prévisionnel d'aménagement et l'ensemble des annexes au traité*

- *le principe d'une vente de l'emprise foncière du Technoparc (hors bâtiments ORL et BLUM) au profit de la SERS, cette vente faisant l'objet d'une délibération ultérieure du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg*

Les documents suivants sont annexés à la présente délibération :

a) l'avis des commissions Technoparc du 24 octobre 2017, 22 février et 19 avril 2018
b) le projet de traité
c) les annexes suivantes du traité :

- *Annexe 3 : périmètre concédé de l'opération*
- *Annexe 4 : matrice des risques*
- *Annexe 5 : bilan financier prévisionnel de l'opération et plan de trésorerie*
- *Annexe 6 : plan prévisionnel de financement et courrier de l'établissement bancaire relatif aux conditions financières du financement de l'opération*
- *Annexe 7 : projet d'acte d'acceptation de cession de créance en Dailly*
- *Annexe 8 : calendriers prévisionnels de l'opération selon 2 hypothèses opérationnelles : assujettissement de l'opération à évaluation environnementale ; non assujettissement de l'opération à évaluation environnementale*

Les autres annexes du traité, ci-après listées, sont consultables au service Projets urbains (Centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg, bureau 754) :

- *annexe 1 : offre consolidée du candidat arrêtée au 16 avril 2018, dont le programme prévisionnel de réhabilitation / extension des bâtiments BLUM et ORL*
- *annexe 2 : documents de consultation de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *annexe 9 : acte de vente RN°8958 signé entre l'Eurométropole de Strasbourg et les Hôpitaux universitaires de Strasbourg le 25 janvier 2016 et constitution de servitudes et ses annexes.*
- *d) rapport final d'analyse des offres.*

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Strasbourg.eu
eurométropole

Capitale européenne

COMPTE RENDU

COMMISSION TECHNOPARC

Mardi 24 octobre 2017

Concession d'aménagement du projet de Technoparc,
dans le campus des technologies médicales (nextmed)

Direction urbanisme et territoires
Service Projets urbains

Direction du développement économique et de l'attractivité
Service Enseignement supérieur, recherche et innovation

La commission « Technoparc » s'est réunie en date du 24 octobre sous la présidence de Monsieur Robert HERRMANN, Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

Concession du projet de Technoparc dans le campus des technologies médicales (nextmed)
Avis de la commission sur les candidatures et offres reçues

L'objet de la commisison est de rendre un avis sur les candidatures et les offres reçues dans le cadre de la présente consultation.

Tous les membres délibératifs présents lors de l'examen des candidatures et des offres ont signé une feuille de présence (cf. annexe).

➢ **Liste de présence des membres constitutifs de la commission :**

Nom	Qualité	Présent	Excusé
Robert HERRMANN	Président – Président de la Commission	x	
Catherine TRAUTMANN	Vice-présidente Membre délibératif titulaire	x	
Roland RIES	Vice-président Membre délibératif titulaire		x
Nicolas MATT	Vice-président Membre délibératif titulaire		x
Alain JUND	Vice-président Membre délibératif titulaire	x	
Fabienne KELLER	Conseillère communautaire Membre délibératif titulaire	x	
Caroline BARRIERE	Vice-présidente Membre délibératif suppléant	x	
Alexandre FELTZ	Conseiller communautaire Membre délibératif suppléant		x
Jean-Luc HERZOG	Vice-président Membre délibératif suppléant	x	
Marie-Dominique DREYSSE	Conseillère communautaire Membre délibératif suppléant		x
Thibaud PHILIPPS	Conseiller communautaire Membre délibératif suppléant		x

➢ **Assistaient également à la réunion :**
- Rémy BANULS, Directeur du développement économique et de l'attractivité
- Nicolas BONIN, Chef de projets au service Projets urbains

➢ **Etaient excusés à la réunion :**
- Pierre LAPLANE, Directeur général des services
- Mathieu RUDLER, Conseil au cabinet du Président
- Nicolas PELLERIN, Directeur du projet nextmed

1. Objet et nature des besoins à satisfaire

L'objet de la présente consultation est de confier à un aménageur la réalisation d'une opération de développement économique dénommée « Technoparc » à Strasbourg, dans le cadre d'une concession d'aménagement, avec travaux et services.

Suite à l'avis d'appel public à la concurrence, un seul candidat a remis une offre : la SERS.

2. Déroulement de l'analyse des candidatures et des offres

Le projet ainsi que le rapport d'analyse des candidatures et des offres ont fait l'objet :

- D'une analyse conjointe entre les services de l'urbanisme, économique, foncier et juridique de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- D'une présentation de la part de Nicolas BONIN, Chef de projets au sein du Service Projets urbains (DUT) ;
- D'un débat entre les membres de la commission présents à la séance.

Les points de commentaires techniques figurent dans le rapport d'analyse remis à chacun des membres de la commission.

3. Débat et décision de la commission

La commission rappelle les exigences de l'Eurométropole de Strasbourg sur ce projet et demande un suivi opérationnel conséquant du concessionnaire.

La commission estime que l'offre proposée par le candidat est globalement de qualité mais largement perfectible.

Cependant, le fait qu'elle soit la seule ne permet pas d'avoir de points de comparaison.

De manière synthétique, les principaux axes d'amélioration de l'offre sont les suivants :

- Compréhension des enjeux de l'opération ;
- Stratégie de commercialisation ;
- Planning prévisionnel de l'opération ;
- Bilan prévisionnel d'aménagement et plan de trésorerie ;
- Montage opérationnel ;
- Contrat de concession - appréhension des risques de l'opération.

Après discussion, la commission « Technoparc » :

- *Emet un avis favorable pour retenir l'offre présentée par la SERS ;*
- *Donne son accord pour engager des discussions avec le candidat, tout en émettant une réserve quant à la qualité de l'offre rendue par la SERS ;*
- *Demande à Madame Catherine TRAUTMANN, de mener les négociations dans le courant des mois de novembre et décembre 2017, sur la base des axes retenus.*

En outre, la commisson stipule qu'elle se laisse la possibilité de déclarer la présente consultation infurctueuse, si à l'issue de la période de négociations avec le candidat, un accord à la hauteur des ambitions du projet n'est pas trouvé.

le Président
de la commission « Technoparc »

Robert HERRMANN
Président de l'Eurométropole de Strasbourg

COMPTE RENDU

COMMISSION TECHNOPARC

Jeudi 22 février 2018

Concession d'aménagement du projet de Technoparc,
dans le campus des technologies médicales (nextmed)

Direction urbanisme et territoires
Service Projets urbains

Direction du développement économique et de l'attractivité
Service Enseignement supérieur, recherche et innovation

La commission « Technoparc » s'est réunie en date du 22 février 2018 sous la présidence de Madame Caroline BARRIERE, Vice-Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg.

Concession du projet de Technoparc dans le campus des technologies médicales (nextmed)
Avis de la commission sur la phase de négociations

L'objet de la présente séance est de rendre un avis sur les réponses apportées par le candidat (SERS) à l'issue de la phase de négociations.

Tous les membres délibératifs présents lors de l'examen des candidatures et des offres ont signé une feuille de présence (cf. annexe).

- **Liste de présence des membres constitutifs de la commission :**

Nom	Qualité	Présent	Excusé
Robert HERRMANN	Président – Président de la Commission		x
Catherine TRAUTMANN	Vice-présidente Membre délibératif titulaire	x	
Roland RIES	Vice-président Membre délibératif titulaire		x
Nicolas MATT	Vice-président Membre délibératif titulaire		x
Alain JUND	Vice-président Membre délibératif titulaire	x	
Fabienne KELLER	Conseillère communautaire Membre délibératif titulaire		x
Caroline BARRIERE	Vice-présidente Membre délibératif suppléant	x	
Alexandre FELTZ	Conseiller communautaire Membre délibératif suppléant	x	
Jean-Luc HERZOG	Vice-président Membre délibératif suppléant	x	
Marie-Dominique DREYSSE	Conseillère communautaire Membre délibératif suppléant		x
Thibaud PHILIPPS	Conseiller communautaire Membre délibératif suppléant		x

- **Assistaient également à la réunion :**
  - Pierre LAPLANE, Directeur général des services
  - Mathieu RUDLER, Conseiller au cabinet du Président
  - Nicolas BONIN, Chef de projets au service Projets urbains

- **Etaient excusés à la réunion :**
  - Rémy BANULS, Directeur du développement économique et de l'attractivité
  - Nicolas PELLERIN, Directeur du projet nextmed

1. Objet et nature des besoins à satisfaire

L'objet de la présente consultation est de confier à un aménageur la réalisation d'une opération de développement économique dénommée « Technoparc » à Strasbourg, dans le cadre d'une concession d'aménagement, avec travaux et services.

Suite à l'avis d'appel public à la concurrence, un seul candidat a remis une offre : la SERS.

A l'issue de la séance du 24 octobre 2017, la commission Technoparc a :
- Emis un avis favorable pour retenir l'offre présentée par la SERS ;
- Donné son accord pour engager des discussions avec le candidat, tout en émettant une réserve quant à la qualité de l'offre rendue par la SERS ;
- Demandé à Madame Catherine TRAUTMANN, de mener les négociations dans le courant des mois de novembre et décembre 2017, sur la base des axes retenus.

2. Déroulement et conclusion de la phase de négociations avec le candidat

Les négociations avec le candidat ont été conduites par Mme TRAUTMANN entre le 23 novembre 2017 et le 5 février 2018 sur la base d'une dizaine de réunions.

Les réponses apportées par le candidat figurent dans un complément d'offre, remise le 15 février 2018. Les documents transmis ont fait l'objet :
- D'une analyse conjointe entre les services de l'urbanisme, économique, financier et juridique de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- D'une présentation à la commission de la part de Nicolas BONIN, Chef de projets au sein du Service projets urbains (DUT) ;
- D'un débat entre les membres de la commission présents à la séance.

Les points de commentaires techniques figurent dans le rapport d'analyse remis à chacun des membres de la commission.

Il ressort de cette analyse, le fait que les négociations ont permis de pouvoir améliorer l'offre initiale sur les axes suivants :
- Stratégie de commercialisation ;
- Stratégie de communication / concertation ;
- Définition précise de la mission de gestion locative ;
- Organisation de l'équipe et identification des interlocuteurs ;
- Montage opérationnel par le biais d'un permis d'aménager ;
- Précision du planning prévisionnel d'opération en tenant compte de l'aléa de soumission à étude d'impact ;
- Précision du bilan prévisionnel d'opération ;
- Définition et chiffrage des principaux risques de l'opération.

Cependant, l'examen de l'offre précisée le 15.02.2018 montre qu'il persiste des axes importants de progression et notamment :
- Précision des produits immobiliers par bâtiment ou groupe de bâtiment ;

- Optimisation du bilan prévisionnel d'opération (recettes locatives, conditions d'emprunt, frais financiers, fiscalité, montant de rachat des bâtiments ORL et BLUM à leur valeur non amortie) ;
- Définition du montage juridique pour titrer le concessionnaire sur les bâtiments ORL et BLUM tout en permettant à l'Eurométropole de rester propriétaire ;
- Modification de la matrice des risques (avec une part majoritaire du risque à assumer par le concessionnaire) ;
- Révision des conditions contractuelles et juridiques du traité de concession.

3. Débat et décision de la commission

La commission rappelle à nouveau les exigences de l'Eurométropole de Strasbourg sur ce projet et demande un suivi opérationnel conséquant du concessionnaire après l'attribution.

La commission estime que l'offre proposée par le candidat a été globalement améliorée mais reste encore largement perfectible sur les aspects financiers et contractuels.

Elle considère que la notion de risques est trop reportée sur le concédant, et estime que le candidat doit assumer une part bien plus importante de ce risque.

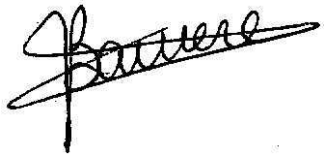
Elle décide de subordonner son avis à la poursuite des négociations sur une période restreinte avec le candidat, notamment sur les axes de travail suivants :

- Optimisation du bilan prévisionnel d'opération pour le concédant ;
- Stabilisation des conditions économiques de l'offre (y compris les régimes fiscaux) ;
- Révision des conditions contractuelles et juridiques du contrat de concession.

La définition des conditions acceptables pour l'Eurométropole sur les points visés ci-dessus constitueront le point de reprise des discussions avec la SERS.

L'examen de l'offre définitive du candidat devra être fait par la commission Technoparc, au plus tard mi-avril 2018.

la Présidente par délégation
de la commission « Technoparc »



Caroline BARRIERE
Vice-Présidente
de l'Eurométropole de Strasbourg

COMPTE RENDU

COMMISSION TECHNOPARC

Jeudi 19 avril 2018

Concession d'aménagement du projet de Technoparc,
dans le campus des technologies médicales (nextmed)

Direction urbanisme et territoires
Service Projets urbains

Direction du développement économique et de l'attractivité
Service Enseignement supérieur, recherche et innovation

La commission « Technoparc » s'est réunie en date du 19 avril 2018 sous la présidence de Madame Caroline BARRIERE, Vice-Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg.

Concession du projet de Technoparc dans le campus des technologies médicales (nextmed)
Avis de la commission sur la phase de négociations

L'objet de la présente séance est de rendre un avis sur les réponses apportées par le candidat (SERS) à l'issue de la seconde phase de négociations.

Tous les membres délibératifs présents lors de l'examen des candidatures et des offres ont signé une feuille de présence (cf. annexe).

- **Liste de présence des membres constitutifs de la commission :**

Nom	Qualité	Présent	Excusé
Robert HERRMANN	Président – Président de la Commission		x
Catherine TRAUTMANN	Vice-présidente Membre délibératif titulaire	x	
Roland RIES	Vice-président Membre délibératif titulaire		x
Nicolas MATT	Vice-président Membre délibératif titulaire	x	
Alain JUND	Vice-président Membre délibératif titulaire	x	
Fabienne KELLER	Conseillère communautaire Membre délibératif titulaire	x	
Caroline BARRIERE	Vice-présidente Membre délibératif suppléant	x	
Alexandre FELTZ	Conseiller communautaire Membre délibératif suppléant		x
Jean-Luc HERZOG	Vice-président Membre délibératif suppléant	x	
Marie-Dominique DREYSSE	Conseillère communautaire Membre délibératif suppléant		x
Thibaud PHILIPPS	Conseiller communautaire Membre délibératif suppléant		x

- **Assistaient également à la réunion :**
  - Pierre LAPLANE, Directeur général des services
  - Mathieu RUDLER, Conseiller au cabinet du Président
  - Nicolas PELLERIN, Directeur du projet nextmed
  - Nicolas BONIN, Chef de projets au service Projets urbains

- **Etait excusé à la réunion :**
  - Rémy BANULS, Directeur du développement économique et de l'attractivité

1. Objet et nature des besoins à satisfaire

L'objet de la présente consultation est de confier à un aménageur la réalisation d'une opération de développement économique dénommée « Technoparc » à Strasbourg, dans le cadre d'une concession d'aménagement, avec travaux et services.

Suite à l'avis d'appel public à la concurrence, un seul candidat a remis une offre : la SERS.

A l'issue de la séance du 22 février 2018, la commission Technoparc a décidé de subordonner son avis à la poursuite des négociations sur une période restreinte avec le candidat, notamment sur les axes de travail suivants :

- Optimisation du bilan prévisionnel d'opération pour le concédant ;
- Stabilisation des conditions économiques de l'offre (y compris les régimes fiscaux) ;
- Révision des conditions contractuelles et juridiques du contrat de concession.

Il a été demandé que l'offre définitive du candidat puisse être présentée à la commission Technoparc au plus tard mi-avril 2018.

2. Déroulement et conclusion de la phase de négociations avec le candidat

Les négociations complémentaires avec le candidat ont été conduites par Mme TRAUTMANN entre début mars et mi-avril 2018 sur la base de 6 nouvelles réunions.

L'offre finale, remise en date du 16 avril, est globalement satisfaisante pour l'Eurométropole dans la mesure où :

- elle a permis de diminuer de façon générale le risque du concédant ;
- les montages juridiques et fiscaux ont été clarifiés et détaillés ;
- les modalités de financement du projet ont été optimisées ;
- le bilan d'aménagement a été substantiellement amélioré ;
- le prix de rachat de la valeur non amortie économique des bâtiments ORL et BLUM a été optimisé de plus de 3,5M€ depuis l'offre initale, ce qui laisse ouvert toutes les options post-concession (gestion en directe, concédée, vente).

3. Débat et décision de la commission

- Compte tenu de l'analyse des offres et du classement général qui en découle,
- Suite aux deux phases de négociations avec la SERS depuis début novembre 2017,
- Compte tenu des réponses formulées par le candidat et rapportées ci-joint dans le rapport d'analyse des offres,

La commission, à l'unanimité :

Emet un avis favorable à l'attribution de la concession d'aménagement avec travaux et gestion locative du Technoparc-nextmed à :

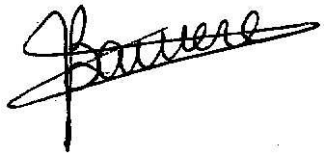
La SERS ;

Emet un avis favorable sur le projet de traité de concession tel qu'il est présenté en date du 19 avril 2018 ;

Propose de soumettre ce point à l'ordre du jour du Conseil Municipal de Strasbourg du lundi 25 juin 2018 pour avis ;

Propose de soumettre ce point à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 juin 2018 pour délibération.

la Présidente par délégation
de la commission « Technoparc »



Caroline BARRIERE
Vice-Présidente
de l'Eurométropole de Strasbourg

CONCESSION D'AMENAGEMENT POUR LA REALISATION DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT TECHNOPARC - NEXTMED

ENTRE

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

ET LA

SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG (SERS)

Transmis au représentant de l'Etat par la Collectivité le …

Notifié par l'Eurométropole à la SERS le …

Reçu le … par le concessionnaire

ENTRE

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par, Madame Catherine TRAUTMANN, Vice-Présidente agissant en vertu des délibérations du Conseil métropolitain en dates du 26 décembre 2016 et du 29 juin 2018,

ci-après dénommée par les mots « l'Eurométropole de Strasbourg », « l'EMS », « la Collectivité » ou « le Concédant » ou « la Collectivité concédante ».

D'UNE PART,

ET

La SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG, en abrégé SERS, société anonyme d'économie mixte au capital de 8.068.800 euros, ayant son siège social à STRASBOURG (67080 cedex), 10 rue Oberlin, immatriculée au Registre du Commerce et des Société de Strasbourg sous le numéro B 578 505 687,

Représentée par Monsieur Eric FULLENWARTH, son Directeur Général, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, en vertu d'une délibération du Conseil d'administration prise en sa séance du 25 août 2008 et renouvelé dans ses fonctions de Directeur Général suivant délibération du Conseil d'administration du 18 juin 2014.

Ci-après dénommée « la SERS », « la Société », « le Concessionnaire » ou « l'Aménageur »

D'AUTRE PART,

SOMMAIRE

PREAMBULE.....6

PARTIE I : MODALITES GENERALES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT 10
Article 1 : objet de la concession d'aménagement..... 10
Article 2 : date d'effet de la concession d'aménagement..... 11
Article 3 : hiérarchie des documents..... 11
Article 4 : missions de l'aménageur 12
Article 5 : engagements du concédant..... 13
Article 6 : calendrier..... 14
Article 7 : gouvernance..... 14
7.1 Principes..... 14
7.2 Comité de pilotage – comité d'agrément 15
7.3 Comité technique – groupes thématiques 15
7.1 Commission d'appel d'offres..... 17

PARTIE II : MODALITES D'OCCUPATION DES BATIMENTS DONT LA REHABILITATION L'EXTENSION ET L'EXPLOITATION SONT CONFIEES AU CONCESSIONNAIRE 18
Article 8 : désignation et désignation des biens concédés 18
Article 9 : consitution de droits réels 19
Article 10 : durée 19
Article 11 : établissement des droits de propriété 19
Article 12 : dispositions d'urbanisme et servitudes 19
Article 13 : engagement de construire, consistance des travaux projetés..... 20
Article 14 : réception des ouvrages..... 21
Article 15 : délivrance des autorisations..... 21
Article 16 : garantie d'éviction et préexistence de droits réels 21
Article 17 : abonnements, services, charges 22
Article 18 : abonnements, services, charges 22
Article 19 : entretien et réparation des ouvrages 22
Article 20 : assurances..... 22
Article 21 : sort des biens en fin de contrat..... 23
21.1 Principes..... 23
21.2 Modalités financières 23
Article 22 : engagement du concédant quant à la poursuite de l'exploitation des biens 24
Article 23 : état des immeubles à la cessation de l'occupation..... 24
Article 24 : frais..... 24
Article 25 : publicité foncière 25

PARTIE III : MODALITES OPERATIONNELLES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT 26
Article 26 : modalités d'acquisition et de libération des immeubles..... 26
26.1 Situation des lieux..... 26
26.2 Acquisition des terrains et immeubles propriété de l'EMS..... 26
26.3 Exercice de prérogatives de puissance publique..... 26
26.4 Servitudes 26
Article 27 : autorisation par le concédant à l'aménageur d'intervenir sur son foncier dans le périmètre de l'opération..... 27
Article 28 : recours à des hommes de l'art, techniciens, spécialistes et des entreprises 27
Article 29 : passation des contrats et marchés 27

Article 30 : présentation des avant-projets et projets d'exécution 28
Article 31 : exécution des travaux et ouvrages objet de l'opération 28
Article 32 : remise des ouvrages d'infrastructure 29
Article 33 : entretien des ouvrages destinés à intégrer le domaine public 30
Article 34 : modalités de cession, de concession ou de location des immeubles 30
34.1 Obligation d'organisation des consultations 30
34.2 Cas de dérogation possible au processus de consultation 30
34.3 Cessions nécessitant l'accord de l'EMS 31
34.4 Information de l'EMS 31
34.5 Formalisation du cahier des charges de cession de terrains 31
Article 35 : exploitation des immeubles réhabilités 31

PARTIE IV : MODALITES FINANCIERES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT 32
Article 36 : financement de l'opération 32
36.1 Principes 32
36.2 Participation de l'EMS au coût de l'opération 32
Article 37 : cession de créance en Dailly cédée acceptée par le concédant 33
Article 38 : comptabilité – compte rendu annuel 33
Article 39 : prévisions budgétaires annuelles 34
Article 40 : rémunération du concessionnaire – coût de son intervention 34
40.1 Modalités de détermination des charges de l'aménageur 34
40.2 Modalités d'imputation de la rémunération 35
Article 41 : rémunération visée au capital 35

PARTIE V : MODALITES D'EXPIRATION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT 36
Article 42 : conditions d'expiration du contrat 36
42.1 Expiration de la concession d'aménagement à son terme contractuel 36
42.2 Expiration anticipée de la concession d'aménagement 36
42.2.1 Résiliation amiable 36
42.2.2 Résiliation pour motif d'intérêt général 36
42.2.3 Résiliation pour faute de l'une des parties – déchéance du contrat 36
42.2.4 Autres cas de résiliation unilatérale 36
42.2.5 Résiliation pour cause de force majeure 37
42.2.6 Résiliation pour cause de bouleversement financier de l'économie du contrat .. 37
Article 43 : conséquences juridiques et financières de l'expiration de la concession après achèvement de la mission de l'aménageur 37
43.1 Conséquences juridiques de l'expiration de la concession à son terme contractuel .. 37
42.1.1 Sort des équipements et ouvrages publics 37
42.1.2 Sort des terrains non vendus 37
42.1.3 Autres conséquences 37
43.2 Conséquences financières de l'expiration de la concession à son terme contractuel 38
42.2.1 Opérations de liquidation et imputation correspondante 38
42.2.2 Arrêté des comptes de l'opération d'aménagement 38
Article 44 : conséquences juridiques et financières de l'expiration anticipée de la concession d'aménagement 39
44.1 Conséquences juridiques de l'expiration de la concession anticipée 39
44.1.1 Sort des ouvrages et équipements publics 39
44.1.2 Sort des terrains invendus 39
44.1.3 Autres conséquences 39
44.1.4 Spécificités applicables en cas de liquidation judiciaire de l'aménageur 40
44.2 Conséquences financières de l'expiration de la concession anticipée 40
44.2.1 Opérations de liquidation et imputation correspondante 40
44.2.2 Arrêté des comptes de l'opération d'aménagement 40
44.2.3 Indemnités pour motif d'intérêt général 41

Article 45 : règlement final de la concession d'aménagement 42
45.1 Modalités de règlement 42
45.2 Sort du résultat final 42
45.3 Sort du résultat final en cas de boni supérieur à 3.2M€ HT 42
45.4 Quitus 42

PARTIE VI : EVOLUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT 43
Article 46 : évolution du contrat 43
46.1 Exécution du contrat 43
46.2 Clause de réexamen 43
A. Réexamen en cas de mise en œuvre de la matrice des risques 43
B. Réexamen en cas de demande et/ou de fait du concédant ayant un impact économique et/ou calendaire sur la concession (hors risques pris en charge par le concessionnaire dans le cadre de la matrice des risques 45
C. Réexamen dans les cas spécifiques et exceptionnels de bouleversement financier du contrat non imputables aux parties 46

PARTIE VII : DISPOSITIONS DIVERSES 47
Article 47 : propriété des documents 47
Article 48 : assurances 47
Article 49 : indemnités aux tiers 47
Article 50 : pénalités 47
Article 51 : intérêts moratoires 48
Article 52 : cession de la concession 48
Article 53 : interpelation 48
Article 54 : domiciliation 48
Article 55 : désignation du représentant du concédant 49
Article 56 : notifications 49
Article 57 : règlement des litiges 49

LISTE DES ANNEXES 50

Il A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

1. Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) mettent en œuvre depuis plusieurs années une réorganisation spatiale de leurs activités. Ainsi, à long terme, l'activité hospitalière est destinée à se concentrer autour du nouvel hôpital civil (NHC), permettant la reconversion et la restructuration urbaine globale de plusieurs hectares.

Les technologies médicales et les thérapies nouvelles constituent l'un des secteurs-clés de la feuille de route Strasbourg Eco 2030. Ce secteur réunit les technologies médicales, la production de biomédicaments et les nouvelles technologies appliquées à la santé, notamment l'E-santé. Ces marchés présentent une croissance forte de l'ordre de 10 à 15 % par an.

Un projet multi-partenarial : clé de la réussite

Piloté par l'Eurométropole de Strasbourg au titre de sa compétence en matière d'actions de développement économique et d'aménagement de l'espace métropolitain, l'Université de Strasbourg, les Hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), l'Institut de recherche contre les cancers de l'appareil digestif (IRCAD), le pôle de compétitivité Alsace BioValley et l'Etat, ce projet a pour ambition de rapprocher, sur un même site au cœur de la capitale européenne, les patients, les médecins, les chercheurs et des entreprises du domaine de la santé. Il s'agit de favoriser la création du développement économique grâce à la recherche scientifique et médicale strasbourgeoise afin de concevoir les technologies de santé du 21ème siècle au service de l'Homme.

L'Eurométropole de Strasbourg compte plus de 10 000 emplois dans le secteur de la santé et plus de 50 entreprises innovantes. Ce secteur est structuré par le pôle de compétitivité à vocation mondiale Alsace BioValley.

Le Campus des technologies médicales aujourd'hui baptisé Nextmed, regroupe au sein de l'Hôpital civil, soin, recherche, formation et industrie. Autour de l'IRCAD et de l'Institut Hospitalo Universitaire, au sein du biocluster des Haras ou du pH8, se développent les pépites du territoire. Depuis 2012, ce sont plus de 1000 emplois crées, directs et indirects.

Nextmed : un lieu de rencontre exclusif

Nextmed réunit au cœur de Strasbourg, sur une même emprise géographique :

- des sites d'hébergement d'entreprises (Biocluster des Haras, IRCAD 2, pH8) où se côtoient les entreprises internationales leaders du domaine (GE Healthcare, Siemens, Medtronic) et des startups en forte croissance (Visible Patient, Insimo, Axilum Robotics…) ;
- les plus grands centres de recherche médicale :
  - l'IRCAD (Institut de recherche contre les cancers de l'appareil digestif), piloté par le Professeur MARESCAUX, forme plus de 6 000 chirurgiens par an ;
  - l'Institut hospitalo-universitaire spécialisé dans la chirurgie guidée par l'image pour des opérations mini invasives ;
  - Le laboratoire ICube, spécialisé dans l'ingénierie et la robotique.
- l'Université de Strasbourg : formation et recherche académique ;
- des lieux de rencontres exceptionnels (classés au patrimoine) pour des rendez-vous d'affaire prestigieux et conviviaux en cœur de ville : Haras de Strasbourg, Cave des Hospices… ;
- le Nouvel Hôpital Civil avec plus de 5 500 professionnels au service de la santé (12 000 pour l'ensemble du CHU, 1er employeur du Grand Est).

Les enjeux de développement

L'enjeu est de positionner l'Eurométropole de Strasbourg comme un centre d'excellence et de référence dans ce domaine, en regroupant des acteurs reconnus en matière de soins, de recherche et de formation, et en renforçant ces activités en partenariat étroit avec l'industrie.

Il s'agit de créer un environnement optimal favorable au développement, à l'évaluation et à la mise sur le marché des technologies médicales et chirurgicales de demain en :

- favorisant un cadre de travail équilibré, qui permet à chaque utilisateur du site de se concentrer sur son cœur de métier ;
- permettant la fertilisation croisée pour faire émerger des partenariats de qualité ;
- accompagnant l'implantation des talents de demain et l'évolution de leur besoin ;
- permettant aux entreprises d'améliorer leur compétitivité, leurs conditions de développement et de croissance.

2. Le site du campus des technologies médicales s'inscrit sur un secteur de 30 hectares, centré sur l'hôpital civil. Il est situé à proximité immédiate de l'hyper-centre de Strasbourg, à moins d'un km de la cathédrale et de la Petite France et à environ deux km de la gare TGV.

A l'échelle de l'agglomération, le campus se trouve à l'extrémité Ouest du grand projet urbain des Deux-Rives, reliant Strasbourg à Kehl.

En son sein, le site du Technoparc est localisé au Sud-Est du site de l'hôpital civil. Il représente un secteur de 1,48 hectares.

Il est bordé :

- à l'Est par un mur d'enceinte et la route de la Porte de l'Hôpital ;
- au nord par le Parking St Nicolas et une voirie Interne du site des Hospices civils ;
- à l'Ouest par le bâtiment de la « Médicale B » ;
- au Sud par un mur d'enceinte et le quai Louis Pasteur.

Le site bénéficie d'une situation stratégique d'un point de vue de sa desserte. Il est bordé par deux voies ouvertes à la circulation :

- le quai Louis Pasteur au Sud,
- la route de la Porte de l'Hôpital à l'Est.

Plusieurs modes de transports en commun performants se trouvent à moins de 400 mètres (Tram - bus à haut niveau de services)

Avec le Technoparc et plus globalement le campus des technologies médicales, la Collectivité souhaite développer un projet économique et d'aménagement dont les enjeux sont multiples :

> Objectifs stratégiques : positionner Strasbourg comme un centre d'Excellence et de référence dans le domaine des technologies médicales, en regroupant des acteurs reconnus en matière de soins, de recherche et de formation, et en renforçant ces activités en partenariat étroit avec l'industrie. Il s'agit de créer un environnement optimal, favorable au développement, l'évaluation et la mise sur le marché des technologies médicales et chirurgicales de demain.

> Objectifs économiques : générer une activité économique importante sur le territoire en se positionnant sur de marché des technologies et de l'instrumentation médicales qui est particulièrement porteur et dynamique (marché global de 200Mds d'Euros, 8% de croissance annuelle). A un horizon de 10 ans, ce projet permettra la création de 2.000 emplois directs et indirects, la création/implantation d'une cinquantaine d'entreprises et la formation de plus de 6.000 chirurgiens par an.

En collaboration directe avec le Pôle de compétitivité Alsace BioValley, le projet permettra d'accélérer la croissance industrielle des entreprises dans ce domaine et de développer ainsi de nouveaux investissements industriels en Alsace (notamment systèmes de production).

> Objectifs urbains : réaménager un nouveau morceau de la ville de Strasbourg et opérer une véritable couture urbaine entre le site et son environnement, sur une emprise foncière de 1,5 hectares, qui conjuguera une vocation ambitieuse avec des exigences environnementales élevées tout en préservant les qualités patrimoniales et historiques riches du secteur

Un des enjeux du campus est de réaménager un Technoparc, situé au Sud-Est du site des Hôpitaux, afin de créer un quartier dédié aux technologies médicales. Les caractéristiques du projet d'aménagement découlent de plusieurs objectifs économiques, urbains et architecturaux :

- Ouvrir le site sur la ville (cheminements, activités, volumétries…),
- Créer une nouvelle interface entre la ville et l'hôpital, en lien avec le déplacement vers l'Ouest de la limite du domaine hospitalier ;
- Créer des espaces publics qualitatifs mettant en scène l'existant conservé et proposant des lieux de rencontre et de repos ;
- Conserver et renforcer l'identité verte du site hospitalier ;
- Pacifier le secteur en limitant la place de la voiture (traitement de la voirie permettant de limiter les conflits d'usage, stationnement sauvage à limiter) ;
- Préserver un patrimoine architectural remarquable et l'intégrer dans la trame urbaine ;
- Implanter une programmation exclusivement d'activités, liées aux technologies médicales, biomédicales et numérique de la santé ;
- Développer des projets de construction répondant à des exigences environnementales élevées.

3. Dans ce contexte et au regard de ces objectifs, l'EMS a décidé :

- Par délibération du 16 décembre 2016 de mettre en œuvre ce projet d'aménagement, désigné ci-après par le terme « l'opération » dans le cadre des dispositions du code de l'urbanisme ;

- Et de lancer la procédure de désignation du Concessionnaire ;

- Par délibération du 29 juin 2018, de désigner la SERS en qualité de Concessionnaire d'aménagement et de lui confier, en application notamment des dispositions des articles L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme, les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

4. Le programme global prévisionnel des équipements et constructions projetés à mettre en œuvre dans le cadre de l'opération d'aménagement est précisé à l'article 1er de la présente concession d'aménagement et détaillé en Annexe 1.

La mission et la nature des tâches à réaliser par l'Aménageur pour la réalisation de ces programmes sont précisées à l'article 4 du présent contrat.

Il est par ailleurs précisé que l'EMS s'est assurée de la compatibilité de son projet avec les documents d'urbanisme en vigueur sur le secteur concerné, ou à défaut soumettra au conseil métropolitain les procédures nécessaires pour que ces documents d'urbanisme permettent la réalisation du projet dans les conditions prévues.

La présente Concession d'aménagement est destinée à fixer les droits et obligations respectifs des Parties, notamment les conditions dans lesquelles l'AMENAGEUR réalisera ses missions, sous le contrôle de l'EMS.

Elle est régie par les articles L. 300-4 à L. 300-5-1 et R. 300-4 et suivants du Code de l'urbanisme, ainsi que par les dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession.

La présente Concession est menée aux risques de l'AMENAGEUR, dans les conditions définies au présent Contrat, et dans le respect du bilan financier prévisionnel tel que figurant en annexe. Il est ici précisé que l'AMENAGEUR s'engage, au titre du présent contrat, sur la base du dossier remis lors de la consultation, de l'offre consolidée annexée au présent contrat, et dans les conditions économiques et réglementaires à la date de signature de la présente concession.

L'Aménageur aura la faculté de se substituer, au cours de la présente concession, et avec l'accord du concédant, une société de projet à constituer, plus amplement décrite dans l'offre consolidée figurant en annexe, ladite société reprendra de plein droit les droits et obligations du concessionnaire au titre des présentes (la « Société »).

Le contenu et les conditions de financement de l'opération sont susceptibles d'évoluer à la demande de l'EMS ou sur proposition de l'AMENAGEUR.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PARTIE I :

MODALITES GENERALES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

1.1. En application de la réglementation en vigueur, et notamment des articles L. 300-1, L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme, et dans les conditions déterminées par la présente Concession d'aménagement, l'EMS concède à l'Aménageur qui accepte, la réalisation de l'opération d'aménagement dite « Technoparc-nextmed», dont le programme, la délimitation et les éléments financiers prévisionnels ont été définis et arrêtés par délibérations du conseil métropolitain du 16 décembre 2016 et du 29 juin 2018.

1.2. Cette opération s'inscrit dans un périmètre figurant sur le plan joint en Annexe 3 de la présente Concession.

Son aménagement doit permettre la réalisation du programme suivant :

i. Programme global prévisionnel des constructions et réhabilitations

Son aménagement doit permettre la réalisation du programme prévisionnel global des constructions nouvelles et réhabilitées suivant :

- Environ 30 000 m² de surface de plancher destinés à la création d'une offre d'accueil pour les entreprises en lien avec l'hôpital, intervenant dans le champ du domaine médical et du numérique de la santé.
- Au moins 5 000 m² de surface de plancher destinés à la création d'une offre d'accueil spécifique pour les entreprises en sortie de pépinière, bénéficiant de loyers adaptés :
- Une programmation adaptée intégrant une part de bureaux et laboratoires et une typologie de bureaux modulables et évolutifs.

Les nouvelles constructions seront réparties sur trois lots distincts :

- Réhabilitation bâtiment ORL et extension : 8 500 m² environ de surface de plancher ;
- Réhabilitation pavillon Blum (amphithéâtre conservé) : 500 m² environ de surface de plancher ;
- Programmes neufs : 20 200 m² de surface de plancher.

ii. Programme prévisionnel des équipements d'infrastructure à rétrocéder

L'aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération, ces travaux étant réalisés dans le cadre de la Concession.

ARTICLE 2 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT

La Concession d'aménagement est rendue exécutoire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. L'EMS la notifiera à l'AMENAGEUR en lui faisant connaître la date à laquelle elle aura été reçue par le représentant de l'Etat la rendant exécutoire. Elle prendra effet à compter de la date de la réception par l'AMENAGEUR de cette notification.
Sa durée est fixée à 15 années à compter de sa date de prise d'effet.

En cas d'achèvement de la mission de l'AMENAGEUR avant cette date, elle expirera également à la date de constatation de l'achèvement de l'opération, par avenant au présent Contrat.

En cas d'inachèvement de la mission de l'AMENAGEUR à la date fixée à l'alinéa 2 du présent article, elle pourra être prorogée par avenant, conclu dans le respect de la réglementation en vigueur au jour de l'avenant.

La présente Concession d'aménagement ne pourra par contre pas être renouvelée par tacite reconduction.

ARTICLE 3 – HIERARCHIE DES DOCUMENTS

Les documents contractuels comprennent :

- La présente concession d'aménagement ;
- Et ses annexes établies sur la base des documents de consultation et de l'offre consolidée de l'aménageur retenu.

Les annexes ont valeur contractuelle à l'instar du contrat et sont composées des documents suivants :

- Annexe 1 : offre consolidée du candidat arrêtée au 16 avril 2018, dont le programme prévisionnel de réhabilitation / extension des bâtiments BLUM et ORL
- Annexe 2 : documents de consultation de l'Eurométropole de Strasbourg
- Annexe 3 : périmètre concédé de l'opération
- Annexe 4 : matrice des risques
- Annexe 5 : bilan financier prévisionnel de l'opération et plan de trésorerie
- Annexe 6 : plan prévisionnel de financement et courrier de l'établissement bancaire relatif aux conditions financières du financement de l'opération
- Annexe 7 : projet d'acte d'acceptation de cession de créance en Dailly
- Annexe 8 : calendriers prévisionnels de l'opération selon 2 hypothèses opérationnelles : assujettissement de l'opération à évaluation environnementale ; non assujettissement de l'opération à évaluation environnementale
- Annexe 9 : acte de vente RN°8958 signé entre l'Eurométropole de Strasbourg et les Hôpitaux universitaires de Strasbourg le 25 janvier 2016 et constitution de servitudes et ses annexes

L'AMENAGEUR déclare par ailleurs avoir une parfaite connaissance des documents suivants qui ont été joints dans le cadre de la consultation, transmis lors des négociations ou ayant un caractère public :

- Convention d'occupation précaire datée du 9 mars 2016 conclue entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société PARCUS SAEM
- Charte « aménagement et habitat durables » de l'Eurométropole de Strasbourg
- Trame de conventions « voirie réseaux divers » (VRD) de l'Eurométropole de Strasbourg et des Communes

ARTICLE 4 – MISSIONS DE L'AMENAGEUR

En vue de la réalisation de ses missions, l'AMENAGEUR prendra en charge les tâches suivantes, dans les conditions prévues par le présent Contrat :

a) **Acquérir** à l'amiable la propriété **des emprises foncières** auprès de l'Eurométropole, ainsi que les droits mobiliers ou droits réels compris dans le périmètre de l'opération d'aménagement concédée, nécessaires à la réalisation de l'opération, ainsi que ceux qui, situés en dehors de ce périmètre, sont nécessaires pour la réalisation des ouvrages et équipements inclus dans l'opération

b) **Gérer** les biens acquis et assurer la sécurisation du site à l'égard des tiers par tout moyen approprié, dès transfert de propriété et/ou transfert de droits réels dans les conditions, notamment définies à l'article 26

c) **Procéder à toutes études opérationnelles** nécessaires à la réalisation du projet, et notamment :

- Le pilotage et le suivi du plan d'aménagement urbain de l'opération,
- L'élaboration de tout dossier réglementaire nécessaire à l'engagement de l'opération,
- Le cas-échéant le pilotage et la réalisation des études d'impact / évaluations environnementales relatives au projet,
- Le cas-échéant et durant la durée de la concession, l'interface avec les services de l'Etat dont l'autorité environnementale compétente
- Le cas-échéant et durant la durée de la concession, l'interface avec la collectivité compétente pour mettre en œuvre les procédures de consultations et de mise à disposition du public des études d'impact / évaluations environnementales du projet et/ou d'enquête publique requises,
- Les études opérationnelles nécessaires à toutes les actions de démolition, d'aménagement et de construction,
- La mise au point des actions de gestion urbaine, d'accompagnement et de suivi social,
- Toutes études qui permettront, en cours d'opération, de proposer toutes modifications de programme qui s'avèreraient opportunes, assorties des documents financiers prévisionnels correspondants,
- Par ailleurs, l'AMENAGEUR pourra en tant que de besoin être associé aux études relatives à l'adaptation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal qui pourraient avoir à être menées par l'EMS pour la mise en œuvre de l'opération d'aménagement, et si nécessaire, pourra procéder à des études spécifiques pour lui apporter des éléments utiles concernant le programme de l'opération sur le périmètre défini.

d) **Démolir** les bâtiments existants dont la démolition est nécessaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement ;

e) **Mettre en état et aménager** les sols et réaliser les équipements d'infrastructures propres à l'opération destinés à être remis à la Collectivité, ou aux autres collectivités publiques ou groupement de collectivités intéressés, aux associations syndicales ou foncières, ainsi qu'aux concessionnaires de service public ;

f) De façon générale, **réaliser** tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme global prévisionnel des équipements et constructions de l'opération figurant en Annexe 1 de la présente convention, en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération figurant en Annexe 5 ;

g) **Céder** les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, les concéder ou les louer à leurs divers utilisateurs agréés par le comité d'agrément de l'opération visé à l'article 7. Mettre en place des moyens efficaces pour assurer la commercialisation dans les meilleures conditions possibles. Organiser toute structure d'accueil et de conseil des acquéreurs potentiels. Préparer et signer tous les actes nécessaires ;

h) **Exploiter** les bâtiments ORL et BLUM réhabilités pendant la durée de la concession d'aménagement ;

i) **Assurer le suivi** du respect des prescriptions architecturales, urbaines, paysagères et veiller à la qualité du projet en lien avec les concepteurs qui seront désignés, tant pour les projets sur les terrains cédés par l'AMENAGEUR que pour ceux édifiés sur les terrains qui auront été cédés par des tiers ;

j) Veiller au **bon respect des ambitions environnementales** fixées par l'EMS et notamment celles de la Charte de l'aménagement de de l'habitat durables ainsi que les documents élaborés pour sa mise en œuvre, et leurs évolutions à venir ;

k) Le cas-échéant, mettre en œuvre en qualité de concessionnaire et dans la limite de la durée de la concession, l'ensemble des mesures environnementales qui seraient prescrites par le Permis d'Aménager, destinées à éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et sur la santé humaine, assurer les modalités de suivi de ces mesures et assurer le suivi de leurs effets sur l'environnement et la santé humaine ; les modalités de suivi des mesures environnementales et les modalités de suivi de leurs effets sur l'environnement et sur la santé humaine figureront dans une rubrique dédiée du compte-rendu financier annuel (CRF) produit chaque année par le concessionnaire au concédant conformément à l'article 38 de la présente concession ;

l) **Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération**, notamment :

- assurer la coordination des différents opérateurs intervenant pour la mise en œuvre des éléments du programme de l'opération,
- assurer le suivi et la coordination de la réalisation des aménagements et équipements mis à la charge des bénéficiaires de cessions, locations, ou concessions d'usage des terrains aménagés,
- tenir constamment à jour, outre les documents comptables, les documents de gestion faisant apparaître l'évolution du bilan financier prévisionnel de l'opération, et la situation de trésorerie; négocier et contracter les moyens de financement les plus appropriés,

- d'une manière générale, assurer l'ensemble des études, les tâches de gestion et la coordination indispensable pour la bonne fin de l'opération, suivre les contentieux en veillant au mieux au respect des intérêts de l'EMS, et assurer en tout temps une complète information de cette dernière sur les conditions de déroulement de l'opération.

m) **Assurer la conduite des actions de communication**, d'accueil des usagers et locataires et d'animation de la zone, liée à la mise en œuvre de l'opération d'aménagement et la **conduite d'une démarche participative innovante** en lien avec le concédant dans le cadre d'un « Comité communication-participation ».

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU CONCEDANT

L'EMS s'engage, pour sa part, à :

a) **Engager toute démarche** pour recueillir l'accord des collectivités ou groupements de collectivités ainsi que celui ainsi des concessionnaires de service public, destinataires des équipements publics visés au programme joint en Annexe 1 sur le principe de la réalisation de ces équipements, les modalités de leur incorporation dans leur patrimoine telles que définies dans les conventions VRD, annexées au permis d'aménager, et le cas échéant, sur leur participation au financement ;

b) **Mettre en œuvre les procédures administratives nécessaires** à la mise en œuvre du projet et relevant de sa compétence, notamment pour procéder à la désaffectation et au déclassement des biens destinés à être cédés à l'AMENAGEUR, et mettre tous les moyens nécessaires pour s'assurer de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération et relevant de sa compétence ;

c) **Soumettre à l'approbation du conseil métropolitain** les dossiers relatifs aux procédures d'urbanisme et procédures diverses, nécessaires à la réalisation de l'opération et relevant de sa compétence ;

d) **Céder ou mettre à disposition** de l'AMENAGEUR les terrains dont elle est propriétaire et qui sont nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement, dans les conditions prévues par la présente Concession d'aménagement ;

e) **Réaménager ou faire réaménager** les espaces publics connexes à l'opération si nécessaire, dont la maîtrise d'ouvrage n'est pas confiée à l'AMENAGEUR dans le cadre de la présente Concession d'aménagement. L'AMENAGEUR pourra demander à l'EMS à être consulté sur les avant-projets avant leur approbation par les autorités compétentes, ainsi que sur les délais de réalisation prévisionnels ;

f) **Engager toute démarche** auprès des autres collectivités publiques, partenaires de l'opération pour que soient versées le cas échéant à l'AMENAGEUR les subventions, affectées spécifiquement à des actions et opérations réalisées par l'AMENAGEUR dans le cadre de la présente Concession, conformément aux dispositions du III de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme ;

g) **Prononcer la clôture de l'opération** dans les deux ans suivant l'achèvement de la mission de l'AMENAGEUR ;

h) **Poursuivre ou faire poursuivre, pour les équipements relevant de sa compétence,** à l'issue de la présente concession, les mesures environnementales qui seraient prescrites le cas-échéant par le Permis d'Aménager, assurer le suivi de ces mesures et de leurs effets sur l'environnement et la santé humaine.

ARTICLE 6 – CALENDRIER

La réalisation de l'opération d'aménagement objet de la présente Concession d'aménagement sera réalisée dans le respect du calendrier prévisionnel joint en annexe (Annexe n° 8).

ARTICLE 7 - GOUVERNANCE

Les Parties entendent agir dans le cadre d'un partenariat entre d'une part l'EMS et d'autre part l'AMENAGEUR.

7.1. Principes

A cette fin, l'EMS sera associée aux instances et procédures de choix conduites par l'AMENAGEUR, dans le respect des missions et des responsabilités de ce dernier, et dans les conditions précisées ci-après.

La périodicité des instances de pilotage définies ci-dessous pourra être modifiée d'un commun accord ou par décision de l'EMS en fonction de l'avancement de l'exécution du projet.

L'AMENAGEUR adresse aux membres des différentes instances de pilotage définies ci-dessous les documents nécessaires (notamment rapport trimestriel …) à la tenue des réunions prévues dans un délai de huit jours avant la date de ladite réunion.

L'AMENAGEUR rédige le compte-rendu de ces réunions et l'adresse à l'ensemble des participants dans un délai de trente jours après la tenue de ladite réunion.

7.2. Comité de pilotage – Comité d'agrément

1. Comité de Pilotage

Le Comité de Pilotage se réunit chaque trimestre et à chaque étape clé du projet en vue d'en examiner l'avancement et de débattre et vérifier les choix et orientations stratégiques.

La composition de ce comité de pilotage stratégique sera arrêtée d'un commun accord entre les parties. Il est co-présidé par un représentant du concessionnaire et le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son représentant. Chacun des membres a voix délibérative.

Son organisation est assurée par l'AMENAGEUR.

A la fin de chaque trimestre, au plus tard le 15 du mois suivant le trimestre achevé, l'AMENAGEUR transmet à l'EMS une note présentant l'état d'avancement technique et financier, qui présente de manière synthétique :

- L'état d'avancement des différentes missions de l'Aménageur,
- Les éventuelles difficultés rencontrées,
- Les éventuelles causes de retard dans l'exécution des missions
- Les frais engagés pendant le trimestre écoulé pour l'exécution des missions,
- Les modalités de financement mises en œuvre,
- Les produits encaissés,
- L'état de la trésorerie

L'AMENAGEUR remet un rapport trimestriel sur l'avancement des travaux.

Le Comité de pilotage examine les rapports remis ainsi que ceux présentés et préparés en comité technique.

2. Comité d'agrément

Le comité d'agrément est détaché du Comité de pilotage. Il valide toutes les installations d'entreprises dans les bâtiments ORL et BLUM.

La composition de ce comité d'agrément sera arrêtée d'un commun accord entre les parties parmi les membres du comité de pilotage.

Son organisation est assurée par l'AMENAGEUR.

A l'occasion de chaque prospect, l'AMENAGEUR remettra aux membres du comité d'agrément un dossier mentionnant à minima :

- Le nom ou la raison sociale du preneur pressenti,
- La date de création de la société du preneur pressenti,
- L'activité du preneur pressenti et ses principales données économiques,
- Les conditions économiques de l'implantation du preneur pressenti sur le technoparc NEXTMED, ainsi que la durée prévisionnelle de cette implantation.

Le comité d'agrément examine le dossier de chaque preneur pressenti, et rend un avis sous la forme écrite.

7.3. Comité technique – Groupes thématiques

1. Comité technique

Conçu comme l'instance de pilotage opérationnel, le Comité technique assure l'information régulière des partenaires sur l'avancée du projet et de ses différentes composantes.
Il prend en compte les éventuels dysfonctionnements repérés et formule des propositions pour y remédier. En ce sens, il prépare les travaux examinés en Comité de Pilotage.

Il se réunit au minimum une fois par mois et rassemble :

- Les services de l'EMS,
- L'AMENAGEUR et ses prestataires,
- Les services de la Ville de Strasbourg,

Il pourra s'adjoindre à l'occasion de chacune des réunions, toute personne qu'il jugera utile, tel que bureau d'études, entrepreneur, etc., sans que cette liste soit exhaustive.

Son organisation est assurée par l'AMENAGEUR.

Le Comité technique traduit la stratégie adoptée en comité de pilotage en prescriptions opérationnelles. Il fait également des propositions sur le contenu et la rédaction des documents qui constitueront les référentiels pour l'ensemble des acteurs de l'opération (cahier des prescriptions architecturales urbaines, paysagères et environnementales) ainsi que les documents qui seront rendus publics à l'occasion de conférences, ou expositions.

Le Comité Technique prépare l'ensemble des tâches concernant :

- la désignation des maîtres d'œuvre, hommes de l'art et autres prestataires,
- la finalisation du projet urbain d'ensemble,
- les études de conception des bâtiments à réhabiliter,
- des conditions d'attribution des différents lots à bâtir et le choix des attributaires,
- le suivi de l'élaboration des projets architecturaux des bâtiments neufs.

Le résultat de ces travaux est proposé, pour validation, au Comité de Pilotage.

2. Groupes thématiques

Les groupes thématiques comprennent les membres du comité technique et des personnes spécialisées ou qualifiées sur différents thèmes (services techniques de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg en charge de la gestion de déchets, de la gestion des eaux, de l'éclairage public, des voies publics, des déplacements, de l'énergie, …).

Les groupes thématiques suivants ont été mis en place :

- Groupe thématique « aménagement » : suivi des éléments les plus techniques du projet d'aménagement dans toutes ses dimensions transversales permettant de répondre à l'ensemble des enjeux identifiés, en répondant à toutes les contraintes des différents concessionnaires (collecte des déchets, assainissement, éclairage, Poste, déneigement, réseau de chauffage urbain, …). La mobilisation de ce groupe de travail permettra de faciliter la rétrocession des équipements et des constructions.
- Groupe thématique « développement durable » : définition et suivi de la mission de l'AMO Qualité Environnementale et prise en compte du Référentiel d'aménagement et d'habitat durables de l'Eurométropole de Strasbourg,
- Groupe thématique « constructions ORL - BLUM » : suivi de toutes les études de conception jusqu'à la mise en service des bâtiments, en intégrant les problématiques de gestion et de fonctionnement de ces bâtiments repris en gestion par le concédant à l'issue de la concession,
- Groupe thématique « Marketing – Développement - Commercialisation » : suivi de la stratégie de développement du Technoparc en lien avec le campus et le BioParc à Illkirch. Le marketing du Technoparc s'inscrivant dans la stratégie économique plus globale de Nextmed, ce groupe thématique veille à la cohérence d'ensemble des actions de commercialisation.
- Groupe thématique « Communication-participation » : définition et suivi du dispositif de Communication et participation.

7.4. Commission d'Appels d'Offres

Conformément à l'article 29 ci-après, l'AMENAGEUR mettra en place une Commission d'Appels d'Offres ad hoc, au sein de laquelle sera représenté le concédant, avec voix délibérative.

Cette Commission d'Appels d'Offres sera organisée et réunie par l'AMENAGEUR, et aura pour compétence d'attribuer les marchés de travaux et services afférents à l'opération.

PARTIE II :
MODALITES D'OCCUPATION DES BATIMENTS DONT LA REHABILITATION, L'EXTENSION ET L'EXPLOITATION SONT CONFIEES AU CONCESSIONNAIRE

ARTICLE 8 - DESIGNATION ET DESTINATION DES BIENS CONCEDES

Le concédant met à disposition de l'AMENAGEUR, à titre gratuit, les biens suivant :

Bâtiments « BLUM », « ORL » et « Pavillon du Gardien », sis à STRASBOURG, dans le périmètre de l'Hôpital Civil, édifiés sur les parcelles de terrain à détacher de la parcelle figurant au cadastre sous la référence suivante :
Commune de STRASBOURG, Section 41, N°111, de 148,89 ares

Les biens concédés sont constitués : (i) du bâtiment « BLUM », », (ii) du bâtiment « ORL », et (iii) du pavillon du gardien intégré dans le mur d'enceinte, ainsi que (iv) des extensions et aménagements extérieurs situés dans l'emprise des parcelles précitées.
Il est précisé que le pavillon du gardien devra être préservé par le concessionnaire, mais qu'aucun usage particulier ne lui est affecté à la date de signature des présentes.

L'emprise définitive des biens faisant l'objet d'un transfert de droits réels au titre de la concession sera déterminée dans un second temps conjointement entre le concédant et le concessionnaire.

Les biens dépendent du domaine privé du concédant, hors du champ d'application de la contravention de voirie, et sont ci-après dénommés « les immeubles mis à disposition ».

Le concédant autorise expressément le concessionnaire à occuper les immeubles mis à disposition, à solliciter toutes autorisations administratives et mettre en œuvre les travaux permettant leur réhabilitation et leur extension conformément au programme de la concession et à exploiter les immeubles mis à disposition en concluant tous contrats (baux, autorisations etc.) relatifs à l'occupation des immeubles conformément à la destination prévue aux présentes.

Le transfert de droits réels sur ces immeubles interviendra au plus tard le 2 mars 2020. La garde de ces immeubles étant assurée jusqu'à cette date par le concédant. Un procès-verbal contradictoire d'état des lieux sera réalisé à cette date. A compter de la réalisation de ce procès-verbal, le concessionnaire assure la garde des immeubles.

A compter du transfert de droits réels, le concédant donnera au concessionnaire tous les moyens lui permettant de prendre immédiatement et paisiblement possession des immeubles.

Conformément à l'article 51 de l'ordonnance du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, le concessionnaire peut, avec l'accord exprès du concédant, conclure des baux ou octroyer des droits d'une durée excédant celle du contrat de concession.
L'identité du preneur et les conditions de location feront l'objet d'une décision du Comité d'agrément visé à l'article 7. Le concessionnaire transmettra les projets de contrats et la décision favorable du Comité d'agrément au concédant qui donnera son accord dans un délai d'un mois à compter de la réception des documents. Le silence du concédant au terme de ce délai vaudra accord.

Sans préjudice de toute disposition légale ou réglementaire, ou de modification de la présente concession constatée par avenant, les biens occupés devront être utilisés exclusivement pour des activités d'accueil aux personnes et/ou aux entreprises intervenant dans le champ du domaine médical et du domaine du numérique de la santé, et d'accueil spécifique pour les personnes et/ou entreprises en sortie de pépinière, bénéficiant de loyers adaptés (conformément au bilan prévisionnel annexé aux présentes), ainsi que leurs activités et services connexes, à l'exclusion de toute autre.

Le concédant reconnait qu'il n'existe pas d'obstacles juridiques à l'exercice de telles activités, celles-ci étant conformes aux documents d'urbanisme applicables aux immeubles objet des présentes, et à la réglementation sur les établissements recevant du public, catégorie 4 ou 5, type R.

Les ouvrages à réaliser par le concessionnaire répondront aux normes en vigueur à la date de dépôt du permis de construire pour l'exercice de l'activité présentement autorisée, notamment en termes de règlementation ERP, sécurité incendie, et accessibilité aux personnes handicapées.

ARTICLE 9 - CONSTITUTION DE DROITS REELS

Le présent contrat confère au concessionnaire des droits réels sur les biens immobiliers qu'il est en charge de réhabiliter puis d'exploiter. Le concessionnaire est par conséquent autorisé de manière irrévocable à conférer un privilège ou une hypothèque sur lesdits biens, ceux-ci étant composé des terrains et des constructions qu'ils supportent, mais à la seule condition qu'il(s) ne soi(en)t consacré(s) qu'à la garantie du remboursement des emprunts contractés en vue de financer les travaux mis à la charge du concessionnaire.
L'acte constitutif des sûretés ainsi prises devra, à peine de nullité, être approuvé par le concédant.
En outre, seuls les créanciers bénéficiant dudit privilège ou de ladite hypothèque pourront exercer des mesures conservatoires ou d'exécution sur lesdits biens.

ARTICLE 10 - DUREE

L'autorisation d'occupation des immeubles mis à disposition est consentie à compter du 2 mars 2020, et pour toute la durée restant à courir de la présente concession, telle qu'elle résulte de son article 2.

ARTICLE 11 - ETABLISSEMENT DES DROITS DE PROPRIETE

Le titre de propriété du concédant résulte de l'acte d'achat n° 8958 du 25 janvier 2016 enregistré par Maître Laurent SCHORP, notaire à la résidence de HATTEN (67690), 2 place de la Mairie, avec la participation de Maître Stéphane GLOCK, notaire associé, membre de la Société Civile Professionnelle « Christian GRIENEISEN, Edmond GRESSER et Stéphane GLOCK, notaires associés », titulaire d'un office notarial à 67610 LA WANTZENAU, 19 route de Strasbourg.
L'emprise plus amplement détaillée des biens faisant l'objet d'un transfert de droits réels au titre de la concession sera déterminée dans un second temps conjointement entre le concédant et le concessionnaire.

ARTICLE 12 - DISPOSITIONS D'URBANISME ET SERVITUDES

Les immeubles mis à disposition sont situés :

- en zone UD1 du Plan Local d'Urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg.
- dans une zone couverte par un plan de prévention des risques inondations (PPRI) et plan de prévention des risques technologiques (PPRT), joints en annexe.
- dans une zone de sismicité de niveau 3 (modérée).

Le concédant déclare :

- qu'à sa connaissance, les immeubles mis à dispositions n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance ;
- avoir remis au concessionnaire tous les documents en sa possession, utiles à la connaissance des immeubles mis à disposition, afin de permettre l'exécution des travaux et services, dans les conditions fixées par la présente convention, tels qu'ils figurent dans l'acte de vente du 25 janvier 2016, et annexé au présent document ;
- que les immeubles mis à disposition ne font pas actuellement l'objet d'expropriation ;

- que les immeubles mis à disposition sont libres de toute inscription, transcription, publication ou mention, et plus généralement de toute disposition, pouvant porter atteinte aux droits du concessionnaire, à l'exception des servitudes inscrites , et d'une convention d'occupation précaire, conclue entre l'EMS et PARCUS, que l'EMS s'engage à dénoncer dès signature de la présente concession.

ARTICLE 13 - ENGAGEMENT DE CONSTRUIRE, CONSISTANCE DES TRAVAUX PROJETES

Le concessionnaire s'oblige réaliser les travaux conformément au programme prévisionnel de la concession, tel qu'il résulte de l'annexe 1.

Il est expressément précisé que les travaux envisagés par le concessionnaire et pris en compte pour l'établissement du bilan financier de la présente concession correspondent à des ouvrages conformes aux règlementations en vigueur et correspondant à un niveau de qualité standard, tel qu'habituellement constaté pour de l'immobilier tertiaire à la date de signature des présentes, ce que le concédant déclare expressément reconnaître.

Le choix du maître d'œuvre et le projet de permis de construire seront soumis pour avis au Comité de Pilotage prévu à l'article 7 ci-avant.

Le programme détaillé des réhabilitations et extensions des immeubles, ainsi que le planning prévisionnel y relatif (susceptible d'évolution notamment en cas d'application d'une clause de réexamen), seront précisés à l'issue des études de maîtrise d'œuvre. Ils seront établis par le concessionnaire et soumis au concédant pour avis.

Durant les différentes phases d'études, ce dernier pourra alors être amené à préciser, compléter ou amender ses exigences quant aux ouvrages à réaliser, ainsi qu'au fur et à mesure du développement du projet pour tenir compte d'éventuelles évolutions de ses besoins, de progrès techniques ainsi que des solutions concrètes proposées par le concédant. Le délai imparti au concédant pour présenter des demandes de modifications suivant la réception des différents documents sera d'un mois.

Dans tous ces cas de figures, il adressera par écrit au concessionnaire les précisions, compléments ou amendements qu'il souhaite voir apporter au projet, et prendra intégralement en charge les coûts y relatifs, dans les conditions prévues au i. de l'article 46.2.2 de la présente concession.

Le concessionnaire conservera en tout état de cause la qualité de maître d'ouvrage et pourra exercer sans aucune restriction l'ensemble des prérogatives que lui confère cette qualité.

Plus particulièrement, le concédant n'interviendra pas dans la surveillance de l'exécution des marchés de travaux passés avec le concessionnaire.

Le concessionnaire s'oblige néanmoins à soumettre ses choix de construction et à rendre compte au concédant de l'avancement des travaux, et notamment les éventuels retards de la construction et plus généralement tout problème avéré lors de la phase de construction.

Des visites de chantier par le concédant seront possibles avec les accords du concessionnaire avec un délai de prévenance de 5 jours calendaires.

Au terme de chaque visite, le concédant pourra le cas échéant émettre à l'attention du concessionnaire des avis motivés sur :

- la non-conformité éventuelle des travaux réalisés au regard du programme, des documents d'études, et/ou du permis de construire ;
- la qualité de la réalisation des travaux susceptibles d'entraîner des réserves lors de la réception des immeubles objets des présentes.

Les avis seront adressés au concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai d'un mois à compter de la visite et donneront lieu à une réunion de synthèse pour déterminer les suites qui y seront réservées.

Le concessionnaire poursuivra la réhabilitation et extension des immeubles jusqu'à leur complet achèvement, le tout de telle sorte que les ouvrages puissent concourir de façon effective à l'objet de la présente concession. Aménagements, travaux et constructions seront édifiés conformément aux règles de l'art, et notamment aux DTU, conformément aux prescriptions réglementaires ainsi qu'aux obligations résultant des autorisations d'urbanisme.

Le concessionnaire aura l'obligation de s'adjoindre les services d'un bureau de contrôle chargé de vérifier la conformité des ouvrages aux normes mentionnées supra et de délivrer un rapport de vérification finale.

Le concessionnaire est responsable à l'égard des tiers de tous les dommages causés par l'exécution des ouvrages, et de la sécurisation de l'emprise des immeubles à compter du 02 mars 2020 et pour la durée restant à courir de la concession.

ARTICLE 14 – RECEPTION DES OUVRAGES

A l'achèvement des travaux, il sera procédé, par le concessionnaire, en présence du concédant, aux opérations de réception des travaux composant les ouvrages.

Les travaux seront réputés achevés conformément à l'article R261-1 du code de la construction et de l'habitation lorsque les ouvrages auront été réalisés conformément au programme détaillé des réhabilitations et extensions. Les défauts de conformité et de malfaçons qui n'ont pas un caractère substantiel ou qui ne rendent pas les ouvrages impropres à leur destination ne seront pas pris en considération pour apprécier leur achèvement.

Sur la base des propositions formulées par le(s) maître(s) d'œuvre du projet, le concessionnaire soumettra par écrit au concédant son projet de décision quant à la réception, avec ou sans réserve, ou le refus de réception, des ouvrages.

Le concédant disposera d'un délai d'un mois pour donner son accord ou faire part de ses remarques, étant précisé qu'il ne peut refuser la réception d'un ouvrage conforme au programme détaillé des réhabilitations et extensions mais peut, à cette occasion, formuler toutes réserves et inviter le concessionnaire à remédier aux défauts constatés. En cas d'absence de réponse du concédant dans le délai précité, il sera considéré comme ayant refusé les propositions qui lui auront été faites.

ARTICLE 15 - DELIVRANCE DES AUTORISATIONS

Le concessionnaire fera son affaire de la demande et des démarches nécessaires en vue de l'obtention de toutes les autorisations, quelles qu'en soient la nature, qui seront nécessaires à la réhabilitation et l'extension des immeubles, sous réserve des cas visés à l'article 46.2.2.

ARTICLE 16 - GARANTIE D'EVICTION ET PREEXISTENCE DE DROITS REELS

Le concédant sera tenu à la garantie d'éviction dans les termes de droit et s'oblige à rapporter à ses frais les certificats de radiation des inscriptions de privilège ou hypothécaires pouvant éventuellement grever les immeubles.

ARTICLE 17 - ABONNEMENTS - SERVICES - CHARGES

Le concessionnaire souscrira les abonnements collectifs nécessaires à l'exploitation des immeubles, notamment pour l'électricité, le téléphone, le câble, la TV, le chauffage, le gaz, et autres prestations, et paiera directement les prestataires et fournisseurs.

ARTICLE 18 - PAIEMENT DES IMPOTS ET TAXES

A compter de son entrée en jouissance le concessionnaire devra acquitter, pendant toute la durée de la présente concession, les impôts, contributions, taxes et redevances de toute nature, qui sont à la charge du propriétaire, auxquelles le terrain et les constructions qui sont réhabilitées par ses soins peuvent être assujettis, y compris les contributions foncières et taxes assimilées, notamment :

- tous impôts, taxes et contributions foncières de quelque nature que ce soit, ainsi que toutes taxes municipales et redevances quelconques, assises ou à asseoir sur le terrain ou les ouvrages, perçus ou à percevoir pendant ou après la construction ;
- tous impôts, participations et taxes dus au titre de la construction (notamment liés à l'obtention du/des permis de construire/démolir, redevance d'archéologie préventive, …) et au titre de l'exploitation des ouvrages ;
- tous impôts, taxes et redevances qui pourraient être créés ultérieurement sous quelque forme que ce soit, en supplément ou en remplacement de ceux ci-dessus prévus, quel qu'en soit le mode d'imposition ;
- les frais de raccordement aux réseaux extérieurs à l'emprise du terrain et les frais d'accès forfaitaires aux réseaux publics ;
- plus généralement, toutes charges quelconques de quelque nature qu'elles soient, qui seraient ou pourraient devenir exigibles sur le terrain ou les ouvrages.

Dans le cas de figure où les impôts, taxes et redevances à la charge du concessionnaire connaîtraient une évolution constituant un aléa ou imprévu tels que définis dans l'article 46.2.2. ci-après, il sera procédé à réexamen en application dudit article.

ARTICLE 19 - ENTRETIEN ET REPARATION DES OUVRAGES

Pendant toute la durée de l'occupation, l'entretien ainsi que les réparations de toute nature à effectuer sur les immeubles seront engagés et supportés par le concessionnaire, de sorte que les locaux restent en bon état d'usage, tenant compte d'une usure normale, jusqu'au terme de la présente convention.
Le concédant pourra faire vérifier, à ses frais, le maintien de la conformité des constructions par rapport aux spécifications contractuelles.
Au cours de l'occupation, le concessionnaire devra assurer la mise en conformité des immeubles aux normes, réglementations, techniques et administratives qui viendraient à être applicables au cours de la présente concession, de telle sorte qu'à son issue, l'ensemble des immeubles, équipements et installations soient conformes à la réglementation alors en vigueur.
Les dépenses y relatives seront prises en charges dans les conditions fixées au ii. de l'article 46.2.2. ci-après.

ARTICLE 20 - ASSURANCES

Le concessionnaire devra, à compter du 02 mars 2020 et pendant la durée restant à courir de la présente concession, maintenir assurés les immeubles mis à disposition pour l'incendie, les explosions, et les dégâts des eaux.
Le concessionnaire contracte les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble de ses responsabilités au titre du financement, de la conception, de la construction, et de la maintenance (GER) des ouvrages.

Les polices d'assurances doivent comporter des garanties suffisantes au regard des risques encourus. Les polices d'assurances pourront comporter une clause optionnelle permettant le transfert du contrat au concédant en cas de résiliation anticipée de la présente concession.
Le concessionnaire déclare faire son affaire personnelle de la conclusion des assurances Responsabilité Civile, Tous Risques Chantiers, Constructeur Non Réalisateur et le cas échéant Contrat Collectif de Responsabilité Décennale, sans que le concédant ne soit jamais inquiété ou recherché à ce sujet.

En outre, le concessionnaire devra souscrire une assurance de dommage-ouvrage au titre des travaux soumis à obligation d'une telle souscription.
Le concessionnaire fournira au concédant une copie de l'ensemble de ses attestations d'assurances.

En cas de défaillance du concessionnaire dans le paiement de ses primes, le concédant aura toujours la faculté de se substituer au concessionnaire, à charge pour lui d'en rembourser le montant au concédant.

En cas de sinistre, le concessionnaire s'engage irrévocablement à employer l'indemnité versée à la reconstruction de la partie détruite ou à la réparation des dommages.

Le concessionnaire s'engage à communiquer au concédant, à première demande de celui-ci, une copie de l'ensemble des polices d'assurances qu'il aura souscrites en exécution des présentes.

ARTICLE 21 - SORT DES BIENS EN FIN DE CONTRAT

21.1 Principes

L'intégralité des biens composant les ouvrages objet du présent chapitre revient obligatoirement au concédant au terme de la concession.

La valeur de rachat est fixée, au jour de la signature de la présente concession conformément au bilan ci-annexé, à 16 740 000 € HT qui est égale à la valeur comptable des biens non amortis.

Ce prix est réglé par le concédant dans les modalités définies à l'article 36 du présent traité de concession.

L'expiration de la présente concession, pour quelque cause que ce soit, emporte de plein droit remise par le concessionnaire au concédant des biens composant les ouvrages.

Le concédant en récupère immédiatement la libre disposition, dans les conditions définies à l'article 23.

21.2 Modalités financières

Le concédant rachètera la valeur non amortie des travaux de réhabilitation et d'extension réalisés par le concessionnaire sur les bâtiments BLUM, ORL, et pavillon du gardien, pour un montant au moins égal à 16 740 000 € HT, conformément au bilan financier prévisionnel de l'opération figurant en annexe 5.

La valeur de ce rachat sera versée par avances annuelles telles que détaillées au bilan financier prévisionnel de l'opération figurant en annexe 5, et seront payables au plus tard le 15 mars de chaque exercice.

Il est précisé que ces avances n'entrent pas, par elles-mêmes, dans le champ d'application de la TVA.

La TVA applicable au montant du rachat sera, pour sa part, et sauf exonération dument justifiée, intégralement acquittée par le concédant lors de la remise à ce dernier des ouvrages concernés, à l'échéance normale ou anticipée de la concession.

ARTICLE 22 - ENGAGEMENT DU CONCEDANT QUANT A LA POURSUITE DE L'EXPLOITATION DES BIENS

Afin de de garantir le concessionnaire de tout risque de remise en cause du droit à récupération de la TVA du concessionnaire, le concédant s'engage expressément :

- à poursuivre l'exploitation économique des biens remis en fin de concession, afin que ceux-ci aient une durée totale d'exploitation permettant de ne pas remettre en cause la récupération de la TVA par le concessionnaire (20 ans minimum à compter de l'achèvement des biens de manière à respecter la règle des 20e de TVA et à un taux de rentabilité compatible avec la pratique en la matière des services fiscaux (5% l'an) sous réserve d'une modification ultérieure de la réglementation/des pratiques de l'administration fiscale, permettant la récupération de la TVA par le concessionnaire),

  et

- à couvrir intégralement le concessionnaire des conséquences financières d'une telle remise en cause de son droit à déduction dans l'hypothèse où cette dernière serait générée par le concédant suite à la remise des biens (modification des conditions d'exploitation, etc…).

ARTICLE 23 - ETAT DES IMMEUBLES A LA CESSATION DE L'OCCUPATION

Le concessionnaire est tenu de remettre au concédant l'ensemble des constructions composant les ouvrages au terme normal de la présente concession en bon état d'entretien et de fonctionnement tenant compte d'une usure normale, et libres de tout privilège ou nantissement.

La remise effective par le concessionnaire au concédant desdits biens, s'effectue le jour suivant la date de cessation de la présente concession.

Six mois avant l'expiration normale des présentes, au vu d'un état des lieux établi contradictoirement entre elles, le cas échéant par acte d'huissier, les parties arrêteront et estimeront les éventuels travaux nécessaires à la remise en état normal d'entretien, tenant compte d'une usure normale, de l'ensemble des biens objet des présentes.

Le concessionnaire devra exécuter les travaux correspondant dans un délai raisonnable, convenu conjointement avec le concédant.

A l'issue de la construction, le concessionnaire remettra au concédant un Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) complet.

ARTICLE 24 - FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments liés à la rédaction, la passation, la publication ou encore l'enregistrement de la présente concession, y compris le coût de la copie exécutoire à remettre au concédant, seront supportés et acquittés exclusivement par le concédant qui s'y oblige.

Tous les frais, droits et émoluments qui en seront la suite et la conséquence, sans aucune exception ni réserve, seront supportés et acquittés exclusivement par le concessionnaire qui s'y oblige.

ARTICLE 25 - PUBLICITE FONCIERE

La présente autorisation d'occupation valant droits réels sur les immeubles sera, compte tenu également de sa durée, inscrite au Livre Foncier, sur requête du concessionnaire ou de son notaire désigné, auprès du bureau foncier près le Tribunal compétent.

PARTIE III :
MODALITES OPERATIONNELLES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

ARTICLE 26 - MODALITES D'ACQUISITION ET DE LIBERATION DES IMMEUBLES

Dès que la Concession d'aménagement est exécutoire, l'AMENAGEUR bénéficiera de droits pour mener à bien l'ensemble des études, investigations et travaux nécessaires à l'aboutissement du projet Techoparc-nextmed.

A compter du 02 mars 2020, il procédera à l'acquisition ou à la prise à bail des terrains et immeubles bâtis, conformément à l'article 4a) et à la partie II de la présente Concession d'aménagement, dans les conditions définies par le présent article.

26.1 Situation des lieux

Sans préjudice de ce qui est mentionné à l'article 12 ci-avant, le concédant déclare et garantit que les terrains et immeubles situés dans le périmètre de la concession sont libres de toute location ou occupation quelconque. A défaut, le concédant fera son affaire de la libération des locaux permettant l'intervention du concessionnaire avant toute mise à disposition.

Par ailleurs, le concédant autorise d'ores et déjà (et préalablement à l'acquisition des terrains ainsi qu'à la prise d'effet des droits réels du concessionnaire sur les bâtiments dans les conditions définies à la partie II ci-avant) le concessionnaire à intervenir sur le périmètre de la concession pour la réalisation des études et travaux préalables au lancement de l'opération (défrichage, sondages, diagnostics, etc…).

26.2 Acquisition des terrains et immeubles propriété de l'EMS

L'ensemble des terrains bâtis ou non bâtis compris dans le périmètre de l'opération d'aménagement concédée, figurant au cadastre sous la référence suivante : Commune de STRASBOURG, Section 41, N°111, de 148,89 ares, sont la propriété de l'EMS.

L'Aménageur procèdera aux acquisitions auprès de l'EMS des terrains et immeubles à détacher de cette parcelle au prix de 1 453 000 € HT (montant maximum, conformément au bilan d'aménagement prévisionnel annexé).

La présente Concession ne valant pas vente, l'EMS s'engage à soumettre au conseil métropolitain les projets d'actes de vente et l'évaluation des services de l'Etat compétents y afférente.

L'acte de vente interviendra dans un délai de 1 ou 2 mois (selon les deux hypothèses de calendrier visées en annexe 8) à compter de l'obtention par l'aménageur du permis d'aménager purgé de tout recours ou retrait.

26.3 Exercice de prérogatives de puissance publique

L'ensemble des terrains et immeubles étant la propriété de l'EMS, il n'y a lieu ni de déléguer à l'AMENAGEUR l'exercice du droit de préemption urbain, ni de solliciter la déclaration d'utilité publique du projet.

26.4 Servitudes

Le concédant déclare et garantit qu'à sa connaissance, il n'existe aucune autre servitude de droit privé sur les immeubles, tant de son chef que de celui des précédents propriétaires, que celles visées à l'article 12 ci-avant ainsi qu'à l'annexe 9.

Il garantit le concessionnaire des conséquences d'une servitude qui ne serait pas déclarée aux présentes ou de l'existence d'une quelconque contrainte physique qui empêcherait sans autre intervention ou rendrait plus coûteuse l'exécution de la présente concession (il en irait notamment ainsi en cas de découverte d'ouvrage souterrain même non matérialisé par une servitude, le concédant faisant alors son affaire du dévoiement et de la prise ne charge financière de la remise en état du terrain permettant la réalisation de l'opération).

ARTICLE 27 – AUTORISATION PAR LE CONCEDANT A L'AMENAGEUR D'INTERVENIR SUR SON FONCIER DANS LE PERIMETRE DE L'OPERATION

L'EMS autorise l'AMENAGEUR à intervenir sur les biens qui lui appartiennent, et qui relèvent le cas échéant du régime de la domanialité publique, pour la réalisation de l'opération d'aménagement concédée, dans le respect des règles issues de l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques.

L'EMS s'engage par ailleurs à apporter toute son assistance pour que l'AMENAGEUR soit autorisé par les autres personnes publiques concernées, et au premier rang desquelles la ville de Strasbourg à intervenir sur les biens leur appartenant et soumis au régime de la domanialité publique, lorsque l'intervention de l'AMENAGEUR sur ces immeubles est nécessaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement concédée.

ARTICLE 28 - RECOURS A DES HOMMES DE L'ART, TECHNICIENS, SPECIALISTES, ET DES ENTREPRISES

Pour l'exécution de sa mission, l'AMENAGEUR peut faire appel à des hommes de l'art et à toute entreprise, dont le concours, pour des missions permanentes ou limitées, s'avère utile.

L'AMENAGEUR peut également faire appel à des spécialistes qualifiés pour des interventions particulières.

L'intervention de ces entreprises et prestataires ne pourra être assimilée ni à une cession totale ou partielle de la présente Concession d'aménagement, ni à une délégation de maîtrise d'ouvrage, ni à une quelconque sous-traitance, l'AMENAGEUR restant seul maître d'ouvrage et seul garant à ce titre du respect des dispositions prévues par la présente Concession d'aménagement envers l'EMS.

ARTICLE 29 – PASSATION DES CONTRATS ET MARCHES

L'AMENAGEUR doit passer les contrats dans le respect de la réglementation en vigueur et notamment de l'article R. 300-12 du code de l'urbanisme et des règles qui lui sont applicables. Pour les aménageurs qui ne sont pas soumis à l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, les procédures seront établies par l'aménageur, dans le respect des principes applicables en matière de mise en concurrence, et validées par le Concédant.

L'EMS en qualité de concédant sera représentée avec voix délibérative au sein de la commission d'appel d'offres ad hoc à créer par le concessionnaire et avec voix délibérative au sein des jurys de l'AMENAGEUR, appelés à intervenir dans la procédure de passation.

L'AMENAGEUR s'engage à insérer dans ses marchés de travaux au titre de la présente Concession d'aménagement des clauses d'insertion sociale prévoyant à minima 5% des heures travaillées, conformément à la Convention d'Insertion Professionnelle adoptée par délibération communautaire.

Le Concessionnaire est tenu d'informer le Concédant dans le délai de trente (30) jours à compter de la conclusion des contrats, du nom du titulaire et du montant du contrat.

ARTICLE 30 – PRESENTATION DES AVANT-PROJETS ET PROJETS D'EXECUTION

30.1 Dans le respect de la trame de convention Voirie et Réseaux Divers « VRD » disponible sur le site Internet de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, les équipements ou ouvrage dont la réalisation incombe à l'AMENAGEUR en application de la présente Concession font l'objet d'un ou plusieurs avant-projet(s) ou avant-projet(s) sommaire(s) établi(s) en accord avec les services concernés de l'EMS et, le cas échéant, les services des collectivités, groupements de collectivités, établissements publics ou des concessionnaires de services publics intéressés. Ce ou ces avant-projet(s) sont soumis pour accord au concédant.

Chacun de ces avant-projets doit être présenté selon un échéancier établi en accord avec de l'EMS et le cas échéant les autres personnes destinataires des ouvrages.

30.2 Les projets d'exécution doivent être conformes aux avant-projets approuvés par de l'EMS. En cas d'évolution significative du Projet (PRO) et Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ceux-ci devront être validés dans les mêmes conditions.

30.3 Les avant-projets sont réputés acceptés si le représentant de l'EMS et le cas échéant des autres personnes publiques intéressées ne formulent pas d'observation dans un délai de deux mois à compter de leur réception.

30.4 Le concédant s'engage à associer le concessionnaire et à lui transmettre pour information le(s) avant-projet(s) des travaux à réaliser sur les espaces publics aux abords du périmètre de l'opération, réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage. Il veillera également à s'assurer de la compatibilité technique et temporelle de la réalisation des travaux y afférents, au regard de ceux relevant de la présente concession.

ARTICLE 31 – EXECUTION DES TRAVAUX ET OUVRAGES OBJET DE L'OPERATION

31.1 L'AMENAGEUR assure la maîtrise d'ouvrage des travaux et ouvrages et s'assure de leur parfait achèvement dans les délais prévus. Il assure à ce titre une mission de coordination administrative générale.

Il lui appartient d'établir ou de faire établir, sous son contrôle, quelles que soient les méthodes de planification retenues, le calendrier d'exécution des divers ouvrages dont il a la charge en qualité d'aménageur et de s'assurer que ce calendrier est respecté.

L'EMS et ses services compétents et le cas échéant les collectivités ou groupements de collectivités destinataires des ouvrages et leurs services compétents pourront avoir communication de toutes les pièces contractuelles et documents qu'ils demanderont ; ils sont autorisés à y accéder à tout moment. Toutefois, ils ne peuvent présenter leurs observations qu'à l'AMENAGEUR et non directement aux entrepreneurs ou maîtres d'œuvre.

Lorsque les ouvrages sont achevés, ils font l'objet d'une réception à laquelle est invitée l'EMS et la collectivité ou groupement de collectivités, ou l'association syndicale ou foncière destinataires des ouvrages, dans les conditions prévues à l'article 32 ci-après.

31.2 L'AMENAGEUR est investi, pour l'exécution des ouvrages faisant l'objet de la présente Concession d'aménagement, de tous les droits que les lois et règlements confèrent aux collectivités publiques en matière de travaux publics. Il demeure, en même temps, soumis à toutes les obligations qui en découlent.

ARTICLE 32 - REMISE DES OUVRAGES D'INFRASTRUCTURE

32.1. Sans préjudice des dispositions de la trame des conventions « VRD » Ville et Eurométropole de Strasbourg, les ouvrages ou parties d'ouvrages réalisés en application de la présente Concession d'aménagement et ayant vocation à revenir dans le patrimoine de l'EMS et notamment les voiries, les espaces libres et les réseaux, lui appartiennent au fur et à mesure de leur réalisation et lui reviennent de plein droit dès leur achèvement.

Dès l'achèvement des équipements, l'AMENAGEUR doit inviter l'EMS à participer aux opérations de remise desdits ouvrages. Les opérations constateront ce retour sans cependant l'opérer. L'EMS ne peut refuser la remise d'un ouvrage propre à sa destination et conforme aux modalités d'incorporation dans le domaine public mais peut, à cette occasion, formuler toutes réserves et inviter l'AMENAGEUR à remédier aux défauts constatés.

Les concessionnaires de service public, et les associations syndicales ou foncières intéressés par les ouvrages réalisés, seront invités aux opérations de remise. L'EMS, propriétaire de ces biens de retour, leur remettra les ouvrages en présence de l'AMENAGEUR.

32.2 Les ouvrages ou parties d'ouvrages réalisés en application de la présente Concession d'aménagement et ayant vocation à entrer dans le patrimoine d'autres collectivités que l'EMS ou de groupement de collectivités, seront remis dès leur achèvement à leur destinataire par l'EMS.

Dans ce cas, ces collectivités sont invitées aux opérations de remise ; l'EMS leur remet les ouvrages en présence de l'AMENAGEUR.

32.3 Les ouvrages ou parties d'ouvrages réalisés en application de la présente Concession d'aménagement et ayant vocation à entrer dans le patrimoine d'associations syndicales ou foncières leur reviennent de plein droit dès leur achèvement. A cet effet, les représentants des associations sont invités à participer aux opérations de réception des ouvrages, conjointement avec ceux de l'EMS, comme prévu à l'article 32.2 ci-avant. La remise aux associations intervient selon les modalités définies par leurs statuts. L'AMENAGEUR veillera à ce que ceux-ci organisent la prise en charge des ouvrages par les associations dès leur achèvement, que des réserves aient été ou non émises, et la régularisation rapide du transfert de propriété.

32.4 L'AMENAGEUR a l'obligation de faire préparer et présenter à la signature de l'EMS ou, le cas échéant, des personnes autres intéressées, un acte authentique ou en la forme administrative réitérant le transfert de propriété des terrains d'assiette des voies, espaces plantés ou non plantés, réseaux divers ou autres équipements.

32.5 L'achèvement est réputé réalisé, au sens du présent article, au plus tard, pour les voies, les équipements publics de superstructures et les espaces libres, dès leur ouverture au public, et pour les réseaux dès leur mise en exploitation.

Le classement des voies à l'intérieur de la zone dans la voirie publique est, s'il y a lieu, opéré par l'autorité compétente et selon les règles en vigueur.

A la mise en service des ouvrages et au plus tard à leur remise, l'AMENAGEUR fournit à la personne à laquelle l'ouvrage est remis une collection complète des dessins et plans des ouvrages tels qu'ils ont été exécutés, ainsi que tous les documents nécessaires à leur exploitation.

32.6 A la remise des ouvrages à l'EMS ou à une autre collectivité compétente, l'AMENAGEUR remettra à la collectivité compétente une « fiche d'ouvrage » complétée, précisant les éléments nécessaires à l'intégration de l'équipement dans le patrimoine de la Collectivité compétente :

a. Identification de l'ouvrage

b. Coût complet hors taxe de l'ouvrage incluant :
- coût d'acquisition des terrains d'emprise de l'ouvrage et frais annexes liés à ces acquisitions, déterminés directement ou par ratio,
- coût de mise en état des sols (démolition, dépollution…) rapportés à l'emprise de l'ouvrage remis,
- coût des travaux, mis en œuvre pour la réalisation de l'ouvrage, et des honoraires techniques liés à ces travaux (maîtrise d'œuvre, SPS, bureau de contrôle…),
- autres charges indirectes : honoraires des tiers (études, expertises diverses), rémunération de l'AMENAGEUR, frais financiers… L'affectation des charges indirectes se fera selon des clefs de répartition objectives.

ARTICLE 33 - ENTRETIEN DES OUVRAGES DESTINEES A INTEGRER LE DOMAINE PUBLIC

Jusqu'à la remise des ouvrages réalisés en application de la présente Concession d'aménagement, ceux-ci sont entretenus en bon état par l'AMENAGEUR. Les dépenses correspondantes seront prises en compte au bilan de l'opération.

Postérieurement à la date de remise et conformément aux modalités de remise des ouvrages prévus à l'article 14 ci-avant, l'EMS, ou les autres personnes compétentes exercent pleinement leurs obligations de propriétaires de l'ouvrage, en assurent notamment la garde, le fonctionnement et l'entretien. Elles ont dès lors seules qualité pour engager toute action en responsabilité sur le fondement des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792-4-1 du Code Civil.

ARTICLE 34 – MODALITES DE CESSION, DE CONCESSION OU DE LOCATION DES IMMEUBLES

Les biens immobiliers, bâtis ou non bâtis, acquis ou pris à bail par l'AMENAGEUR, font l'objet de cessions, de concessions d'usage, ou de locations.

34.1 Obligation d'organisation de consultations

Dans ses actions de commercialisation, l'AMENAGEUR assumera la mise en œuvre de consultations préalables à la cession de lot (de type consultation d'architectes, consultation promoteurs/architectes,…) fixant des objectifs ambitieux en matière de qualité architecturale et environnementale. Quels que soient les moyens de consultation mis en place, l'AMENAGEUR sera responsable de l'efficacité de la commercialisation et de la qualité des projets.

Dans le cadre de ces consultations, le concessionnaire associera l'EMS, avec voix délibérative, aux jurys de sélection des candidatures et des offres et proposera la participation de maître d'œuvres indépendants pour éclairer l'avis des membres du jury.

34.2 Cas de dérogation possible au processus de consultation

Les concessions d'usage et location d'immeubles ne nécessiteront pas l'organisation obligatoire de consultations et pourront être négociées de gré à gré.

Par ailleurs, en cas d'accord du concédant, l'AMENAGEUR pourra mettre au point les projets en partenariat avec les constructeurs dans le cadre de négociations de gré à gré. L'accord formalisé de l'EMS se traduira par un courrier de réponse adressé par la personne désignée à l'article 36 ci-après dans le délai d'un mois suivant la sollicitation de l'AMENAGEUR.

34.3 Cessions nécessitant l'accord de l'EMS

L'AMENAGEUR devra obtenir préalablement à certaines cessions l'accord formalisé du concédant dans les cas suivants :

- Si le prix de charge foncière est inférieur au prix bilan figurant dans le dernier CRACL approuvé,

- Si la cession est destinée à une opération de logement social réalisée par un bailleur, ou une opération mixte comportant une part majoritaire de logements sociaux,

L'accord formalisé de l'EMS se traduira par un courrier de réponse adressé par la personne désignée à l'article 36 ci-après dans le délai d'un mois suivant la sollicitation de l'AMENAGEUR.

Dans ce cadre, l'AMENAGEUR devra veiller à ne pas conférer de droit aux attributaires pressentis avant accord de l'EMS.

34.4 Information de l'EMS

Chaque année, l'AMENAGEUR informera l'EMS, des cessions pendant l'exercice écoulé en application des dispositions de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme.

34.5 Formalisation du cahier des charges de cession de terrains

Les modalités de cession, de location ou de concession d'usage des terrains et immeubles bâtis aux utilisateurs sont définies par un cahier des charges indiquant obligatoirement le nombre de mètres carrés de surface de plancher dont la construction est autorisée sur la parcelle cédée. Ce cahier des charges de cession ou de concession de terrains est établi par l'AMENAGEUR et comprend deux titres (trois le cas échéant) :

- Le titre Ier détermine les prescriptions imposées aux utilisateurs des terrains dans le but de veiller au respect de l'utilité publique lorsque l'acquisition des immeubles bâtis ou non à aménager a été déclarée d'utilité publique ; il précise notamment le but de la cession, les conditions dans lesquelles la cession est consentie et résolue en cas d'inexécution des charges ; si l'opération d'aménagement a été déclarée d'utilité publique, il doit être conforme aux clauses types approuvées par décret en Conseil d'Etat, en application de l'article L. 411-2 du code de l'expropriation.

- Le titre II définit les droits et obligations de l'AMENAGEUR et des utilisateurs pendant la durée des travaux d'aménagement de la zone et de construction des bâtiments. Il peut fixer notamment les prescriptions techniques, environnementales, urbanistiques et architecturales imposées aux utilisateurs et à leurs entreprises et maîtres d'œuvre et notamment en matière d'insertion sociale pour la réalisation des travaux.

  Si les terrains à bâtir sont cédés avant l'achèvement des équipements prévus, une date prévisionnelle d'achèvement des équipements par l'AMENAGEUR devra être précisée. Les équipements existants devront permettre toutefois l'accès aux chantiers et la poursuite des travaux par les utilisateurs.

Ce cahier des charges devra préalablement aux cessions ou concessions d'usages de terrains être approuvé par le Président de l'EMS.

ARTICLE 35 – EXPLOITATION DES IMMEUBLES REHABILITES

Les immeubles ORL et Blum réhabilités seront exploités par l'AMENAGEUR pendant toute la durée de la présente Concession.

PARTIE IV :
MODALITES FINANCIERES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

ARTICLE 36 - FINANCEMENT DE L'OPERATION

36.1 Principes

36.1.1 L'AMENAGEUR, en sa qualité de maître d'ouvrage, assure le financement de l'opération d'aménagement concédée et contracte tous emprunts et avances nécessaires au financement provisoire de l'opération.

36.1.2 L'AMENAGEUR gère distinctement la trésorerie de l'opération au mieux de l'intérêt de l'opération. L'AMENAGEUR impute à l'opération, en fonction de la situation de trésorerie réelle de l'opération, les intérêts débiteurs au taux réel pratiqué par les établissements financiers auprès desquels il sollicite des emprunts et des découverts et les produits financiers au taux réel des placements pratiqués sur l'exercice.

Si l'AMENAGEUR utilise ses fonds propres pour la mise en place de ces relais, il est autorisé à imputer une rémunération à un taux égal à la moyenne annuelle des taux effectifs moyens pratiqués par les établissements de crédit pour des prêts à taux variable aux entreprises d'une durée initiale supérieure à deux an.

36.1.3 Les charges supportées par l'AMENAGEUR pour la réalisation de l'opération sont couvertes en premier lieu par les produits à provenir des cessions, des concessions d'usage et des locations de terrains ou d'immeubles bâtis.

36.1.4 L'AMENAGEUR peut solliciter, en vue de la réalisation de l'opération, l'attribution de toute aide financière directe ou indirecte auprès de toute structure.

Sous réserve de l'accord préalable de l'EMS, l'AMENAGEUR pourra à ce titre bénéficier dans les conditions fixées au dernier alinéa de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme des subventions versées par d'autres collectivités territoriales ou groupement de collectivités territoriales en vue de financer des actions qu'elle aura à mener en application de la présente Concession d'aménagement. Une convention signée par l'AMENAGEUR, l'EMS et la collectivité ou le groupement de collectivités qui octroie la subvention fixera notamment l'affectation éventuelle de cette subvention à la contrepartie de la remise d'ouvrage à la collectivité ou le groupement financeurs, ainsi que les conditions dans lesquelles l'AMENAGEUR rendra compte de son attribution, de son échéancier, de son encaissement effectif et de son utilisation.

36.2 Participation de l'EMS au coût de l'opération

En application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, le montant prévisionnel de la participation de l'EMS est fixé à 7M€.

Cette participation sera versée sous la forme d'une participation financière ; cette participation en numéraire fera l'objet de versements par tranches annuelles telles que définies au bilan financier prévisionnel de l'opération figurant en annexe 5, et seront payables au plus tard le 15 mars de chaque exercice.

L'AMENAGEUR sollicitera le paiement de la participation de l'EMS dans la limite du montant des tranches annuelles ci-dessus défini, éventuellement modifié par avenant.

Le montant global de cette participation est à entendre comme un montant plafonné, ferme et non révisable.

ARTICLE 37 – CESSION DE CREANCE EN DAILLY ACCEPTEE PAR LE CONCEDANT

Pour financer l'opération, le concessionnaire a recours à un prêt de 15 M€ à un taux fixe de 1.36%, avec une garantie du financement de type cession de créances professionnelles Dailly acceptée par l'Eurométropole, conformément à l'article L313-29 du code monétaire et financier. Ce prêt unique est mobilisable entre 2018 et 2019 avec un différé d'amortissement de 3 ans.

La cession de créances professionnelles Dailly acceptée permettra à l'organisme prêteur, à savoir le Crédit Agricole, de se voir rembourser directement des échéances du prêt par le concédant, conformément aux échéances mentionnées dans le bilan prévisionnel d'aménagement annexé.

La créance cédée correspondant au montant de 16.74 M€ HT visé aux articles 21 et 36.3 ci-avant, correspondant au montant de la valeur non amortie comptable des bâtiments ORL et BLUM. Ces avances seront payables au plus tard le 15 mars de chaque exercice.

Par conséquent, le concédant s'engage à régler directement et intégralement, déduction faite des éventuels paiements déjà effectués à ce titre et dans la limite des sommes dues à l'organisme préteur, la créance cédée à ses échéances, sans pouvoir opposer aucune exception fondée sur ses rapports avec le concessionnaire.

Le cas échéant, une fois l'organisme préteur désintéressé, le solde de la créance sera réglé au concessionnaire, selon les modalités définies au bilan financier prévisionnel de l'opération figurant en annexe 5.

Par délibération du 29 juin 2018, l'EMS a accepté la cession de créance professionnelle visée au présent article.

ARTICLE 38 – COMPTABILITE – COMPTE RENDU ANNUEL

Pour permettre à l'EMS d'exercer son droit à contrôle comptable et financier en application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, l'AMENAGEUR doit tenir sa comptabilité de manière à faire apparaître distinctement les comptes propres à l'opération objet de la présente concession.

38.1 Ainsi qu'il est dit aux articles L. 300-5 du code de l'urbanisme, l'AMENAGEUR adresse à l'EMS, avant le 31 mars de chaque année, un projet de compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- Le « bilan » prévisionnel global actualisé défini à l'article 39 ci-après,
- Le plan global de trésorerie actualisé de l'opération défini à l'article 39 ci-après,
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé à aux articles 27 et 37 ci-avant,
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir.
- Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques en application de l'article 39, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Le compte-rendu définitif est adressé au plus tard avant le 30 juin de chaque année et est soumis à l'examen du Conseil métropolitain, qui se prononce par un vote, dans les conditions prévues à l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme.

38.2 L'EMS a le droit de contrôler les documents fournis, ses agents accrédités pouvant se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification.

ARTICLE 39 – PREVISIONS BUDGETAIRES ANNUELLES

L'AMENAGEUR établit un état prévisionnel actualisé pour l'année à venir, des dépenses et des recettes de l'opération, objet de la présente Concession d'aménagement, ainsi que le programme correspondant des acquisitions immobilières, des cessions de terrains ou volumes grevés de droits à construire et des travaux, ainsi que le plan de trésorerie et le plan de financement prévisionnels de l'année à venir.

39.1 Le bilan prévisionnel global et l'état prévisionnel annuel conformes au cadre et à la présentation de l'Annexe 6, comportent notamment :

- En dépenses, les acquisitions de terrains, le coût des travaux d'équipement à la charge de l'AMENAGEUR visés en Annexe 3 des présentes, les frais résultant de l'intervention des personnes prévues à l'article 31 ci-avant, les indemnités prévues à l'article 51, les frais financiers et l'imputation forfaitaire par l'AMENAGEUR de ses frais de fonctionnement, dite « rémunération annuelle » définie à l'article 43 ci-après.

- En recettes, les prix des cessions, concessions d'usage ou locations à encaisser, les produits financiers, les produits de gestion, les subventions et financements des autres collectivités ou groupements de collectivités affectés aux actions d'aménagement réalisées dans le cadre de l'opération à verser à l'AMENAGEUR et les participations dues par l'EMS; l'état prévisionnel annuel précise notamment les participations, subventions et financements à verser à l'AMENAGEUR au cours de l'exercice suivant par l'EMS et les autres collectivités ou groupements de collectivités dans les conditions indiquées à l'article 39 ci-avant.

39.2 Le plan de trésorerie et le plan de financement prévisionnels font ressortir les excédents ou les déficits de trésorerie, le montant des emprunts (annuités à rembourser ou encaissements), des avances reçues de la Collectivité et, le cas échéant, le montant de l'avance due par l'EMS dans les conditions prévues à l'article 39 ci-avant.

39.3 L'état prévisionnel des dépenses et recettes, et le plan de trésorerie et le plan de financement prévisionnels de l'opération doivent être établis dès que la Concession d'aménagement est exécutoire et par la suite avant le 1er septembre de chaque année s'ils font état pour l'année suivante d'un versement de participation ou d'avance par l'EMS, dans le cas contraire, avant le 30 juin de chaque année.

ARTICLE 40 – REMUNERATION DU CONCESSIONNAIRE – COUT DE SON INTERVENTION

40.1 Modalités de détermination des charges de l'AMENAGEUR

L'AMENAGEUR est autorisé à imputer ses charges de fonctionnement en fonction de l'état d'avancement de ses différentes missions et tel que défini au bilan financier prévisionnel de l'opération figurant en annexe 5. Ces imputations de charges sont destinées à couvrir le coût d'intervention de l'AMENAGEUR.

Ce coût a été défini par les parties sur la base des moyens humains et techniques que l'AMENAGEUR s'est engagé à mettre en œuvre pour assurer la réalisation de sa mission.

Cette imputation destinée à couvrir le coût d'intervention de l'AMENAGEUR, dénommée « rémunération », est déterminée entre les parties de la façon suivante et reprise dans la présentation du compte prévisionnel de l'opération.

La nature des charges couvertes par la rémunération correspond aux coûts de structure établis par la comptabilité de l'AMENAGEUR, imputables à l'opération. Conformément au bilan financier prévisionnel de l'opération figurant en annexe 5, cette rémunération est décomposée de la manière suivante :

1. Une rémunération principale, d'un montant forfaitaire de 922 698,00 € HT ;

2. Une rémunération spécifique pour l'accomplissement de ses missions de maitrise d'ouvrage pour la remise en état du site : sans préjudice de la rémunération forfaitaire visée ci-avant ou de celle qui résulterait d'accords ultérieurs avec le Concédant, l'Aménageur perçoit une rémunération calculée sur la base de 5% rapportée au montant total des dépenses HT constatées sur l'opération, pour la remise en état du site (travaux et études de dépollution, démolition, désamiantage, etc…).

Les charges couvertes par cette rémunération sont les suivantes :

- Les coûts de direction générale de l'AMENAGEUR
- Les coûts d'administration générale de l'AMENAGEUR. Ces coûts concernent :
  - L'ensemble des salaires, charges sociales et coûts directement liés au personnel des services administratifs et financiers,
  - Tous les frais généraux non directement affectables à l'opération.
  - Les impôts et taxes liés aux salaires des personnels de direction et d'administration, ainsi que tous les autres impôts et taxes et versements assimilés non directement affectables à la convention,
  - L'ensemble des salaires, charges sociales et coûts directement liés au personnel des services de production du Concessionnaire.
- Le cas échéant, les dotations aux amortissements et les provisions propres.
- Frais afférents aux interventions du commissaire aux comptes

à l'exception des charges suivantes :

- Les frais fixes d'animation et de développement,
- La gestion administrative et locative,
- Le business développer,

lesquelles seront imputées au bilan de l'opération, selon les dépenses réellement réalisées.

40.2 Modalités d'imputation de la rémunération

L'aménageur imputera sa rémunération dans les conditions suivantes :

- Pour la rémunération principale : par application des montants définis au bilan financier prévisionnel de l'opération figurant en annexe 5,
- Pour la rémunération spécifique de remise en état du site : son montant sera calculé annuellement sur la base du pourcentage visé ci-dessus, appliqué aux dépenses de remise en état du site attestées payées dans l'année.

ARTICLE 41 – REMUNERATION VISEE DU CAPITAL

Compte tenu du risque du projet assumé par l'aménageur, et dans le cadre de la constitution de la société ad hoc visée à l'article 48.3, il est prévu, dans le cadre de l'offre de l'aménageur et du bilan financier prévisionnel ci annexés, une rémunération visée, fixée à 8% du capital social, soit un montant estimatif de 3,2 M€ sur la durée de la concession.

PARTIE V :

MODALITES D'EXPIRATION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

ARTICLE 42 – CONDITIONS D'EXPIRATION DU CONTRAT

42.1. Expiration de la concession d'aménagement à son terme contractuel

A l'expiration contractuelle de la Concession d'aménagement, telle que définie à l'article 2 ci-avant, l'AMENAGEUR demandera à l'EMS de constater cette expiration et de lui donner quitus de sa mission, sous réserve des tâches non réalisées à cette date, telles que prévues à l'article 4 ci-avant.

A cet effet, le bilan de clôture est arrêté par l'AMENAGEUR et approuvé par l'EMS. Ce bilan prend en compte le montant définitif de la participation de l'EMS au coût de l'opération. Le montant définitif de cette participation est celui figurant à l'article 39 de la présente convention, éventuellement modifié par voie d'avenant.

42.2. Expiration anticipée de la concession d'aménagement

42.2.1 Résiliation amiable

Les parties peuvent à tout moment se rapprocher afin de convenir d'une résiliation amiable de la présente concession et de ses modalités (préavis, indemnisation, etc…).

42.2.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.

L'Autorité concédante peut, à tout moment, mettre fin à la Concession pour un motif d'intérêt général.
La résiliation est prononcée par décision de l'assemblée délibérante de l'Autorité concédante, moyennant un préavis qui sera convenu entre les parties, sans pouvoir être inférieur à 6 (six) mois, dûment motivé et notifié à l'Aménageur. La prise d'effet de la résiliation peut être reportée à la date d'entrée en vigueur du nouveau contrat ou du nouveau mode d'exploitation.
L'Aménageur a droit à l'indemnisation intégrale du préjudice subi du fait de la résiliation, dans les conditions définies au i. de l'article 46.2.3.

42.2.3. Résiliation pour faute de l'une des parties – déchéance du contrat

L'EMS ne peut prononcer de plein droit la résiliation pour faute de l'AMENAGEUR.

En cas de manquement grave et répété de l'une ou l'autre Partie dans l'exécution du présent Contrat, chacune d'elle peut demander au juge de prononcer la résiliation pour faute de la concession d'aménagement aux torts et griefs de l'autre, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de trois mois.

42.2.4. Autres cas de résiliation unilatérale

i. Si l'AMENAGEUR est placé en redressement judiciaire, le contrat ne pourra être résolu, conformément à l'article L 622-13 du Code de commerce, que sur renonciation expresse ou tacite par l'administrateur judiciaire à la poursuite du contrat.

ii. Le contrat pourra aussi être résilié, à l'initiative de la Partie la plus diligente, en cas de déféré introduit par le Préfet en application de l'article L. 2131-6 du Code général des collectivités territoriales à l'encontre de la Concession d'aménagement ou de tout acte détachable nécessaire à sa conclusion ou son exécution.

42.2.5. Résiliation pour cause de force majeure

En cas de survenance d'un cas de Force Majeure rendant impossible la poursuite de l'exécution normale de la Concession, la résiliation peut être prononcée, à la demande de l'Aménageur ou de l'Autorité concédante, par voie conventionnelle ou juridictionnelle.

L'Aménageur a droit à une indemnisation du préjudice subi du fait de la résiliation, dans les conditions définies au iv. de l'article 46.2.3.

42.2.6. Résiliation pour cause de bouleversement financier de l'économie du contrat

En cas de bouleversement financier de l'économie du contrat, tel qu'il est défini au C. de l'article 46.2.2, la résiliation peut être prononcée, à la demande de l'Aménageur ou de l'Autorité concédante.

L'Aménageur a droit à une indemnisation du préjudice subi du fait de la résiliation, dans les conditions définies au iv. de l'article 44.2.3.

ARTICLE 43 – CONSEQUENCES JURIDIQUES ET FINANCIERES DE L'EXPIRATION DE LA CONCESSION APRES ACHEVEMENT DE LA MISSION DE L'AMENAGEUR

43.1 Conséquences juridiques de l'expiration de la concession à son terme contractuel

En cas d'expiration de la Concession d'aménagement à son terme contractuel, les dispositions suivantes sont applicables.

43.1.1. Sort des équipements et ouvrages publics

Les équipements et ouvrages publics qui, du fait de leur inachèvement, n'auraient pas été préalablement remis à l'EMS ou à la personne publique compétente dans l'hypothèse où celle-ci serait différente de l'EMS seront remis dès l'expiration de la Concession d'aménagement à titre gratuit dans leur état d'avancement à l'EMS selon les modalités prévues à l'article 35 ci-avant, moyennant le cas échéant le versement des participations prévues et affectées à la réalisation de ces équipements tel que prévu à l'article 39 ci-avant. L'EMS en poursuivra la réalisation.

43.1.2. Sort des terrains non vendus

L'EMS pourra devenir propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus. Les Parties signeront dans les meilleurs délais un acte constatant que ce transfert de propriété est intervenu.

A défaut, chacune d'elles pourra solliciter du juge une décision constatant le transfert de propriété et susceptible d'être publiée.

Le transfert de propriété de ces biens sera réalisé en contrepartie du versement d'un prix correspondant à la valeur vénale, en référence notamment aux éléments du dernier compte-rendu annuel approuvé, déduction faite de la moins-value résultant des équipements non encore réalisés. A défaut d'accord entre les parties, la valeur vénale sera déterminée par un expert choisi d'un commun accord ou à défaut désigné par le juge.

43.1.3. Autres conséquences

Le concédant s'engage à poursuivre l'exécution de tous les baux conclus par le concessionnaire dans le cadre de l'exploitation des bâtiments BLUM et ORL, dont la durée excèderait celle de la présente concession, dès lors que le concédant aura autorisé expressément la signature desdits baux.

43.2 Conséquences financières de l'expiration de la concession à son terme contractuel

A l'expiration de la Concession à son terme contractuel, il sera procédé aux opérations et règlements définis ci-après.

43.2.1 Opérations de liquidation et imputation correspondante

A l'expiration du présent contrat à son terme contractuel, l'AMENAGEUR a l'obligation de procéder aux opérations de liquidation : transferts des contrats, des biens, de l'actif et du passif et arrêté des comptes.

L'imputation des charges de l'AMENAGEUR pour cette tâche particulière accomplie au terme normal du contrat est prévue à l'article 43 ci-dessus.

43.2.2. Arrêté des comptes de l'opération d'aménagement

A l'expiration de la Concession d'aménagement à son terme contractuel, l'AMENAGEUR établira un arrêté des comptes de l'opération d'aménagement permettant aux parties de prendre acte de la situation financière et comptable définitive de l'opération d'aménagement et d'arrêter le solde d'exploitation.

Toutes sommes liées à l'exécution de la mission de l'AMENAGEUR jusqu'à l'expiration de la Concession d'aménagement, dont l'AMENAGEUR pourrait être personnellement redevable vis-à-vis des tiers ou de l'Administration fiscale, et dont le montant n'est pas déterminé à la date de l'arrêté des comptes, doivent être inscrites en provision dans cet arrêté des comptes, sauf cas visé par l'article 52 sur les pénalités.

i. Solde d'exploitation

Le solde d'exploitation sera établi de la façon suivante :

EN PLUS :
L'ensemble des produits (notamment ceux visés au bilan ci-annexé), hors TVA, perçus avant l'expiration de la Concession d'aménagement, inclus les subventions et les participations telles que fixées au contrat à la date d'expiration, les produits financiers perçus jusqu'au règlement final, ainsi que les créances hors taxes exigibles avant l'expiration de la Concession d'aménagement (à l'exception de celles qui ne seraient pas recouvrées à l'arrêté des comptes et qui seront alors cédées à l'EMS dans les conditions prévues par les articles 1689 et suivants du Code Civil)

EN MOINS :
- L'ensemble des charges (notamment celles visées au bilan ci-annexé), hors TVA déductible, exposées par l'AMENAGEUR du fait de l'exécution de sa mission, payées ou exigibles avant l'expiration de la Concession d'aménagement, inclus notamment les provisions et rémunération du capital social, les frais financiers courus jusqu'au complet règlement par l'EMS des sommes qu'elle s'est engagée à verser et les imputations de l'AMENAGEUR exigibles contractuellement ;
- la TVA dont est éventuellement redevable l'AMENAGEUR au titre de l'opération.

ARTICLE 44 – CONSEQUENCES JURIDIQUES ET FINANCIERES DE L'EXPIRATION ANTICIPEE DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

44.1 Conséquences juridiques de l'expiration de la concession anticipée

En cas d'expiration anticipée de la Concession d'aménagement, l'EMS est, du seul fait de cette expiration, subrogée de plein droit dans les droits et obligations de l'AMENAGEUR, selon les modalités ci-après définies.

44.1.1 Sort des ouvrages et équipements publics

Les équipements et ouvrages publics qui, du fait de leur inachèvement, n'auraient pas été préalablement remis à l'EMS ou à la personne publique compétente dans l'hypothèse où celle-ci serait différente de l'EMS seront dès l'expiration de la Concession d'aménagement remis gratuitement dans leur état d'avancement à l'EMS selon les modalités prévues à l'article 35 ci-avant, moyennant le cas échéant le versement des participations prévues et affectées à la réalisation de ces équipements tel que prévu à l'article 39 ci-avant. L'EMS en poursuivra la réalisation.

44.1.2 Sort des terrains invendus

Sauf en cas de résiliation pour faute ou déchéance de l'AMENAGEUR et sauf cas de résiliation pour liquidation judiciaire de l'AMENAGEUR, l'EMS deviendra propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus. Les Parties signeront dans les meilleurs délais un acte constatant que ce transfert de propriété est intervenu.

A défaut, chacune d'elles pourra solliciter du juge une décision constatant le transfert de propriété et susceptible d'être publiée.

Le transfert de propriété de ces biens sera réalisé en contrepartie du versement d'un prix correspondant à son prix de revient, dûment justifié, au regard du dernier compte rendu financier annuel approuvé par le concédant

En cas de résiliation pour faute ou déchéance de l'AMENAGEUR, l'EMS pourra devenir propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus. Elle fera connaître sa décision dans un délai de 3 mois à compter de l'expiration de la présente Concession d'aménagement. Les dispositions de l'article 46.1.2 ci-avant seront alors applicables.

44.1.3 Autres conséquences

Sauf en cas de résiliation pour faute, déchéance ou liquidation juridiciaire de l'AMENAGEUR, l'EMS sera tenue de reprendre pour l'avenir, l'exécution de la totalité des engagements pris par l'AMENAGEUR pour l'exécution de sa mission.

Sauf en cas de résiliation pour faute,déchéance ou liquidation judiciaire de l'AMENAGEUR, l'EMS sera seule tenue des dettes exigibles à compter de la date d'expiration de la concession et seule titulaire des créances exigibles à compter de cette date, sur la base d'un arrêté des comptes définitif validé par le concédant.

Sauf en cas de résiliation pour faute, déchéance ou liquidation judiciaire de l'AMENAGEUR, ce dernier fera obligation à chacune des personnes liées à lui par des contrats afférents à l'opération d'aménagement objet des présentes, à l'exclusion de ses salariés, de s'engager à continuer son contrat avec l'EMS après expiration de la Concession d'aménagement pour quelque motif que ce soit, si ce contrat n'est pas soldé lors de cette expiration.

Toutefois, au cas où un cocontractant de l'AMENAGEUR refuserait un tel transfert de son contrat, l'EMS serait tenue de mettre à la disposition de l'AMENAGEUR, à bonne date, les fonds éventuellement nécessaires pour lui permettre de respecter ses obligations contractuelles, les mouvements résultant de l'exécution de ce contrat étant alors pris en compte pour l'arrêté des comptes de la Concession d'aménagement.

L'EMS devra se substituer à l'AMENAGEUR, qui n'aura plus qualité pour agir en justice, ni pour suivre les litiges en cours, sauf dans le cas où sa responsabilité professionnelle se trouve engagée.

Toutefois, sur demande expresse de l'EMS et pour une durée limitée, l'AMENAGEUR pourra effectuer des paiements exigibles postérieurement à la date d'expiration de la concession d'aménagement, pour le compte de l'EMS, dans la limite de la trésorerie disponible, ces opérations devant faire l'objet d'une reddition de compte distincte.

44.1.4 Spécificités applicables en cas de liquidation judiciaire de l'AMENAGEUR

En cas de liquidation judiciaire de l'AMENAGEUR, les biens acquis ou réalisés par lui et figurant dans le patrimoine de l'opération à la date de la mise en liquidation judiciaire seront remis à l'EMS à l'exception de ceux destinés à être remis à des collectivités ou groupements de collectivités tiers comme indiqué au programme figurant en Annexe 1 des présentes.

En contrepartie de la remise de ces biens par l'AMENAGEUR à l'EMS, celle-ci versera à l'AMENAGEUR une indemnité calculée comme il est dit ci-après.

Les équipements destinés à revenir à d'autres collectivités ou groupements de collectivités leur seront remis dans les conditions définies à l'article 35 ci-avant.

44.2 Conséquences financières de l'expiration de la concession anticipée

44.2.1 Opérations de liquidation et imputation correspondante

En cas d'expiration anticipée du présent contrat, l'AMENAGEUR a l'obligation de procéder aux opérations de liquidation dans les conditions prévues à l'article 45 ci-avant

Toutefois, en cas de mise en redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de l'AMENAGEUR, ces tâches seront assurées sous le contrôle ou par l'administrateur judiciaire ou, en cas de liquidation amiable, par ou sous le contrôle de son liquidateur.

L'imputation des charges de l'AMENAGEUR pour cette tâche particulière accomplie au terme normal du contrat est prévue à l'article 42.1 ci-dessus.

Toutefois, en cas de résiliation, compte tenu de la charge supplémentaire du transfert en cours de contrat, il est dû à l'AMENAGEUR une indemnité spéciale de liquidation égale à un forfait de 25 000 € HT.

Par ailleurs, en cas de résiliation pour mise en redressement judiciaire, liquidation judiciaire ou liquidation amiable de l'AMENAGEUR, compte tenu de la nécessité de mettre l'administrateur judiciaire ou le liquidateur en mesure d'effectuer les opérations de liquidation, il sera dû à l'AMENAGEUR par l'EMS une indemnité égale au coût réel justifié de ces opérations, plus TVA, cette indemnité devant être versée à l'administrateur judiciaire ou au liquidateur au fur et à mesure des besoins et être exclusivement affectée par eux à la mise en œuvre de ces opérations. Cette indemnité se substituera à la rémunération de liquidation prévue ci-dessus.

44.2.2. Arrêté des comptes de l'opération d'aménagement

En cas d'expiration anticipée du présent Contrat, l'AMENAGEUR établira un arrêté des comptes de l'opération d'aménagement Dans les conditions prévues à l'article 45 ci-avant.

44.2.3 Indemnités pour motif d'intérêt général

i Le montant de l'indemnité visée à l'article 44.2.1. ci-avant, net d'impôts dus au titre de la perception de ladite indemnité et après prise en compte de toutes les charges déductibles, est à égal à l'intégralité :

i. De l'encours des financements privés externes et des intérêts courus échus et non échus ;
ii. Des coûts, ou le cas échéant, des gains de rupture des instruments de couverture,
iii. De l'encours des fonds propres et quasi fonds propres ;
iv. Des frais et coûts justifiés de résiliation des contrats relatifs aux financements privés externes et aux financements relais externes ;
v. Du montant des frais encours et dûment justifiés par le concessionnaire pour la résiliation anticipée des contrats passés avec ses prestataires ;
vi. Du manque à gagner correspondant à 8 % du capital social, multiplié par le nombre d'années (prorata temporis) restant à courir jusqu'à l'échéance normale de la concession).

Il sera déduit de l'indemnité de résiliation les sommes déjà versées par l'Autorité Concédante conformément à la Concession et non encore utilisées par l'Aménageur.
L'indemnité est majorée, le cas échéant, de la TVA à reverser au Trésor Public.

L'indemnité sera réglée à l'Aménageur sur la base d'un arrêté des comptes définitif approuvé par le concédant et du quitus de l'AMENAGEUR dans les trente jours (30) suivants la date de la prise d'effet de la résiliation, une telle prise d'effet n'étant cependant pas subordonnée au règlement effectif de l'indemnité. En cas de retard dans le versement de l'indemnité de résiliation, l'Autorité Concédante supportera un intérêt moratoire tel que déterminé à l'article 51.

ii. En cas de résiliation pour liquidation judiciaire de l'AMENAGEUR

L'indemnité due par l'EMS à l'AMENAGEUR en cas de résiliation anticipée du présent contrat au motif de la mise en liquidation judiciaire de l'AMENAGEUR correspondra à la valeur des biens acquis ou réalisés par l'AMENAGEUR figurant dans le patrimoine de l'opération et remis à l'EMS, telle qu'elle résultera du dernier bilan prévisionnel présenté par l'AMENAGEUR et approuvé par l'EMS en vertu de l'article 41 ci-avant, déduction faite, le cas échéant, des participations financières de l'EMS pour la partie non utilisée de celles-ci et des paiements correspondant à l'exécution d'une garantie accordée pour le financement de l'opération.

iii. En cas de résiliation pour faute prévue à l'article 44.2.2.

L'AMENAGEUR n'aura pas le droit à l'indemnité spéciale de liquidation prévue à l'article 46.2.3 i. ci-dessus.

Il n'y aura lieu qu'à arrêté des comptes dans les conditions visées à l'article 46.2.2 ci-avant.

iv. En cas de résiliation pour cause de force majeure ou pour cause de bouleversement financier de l'économie du contrat

Dans les hypothèses visées aux articles 44.2.5 et 44.2.6 ci-avant, l'Autorité Concédante verse à l'Aménageur une indemnité égale à celle prévue au i. du présent article dont il sera déduit le montant du manque à gagner prévu au (vi).

Les autres modalités de calcul et de versement de l'indemnité prévues au i. du présent article s'appliquent.

ARTICLE 45 – REGLEMENT FINAL DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

45.1 Modalités de règlement

L'ensemble des sommes et indemnités dues doit être intégralement versé par l'AMENAGEUR à l'EMS ou par l'EMS à l'AMENAGEUR, dans les trois mois de la présentation des comptes de liquidation, étant rappelé que les frais financiers et produits financiers seront pris en compte jusqu'au complet règlement.

Toutefois, avant cette date, et dès l'expiration de la Concession d'aménagement, l'AMENAGEUR aura le droit en cas d'insuffisance de trésorerie de l'opération et de sommes dues par l'EMS, à une avance suffisante pour couvrir cette insuffisance de trésorerie, et notamment pour lui permettre d'assurer le paiement des dépenses exigibles avant l'expiration de la Concession d'aménagement, le remboursement des avances dont bénéficie l'opération ainsi que le paiement des frais financiers courus.

45.2 Sort du résultat final

Si le solde d'exploitation établi comme il est dit à l'article 45.2.2 ci-avant est positif déduction faite des provisions constituées pour tenir compte des charges à exécuter en contrepartie des produits comptabilisés et des imputations de l'AMENAGEUR prévues à l'article 43 ci-dessus, ce solde constituant le boni de l'opération sera conservé par l'aménageur, sous réserve de ce qui figure à l'article 45.3 ci-après.

A l'inverse, si le solde d'exploitation calculé ainsi qu'il est dit à l'alinéa précédent est négatif, il sera à la charge de l'AMENAGEUR, dans la limite du montant de 3,2 M € HT.

45.3 Sort du résultat final en cas de boni supérieur à 3,2 M € HT

Si les parties sont amenées à constater, au terme de la présente concession, que le solde d'exploitation établi comme il est dit à l'article 45.2.2 ci-avant fait apparaître un résultat positif (écart entre dépenses et recettes) supérieur 3,2 M € HT (trois millions deux cent mille euros hors taxes), la part restante du boni de l'opération, après déduction du montant de 3,2 M € HT précité, sera partagée entre le concédant et l'aménageur, chacun pour moitié.

45.4 Quitus

L'AMENAGEUR ne pourra obtenir quitus de sa mission qu'à compter de la réception par l'EMS comprenant l'ensemble des pièces relatives à l'opération d'aménagement concédée en lien avec la mission de l'AMENAGEUR, et notamment, sans que cette liste ne présente un caractère exhaustif :

- L'ensemble des marchés et contrats conclus par l'AMENAGEUR pour la réalisation de l'opération d'aménagement concédée, ainsi que les décomptes généraux définitifs ayant trait à ces marchés et contrats
- L'ensemble des actes de vente de terrains
- L'ensemble des pièces comptables liées à la réalisation de l'opération d'aménagement

PARTIE VI :

EVOLUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

ARTICLE 46 – EVOLUTION DU CONTRAT

46.1 Exécution du contrat

Les parties s'engagent à exécuter le contrat et ses annexes contractuelles de bonne foi, en mettant en œuvre les dispositifs humains, matériels et techniques adaptés à la réalisation des objectifs poursuivis, dans le respect des conditions économiques qui ont présidé à sa passation, telles qu'elles résultent du dossier de consultation, de l'offre finale remise par le Concessionnaire, et du bilan financier prévisionnel joint en annexe du futur traité de concession.

46.2 Modification du contrat

46.2.1 - De manière générale, dans le cadre de l'exécution du contrat de concession, toute modification doit respecter l'article 55 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 combinée aux articles 36 et 37 du décret d'application du 1er février 2016. Ainsi, les parties ne peuvent recourir aux avenants, sans nouvelle procédure de mise en concurrence, que dans certaines hypothèses limitativement énumérées par ces dispositions.

Ces modifications ne peuvent changer la nature globale du contrat de concession.

46.2.2 - Clause de réexamen

Le contrat de concession peut être modifié par les parties, sans nouvelle procédure de mise en concurrence, dans les hypothèses suivantes :

A. Réexamen de la concession en cas de mise en œuvre de la matrice des risques :

1. Risques dont l'existence a pu être identifiée dès les conditions initiales de l'opération (risques pris en charge à 100 % par le concessionnaire) hors fait ou demande du concédant

Le tableau n°1 de la matrice des risques annexée à la présente convention prévoit plusieurs cas dans lesquels les conséquences financières de la réalisation du risque sont assumées par l'aménageur, sans préjudice des stipulations du C. ci-après.

Il est précisé que le dépassement du seuil de déclenchement s'appréciera pour chaque type d'évènement. Toutefois, afin de couvrir un risque survenu, le concessionnaire prendra en compte l'ensemble des provisions non consommées inscrites dans le tableau n°1.

2. Aléas ou imprévus, non imputables à l'aménageur, non imputables au concédant (risques partagés à concurrence de 50% par chacune des parties) hors fait et demande du concédant.

Le tableau n°2 de la matrice des risques annexée à la présente convention prévoit plusieurs cas dans lesquels, au-delà d'un seuil financier de déclenchement définit pour chacun de ces cas, les conséquences financières de l'aléa ou imprévu sont partagées entre le concessionnaire et le concédant, chacun pour moitié.

Par conséquent, pour tenir compte des conséquences financières et/ou calendaires d'aléas et/ou imprévus non imputables aux parties, au cours de l'exécution de la présente concession, la participation financière du concédant fera l'objet d'un réexamen si le montant des conséquences financières dépasse le seuil de déclenchement défini dans la matrice des risques figurant en annexe 4.

Il est précisé que le dépassement du seuil de déclenchement s'appréciera pour chaque type d'évènement indépendamment les uns des autres, sans compensation possible entre eux ni compensation entre les risques listés dans le tableau n°1 de la matrice des risques d'une part et dans son tableau n°2 d'autre part.

Le réexamen aura lieu à la demande de la partie la plus diligente, sur production par le concessionnaire des justificatifs nécessaires (le cas échéant, le(s) PV des comités technique et/ou de pilotage, ou les écrits du concédant), et prévoira la prise en charge par le concédant de la moitié des conséquences financières de l'aléa et/ou de l'imprévu concerné.

Le montant de cette participation financière complémentaire du concédant et/ou la modification de la durée de la concession, fera l'objet d'un avenant entre les parties.

3. Dispositions spécifiques en cas de pollution non identifiée dans les études techniques et les différents diagnostics annexés à la présente convention de concession (annexes 2 et 9) (position 221. du tableau n°2 de la matrice des risques)

Préalablement à la signature des présentes, le concédant a négocié et contractualisé avec les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg la prise en charge par ces derniers des coûts de démolition et de dépollution des sites mis à disposition du concessionnaire.

Cette prise en charge financière s'exécutera selon les termes et conditions prévues dans l'acte de vente du 25 janvier 2016 et ses annexes, et dans la limite d'un montant de 1.500.000 € TTC.
Dans ce cadre, le concessionnaire reconnaît avoir pleinement connaissance de l'acte de vente précité et de ses annexes.

3.1 Dispositions applicables dans le cadre des coûts pris en charge par les HUS :

Eu égard à ce qui précède, le concédant s'engage, vis-à-vis du concessionnaire, à assurer l'interface technique, administratif et financier entre les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg et le concessionnaire pour permettre cette prise en charge financière.

Le cas échéant il appartiendra au concédant, contractant des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, d'engager, en cas de d'inexécution par ces derniers de leurs obligations contractuelles, toute action à leur encontre visant à obtenir la pleine et entière exécution de leurs obligations. En tout état de cause, le concédant garantira par tous moyens le concessionnaire en cas d'inexécution par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg de leurs obligations contractuelles.

Dans ce cadre, le concessionnaire proposera par écrit au concédant le degré et le niveau de dépollution à atteindre sur le site concédé. Les caractéristiques de cette dépollution seront détaillées dans le projet de cahier des charges du marché y relatif que le concessionnaire communiquera au concédant.
Sans préjudice du respect de la réglementation sanitaire applicable, le concédant fera part au concessionnaire de son accord, ou de ses éventuelles observations et propositions modificatives sur ce document, et se rapprochera également des HUS pour obtenir leur accord, ou à défaut leurs éventuelles observations et propositions modificatives, sur ledit document.
Une fois ces accords obtenus, le concédant en informera par écrit le concessionnaire, qui engagera les travaux y relatifs.

En cas de refus dument justifié des HUS, quant au degré et au niveau de dépollution proposé par le concessionnaire, le concédant pourra décider seul du degré et du niveau de dépollution à atteindre. Il sera alors fait application du B. ci-après.

Par ailleurs, le concédant garantira également le concessionnaire dans le cas où les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg opposeraient les stipulations du contrat signé entre eux et le concédant pour refuser de prendre en charge certains coûts de démolition ou dépollution, que le concessionnaire et le concédant estiment nécessaires, et qui ont été avancés par le concessionnaire dans la limite de 1.500.000 € TTC.

3.2 Dispositions applicables en dehors des coûts pris en charge par les HUS :

En outre, s'agissant de l'application de la position 221. de la matrice des risques annexée à la présente convention, il est précisé que la participation financière due par le concédant au-delà du seuil de déclenchement figurant à ladite matrice des risques s'entend pour toute pollution non identifiée dans les documents ci-annexés, tant dans sa nature que dans sa quantité, et dont le retrait et/ou l'évacuation s'impose au concessionnaire pour se conformer à la réglementation.

B. Réexamen en cas de demande et/ou fait du concédant ayant un impact économique et/ou calendaire sur la concession (hors risques pris en charge par le concessionnaire dans le cadre de la matrice des risques) :

Pour tenir compte des conséquences financières et/ou calendaires de demande(s) et/ou de fait(s) du concédant au cours de l'exécution de la présente concession, la participation financière de ce dernier, ainsi que le cas échéant toute clause de la concession feront l'objet d'un réexamen.

Ledit réexamen aura lieu à la demande du concessionnaire, sur production par ce dernier des justificatifs nécessaires (notamment le PV du comité de pilotage ou les écrits du concédant), et prévoira la prise en charge intégrale par le concédant des conséquences financières de ses demandes et/ou faits.

Il en ira notamment ainsi dans chacun des cas suivants :

- suspension des travaux requise par le concédant ;
- existence d'une servitude non portée à connaissance du concessionnaire par le concédant ;
- demande et/ou fait du concédant entraînant pour le concessionnaire une augmentation du prix d'acquisition du foncier ;
- demande et/ou fait du concédant entraînant pour le concessionnaire une augmentation du coût des travaux d'aménagement et/ou de réhabilitation des bâtiments ;
- demande et/ou fait du concédant entraînant pour le concessionnaire une baisse du prix de cession des lots à commercialiser ;
- demande et/ou fait du concédant entraînant pour le concessionnaire une baisse des loyers à percevoir dans le cadre de l'exploitation des bâtiments ;
- demande et/ou fait du concédant entraînant un retard dans la vente au concessionnaire des terrains appartenant à l'Eurométropole, ou de la libération et mise à disposition des bâtiments BLUM et ORL ;
- demande et/ou fait du concédant entraînant un retard ou un défaut dans la mise en conformité éventuelle des documents d'urbanisme applicables, en cas de contradiction de ceux-ci avec l'opération projetée ;
- demande, abstention et/ou fait du concédant entraînant un retard ou un défaut dans l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- demande, abstention, et/ou fait du concédant entraînant un retard ou un défaut dans le versement de sa participation financière et/ou du rachat de la valeur non amortie des biens de la concession prévus à l'article 18 de la présente concession ;
- tout manquement du concédant à ses obligations résultant de la présente concession ;

Dès réception par le concédant des justificatifs nécessaires produits par le concessionnaire, le concédant disposera d'un délai d'un mois (1 mois) pour faire connaître son accord ou son refus sur les conséquences financières et/ou calendaires proposées par le concessionnaire.

En cas d'accord, le montant de la participation financière complémentaire du concédant, et/ou la modification de la concession, fera l'objet d'un avenant entre les parties.

En cas de refus ou d'absence de réponse du concédant dans le délai précité, le concessionnaire pourra le cas échéant refuser la demande du concédant ouvrant droit à réexamen.

En cas de situation de blocage, les parties s'engagent à recourir, avant toute autre mesure, à une procédure de médiation. La partie la plus diligente notifiera alors à l'autre partie sa décision de recours à la médiation dans les conditions définies par les articles L. 213-1 à L. 213-6 du Code de Justice Administrative.

Si à l'issue de la procédure de médiation les parties n'ont pas abouti à un accord amiable, chacune d'entre elles recouvrera sa pleine liberté d'action et son droit de saisir le juge compétent pour connaître du litige.

C. Réexamen dans des cas spécifiques et exceptionnels de bouleversement financier de l'économie du contrat non imputables aux parties :

Si les parties sont amenées à constater, à l'occasion de l'examen conjoint d'un compte rendu financier annuel (CRF annuel) visé à l'article 38 du traité de concession, en cours d'exécution de l'opération, un résultat actualisé en fin d'opération de 3,2 M € HT (trois millions deux cent mille euros hors taxes) en plus ou en moins (écart entre dépenses et recettes) alors les parties considèrent dès à présent, au regard de leurs engagements respectifs, qu'il s'agirait là d'un bouleversement financier de l'économie du contrat.

Dans ce cas, le concédant et le concessionnaire se rencontreront, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans un délai d'un mois (1 mois) à compter de la réception par le représentant du concédant d'une demande du concessionnaire assortie des justificatifs nécessaires, afin de convenir d'un commun accord des solutions possibles.

Un avenant sera conclu afin d'acter la solution négociée entre les parties, le cas-échéant les modifications contractuelles et leurs conséquences sur le bilan financier de l'opération.

En cas de désaccord réitéré et/ou de caractère irrémédiable de la situation, chacune des parties aura la faculté de demander la résiliation de la concession par application des articles 42 et 44.

PARTIE VII :

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 47 - PROPRIETE DES DOCUMENTS

Sans préjudice des dispositions applicables en matière de droit moral, toutes les études et tous les documents établis en application du présent contrat deviennent la propriété de l'EMS à titre gratuit ou, s'il y a lieu, de la collectivité ou des concessionnaires de services publics intéressés, qui peut les utiliser sous réserve des droits d'auteur qui y sont attachés.

Sauf en cas de contrôle de l'administration fiscale ou de toute autre administration, ou pour les besoins des éventuels contentieux, l'AMENAGEUR s'engage à ne pas communiquer à des tiers autres que les représentants de l'EMS ou à toute personne désignée par elle, les documents présentant un caractère confidentiel qui pourraient lui être confiés ou qu'elle aura réalisé au cours de sa mission.

ARTICLE 48 - ASSURANCES

L'AMENAGEUR doit souscrire les assurances couvrant ses diverses responsabilités.

Il communiquera une copie des polices d'assurance souscrites à première demande de l'EMS.

ARTICLE 49 – INDEMNITES AUX TIERS

Toute indemnité due à des tiers par le fait de l'AMENAGEUR dans l'exécution de la Concession d'aménagement est prise en compte, à titre de dépense, au bilan de l'opération objet de la convention. Après l'expiration de la Concession d'aménagement, ce principe est appliqué conformément aux dispositions des articles 24 et 25 ci-avant.

Toutefois, dans le cas de faute lourde de l'AMENAGEUR, les indemnités en cause sont à sa charge définitive, et ne sont pas imputées au bilan d'opération, à titre de pénalité ainsi qu'il est dit à l'article 31 ci-après.

ARTICLE 50 - PENALITES

Lorsque l'AMENAGEUR ne produit pas, dans le délai imparti, les documents qui lui incombent après une mise en demeure restée sans résultat dans un délai de 15 jours et en l'absence de cas de force majeure, l'EMS pourra appliquer les pénalités suivantes :

Nature de la défaillance		Montant de la pénalité
I.	Absence de transmission du compte rendu à la collectivité locale (Compte Rendu Financier)	150 €-par jour de retard

Par ailleurs, l'AMENAGEUR supportera personnellement les dommages et intérêts qui pourraient être dus à des tiers, résultant d'une faute lourde dans l'exécution de sa mission.

En cas de faute lourde commise par l'AMENAGEUR ou de mauvaise exécution de son contrat de son fait, l'EMS pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.

L'AMENAGEUR supportera personnellement les dommages-intérêts qui pourraient être dus à des tiers pour faute lourde dans l'exécution de sa mission.

ARTICLE 51 - INTERETS MORATOIRES

Toute somme due par l'EMS à l'AMENAGEUR, comme toute somme due par l'AMENAGEUR à l'EMS, notamment en cas de mise en jeu des clauses relatives aux indemnités dues en cas d'expiration avant terme du contrat, qui ne serait pas réglée à l'échéance, portera automatiquement intérêts au taux d'intérêt légal majoré de deux points

ARTICLE 52 - CESSION DE LA CONCESSION

La SERS pourra procéder à la création d'une société ad hoc, sous la forme, par exemple, d'une Société par Actions Simplifiée (SAS) exclusivement dédiée à l'opération, qu'elle aura la faculté de se substituer, sous réserve de l'agrément du Concédant, dans ses droits et obligations au titre des présentes.

Ladite substitution fera l'objet d'un avenant signé par le Concédant, la SERS, et ladite société ad hoc, accompagné des justificatifs requis (dont les statuts de la SAS, l'extrait de l'immatriculation de la SAS au registre du commerce et des sociétés).

A compter de la signature dudit avenant, la société ad hoc sera substituée immédiatement à la SERS en qualité de titulaire de l'ensemble des droits et obligations au titre du présent contrat.

La SERS s'engage à apporter directement ou indirectement à la société ad hoc tous les moyens humains et matériels de manière à permettre la bonne exécution de la présente concession, et ce pendant toute sa durée.

A l'exception du cas expressément visé ci-avant, toute cession, totale ou partielle, de la Concession est interdite.

Toutes les créances et garanties de l'Aménageur peuvent être librement cédées dans le cadre du financement de l'opération.

Les éventuelles modifications du capital de l'AMENAGEUR ne constituent pas une cession du présent contrat au sens du présent article.

Toute cession d'actions à un tiers actionnaire de la Société devra faire l'objet d'une information auprès du concédant au plus tard dans les trente jours (30) de sa survenance.
Toutefois, toute cession d'actions à un tiers non actionnaire de la Société devra faire l'objet d'une présentation préalable au comité de pilotage du projet.

ARTICLE 53 - INTERPRETATION

En cas de nullité d'une clause des présentes, sauf application des dispositions d'ordre public figurant à l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, ou si l'anéantissement de ladite clause ruinait l'équilibre voulu par les Parties, la nullité n'aura pas d'effet sur le surplus du contrat.

ARTICLE 54 - DOMICILIATION

Les sommes à régler par l'EMS à l'AMENAGEUR en application du présent contrat seront versées sur un compte propre de l'opération dénommée comme suit :

Société …
Etablissement bancaire : …
N° de compte : …
Clef RIB : …
Code banque : …
Code guichet : …

Cette mention sera complétée à la signature de la concession.

ARTICLE 55 – DESIGNATION DU REPRESENTANT DU CONCEDANT

Pour l'exécution de la présente Concession d'aménagement, l'EMS désigne son Président, avec faculté de déléguer par arrêté toute personne de son choix, comme étant la personne compétente pour la représenter et notamment pour participer à la commission d'appel d'offre de l'AMENAGEUR ou les jurys, donner l'accord de l'EMS sur les acquisitions, sur les avant-projets et sur les remises d'ouvrage qui la concernent et pour donner son accord sur les attributaires des terrains. L'EMS pourra, à tout moment, modifier cette désignation.

ARTICLE 56 – NOTIFICATIONS

Les notifications au titre de la présente Concession d'aménagement, ainsi que les documents annexés, sont adressés par lettre recommandée avec avis de réception postal, aux domiciles fixés ci-dessus.

Toutefois, en cas d'urgence, elles peuvent être remises, par porteur, au siège ou dans les bureaux de l'autre Partie, avec accusé de réception de celle-ci.

Les transmissions électroniques au titre du présent article sont confirmées par notification écrite.

ARTICLE 57 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né entre l'EMS et l'AMENAGEUR au titre de l'exécution de la présente Concession d'aménagement est de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à STRASBOURG
Le …
En trois exemplaires originaux

Pour l'EMS Pour l'AMENAGEUR

LISTE DES ANNEXES A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT POUR LA REALISATION DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT TECNOPARC – NEXTMED

- Annexe 1 : offre consolidée du candidat arrêtée au 16 avril 2018, dont le programme prévisionnel de réhabilitation / extension des bâtiments BLUM et ORL

- Annexe 2 : documents de consultation de l'Eurométropole de Strasbourg

- Annexe 3 : périmètre concédé de l'opération

- Annexe 4 : matrice des risques

- Annexe 5 : bilan financier prévisionnel de l'opération et plan de trésorerie

- Annexe 6 : plan prévisionnel de financement et courrier de l'établissement bancaire relatif aux conditions financières du financement de l'opération

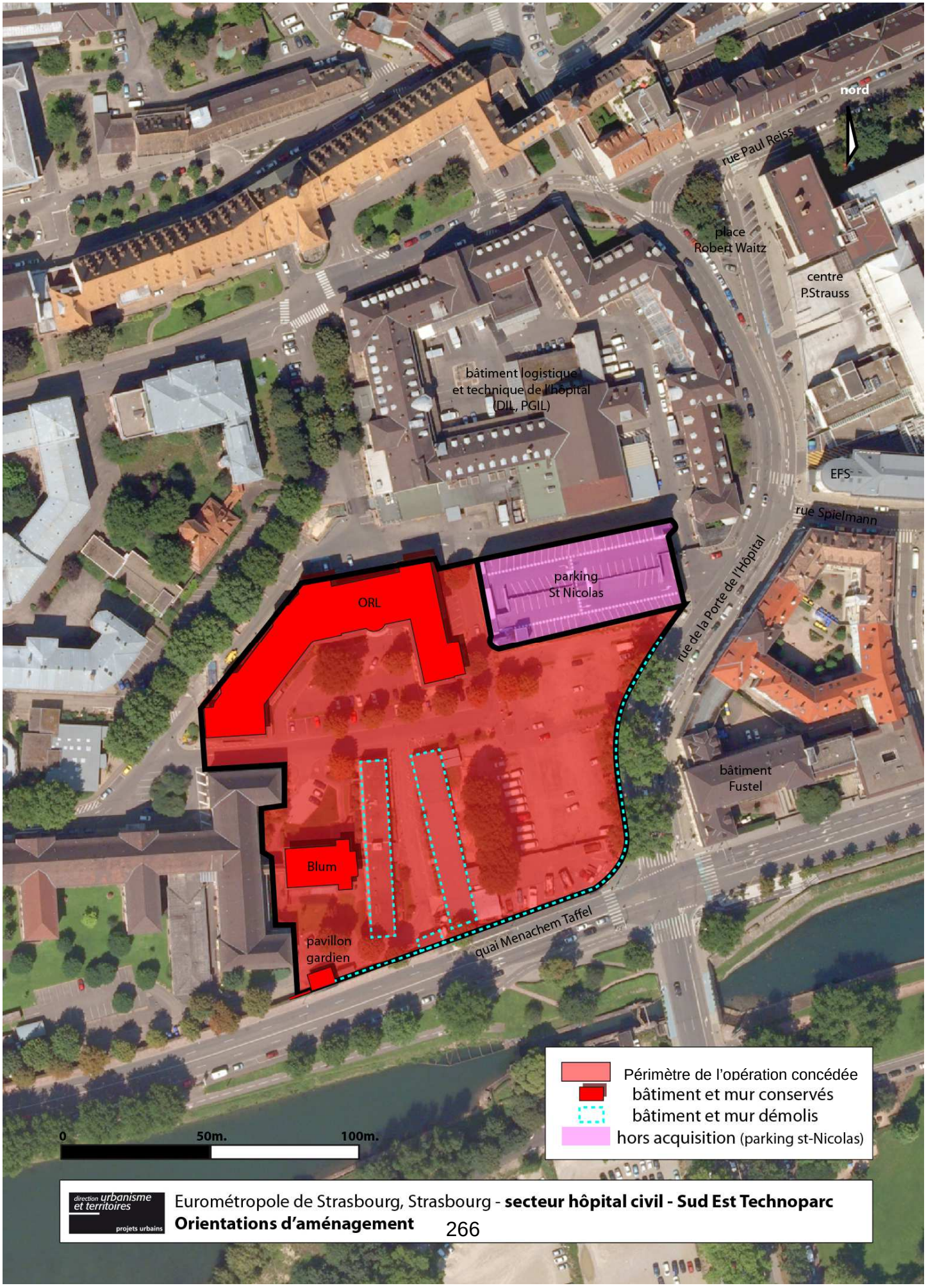
- Annexe 7 : projet d'acte d'acceptation de cession de créance en Dailly

- Annexe 8 : échéanciers prévisionnels de l'opération selon 2 hypothèses opérationnelles : assujettissement de l'opération à évaluation environnementale ; non assujettissement de l'opération à évaluation environnementale

- Annexe 9 : acte de vente RN°8958 signé entre l'Eurométropole de Strasbourg et les Hôpitaux universitaires de Strasbourg le 25 janvier 2016 et constitution de servitudes et ses annexes.

Technoparc-nextmed

Annexe 1 : périmètre de l'opération concédée



Concession Technoparc-nextmed **26/03/2018**

Matrice des risques à compléter par les candidats

La concession est passée aux risques de l'aménageur, étant entendu que le risque économique supporté par l'aménageur s'entend comme celui résultant des éléments techniques, programmatiques, juridiques et financiers présentés dans le dossier de consultation et connus au jour de la signature du contrat.
Dans ce cadre, il est possible d'identifier 3 catégories :

1. des risques dont l'existence a pu être identifiée dès les conditions initiales de l'opération (dossier de consultation) et pour lesquels les études préalables ont permis de donner des indications sur leur éventuelle survenance

2. des aléas et imprévus non imputables à l'aménageur (= imprévision et cas de force majeure)

Ces 2 catégories sont rigoureusement indépendantes, ce qui signifie que d'éventuels aléas non survenus dans une catégorie ne peuvent compenser un excès d'aléas survenus dans une autre.

1. Risques dont l'existence a pu être identifiée dès les conditions initales de l'opération [1]

		Risques assumés par l'aménageur		Provision au bilan de l'opération		
		Part du risque assumée par l'aménageur (%) [2]	Montants des risques estimés par l'aménageur (€ HT) [3]	Pondération d'occurrence (en %) [4]	Montant provisonné par l'aménageur (€ HT) [5]	Commentaires / Conditions / ...
11. Liés aux sols et à l'environnement	111. caractéristiques géotechniques dégradées par rapport aux conclusions des études préalables	100%	300 000 €	50%	150 000 €	
	112. … [7]	100%				
12. Liés à la réglementation et aux procédures	121. contentieux d'urbanisme PA	100%	300 000 €	10%	30 000 €	
	122. contentieux d'urbanisme PC	100%	700 000 €	10%	70 000 €	
	122. soumission du projet à étude d'impact	100%	500 000 €	50%	250 000 €	
13. Liés aux études et aux travaux [8]	131. dépassement des coûts des études exposés dans le bilan	100%	200 000 €	50%	100 000 €	
	132. dépassement des coûts des travaux exposés dans le bilan	100%	1 225 000 €	20%	245 000 €	
	133. … [7]	100%				
14. liés aux recettes de cessions foncières	141. évolution des prix du marché par rapport aux estimations du bilan d'aménagement	100%	500 000 €	20%	100 000 €	
	142. retard de commercialisation des terrains par rapport aux estimations initiales	100%	360 000 €	30%	108 000 €	
	143. … [7]	100%				
15. liés aux recettes locatives	151. évolution des niveaux de loyers inférieurs à l'hypothèse retenue dans le bilan	100%	200 000 €	20%	40 000 €	
	152. évolution du taux d'occupation inférieur à l'hypothèse retenue dans le bilan (hors décision imputable au concédant)	100%	1 800 000 €	40%	720 000 €	
	153. … [7]	100%				
16. liés au financement [7]	161. évolution des taux d'intérêts supérieure à l'hypothèse retenue dans le bilan d'aménagement	100%	300 000 €	5%	15 000 €	
	162. augmentation des frais financiers due au dérapage du plan de trésorerie (hors décision imputable au concédant)	100%	200 000 €	20%	40 000 €	
		Risques assumés par l'aménageur [9]	**6 585 000 €**	**Risques provisionnés au bilan** [10]	**1 868 000 €**	

[1] Il s'agit bien de *risques* , c'est-à-dire que leur survenance ne doit en aucune manière pouvoir être imputable à des actions de l'aménageur pour lesquelles ce dernier est, par nature, pleinement responsable: ses propres imprévoyances, manques de diligence ou erreurs ne sauraient constituer des risques au sens de la présente matrice

[2] La concession est passée aux risques de l'aménageur. Aussi ces risques dont l'existence a pu être identifiée dès les conditions initiales de l'opération (dossier de consultation) sont-ils intégralement assumés par l'aménageur. La quotité des risques pris en charge par l'aménageur est donc par définition de 100%

[3] Au vu du dossier de consultation et de son expérience, le candidat donnera une estimation financière de chaque risque dans l'hyptohèse où celui-ci se réaliserait effectivement: ce montant constitue une estimation des risques économiques dûment acceptés par l'aménageur.
Il est précisé que l'estimation du montant assumé pour chacun des risques ne constitue pas, de manière isolée, un plafond au-dessus duquel l'aménageur n'aurait plus à porter le risque, dans la mesure, notamment, où des péréquations sont possibles d'une ligne à l'autre.

[4] La survenance d'un risque n'est pas certaine: au vu du dossier de consultation et de son expérience, le candidat indiquera pour chaque risque la probabilité d'occurrence (en %) de ce risque dans le cadre de l'opération projetée

[5] Montant pondéré[5] = Montant du risque assumé par l'aménageur[3] * Pondération d'occurrence[4]
Ce montant pondéré du risque assumé par l'aménageur sera couvert par des provisions figurant de manière explicite au bilan de l'opération.

[7] Le candidat peut compléter la matrice s'il estime que des risques ont été oubliés dans la liste proposée. De même, le concédant, au cours des négociations, se garde la possibilité de compléter la liste des risques dûment assumés par l'aménageur, au regard, notamment de l'analyse des offres des différents candidats. A l'issue de la négociation, la matrice sera finalisée et annexée au traité de concession

[8] Il est rappelé que ces risques liés aux études et aux travaux sont entendus à l'exclusion de toute demande nouvelle du concédant qui relèvent, elles, de la 3ème catégorie "*des sujétions particulières imposées par le concédant postérieurement à la signature du traité* "

[9] Risques assumés par l'aménageur [9] = somme de l'estimation des risques assumés par l'aménageur [3]
Cette enveloppe globale représente le montant du risque économique dûment assumé par l'aménageur. Si les conséquences économiques du cumul de plusieurs risques venaient à excéder ce montant, il serait possible de considérer que les conditions économiques initiales du contrat ont été modifiées. Dans cette hypothèse, les parties se retrouveraient pour passer un éventuel avenant dans la limite de la réglementation, c'est-à-dire sans bouleverser l'économie initiale du contrat.

[10] Risques provisionnés au bilan [10] = somme des montants pondérés des risques assumés par l'aménageur [5]
Ce montant provisonné est à reporter de manière explicite en dépense au bilan de l'opération. Cette provision doit permettre de couvrir les dépenses liées à la survenance des risques. Si cette provision s'avèrerait insuffisante, l'aménageur, qui porte la concession "à ses risques", l'abonderait en tant que de besoins sur ses ressources propres, à concurrence du montant total des risques assumés par l'aménageur [9] et sans que ne puisse être mobilisé de quelque manière que ce soit le concédant au portage de ces risques

2. Aléas et imprévus, non imputables à l'aménageur (= imprévision et cas de force majeure) (11)

		Part de l'aléa assumée par l'aménageur (%) (12)	Seuil de déclenche-ment (€ HT)(13)	Commentaires / Conditions (6)
21. Liés à la réglementation et aux procédures	211.			
	212. évolutions règlementaires ou fiscales	50%	10 000 €	
	213. annulation de l'un des actes de la procédure ou d'autres actes nécessaires à la réalisation de l'opération (PA, PC, marché, …)	50%	10 000 €	
	214.			
	215. … (7)			
22. Liés aux sols et à l'environnement	221. pollution non identifiée dans les études techniques et les différents diagnostics effectués jusqu'ici	50%	200 000 €	
	222. contraintes liées à la protection d'espèces protégées	50%	10 000 €	
	223. … (7)	0%		
23. Liés aux études et aux travaux	231. Augmentation du coût des travaux et/ou des études en raison d'évolutions de circonstances exceptionnelles (inondations entraînant des ouvrages nouveaux, affaissement de terrain, …)	50%	10 000 €	
	232. fouilles archéologiques prescrites à l'issue du diagnostic	50%	50 000 €	
	233. … (7)	0%		
24. Liés à des sujétions particulières imposées par une personne publique tierce	241.	0%		
	242. … (7)	0%		
25. Liés à des modifications de nature à compromettre les conditions économiques de	251. Modifications significatives de l'environnement économique global de l'opération (flambée des prix des matières premières, …)	50%	100 000 €	
	252.			
	253. … (7)			

Provision pour aléas et imprévus (14)	390 000 €

Seuil de déclenchement cumulé en cas de combinaison de plusieurs aléas et imprévus (14)	390 000

(11) Il s'agit bien d'*aléas* relevant de la théorie de l'imprévision et du cas de force majeure (donc non imputables à des actions de l'aménageur pour lesquelles ce dernier est, par nature, pleinement responsable)

(12) Pour chaque aléa le candidat déterminera la quotité de l'aléa qu'il entend assumer, et celle qui incombe, selon lui, au concédant à compter du seuil de déclenchement (cf. 13)

(13) Si la quotité de l'aléa assumé par le candidat est < à 100%, le seuil de déclenchement est le montant au-dessus duquel le candidat considère que l'aléa s'est matérialisé et qu'il y a lieu que la concédant participe à sa prise en charge pour la quotité qui lui incombe appliquée au montant excédant le seuil de déclenchement.

(14) Ces différents aléas, par leur nature imprévisibles, sont difficilement quantifiables individuellement. Le candidat déterminera ainsi, au bilan de l'opération, une enveloppe globale proportionnée servant à la courverture de ces différents aléas et imprévus. Si les conséquences économiques du cumul de plusieurs aléas venaient à excéder ce montant, il serait possible de considérer que les conditions économiques initiales du contrat ont été modifiées. Dans cette hypothèse, les parties se retrouveraient pour passer un éventuel avenant dans la limite de la réglementation, c'est-à-dire sans bouleverser l'économie initiale du contrat.

Bilan financier et plan de trésorerie prévisionnels de l'opération - OFFRE REPRISE SUITE COMMISSION AMENAGEMENT - 26 03 2018

Candidat : SERS

Montée en puissance de la location (en année pleine) :	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
	30%	50%	70%	90%	100%

	PRODUITS (en K€HT)	Prix de sortie cible produits finis*	Données * Quantité / Assiette	Données * Prix unitaire/ Pourcentage	Montant prévisionnel En K€ HT	TVA	TTC	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION (HT) Année 2018	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Année 2029	Année 2030	Année 2031	Année 2032	Année 2033
	CESSIONS DE CHARGES FONCIERES (Données en €/m² de surface de plancher)																						
	Bureaux (Prix de sortie: indiquer valeur locative €/m² S louée moyen) A détailler si nécessaire																						
A1	Surfaces programme en neufs	*363 600,00*	***20 200 m²***	***180 €***	**3 636 000 €**	**727 200 €**	**4 363 200 €**			**1 212 000 €**			**1 212 000 €**			**1 212 000 €**							
	RECETTES DE LOCATION (Données en €/m² de surface de plancher)									0%	8%	35%	55%	75%	93%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	75%
	Surfaces extension Bâtiment ORL	*1,00%*	***1 148 m²***	***165 €***	**1 912 798 €**	**382 560 €**	**2 295 358 €**			**0 €**	**6 454 €**	**60 840 €**	**96 562 €**	**132 992 €**	**165 664 €**	**180 887 €**	**182 696 €**	**184 523 €**	**186 368 €**	**188 232 €**	**190 114 €**	**192 015 €**	**145 452 €**
	Surfaces extension Bâtiment ORL	*1,00%*	***1 148 m²***	***140 €***	**1 622 980 €**	**324 596 €**	**1 947 577 €**			**0 €**	**5 476 €**	**51 622 €**	**81 931 €**	**112 842 €**	**140 563 €**	**153 480 €**	**155 015 €**	**156 565 €**	**158 130 €**	**159 712 €**	**161 309 €**	**162 922 €**	**123 413 €**
	Surfaces extension Bâtiment ORL	*1,00%*	***750 m²***	***120 €***	**909 012 €**	**181 802 €**	**1 090 814 €**			**0 €**	**3 067 €**	**28 913 €**	**45 889 €**	**63 201 €**	**78 728 €**	**85 962 €**	**86 822 €**	**87 690 €**	**88 567 €**	**89 453 €**	**90 347 €**	**91 251 €**	**69 122 €**
	Surfaces réhabilitées Bâtiment ORL	*1,00%*	***3 367 m²***	***120 €***	**4 081 849 €**	**816 370 €**	**4 898 219 €**			**0 €**	**13 773 €**	**129 831 €**	**206 060 €**	**283 801 €**	**353 521 €**	**386 007 €**	**389 867 €**	**393 766 €**	**397 703 €**	**401 680 €**	**405 697 €**	**409 754 €**	**310 389 €**
										0%	0%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	50%
	Surfaces réhabilitées bâtiment BLUM	*1,00%*	***500 m²***	***175 €***	**954 818 €**	**190 964 €**	**1 145 781 €**					**78 750 €**	**79 538 €**	**80 333 €**	**81 136 €**	**81 948 €**	**82 767 €**	**83 595 €**	**84 431 €**	**85 275 €**	**86 128 €**	**86 989 €**	**43 929 €**
A2	***sous total bureaux***		***6 912 m²***		***9 481 457 €***	***1 896 291 €***	***11 377 748 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***28 770 €***	***349 956 €***	***509 980 €***	***673 169 €***	***819 612 €***	***888 284 €***	***897 166 €***	***906 138 €***	***915 200 €***	***924 351 €***	***933 595 €***	***942 931 €***	***692 305 €***
	Services (Prix de sortie: indiquer valeur locative €/M2 moyen)																						
	Surfaces commerciales (si programmation type "restauration")	*1,00%*	*294 m²*	*150 €*	**397 358 €**	**79 472 €**	**476 829 €**				2 672 €	12 596 €	19 992 €	27 534 €	34 299 €	37 450 €	37 825 €	38 203 €	38 585 €	38 971 €	39 361 €	39 754 €	30 114 €
	Surfaces services (si programmation avec espace de "service commun")	*1,00%*	*300 m²*	*150 €*	**405 467 €**	**81 093 €**	**486 560 €**				2 727 €	12 853 €	20 400 €	28 096 €	34 999 €	38 215 €	38 597 €	38 983 €	39 373 €	39 766 €	40 164 €	40 566 €	30 729 €
A3	***sous total services***		***594 m²***		***802 825 €***	***160 565 €***	***963 389 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***5 399 €***	***25 449 €***	***40 392 €***	***55 631 €***	***69 297 €***	***75 665 €***	***76 422 €***	***77 186 €***	***77 958 €***	***78 737 €***	***79 525 €***	***80 320 €***	***60 842 €***
A	**SOUS TOTAL CHARGES FONCIERES et LOYERS**		**7 506 m²**		**13 920 282 €**	**2 784 056 €**	**16 704 338 €**	**0 €**	**0 €**	**1 212 000 €**	**34 170 €**	**375 405 €**	**1 762 371 €**	**728 800 €**	**888 910 €**	**2 175 949 €**	**973 588 €**	**983 324 €**	**993 157 €**	**1 003 089 €**	**1 013 120 €**	**1 023 251 €**	**753 148 €**
	PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITE AUX EQUIPEMENTS (Données en % EMS du coût complet en € de l'ouvrage = coût foncier + travaux + frais affectables à l'ouvrage)																						
	Dénomination de l'équipement /action d'aménagement		***933 €***		***7 000 000 €***	***0 €***	***7 000 000 €***			***2 000 000 €***	***2 000 000 €***	***3 000 000 €***											
	Rachat de la valeur non amortie en fin de concession		***2 250 €***		***16 885 000 €***	***3 377 000 €***	***20 262 000 €***						***1 688 500 €***	***1 688 500 €***	***1 688 500 €***	***1 688 500 €***	***1 688 500 €***	***1 688 500 €***	***1 688 500 €***	***1 688 500 €***	***1 688 500 €***	***1 688 500 €***	
B1	**SOUS TOTAL PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITE AUX EQUIPEMENTS**				**23 885 000 €**	**3 377 000 €**	**27 262 000 €**	**0 €**	**0 €**	**2 000 000 €**	**2 000 000 €**	**3 000 000 €**	**1 688 500 €**	**1 688 500 €**	**1 688 500 €**	**1 688 500 €**	**1 688 500 €**	**1 688 500 €**	**1 688 500 €**	**1 688 500 €**	**1 688 500 €**	**1 688 500 €**	**0 €**
	AUTRES PRODUITS (Données en % d'une assiette en € à préciser) [à détailler, le cas échéant]																						
	Remboursement des frais de dépollution par les HUS				***1 250 000 €***	***250 000 €***	***1 500 000 €***			**1 250 000 €**													
	Produits de gestion																						
	Produits financiers			0,50%	***248 789 €***		***248 789 €***		***85 432 €***	***63 221 €***	***26 922 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***1 122 €***	***4 170 €***	***6 709 €***	***10 078 €***	***13 485 €***	***17 032 €***	***20 618 €***
B2	**SOUS TOTAL AUTRES PRODUITS**				**1 498 789 €**	**250 000 €**	**1 748 789 €**	**0 €**	**85 432 €**	**1 313 221 €**	**26 922 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**1 122 €**	**4 170 €**	**6 709 €**	**10 078 €**	**13 485 €**	**17 032 €**	**20 618 €**
	TOTAL DES PRODUITS				**39 304 071 €**	**6 411 056 €**	**45 715 127 €**	**0 €**	**85 432 €**	**4 525 221 €**	**2 061 092 €**	**3 375 405 €**	**3 450 871 €**	**2 417 300 €**	**2 577 410 €**	**3 864 449 €**	**2 663 211 €**	**2 675 994 €**	**2 688 366 €**	**2 701 667 €**	**2 715 105 €**	**2 728 783 €**	**773 766 €**

	CHARGES (en K€HT)	Données Quantité / Assiette	Données Prix unitaire/ Pourcentage	Montant prévisionnel En K€ HT	TVA	TTC	Année 2018	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Année 2029	Année 2030	Année 2031	Année 2032	Année 2033
	APPROPRIATION DES SOLS																					
	Acquisitions (Données en €/m² de surface de terrain)	*10 800 m²*	***135 €***																			
	Terrain EMS			1 453 000 €	290 600 €	1 743 600 €			1 453 000 €													
	sous total acquisitions			***1 453 000 €***	***290 600 €***	***1 743 600 €***	***0 €***	***0 €***	***1 453 000 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***
	Autres frais sur acquisitions (Données en % d'une assiette en € à préciser)																					
	Frais d'acquisitions	1 453 000 €	0,85%	12 351 €	2 470 €	14 821 €		12 351 €														
	Autres frais *[Taxe hypothécaire et débours]*	1 453 000 €	0,72%	10 462 €		10 462 €		10 462 €														
	sous total Autres frais sur acquisitions			***22 812 €***	***2 470 €***	***25 282 €***	***0 €***	***22 812 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***
C	**SOUS TOTAL APPROPRIATION DES SOLS**			**1 475 812 €**	**293 070 €**	**1 768 882 €**	**0 €**	**22 812 €**	**1 453 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
	ETUDES DE MISE EN ŒUVRE COMPLEMENTAIRES (Données en €/unité)																					
	Diagnostic amiante avant travaux (**)			8 500 €	1 700 €	10 200 €	***8 500 €***															
	Etudes de sol complémentaires (**)			24 000 €	4 800 €	28 800 €	***24 000 €***															
D	**SOUS TOTAL ETUDES DE MISE EN ŒUVRE COMPLEMENTAIRES**			***32 500 €***	***6 500 €***	***39 000 €***	**32 500 €**	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***
	MISE EN ETAT DES SOLS																					
	Diagnostic d'archéologie préventive (Données en €/m² de surface de terrain)	***14 889 m²***	***0,56 €***	8 338 €		8 338 €			***8 338 €***													
	Frais de démolition (Données en €/m² de surface de plancher)																					
	[le cas échéant, à détailler]			94 000 €	18 800 €	112 800 €		94 000 €														
	sous total démolition			***94 000 €***	***18 800 €***	***112 800 €***	***0 €***	***94 000 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***
	Frais de dépollution y compris désamiantage des bâtiments (Données en €/ tonne)																					
	ORL et Blum (**)			200 000 €	40 000 €	240 000 €		200 000,00 €														
	Bâtiments non conservés et sol (**)			955 000 €	191 000 €	1 146 000 €		955 000,00 €														
	sous total dépollution			***1 155 000 €***	***231 000 €***	***1 386 000 €***	***0 €***	***1 155 000 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***
	Autres (injections, surcouts fondations...) (Format de données à préciser)																					
	mise en état des sols			50 000 €	10 000 €	60 000 €		50 000,00 €														
	sous total Autres			***50 000 €***	***10 000 €***	***60 000 €***	***0 €***	***50 000 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***
E	**SOUS TOTAL MISE EN ETAT DES SOLS**			***1 307 338 €***	***259 800 €***	***1 567 138 €***	**- €**	***1 299 000 €***	***8 338 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***
	TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET TRAVAUX CONNEXES (Données en €/m² de surface traitée)																					
	VRD primaires																					
	[à détailler par ouvrage]			50 000 €	10 000 €	60 000 €			50 000 €													
F1	***sous total VRD primaires***			***50 000 €***	***10 000 €***	***60 000 €***	***0 €***	***0 €***	***50 000 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***
	VRD secondaires																					
	[à détailler par ouvrage]	6 500 m²	150 €	975 000 €	195 000 €	1 170 000 €		146 250 €	243 750 €	292 500 €	97 500 €	48 750 €					146 250,00 €					
F2	***sous total VRD secondaires***			***975 000 €***	***195 000 €***	***1 170 000 €***	***0 €***	***146 250 €***	***243 750 €***	***292 500 €***	***97 500 €***	***48 750 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***146 250 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***
	Aménagement d'espaces paysagers																					
	[à détailler par ouvrage]																					
F3	***sous total VRD tertiaires***																					
	Ouvrages spécifiques																					
	[à détailler par ouvrage]			17 623 248 €	3 524 650 €	21 147 897 €			7 049 299 €	7 049 299 €	881 162 €	1 762 325 €	881 162 €									
F4	***sous total Ouvrages spécifiques***			***17 623 248 €***	***3 524 650 €***	***21 147 897 €***	***0 €***	***0 €***	***7 049 299 €***	***7 049 299 €***	***881 162 €***	***1 762 325 €***	***881 162 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***
	Aménagements provisoires																					
	[à détailler par ouvrage]			120 000 €	24 000 €	144 000 €		20 000 €	20 000 €	50 000 €	30 000 €											
F5	***sous total Aménagement provisoires***			***120 000 €***	***24 000 €***	***144 000 €***	***0 €***	***20 000 €***	***20 000 €***	***50 000 €***	***30 000 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***

	CHARGES (en K€HT)	Données Quantité / Assiette	Données Prix unitaire/ Pourcentage	Montant prévisionnel En K€ HT	TVA	TTC	Année 2018	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Année 2029	Année 2030	Année 2031	Année 2032	Année 2033
F	**SOUS TOTAL TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET TRAVAUX CONNEXES**			**18 768 248 €**	**3 753 650 €**	**22 521 897 €**	**0 €**	**166 250 €**	**7 363 049 €**	**7 391 799 €**	**1 008 662 €**	**1 811 075 €**	**881 162 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**146 250 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
	HONORAIRES TECHNIQUES																					
	(Données en % d'une assiette en € à préciser)																					
	Architecte-urbaniste en chef du projet	E + (F1+F2+F3)	4,0%	98 094 €	19 619 €	117 712 €	49 047 €	19 619 €	9 809 €	9 809 €	9 809 €											
	Maitrise d'œuvre VRD	E + (F1+F2+F3)	3,5%	85 832 €	17 166 €	102 998 €		21 458 €	21 458 €	21 458 €	4 292 €	4 292 €					12 874,77 €					
	Géomètre			15 000 €	3 000 €	18 000 €	7 000 €	5 000 €			3 000 €											
	Maitrise d'œuvre ORL et BLUM	F4		2 130 000 €	426 000 €	2 556 000 €	426 000 €	852 000 €	319 500 €	213 000 €	106 500 €	106 500 €	106 500 €									
	OPC	F4	1,25%	220 291 €	44 058 €	264 349 €	44 058 €	88 116 €	33 044 €	22 029 €	11 015 €	11 015 €	11 015 €									
	SPS contrôle technique	F4	1,8%	317 218 €	63 444 €	380 662 €	63 444 €	126 887 €	47 583 €	31 722 €	15 861 €	15 861 €	15 861 €									
	BET méthodologie, suivi et évaluation du développement durable			20 000 €	4 000 €	24 000 €	5 000 €	10 000 €	2 000 €	2 000 €			1 000 €									
	Autres BET spécifiques																					
	Liste non exaustive - [à détailler]																					
	sous total Autres BET spécifiques																					
G	**SOUS TOTAL HONORAIRES TECHNIQUES**			**2 886 434 €**	**577 287 €**	**3 463 721 €**	**594 549 €**	**1 123 080 €**	**433 394 €**	**300 018 €**	**150 476 €**	**137 667 €**	**134 375 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**12 875 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
	FRAIS DE GESTION																					
	(Format de données à préciser pour chaque poste)																					
	Concertation-communication [à détailler par nature et par poste]			100 000 €	20 000 €	120 000 €	30 000,00 €	30 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €										
	Frais de commercialisation (hors frais généraux aménageur)																					
	frais sur vente droits à construire			145 440 €	29 088 €	174 528 €	0 €	0 €	48 480 €	0 €	0 €	48 480 €	0 €	0 €	48 480 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	frais sur mises en location et de gestion																					
	Sous total Frais de commercialisation			***145 440 €***	***29 088 €***	***174 528 €***	***0 €***	***0,00 €***	***48 480,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***48 480,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***48 480,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
	Frais divers (Données en % d'une assiette en € à préciser)																					
	Assurance DO+RCCNR+TRC	F4	1,25%	220 291 €		220 291 €		110 145 €	88 116 €		22 029 €											
	Assurance propriétaire	8 600 €	an	160 298 €	32 060 €	192 357 €	8 600 €	8 772 €	8 947 €	9 126 €	9 309 €	9 495 €	9 685 €	9 879 €	10 076 €	10 278 €	10 483 €	10 693 €	10 907 €	11 125 €	11 348 €	11 574 €
	gardiennage de site	40 000 €	an	80 000 €	16 000 €	96 000 €	30 000 €	40 000 €	10 000 €													
	Gros Entretien Renouvellement		10,00%	1 762 325 €	352 465 €	2 114 790 €							176 232 €	176 232 €	176 232 €	176 232 €	176 232 €	176 232 €	176 232 €	176 232 €	176 232 €	176 232 €
	Impôts fonciers	30 000 €	an	479 218 €		479 218 €			30 000 €	30 600 €	31 212 €	31 836 €	32 473 €	33 122 €	33 785 €	34 461 €	35 150 €	35 853 €	36 570 €	37 301 €	38 047 €	38 808 €
	Taxes TA (surf taxable 3800m² *val forfaitaire 712 * taux 6,25%) + CAUE+TDENS			188 973 €		188 973 €			188 973 €													
	TA pour 44 pl de Pkg ext (5000*taux qui est de 5% pour EMS et 1,25% Cgal)			13 750 €		13 750 €			13 750 €													
	Redevance archéo préventive (0,4% de la TA)			756 €		756 €			756 €													
	Expertises, frais de procédures,...			18 000 €	3 600 €	21 600 €	3 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €												
	Reprographie, transports...			6 000 €	1 200 €	7 200 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €													
	Sous total Frais divers			***2 929 610 €***	***405 325 €***	***3 334 935 €***	***43 600 €***	***165 917 €***	***347 543 €***	***44 726 €***	***62 550 €***	***41 331 €***	***218 390 €***	***219 234 €***	***220 094 €***	***220 971 €***	***221 866 €***	***222 778 €***	***223 709 €***	***224 659 €***	***225 627 €***	***226 615 €***
H	**SOUS TOTAL FRAIS DE GESTION**			**3 175 050 €**	**454 413 €**	**3 629 463 €**	**73 600 €**	**195 917 €**	**406 023 €**	**54 726 €**	**72 550 €**	**99 811 €**	**218 390 €**	**219 234 €**	**268 574 €**	**220 971 €**	**221 866 €**	**222 778 €**	**223 709 €**	**224 659 €**	**225 627 €**	**226 615 €**
	FRAIS GENERAUX DE L'AMENAGEUR																					
	(Format de données à préciser pour chaque poste)																					
	Coût de l'équipe opérationnelle (Données en niveau de rémunération / nombre ETP moyen)			373 017 €	74 603 €	447 620 €	50 220 €	51 224 €	52 249 €	31 976 €	54 360 €	33 268 €	16 967 €	8 483 €	8 653 €	8 826 €	9 003 €	9 183 €	9 366 €	9 554 €	9 745 €	9 940 €
	Frais d'environnement associés (Données % de la masse salariale de l'équipe opérationnelle)		125%	466 271 €	93 254 €	559 525 €	62 775 €	64 031 €	65 311 €	39 970 €	67 950 €	41 585 €	21 208 €	10 604 €	10 816 €	11 033 €	11 253 €	11 478 €	11 708 €	11 942 €	12 181 €	12 425 €
	Rémunération du capital de 3 M€		8%	3 200 000 €		3 200 000 €	40 000 €	80 000 €	80 000 €	240 000 €	240 000 €	240 000 €	240 000 €	240 000 €	240 000 €	240 000 €	240 000 €	240 000 €	240 000 €	240 000 €	240 000 €	120 000 €
	Rémunération relative à la remise en état du site (**)			62 500 €	12 500 €	75 000 €			62 500 €													
	Autres dépenses pour de l'exécution de ses missions																					
	Frais fixes animation développement	50 000 €	an	896 618 €	179 324 €	1 075 942 €	50 000 €	50 750 €	51 511 €	52 284 €	53 068 €	53 864 €	54 672 €	55 492 €	56 325 €	57 169 €	58 027 €	58 897 €	59 781 €	60 678 €	61 588 €	62 512 €
	Gestion administrative et locative			721 841 €	144 368 €	866 210 €			10 000 €	50 000 €	50 750 €	51 511 €	52 284 €	53 068 €	53 864 €	54 672 €	55 492 €	56 325 €	57 169 €	58 027 €	58 897 €	59 781 €
	CAC			83 411 €	16 682 €	100 093 €		5 000 €	5 075 €	5 151 €	5 228 €	5 307 €	5 386 €	5 467 €	5 549 €	5 632 €	5 717 €	5 803 €	5 890 €	5 978 €	6 068 €	6 159 €
	Business Developper			1 593 321 €	318 664 €	1 911 985 €		160 000 €	162 400 €	164 836 €	167 309 €	169 818 €	172 365 €	174 951 €	50 000 €	50 750 €	51 511 €	52 284 €	53 068 €	53 864 €	54 672 €	55 492 €
	Sous total Autres dépenses			***3 295 192 €***	***659 038 €***	***3 954 230 €***	***50 000 €***	***215 750 €***	***228 986 €***	***272 271 €***	***276 355 €***	***280 500 €***	***284 708 €***	***288 979 €***	***165 738 €***	***168 224 €***	***170 747 €***	***173 309 €***	***175 908 €***	***178 547 €***	***181 225 €***	***183 944 €***
J	**SOUS TOTAL FRAIS GENERAUX DE L'AMENAGEUR**			**7 334 479 €**	**826 896 €**	**8 161 375 €**	**202 995 €**	**411 005 €**	**426 546 €**	**584 218 €**	**638 665 €**	**595 354 €**	**562 883 €**	**548 066 €**	**425 207 €**	**428 083 €**	**431 003 €**	**433 970 €**	**436 983 €**	**440 043 €**	**443 151 €**	**326 308 €**
	FRAIS FINANCIERS																					
	(Données à justifier par le besoin de trésorerie mis en évidence par le plan de trésorerie)																					
	Frais financiers emprunts court terme		3,00%	165 781 €		165 781 €		0 €	0 €	0 €	16 787 €	13 890 €	31 818 €	57 049 €	46 238 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Frais financiers emprunts autres			1 893 408 €		1 893 408 €		229 500 €	215 594 €	201 501 €	187 217 €	172 740 €	158 068 €	143 198 €	128 127 €	112 853 €	97 372 €	81 683 €	65 781 €	49 665 €	33 332 €	16 778 €
K	**SOUS TOTAL FRAIS FINANCIERS**			**2 059 189 €**	**0 €**	**2 059 189 €**	**0 €**	**229 500 €**	**215 594 €**	**201 501 €**	**204 004 €**	**186 630 €**	**189 886 €**	**200 247 €**	**174 365 €**	**112 853 €**	**97 372 €**	**81 683 €**	**65 781 €**	**49 665 €**	**33 332 €**	**16 778 €**
	RISQUES, ALEAS ET IMPREVUS																					
	(Données en % d'une assiette en € à préciser)																					
	111. caractéristiques géotechniques dégradées par rapport aux conclusions des études préalables	voir ligne au dessus		150 000 €	30 000 €	180 000 €			150 000 €													
	121. contentieux d'urbanisme PA	5% au lieu de 90%		30 000 €	6 000 €	36 000 €		30 000 €														
	122. contentieux d'urbanisme PC			70 000 €	14 000 €	84 000 €			70 000 €													
	123. soumission du projet à étude d'impact			250 000 €	50 000 €	300 000 €				250 000 €												
	131. dépassement des coûts des études exposés dans le bilan			100 000 €	20 000 €	120 000 €	10 000 €	20 000 €	50 000 €	20 000 €												
	132. dépassement des coûts des travaux exposés dans le bilan			245 000 €	49 000 €	294 000 €			40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	5 000 €							
	141. évolution des prix du marché par rapport aux estimations du bilan d'aménagement			100 000 €	20 000 €	120 000 €				20 000 €			30 000 €			50 000 €						
	142. retard de commercialisation des terrains par rapport aux estimations initiales			108 000 €	21 600 €	129 600 €				10 800 €	10 800 €	10 800 €	10 800 €	10 800 €	10 800 €	10 800 €	10 800 €	10 800 €	10 800 €			
	151. évolution des niveaux de loyers inférieurs à l'hypothèse retenue dans le bilan			40 000 €	8 000 €	48 000 €								2 000 €	2 500 €	3 000 €	4 000 €	5 000 €	6 000 €	7 000 €	8 000 €	2 500 €
	152. évolution du taux d'occupation inférieur à l'hypothèse retenue dans le bilan (hors décision concédant)			720 000 €	144 000 €	864 000 €					60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €
	161. évolution des taux d'intérêts supérieure à l'hypothèse retenue dans le bilan d'aménagement			15 000 €	3 000 €	18 000 €			5 000 €	4 000 €	3 000 €	2 000 €	1 000 €									
	162. augmentation des frais financiers due au dérapage du plan de trésorerie (hors décision concédant)			40 000 €	8 000 €	48 000 €								2 000 €	2 500 €	3 000 €	3 500 €	4 000 €	5 000 €	6 000 €	7 000 €	7 000 €
	Provisions pour Risques assumés par l'aménageur			**1 868 000 €**	**373 600 €**	**2 241 600 €**	**10 000 €**	**50 000 €**	**315 000 €**	**344 800 €**	**113 800 €**	**112 800 €**	**141 800 €**	**114 800 €**	**80 800 €**	**126 800 €**	**78 300 €**	**79 800 €**	**81 800 €**	**73 000 €**	**75 000 €**	**69 500 €**
	212. évolutions règlementaires ou fiscales			10 000 €	2 000 €	12 000 €							10 000 €									
	213. annulation de l'un des actes de la procédure ou d'autres actes nécessaires à la réalisation de l'opération (PA, PC, marché, …)			10 000 €	2 000 €	12 000 €			10 000 €													
	221. pollution non identifiée dans les études techniques et les différents diagnostics effectués jusqu'ici			100 000 €	20 000 €	120 000 €			50 000 €	50 000 €												
	222. contraintes liées à la protection d'espèces protégées			10 000 €	2 000 €	12 000 €			10 000 €													
	231. Augmentation du coût des travaux et/ou des études en raison d'évolutions de circonstances exceptionnelles (inondations entraînant des ouvrages nouveaux, affaissem			10 000 €	2 000 €	12 000 €				10 000 €												
	232. fouilles archéologiques prescrites à l'issue du diagnostic			50 000 €	10 000 €	60 000 €			50 000 €													
	241. toute modification significative de l'opération d'aménagement excédant les engagements contractés par l'aménageur			100 000 €	20 000 €	120 000 €				10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €			
	251. Modifications significatives de l'environnement économique global de l'opération (flambée des prix des matières premières, crise de l'immobilier, …)			100 000 €	20 000 €	120 000 €					8 333 €	8 333 €	8 333 €	8 333 €	8 333 €	8 333 €	8 333 €	8 333 €	8 333 €	8 333 €	8 333 €	8 333 €
	Provisions pour Risques partagés	**D à K**	**6,57%**	**390 000 €**	**78 000 €**	**468 000 €**	**0 €**	**0 €**	**120 000 €**	**70 000 €**	**18 333 €**	**18 333 €**	**28 333 €**	**18 333 €**	**18 333 €**	**18 333 €**	**18 333 €**	**18 333 €**	**18 333 €**	**8 333 €**	**8 333 €**	**8 333 €**
L	**SOUS TOTAL RISQUES, ALEAS ET IMPREVUS**			**2 258 000 €**	**451 600 €**	**2 709 600 €**	**10 000 €**	**50 000 €**	**435 000 €**	**414 800 €**	**132 133 €**	**131 133 €**	**170 133 €**	**133 133 €**	**99 133 €**	**145 133 €**	**96 633 €**	**98 133 €**	**100 133 €**	**81 333 €**	**83 333 €**	**77 833 €**
M	**TVA NON RECUPERABLE**																					
	TOTAL DES CHARGES			**39 297 050**	**6 623 215**	**45 920 265**	**913 644**	**3 497 565**	**10 740 944**	**8 947 062**	**2 206 490**	**2 961 670**	**2 156 831**	**1 100 680**	**967 279**	**907 040**	**1 005 999**	**836 564**	**826 606**	**795 700**	**785 443**	**647 534**
	PRODUITS (-) CHARGES																					
	TVA RESIDUELLE (HORS TVA NON RECUPERABLE)																					
	RESULTAT			**7 020**																		

*** : Les indications pour les formats de *Données* et pour les *Prix de sortie cible* sont impérativement à respecter par le candidat dans son offre**

**** : poste remboursé par les HUS**

CASH FLOWS PERIODE	**-913 644**	**-3 412 133**	**-6 215 723**	**-6 885 970**	**1 168 915**	**489 201**	**260 469**	**1 476 730**	**2 897 170**	**1 756 171**	**1 669 995**	**1 851 802**	**1 875 061**	**1 919 405**	**1 943 340**	**126 232**
APPORT / RBT CAPITAL	**1 000 000**			**2 000 000**												**-3 000 000**
TRESORERIE CUMULEE	**86 356**	**-3 325 776**	**-9 541 499**	**-14 427 469**	**-13 258 554**	**-12 769 353**	**-12 508 884**	**-11 032 155**	**-8 134 985**	**-6 378 814**	**-4 708 820**	**-2 857 018**	**-981 957**	**937 448**	**2 880 788**	**7 020**
Emprunt in fine	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunt amortissable	**17 000 000**	**15 969 939**	**14 925 973**	**13 867 913**	**12 795 569**	**11 708 749**	**10 607 257**	**9 490 894**	**8 359 461**	**7 212 753**	**6 050 564**	**4 872 686**	**3 678 907**	**2 469 012**	**1 242 783**	**0**
TRESORERIE CUMULEE avec financement	**17 086 356**	**12 644 163**	**5 384 474**	**-559 556**	**-462 985**	**-1 060 604**	**-1 901 628**	**-1 541 261**	**224 476**	**833 939**	**1 341 745**	**2 015 669**	**2 696 951**	**3 406 460**	**4 123 571**	**7 020**

CRÉDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES
BANQUE ET ASSURANCES

Agence : STRASBOURG-ENTREPRISES
N°de compte : 50019473010
N°du prêt : EK6817 01
Référence du prêt : 86290445804
Montant prêt : 15 000 000,00 EUR
Durée : 180 mois
Périodicité : trimestrielle
Objet du prêt : AMENAGEMENT DU PROJET NEXT MED - TECHNOPARC
Taux du prêt : 1,3600 % fixe

SOC AMENAG EQUIPEMENT REGION

10 RUE OBERLIN
67080 STRASBOURG

CONDITIONS DE REMBOURSEMENT

Durée	Taux
1	1,3600 %
14	1,3600 %
1	1,3600 %
3	1,3600 %
1	1,3600 %
3	1,3600 %
1	1,3600 %
3	1,3600 %
1	1,3600 %
3	1,3600 %
1	1,3600 %
3	1,3600 %
1	1,3600 %
3	1,3600 %
1	1,3600 %
3	1,3600 %
1	1,3600 %
3	1,3600 %
1	1,3600 %
3	1,3600 %
1	1,3600 %
3	1,3600 %
1	1,3600 %
3	1,3600 %
1	1,3600 %

TABLEAU D'AMORTISSEMENT THEORIQUE

N°échéance	Somme à payer	Capital	Intérêts	Commissio n	Capital restant dû
1	128 066,67	0,00	128 066,67	0,00	15 000 000,00
2	51 000,00	0,00	51 000,00	0,00	15 000 000,00
3	51 000,00	0,00	51 000,00	0,00	15 000 000,00
4	51 000,00	0,00	51 000,00	0,00	15 000 000,00
5	51 000,00	0,00	51 000,00	0,00	15 000 000,00
6	51 000,00	0,00	51 000,00	0,00	15 000 000,00
7	51 000,00	0,00	51 000,00	0,00	15 000 000,00
8	51 000,00	0,00	51 000,00	0,00	15 000 000,00
9	51 000,00	0,00	51 000,00	0,00	15 000 000,00
10	51 000,00	0,00	51 000,00	0,00	15 000 000,00
11	51 000,00	0,00	51 000,00	0,00	15 000 000,00
12	51 000,00	0,00	51 000,00	0,00	15 000 000,00
13	51 000,00	0,00	51 000,00	0,00	15 000 000,00
14	51 000,00	0,00	51 000,00	0,00	15 000 000,00
15	51 000,00	0,00	51 000,00	0,00	15 000 000,00
16	1 301 000,00	1 250 000,00	51 000,00	0,00	13 750 000,00
17	46 750,00	0,00	46 750,00	0,00	13 750 000,00
18	46 750,00	0,00	46 750,00	0,00	13 750 000,00
19	46 750,00	0,00	46 750,00	0,00	13 750 000,00
20	1 296 750,00	1 250 000,00	46 750,00	0,00	12 500 000,00
21	42 500,00	0,00	42 500,00	0,00	12 500 000,00
22	42 500,00	0,00	42 500,00	0,00	12 500 000,00
23	42 500,00	0,00	42 500,00	0,00	12 500 000,00
24	1 292 500,00	1 250 000,00	42 500,00	0,00	11 250 000,00
25	38 250,00	0,00	38 250,00	0,00	11 250 000,00
26	38 250,00	0,00	38 250,00	0,00	11 250 000,00
27	38 250,00	0,00	38 250,00	0,00	11 250 000,00
28	1 288 250,00	1 250 000,00	38 250,00	0,00	10 000 000,00
29	34 000,00	0,00	34 000,00	0,00	10 000 000,00

TABLEAU D'AMORTISSEMENT THEORIQUE

N°échéance	Somme à payer	Capital	Intérêts	Commissio n	Capital restant dû
30	34 000,00	0,00	34 000,00	0,00	10 000 000,00
31	34 000,00	0,00	34 000,00	0,00	10 000 000,00
32	1 284 000,00	1 250 000,00	34 000,00	0,00	8 750 000,00
33	29 750,00	0,00	29 750,00	0,00	8 750 000,00
34	29 750,00	0,00	29 750,00	0,00	8 750 000,00
35	29 750,00	0,00	29 750,00	0,00	8 750 000,00
36	1 279 750,00	1 250 000,00	29 750,00	0,00	7 500 000,00
37	25 500,00	0,00	25 500,00	0,00	7 500 000,00
38	25 500,00	0,00	25 500,00	0,00	7 500 000,00
39	25 500,00	0,00	25 500,00	0,00	7 500 000,00
40	1 275 500,00	1 250 000,00	25 500,00	0,00	6 250 000,00
41	21 250,00	0,00	21 250,00	0,00	6 250 000,00
42	21 250,00	0,00	21 250,00	0,00	6 250 000,00
43	21 250,00	0,00	21 250,00	0,00	6 250 000,00
44	1 271 250,00	1 250 000,00	21 250,00	0,00	5 000 000,00
45	17 000,00	0,00	17 000,00	0,00	5 000 000,00
46	17 000,00	0,00	17 000,00	0,00	5 000 000,00
47	17 000,00	0,00	17 000,00	0,00	5 000 000,00
48	1 267 000,00	1 250 000,00	17 000,00	0,00	3 750 000,00
49	12 750,00	0,00	12 750,00	0,00	3 750 000,00
50	12 750,00	0,00	12 750,00	0,00	3 750 000,00
51	12 750,00	0,00	12 750,00	0,00	3 750 000,00
52	1 262 750,00	1 250 000,00	12 750,00	0,00	2 500 000,00
53	8 500,00	0,00	8 500,00	0,00	2 500 000,00
54	8 500,00	0,00	8 500,00	0,00	2 500 000,00
55	8 500,00	0,00	8 500,00	0,00	2 500 000,00
56	1 258 500,00	1 250 000,00	8 500,00	0,00	1 250 000,00
57	4 250,00	0,00	4 250,00	0,00	1 250 000,00
58	4 250,00	0,00	4 250,00	0,00	1 250 000,00
59	4 250,00	0,00	4 250,00	0,00	1 250 000,00
60	1 254 250,00	1 250 000,00	4 250,00	0,00	0,00

Signature(s) Emprunteur(s)

CRÉDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES
BANQUE ET ASSURANCES

SERS
10 rue Oberlin
67000 Strasbourg
A l'attention de M. MOREAU

Strasbourg, le 29 mars 2018.

Objet : proposition de financement pour l'aménagement du projet Next Med – Technoparc

Monsieur MOREAU,

Vous avez consulté le Crédit Agricole Alsace Vosges dans le cadre de votre demande de financement pour l'aménagement du projet Next Med - Technoparc et nous vous en remercions. Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-après les conditions, validées par notre Conseil d'Administration, auxquelles nous pourrions intervenir pour financer vos investissements.

Emprunteur : SERS (ou société de projet à constituer avec participation de la CDC à hauteur de 32%)

- Objet : Aménagement du projet Next Med - Technoparc
- Frais de dossier : 6 500 €
- Garantie : Cession Dailly à 100% des avances payées par l'Eurométropole de Strasbourg à compter de 2023
- Durée : 15 ans
- Déblocage des fonds : 15/09/2018 au plus tard
- Echéances : Trimestrielles

Variante 1
- Montant du financement : 17 000 000 €
- Différé d'amortissement : Non

Amortissement annuel constant	Amortissement trimestriel constant
Taux fixe : **1,32%**	Taux fixe : **1,29%**

Variante 2
- Montant du financement : 15 000 000 €
- Différé d'amortissement : 3 ans

Amortissement annuel constant après le différé	Amortissement trimestriel constant après le différé
Taux fixe : **1,36%**	Taux fixe : **1,33%**

Ces propositions ont une durée de validité au 15/04/2018 pour un maintien du taux jusqu'au 15/09/2018 dans la mesure où le profil des tirages et de l'amortissement n'est pas modifié et sous réserve de la signature du contrat de concession et de la formalisation de la garantie ci-dessus.

En espérant avoir répondu à vos attentes et souhaitant au travers de cette proposition développer notre partenariat à notre mutuelle satisfaction, veuillez agréer, Monsieur MOREAU, l'expression de nos sincères salutations.

Michaël RAULT — Directeur Agence Entreprises

Thierry STROH — Chargé d'affaires Entreprises

SIGNATURE ET CACHET DE L'EMPRUNTEUR AVEC LA MENTION BON POUR ACCORD

Fait à : le :

CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES
Siège social : 1, place de la Gare - Boîte Postale 440 - 67008 STRASBOURG CEDEX
Tél. 03.88.25.42.42 - Télécopie 03 88 25 45 88 - 437 642 531 RCS Strasbourg

CONVENTION-CADRE DE CESSIONS DE CREANCES PROFESSIONNELLES

A TITRE DE GARANTIE

Articles L. 313-23 à L. 313-34 du Code Monétaire et Financier

ENTRE LES SOUSSIGNES :

LE PRÊTEUR :

CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07008967 ayant son siège social à 1 Place de la Gare 67008 STRASBOURG CEDEX dont l'immatriculation RCS est 437 642 531 RCS Strasbourg ou toute autre personne morale qui lui serait substituée, ladite Caisse Régionale représentée par son Directeur Général ou l'un ou l'autre de ses mandataires dûment habilité à l'effet des présentes.

L'EMPRUNTEUR :

SOC AMENAG EQUIPEMENT REGION STRASBOURG
dont le siège social est : SERVICE COLLECTIVITE ENTREPRISE
1 PLACE DE LA GARE
67008-STRASBOURG CEDEX
Code APE : 4120B
Numéro SIREN : 578505687

Représenté(e) par :
MONSIEUR FULLENWARTH ERIC en qualité de REPRESENTANT

Ci-après dénommé « Le **Client** », il est convenu ce qui suit :

1 - OBJET

En garantie des crédits qui lui ont été consentis par ailleurs ou seront susceptibles de lui être consentis sous quelque forme que ce soit, et du solde débiteur éventuel du compte courant existant entre le **Prêteur** et le **Client**, ce dernier cède ou cédera au **Prêteur**, à sa demande, en toute propriété, dans les conditions prévues par les articles L. 313-23 à L. 313-34 du Code Monétaire et Financier, des créances professionnelles qu'il détient sur sa clientèle.

La présente convention s'applique à tout bordereau intitulé acte de cession de créance professionnelle qui y fera référence. Cette référence consiste en la mention « convention-cadre » apposée sur le bordereau.

2 - BORDEREAU DE CESSION

L'acceptation par le **Prêteur** d'un bordereau établi par le **Client** comme il sera indiqué ci-après, n'entraînera pour le **Prêteur** ni l'obligation de consentir un crédit égal au montant du bordereau ni la confirmation des avances précédemment consenties ou admises ultérieurement.

Toute cession s'effectue par remise par le **Client** d'un bordereau intitulé « acte de cession de créances professionnelles », établi conformément aux dispositions des articles L. 313-23 à L. 313-34 du Code Monétaire et Financier. Chaque bordereau est stipulé à ordre, signé par le **Client** et daté par le **Prêteur** conformément aux dispositions de cette même loi.

Chaque bordereau doit :
- regrouper des créances ayant même échéance et par devise considérée,
- désigner chaque créance cédée avec l'indication de ses caractéristiques notamment numéro de facture ou numéro de marché, nom ou raison sociale et adresse du débiteur cédé, montant et échéance de la créance.

Dans le cas où la transmission des créances cédées s'accompagne de la remise d'un support magnétique, le **Client** s'engage à remettre au **Prêteur** à l'appui d'un bordereau, un récapitulatif sur support papier des créances figurant sur le support magnétique. Ce support papier, dès lors qu'il comprend toutes les mentions obligatoires au regard des articles L. 313-23 à L. 313-34 du Code Monétaire et Financier, pourra tenir lieu d'acte de cession de créances professionnelles.

Le **Client** s'engage à ne pas faire figurer sur les bordereaux des créances ayant fait l'objet, totalement ou partiellement, de cession, délégation, ou nantissement, de saisie, opposition ou empêchement quelconque. De même, ne pourront figurer sur les bordereaux des créances faisant l'objet de prorogation ou impayées ou litigieuses pour quelque motif que ce soit.

Le **Client** s'engage également à ne pas faire figurer sur le bordereau des créances correspondant à des prestations sous-traitées.

En cas de financement par le **Prêteur** des marchés publics ou privés dont le **Client** serait titulaire, les créances afférentes à ces marchés et appartenant au **Client** seront intégralement cédées au **Prêteur** à titre de garantie et ce quel que soit le montant des crédits accordés à ce titre. En cas de cession de créances relatives à des marchés publics, le **Client** remettra obligatoirement l'exemplaire unique du marché.

Le **Prêteur** se réserve la faculté après examen des créances professionnelles portées sur le bordereau d'en refuser certaines. Dans ce cas, elle supprimera du bordereau les créances rejetées et en modifiera en conséquence le total ; elle adressera alors au **Client** un double du bordereau ainsi modifié.

Le **Prêteur** peut subordonner son acceptation des créances à la remise concomitante avec chaque bordereau qui y fera référence des supports de recouvrement des créances cédées.

Le **Prêteur** se réserve le droit d'exiger du **Client** la substitution par une créance non échue de toute créance cédée qui aurait été rendue exigible par anticipation, qui ferait l'objet d'une contestation ou d'un refus d'acceptation par le débiteur cédé (cf. article 5 ci-après) ou qui, plus généralement, serait affectée par un évènement de nature à en compromettre le paiement.

3 - TRANSFERT DE PROPRIETE DES CREANCES

A compter de sa date, chaque bordereau entraîne de plein droit au profit du **Prêteur** le transfert de propriété des créances qui y sont désignées et acceptées par le **Prêteur** ainsi que des sûretés garantissant ces créances et de tous droits, accessoires ou actions sans exception aucune qui y sont attachés.

En conséquence, le **Client** s'engage pour chaque créance cédée à :
- informer le **Prêteur** des garanties qui y sont attachées, notamment de l'existence d'une clause de réserve de propriété,
- ne pas modifier, restreindre ou supprimer l'étendue des droits qui y sont attachés, notamment à ne pas sous-traiter tout ou partie de la prestation correspondant à la créance,
- remettre au **Prêteur**, sur simple demande de celui-ci, tous titres et documents justificatifs qu'il jugera nécessaire, ainsi que tout élément justifiant la créance (marché, bon de livraison, factures...).

En tout état de cause, les modifications par le **Client** des droits attachés aux créances cédées ou de leur étendue seront inopposables au **Prêteur**.

Les droits du **Prêteur** résultant des cessions en toute propriété des créances seront reportés, en tant que de besoin et autant que nécessaire, à la garantie du solde débiteur du compte courant du **Client** tel que ce solde apparaîtra à sa clôture.

4 - ENGAGEMENTS DU CLIENT

Le **Client** s'engage à maintenir un encours de créances cédées et non échues au profit du **Prêteur** égal à tout moment à un certain pourcentage des crédits qui lui auront été consentis en contrepartie. Cette péréquation est fixée dans les documents contractuels afférents aux crédits ou dans une annexe jointe au présent document. En conséquence, à chaque tombée d'échéance des créances cédées, le **Client** devra remettre de nouveaux bordereaux de telle façon que la péréquation précédemment définie soit maintenue.
A défaut, le **Prêteur** aura la possibilité d'exiger un amortissement partiel des crédits accordés, conformément aux documents contractuels afférents aux crédits, afin de maintenir le rapport précité entre l'encours de créances cédées non échues et le(s) crédit(s) octroyé(s). Le **Client** s'oblige à régler immédiatement le montant de la réduction des crédits.

Pour assurer le plein effet de cette disposition et sans que cela vaille accord de règlement, toute remise ou versement effectué ou reçu pour le compte du **Client** sera affecté spécialement et de plein droit, par le **Prêteur** à cette réduction de crédit :
- soit par voie de diminution de la position débitrice du compte courant,
- soit par affectation au règlement d'effets de mobilisation échus et non contre-passés, ou au règlement anticipé d'effets de mobilisation non échus et rappelés,
- soit encore à titre de provision conservée par le **Prêteur** dans ses propres avoirs pour servir au règlement des premiers crédits venant à échéance, à moins que l'acceptation par le **Prêteur** de nouveaux bordereaux lui permette de remettre le produit de ces encaissements à la disposition du **Client**.

Le **Client** accepte d'être le mandataire du **Prêteur** pour la préservation de tous les droits attachés aux créances.

A cet effet, le **Client** s'engage notamment à :
- ne pas opposer au **Prêteur** la charge des risques de perte, destruction ou détérioration de la chose vendue,
- mettre en jeu toute clause de réserve de propriété, surveiller, reprendre et réaliser la chose vendue en tant que nécessaire. En cas de reprise de tout ou partie de la chose vendue, le **Client** fera son affaire du règlement de tout ou partie des sommes qui seraient exigées par l'acheteur, par ailleurs, il ne sera pas libéré de son obligation de remboursement des crédits consentis par le **Prêteur**,
- à faire le nécessaire pour préserver ou renouveler les garanties attachées aux créances cédées,
- à faire toutes démarches nécessaires ou utiles pour obtenir dans les meilleurs délais, l'exécution par les débiteurs cédés de leurs obligations, et à aider le **Prêteur** à obtenir cette exécution par tous moyens appropriés,
- à ne pas accepter expressément ou tacitement de décompte général et définitif sans accord préalable du **Prêteur**, à ne pas compromettre ou transiger, ni renoncer même partiellement, au bénéfice des créances cédées ni aux droits et garanties y attachés, sans l'accord préalable et exprès du **Prêteur**.

Les cessions de créances ne pourront affecter en aucune manière la nature et l'étendue des engagements et garanties quelconques qui ont pu ou pourront être contractés par le **Client** ou par tout tiers en garantie des crédits consentis par ailleurs par le **Prêteur**, auxquelles elles s'ajouteront.

De même, les cessions de créances intervenues ne sauraient libérer le **Client** de ses obligations envers le **Prêteur**.

Le **Client** s'interdit de réclamer au **Prêteur** l'accomplissement d'une formalité quelconque ou une intervention de quelque nature que ce soit auprès des débiteurs cédés.

5 - NOTIFICATION ET ACCEPTATION DES CREANCES CEDEES

Conformément aux articles L. 313-28 et L. 313-29 du Code Monétaire et Financier, le **Prêteur** se réserve les droits de :
- notifier à tout moment les cessions aux débiteurs cédés,
- demander aux débiteurs cédés « d'accepter » les créances cédées.

6 - REGLEMENT DES CREANCES CEDEES

Le **Client** est garant solidaire envers le **Prêteur** du paiement des créances cédées.

Lorsque le **Prêteur** n'a pas notifié les cessions ou lorsqu'elle ne s'est pas fait remettre les supports de recouvrement des créances cédées, le **Client**, en sa qualité de mandataire, encaisse les créances cédées ou reçoit les instruments nécessaires au paiement, dès leur échéance, et à ce titre s'engage à en reverser immédiatement les montants au **Prêteur** ou à lui remettre les instruments de paiement.

Par ailleurs, si le **Client** reçoit le paiement des créances notifiées, il s'engage à remettre au **Prêteur** lesdites sommes ou instruments de paiement en lui fournissant toutes les indications nécessaires à l'identification des créances concernées.

Les encaissements par le **Prêteur** des créances notifiées ou pour lesquelles elle s'est fait remettre les instruments de paiement, pourront être comptabilisés par le **Prêteur** dans ses propres avoirs jusqu'à extinction des dettes du **Client**.

Le **Prêteur** pourra cependant autoriser le **Client** à consulter, à titre exceptionnel, le compte utilisé à cet effet ou à obtenir un relevé, étant cependant précisé qu'il ne s'agira que d'une tolérance destinée à faciliter la gestion comptable du **Client**, sans novation aux cessions de créances intervenues et au droit de propriété de le **Prêteur** sur les sommes par elles encaissées ni à la nature du compte, interne au **Prêteur**.

Les encaissements des créances cédées seront affectés au remboursement des crédits consentis et notamment au solde débiteur éventuel du compte courant du **Client**.

Cette affectation des paiements ne pourra être considérée comme une renonciation du **Prêteur** à la pleine propriété des créances cédées.

Dans l'hypothèse où les sommes reçues par le **Prêteur** seraient supérieures au montant de ses créances, le **Prêteur** remettrait l'excédent à la disposition du **Client**.

Le non-paiement des créances cédées est établi dès lors que le **Prêteur** n'en a pas reçu le règlement intégral à bonne date. Dans cette hypothèse, le **Prêteur** sera en droit d'exiger l'application des dispositions de l'article 4 de la présente convention.

7 - DUREE

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être dénoncée à tout moment par le **Prêteur** sous réserve d'un préavis de soixante jours calendaires signifié par lettre recommandée avec accusé de réception.
Cette dénonciation ne portera pas atteinte à la bonne fin des cessions effectuées ou en cours de formalisation.

Sauf accord formel du **Prêteur**, le **Client** ne pourra dénoncer la présente convention, dans les mêmes formes et délais, qu'après remboursement total des crédits garantis par les cessions en principal, intérêts, frais et tous accessoires.

8 - RESILIATION

En cas de manquement par le **Client** à l'une quelconque des dispositions de cette convention, outre la mise en oeuvre de la faculté de dénonciation, le **Prêteur** sera en droit de prononcer la déchéance du terme des crédits garantis.

Cette déchéance du terme sera effective au terme du délai de la mise en demeure adressée au **Client** par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant dix jours calendaires.

Toutefois, dans les cas prévus au 2ème alinéa de l'article L. 313-12 du Code Monétaire et Financier, le **Prêteur** sera dispensé de respecter le délai de préavis et le **Client** sera tenu au remboursement immédiat des avances consenties au titre des crédits en cours. Le **Prêteur** pourra alors exercer son droit au remboursement et exiger les réductions contractuelles éventuellement prévues.

9 - FRAIS

Tous frais, taxes ou accessoires quelconques afférents à l'exécution de la présente convention seront à la charge du **Client** qui s'y oblige.

10 - LOI APPLICABLE - ELECTION DE DOMICILE - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le présent contrat est soumis à la loi française.

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, domicile est élu par chacune des parties en son siège social ou domicile indiqué aux présentes.

En cas de difficulté dans l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention et de ses suites, le tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social du **Prêteur** est seul compétent.

11 - INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les informations recueillies dans le présent document ne seront utilisées que pour les seules nécessitées de la gestion interne et pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires.

Elles pourront donner lieu à exercice du droit d'accès, conformément à la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés auprès de l'agence teneur du compte.

Fait à Le
En deux exemplaires

SIGNATURES

Le **Prêteur** Le **Client** (1)

(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite « lu et approuvé » et apposer le cachet social.

ACTE DE CESSION DE CREANCES PROFESSIONNELLES

Soumis aux articles L. 313-23 à L.313-34 du Code Monétaire et Financier et à la convention-cadre établie entre le client et la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES

Le

CESSIONNAIRE :

CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES

CEDANT :

SOC AMENAG EQUIPEMENT REGION STRASBOURG
dont le siège social est : SERVICE COLLECTIVITE ENTREPRISE
1 PLACE DE LA GARE
67008-STRASBOURG CEDEX
Code APE : 4120B
Numéro SIREN : 578505687

Représenté(e) par :
MONSIEUR FULLENWARTH ERIC en qualité de REPRESENTANT
Numéro de compte ______________________\

BORDEREAU N°

Le présent **bordereau** stipulé **à ordre** ne peut être transmis qu'à un établissement de crédit.

N° d'ordre	Nom et adresse du débiteur cédé ou Raison sociale et Siège Social	N° de facture	Domiciliation bancaire	Montant	Date d'échéance

Signature manuscrite du cédant ou de son représentant ayant qualité et cachet social.	Date de cession des créances (cadre réservé au cessionnaire) et cachet du cessionnaire

ACTE DE CESSION DE CREANCES PROFESSIONNELLES

Soumis aux articles L. 313-23 à L.313-34 du Code Monétaire et Financier et à la convention-cadre établie entre le client et la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES

Le

CESSIONNAIRE :

CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES

CEDANT :

SOC AMENAG EQUIPEMENT REGION STRASBOURG
dont le siège social est : SERVICE COLLECTIVITE ENTREPRISE
1 PLACE DE LA GARE
67008-STRASBOURG CEDEX
Code APE : 4120B
Numéro SIREN : 578505687

Représenté(e) par :
MONSIEUR FULLENWARTH ERIC en qualité de REPRESENTANT
Numéro de compte ______________________\

BORDEREAU N°

Le présent **bordereau** stipulé **à ordre** ne peut être transmis qu'à un établissement de crédit.

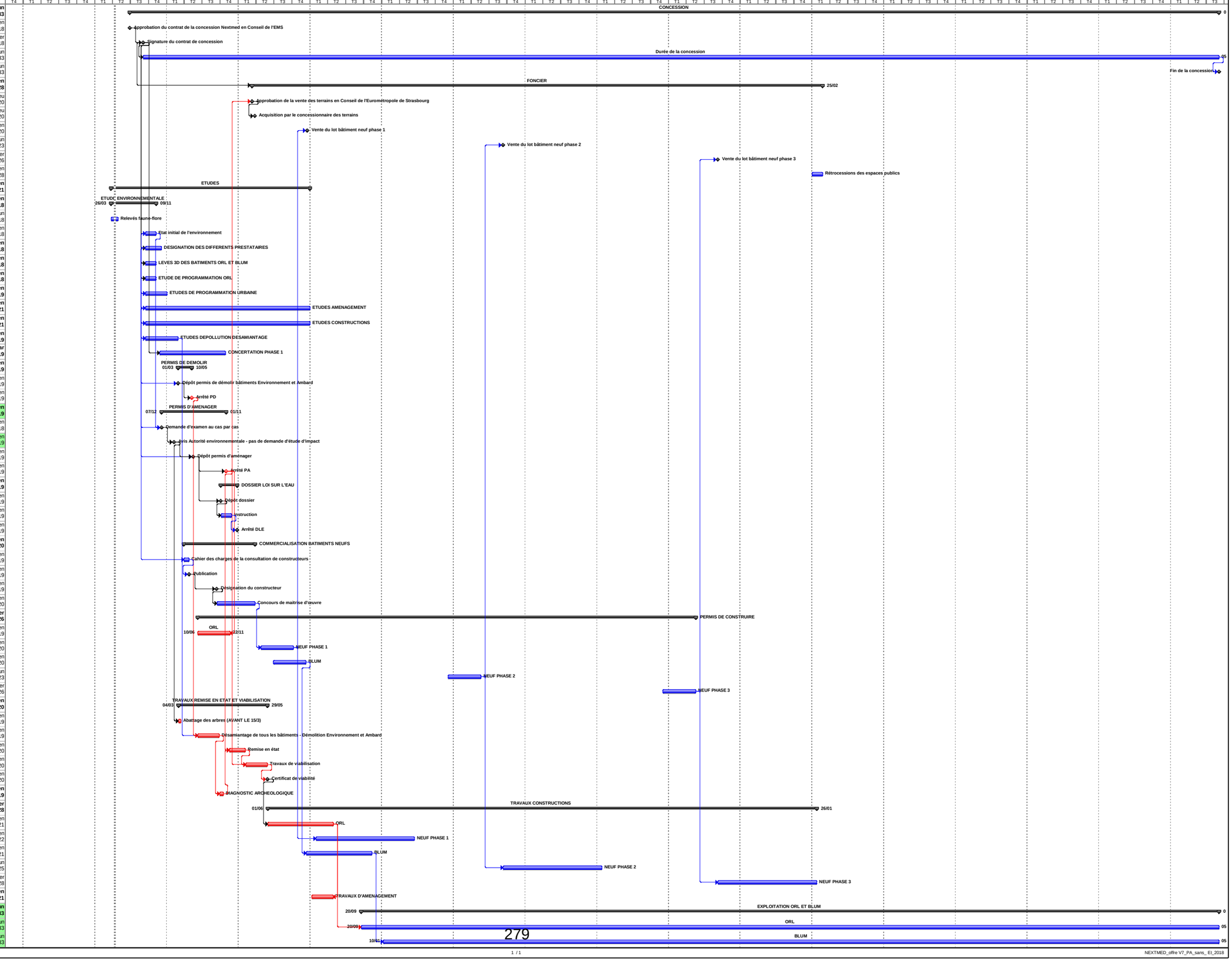
N° d'ordre	Nom et adresse du débiteur cédé ou Raison sociale et Siège Social	N° de facture	Domiciliation bancaire	Montant	Date d'échéance

Signature manuscrite du cédant ou de son représentant ayant qualité et cachet social.	Date de cession des créances (cadre réservé au cessionnaire) et cachet du cessionnaire

CREATION DU TECHNOPARC NEXTMED : calendrier prévisionnel déterminé par l'absence de demande d'étude d'impact et de fouilles archéologiques

16/04/2018

N°	Nom de la tâche	Début	Fin
1	**CONCESSION**	**Ven 29/06/18**	**Lun 05/09/33**
2	Approbation du contrat de la concession Nextmed en Conseil de l'EMS	Ven 29/06/18	Ven 29/06/18
3	Signature du contrat de concession	Mer 05/09/18	Mer 05/09/18
4	Durée de la concession	Mer 05/09/18	Lun 05/09/33
5	Fin de la concession	Lun 05/09/33	Lun 05/09/33
6	**FONCIER**	**Jeu 12/03/20**	**Ven 25/02/28**
7	Approbation de la vente des terrains en Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg	Jeu 12/03/20	Jeu 12/03/20
8	Acquisition par le concessionnaire des terrains	Jeu 26/03/20	Jeu 26/03/20
9	Vente du lot bâtiment neuf phase 1	Ven 18/12/20	Ven 18/12/20
10	Vente du lot bâtiment neuf phase 2	Lun 11/09/23	Lun 11/09/23
11	Vente du lot bâtiment neuf phase 3	Mer 09/09/26	Mer 09/09/26
12	Rétrocessions des espaces publics	Lun 03/01/28	Ven 25/02/28
13	**ETUDES**	**Lun 26/03/18**	**Ven 01/01/21**
14	**ETUDE ENVIRONNEMENTALE**	**Lun 26/03/18**	**Ven 09/11/18**
15	Relevés faune-flore	Lun 26/03/18	Lun 30/04/18
16	Etat initial de l'environnement	Lun 17/09/18	Ven 09/11/18
17	**DESIGNATION DES DIFFERENTS PRESTATAIRES**	**Lun 17/09/18**	**Ven 07/12/18**
18	**LEVES 3D DES BATIMENTS ORL ET BLUM**	**Lun 17/09/18**	**Ven 09/11/18**
19	**ETUDE DE PROGRAMMATION ORL**	**Lun 17/09/18**	**Ven 09/11/18**
20	**ETUDES DE PROGRAMMATION URBAINE**	**Lun 17/09/18**	**Ven 04/01/19**
21	**ETUDES AMENAGEMENT**	**Lun 17/09/18**	**Ven 01/01/21**
22	**ETUDES CONSTRUCTIONS**	**Lun 17/09/18**	**Ven 01/01/21**
23	**ETUDES DEPOLLUTION DESAMIANTAGE**	**Lun 17/09/18**	**Ven 01/03/19**
24	**CONCERTATION PHASE 1**	**Mer 28/11/18**	**Mar 29/10/19**
25	**PERMIS DE DEMOLIR**	**Ven 01/03/19**	**Ven 10/05/19**
26	Dépôt permis de démolir bâtiments Environnement et Ambard	Ven 01/03/19	Ven 01/03/19
27	Arrêté PD	Ven 10/05/19	Ven 10/05/19
28	**PERMIS D'AMENAGER**	**Ven 07/12/18**	**Ven 01/11/19**
29	Demande d'examen au cas par cas	Ven 07/12/18	Ven 07/12/18
30	Avis Autorité environnementale - pas de demande d'étude d'impact	Ven 08/02/19	Ven 08/02/19
31	Dépôt permis d'aménager	Ven 17/05/19	Ven 17/05/19
32	Arrêté PA	Ven 01/11/19	Ven 01/11/19
33	**DOSSIER LOI SUR L'EAU**	**Ven 04/10/19**	**Ven 27/12/19**
34	Dépôt dossier	Ven 04/10/19	Ven 04/10/19
35	Instruction	Lun 07/10/19	Ven 29/11/19
36	Arrêté DLE	Ven 27/12/19	Ven 27/12/19
37	**COMMERCIALISATION BATIMENTS NEUFS**	**Lun 01/04/19**	**Ven 27/03/20**
38	Cahier des charges de la consultation de constructeurs	Lun 01/04/19	Ven 26/04/19
39	Publication	Ven 26/04/19	Ven 26/04/19
40	Désignation du constructeur	Ven 13/09/19	Ven 13/09/19
41	Concours de maitrise d'œuvre	Lun 16/09/19	Ven 27/03/20
42	**PERMIS DE CONSTRUIRE**	**Lun 10/06/19**	**Mer 20/05/26**
43	ORL	Lun 10/06/19	Ven 22/11/19
44	NEUF PHASE 1	Lun 27/04/20	Ven 09/10/20
45	BLUM	Lun 29/06/20	Ven 11/12/20
46	NEUF PHASE 2	Mar 06/12/22	Lun 22/05/23
47	NEUF PHASE 3	Jeu 04/12/25	Mer 20/05/26
48	**TRAVAUX REMISE EN ETAT ET VIABILISATION**	**Lun 04/03/19**	**Ven 29/05/20**
49	Abattage des arbres (AVANT LE 15/3)	Lun 04/03/19	Ven 15/03/19
50	Désamiantage de tous les bâtiments - Démolition Environnement et Ambard	Lun 10/06/19	Ven 27/09/19
51	Remise en état	Lun 18/11/19	Ven 07/02/20
52	Travaux de viabilisation	Lun 10/02/20	Ven 29/05/20
53	Certificat de viabilité	Ven 29/05/20	Ven 29/05/20
54	**DIAGNOSTIC ARCHEOLOGIQUE**	**Lun 30/09/19**	**Ven 18/10/19**
55	**TRAVAUX CONSTRUCTIONS**	**Lun 01/06/20**	**Mer 26/01/28**
56	ORL	Lun 01/06/20	Ven 30/04/21
57	NEUF PHASE 1	Lun 01/02/21	Ven 17/06/22
58	BLUM	Lun 14/12/20	Ven 12/11/21
59	NEUF PHASE 2	Mar 12/09/23	Lun 27/01/25
60	NEUF PHASE 3	Jeu 10/09/26	Mer 26/01/28
61	**TRAVAUX D'AMENAGEMENT**	**Lun 11/01/21**	**Ven 30/04/21**
62	**EXPLOITATION ORL ET BLUM**	**Lun 20/09/21**	**Lun 05/09/33**
63	ORL	Lun 20/09/21	Lun 05/09/33
64	BLUM	Lun 10/01/22	Lun 05/09/33



279

CREATION DU TECHNOPARC NEXTMED : calendrier prévisionnel déterminé par une demande d'étude d'impact et l'absence de fouilles archéologiques

16/04/2018

N°	Nom de la tâche	Début	Fin
1	**CONCESSION**	**Ven 29/06/18**	**Lun 05/09/33**
2	Approbation du contrat de la concession Nextmed en Conseil de l'EMS	Ven 29/06/18	Ven 29/06/18
3	Signature du contrat de concession	Mer 05/09/18	Mer 05/09/18
4	Durée de la concession	Mer 05/09/18	Lun 05/09/33
5	Fin de la concession	Lun 05/09/33	Lun 05/09/33
6	**FONCIER**	**Ven 24/07/20**	**Ven 25/02/28**
7	Approbation de la vente des terrains en Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg	Ven 24/07/20	Ven 24/07/20
8	Acquisition par le concessionnaire des terrains	Ven 07/08/20	Ven 07/08/20
9	Vente du lot bâtiment neuf phase 1	Ven 18/12/20	Ven 18/12/20
10	Vente du lot bâtiment neuf phase 2	Lun 11/09/23	Lun 11/09/23
11	Vente du lot bâtiment neuf phase 3	Mer 09/09/26	Mer 09/09/26
12	Rétrocessions des espaces publics	Lun 03/01/28	Ven 25/02/28
13	**ETUDES**	**Lun 26/03/18**	**Ven 01/01/21**
14	**ETUDE ENVIRONNEMENTALE**	**Lun 26/03/18**	**Ven 09/11/18**
15	Relevés faune-flore	Lun 26/03/18	Lun 30/04/18
16	Etat initial de l'environnement	Lun 17/09/18	Ven 09/11/18
17	**DESIGNATION DES DIFFERENTS PRESTATAIRES**	**Lun 17/09/18**	**Ven 07/12/18**
18	**LEVES 3D DES BATIMENTS ORL ET BLUM**	**Lun 17/09/18**	**Ven 09/11/18**
19	**ETUDE DE PROGRAMMATION ORL**	**Lun 17/09/18**	**Ven 09/11/18**
20	**ETUDES DE PROGRAMMATION URBAINE**	**Lun 17/09/18**	**Ven 04/01/19**
21	**ETUDES AMENAGEMENT**	**Lun 17/09/18**	**Ven 01/01/21**
22	**ETUDES CONSTRUCTIONS**	**Lun 17/09/18**	**Ven 01/01/21**
23	**ETUDES DEPOLLUTION DESAMIANTAGE**	**Lun 17/09/18**	**Ven 01/03/19**
24	**CONCERTATION PHASE 1**	**Mer 28/11/18**	**Mar 29/10/19**
25	**PERMIS DE DEMOLIR**	**Ven 01/03/19**	**Ven 10/05/19**
26	Dépôt permis de démolir bâtiments Environnement et Ambard	Ven 01/03/19	Ven 01/03/19
27	Arrêté PD	Ven 10/05/19	Ven 10/05/19
28	**PERMIS D'AMENAGER**	**Ven 07/12/18**	**Lun 16/03/20**
29	Demande d'examen au cas par cas	Ven 07/12/18	Ven 07/12/18
30	**Avis Autorité environnementale - DEMANDE d'étude d'impact**	**Ven 08/02/19**	**Ven 08/02/19**
31	Constitution du dossier d'étude d'impact	Lun 11/02/19	Ven 03/05/19
32	Saisine AE sur étude d'impact	Ven 03/05/19	Ven 03/05/19
33	Avis AE sur étude d'impact	Ven 12/07/19	Ven 12/07/19
34	Dépôt permis d'aménager	Ven 14/06/19	Ven 14/06/19
35	Compléments dossier PA : étude d'impact et avis de l'AE	Ven 23/08/19	Ven 23/08/19
36	Consultation des groupements intéressés	Lun 26/08/19	Ven 01/11/19
37	Mise à disposition du public	Lun 23/09/19	Ven 11/10/19
38	Arrêté PA	Lun 16/03/20	Lun 16/03/20
39	**DOSSIER LOI SUR L'EAU**	**Ven 01/11/19**	**Ven 24/01/20**
40	Dépôt dossier	Ven 01/11/19	Ven 01/11/19
41	Instruction	Lun 04/11/19	Ven 27/12/19
42	Arrêté DLE	Ven 24/01/20	Ven 24/01/20
43	**COMMERCIALISATION BATIMENTS NEUFS**	**Lun 01/04/19**	**Ven 27/03/20**
44	Cahier des charges de la consultation de constructeurs	Lun 01/04/19	Ven 26/04/19
45	Publication	Ven 26/04/19	Ven 26/04/19
46	Désignation du constructeur	Ven 13/09/19	Ven 13/09/19
47	Concours de maitrise d'oeuvre	Lun 16/09/19	Ven 27/03/20
48	**PERMIS DE CONSTRUIRE**	**Lun 21/10/19**	**Mer 20/05/26**
49	ORL	Lun 21/10/19	Lun 06/04/20
50	NEUF PHASE 1	Lun 27/04/20	Ven 09/10/20
51	BLUM	Lun 29/06/20	Ven 11/12/20
52	NEUF PHASE 2	Mar 06/12/22	Lun 22/05/23
53	NEUF PHASE 3	Jeu 04/12/25	Mer 20/05/26
54	**TRAVAUX REMISE EN ETAT ET VIABILISATION**	**Lun 10/06/19**	**Mar 27/10/20**
55	Abattage des arbres (AVANT LE 15/3 - APRES LE 31/7)	Lun 02/12/19	Ven 13/12/19
56	Désamiantage de tous les bâtiments - Démolition Environnement et Ambard	Lun 10/06/19	Ven 27/09/19
57	Remise en état	Mar 17/03/20	Mar 09/06/20
58	Travaux de viabilisation	Mar 09/06/20	Mar 27/10/20
59	Certificat de viabilité	Mar 27/10/20	Mar 27/10/20
60	**DIAGNOSTIC ARCHEOLOGIQUE**	**Lun 30/09/19**	**Ven 18/10/19**
61	**TRAVAUX CONSTRUCTIONS**	**Mar 27/10/20**	**Mer 26/01/28**
62	ORL	Mar 27/10/20	Mar 28/09/21
63	NEUF PHASE 1	Lun 01/02/21	Ven 17/06/22
64	BLUM	Lun 14/12/20	Ven 12/11/21
65	NEUF PHASE 2	Mar 12/09/23	Lun 27/01/25
66	NEUF PHASE 3	Jeu 10/09/26	Mer 26/01/28
67	**TRAVAUX D'AMENAGEMENT**	**Mar 08/06/21**	**Mar 28/09/21**
68	**EXPLOITATION ORL ET BLUM**	**Mar 15/02/22**	**Lun 05/09/33**
69	ORL	Mar 15/02/22	Lun 05/09/33
70	BLUM	Mar 15/02/22	Lun 05/09/33

30

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Ajustement du programme : « Projets sur l'Espace Public de l'année 2018 » paysage et éclairage public .

Par délibération en date du 18 décembre 2017, le Conseil municipal avait approuvé le programme 2018 des projets sur l'espace public dans son domaine de compétence : paysage et éclairage public.

Cependant, pour certaines opérations, la concertation ou encore les études de détail ont entraîné la nécessité de modifier la conception initiale des projets et donc de changer les éléments de programme, le coût d'objectif, les emprises, …

Par ailleurs, d'autres opérations sont devenues prioritaires suite à la connaissance de problèmes de sécurité, à la dégradation de l'état d'entretien des équipements, à l'obligation d'accompagner des projets initiés par d'autres maîtres d'ouvrage.

De ce fait, il est proposé, par la présente délibération, d'adopter plusieurs ajustements à ce programme, **sans modification des crédits globaux de paiement y afférents** car certaines opérations initialement prévues ont été reportées ou même annulées ou encore parce que le coût d'objectif d'autres opérations a été revu à la baisse.

La liste des projets modifiés ou nouveaux est jointe en annexe :
Annexe 1 : liste des projets paysage et éclairage public
Annexe 2 : liste des projets paysage et éclairage public renouvellement urbain

Les montants délibérés sont établis en référence aux indices valeur avril 2018

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'ajustement du programme 2018 des projets sur l'espace public dans les domaines de compétence de la Ville de Strasbourg (paysage et éclairage public), tel que figurant sur la liste ci-annexée.

autorise

le Maire ou son représentant :

- *à mettre en concurrence les missions de maîtrise d'œuvre, les prestations intellectuelles, les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, les services, fournitures et travaux, ainsi que les prestations de coordination « Santé-Sécurité » conformément à la réglementation des Marchés Publics et à signer les marchés y afférents,*

- *à signer toutes les conventions ou documents d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire, permis de démolir,…) ou tous les actes qui pourraient être nécessaire à la réalisation de ces projets,*

- *à solliciter toute subvention et à signer les conventions correspondantes pour la réalisation de ces opérations (Europe, Etat, Région, Département, ou autres organismes publics ou privés),*

- *à déposer, pour les opérations concernées, tous les permis d'aménager, permis de construire et permis de démolir qui seraient nécessaires à la réalisation des projet.*

décide

d'imputer les dépenses et recettes correspondantes sur les crédits de paiement et les autorisations de Programme relatives aux budgets 2018 et suivants de la Ville de Strasbourg.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

ANNEXE 1 : LISTE DES PROJETS PAYSAGE ET ECLAIRAGE PUBLIC

CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES

Opération	**2017CRO4830v**	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES			Suite études et travaux			**1**
Site projet	ECLAIRAGE PASSAGE JEAN ROBIC (sous l'autoroute A35)							
Tronçon/Tranche	2/2	*Début*	Tunnel	*Fin*	Tunnel			
Mt Total Prévisionnel	60 000 €	*MOE*	Interne		*AMO*	non		
								TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en faible profondeur	Type marché	MAPA		**30 000 €**
				Total délibéré Ville :				**30 000 €**

KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU

Opération	**2018KOE4868v**	KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU			Etudes et travaux			**2**
Site projet	PARKING RUE DU ROETHIG							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	25 000 €	*MOE*	Interne		*AMO*	oui		
								TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Réseau & candélabre	Pose	Trx en profondeur	Type marché	MAPA		**25 000 €**
				Total délibéré Ville :				**25 000 €**

NEUDORF PORT DU RHIN

Opération	**2018NDF4865v**	NEUDORF PORT DU RHIN			Etudes et travaux			**3**
Site projet	RUE DU PEAGE							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Route du Port du Rhin	*Fin*	Avenue du Rhin			
Mt Total Prévisionnel	1 116 000 €	*MOE*	Externe		*AMO*	oui		
								TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Espaces verts et réseaux	Pose	Trx en profondeur	Type marché	AO		**1 116 000 €**
				Total délibéré Ville :				**1 116 000 €**

ROBERTSAU WACKEN

Opération	**2018ROB4870v**	ROBERTSAU WACKEN			Etudes et travaux			**4**
Site projet	QUAI DES JONCS							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	70 000 €	*MOE*	Interne		*AMO*	non		
								TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	MAPA		**70 000 €**
				Total délibéré Ville :				**70 000 €**

ANNEXE 2 : LISTE DES PROJETS PAYSAGE ET ECLAIRAGE PUBLIC RENOUVELLEMENT URBAIN

CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES

Opération	**2015CRO4384v**	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES			Etudes et travaux			**1**
Site projet	RUE GUILLAUME APOLLINAIRE							
Tronçon/Tranche	2/2	*Début*	Avenue Tolstoï		*Fin*	Rue Rabelais		
Mt Total Prévisionnel	315 000 €		*MOE*	Interne			*AMO*	oui
								TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & Candélabres		Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	MAPA	**165 000 €**
					Total délibéré Ville :			**165 000 €**

31

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Ajustement du programme « projets sur l'Espace Public de l'année 2018 »
(voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement).
(Avis à donner - art L 5211-57 du CGCT).

Conformément à la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, il est proposé au Conseil municipal de donner son avis sur le projet de rapport au Conseil de l'Eurométropole du 29 juin 2018 concernant l'ajustement du programme 2018 des projets sur l'espace public (voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement) sur le territoire de la Ville de Strasbourg.

Par délibération en date du 18 décembre 2017, le Conseil de l'Eurométropole avait approuvé le programme 2018 des projets sur l'espace public dans son domaine de compétence. Cependant, pour plusieurs opérations, la concertation ou encore les études de détail ont entraîné la nécessité de modifier la conception initiale des projets et donc de changer les éléments de programme, le coût d'objectif, les emprises…

Par ailleurs, d'autres opérations sont devenues prioritaires suite à la connaissance de problèmes de sécurité, à la dégradation de l'état d'entretien des équipements, à l'obligation d'accompagner des projets initiés par d'autres maîtres d'ouvrage.

Le projet de rapport au conseil de l'Eurométropole relatif à l'ajustement du programme 2018 des projets sur l'espace public (voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement) permet d'actualiser ce programme**, sans modification des crédits globaux de paiement y afférents**, car certaines opérations initialement prévues ont été reportées ou même annulées ou encore parce que le coût d'objectif d'autres opérations a été revu à la baisse.

La liste des projets modifiés ou nouveaux est jointe en annexe :

Annexe 1 : liste des projets à Strasbourg
Annexe 2 : liste des projets renouvellement urbain

Les montants délibérés sont établis en référence aux indices valeur avril 2018

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération :

Le Conseil
Vu l'article L5211-57 du Code des Collectivités Territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
émet

un avis favorable à l'ajustement du programme de l'Eurométropole 2018 des projets sur l'espace public, (voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement) sur le territoire de la Ville de Strasbourg tel que figurant dans les annexes ci-jointes.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

ANNEXE 1 : LISTE DES PROJETS À STRASBOURG

CENTRE

Opération	**2015CEN4550**	CENTRE			Suite études et travaux				**1**
Site projet	RUES DES JUIFS / PARCHEMIN								
Tronçon/Tranche	3/3	*Début*	Complet		*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	1 010 000 €	*MOE*	Externe		*Tableau*	T1	*AMO*	non	
									TTC
voirie & équipements	Fonctionnement modifié	Voie desserte	Réaménagement complet		Trx en profondeur	Type marché	MAPA		**80 000 €**
						Total délibéré EMS :			**80 000 €**

KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU

Opération	**2018KOE4868**	KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU			Etudes et travaux				**2**
Site projet	PARKING RUE DU ROETHIG								
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet		*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	100 000 €	*MOE*	Interne		*Tableau*	T1	*AMO*	non	
									TTC
voirie & équipements	Fonctionnement modifié	Parking	Création		Trx en profondeur	Type marché	MAPA		**100 000 €**
						Total délibéré EMS :			**100 000 €**

Opération	**2009KOE3276**	KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU			Suite études et travaux				**3**
Site projet	SECTEUR RUES DE GRESSWILLER / DE GLIESBERG								
Tronçon/Tranche	4/4	*Début*	Complet		*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	895 000 €	*MOE*	Externe		*Tableau*	T1	*AMO*	non	
									TTC
voirie & équipements	Amélioration qualité	Voie desserte	Réaménagement		Trx en profondeur	Type marché	MAPA		**40 000 €**
						Total délibéré EMS :			**40 000 €**

NEUDORF PORT DU RHIN

Opération	**2016NDF4623**	NEUDORF PORT DU RHIN			Suite études et travaux				**4**
Site projet	AMENAGEMENT EN COMPLEMENT D'UN PROJET IMMOBILIER SUR LE SITE DE L'ANCIENNE SPA								
Tronçon/Tranche	2/2	*Début*	Complet		*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	650 000 €	*MOE*	Externe		*Tableau*	-	*AMO*	non	
									TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie desserte	Réaménagement		Trx en profondeur	Type marché	MAPA		**50 000 €**
						Total délibéré EMS :			**50 000 €**

Opération	**2018NDF4865**	NEUDORF PORT DU RHIN			Etudes et travaux				**5**
Site projet	RUE DU PEAGE								
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Route du Port du Rhin		*Fin*	Avenue du Rhin			
Mt Total Prévisionnel	23 328 000 €	*MOE*	Externe		*Tableau*	-	*AMO*	oui	
									TTC
voirie & équipements	Coordination autre projet	Voie Structurante	Création		Trx en profondeur	Type marché	AO		**23 328 000 €**
						Total délibéré EMS :			**23 328 000 €**

ROBERTSAU WACKEN

Opération	**2009ROB2943**	ROBERTSAU WACKEN			Suite études et travaux				**6**
Site projet	RUE DE L ILL								
Tronçon/Tranche	3/3	*Début*	Pont Pharo		*Fin*	Route de La Wantzenau			
Mt Total Prévisionnel	1 970 000 €	*MOE*	Externe		*Tableau*	T3	*AMO*	non	
									TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie Structurante	Réfection		Trx en surface	Type marché	MAPA		**500 000 €**
						Total délibéré EMS :			**500 000 €**

ANNEXE 2 : LISTE DES PROJETS RENOUVELLEMENT URBAIN

MEINAU PLAINE DES BOUCHERS

Opération	**2017MEI4819**	MEINAU PLAINE DES BOUCHERS			Etudes et travaux				**1**
Site projet	WEBER - SCHULMEISTER								
Tronçon/Tranche	2/2	*Début*	Complet		*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	475 000 €		*MOE*	Externe	*Tableau*	-	*AMO*	non	
									TTC
Assainissement	Etat entretien réseau		Collecteur/Branchement		Pose	Trx en tranchée ouverte		Type marché	MAPA	**10 000 €**
						Total délibéré EMS :				**10 000 €**

32

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Conclusion d'accords-cadres avec émissions de bons de commande (éventuellement reconductibles trois fois) pour l'exécution de travaux, fournitures et prestations de services intellectuelles.
Signature de groupements de commandes avec l'Eurométropole de Strasbourg.

La Direction mobilité, espaces publics et naturels souhaite lancer de nouvelles consultations pour des prestations susceptibles d'être reconduites. Il s'agit de marchés de travaux, de fournitures et de prestations de service intellectuelles avec des montants minimum et maximum basés sur des estimations budgétaires annuelles ou à venir, fondées sur l'historique des exercices précédents et sur les besoins des années ultérieures.

Les consultations seront effectuées sous forme d'accords-cadres avec émissions de bons de commande (article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics). La durée de ces accords-cadres sera de 4 ans maximum (durée initiale d'un an, reconductible trois fois).

Ces consultations seront passées en cumulant les montants maxima sur la durée totale du marché, soit en appel d'offres ouvert (article 78 du décret 2016-360 et article 4 de l'ordonnance du 23 juillet 2015), soit en procédure adaptée (article 27 du décret 2016-360).

La présente délibération prévoit, en outre, la mise en place de 20 conventions de groupements de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, qui seront constitués afin :

- d'alléger les formalités et les frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement d'une seule procédure,
- de réaliser des économies d'échelle,
- de disposer d'un outil unique pour ces deux collectivités.

La conclusion et la signature de ces accords-cadres sont conditionnées par le vote des crédits correspondants.

1) <u>Service Espaces verts et de nature</u>

Objet du marché	Montant Minimum €HT / AN	Montant Maximum €HT / AN
Prestations de nettoyage : 6 lots		
Lot 1 : Espaces verts urbains secteur Nord	135 000	260 000
Lot 2 : Espaces verts urbains secteur Sud	190 000	325 000
Lot 3 : Espaces verts urbains secteur Centre	300 000	490 000
Lot 4 : Espaces naturels	3 000	70 000
Lot 5 : Jardins familiaux Nord	50 000	200 000
Lot 6 : Jardins familiaux Sud	50 000	200 000
Prestations d'entretien dans les espaces verts : 3 lots		
Lot 1 : RN4	20 000	70 000
Lot 2 : accompagnements des voiries du quartier de Hautepierre	70 000	130 000
Lot 3 : entretien des espaces verts emprise TRAM	2 000	60 000
Groupement de commandes		
Eurométropole de Strasbourg/Ville de Strasbourg		
Coordonnateur : Ville de Strasbourg		
Prestations d'entretien dans les espaces verts : 5 lots		
Lot 1 : entretien parcs, squares secteur Nord	95 000	200 000
Lot 2 : entretien parcs, squares secteur Sud	130 000	255 000
Lot 3 : accotements de voirie	200 000	360 000
Lot 4 : Zones de loisirs	55 000	90 000
Lot 5 : plans d'eau et berges	25 000	50 000
Prestations de serrurerie	30 000	130 000
Groupement de commandes		
Eurométropole de Strasbourg/Ville de Strasbourg		
Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg		
Taille des arbres : 4 lots		
Lot 1 : taille raisonnée secteur Nord	40 000	250 000
Lot 2 : taille raisonnée secteur Sud	40 000	250 000
Lot 3 : taille architecturée	5 000	50 000
Lot 4 : taille, abattage jardins familiaux et autres services	10 000	100 000
Groupement de commandes		
Eurométropole de Strasbourg/Ville de Strasbourg		
Coordonnateur : Ville de Strasbourg		
Prestations d'aménagement paysager : 2 lots		
Lot 1 : secteur Nord	370 000	555 000
Lot 2 : secteur Sud	200 000	300 000
Groupement de commandes		
Eurométropole de Strasbourg/Ville de Strasbourg		
Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg		
Prestations d'essouchement	20 000	150 000

Objet du marché	Montant Minimum €HT / AN	Montant Maximum €HT / AN
Marché de mobilier urbain : 5 lots Lot 1 : prestations de pose et de maintenance Lot 2 : fourniture de pièces et mobilier urbain Sineu Graf Lot 3 : fourniture de pièces et mobilier urbain VHM Lot 4 : fourniture de pièces et mobilier urbain Husson Lot 5 : fourniture de pièces et mobilier urbain autres fournisseurs	 2 000 10 000 10 000 5 000 10 000	 30 000 100 000 100 000 40 000 100 000

2) Service Voies publiques

Objet du marché	Montant Minimum €HT / AN	Montant Maximum €HT / AN
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg /Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg **Manipulation des mobiliers urbains dans les secteurs piétonniers**	5 000	80 000
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg /Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg **Fourniture et pose de mobilier urbain bas**	50 000	200 000
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg/Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg **Travaux d'extension, de maintenance et entretien du jalonnement directionnel routier et cyclable**	15 000	60 000
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg/Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg **Fourniture et pose de dispositifs de retenue routiers**	1 000	50 000
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg/Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg **Réfection de revêtements de surface de voirie**	5 000	50 000
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg/Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg	5 000	50 000

Fourniture et pose d'équipements de voirie anti-intrusion		
Objet du marché	**Montant Minimum €HT / AN**	**Montant Maximum €HT / AN**
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg /Ville de Strasbourg Coordonnateur : Ville de Strasbourg **Travaux de transformation, d'extension et d'amélioration de l'éclairage public et des illuminations**	200 000	1 000 000

3) Service Aménagement espace public

Objet du marché	**Montant Minimum €HT / AN**	**Montant Maximum €HT / AN**
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg **Travaux de réparations subaquatiques de faible amplitude des ouvrages d'art**	5 000	100 000
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg **Assistance à maitrise d'ouvrage des contrôles externes, essais de laboratoire des ouvrages d'art**	1 000	30 000
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg **Travaux d'entretien des ouvrages d'art sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg**	10 000	100 000
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg **Accompagnement par une assistance à maîtrise d'ouvrage lors des phases études et travaux sur les ouvrages d'art**	5 000	100 000
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg	1 000	50 000

Inspections subaquatiques d'ouvrages d'art sur le territoire de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg

4) Service Ingénierie et conception d'espaces publics

Objet du marché	Montant Minimum €HT / AN	Montant Maximum €HT / AN
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg **Analyses, prescriptions et suivis du retrait et de l'évacuation des matériaux des structures de chaussée contenant de l'amiante et/ou des HAP**	1 000	10 000
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg **Travaux de retrait, d'évacuation et de stockage des matériaux des structures de chaussée contenant de l'amiante et/ou des HAP**	5 000	50 000

5) Service Qualité et concertation

Objet du marché	Montant Minimum €HT / AN	Montant Maximum €HT / AN
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg **Prestations de communication dans le cadre des concertations, prestations d'information et de communication liés au déroulement des projets de transports collectifs**	10 000	300 000

6) Service Programmation, études pré-opérationnelles et évaluation

Objet du marché	Montant Minimum €HT / AN	Montant Maximum €HT / AN
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg **Assistance à maitrise d'ouvrage pour la réalisation d'études de faisabilité pour les opérations d'aménagement Ville de Strasbourg**	4 000	40 000

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant

Le Conseil
Sur proposition de la commission plénière
Après en avoir délibéré
Approuve

Sous réserve de disponibilité des crédits, la conclusion des accords-cadres avec émissions de bons de commandes énumérés ci-dessous, pour l'exécution de travaux, fournitures et prestations de service intellectuelles, éventuellement reconductibles pour la Direction Mobilité, espaces publics et naturels :

Objet du marché	***Montant Minimum €HT / AN***	***Montant Maximum €HT / AN***
Prestations de nettoyage : 6 lots		
Lot 1 : Espaces verts urbains secteur Nord	*135 000*	*260 000*
Lot 2 : Espaces verts urbains secteur Sud	*190 000*	*325 000*
Lot 3 : Espaces verts urbains secteur Centre	*300 000*	*490 000*
Lot 4 : Espaces naturels	*3 000*	*70 000*
Lot 5 : Jardins familiaux Nord	*50 000*	*200 000*
Lot 6 : Jardins familiaux Sud	*50 000*	*200 000*
Prestations d'entretien dans les espaces verts : 3 lots		
Lot 1 : RN4	*20 000*	*70 000*
Lot 2 : accompagnements des voiries du quartier de Hautepierre	*70 000*	*130 000*
Lot 3 : entretien des espaces verts emprise TRAM	*2 000*	*60 000*
Groupement de commandes		
Eurométropole de Strasbourg/Ville de Strasbourg		
Coordonnateur : Ville de Strasbourg		
Prestations d'entretien dans les espaces verts : 5 lots		
Lot 1 : entretien parcs, squares secteur Nord	*95 000*	*200 000*
Lot 2 : entretien parcs, squares secteur Sud	*130 000*	*255 000*
Lot 3 : accotements de voirie	*200 000*	*360 000*
Lot 4 : zone de loisirs	*55 000*	*90 000*
Lot 5 : plans d'eau et berges	*25 000*	*50 000*
Prestations de serrurerie	*30 000*	*130 000*

Groupement de commandes *Eurométropole de Strasbourg/Ville de Strasbourg* *Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg* ***Taille des arbres : 4 lots*** *Lot 1 : taille raisonnée secteur Nord* *Lot 2 : taille raisonnée secteur Sud* *Lot 3 : taille architecturée* *Lot 4 : taille, abattage jardins familiaux et autres services* ***Objet du marché***	*40 000* *40 000* *5 000* *10 000* ***Montant Minimum €HT / AN***	*250 000* *250 000* *50 000* *100 000* ***Montant Maximum €HT / AN***
Groupement de commandes *Eurométropole de Strasbourg/Ville de Strasbourg* *Coordonnateur : Ville de Strasbourg* ***Prestations d'aménagement paysager : 2 lots*** *Lot 1 : secteur Nord* *Lot 2 : secteur Sud*	*370 000* *200 000*	*555 000* *300 000*
Groupement de commandes *Eurométropole de Strasbourg/Ville de Strasbourg* *Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg* ***Prestations d'essouchement***	*20 000*	*150 000*
Marché de mobilier urbain : 5 lots *Lot 1 : prestations de pose et de maintenance* *Lot 2 : fourniture de pièces et mobilier urbain Sineu Graf* *Lot 3 : fourniture de pièces et mobilier urbain VHM* *Lot 4 : fourniture de pièces et mobilier urbain Husson* *Lot 5 : fourniture de pièces et mobilier urbain autres fournisseurs*	*2 000* *10 000* *10 000* *5 000* *10 000*	*30 000* *100 000* *100 000* *40 000* *100 000*
Groupement de commandes *Eurométropole de Strasbourg /Ville de Strasbourg* *Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg* ***Manipulation des mobiliers urbains dans les secteurs piétonniers***	*5 000*	*80 000*
Fourniture et pose de mobilier urbain bas	*50 000*	*200 000*
Travaux d'extension, de maintenance et entretien du jalonnement directionnel routier et cyclable	*15 000*	*60 000*
Fourniture et pose de dispositifs de retenue routiers	*1 000*	*50 000*
Réfection de revêtements de surface de voirie	*5 000*	*50 000*
Fourniture et pose d'équipements de voirie anti-intrusion	*5 000*	*50 000*
Groupement de commandes *Eurométropole de Strasbourg /Ville de Strasbourg* *Coordonnateur : Ville de Strasbourg*	*200 000*	*1 000 000*

Travaux de transformation, d'extension et d'amélioration de l'éclairage public et des illuminations

Groupement de commandes *Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg* *Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg* ***Travaux de réparations subaquatiques de faible amplitude des ouvrages d'art***	*5 000*	*100 000*
Objet du marché	***Montant Minimum €HT / AN***	***Montant Maximum €HT / AN***
Groupement de commandes *Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg* *Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg* ***Assistance à maitrise d'ouvrage des contrôles externes, essais de laboratoire des ouvrages d'art***	*1 000*	*30 000*
Groupement de commandes *Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg* *Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg* ***Travaux d'entretien des ouvrages d'art sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg***	*10 000*	*100 000*
Groupement de commandes *Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg* *Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg* ***Accompagnement par une assistance à maîtrise d'ouvrage lors des phases études et travaux sur les ouvrages d'art***	*5 000*	*100 000*
Groupement de commandes *Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg* *Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg* ***Inspections subaquatiques d'ouvrages d'art sur le territoire de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg***	*1 000*	*50 000*
Groupement de commandes *Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg* *Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg* ***Analyses, prescriptions et suivis du retrait et de l'évacuation des matériaux des structures de chaussée contenant de l'amiante et/ou des HAP***	*1 000*	*10 000*
Groupement de commandes *Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg* *Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg* ***Travaux de retrait, d'évacuation et de stockage des matériaux des structures de chaussée contenant de l'amiante et/ou des HAP***	*5 000*	*50 000*
Groupement de commandes *Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg*		

Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg ***Prestations de communication dans le cadre des concertations, d'information et de communication liés au déroulement des projets de transports collectifs***	*10 000*	*300 000*
Groupement de commandes *Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg* *Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg* ***Assistance à maitrise d'ouvrage pour la réalisation d'études de faisabilité pour les opérations d'aménagement sur la Ville de Strasbourg.***	*4 000*	*40 000*

décide

- *-D'imputer les dépenses sur les crédits d'investissement et de fonctionnement du budget principal de la ville de Strasbourg ;*

- *De créer les groupements de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg (coordonnateur Ville de Strasbourg) pour les marchés de :*
    - *Prestations d'entretien dans les espaces verts (5 lots),*
    - *Prestations d'aménagement paysager (2 lots),*
    - *Travaux de transformation, d'extension et d'amélioration de l'éclairage public et des illuminations ;*

- *De créer les groupements de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg (Coordonnateur Eurométropole de Strasbourg) pour les marchés de :*
    - *Taille des arbres (4 lots),*
    - *Prestations d'essouchement,*
    - *Manipulation des mobiliers urbains dans les secteurs piétonniers,*
    - *Fourniture et pose de mobilier urbain bas,*
    - *Travaux d'extension, maintenance et entretien du jalonnement directionnel routier et cyclable,*
    - *Fourniture et pose de dispositifs de retenue routiers,*
    - *Réfection des revêtements de surface de voirie,*
    - *Fourniture et pose d'équipements de voiries anti-intrusion,*
    - *Travaux de réparations subaquatiques de faible amplitude des ouvrages d'art,*
    - *Assistance à maîtrise d'ouvrage des contrôles externes, essais de laboratoire des ouvrages d'art,*
    - *Inspections subaquatiques des ouvrages d'art sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg,*
    - *Travaux d'entretien des ouvrages d'art sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg,*
    - *Accompagnement par une assistance à maitrise d'ouvrage lors des phases études et travaux sur les ouvrages d'art,*
    - *Analyses, prescriptions et suivis du retrait et de l'évacuation des matériaux des structures de chaussée contenant de l'amiante et/ou des HAP,*
    - *Travaux de retrait, d'évacuation et de stockage des matériaux des structures de chaussée contenant de l'amiante et/ou des HAP,*
    - *Prestations de communication dans le cadre des concertations, prestations d'information et de communication liés au déroulement des projets de transports collectif,*
    - *Assistance à maitrise d'ouvrage pour la réalisation d'études de faisabilité pour les opérations d'aménagement sur la Ville de Strasbourg.*

Autorise

Monsieur le Maire ou son délégué :

- *à lancer les consultations, à prendre toutes les décisions y relatives,*

- *à signer les conventions constitutives de groupements de commandes (en annexe de la présente délibération) avec l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *à signer les accords-cadres avec émissions de bons de commandes en résultant ainsi que les avenants et tout autre document relatif aux marchés en phase d'exécution,*

- *à exécuter les accords-cadres avec émissions de bons de commandes en résultant pour la Ville de Strasbourg.*

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Ville
de Strasbourg

Eurométropole
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Art. 28 de l'ordonnance n°2015-899
Du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE STRASBOURG ET DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Vu l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative à la coordination et aux groupements de commandes

Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté Urbaine du 11 avril 2014 et en vertu du décret n°2014_1603 du 23 décembre 2014 qui a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la CUS au 1er janvier 1015.

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 5 avril 2014.

un groupement de commandes pour le lancement de marchés de prestations d'entretien des espaces verts sur le territoire de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg.

SOMMAIRE

Préambule 4

Article 1 : Constitution du groupement 5

Article 2 : Objet du groupement 5

Article 3 : Organes du groupement 5

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 6

Article 5 : Responsabilité 6

Article 6 : Fin du groupement 6

Article 7 : Règlement des différends entre les parties 6

Préambule

Dans le cadre des programmes d'aménagement et d'entretien d'espaces verts qu'elles conduisent, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg sont amenées à passer des marchés de prestations de service dont l'exécution s'étend sur plusieurs années.

Pour 2019 ce sont les prestations d'entretien des espaces verts, aussi bien pour les services de la Ville que pour ceux de l'Eurométropole de Strasbourg qui doivent être mis en concurrence.

Le groupement de commandes couvrira les prestations du ressort à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg qui a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué a pour objet la passation de marchés publics relatifs à des prestations d'entretien des espaces verts sur le territoire de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les marchés seront lancés selon la procédure d'appel d'offres et sous forme d'accords-cadres avec émission de bons de commandes, conformément aux articles 25.1.1 et 78 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.
La durée des marchés sera de 1 an reconductible 3 fois.

A titre indicatif, les estimations budgétaires annuelles fondées sur l'historique des précédents exercices et sur les prévisions pour les années à venir sont de 843 000 € HT par an au global.

- pour les services de la ville de Strasbourg :

Montants annuels mini de 505 000 et maxi de 955 000 € HT

- pour les services de l'Eurométropole de Strasbourg.

Montants annuels de 201 000 € HT mini et de 560 000 € HT maxi

Les montants minimum et maximum seront définis de la façon suivante :

Allotissement	Montant Minimum € HT	Montant Maximum € HT
Lot 1 : Entretien des parcs, squares du secteur Nord Pour la Ville : Pour l'Eurométropole :	 95 000 95 000	 200 000 160 000
Lot 2 : Entretien des parcs, squares du secteur Sud Pour la Ville : Pour l'Eurométropole :	 130 000 105 000	 255 000 200 000
Lot 3 : Entretien des espaces verts des accotements de voirier Pour la Ville : Pour l'Eurométropole :	 200 000 1 000	 360 000 200 000
Lot 4 : Entretien des espaces verts des zones de loisirs Pour la Ville : Pour l'Eurométropole :	 55 000 0	 90 000 0
Lot 5 : entretiens des espaces verts des plans d'eau et des berges Pour la Ville : Pour l'Eurométropole :	 25 000 0	 50 000 0

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés.

Ainsi, la commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Le représentant du coordonnateur et président de la commission d'appel d'offres est Madame Chantal CUTAJAR, Adjoint au Maire ou son (sa) représentant (e).

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés et s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des marchés, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Le coordonnateur se charge notamment :
- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et de l'avis d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres , rédaction des PV …)
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle ;
- de communiquer à l'Eurométropole de Strasbourg les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, la Ville de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassement excessif du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la procédure de dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Le Président de l'Eurométropole

Robert HERRMANN

Le Maire de Strasbourg

Roland RIES

Ville
de Strasbourg

Eurométropole
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Art. 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics

PRESTATIONS D'AMENAGEMENTS PAYSAGERS SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE STRASBOURG ET DE L'EUROPOLE DE STRASBOURG

Vu l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative à la coordination et aux groupements de commandes

Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Il est constitué :

Entre

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 5 avril 2014.

Et

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du Conseil de communauté urbaine (CUS) du **11 avril 2014** et en vertu du décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 qui a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la CUS, au 1er janvier 2015.

un groupement de commandes pour le lancement de marchés de prestations d'aménagements paysagers sur le territoire de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg.

SOMMAIRE

Préambule 4

Article 1 : Constitution du groupement 5

Article 2 : Objet du groupement 5

Article 3 : Organes du groupement 5

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 6

Article 5 : Responsabilité 6

Article 6 : Fin du groupement 6

Article 7 : Règlement des différends entre les parties 6

Préambule

Dans le cadre des programmes d'aménagement et d'entretien d'espaces verts qu'elles conduisent, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg sont amenées à passer des marchés de prestations de service dont l'exécution s'étend sur plusieurs années.

Pour 2019 ce sont les prestations d'aménagements paysagers, aussi bien pour les services de la ville que pour ceux de l'Eurométropole de Strasbourg qui doivent être mis en concurrence.

Le groupement de commandes couvrira les prestations du ressort à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg qui a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué a pour objet la passation de marchés publics relatifs à des prestations d'aménagements paysagers sur le territoire de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les marchés seront lancés selon la procédure d'appel d'offres et sous forme d'accords-cadres avec émission de bons de commandes, conformément aux articles 25.1.1 et 78 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.
La durée des marchés sera de 1 an reconductible 3 fois.

A titre indicatif, les estimations budgétaires annuelles fondées sur l'historique des précédents exercices et sur les prévisions pour les années à venir sont de 840 000 € HT par an au global.
Elles se répartissent ainsi :

- pour les services de la ville de Strasbourg :

Montants annuels mini de 570 000 et maxi de 855 000 € HT

- pour les services de l'Eurométropole de Strasbourg.

Montants annuels de 185 000 € HT mini et de 285 000 € HT maxi

L'allotissement et les montants minimum et maximum seront définis de la façon suivante :

	Montant Minimum € HT	Montant Maximum € HT
Lot 1 : Prestations d'aménagements paysagers sur le secteur Nord		
Ville de Strasbourg	370 000	555 000
Eurométropole de Strasbourg	70 000	110 000
Lot 2 : Prestations d'aménagements paysagers sur le secteur Sud		
Ville de Strasbourg	200 000	300 000
Eurométropole de Strasbourg	80 000	120 000
Lot 3 : Prestations d'aménagements paysagers hors ban de Strasbourg		
Ville de Strasbourg	0	0
Eurométropole de Strasbourg	35 000	55 000

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés.

Ainsi, la commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Le représentant du coordonnateur et président de la commission d'appel d'offres est Madame Chantal CUTAJAR, Adjoint au Maire ou son (sa) représentant (e).

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés et s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des marchés, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Le coordonnateur se charge notamment :
- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et de l'avis d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres , rédaction des PV …)
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle ;
- de communiquer à l'Eurométropole de Strasbourg les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, la Ville de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassement excessif du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la procédure de dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Le Maire de Strasbourg

Roland RIES

Le Président de l'Eurométropole

Robert HERRMANN

Ville
de Strasbourg

Eurométropole
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Art. 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics

TRAVAUX DE TRANSFORMATION, D'EXTENSION ET D'AMELIORATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC ET DES ILLUMINATIONS

Vu l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative à la coordination et aux groupements de commandes

Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Il est constitué :

Entre

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 5 avril 2014.

Et

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du Conseil de communauté urbaine (CUS) du **11 avril 2014** et en vertu du décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 qui a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la CUS, au 1er janvier 2015.

un groupement de commandes pour le lancement d'un marché de travaux de transformation, d'extension et d'amélioration de l'éclairage public et des illuminations sur le territoire de l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg.

SOMMAIRE

Préambule 4

Article 1 : Constitution du groupement 5

Article 2 : Objet du groupement 5

Article 3 : Organes du groupement 5

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 6

Article 5 : Responsabilité 6

Article 6 : Fin du groupement 6

Article 7 : Règlement des différends entre les parties 7

Préambule

Dans le cadre des travaux d'éclairage public, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont amenées à passer des marchés de travaux dont l'exécution s'étend sur plusieurs années.

Pour 2019 il s'agit des travaux de transformation, d'extension et d'amélioration de l'éclairage public et des illuminations, aussi bien pour les services de la Ville que pour ceux de l'Eurométropole, qui doivent être mises en concurrence.

Le groupement de commandes couvrira les prestations du ressort à la fois de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg qui a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution**.**

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg un groupement de commandes régi par l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et par la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué a pour objet la passation d'un marché public relatif aux travaux de transformation, d'extension et d'amélioration de l'éclairage public et des illuminations sur le territoire de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole.

La consultation s'effectuera selon la procédure d'appel d'offres et sous forme d'accords-cadres avec émission de bons de commandes, conformément aux articles 25.I.1 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marchés publics.
La durée du marché sera de 1 an reconductible 3 fois.

Les montants minimum et maximum seront définis de la façon suivante :

	Montant Minimum € HT	Montant Maximum € HT
Ville de Strasbourg	200 000	1 000 000
Eurométropole de Strasbourg	500	50 000

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés.

Ainsi, la commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Le représentant du coordonnateur et président de la commission d'appel d'offres est Madame Chantal CUTAJAR, Adjoint au Maire ou son (sa) représentant (e).

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés et s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des marchés, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Le coordonnateur se charge notamment :
- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et de l'avis d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres , rédaction des PV …)
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle ;
- de communiquer à l'Eurométropole de Strasbourg les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, la Ville de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassement excessif du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la procédure de dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Le Maire de Strasbourg

Roland RIES

Le Président de l'Eurométropole

Robert HERRMANN

33

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Avis relatif à la prise en considération du projet de renouvellement urbain de l'entrée du quartier de l'Elsau en vue de l'instauration d'un périmètre de sursis à statuer (avis Conseil municipal - art. L.5211-57 du CGCT).

La présente délibération a pour objet de donner un avis sur la création par l'Eurométropole d'un périmètre de sursis à statuer sur l'entrée de quartier de l'Elsau, en prévision du projet renouvellement urbain dont les études sont en cours.

Inscription de l'Elsau dans le Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU)

L'Elsau a été désigné comme quartier prioritaire au titre de la politique de la ville dans le cadre de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine de février 2014 et retenu comme quartier d'intérêt régional par le Conseil d'Administration de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) en décembre 2014.

Localement, le Contrat de Ville de l'Eurométropole a été signé le 10 juillet 2015 et le protocole de préfiguration du Nouveau programme de rénovation urbaine a été approuvé par délibération du 24 mars 2016 et signé le 5 décembre 2016. Ce protocole identifiait déjà l'emprise du centre commercial de l'Elsau comme une opportunité présentant un potentiel de mutation.

Les études de cadrage concernant le projet urbain de l'Elsau ont été menées de septembre 2016 à janvier 2018 et concluent à la nécessité de restructurer la trame urbaine de l'entrée du quartier. Une étude spécifique sur le tissu de commerces et de services a également permis de dimensionner l'offre qui pourrait être envisagée pour l'Elsau.

Suite aux études de cadrage, l'Eurométropole a adressé à l'ANRU le 3 mai 2018 un dossier présentant les orientations proposées pour les 7 quartiers prioritaires de l'agglomération concernés dont en particulier l'Elsau et précisant le montant de la subvention sollicité.

Orientations d'aménagement de l'entrée de quartier

L'entrée du quartier de l'Elsau est une zone mixte d'habitat, de commerces et de services, desservie par le tramway. Situé à l'intersection entre le faubourg historique et le grand ensemble, ce secteur présente un caractère stratégique pour l'ouverture et l'attractivité du quartier.

Il est aujourd'hui marqué par la friche de l'ancien centre commercial située entre les rues Schongauer, Watteau et Rubens. Le bâtiment construit au début des années 1970 en même temps que le grand ensemble de l'Elsau, sur un terrain de 57,25 ares, présente une surface totale de 4000 m² répartis sur deux niveaux. Sur le parking extérieur, une ancienne station-service a été supprimée et une station de lavage a été récemment désaffectée. L'activité commerciale du Leclerc Express, dernière enseigne alimentaire généraliste présente sur le site, a cessé le 1er avril 2015.

- Les objectifs d'aménagement définis dans l'étude de cadrage portent sur :

  - la démolition du centre commercial existant en vue de la recomposition de la trame urbaine de l'entrée,

  - la création d'un mail piéton permettant de prolonger la rue Vinci vers la rue Schongauer,

  - l'installation d'un pôle de services publics regroupant notamment les différents services municipaux aux usagers (Mairie de quartier, CMS, médiathèque),

  - la construction de locaux commerciaux pouvant accueillir une enseigne alimentaire généraliste et une offre complémentaire de commerces et de services de proximité,

  - la construction de logements neufs contribuant à la diversification de l'offre pour le quartier.

Périmètre de sursis à statuer

Au regard des orientations d'aménagement prévus à l'entrée du quartier, un périmètre de sursis à statuer est instauré sur les terrains compris entre la rue la rue Schongauer, la rue Watteau, la rue de l'Unterelsau et la rue Rubens, selon le plan joint en annexe de la délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

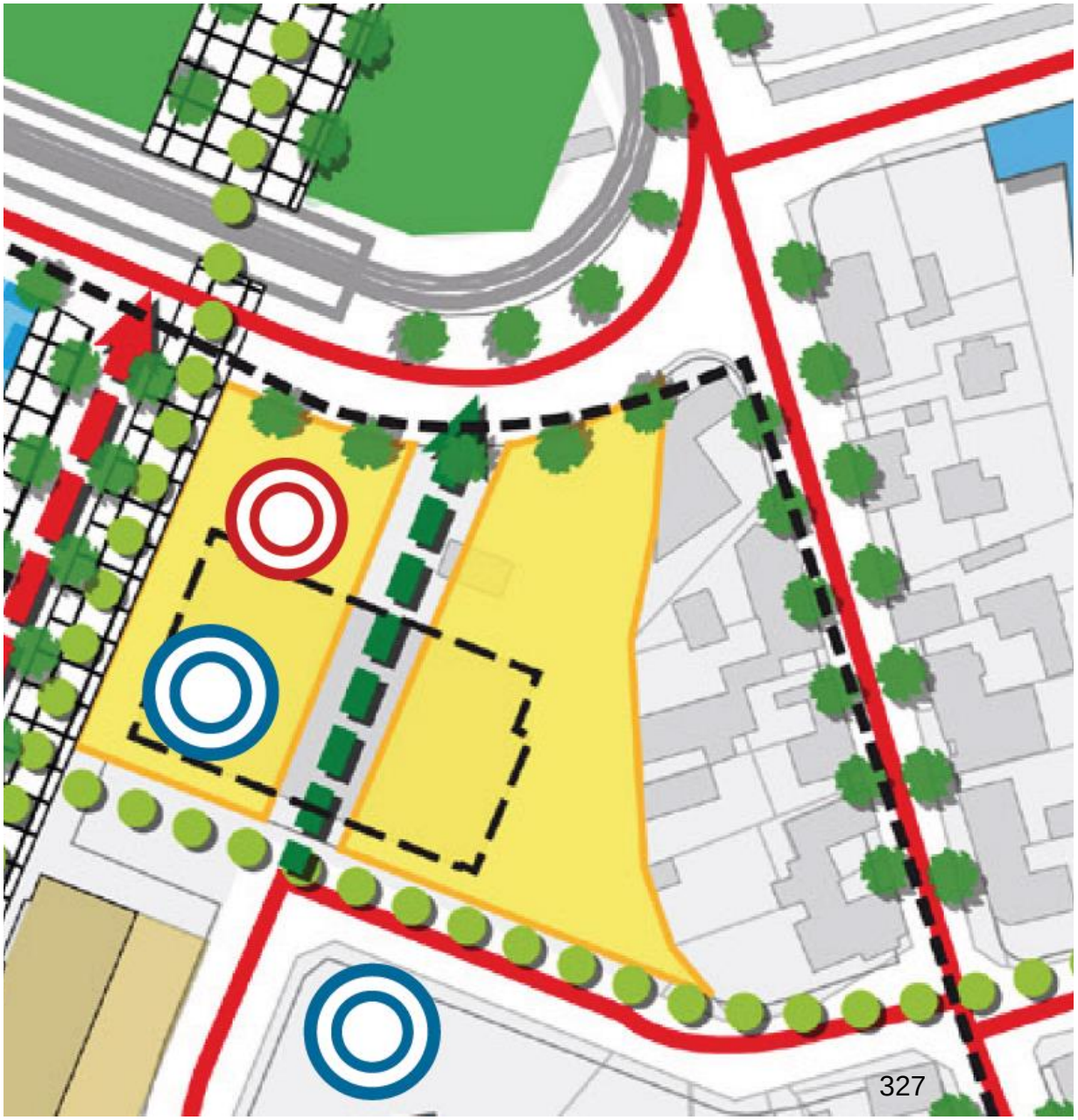
Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
vu les articles L 424-1 et suivants et R 424-24 et suivants du code de l'urbanisme
vu l'article R 151-52 du code de l'urbanisme
vu la délibération du 24 mars 2016 approuvant le protocole de préfiguration du Nouveau programme de rénovation urbaine
vu le plan local d'urbanisme approuvé le 16 décembre 2016
après en avoir délibéré
émet

un avis favorable au projet de l'Eurométropole de Strasbourg

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Extrait de l'étude de cadrage du projet de renouvellement urbain de l'Elsau



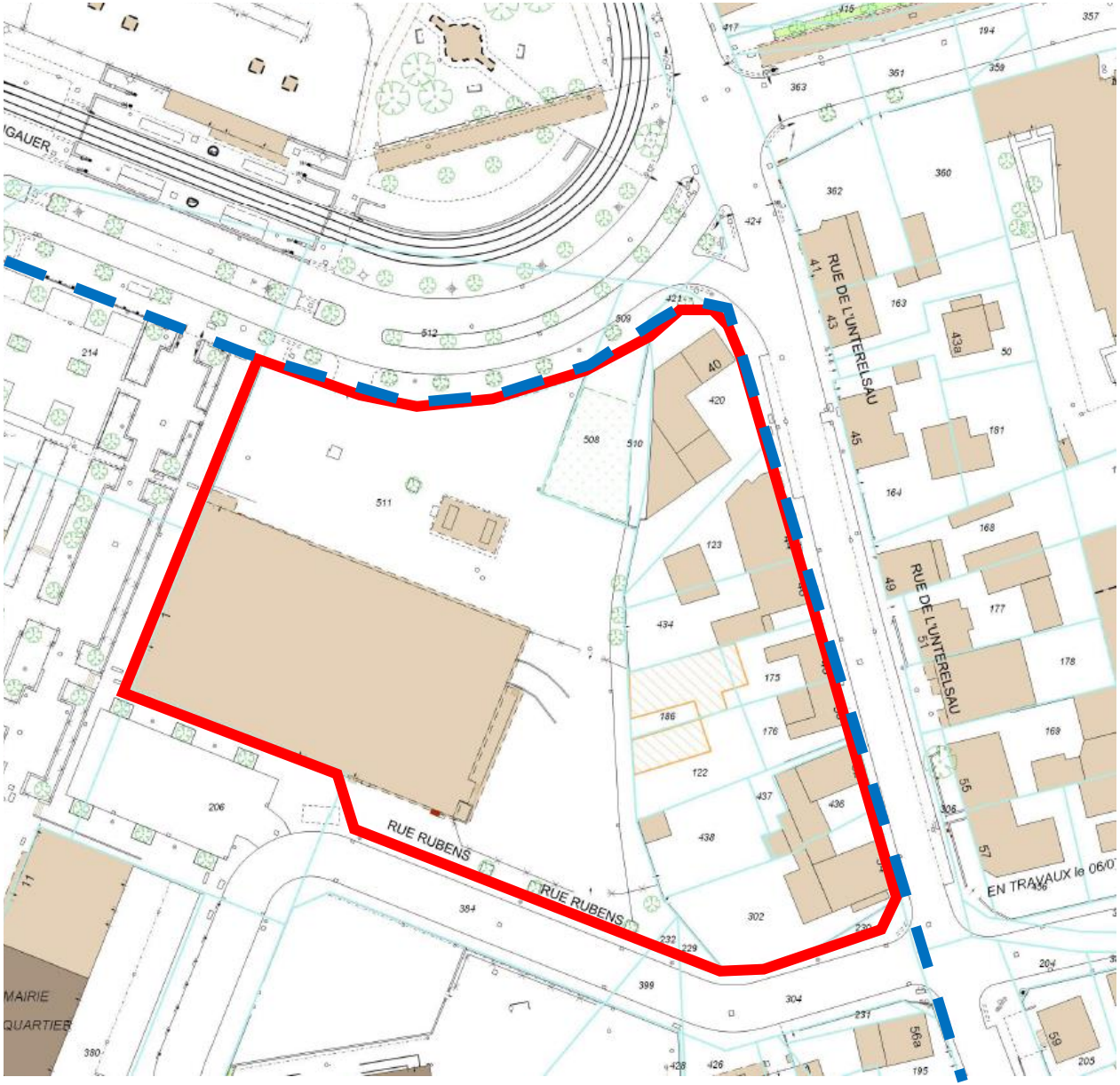
Eurométropole de Strasbourg

Étude de cadrage programmatique et urbaine
Programme de référence pour le temps du NPNRU - Janvier 2018
QPV PRIR Elsau

Atelier Albert AMAR architectes-urbanistes
10 rue Saint Nicolas 75012 Paris / tel: 01.40.40.90.49
Mandataire du groupement :
ATELIER ALBERT AMAR - GERAU CONSEIL - ATELIER DE L'ILE - BÉNÉDICTE DE LATAULADE - GLB CONSULTANT - FILIGRANE PROGRAMMATION - JACQUELINE LORTHIOIS

- Secteur de renouvellement
- Résidentialisation
- Réhabilitation du patrimoine
- Patrimoine conservé en l'état
- Démolition d'immeuble
- , réflexions à mener
- Copropriété dégradée
- Création d'espace public circulé
- Création d'espace public piéton
- Requalification d'espace public
- Maillage existant
- Espace public majeur
- Continuité piétonne
- Armature paysagère à valoriser
- Création, requalification d'espace vert, paysager
- Traitement particulier de l'espace public
- Activité, développement économique
- Jardins partagés
- Intervention sur les équipements
- Point d'implantation pour un nouvel équipement
- Point d'implantation commerce, services
- Extension limité de locaux administratifs
- Périmètre QPV Elsau

Périmètre de sursis à statuer – projet de renouvellement urbain de l'entrée de quartier de l'Elsau



Périmètre de sursis à statuer

Périmètre QPV

Strasbourg.eu
eurométropole

DT KMVE – 18 mai 2018

Périmètre de sursis à statuer

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°33

Avis relatif à la prise en considération du projet de renouvellement urbain de l'entrée du quartier de l'Elsau en vue de l'instauration d'un périmètre de sursis à statuer [...]

Pour

51

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, SCHMIDT-Michaël

Contre

0

Abstention

0

34

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Délibération modificative de la délibération du 16 avril 2018. Transfert de propriété du Rhénus Sport et des terrains connexes à l'Eurométropole de Strasbourg.

Le conseil Municipal de la ville de Strasbourg a voté le 16 avril 2018, le transfert à l'Eurométropole de Strasbourg de la propriété de la parcelle cadastrée section BZ, numéro 378, d'une contenance de 174,95 ares, sise 15 et 17 boulevard de Dresde à Strasbourg, comportant le hall Rhénus Sport et des terrains connexes partiellement bâtis ; le Rhénus Sport étant inclus dans le périmètre du projet (Crédit Mutuel Forum) porté par la société SIG ARENA (société en cours de constitution) consistant en la rénovation et l'extension de l'équipement.

Cette décision a été prise en application des dispositions de l'article L. 5217-5 du code général des collectivités territoriales selon lesquelles les biens appartenant aux communes et utilisés par l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice de ses compétences sont gratuitement « transférés dans le patrimoine de la métropole ». En effet, ces biens transférés en pleine propriété, et physiquement liés sur le site du Rhénus, sont rattachés chacun à l'exercice des compétences conférées par la loi à l'Eurométropole de Strasbourg.

Ce transfert de propriété a été accepté par une délibération concordante de la commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 20 avril 2018.

La société SIG ARENA, qui sera bénéficiaire d'une promesse de bail emphytéotique administratif accordé par l'Eurométropole de Strasbourg dans une délibération inscrite à l'ordre du jour du Conseil métropolitain du 29 juin 2018, a finalisé son projet. Le gymnase connexe, initialement intégré au projet ARENA sera réalisé en maitrise d'ouvrage publique par la ville de Strasbourg.

En conséquence, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg doivent conjointement procéder à une nouvelle délimitation de l'emprise à transférer et d'en extraire l'assise foncière qui accueillera le projet de gymnase connexe, lequel restera la propriété de la ville de Strasbourg.

Il est donc proposé de modifier la délibération du 16 avril 2018 afin de transférer à l'Eurométropole de Strasbourg la propriété de la nouvelle parcelle cadastrée section BZ, numéro (1)/143, d'une contenance de 149,71 ares, sise 15 et 17 boulevard de Dresde à Strasbourg.

Les principes dégagés et les autres décisions prises par la délibération du 16 avril 2018 sont par ailleurs maintenus.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu le code général des collectivités territoriales,
notamment ses articles L 5217-2 et L 5217-5
vu la délibération du conseil municipal de la
ville de Strasbourg en date du 16 avril 2018
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

1. *la modification partielle de la délibération du conseil municipal de la ville de Strasbourg en date du 16 avril 2018, en ce qu'elle prévoyait le transfert de la propriété de l'entière parcelle cadastrée section BZ, numéro 378 à l'Eurométropole de Strasbourg.*

2. *Le transfert de la propriété de la nouvelle parcelle cadastrée section BZ, numéro (1) 143, d'une contenance de 149,71 ares à l'Eurométropole de Strasbourg.*

autorise

Le Maire ou son-sa représentant-e, à signer tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

7

Délibération au Conseil Municipal du lundi 16 avril 2018

Transfert d'équipements de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg. Mise en œuvre des principes approuvés par les délibérations cadres du Conseil Municipal du 19 février 2018 et du Conseil de l'Eurométropole du 23 mars 2018.

La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a prévu la transformation en métropole des Communautés urbaines et d'agglomération qui forment un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine de plus de 650 000 habitants.

Le décret du 23 décembre 2014 a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la Communauté urbaine de Strasbourg, au 1er janvier 2015.

Conformément à l'article L. 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, les biens appartenant aux communes et utilisés par l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice de ses compétences sont gratuitement *« transférés dans le patrimoine de la métropole ».*

Par délibérations respectives en date des 19 février 2018 et 23 mars 2018, la Ville et l'Eurométropole se sont entendues sur un mode opératoire permettant de formaliser les transferts à mettre en œuvre en application des dispositions législatives susvisées. Le cadre ainsi mis en place fait suite à une délibération du 30 janvier 2015 par laquelle le Conseil de l'Eurométropole demandait aux communes que « *les biens et droits à caractère mobilier et immobilier situés sur leur territoire, utilisés pour l'exercice de compétences transférées, soient mis de plein droit à disposition de l'Eurométropole et transférés dans son patrimoine au plus tard un an après la date de la première réunion du conseil de l'Eurométropole* », et contribue ainsi à sa mise en œuvre.

Vu les projets en cours sur le territoire des collectivités, cinq emprises ont été identifiées dans les délibérations cadres précitées comme exigeant des transferts prioritaires. Il s'agit de celles supportant les bâtiments du Rhénus Sport tel que défini selon un périmètre étendu aux emprises du projet SIG ARENA, du stade de la Meinau, du Palais de la Musique et des Congrès, du site Fritz Kiener et du site de la rue Lauth.

Pour trois de ces emprises, le Rhénus Sport, le stade de la Meinau et le Palais de la Musique et des Congrès (PMC), les dispositions relatives à la formalisation des transferts à mettre

en œuvre, de la Ville à l'Eurométropole, peuvent dès à présent être soumises à la validation des instances délibérantes.

- Rhénus Sport

La ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg se sont accordées pour faire coincider le transfert avec le périmètre du projet ARENA tel que présenté par la société anonyme sportive professionnelle SIG Strasbourg, ce dernier allant au-delà de l'emprise stricte du hall Rhénus Sport. Ledit hall est aujourd'hui mis à disposition de l'Eurométropole de Strasbourg par la Ville pour l'exercice de ses compétences.
Une parcelle d'une contenance d'environ 1,75 hectares est à transférer dans ce cadre.
La ville est en outre invitée à émettre un avis de principe au déclassement anticipé de cette emprise, tel que nécessaire au projet.

- Stade de la Meinau

Le transfert à formaliser porte sur le stade de la Meinau et les installations d'entrainement des professionnels ainsi que sur les parcs et aires de stationnement périphériques, à l'exclusion du centre de formation.
L'une des aires de stationnement a fait l'objet d'une convention entre la ville de Strasbourg et la société MC DONALD'S FRANCE SA. L'Eurométropole se substituera à la Ville dans tous les droits et obligations qui lui incombent en application de cette convention conclue le 28 septembre 1999.
Le développement par l'Eurométropole de tout projet ultérieur sur les parkings transférés sera soumis à l'accord de la Ville.
Vingt-neuf parcelles d'une contenance totale d'environ 12 hectares sont à transférer dans ce cadre.

- Palais de la Musique et des Congrès

Relativement au PMC, les biens appartenant à la ville de Strasbourg, utilisés par l'Eurométropole pour l'exercice de la compétence « *études, réalisation et gestion d'un nouveau parc des expositions d'intérêt communautaire et gestion et extension des équipements associés (Palais de la Musique et des Congrès et halls d'exposition existants)* » correspondent au terrain d'assiette du Palais de la Musique et des Congrès et du parking attenant tel que défini à l'annexe n°7 des délibérations cadres susvisées.
Cinq parcelles d'une contenance totale d'environ 6,65 hectares sont à transférer dans ce cadre.

Les biens intégrant le domaine public de l'Eurométropole, les transferts interviennent sans déclassement préalable en application de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales,
notamment les articles L 5217-1 à L 5217- 5
vu le décret du 23 décembre 2014 portant création de la
métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg »

vu le Code général de la propriété des personnes
publiques, notamment l'article L 3112-1
vu la délibération cadre du Conseil Municipal de Strasbourg en date du 19 février 2018
vu la délibération cadre du Conseil de l'Eurométropole
de Strasbourg en date du 23 mars 2018
vu la convention conclue le 28 septembre 1999 entre
la Ville et la société MC DONALD'S France SA
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les dispositions relatives à la formalisation des transferts à titre gratuit, de la Ville à l'Eurométropole, à mettre en œuvre en application des deux délibérations cadres susvisées, à savoir :

1) <u>Rhénus Sport et terrains connexes partiellement bâtis inclus dans le périmètre du projet ARENA :</u>

La mutation par la Ville des parcelles suivantes, y compris les bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***	***Observations***
Strasbourg	*BZ*	*(a)/143*	*175,20*	*issue de la division de la parcelle Section BZ n°284/143*

Soit une contenance totale des terrains à transférer d'environ 1ha 75a 20ca.

2) <u>Stade de la Meinau :</u>

- *la mutation par la Ville des parcelles suivantes, y compris les bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :*

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***	***Observations***
Stade de la Meinau et terrains annexes				
Strasbourg	*EM*	*(a)/4*	*16,00*	*issue de la division de la parcelle Section EM n°184/4*
Strasbourg	*EM*	*186/4*	*18,17*	
Strasbourg	*EN*	*202/43*	*359,34*	
Strasbourg	*EN*	*205/43*	*4,31*	
Strasbourg	*EN*	*206/43*	*1,04*	
Strasbourg	*EN*	*208/43*	*2,18*	

Strasbourg	*HD*	*84/10*	*133,74*	
Strasbourg	*HD*	*89/10*	*114,84*	
Strasbourg	*HD*	*99/21*	*48,34*	
Strasbourg	*HD*	*100/21*	*0,60*	
Strasbourg	*HD*	*102/21*	*1,24*	
Parking P0				
Strasbourg	*HB*	*(a)/38*	*24,00*	*issue de la division de la parcelle Section HB n°419/38*
Strasbourg	*HB*	*(a)/39*	*9,00*	*issue de la division de la parcelle Section HB n°425/39*
Parking Couffignal				
Strasbourg	*HB*	*422/41*	*24,32*	
Strasbourg	*HB*	*435/38*	*10,67*	
Strasbourg	*HB*	*436/38*	*7,45*	
Parking Relais-Tram "Krimmeri"				
Strasbourg	*HB*	*329/38*	*1,12*	
Parking Mc Donald's				
Strasbourg	*HB*	*467/51*	*0,64*	
Strasbourg	*HB*	*473/47*	*21,80*	
Parking P1+P2+P3				
Strasbourg	*HB*	*471/47*	*115,94*	
Parking P4				
Strasbourg	*HD*	*96/21*	*32,41*	
Parking visiteurs				
Strasbourg	*EM*	*(b)/4*	*60,00*	*issue de la division de la parcelle Section EM n°184/4*
Strasbourg	*HD*	*90/10*	*5,11*	
Parking P5				
Strasbourg	*HD*	*82/10*	*92,19*	
Strasbourg	*HE*	*277/25*	*18,26*	
Parking P6				
Strasbourg	*HD*	*91/10*	*36,61*	
Parking P7				
Strasbourg	*EM*	*188/4*	*2,51*	
Strasbourg	*HD*	*93/10*	*11,27*	
Strasbourg	*HE*	*276/25*	*32,98*	

Soit une contenance totale des terrains à transférer d'environ 12ha 06a 08ca.

- *l'engagement par l'Eurométropole de se substituer à la Ville dans les droits et obligations qui lui incombent en application de la convention conclue le 28 septembre 1999 entre la Ville et la société MC DONALD'S FRANCE SA.*

- *l'engagement par l'Eurométropole de soumettre tout projet de réaffectation des parkings à l'accord de la ville de Strasbourg.*

3) Palais de la Musique et des Congrès :

La mutation par la Ville des parcelles suivantes, y compris les bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*AM*	*86/53*	*127,54*
Strasbourg	*AM*	*87/53*	*56,65*
Strasbourg	*BY*	*261/121*	*2,14*
Strasbourg	*BY*	*245/116*	*457,13*
Strasbourg	*BY*	*250/230*	*21,97*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 6ha 65a 43ca.

Emet un accord de principe

au déclassement par anticipation par l'Eurométropole de Strasbourg, des emprises occupées par le Rhénus Sport et terrains connexes partiellement bâtis inclus dans le périmètre du projet ARENA, tels que détaillées ci-dessus au 1) et nécessaire à la mise en œuvre de ce projet ;

autorise

le Maire, ou son-sa représentant-e, à prendre toute mesure et signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 16 avril 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 19 avril 2018

13

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 20 avril 2018

Transfert d'équipements de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg.
Mise en œuvre des principes approuvés par les délibérations cadres du Conseil Municipal du 19 février 2018 et du Conseil de l'Eurométropole du 23 mars 2018.

La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a prévu la transformation en métropole des Communautés urbaines et d'agglomération qui forment un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine de plus de 650 000 habitants.

Le décret du 23 décembre 2014 a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la Communauté urbaine de Strasbourg, au 1er janvier 2015.

Conformément à l'article L. 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, les biens appartenant aux communes et utilisés par l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice de ses compétences sont gratuitement *« transférés dans le patrimoine de la métropole ».*

Par délibérations respectives en date des 19 février 2018 et 23 mars 2018, la Ville et l'Eurométropole se sont entendues sur un mode opératoire permettant de formaliser les transferts à mettre en œuvre en application des dispositions législatives susvisées. Le cadre ainsi mis en place fait suite à une délibération du 30 janvier 2015 par laquelle le Conseil de l'Eurométropole demandait aux communes que « *les biens et droits à caractère mobilier et immobilier situés sur leur territoire, utilisés pour l'exercice de compétences transférées, soient mis de plein droit à disposition de l'Eurométropole et transférés dans son patrimoine au plus tard un an après la date de la première réunion du conseil de l'Eurométropole* », et contribue ainsi à sa mise en œuvre.

Vu les projets en cours des collectivités, cinq emprises ont été identifiées dans les délibérations cadres précitées comme exigeant des transferts prioritaires. Il s'agit de celles supportant les bâtiments du Rhénus Sport tel que défini selon un périmètre étendu aux emprises du projet SIG ARENA, du stade de la Meinau¸ du Palais de la Musique et des Congrès, du site Fritz Kiener et du site de la rue Lauth.

Pour trois de ces emprises, le Rhénus Sport, le stade de la Meinau et le Palais de la Musique et des Congrès (PMC), les dispositions relatives à la formalisation des transferts à mettre en œuvre, de la Ville à l'Eurométropole, peuvent dès à présent être soumises à la validation des instances délibérantes.

- Rhénus Sport

La ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg se sont entendues pour faire porter le transfert sur le périmètre du projet ARENA tel que présenté par la société anonyme sportive professionnelle SIG Strasbourg, ce dernier allant au-delà de l'emprise stricte du hall Rhénus Sport. Ledit hall est aujourd'hui mis à disposition de l'Eurométropole de Strasbourg par la Ville pour l'exercice de ses compétences.
Une parcelle d'une contenance de 1,75 hectare est à transférer dans ce cadre.

- Stade de la Meinau

Le transfert à formaliser porte sur le stade de la Meinau et les installations d'entrainement des professionnels ainsi que sur les parcs et aires de stationnement périphériques, à l'exclusion du centre de formation.
L'une des aires de stationnement a fait l'objet d'une convention entre la ville de Strasbourg et la société MC DONALD'S FRANCE SA. L'Eurométropole se substituera à la Ville dans tous les droits et obligations qui lui incombent en application de cette convention conclue le 28 septembre 1999.
Le développement par l'Eurométropole de tout projet ultérieur sur les parkings transférés sera soumis à l'accord de la Ville.
Vingt-neuf parcelles d'une contenance totale d'environ 12 hectares sont à transférer dans ce cadre.

- Palais de la Musique et des Congrès

Relativement au PMC, les biens appartenant à la ville de Strasbourg, utilisés par l'Eurométropole pour l'exercice de la compétence « *études, réalisation et gestion d'un nouveau parc des expositions d'intérêt communautaire et gestion et extension des équipements associés (Palais de la Musique et des Congrès et halls d'exposition existants)* » correspondent au terrain d'assiette du Palais de la Musique et des Congrès et du parking attenant tel que défini à l'annexe n°7 des délibérations cadres susvisées.
Cinq parcelles d'une contenance totale d'environ 6,65 hectares sont à transférer dans ce cadre.

Les biens intégrant le domaine public de l'Eurométropole, les transferts interviennent sans déclassement préalable en application de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

la Commission permanente (Bureau)
vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 5217-1 à L 5217- 5

vu le décret du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg »
vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L 3112-1
vu la délibération cadre du Conseil Municipal de Strasbourg en date du 19 février 2018
vu la délibération cadre du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 23 mars 2018
vu la convention conclue le 28 septembre 1999 entre la Ville et la société MC DONALD'S FRANCE SA
après en avoir délibéré
approuve

les dispositions relatives à la formalisation des transferts à titre gratuit, de la Ville à l'Eurométropole, à mettre en œuvre en application des deux délibérations cadres susvisées, à savoir :

1) *Rhénus Sport et terrains connexes partiellement bâtis inclus dans le périmètre du projet ARENA :*

La mutation par la Ville des parcelles suivantes, y compris les bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***	***Observations***
Strasbourg	*BZ*	*(a)/143*	*175,20*	*issue de la division de la parcelle Section BZ n°284/143*

Soit une contenance totale des terrains à transférer d'environ 1ha 75a 20ca.

2) *Stade de la Meinau :*

- *La mutation par la Ville des parcelles suivantes, y compris les bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :*

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***	***Observations***
Stade de la Meinau et terrains annexes				
Strasbourg	*EM*	*(a)/4*	*16,00*	*issue de la division de la parcelle Section EM n°184/4*
Strasbourg	*EM*	*186/4*	*18,17*	
Strasbourg	*EN*	*202/43*	*359,34*	
Strasbourg	*EN*	*205/43*	*4,31*	

Strasbourg	*EN*	*206/43*	*1,04*	
Strasbourg	*EN*	*208/43*	*2,18*	
Strasbourg	*HD*	*84/10*	*133,74*	
Strasbourg	*HD*	*89/10*	*114,84*	
Strasbourg	*HD*	*99/21*	*48,34*	
Strasbourg	*HD*	*100/21*	*0,60*	
Strasbourg	*HD*	*102/21*	*1,24*	
Parking P0				
Strasbourg	*HB*	*(a)/38*	*24,00*	*issue de la division de la parcelle Section HB n°419/38*
Strasbourg	*HB*	*(a)/39*	*9,00*	*issue de la division de la parcelle Section HB n°425/39*
Parking Couffignal				
Strasbourg	*HB*	*422/41*	*24,32*	
Strasbourg	*HB*	*435/38*	*10,67*	
Strasbourg	*HB*	*436/38*	*7,45*	
Parking Relais-Tram "Krimmeri"				
Strasbourg	*HB*	*329/38*	*1,12*	
Parking Mc Donald's				
Strasbourg	*HB*	*467/51*	*0,64*	
Strasbourg	*HB*	*473/47*	*21,80*	
Parking P1+P2+P3				
Strasbourg	*HB*	*471/47*	*115,94*	
Parking P4				
Strasbourg	*HD*	*96/21*	*32,41*	
Parking visiteurs				
Strasbourg	*EM*	*(b)/4*	*60,00*	*issue de la division de la parcelle Section EM n°184/4*
Strasbourg	*HD*	*90/10*	*5,11*	
Parking P5				
Strasbourg	*HD*	*82/10*	*92,19*	
Strasbourg	*HE*	*277/25*	*18,26*	
Parking P6				
Strasbourg	*HD*	*91/10*	*36,61*	
Parking P7				
Strasbourg	*EM*	*188/4*	*2,51*	
Strasbourg	*HD*	*93/10*	*11,27*	
Strasbourg	*HE*	*276/25*	*32,98*	

Soit une contenance totale des terrains à transférer d'environ 12ha 06a 08ca.

- *L'engagement par l'Eurométropole de se substituer à la Ville dans les droits et obligations qui lui incombent en application de la convention conclue le 28 septembre 1999 entre la Ville et la société MC DONALD'S FRANCE SA.*

- *L'engagement par l'Eurométropole de soumettre tout projet de réaffectation des parkings à l'accord de la ville de Strasbourg.*

3) *Palais de la Musique et des Congrès :*

La mutation par la Ville des parcelles suivantes, y compris les bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*AM*	*86/53*	*127,54*
Strasbourg	*AM*	*87/53*	*56,65*
Strasbourg	*BY*	*261/121*	*2,14*
Strasbourg	*BY*	*245/116*	*457,13*
Strasbourg	*BY*	*250/230*	*21,97*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 6ha 65a 43ca.

émet un accord de principe

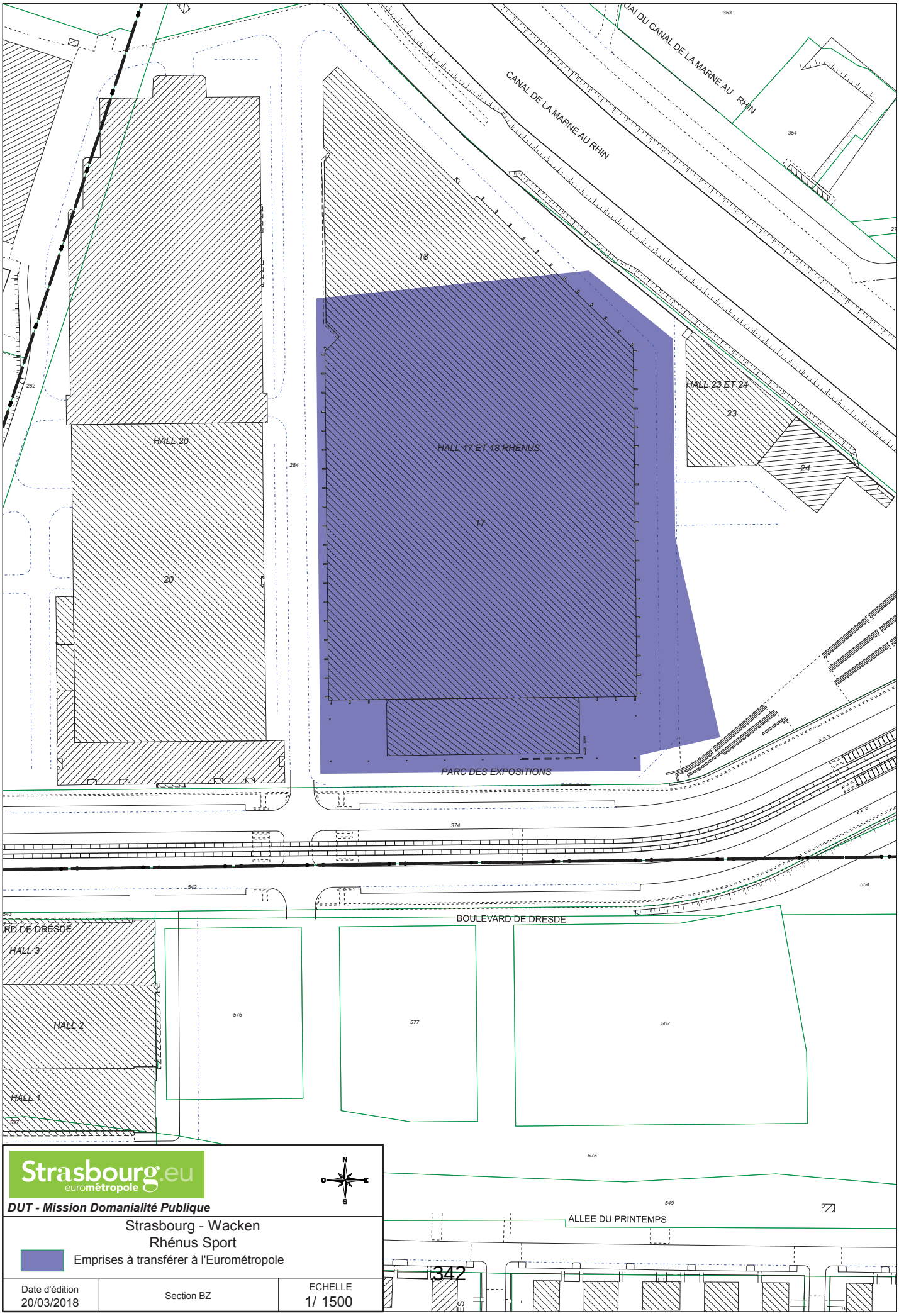
au déclassement par anticipation, par la ville de Strasbourg, des emprises occupées par des halls, bâtiments divers et terrains connexes inclus dans le périmètre des emprises mises à disposition à titre provisoire par la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice de ses compétences, tel que détaillé au plan ci-joint en annexe à la présente délibération ;

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e, à prendre toute mesure et signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 20 avril 2018
par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 23 avril 2018



Strasbourg.eu
eurométropole

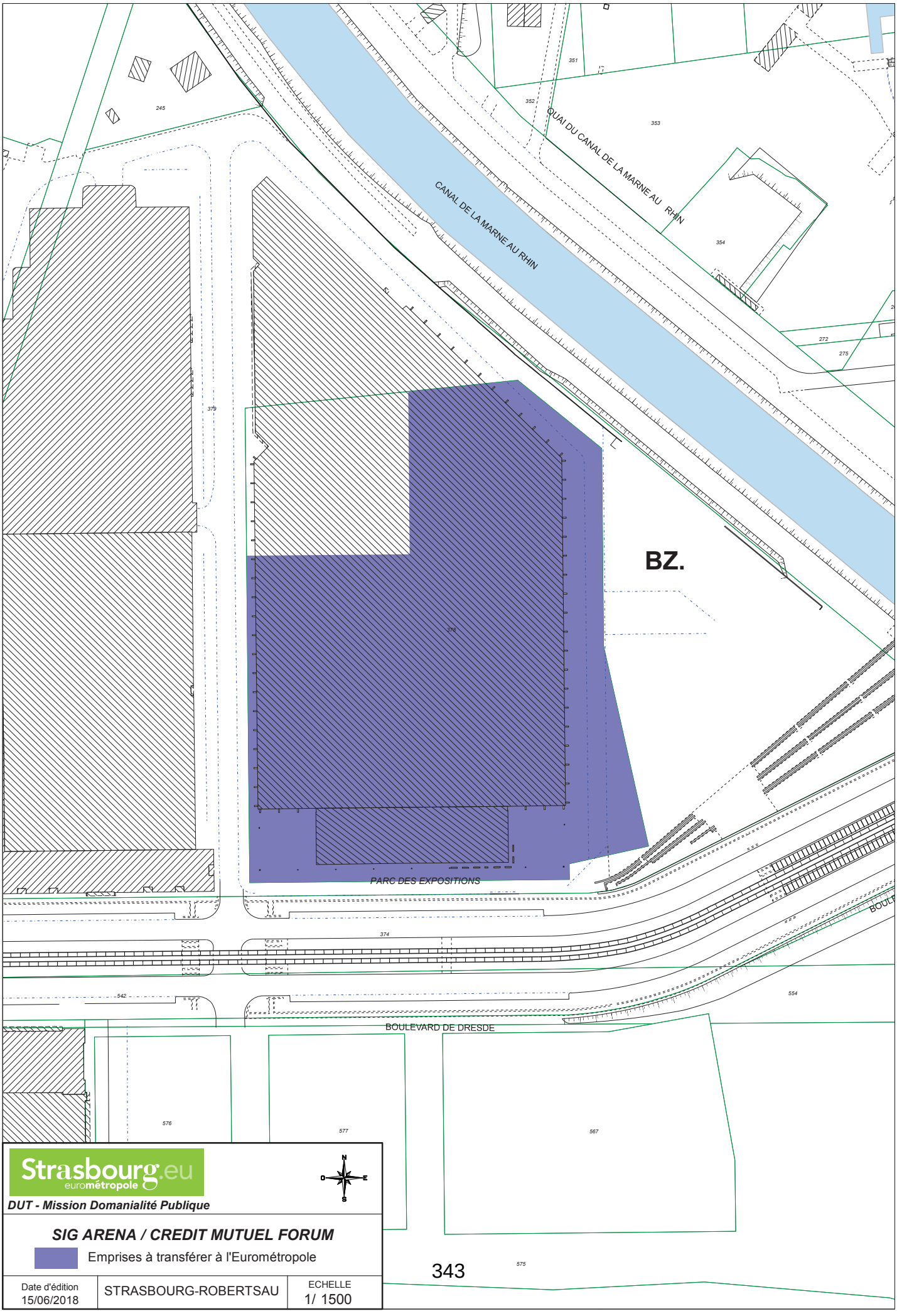
N
O
E
S

DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg - Wacken
Rhénus Sport

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition	Section BZ	ECHELLE
20/03/2018		1/ 1500



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

SIG ARENA / CREDIT MUTUEL FORUM

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
15/06/2018	STRASBOURG-ROBERTSAU	1/ 1500

35

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Transactions amiables - Quartier Neudorf.

Par acte de vente en date du 22 Février 1961, les époux SCHMITT Alphonse ont cédé à la ville de Strasbourg, sans paiement de prix comptant mais imputé sur les redevances de riverains, la parcelle cadastrée HP n° 252 d'une surface de 7 m², ceci afin de réaliser l'aménagement de la rue du Maquis.
Cette parcelle n'a jamais été aménagée et n'est pas grevé d'un alignement. Plus aucun projet d'aménagement n'est identifiée au PLUi.

Ainsi la dite parcelle située en zone N au PLUi, peut être rétrocédée à l'ayant droit des époux SCHMITT Alphonse, à savoir, M. SCHMITT Fernand. La rétrocession interviendra au prix de 1 €. L'acquéreur aux présentes est dispensé de verser le prix de cession

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
Vu l'avis de France Domaine
après en avoir délibéré
approuve

La rétrocession à un euro d'une parcelle propriété de la ville de Strasbourg
Lieudit : rue du Maquis à Strasbourg Neudorf
Section HP n°252 d'une surface d'environ 7 m².
Au profit de M. Schmitt Fernand (ou toute personne morale qui s'y substituerait)
L'acquéreur aux présentes est dispensé du paiement du prix de cession

autorise

Le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente à intervenir

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau

Division France Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY

Téléphone : 03 88 10 35 13

Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2017/167

Le 20/02/2018

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Ville de Strasbourg
Direction de l'urbanisme et des territoires
Politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN : emprises foncières

ADRESSE DU BIEN : 40, rue de la Musau, rue du maquis à Strasbourg

VALEUR VÉNALE : 19 780 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT :

Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Yasmina NASSOUH** yasmina.nassouh@strasbourg.eu

2 - DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 02/02/2018
Demande reçue le : 15/02/2018
Visite le :
Renseignements complémentaires recus le :
Dossier en état : 15/02/2018

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE :

Dans le cadre d'une régularisation foncière, cession de parcelles municipales à des propriétaires riverains

4 - DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	n°	Adresse - Lieudit	Surface de la parcelle	Surface cédée
HP	252	rue du maquis	0,7	0,7
HS	312	rue de la Musau	1,36	1,36
		TOTAL	**2,06**	**2,06**
Surfaces exprimées en are				

Descriptif sommaire :

HP n° 252 : parcelle prélevée à l'arrière d'une unité foncière en nature d'espaces verts, de forme rectangulaire (environ 27 mètres de large sur 10 mètres de profondeur), située au contact de la rue du maquis.

HS n° 312 : parcelle détachée d'une unité foncière de forme grossièrement rectangulaire (22 mètres de large sur 9 à 10 mètres de profondeur) située au contact de la rue de la Musau. Cette parcelle est de fait intégrée dans les limites d'une propriété privée.

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : ville de Strasbourg
Situation locative : libre de toute occupation

6 - URBANISME ET RESEAUX :

Au PLU intercommunal approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017, la parcelle cadastrée HP n° 252 est située en zone **N6,** zone naturelle dans laquelle sont admises les constructions et installations, à condition d'être nécessaires à l'exploitation et à la gestion de jardins familiaux ou partagés ou de vergers, les gloriettes de jardin, à condition de ne pas excéder 10 m² d'emprise au sol mètres hors-tout pour les gloriettes de jardin et 4 mètres hors tout pour les autres constructions. Cette parcelle est située dans une marge de recul de 25 mètres.

La parcelle cadastrée HS n° 312 est quant à elle située en zone **UB4** (hauteur maximale : 5 mètres ET, SMS1)

7- DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de leurs caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale des parcelles considérées peut être fixée à 19 780 € HT, détaillée comme suit :

HP n° 252 : 2 100 € HT
HS n° 312 : 17 680 € HT

Nota :

- La présente évaluation est donnée sans tenir compte d'éventuelles servitudes pouvant affecter l'utilisation des sols.

- S'agissant d'une cession à un riverain, un prix de convenance qu'il n'appartient pas au service du domaine d'apprécier, pourra être retenu.

8 - DUREE DE VALIDITE :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIERES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,
L'inspecteur des finances publiques
Patrick GOGUELY



Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Politique Foncière et Immobilière

Ville de Strasbourg
Rétrocession rue du Maquis-Neudorf

Parcelle section HP n° 252

Date d'édition	Plan réalisé par	ECHELLE
08/02/2018		1/ 1000

36

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Projet de transactions immobilières de l'Eurométropole de Strasbourg sur le territoire de la ville de Strasbourg (avis du Conseil municipal Art 5211-57 du CGCT).
Rapport Chevènement.

Conformément aux dispositions de l'article L 5211-57 du Code Général des collectivités Territoriales (art 43 de la loi 99-586 du 12 juillet 1999), le Conseil est appelé à donner son avis sur les projets de transactions immobilières prévus par l'Eurométropole de Strasbourg sur le territoire de la ville de Strasbourg, à savoir :

1. Acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg d'une parcelle nécessaire à l'aménagement de la rue de Shengen à Strasbourg Neuhof.

Dans le cadre de l'aménagement de la rue de Schengen, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite procéder à l'acquisition d'une emprise privé nécessaire au projet.

La parcelle en cause appartient au Conseil de Fabrique de l'Eglise Catholique dont le siège trouve à Strasbourg Neuhof- Paroisse St Ignace, 8 rue Welsch. Il est représenté par M. Michel Meyer.
L'acquisition porte sur la parcelle provisoirement cadastrée :
Section KT n° (2)/246 d'une surface d'environ 82 m².

Cette transaction est consentie et acceptée au prix de 5 814 € HT (cinq mille huit cent quatorze euros, taxes et droits éventuels en sus). Ce prix correspond au prix en vigueur dans le secteur en fonction du zonage au PLUi (zone UE1).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
emet

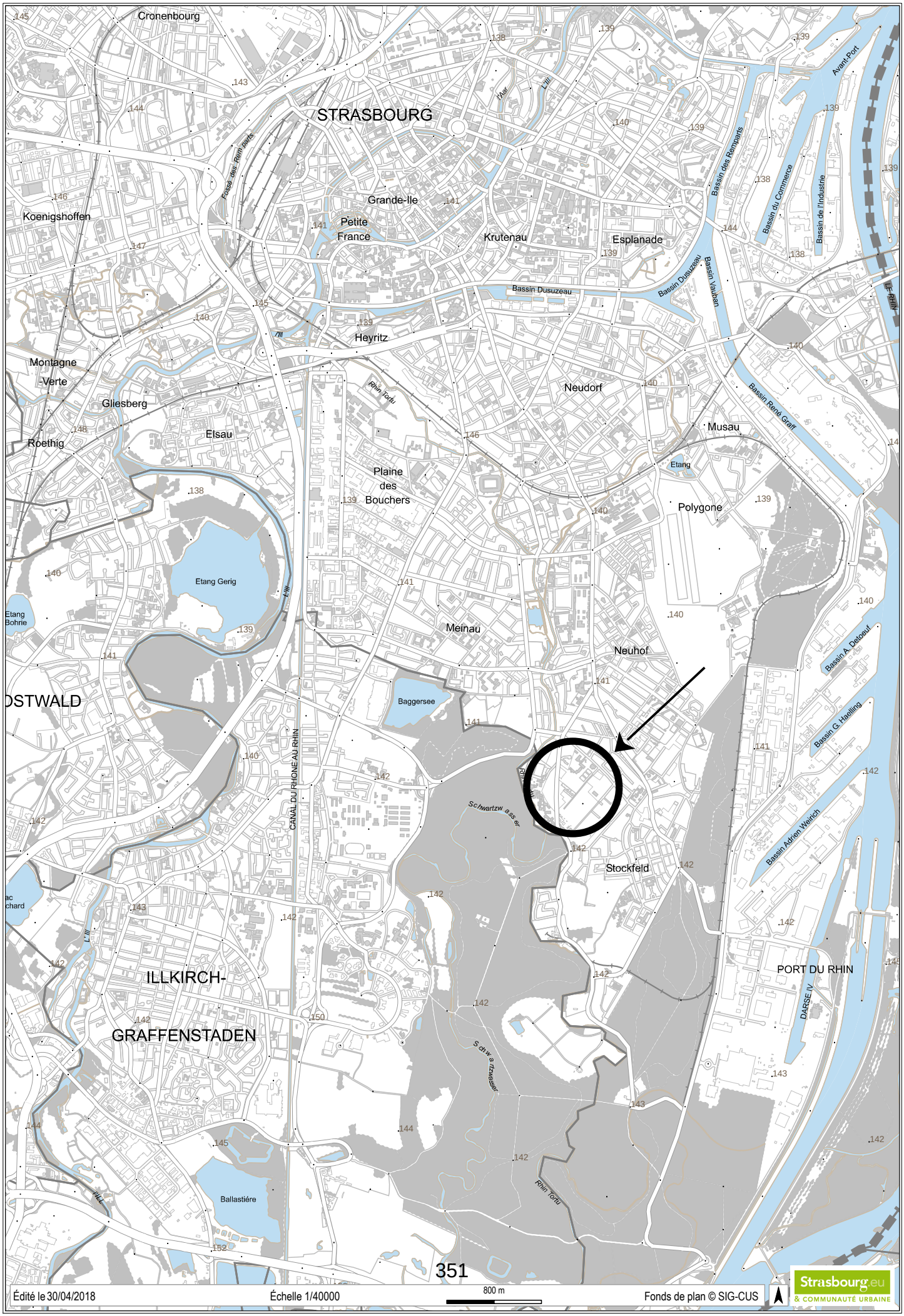
un avis favorable au projet de transaction immobilière de l'Eurométropole de Strasbourg suivant :

acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg d'une parcelle située rue de Schengen à Strasbourg Neuhof et cadastrée provisoirement :

Ban de Strasbourg
Lieudit rue de Schengen
Section KT n° (2)/246 de 82 m² issue de la parcelle mère n° 246 d'une contenance de 40,51 ares.
Propriété au Livre foncier du Fabrique de l'Eglise Catholique.
La transaction a lieu au prix de 5814 € (cinq mille huit cent quatorze euros), taxes et droits éventuels en sus.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018


Cronenbourg
STRASBOURG
Koenigshoffen
Grande-Ile
Petite France
Krutenau
Esplanade
Bassin des Remparts
Bassin du Commerce
Bassin de l'Industrie
Avant-Port
Bassin Dusuzeau
Bassin Vauban
Heyritz
Montagne Verte
Gliesberg
Roethig
Elsau
Neudorf
Musau
Etang
Bassin René Graff
Plaine des Bouchers
Polygone
Etang Gerig
Etang Bohrie
Meinau
Neuhof
Bassin A. Deloeuf
Bassin G. Haelling
Bassin Adrien Weinch
Baggersee
CANAL DU RHONE AU RHIN
Stockfeld
PORT DU RHIN
DARSE IV
ILLKIRCH-
GRAFFENSTADEN
Ballastière
Rhin tortu
Fossé des Remparts
351
Édité le 30/04/2018
Échelle 1/40000
800 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

37

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Avis préalable (article L.5211-57 du Code général des collectivités territoriales) de la ville de Strasbourg à la vente par l'Eurométropole de Strasbourg de l'immeuble 1 rue de la Chartreuse à Strasbourg Koenigshoffen, au profit de la société Habitation Moderne.

I. Contexte du projet « Chartreuse » : reconversion d'une friche industrielle en logements :

Le site dit « Chartreuse » est un terrain d'environ deux hectares, situé dans le quartier de Koenigshoffen, au sud de la route des Romains, entre la rue de la Chartreuse, les voies de chemin de fer et le cours d'eau du Muhlbach. Il se trouve intégralement dans le Parc Naturel Urbain Ill Bruche (PNU).
Le site est composé de deux emprises : un terrain appartenant à la société Immochan, occupé par un bâtiment de bureaux quasiment vide, une aire de parking et le terrain dit de la « Trocante », occupé par un ancien hangar à usage commercial (vente au détail), désaffecté.

Dans ce secteur, le règlement d'urbanisme permet une mutation en logements. L'objectif est de réaliser une opération d'un seul tenant sur l'ensemble du périmètre (terrains Immochan et Trocante) afin d'optimiser les aménagements, de développer des bâtiments adaptés au site et de créer des espaces en cœur d'ilots qualitatifs. Le site permet le développement de 15 000 m² à 16 500 m² de surface de plancher, soit environ 250 logements. L'opération proposera 25% de logements en locatif social.

Cette opération intègre également la remise en état de la rue d'accès privée, un maillage piétons/cycles reliant d'est en ouest les aménagements existants et futurs et propose en son centre la création d'un grand espace vert, respectant les enjeux du PNU.

Le terrain dit « Trocante » sis 1 rue de la Chartreuse, a fait l'objet d'une acquisition par voie de préemption par l'Eurométropole de Strasbourg.

II. Préemption de l'immeuble « Trocante » 1 rue de la Chartreuse, situé dans le périmètre du projet « Chartreuse » :

La transaction a été régularisée par acte notarié au prix indiqué dans la Déclaration d' Intention d'Aliéner soit 635 000 € majoré d'une commission d'agence d'un montant de 30 000 €. La décision de préemption a fait l'objet d'un recours gracieux qui n'a pas débouché sur un recours contentieux.

La partie sociale de l'opération sera conduite par le bailleur social Habitation Moderne, auquel il est proposé de céder le bien préempté aux conditions ci-dessus exposées. Le bailleur a fait approuver par son Conseil d'administration les conditions de cette acquisition.

III. Avis favorable du Conseil municipal à la vente de l'immeuble « Trocante » à Habitation Moderne :

Il appartient à présent à l'Eurométropole de réaliser le motif de la préemption. Pour ce faire il est proposé de revendre l'immeuble à la société Habitation Moderne. Cette maîtrise foncière sera versée au projet ; en contrepartie le groupement de promotion ad hoc qui aura la charge de la réalisation de l'opération urbaine « Chartreuse » réservera 35% de la surface de plancher totale du lotissement, au bailleur social pour y réaliser notamment de 25% de logement locatif social. Le projet d'ensemble sera organisé autour d'un espace vert central et permettra la recomposition des voiries d'accès ainsi que des maillages piétons/ cycles. Cette opération fera l'objet d'un permis d'aménager.

La vente s'effectue aux mêmes conditions financières que la préemption, à savoir au prix de 635 000 € à majorer des frais d'agence d'un montant de 30 000 € (si ceux-ci sont dus au titre de la procédure en cours devant le TGI de Strasbourg) et des frais de notaire d'un montant de 7 477 €, en vue de la réalisation d'une opération s'inscrivant dans le cadre de la politique locale de l'habitat. L'Eurométropole a, en revanche, refusé de payer la commission d'agence au vu des pièces justificatives qui lui ont été transmises par l'expert immobilier, lequel a assigné la collectivité en paiement. La procédure est pendante devant le Tribunal de Grande Instance de Strasbourg.

Le Conseil d'administration d'Habitation Moderne a d'ores et déjà approuvé cette transaction au prix de la DIA, à majorer des frais.

L'Eurométropole, dont l'objectif est de s'assurer que le projet de recomposition urbaine se fera dans les conditions qu'elle a elle-même définies en collaboration avec la ville de Strasbourg en ce qui concerne notamment l'aménagement d'un espace vert central, fera précéder la vente à Habitation Moderne d'une promesse synallagmatique qui comprendra les conditions suspensives suivantes :

- l'obtention d'un permis d'aménager purgé de tout recours (absence de recours, retrait et déféré préfectoral), par la société Immochan (ou de toute personne morale par elle substituée), pour la réalisation d'un nombre de lots, restant à déterminer et portant notamment sur toutes ou partie des parcelles suivantes cadastrées : section MS n° 174/47, 175/47, 176/47, 177/47, 178/47, 179/47, 180/47, 181/47, 268/47, 269/47 d'une contenance totale d'environ 2 hectares, lesdits lots étant eux-mêmes destinés à l'édification d'un ensemble immobilier de 15 000 m² à 16 500 m² de surface de plancher, ainsi que 2 000 m² destinés à l'espace vert central ;

  Cette édification devant par ailleurs être compatible avec les servitudes grevant à ce jour les parcelles constituant l'emprise du lotissement, sauf pour la société Immochan (ou toute personne morale par elle substituée) à obtenir la mainlevée

de toute ou partie desdites servitudes si ces dernières devaient compromettre l'implantation envisagée des bâtiments ;

- de la conclusion entre la société Immochan (ou toute personne par elle substituée), et la société Habitation Moderne, d'une promesse d'échange aux termes de laquelle la société Habitation Moderne céderait, à titre d'échange à la société Immochan (ou toute autre personne qu'elle se serait substituée), l'immeuble cadastré section MS n° 179/47, en contre-échange, Immochan, (ou la personne qu'elle se serait substituée), céderait à la société Habitation Moderne, un (ou plusieurs) terrain(s) dans le futur lotissement à réaliser (ci-après désigné par le vocable terrain). Le terrain à acquérir en échange par la société Habitation Moderne, devra en outre, répondre aux conditions suivantes :

  sa surface devra représenter 35% de la surface de plancher totale du lotissement dont 25% destinés à la construction de logements locatif social ;

  le prix de ce terrain sera fixé à un montant maximum de 270 € hors taxe/m² de surface de plancher ;

  Ce terrain devra également répondre aux conditions de viabilisation et dépollution à convenir entre les parties dans l'acte d'échange ;

  Etant également entendu que l'ensemble des démolitions à intervenir sur l'assiette foncière totale, compris l'immeuble cadastré section MS n° 179/47, sera réalisé par la société Immochan, ou toute société par elle substituée ;

- l'obtention d'un permis de construire purgé de tout recours (absence de recours, retrait administratif ou déféré préfectoral) par la société d'Habitation Moderne sur le terrain qui lui sera cédé en échange, par la société Immochan (ou toute personne substituée par elle), dans le futur lotissement pour la construction sur ce terrain d'un ou plusieurs bâtiments pour une surface de plancher maximum de 5 800 m². La société Habitation Moderne s'oblige à déposer la demande de permis de construire auprès des services administratifs compétents dans un délai maximum de deux mois à compter de la délivrance du permis d'aménager et de produire au vendeur, dans ce même délai, le récépissé de dépôt complet de sa demande. A défaut, le compromis sera caduc sans indemnité de part ni d'autre, si bon semble à l'Eurométropole de Strasbourg.

La promesse de vente devra être signée dans un délai de trois mois à compter de l'approbation de la présente vente par la Commission permanente de l'Eurométropole. A défaut, l'Eurométropole se réserve le droit de se délier de ses engagements envers la société Habitation Moderne.

Le délai de réalisation des susdites conditions suspensives est fixé au 30 octobre 2019. L'acte de vente devra être signé au plus tard le 15 décembre 2019.
Au cas où les conditions suspensives étant remplies, l'acquéreur ne régulariserait pas l'acte authentique de vente, il devra verser au vendeur une somme équivalente à dix pour cents (10%) du prix de vente à titre de dommages et intérêts.

Il est proposé au Conseil municipal de donner un avis préalable à la présente vente à la société Habitation Moderne.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de France Domaine
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
donne un avis favorable à

1) la vente au profit de la Société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration Habitation Moderne, de l'immeuble désigné comme suit :

Commune de Strasbourg
Banlieue de Koenigshoffen Cronenbourg
Lieudit : rue de la Chartreuse
Section MS n° 179/47 de 23,02 ares, sol

pour le prix total de 642 477 € se décomposant de la manière suivante
635 000 € prix de l'immeuble
7 477 € frais de notaire
Auquel s'ajoutera un complément de prix de 30 000 €, correspondant aux frais d'intermédiaire, qui sera dû, si à l'issue de la procédure en contestation de paiement de ces frais que l'Eurométropole a engagé, celle-ci était condamnée à les payer ;

en vue d'une opération de recomposition urbaine du secteur dit « Chartreuse » et de réaliser sur l'ensemble de l'opération portant sur 15 000 m² à 16 500 m² de surface de plancher dédié à l'habitat. 35% de la surface de plancher totale du lotissement sera réservée à Habitation Moderne qui y réalisera 25% de logements locatifs sociaux.

Dans le cadre de la vente à intervenir, Habitation Moderne renonce à tout recours contre l'Eurométropole de Strasbourg en raison de l'état des sols et/ou sous-sols et ne pourra prétendre à aucune indemnisation à quelque titre que ce soit et notamment à raison des opérations de nettoyage, de dépollution, de mise en compatibilité avec un usage d'habitation ou autre ou de remise en état rendues nécessaires par d'éventuelles atteintes à l'environnement, en ce compris en cas de découverte d'une pollution supplémentaire ultérieurement à la signature de l'acte de vente et non révélée par l'étude historique et documentaire transmise par l'Eurométropole.

2) la signature d'une promesse synallagmatique de vente, dans un délai de trois mois à compter de l'approbation de la présente vente par la Commission permanente de l'Eurométropole, comprenant les conditions suspensives suivantes :

- *l'obtention d'un permis d'aménager purgé de tout recours (absence de recours, retrait et déféré préfectoral), par la société Immochan (ou toute personne morale par elle substituée), pour la réalisation d'un nombre de lots, restant à déterminer et portant notamment sur toute ou partie des parcelles suivantes cadastrées : section MS n° 174/47, 175/47, 176/47, 177/47, 178/47, 179/47, 180/47, 181/47, 268/47, 269/47 d'une contenance totale d'environ 2 hectares, lesdits lots étant eux-mêmes destinés à l'édification d'un ensemble immobilier de 15 000 m² à 16 500 m² de surface de plancher, ainsi que 2 000 m² destinés à l'espace vert central. Cette édification devant par ailleurs être compatible avec les servitudes grevant à ce jour les parcelles constituant l'emprise du lotissement, sauf pour la société Immochan (ou toute personne morale par elle substituée) à obtenir la mainlevée de toute ou partie desdites servitudes si ces dernières devaient compromettre l'implantation envisagée des bâtiments ;*

- *de la conclusion entre la société Immochan (ou toute personne par elle substituée), et la société Habitation Moderne, d'une promesse d'échange aux termes de laquelle la société Habitation Moderne céderait, à titre d'échange à la société Immochan (ou toute autre personne qu'elle se serait substituée), l'immeuble cadastré section MS n° 179/47, en contre-échange, Immochan, (ou la personne qu'elle se serait substituée), céderait à la société Habitation Moderne, un (ou plusieurs) terrain(s) dans le futur lotissement à réaliser (ci-après désigné par le vocable terrain). Le terrain à acquérir en échange par la société Habitation Moderne, devra en outre, répondre aux conditions suivantes :*

  sa surface devra représenter 35% de la surface de plancher totale du lotissement dont 25% destinés à la construction de logements locatif social ;

  le prix de ce terrain sera fixé à un montant maximum de 270 € hors taxe/m² de surface de plancher ;

  Ce terrain devra également répondre aux conditions de viabilisation et dépollution à convenir entre les parties à l'acte d'échange.

  Etant également entendu que l'ensemble des démolitions à intervenir sur l'assiette foncière totale, compris l'immeuble cadastré section MS n° 179/47, sera réalisé par la société Immochan, ou toute société par elle substituée ;

- *l'obtention d'un permis de construire purgé de tout recours (absence de recours, retrait administratif ou déféré préfectoral) par la société d'Habitation Moderne sur le terrain qui lui sera cédé en échange, par la société Immochan (ou de toute personne substituée par elle), dans le futur lotissement pour la construction sur ce terrain d'un ou plusieurs bâtiments pour une surface de plancher maximum de 5 800 m².*
  La société Habitation Moderne s'oblige à déposer la demande de permis de construire auprès des services administratifs compétents dans un délai maximum

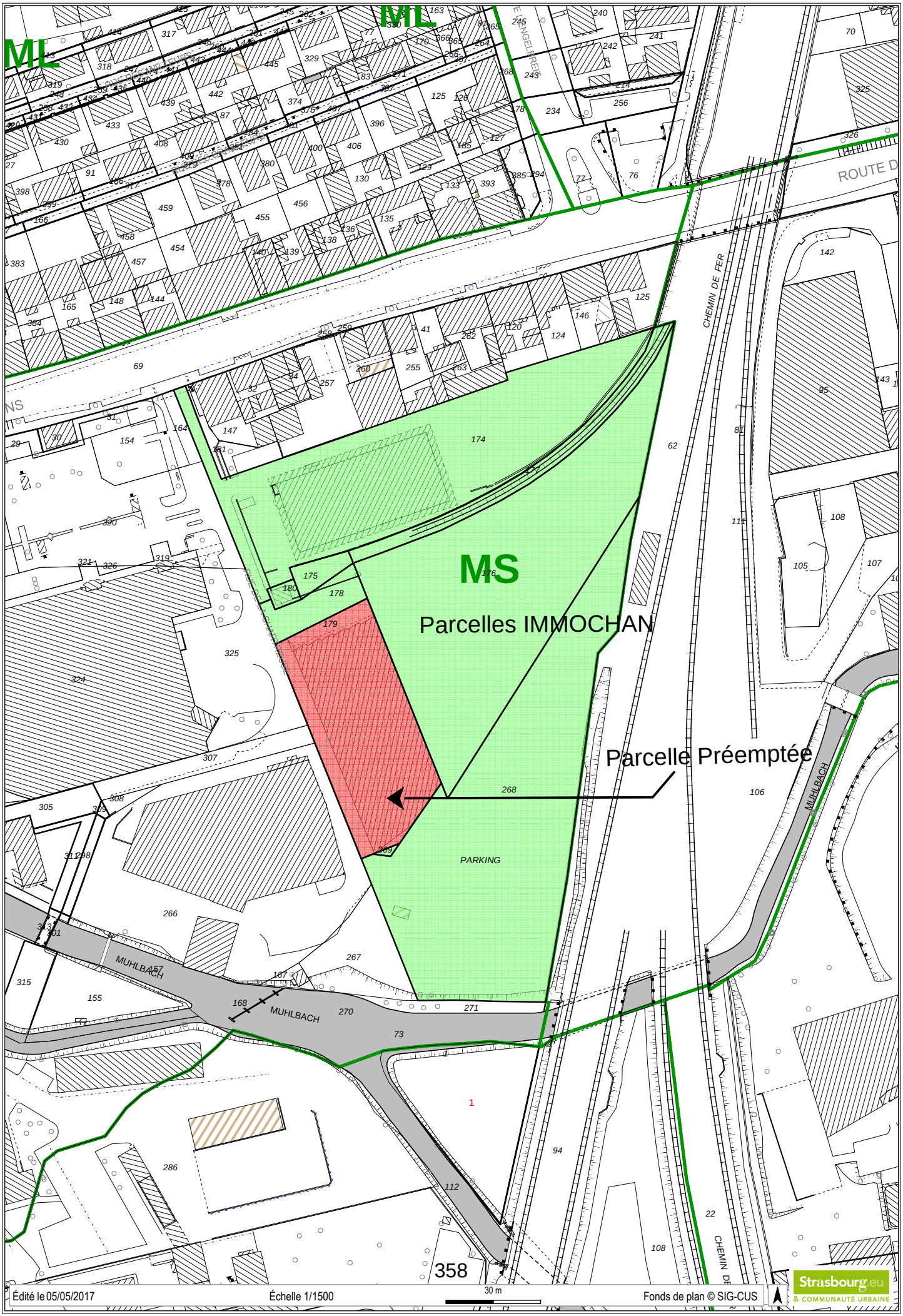
de deux mois à compter de la délivrance du permis d'aménager et de produire au vendeur, dans ce même délai, le récépissé de dépôt complet de sa demande. A défaut, le compromis sera caduc sans indemnité de part ni d'autre, si bon semble à l'Eurométropole de Strasbourg.

La promesse de vente devra être signée dans un délai de trois mois à compter de l'approbation de la présente vente par la Commission permanente de l'Eurométropole. A défaut, l'Eurométropole se réserve le droit de se délier de ses engagements envers la société Habitation Moderne.

Le délai de réalisation des susdites conditions suspensives est fixé au 30 octobre 2019.
L'acte de vente devra être signé au plus tard le 15 décembre 2019.
Au cas où les conditions suspensives étant remplies, l'acquéreur ne régulariserait pas l'acte authentique de vente, il devra verser au vendeur une somme équivalente à dix pour cents (10%) du prix de vente à titre de dommages et intérêts.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018


ML
ML
MS
Parcelles IMMOCHAN
Parcelle Préemptée
PARKING
MUHLBACH
MUHLBACH
CHEMIN DE FER
ROUTE D
358
Édité le 05/05/2017
Échelle 1/1500
30 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

N° 7300-SD
(mars 2016)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Division du Domaine

Adresse : 4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 9 janvier 2018

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR

Téléphone : 03 88 10 35 14

Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2017/1334

Ville de Strasbourg et Eurométropole.

Service Politique foncière et immobilière

1 Parc de l'Étoile

67076 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : BÂTIMENT À USAGE D'ENTREPÔT.

ADRESSE DU BIEN : 1 RUE DE LA CHARTREUSE À STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN.

VALEUR VÉNALE : 635 000 € HT.

1 – SERVICE CONSULTANT : Ville de Strasbourg et Eurométropole.

Affaire suivie par : Mme LINCONTANG-BOUDJEMA (corinne.lincontang-boudjema@strasbourg.eu).

2 - DATE DE CONSULTATION : 19/12/2017
DATE DE RÉCEPTION : 21/12/2017
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »: 21/12/2017

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Estimation, dans le cadre de la cession à Habitation Moderne d'un bâtiment à usage d'entrepôt ayant fait l'objet d'une préemption par l'EMS. Le bâti figure dans le périmètre de la recomposition urbaine du site « Chartreuse » intégré au Parc Naturel Urbain Ill/Bruche.
Le projet de reconversion vise notamment la réalisation de logements et la création d'un groupe scolaire.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN

Section	Parcelle	Superficie/ ares	Zonage PLUi	Nature
MS	179	23,02	UB2 15mET SMS1	Bâtiment/Sol

Emprise foncière située en retrait de la route des Romains, presque totalement sur-bâtie par une construction sur un niveau, à usage d'entrepôt et de cellules à usage de garage à l'avant, le tout datant du début des années 1960.

L'immeuble a été acquis par voie de préemption suivant acte du 12 avril 2017, au prix de 635 000 € HT.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaire(s) présumé(s) : EMS.
Locaux libres.

6 – URBANISME ET RESEAUX

Emprise située en zone UB2, hauteur 15 mètres, SMS1, du PLUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, opposable le 23/01/2017.

C'est une zone urbaine à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif). Elle identifie des tissus bâtis hétérogènes.

7 – DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas présent, il s'agit d'une cession à Habitation Moderne d'un immeuble ayant fait l'objet d'une préemption pour la mise en œuvre de la politique locale de l'habitat. Ainsi la valeur d'acquisition par l'EMS est arrêtée, soit 635 000 € HT.

8 – DUREE DE VALIDITE

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIERES

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

La présente évaluation a été effectuée en fonction des données du marché sans tenir compte d'éventuels coûts de diagnostic de présence ou d'enlèvement d'amiante suite aux prescriptions du décret n° 96-97 du 7 février 1996.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une cession réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si une procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

L'Inspectrice principale des Finances publiques
adjointe au responsable
de la Division du Domaine
Anne-Fleur Fiegel



Koenigshoffen
Montagne-Verte
Gliesberg
Hohberg
Les Poteries
Anne
D.D.E.
LABORATOIRE REGIONAL D.D.E.
Z.A. ROUTE DES ROMAINS
PARC D'ACTIVITES DES FORGES
Z.A. KOENIGSHOFFEN HERRADE
Z.A. CHEMIN DU CUIVRE
PÔLE LOGISTIQUE DES H.U.S.
CENTRALE THERMIQUE
LYCEE PRIVE YUNUS EMRE
FACULTE LIBRE DE THEOLOGIE ISLAMIQUE DE STRASBOURG
DISTRICT DE NETTOIEMENT OUEST
CENTRE SPORTIF
GENDARMERIE
BUREAU DE POLICE NATIONALE
COLLEGE JACQUES TWINGER
ECOLE ELEMENTAIRE HOHBERG
ECOLE MAT. HOHBERG
CENTRE SOCIO CULTUREL
MAISON DE RETRAITE EHPAD CARITAS
SALLE OMNISPORT
GROUPE SCOLAIRE GUSTAVE STOSKOPF
LYCEE MARCEL RUDLOFF
STADE PACO MATEO
STADE GRUBER
CREPS
STADE CREPS
STADE CHARLES FREY
TERRAIN DE CAMPING
CIMETIERE ISRAELITE
MAISON DE RETRAITE EMMAUS
SALLE PAROISSIALE
ECOLE ELEMENTAIRE DES ROMAINS
FONDATION D'AUTEUIL
COUVENT DES CAPUCINS
MAISON DE RETRAITE PETITES SOEURS DES PAUVRES
JARDINS FAMILIAUX ECLUSES DES HOLTZMATTEN
E.S. POSTE HOLTZMATT
COMMUNAUTE D'EMMAUS
CENTRE SOCIO-CULTUREL
CENTRE SPORTIF DE L'ELSAU
CENTRE CULTUREL ET SPORTIF
EGLISE PROT. ST JEAN
MAISON INTER-GENERATIONNELLE
GROUPE SCOLAIRE DE L'AVENIR
Route des Romains
Rue des Capucins
Route de Schirmeck
Route des Romains
Autoroute A.351
Rue Jean Giraudoux
Rue de l'Engelbreit
Allée des Comtes
Rue du Schnokeloch
Canal de la Bruche
LA BRUCHE (Rivière)
362

38

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Signature d'un protocole d'accord foncier tripartite et d'un avenant au bail emphytéotique entre la ville de Strasbourg et la société d'exploitation hôtelière du palais gestionnaire de l'hôtel Hilton avenue Herrenschmidt à Strasbourg dans le cadre du projet de Parc des Expositions.

1) Présentation du contexte

Dans le cadre du plan d'actions Strasbourg Eco 2030, l'Eurométropole de Strasbourg s'est fixée comme objectif de moderniser le Palais de la Musique et des Congrès (PMC) et de reconstruire le Parc des Expositions (PEX) de façon à disposer d'installations à la hauteur d'une métropole régionale et internationale, concomitamment à la transformation du site du Wacken en véritable Quartier d'Affaires, aujourd'hui dénommé « Archipel» et dont l'attractivité s'appuiera en particulier sur la présence des institutions européennes.

La création d'un nouveau Parc des Expositions a été actée par délibération en date du 22 décembre 2017.

L'actuel PEX va quitter son site historique pour être reconstruit sur le site dédié de la plateforme Kieffer désaffecté au voisinage immédiat de l'hôtel Hilton.

La réalisation de ce projet empiète sur le parking arrière de cet hôtel.

Afin de disposer de cette emprise foncière nécessaire à la réalisation du projet, l' Eurométropole et la ville de Strasbourg se sont rapprochées de la société emphytéote gestionnaire de l'hôtel Hilton à savoir la société d'exploitation hôtelière du Palais à l'effet de lui proposer un échange de parcelles ainsi que la réalisation en contrepartie, sur les nouvelles parcelles proposées, d'un nouveau parking.

Il est proposé que cet accord se traduise par la signature d'un protocole d'accord foncier entre la Ville, l'Eurométropole et l'emphytéote actant :

- D'une part, la réalisation d'un nouveau parking par l'Eurométropole,

- Et d'autre part, la signature d'un avenant au bail emphytéotique actant l'échange de parcelles entre la ville de Strasbourg et la société d'exploitation hôtelière du palais.

2) Avenant au bail emphytéotique entre la société d'exploitation hôtelière du palais et la ville de Strasbourg

En date du 10 mars 1981, la ville de Strasbourg a donné à bail à la société civile immobilière foncière du Palais désormais société d'exploitation hôtelière du palais, un terrain d'une emprise de 114.03 ares cadastrée section AM n°51/33 sis avenue Herrenschmidt à Strasbourg.

Ladite société a édifié sur le terrain un hôtel sous l'enseigne Hilton. Le dit bail a été consenti pour une durée de 99 ans et prendra fin le 31 décembre 2079.

Comme développé en préambule, afin de permettre la réalisation de l'accès au futur PEX, il est nécessaire d'extraire du bail emphytéotique une emprise de 21.24 ares cadastrée section AM (2)/33, correspondant au parking arrière de l'hôtel.

En contrepartie, il est proposé que les parcelles cadastrées section AM n° 78/6 et section AN n° 58/29, d'une surface de 21.23 ares propriété de la ville de Strasbourg soient mise à disposition de l'hôtel Hilton et intègrent ainsi la nouvelle emprise du bail emphytéotique.

Dans le cadre des négociations menées avec l'emphytéote, il est proposé que l'Eurométropole, compétente dans le cadre du projet de Parc des Expositions, s'engage à réaliser un parking de substitution au parking arrière de l'hôtel sur ces deux parcelles.

Les deux parcelles désignées ci-dessus ont été déclassées du domaine public par délibération du Conseil Municipal en date du 21 novembre 2016.

Cet échange sera acté dans le cadre d'un protocole d'accord foncier et par la suite d'un avenant au bail emphytéotique.

La présente modification de l'emprise du bail emphytéotique n'entrainera aucune autre modification des conditions du bail et aucune augmentation de la redevance.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la modification de l'emprise initiale du bail emphytéotique par la signature d'un protocole d'accord foncier et par la suite d'un avenant au bail emphytéotique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les avis de France Domaine
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le protocole d'accord foncier à conclure entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole et la société d'exploitation hôtelière du palais ou toute autre personne morale qui se substituerait à elle, dont le contenu est plus amplement exposé au rapport de la présente délibération ;*

- *la modification dans le cadre d'un avenant au bail emphytéotique de l'emprise foncière du bail emphytéotique entre la ville de Strasbourg et la société d'exploitation hôtelière du palais ou toute autre personne morale qui se substituerait à elle suivante :*

    - *la mise à disposition par la ville de Strasbourg au profit de la société d'exploitation hôtelière du palais des parcelles cadastrées section :*

        · *AM n°78/6 de 13.82 ares lieu-dit SCHILTIGHEIMER MATT*

        · *AN n°58/29 de 7.41 ares lieu-dit SCHILTIGHEIMER MATT*

En contrepartie, la soustraction du bail emphytéotique consenti à la société d'exploitation hôtelière du palais de la parcelle cadastrée :

· *AM (2)/33 de 21.24 ares issue de la parcelle cadastrée section AM n°51/33 de 114.03 ares lieu-dit avenue HERRENSCHMIDT*

Il est précisé que la présente modification de l'emprise d'entrainera aucune augmentation de la redevance due aux termes du bail emphytéotique, ni aucune autre modification ;

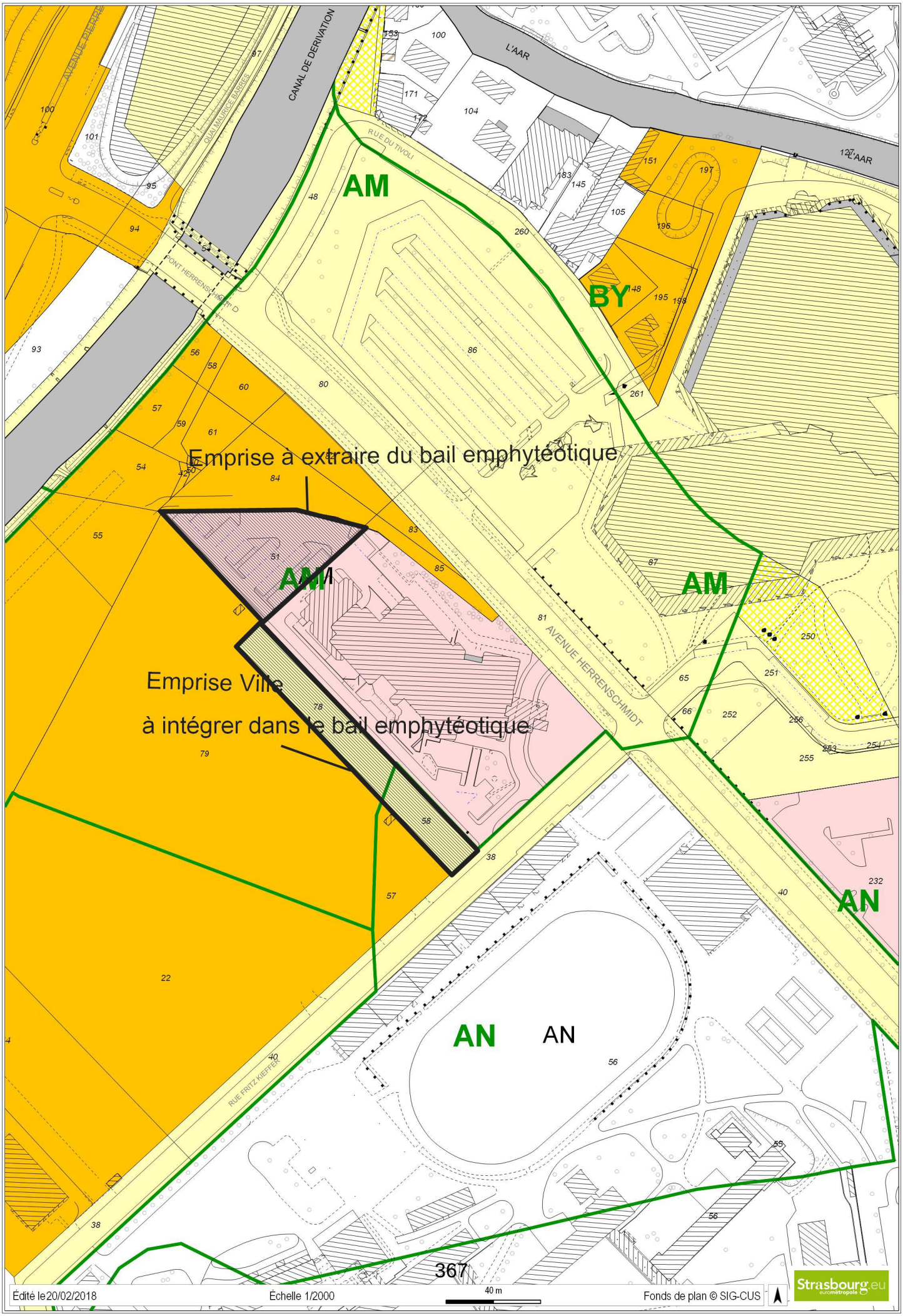
autorise

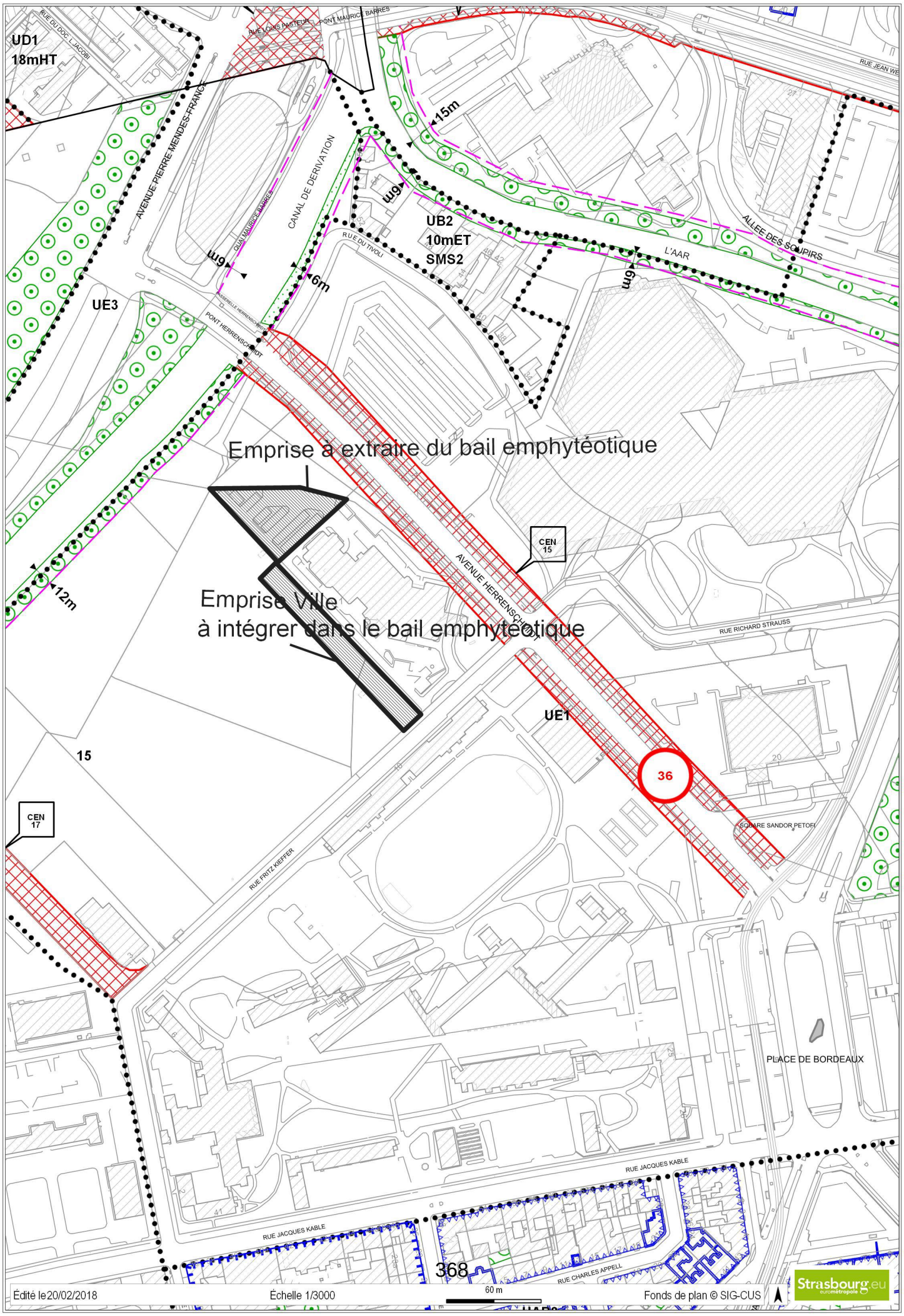
Le Maire ou son représentant à signer le protocole d'accord foncier tripartite et l'avenant au bail emphytéotique avec la société d'exploitation hôtelière du palais ou toute autre personne morale qui se substituerait à elle, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération,

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018


AM
BY
AM
AM
AN
AN
AN
Emprise à extraire du bail emphytéotique
Emprise Ville
à intégrer dans le bail emphytéotique
AVENUE HERRENSCHMIDT
RUE DU TIVOLI
CANAL DE DERIVATION
L'AAR
RUE FRITZ KIEFFER
Édité le 20/02/2018
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu


UD1
18mHT
UB2
10mET
SMS2
UE3
UE1
15m
6m
9m
12m
CEN 15
CEN 17
36
15
Emprise à extraire du bail emphytéotique
Emprise Ville
à intégrer dans le bail emphytéotique
AVENUE PIERRE MENDES-FRANCE
AVENUE HERRENSCHMIDT
CANAL DE DERIVATION
QUAI MAURICE BARRES
PONT MAURICE BARRES
RUE LOUIS PASTEUR
RUE DU TIVOLI
L'AAR
ALLEE DES SOUPIRS
RUE RICHARD STRAUSS
RUE FRITZ KIEFFER
SQUARE SANDOR PETOFI
PLACE DE BORDEAUX
RUE JACQUES KABLE
RUE CHARLES APPELL
368
Edité le 20/02/2018
Échelle 1/3000
60 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

SITUATION ANCIENNE

Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier – Feuillet	Livre Foncier – Numéro d'ordre	Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance ha	Contenance a	Contenance ca	Nature de culture – Désignation des bâtiments
1	2	3		4	5			6
AM	51 33			Propriétaire : Ville de Strasbourg 1 parc de l'Etoile 67100 Strasbourg Emphytéote : SCI Foncière du Palais Hotel Hilton 1 avenue Herenschmidt 67000 Strasbourg	01	14	03	sol
				Total	01	14	03	

SITUATION NOUVELLE

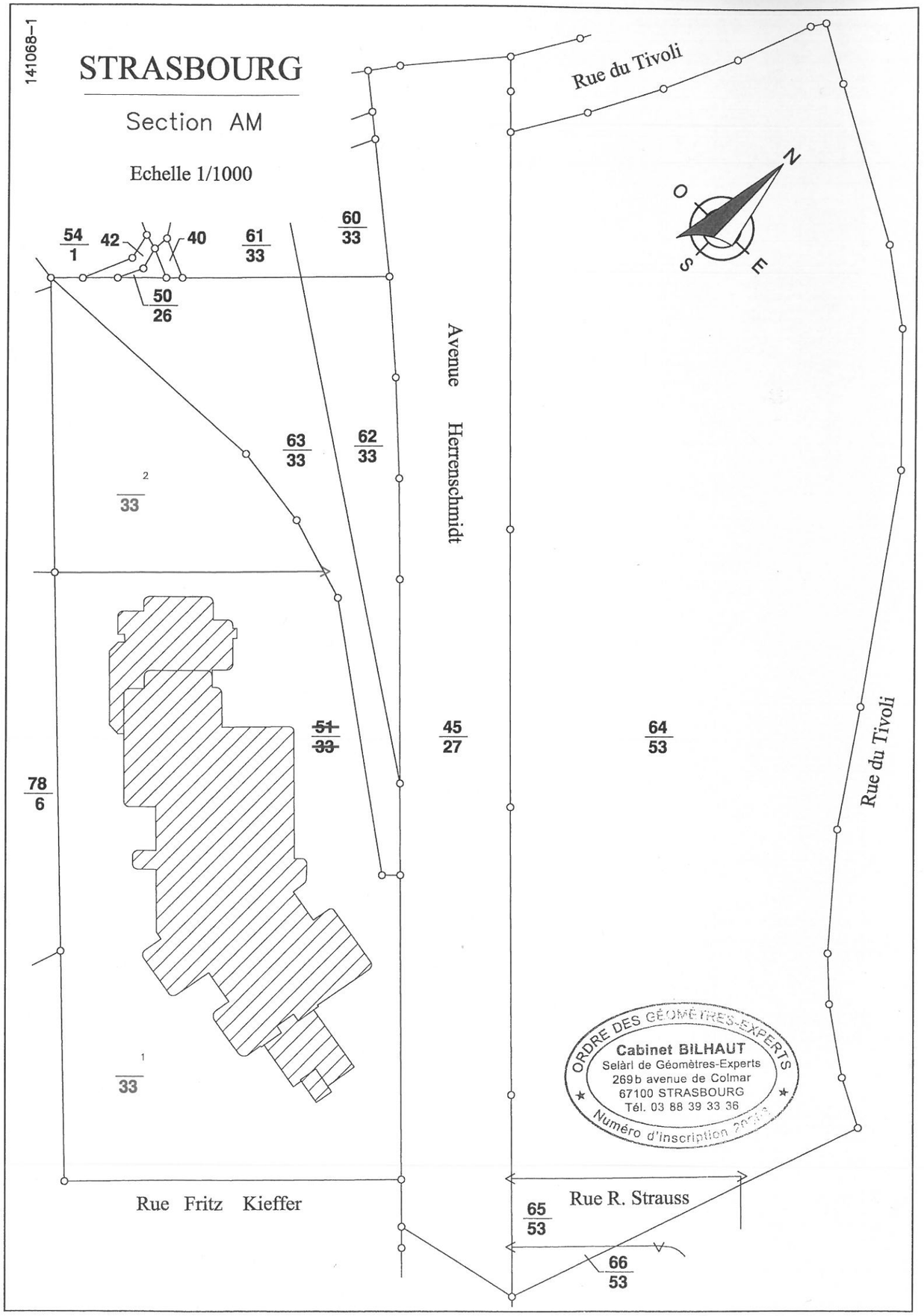
Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier – Feuillet	Livre Foncier – Numéro d'ordre	Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance ha	Contenance a	Contenance ca	Nature de culture – Désignation des batiments
7	8	9		10		11		12
				Lieu-dit: Avenue Herrenschmidt				
AM	1 33			comme colonne 4		92	79	sol
AM	2 33			comme colonne 4		21	24	sol
				Total	01	14	03	

141068–1

STRASBOURG

Section AM

Echelle 1/1000



Département
BAS-RHIN

Commune
Strasbourg

Tribunal d'Instance
STRASBOURG

Date de dépôt

6463 PVA
(Avril 1992)

141068-1

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

CADASTRE ET LIVRE FONCIER

COPIE

PROCES-VERBAL D'ARPENTAGE

(Document établi en application de la loi du 31 mars 1884
applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin)

N° D'ORDRE DU DOCUMENT

Section: **AM** Numéros: **51/33**

PERSONNE AGREEE POUR ETABLIR LE DOCUMENT

Document établi et certifié exact

A Strasbourg le 26 Mars 2014

Le Géomètre-Expert,

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
Selàrl de Géomètres-Experts
269b avenue de Colmar
67100 STRASBOURG
Tél. 03 88 39 33 36
Numéro d'inscription 20806

CERTIFICATION DU SERVICE DU CADASTRE

A le

L'inspecteur,

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau

Division France Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY

Téléphone : 03 88 10 35 13

Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2018/249

Le 28/03/2018

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

VILLE DE STRASBOURG
Service Politique Immobilière et Foncière
1, parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN : terrain à bâtir

ADRESSE DU BIEN : 1, rue Fritz Kieffer à Strasbourg - Wacken

VALEUR VÉNALE : 679 360 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT :

Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Coralie PECK** coralie.peck@strasbourg.eu

2 - DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 27/02/2018
Demande reçue le : 05/03/2018
Visite le :
Dossier en état : 05/03/2018

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE :

Demande d'évaluation de deux parcelles qui viendront compléter l'emprise mise à disposition de la société HILTON par bail emphytéotique.

4 - DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	n°	Adresse - Lieudit	Superficie (are)
AM	78	SCHILTIGHEIMER MATT	13,82
AN	58//29	SCHILTIGHEIMER MATT	7,41
		TOTAL	**21,23**

Descriptif sommaire :

Parcelles en nature de terrain de sport formant une emprise de forme rectangulaire d'environ 133 mètres de long sur 16 mètres de large, attenante à l'hôtel Hilton et disposant d'une façade sur la rue Fritz Kieffer.

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : Ville de Strasbourg
Situation locative actuelle :

6 - URBANISME ET RESEAUX :

Au PLU i en vigueur, la parcelle est située en **zone UE1** dédiée **aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux vocations très diverses** : culturelles, scolaires, sportives, loisirs, administratives, cultuelles, etc. Les autres fonctions (habitat, activités économiques) n'y sont pas autorisées. Hauteur maximale des constructions non spécifiée

Les règles d'urbanisme de la zone UE sont relativement ouvertes, permettant une certaine liberté architecturale et urbaine en cohérence avec la vocation de ces secteurs.

Les parcelles reçoivent la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation

7- DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale de l'emprise considérée peut être fixée à 679 360 € HT.

Nota

La présente évaluation est donnée en l'état des renseignements communiqués par le consultant, sans tenir compte d'éventuelles servitudes affectant l'utilisation des sols et en dehors de toute considération liée à leur pollution.

8 - DUREE DE VALIDITE :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIERES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques

et par délégation,

L'inspectrice principale des Finances publiques
adjointe au responsable
de la Division du Domaine
Anne-Fleur Fiegel

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division du Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2018/510

Le 05/06/2018

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Ville de Strasbourg
Service politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 Strasbourg cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN : emprise en nature de parking

ADRESSE DU BIEN : 1, rue Herrenschmidt à Strasbourg (Wacken)

VALEUR VÉNALE : 680 000 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT :

Ville de Strasbourg Affaire suivie par Mme **Coralie PECK** coralie.peck@strasbourg.eu

2 - DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 03/05/2018
Demande reçue le : 24/05/2018
Visite le :
Dossier en état : 24/05/2018

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE :

Dans le cadre du projet de réalisation d'une esplanade polyvalente dans le secteur du Wacken, reprise par la ville d'une emprise en nature de parking, mise à disposition de la société HILTON par bail emphytéotique.

4 - DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale : (arpentage en cours)

Section	n°	Adresse - Lieudit	Superficie
AM	2/33	avenue Herrenschmidt	21,24
		TOTAL	**21,24**
Superficies exprimées en are			

Descriptif sommaire :

Terrain en nature de parking goudronné et arboré, prélevé sur une parcelle surbâtie d'un hôtel, édifié par la société HILTON dans le cadre d'un bail emphytéotique.

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : ville de Strasbourg
Situation locative : mise à disposition de l'hôtel HILTON (emphytéote)

6 - URBANISME ET RESEAUX :

Au PLU intercommunal en vigueur, la parcelle est située en **zone UE1**, zone dédiée aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux vocations très diverses : culturelles, scolaires, sportives, loisirs, administratives, cultuelles, etc. Les autres fonctions (habitat, activités économiques) n'y sont pas autorisées.
Hauteur maximale des constructions non spécifiée
Les règles d'urbanisme de la zone UE sont relativement ouvertes, permettant une certaine liberté architecturale et urbaine en cohérence avec la vocation de ces secteurs.

La parcelle reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation, comme étant prélevée sur une unité foncière recevant elle-même cette qualification.

7- DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale de l'emprise considérée peut être fixée à 680 000 € HT (32 000 € HT l'are).

Nota :
Cette valeur correspond à des terrains dont la constructibilité n'est limitée par aucune contrainte particulière (état d'enclavement ou d'encombrement, servitudes de canalisations ou de pollution...).

8 - DUREE DE VALIDITE :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIERES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,

L'inspectrice principale des Finances publiques
adjointe au responsable
de la Division du Domaine
Anne-Fleur Fiegel

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°38

Signature d'un protocole d'accord foncier tripartite et d'un avenant au bail emphytéotique entre la ville de Strasbourg et la société d'exploitation hôtelière du palais gestionnaire de l'hôtel Hilton avenue Herrenschmidt à Strasbourg dans le cadre du projet de Parc des Expositions.

Pour	**47**	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, BITZ-Olivier, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TETSI-Liliane, VATON-Laurence, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, SCHMIDT-Michaël**
Contre	**2**	**CALDEROLI-LOTZ-Martine, REMOND-Thomas**
Abstention	**4**	**KELLER-Fabienne, ROOS-Thierry, TARALL-Bornia, VETTER-Jean-Philippe**

Point N°38:
Signature d’un protocole d’accord foncier tripartite et d’un avenant au bail emphytéotique entre la ville de Strasbourg et la société d’exploitation hôtelière du palais gestionnaire de l’hôtel Hilton avenue Herrenschmidt à Strasbourg dans le cadre du projet de Parc des Expositions.

Résultats du vote (cf. détails) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 47

Contre : 2

Abstention : 4

Observation :

Erreur de vote.
M. REMOND et Mme CALDEROLI-LOTZ souhaitaient s’abstenir

39

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Vente des lots de copropriété des parkings P1 et P2 de l'ensemble immobilier de la copropriété du sous-sol du complexe « Centre Halles ».
Avenant à la convention de transfert de gestion du 14 janvier 2016

I. Contexte et historique

L'aménagement de la place des Halles a été envisagé dès la fin des années 60 par la ville de Strasbourg en collaboration avec la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS).

Les études menées dans le secteur concerné, d'une superficie d'environ quatre hectares, situé entre les rues du Marais Vert et de Sébastopol, le Boulevard Wilson et le Quai Kléber, ont fait apparaître que le terrain était approprié pour recevoir un ensemble d'activités économiques diversifiées (parkings, commerces, hôtel, bureaux, logement).

Parmi ces parkings, se trouvent les parkings P1/ P2 des Halles, construits dans le cadre de l'opération d'aménagement Centre Halles par la Ville dans les années 70, situés en sous-sol du Centre commercial.

Le parking P3, quant à lui, est situé à proximité directe de l'ensemble immobilier mais sans en faire partie.

Les parkings P1 et P2 bénéficient principalement de l'activité dudit centre.

Ces deux parkings, composés de 1 315 places au total, sont complètement indépendants l'un de l'autre et leurs entrées se trouvent respectivement rue du Marais Vert et boulevard Sébastopol. Ils font partie de la Copropriété du sous-sol des Halles, dans laquelle la Ville est le copropriétaire principal.

Les parkings P1/P2 étant constitués de lots de copropriété, ils ne peuvent relever que du domaine privé de la ville de Strasbourg. En effet, le régime de la copropriété, régi par la loi du 10 juillet 1965, n'est pas compatible avec les règles de la domanialité publique.

Les trois parkings sont actuellement affectés au service public du stationnement, compétence de la Communauté urbaine puis de l'Eurométropole de Strasbourg, en application de l'article L 5217-2 du Code général des collectivités territoriales.

Compte tenu de l'imbrication de ces parkings avec l'opération globale d'aménagement Place des Halles, la Communauté urbaine avait estimé plus rationnel de confier conventionnellement à la Ville la réalisation et la gestion des parkings concernés et ce conformément à l'article 13 de la loi du 31 décembre 1966. Ces dispositions ayant été reprises par le code général des collectivités territoriales pour les métropoles, par l'article L 5215-27 et L 5217-7, la Ville et l'Eurométropole ont conclu le 14 janvier 2016 une nouvelle convention relative au transfert de la gestion desdits parkings des Halles à la Ville.

La Ville et la CUS devenue Eurométropole ont, dans ce cadre, engagé des réflexions sur l'usage des parkings et leur statut, ainsi que sur le programme de rénovation et d'embellissement nécessaire pour des parkings datant des années 70. Ces réflexions ont été menées en lien avec les études urbaines sur le projet global de requalification du quartier des Halles.

II. Enjeux : la qualification des parcs de stationnement des Halles P1 et P2 au regard de leur usage et de l'intérêt pour le service public du stationnement

Il ressort des analyses de la Ville que les parkings P1/P2 sont principalement utilisés pour l'accès au Centre commercial. En effet, selon une étude réalisée par PTV GROUP en mars 2016 relative aux besoins de stationnement en ouvrage sur la ville de Strasbourg, 60% à 70% des usagers des parkings P1/P2 restent au Centre commercial pendant la durée de leur stationnement.

Il apparaît donc que ces parkings sont surtout utiles au fonctionnement du Centre commercial et ne sont, à l'inverse, pas indispensables au service public du stationnement.

Ceci est d'autant plus vrai que le parking P3 qui se situe à proximité immédiate des deux autres parkings, de par sa capacité importante, suffit à remplir de façon satisfaisante les missions de service public en matière de stationnement dans le secteur.

Le P3, d'une capacité de 1 270 places, est en effet équivalent aux parkings P1 et P2 réunis. De fait, selon le taux d'occupation observé, cet ouvrage dispose régulièrement de places libres.

Par ailleurs, au regard de la politique globale du stationnement menée par l'Eurométropole, sans les parkings P1 et P2, l'offre de places publiques en ouvrage dans le secteur Ouest élargi de la Ville, reste suffisante, avec 4 155 places au total permettant de répondre aux besoins de tous les usagers : courte-durée (parking Gare), moyenne durée (Parkings Ste Aurélie, Wodli et Halles P3) et longue durée (Parking Centre historique – Petite France).

De surcroît, dans l'hypothèse d'une modification de leur statut par une cession des lots de copropriété de la Ville à un tiers, la destination des ouvrages n'en serait pas modifiée pour autant, ils obéiraient à une gestion privée et commerciale mais resteraient des parkings ouverts à la même clientèle comme c'est le cas, par exemple, pour le parking sous le Centre commercial de Rivétoile, ouvert au public mais de statut privé.

A cet égard, la proximité directe de plusieurs parkings publics (P3 et Kléber) pourra jouer naturellement un rôle de régulation des tarifs. .

Au vu de ces éléments, la Ville considère que le maintien des parkings P1 et P2 des Halles au sein du service public du stationnement n'est pas nécessaire et peut justifier que l'Eurométropole prononce la désaffectation du service public pour ces ouvrages, et par voie de conséquence, permette la libre disposition des biens par la Ville propriétaire.

Le conseil de l'Eurométropole du 25 novembre 2016 a, par conséquent, émis un accord de principe à la désaffectation du service public du stationnement des parkings P1 et P2

En outre, si les parkings P1 et P2 ont été récemment mis en conformité avec la réglementation sécurité/incendie dans le cadre de travaux lourds, ils doivent désormais faire l'objet d'un programme de travaux d'embellissement, afin d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers.

Les travaux d'embellissement de ces deux parkings ont d'ailleurs été identifiés comme un enjeu prioritaire permettant de maintenir l'attractivité et l'image de la place des

Halles ; à l'instar des travaux d'embellissement et de modernisation à l'intérieur du Centre commercial, qui ont été portés par le groupe Hammerson récemment.

Compte tenu de ses contraintes budgétaires, la Ville ne souhaite pas supporter cette charge nouvelle. Elle a donc proposé de de mettre en vente ses lots de copropriété dans les parkings P1/P2 dès lors qu'ils ne seront plus affectés au service public.

A cet effet, le conseil municipal, en sa séance du 21 novembre 2016 a approuvé le lancement d'une consultation en vue de la mise en vente, par la Ville, de ses lots de copropriété.

Cette vente amènera une recette financière immédiate pour la Collectivité, qui ne porterait de fait pas les travaux d'embellissement des deux parkings, compte tenu de ses contraintes budgétaires.

De plus, la cession de ces lots de copropriété conduira la Ville à se dégager de ses obligations en tant que copropriétaire dans la copropriété du sous-sol des Halles.

III. Procédure de consultation et analyse des offres

A. Description technique des lots objets de la consultation

La copropriété du sous-sol est composée de 798 lots dont 632 lots sont propriété de la ville de Strasbourg, représentant, à ce jour, 47 823 / 100 000 tantièmes.

Parmi ces lots, elle détient essentiellement des places de stationnement (1 160 places sur 1 315 places), mais aussi des locaux de réserves et d'exploitation (18).

Plus précisément, il s'agit :

- Dans le parking P1 – Marais Vert - mis en exploitation en 1974 :
o 620 places de stationnement réparties sur deux niveaux souterrains.
- Dans le parking P2 – Sébastopol - mis en exploitation en 1979 :
o 540 places réparties sur deux niveaux souterrains.

A noter que 155 places de stationnement du parking P1 sont détenues par d'autres copropriétaires de la copropriété du sous-sol, et que la totalité des places du P2 appartiennent à la Ville.

Pour l'exercice 2016, la Ville a perçu au titre de l'exploitation des parkings P1 et P2, une recette nette, respectivement de 311 225 € et 816 366 € (pour mémoire la recette nette du P3 s'élevait à 1 284 186 €).

B. Modalités de la consultation et remise des offres

La consultation a été lancée sur les lots de copropriété des parkings P1 et P2 des Halles le 18 septembre 2017 et est arrivée à échéance le 20 décembre dernier,

34 dossiers ont été retirés et deux offres ont été remises le 20 décembre 2017.

Le cahier des charges et règlement de la consultation prévoyait deux critères de sélection des offres à savoir :

- Prix d'achat proposé et garanties financières (70%),

- Le candidat devra proposer un gestionnaire pour gérer le stationnement (préaccord ou lettre d'engagement). Ce gestionnaire devra justifier de ses références, de son effectif, et devra également justifier d'une activité sur le territoire français (30%).

1/ Avis des Domaines :

Le service de France Domaine a été consulté en vue du lancement de la procédure de mise en vente et a émis un avis en date du 27 mars 2017, confirmé par la lettre valant avis du 12 avril 2018.

L'estimation réalisée par le service de France Domaine fixe la valeur vénale des lots de copropriété de la Ville à la valeur de 16 240 000 €, avec une marge de 10 %, soit entre 14 616 000 € et 17 864 000 €.

2/ Offres remises :

Deux offres ont été remises respectivement par :

- la société INDIGO,
- le groupement SERS-PARCUS, dans l'attente de la constitution d'une SAS.

Offre remise par la société INDIGO :

- Proposition de prix : 13 000 000 €.
- Gestionnaire des parkings : INDIGO
- La société soumet son acquisition à de nombreuses conditions :

  mise à jour du règlement de copropriété et de l'état descriptif de division,

  engagement que le parking P3 ne soit pas avantagé,

  engagement d'un bénéfice partagé entre les copropriétaires sur les contentieux en cours,

  faire voter des travaux de désamiantage en assemblée générale de copropriété,

  modification des clauses imposées dans le cahier des charges : limitation de la clause d'affectation et de la clause d'intéressement.

Offre remise par le groupement SERS – PARCUS :

- Proposition de prix : 15 500 000 €.
- Gestionnaire : PARCUS.
- Conditions de la cession : aucunes conditions suspensives.

3/ Analyse des offres :

Les deux offres ont été présentées en Commission Patrimoine de la Ville en date du 10 avril 2018.

Les qualités de gestionnaire d'INDIGO et PARCUS sont respectivement également reconnues.

L'offre de prix proposée par la société INDIGO est nettement inférieure à la fourchette de prix fixé par le service de France Domaine et l'offre est dégradée par les nombreuses conditions imposées par le candidat

Au contraire, l'offre de prix du groupement SERS-PARCUS correspond parfaitement à la fourchette de valeur estimée par France Domaine.

IV. Procédure de cession

Par conséquent, au vu des éléments ci-dessus indiqués, il est proposé de céder l'ensemble des 632 lots de copropriété, propriété de la Ville, au profit de la SAS composée par PARCUS et la SERS, ou toute autre société créée ou à créer dans l'attente de la création de la SAS, ou directement par l'une des sociétés membres du groupement

Cette vente sera actée sous condition suspensive, demandée par la Ville, de la délibération du Conseil de l'Eurométropole en sa séance du 29 juin 2018 approuvant la désaffectation effective et la sortie du service public du stationnement des parkings P1/P2, avec effet à la date de cession des biens par la Ville.

Pour garantir au mieux les intérêts de la Ville, les clauses suivantes seront inscrites à l'acte de vente :

- Une clause liant l'affectation de l'immeuble

Le vendeur stipule, ce que l'acquéreur accepte, et ce pour une durée de dix ans à compter des présentes, de ne pas modifier l'affectation des surfaces destinées au stationnement, sans l'accord de la ville de Strasbourg.

En cas de cession à un tiers conformément aux prescriptions ci-après établies, l'acquéreur devra imposer à son propre sous-acquéreur l'obligation de respecter le présent engagement. Une copie authentique des contrats de vente respectifs devra être remise au vendeur des présentes, aux frais du nouvel acquéreur.

- Une clause interdisant la revente sans l'accord de la Ville :

L'acquéreur s'interdit de revendre le bien dans un délai de dix ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg.

- Une clause d'intéressement :

En cas de mutation de l'immeuble dans les dix années, à compter de la signature de l'acte de vente, pour le tout ou pour partie, pour un prix ou une valeur hors droit et frais de mutation supérieur au prix stipulé dans la délibération de cession augmenté des frais et droits afférents à l'acte de vente, et majoré des frais d'embellissement du bien, justifiés par des factures, l'acquéreur versera à la ville de Strasbourg un intéressement correspondant à 50 % de la plus-value réalisée, étant précisé que cette plus-value sera égale à la différence positive entre la valeur de la mutation et la valeur d'acquisition ainsi déterminée, après déduction de l'impôt sur la plus-value afférente à la mutation. Dans l'hypothèse d'un apport en société ou d'un échange de l'immeuble, il sera pris en compte pour la valeur de la mutation, la valeur déclarée. En revanche, en cas de mutation dans les mêmes conditions, il ne pourra être imposée à la collectivité venderesse une demande de participation quelle qu'elle soit en cas de moins-value.

Le calendrier de la cession est le suivant :

- Le cas échéant, la conclusion d'une promesse de vente dans les trois mois suivant la délibération avec paiement d'une indemnité d'immobilisation de 10 % de la valeur de l'offre, soit 1 550 000 €,

- Conclusion de l'acte de vente aux conditions du cahier des charges et règlement de la consultation, au plus tard dans les six mois suivant la délibération du 25 juin 2018. Passée cette date, la Ville se considérera déliée de tout engagement.

IV. Avenant à la convention de gestion du 14 janvier 2016

Comme indiqué ci-dessus, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont conclu le 14 janvier 2016 une convention relative au transfert de la gestion desdits parkings des Halles à la Ville.

Suite à la vente des lots de copropriété de la Ville, il est proposé, par voie de conséquence de la présente cession, d'approuver la modification du périmètre de la convention de transfert de gestion signée le 14 janvier 2016 entre l'Eurométropole et la Ville, par retrait des lots de copropriété des parkings P1/P2.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu la délibération du Conseil municipal du 21 novembre 2016 approuvant le lancement d'une consultation en vue de la mise en vente des lots de copropriété, propriété de la ville de Strasbourg, des parkings P1 et P2,
Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 25 novembre 2016, émettant un accord de principe à la désaffectation du service public du stationnement des lots de parkings P1 et P2, en vue de leur cession par la Ville de Strasbourg,
Vu le projet d'avenant à la convention de transfert de gestion relative aux parkings des Halles du 14 janvier 2016 entre l'Eurométropole et la Ville
vu l'avis de la Commission patrimoine de la Ville du 10 avril 2018,
vu l'avis de France Domaine du 27 mars 2017 et la lettre valant avis du 12 avril 2018,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré
approve

1/ la vente par la Ville des lots de copropriété, dont elle est propriétaire, dans la copropriété du sous-sol de la place des Halles,

sous condition suspensive, de la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en sa séance du 29 juin 2018 décidant de la désaffectation effective des lots et la sortie du service public du stationnement desdits lots dans les parkings P1/P2, avec effet à la date de cession des biens par la Ville.

S'agissant des lots cadastrés comme suit :

VILLE DE STRASBOURG

Sect.	*Numéro*		*Contenance*		
			ha	*a*	*ca*
73	*145/24*	*Place des Halles*		*21*	*36*
73	*146/24*	*Place des Halles*		*15*	*15*
73	*147/24*	*Rue du Marais Vert*		*29*	*68*

73	*148/24*	*20 Place des Halles*		*38*	*58*
73	*149/24*	*3 quai Kléber*		*21*	*60*
73	*150/24*	*Rue du Marais Vert*		*34*	*7*
73	*151/24*	*Rue du Marais Vert*		*14*	*32*
73	*152/24*	*24 Place des Halles*		*19*	*57*
73	*153/24*	*Quai Kléber*		*24*	*9*
73	*155/24*	*Rue du Marais Vert*		*25*	*62*
73	*156/24*	*Quai Kléber*		*1*	*88*
73	*157/20*	*Rue d'Ingwiller*		*10*	*44*
73	*159/25*	*24 Place des Halles*			*95*
73	*180/24*	*Place des Halles*		*32*	*30*
73	*181/24*	*Place des Halles*		*37*	*74*

S'agissant de l'ensemble des lots de copropriété, visés en annexe à la présente délibération, pour un total de 47 823 / 100 000, ainsi que les tantièmes de parties communes y afférents.

Au profit de la SAS composée par PARCUS et la SERS, ou toute autre société créée ou à créer par les membres du groupement, ou directement par l'une des sociétés membres du groupement

2/ l'inscription dans l'acte de vente à intervenir des clauses suivantes :

- *Une clause liant l'affectation de l'immeuble*

Le vendeur stipule, ce que l'acquéreur accepte, et ce pour une durée de dix ans à compter des présentes, de ne pas modifier l'affectation des surfaces destinées au stationnement, sans l'accord de la ville de Strasbourg.

En cas de cession à un tiers conformément aux prescriptions ci-après établies, l'acquéreur devra imposer à son propre sous-acquéreur l'obligation de respecter le présent engagement. Une copie authentique des contrats de vente respectifs devra être remise au vendeur des présentes, aux frais du nouvel acquéreur.

- *Une clause interdisant la revente sans l'accord de la Ville :*

L'acquéreur s'interdit de revendre le bien dans un délai de dix ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg.

- *Une clause d'intéressement :*

En cas de mutation de l'immeuble dans les dix années, à compter de la signature de l'acte de vente, pour le tout ou pour partie, pour un prix ou une valeur hors droit et frais de mutation supérieur au prix stipulé dans la délibération de cession augmenté des frais et droits afférents à l'acte de vente, et majoré des frais d'embellissement du bien, justifiés par des factures, l'acquéreur versera à la ville de Strasbourg un intéressement correspondant à 50 % de la plus-value réalisée, étant précisé que cette plus-value sera égale à la différence positive entre la valeur de la mutation et la valeur d'acquisition ainsi déterminée, après déduction de l'impôt sur la plus-value afférente à la mutation. Dans l'hypothèse d'un apport en société ou d'un échange de l'immeuble, il sera pris en compte pour la valeur de la mutation, la valeur déclarée. En revanche, en cas

de mutation dans les mêmes conditions, il ne pourra être imposée à la collectivité venderesse une demande de participation quelle qu'elle soit en cas de moins-value.

3/ la conclusion, le cas échéant, d'une promesse de vente dans les trois mois suivant la délibération avec paiement d'une indemnité d'immobilisation de 10 % de la valeur de l'offre, soit 1 550 000 €,

4/ la conclusion de l'acte de vente définitif dans les six mois suivant la présente délibération, passée cette date la Ville se considérera comme déliée de tout engagement,

5/ *la modification du périmètre de la convention de transfert de gestion relative aux parkings des Halles, signée le 14 janvier 2016 entre l'Eurométropole et la Ville, par retrait des lots de copropriété dans les parkings P1/P2, au jour de la conclusion de l'acte de vente.*

décide

l'inscription budgétaire de la recette sur la ligne AD03 – fonction 510 – nature 775 –

CRBAD03B

autorise

Le Maire ou son représentant à signer :

- *l'acte de vente ou le cas échéant la promesse de vente et à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération,*

- *l'avenant à la convention de transfert de gestion des parkings des Halles signée le 14 janvier 2016 entre l'Eurométropole et la Ville.*

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Annexe 1 :

Droits de superficies et lots de copropriété objets de la vente

Cet ensemble immobilier complexe est divisé, selon l'esquisse n° 1197, en QUARANTE DEUX (42) lots de volumes, dénommés par les chiffres : 1 à 42.

Les lots de volumes 1, 2, 10, 14, 17, 20, 26, 32, 33, 35, 36, 37, 38, 39 et 40 ont été attribués aux droits de superficie afférents au sous-sol du CENTRE HALLES formant la COPROPRIETE DU SOUS-SOL DU CENTRE COMMERCIAL PLACE DES HALLES dont dépendent les biens objets de la future consultation.

DESIGNATION DE LA COPROPRIETE

Sur la commune de Strasbourg, dans l'ensemble immobilier soumis au statut de la copropriété, dénommé COPROPRIETE DU SOUS-SOL DU CENTRE COMMERCIAL PLACE DES HALLES, ayant pour assiette juridique et foncière les volumes 1, 2, 10, 14, 17, 20, 26, 32, 33, 35, 36, 37, 38, 39 et 40 de l'ensemble immobilier complexe CENTRE-HALLES, savoir :

VILLE DE STRASBOURG

I. Droit de superficie distrait de la parcelle cadastrée :

Section 73 N° 156/24 – Quai Kléber – avec un 1,88 a, sol :

- LOT N° 1

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume dont la surface à la base est de 188 m2 environ, ayant pour la plus grande longueur 15,32 m et pour la plus grande largeur 13,20 m compris entre le niveau + 135,70 NGF (niveau de dessous du radier du deuxième sous-sol) et le niveau correspondant au-dessus brut de la dalle dont le niveau fini est à + 142,10 NGF respectivement 141,60 NGF ou les niveaux – 5 m et + 1,40 m respectivement 0,90 m indiqués sur le plan N° 1 annexé à l'esquisse n° 1197.

Et le droit d'utiliser ce volume pour y réaliser toutes constructions, notamment des parkings.

II. Droit de superficie distrait de la parcelle cadastrée :

Section 73 N° 151/24 – rue du Marais Vert – avec 14,32 ares, sol :

- LOT N° 2

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume dont la surface à la base est de 1.432 m2 environ ayant pour la plus grande longueur 63,16 m et pour la plus grande largeur 33,90 m compris entre le niveau + 135,70 NGF (niveau de dessous du radier du deuxième sous-sol) et le niveau correspondant au-dessus brut de la dalle dont le niveau fini est à +141,10 NGF respectivement 142,10 NGF ou les niveaux – 5 m et + 0,40 m respectivement 1,40 m indiqués sur les plans N° 1 et 7 annexés à l'esquisse n° 1197.

Et le droit d'utiliser ce volume pour y réaliser toutes constructions, notamment des parkings.

III. Droit de superficie distrait de la parcelle cadastrée :

Section 73 N° 148/24 – 20 Place des Halles – avec 38,58 ares, sol :

- LOT N° 10

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume dont la surface à la base est de 3.856,90 m2 environ ayant pour la plus grande longueur 78,52 m et pour la plus grande largeur 49,12 m compris entre les niveaux + 135,70 NGF (niveau de dessous du radier du deuxième sous-sol) et le niveau correspondant au-dessus brut de la dalle dont le niveau fini est à + 141,10 NGF ou les niveaux – 5,00 m et + 0,40 m indiqués sur les plans N° 1 à 8 annexés à l'esquisse n° 1197.

Et le droit d'utiliser ce volume pour y réaliser toutes constructions, notamment des parkings.

IV. Droit de superficie distrait de la parcelle cadastrée :

Section 73 N° 146/24 – place des Halles – avec 15,15 ares, sol :

- LOT N° 14

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume dont la surface à la base est de 1.455,76 m2 environ ayant pour la plus grande longueur 52,14 m et pour la plus grande largeur 29,05 m compris entre le niveau + 135,70 NGF (niveau de dessous du radier du deuxième sous-sol) et le niveau correspondant au-dessus brut de la dalle dont le niveau fini est à + 141,10 NGF ou les niveaux – 5,00 m et + 0,40 m indiqués sur les plans N° 1 et 8 annexés à l'esquisse n° 1197.

Et le droit d'utiliser ce volume pour y réaliser toutes constructions, notamment des parkings.

V. Droit de superficie distrait de la parcelle cadastrée :

Section 73 N° 145/24 – place des Halles – avec 21,36 ares, sol :

- LOT N° 17

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume dont la surface à la base est de 1.989,09 m2 environ ayant pour la plus grande longueur 55,23 m et pour la plus grande largeur 36,02 m compris entre le niveau + 135,70 NGF (niveau de dessous du radier du deuxième sous-sol) et le niveau correspondant au-dessus brut de la dalle dont le niveau fini est à + 141,10 NGF ou les niveaux – 5,00 m et + 0,40 m indiqués sur les plans N° 1 et 8 annexés à l'esquisse n° 1197.

Et le droit d'utiliser ce volume pour y réaliser toutes constructions, notamment des parkings.

VI. Droit de superficie distrait de la parcelle cadastrée :

Section 73 N° 153/24 – quai Kléber – avec 24,09 ares, sol :

- LOT N° 20

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume dont la surface à la base est de 2.400,30 m2 environ ayant pour la plus grande longueur 63,00 m et pour la plus grande largeur 38,10 m compris entre le niveau + 135,70 m (niveau de dessous du radier du deuxième sous-sol) et le niveau correspondant au-dessus brut de la dalle dont le niveau fini est à + 141,10 NGF ou le niveau – 5,00 m d'une part et le niveau + 0,40 m d'autre part indiqués sur les plans N° 1 et 7 annexés à l'esquisse n° 1197.

Et le droit d'utiliser ce volume pour y réaliser toutes constructions.

VII. Droit de superficie distrait de la parcelle cadastrée :

Section 73 N° 152/24 – 24 Place des Halles – avec 19,57 ares, sol :

- LOT N° 26

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume dont la surface à la base est de 1.956,56 m2 environ ayant pour la plus grande longueur 103,04 m et pour la plus grande largeur 28,00 m compris entre le niveau + 135,70 NGF (niveau de dessous du radier du deuxième sous-sol) et le niveau correspondant au-dessus brut de la dalle dont le niveau fini est à + 141,10 NGF ou les niveaux – 5,00 m et + 0,40 m indiqués sur les plans N° 1 et 8 annexés à l'esquisse n° 1197.

Et le droit d'utiliser ce volume pour y réaliser toutes constructions, notamment des parkings.

VIII. Droit de superficie distrait de la parcelle cadastrée :

Section 73 N° 149/24 – 3 quai Kléber – avec 21,60 ares, sol :

- LOT N° 32

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume dont la surface à la base est de 2.160 m2 environ ayant pour la plus grande longueur 102,40 m et pour la plus grande largeur 27,36 m compris entre le niveau + 135,70 NGF (niveau de dessous du radier du deuxième sous-sol) et le niveau correspondant au-dessus brut de la dalle dont le niveau fini est à + 141,10 NGF ou les niveaux – 5,00 m et + 0,40 m indiqués sur les plans N° 1 et 7 annexés à l'esquisse n° 1197.

Et le droit d'utiliser ce volume pour y réaliser toutes constructions, notamment des parkings.

IX. Droit de superficie distrait de la parcelle cadastrée :

Section 73 N° 147/24 – rue du Marais Vert – avec 29,68 ares, sol :

- LOT N° 33

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume dont la surface à la base est de 2.968 m2 environ ayant pour la plus grande longueur 84,28 m et pour la plus grande largeur 39,84 m compris entre le niveau + 135,70 NGF (niveau du dessous du radier du deuxième sous-sol) et le niveau correspondant au-dessus brut de la dalle dont le niveau fini est à + 141,10 NGF ou les niveaux – 5,00 m et + 0,40 m indiqués sur les plans N° 1 et 8 annexés à l'esquisse n° 1197.

Et le droit d'utiliser ce volume pour y réaliser toutes constructions, notamment des parkings.

X. Droit de superficie distrait de la parcelle cadastrée :

Section 73 N° 180/24 – place des Halles – avec 32,30 ares, sol et Section 73 N° 181/24 – place des Halles – avec 37,74 ares, sol (anciennement parcelle section 73 n° 154/24) :

- LOT N° 35

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume dont la surface à la base est de 7.004 m2 environ ayant pour la plus grande longueur 148,20 m et pour la plus grande largeur 62,50 m compris entre le niveau + 135,70 NGF (niveau de dessous du radier du deuxième sous-sol) et le niveau correspondant au-dessus brut de la dalle dont le niveau fini est à + 141,10 NGF ou entre les niveaux – 5,00 m et + 0,40 m indiqués sur les plans N° 1, 7 et 8 annexés à l'esquisse n° 1197.

Et le droit d'utiliser ce volume pour y réaliser toutes constructions, notamment des parkings.

XI. Droit de superficie distrait de la parcelle cadastrée :

Section 73 N° 157/20 – rue d'Ingwiller – avec 10,44 ares, sol :

- LOT N° 36

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume dont la surface à la base est de 975 m2 environ ayant pour la plus grande longueur 53,00 m et pour la plus grande largeur 17,35 m compris

entre le niveau + 135,70 NGF (niveau de dessous du radier du deuxième sous-sol) et le niveau correspondant au-dessus brut de la dalle dont le niveau fini est à + 141,10 NGF ou entre les niveaux – 5,00 m et + 0,40 m indiqués sur les plans N° 1 et 7 annexés à l'esquisse n° 1197.

Et le droit d'utiliser ce volume pour y réaliser toutes constructions, notamment des parkings.

XII. Droit de superficie distrait de la parcelle cadastrée :

Section 73 N° 150/24 – rue du Marais Vert et Quai Kléber – avec 34,07 ares, sol :

- LOT N° 37

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume dont la surface à la base est de 3.405,65 m2 environ, ayant pour la plus grande longueur 111,68 m et pour la plus grande largeur 74,40 m compris entre le niveau + 135,70 NGF (niveau de dessous du radier du deuxième sous-sol) et le niveau correspondant au-dessus brut de la dalle dont le niveau fini est à + 141,10 NGF ou entre les niveaux – 5,00 m et + 0,40 m indiqués sur les plans N° 1, 7 et 8 annexés à l'esquisse n° 1197.

Et le droit d'utiliser ce volume pour y réaliser toutes constructions, notamment des parkings.

XIII. Droit de superficie distrait de la parcelle cadastrée :

Section 73 N° 155/24 – rue du Marais Vert– avec 25,62 ares, sol :

- LOT N° 38

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume dont la surface à la base est de 2.562 m2 environ ayant pour la plus grande longueur 63,16 m et pour la plus grande largeur 43,87 m compris entre le niveau + 135,70 NGF (niveau de dessous du radier du deuxième sous-sol) et le niveau correspondant au-dessus brut de la dalle dont le niveau fini est à + 141,10 NGF respectivement + 141,60 NGF et + 141,27 NGF ou entre les niveaux – 5,00 m et + 0,40 m respectivement + 0,90 m et + 0,57 m indiqués sur les plans N° 1 et 7 annexés à l'esquisse n° 1197.

Et le droit d'utiliser ce volume pour y réaliser toutes constructions, notamment des parkings.

XIV. Droit de superficie distrait de la parcelle cadastrée :

Section 73 N° 146/24 – place des Halles – avec 15,15 ares, sol :

- LOT N° 39

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume dont la surface à la base est de 59,24 m2 environ ayant pour la plus grande longueur 22,27 m et pour la plus grande largeur 2,66 m compris entre le niveau + 135,70 NGF (niveau de dessous du radier du deuxième sous-sol) et le niveau correspondant au-dessus brut de la dalle dont le niveau fini est à + 141,10 NGF ou les niveaux – 5 m et + 0,40 m indiqués sur le plan N° 1 annexé à l'esquisse d'étage N° 1.197.

Et le droit d'utiliser ce volume pour y réaliser toutes constructions.

XV. Droit de superficie distrait de la parcelle cadastrée :

Section 73 N° 145/24 – place des Halles – avec 21,36 ares, sol :

- LOT N° 40

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume dont la surface à la base est de 146,91 m2 environ ayant pour la plus grande longueur 55,23 m et pour la plus grande largeur 2,66 m compris entre le niveau + 135,70 NGF (niveau de dessous du radier du deuxième sous-sol) et le niveau

correspondant au-dessus brut de la dalle dont le niveau fini est à + 141,10 NGF ou les niveaux – 5 m et + 0,40 m indiqués sur les plans N° 1 et 8 annexés à l'esquisse n° 1197.

Et le droit d'utiliser ce volume pour y réaliser toutes constructions.

S'agissant des lots de copropriété suivants :

Lots	*Tantièmes*	*Lots*	*Tantièmes*	*Lots*	*Tantièmes*
1001	*62*	*2573*	*40*	*2787*	*41*
1007	*38*	*2574*	*40*	*2788*	*41*
1008	*53*	*2575*	*40*	*2789*	*41*
1009	*31*	*2576*	*40*	*2790*	*41*
1010	*40*	*2577*	*40*	*2791*	*41*
1014	*40*	*2578*	*40*	*2792*	*41*
1016	*27*	*2579*	*40*	*2793*	*41*
1017	*27*	*2580*	*40*	*2794*	*40*
1059	*79*	*2581*	*40*	*2795*	*40*
1060	*31*	*2582*	*40*	*2796*	*40*
1102	*226*	*2583*	*40*	*2797*	*40*
1104	*304*	*2584*	*40*	*2798*	*40*
1113	*60*	*2585*	*40*	*2799*	*40*
1114	*36*	*2586*	*40*	*2800*	*40*
1201	*66*	*2587*	*40*	*2801*	*40*
1202	*137*	*2588*	*40*	*2802*	*40*
1203	*57*	*2589*	*40*	*2803*	*40*
1206	*405*	*2590*	*40*	*2804*	*40*
1208	*359*	*2591*	*40*	*2805*	*40*
1209	*40*	*2592*	*40*	*2806*	*40*
1210	*11170*	*2593*	*40*	*2807*	*40*
1213	*27*	*2594*	*40*	*2808*	*40*
1214	*40*	*2595*	*40*	*2809*	*40*
1216	*27*	*2596*	*40*	*2810*	*40*

1217	*109*	*2597*	*40*	*2811*	*40*
1219	*193*	*2598*	*40*	*2812*	*40*
1221	*89*	*2599*	*40*	*2813*	*40*
1239	*80*	*2600*	*40*	*2814*	*40*
1252	*327*	*2601*	*40*	*2815*	*40*
1257	*185*	*2602*	*40*	*2816*	*40*
1258	*178*	*2603*	*40*	*2817*	*40*
1263	*1066*	*2604*	*40*	*2818*	*40*
1264	*25*	*2605*	*40*	*2819*	*40*
1266	*331*	*2606*	*40*	*2820*	*40*
2108	*39*	*2607*	*40*	*2821*	*40*
2401	*28*	*2608*	*40*	*2822*	*40*
2402	*29*	*2609*	*40*	*2823*	*40*
2403	*29*	*2610*	*40*	*2824*	*40*
2404	*29*	*2611*	*40*	*2825*	*40*
2405	*29*	*2612*	*40*	*2826*	*40*
2406	*29*	*2613*	*40*	*2827*	*40*
2407	*29*	*2614*	*40*	*2828*	*40*
2408	*29*	*2615*	*40*	*2829*	*40*
2409	*29*	*2616*	*40*	*2830*	*40*
2410	*29*	*2617*	*40*	*2831*	*40*
2411	*29*	*2618*	*40*	*2832*	*40*
2412	*29*	*2619*	*40*	*2833*	*40*
2413	*29*	*2620*	*40*	*2834*	*40*
2414	*29*	*2621*	*40*	*2835*	*40*
2415	*28*	*2622*	*40*	*2836*	*40*
2416	*28*	*2623*	*40*	*2837*	*40*
2417	*28*	*2624*	*40*	*2838*	*40*
2418	*28*	*2625*	*40*	*2839*	*40*
2419	*28*	*2626*	*40*	*2840*	*40*

2420	*28*	*2627*	*40*	*2841*	*40*
2421	*28*	*2628*	*40*	*2842*	*40*
2422	*28*	*2629*	*40*	*2843*	*40*
2423	*27*	*2630*	*40*	*2844*	*40*
2424	*27*	*2631*	*40*	*2845*	*40*
2425	*27*	*2632*	*40*	*2846*	*40*
2426	*27*	*2633*	*40*	*2847*	*40*
2427	*27*	*2634*	*40*	*2848*	*40*
2428	*40*	*2635*	*40*	*2849*	*40*
2429	*40*	*2636*	*40*	*2850*	*40*
2430	*40*	*2637*	*40*	*2851*	*40*
2431	*40*	*2638*	*40*	*2852*	*40*
2432	*40*	*2639*	*40*	*2853*	*40*
2433	*40*	*2640*	*40*	*2854*	*40*
2434	*40*	*2641*	*40*	*2855*	*40*
2435	*40*	*2642*	*40*	*2856*	*40*
2436	*40*	*2643*	*40*	*2857*	*40*
2437	*40*	*2644*	*40*	*2858*	*40*
2438	*40*	*2645*	*40*	*2859*	*40*
2439	*40*	*2646*	*40*	*2860*	*40*
2440	*40*	*2647*	*40*	*2861*	*40*
2441	*40*	*2648*	*40*	*2862*	*40*
2442	*40*	*2649*	*40*	*2863*	*40*
2443	*40*	*2650*	*40*	*2864*	*40*
2444	*40*	*2651*	*40*	*2865*	*40*
2445	*40*	*2652*	*40*	*2866*	*40*
2446	*40*	*2653*	*40*	*2867*	*40*
2447	*40*	*2654*	*40*	*2868*	*40*
2448	*40*	*2655*	*40*	*2869*	*40*
2449	*40*	*2656*	*40*	*2870*	*40*

2450	*40*	*2657*	*40*	*2871*	*40*
2451	*40*	*2658*	*40*	*2872*	*40*
2452	*40*	*2659*	*40*	*2873*	*40*
2453	*40*	*2660*	*40*	*2874*	*40*
2454	*40*	*2661*	*40*	*2875*	*40*
2455	*40*	*2662*	*40*	*2876*	*40*
2456	*40*	*2663*	*40*	*2877*	*40*
2457	*40*	*2664*	*40*	*2878*	*40*
2458	*40*	*2665*	*40*	*2879*	*40*
2459	*40*	*2666*	*40*	*2880*	*40*
2460	*40*	*2667*	*40*	*2881*	*40*
2461	*40*	*2668*	*40*	*2882*	*40*
2462	*40*	*2669*	*40*	*2883*	*40*
2463	*40*	*2670*	*40*	*2884*	*40*
2464	*40*	*2671*	*40*	*2885*	*40*
2465	*40*	*2672*	*40*	*2886*	*40*
2466	*40*	*2673*	*40*	*2887*	*40*
2467	*40*	*2674*	*40*	*2888*	*40*
2468	*40*	*2675*	*40*	*2889*	*40*
2469	*40*	*2676*	*40*	*2890*	*40*
2470	*40*	*2677*	*40*	*2891*	*40*
2471	*40*	*2678*	*40*	*2892*	*40*
2472	*40*	*2679*	*40*	*2893*	*40*
2473	*40*	*2680*	*40*	*2894*	*40*
2474	*40*	*2681*	*40*	*2895*	*40*
2475	*40*	*2682*	*41*	*2896*	*40*
2476	*40*	*2683*	*41*	*2897*	*40*
2477	*40*	*2684*	*41*	*2898*	*40*
2478	*40*	*2685*	*41*	*2899*	*40*
2479	*40*	*2686*	*41*	*2900*	*40*

2480	*40*	*2687*	*41*	*2901*	*40*
2481	*40*	*2688*	*41*	*2902*	*40*
2482	*40*	*2689*	*41*	*2903*	*40*
2483	*40*	*2690*	*41*	*2904*	*40*
2484	*40*	*2691*	*41*	*2905*	*40*
2485	*40*	*2692*	*41*	*2906*	*40*
2486	*40*	*2693*	*41*	*2907*	*40*
2487	*40*	*2694*	*41*	*2908*	*40*
2488	*40*	*2695*	*41*	*2909*	*40*
2489	*40*	*2696*	*41*	*2910*	*40*
2490	*40*	*2697*	*41*	*2911*	*40*
2491	*40*	*2698*	*41*	*2912*	*40*
2492	*40*	*2699*	*41*	*2913*	*40*
2493	*40*	*2700*	*41*	*2914*	*40*
2494	*40*	*2701*	*41*	*2915*	*40*
2495	*40*	*2702*	*41*	*2916*	*40*
2496	*40*	*2703*	*41*	*2917*	*40*
2497	*40*	*2704*	*41*	*2918*	*40*
2498	*40*	*2705*	*41*	*2919*	*40*
2499	*40*	*2706*	*41*	*2920*	*40*
2500	*40*	*2707*	*41*	*2921*	*40*
2501	*40*	*2708*	*27*	*2922*	*40*
2502	*40*	*2709*	*27*	*2923*	*40*
2503	*40*	*2710*	*27*	*2924*	*40*
2504	*40*	*2711*	*27*	*2925*	*40*
2505	*40*	*2712*	*27*	*2926*	*40*
2506	*40*	*2713*	*28*	*2927*	*40*
2507	*40*	*2714*	*28*	*2928*	*40*
2508	*40*	*2715*	*28*	*2929*	*40*
2509	*40*	*2716*	*28*	*2930*	*40*

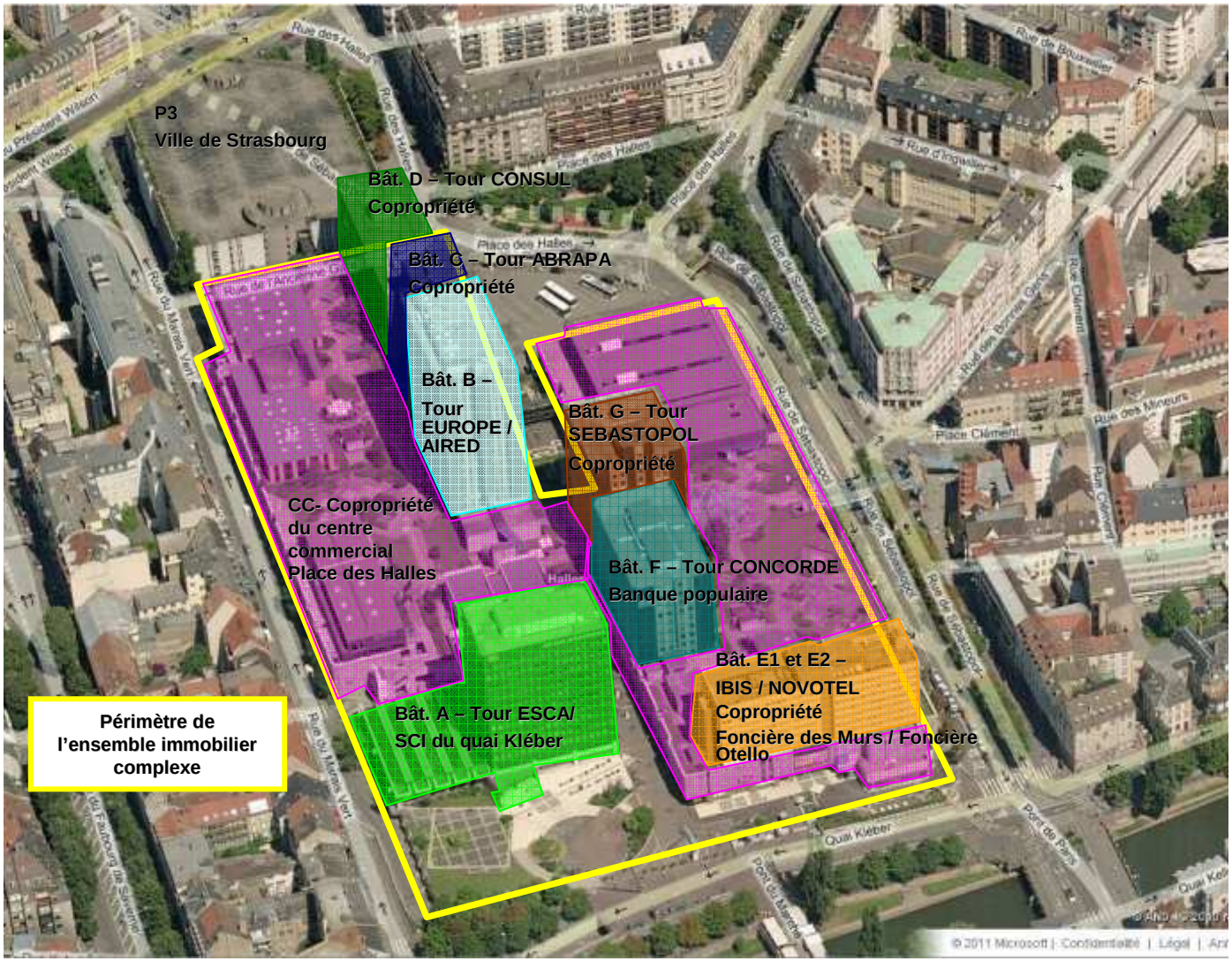
2510	*40*	*2717*	*28*	*2931*	*40*
2511	*40*	*2718*	*28*	*2932*	*40*
2512	*40*	*2719*	*28*	*2933*	*40*
2513	*40*	*2720*	*28*	*2934*	*40*
2514	*40*	*2721*	*28*	*2935*	*40*
2515	*40*	*2722*	*29*	*2936*	*40*
2516	*40*	*2723*	*28*	*2937*	*40*
2517	*40*	*2724*	*28*	*2938*	*40*
2518	*40*	*2725*	*28*	*2939*	*40*
2519	*40*	*2726*	*28*	*2940*	*40*
2520	*40*	*2727*	*28*	*2941*	*40*
2521	*40*	*2728*	*27*	*2942*	*40*
2522	*40*	*2729*	*27*	*2943*	*40*
2523	*40*	*2730*	*27*	*2944*	*40*
2524	*40*	*2731*	*27*	*2945*	*40*
2525	*40*	*2732*	*27*	*2946*	*40*
2526	*40*	*2733*	*27*	*2947*	*40*
2527	*40*	*2734*	*27*	*2948*	*40*
2528	*40*	*2735*	*27*	*2949*	*40*
2529	*40*	*2736*	*27*	*2950*	*40*
2530	*40*	*2737*	*41*	*2951*	*40*
2531	*40*	*2738*	*41*	*2952*	*40*
2532	*40*	*2739*	*41*	*2953*	*40*
2533	*40*	*2740*	*41*	*2954*	*40*
2534	*40*	*2741*	*41*	*2955*	*40*
2535	*40*	*2742*	*41*	*2956*	*40*
2536	*40*	*2743*	*41*	*2957*	*29*
2537	*40*	*2744*	*41*	*2958*	*30*
2538	*40*	*2745*	*41*	*2959*	*30*
2539	*40*	*2746*	*41*	*2960*	*30*

2540	*40*	*2747*	*41*	*2961*	*30*
2541	*40*	*2748*	*41*	*2962*	*30*
2542	*40*	*2749*	*41*	*2963*	*48*
2543	*40*	*2750*	*41*	*2964*	*48*
2544	*40*	*2751*	*41*	*2965*	*48*
2545	*40*	*2752*	*41*	*2966*	*48*
2546	*40*	*2753*	*41*	*2967*	*48*
2547	*40*	*2754*	*41*	*2968*	*48*
2548	*40*	*2755*	*41*	*2969*	*48*
2549	*40*	*2756*	*41*	*2970*	*48*
2550	*40*	*2757*	*41*	*2971*	*48*
2551	*40*	*2758*	*41*	*2972*	*48*
2552	*40*	*2759*	*41*	*2973*	*47*
2553	*40*	*2760*	*41*	*2974*	*47*
2554	*40*	*2761*	*41*	*2975*	*47*
2555	*40*	*2762*	*41*	*2976*	*47*
2556	*40*	*2763*	*41*	*2977*	*47*
2557	*40*	*2764*	*41*	*2978*	*47*
2558	*40*	*2765*	*41*	*2979*	*47*
2559	*40*	*2766*	*41*	*2980*	*47*
2560	*40*	*2767*	*41*	*2981*	*47*
2561	*40*	*2768*	*41*	*2982*	*47*
2562	*40*	*2769*	*41*	*2983*	*28*
2563	*40*	*2770*	*41*	*2984*	*28*
2564	*40*	*2771*	*41*	*2985*	*28*
2565	*40*	*2772*	*41*	*2986*	*28*
2566	*40*	*2773*	*41*	*2987*	*28*
2567	*40*	*2774*	*41*	*2988*	*28*
2568	*40*	*2775*	*41*	*2989*	*27*
2569	*40*	*2776*	*41*	*2990*	*27*

2570	*40*	*2777*	*41*	*2991*	*27*
2571	*40*	*2778*	*41*	*2992*	*27*
2572	*40*	*2779*	*41*	*2993*	*27*
2573	*40*	*2780*	*41*	*2994*	*27*
2574	*40*	*2781*	*41*	*2995*	*39*
2575	*40*	*2782*	*41*	*3102*	*1*
2576	*40*	*2783*	*41*	*3104*	*8674*
2577	*40*	*2784*	*41*		
2578	*40*	*2785*	*41*		
2579	*40*	*2786*	*41*		



Edité le 05/10/2016 · Echelle 1/6000 · 120 m · Fonds de plan © SIG-CUS · Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE



Ensemble immobilier complexe de la place des Halles

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(septembre 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Gestion publique

Service : Division France Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

courriel : drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
Téléphone : 03 8810 35 18
Courriel : .nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2017-237

Le 27/03/2017

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg
1 Parc de l'Etoile
67076 Strasbourg Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : LOTS DE COPROPRIÉTÉ AU SEIN DES PARKINGS P1/P2 DES HALLES

ADRESSE DU BIEN : PLACE DES HALLES STRASBOURG

VALEUR VÉNALE : 16 240 000 € HT

1 – SERVICE CONSULTANT
Eurométropole de Strasbourg – 1 Parc de l'Etoile – 67076 Strasbourg Cedex

Affaire suivie par : M. Julien ETIENNE (julien.etienne@strasbourg.eu)

2 – **Date de consultation** : 27/02/2017
Date de réception : 01/03/2017
Date de visite : 17/03/2017
Date de constitution du dossier « en état » : 20/03/2017

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Le consultant souhaite connaître la valeur vénale des lots de copropriété des parkings en sous-sol du centre commercial des Halles à Strasbourg dans le cadre d'une éventuelle cession en bloc.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Référence cadastrale :

Section	Parcelles	Lots	Surface/ares	Zonage POS
73}	145/24	17-40	21,36	}UD1 SMS2
	146/24	14-39	15,15	
	147/24	33	29,68	
	148/24	10	38,58	
	149/24	32	21,60	
	150/24	37	34,07	
	151/24	2	14,32	
	152/24	26	19,57	
	153/24	20	24,09	
	155/24	38	25,62	
	156/24	1	1,88	
	157/20	36	10,44	
	159/25		0,95	
	180/24	35	32,30	
	181/24		37,74	
	TOTAL		327,35	

Description du bien :
La propriété de la Ville de Strasbourg correspond à des droits de superficie perpétuels dans les sous-sols du centre commercial, répartis en 632 lots. Il s'agit des parkings P1 Marais Vert et P2 Sébastopol.

Le parking P1 Marais Vert, mis en exploitation en 1974 comprend 820 places dont 620 places sont propriétés de la Ville de Strasbourg.
Ces emplacements de stationnement sont répartis sur deux niveaux : 396 places au premier sous-sol dont 17 places réservées aux personnes à mobilité réduite (PMR), 224 places au second sous-sol.
Il est équipé de 2 bornes d'entrées et 3 bornes de sorties, 7 lecteurs piétons, 6 barrières, d'un matériel de péage avec trois caisses automatiques, d'un système interphonie et vidéo protection d'un local d'exploitation.
Le parking P1 Marais Vert est ouvert du lundi au samedi.

Le parking P2 Sébastopol a été mis en service en 1979. Il se compose de 560 places de voitures dont 540 appartiennent à la Ville de Strasbourg. Ces stationnements sont répartis sur deux niveaux souterrains : 255 places au premier sous-sol dont 12 places PMR et 285 stationnements au deuxième sous-sol.
L'aménagement comprend 2 bornes d'entrées, 3 bornes de sorties, 3 lecteurs piétons, 5 barrières, un matériel de péage de 6 caisses automatiques, un système d'interphonie et vidéo protection, un local d'exploitation.
Le parking P2 Sébastopol est ouvert 24h/24.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Nom du propriétaire : Copropriété
Situation d'occupation :
La convention d'exploitation des ouvrages et installations des parkings est été consentie à PARCUS en date du 31/12/1980.

6 – Urbanisme et réseaux

La parcelle est située en zone UD1 SMS2 du PLUI de l'Eurométropole dont la dernière modification a été approuvée le 16/12/2016 et devenue opposable le 23/01/2017.

La zone UD correspond à des secteurs urbains dont l'objectif est de permettre la rénovation, le renouvellement et le développement de projets urbains.
Elle recouvre deux types de quartiers bien distincts :

- **Les secteurs de grands ensembles des années 1950 à 1970** (faisant, ou non, l'objet de programmes de rénovation urbaine). Rassemblant des ensembles de tours ou de barres d'habitation, le tissu bâti est standardisé et le plus souvent déconnecté des espaces publics de ces quartiers. Implantés sur des parcelles de grande taille, les immeubles ne présentent en général aucune mitoyenneté ni alignement. Contrairement au sentiment qui s'en dégage, ces quartiers sont peu denses avec une emprise au sol faible.
- **Les secteurs de développement urbain récents ou en projet** de certains quartiers de Strasbourg ou des communes de première couronne. Ils sont pour la plupart inscrits dans une démarche d'urbanisme durable qui veille notamment à la réduction des consommations énergétiques (bâtiments BBC, maisons passives, ...). Ces nouveaux quartiers se caractérisent par le soin apporté aux espaces publics, la mixité des fonctions urbaines et sociales, et leur innovation architecturale.

Les règles d'urbanisme de la zone UD sont relativement souples, que ce soit pour l'implantation du bâti ou l'emprise au sol, permettant plus qu'ailleurs l'innovation urbaine.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale du bien est estimée à 16 240 000 € HT.

– Les surfaces ou superficies prises en compte pour l'évaluation sont celles qui ont été communiquées par le consultant.

– Compte tenu des caractéristiques propres au bien, il est possible d'appliquer une marge d'appréciation de 10 % à la valeur vénale retenue.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification prévu par la loi N° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin,
par délégation,

Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Gestion Publique

COMMENT SE DÉROULE L'ÉVALUATION ?

Une fois votre dossier réceptionné, le Domaine rend son avis dans un délai d'un mois. Ce délai peut cependant être aménagé en cas de projet important ou complexe. Il ne court qu'à compter de la réception par le Domaine d'un dossier complet.

Les évaluateurs du Domaine procèdent à l'évaluation en utilisant la méthode adaptée à votre projet (par comparaison, par le revenu, par le compte à rebours...) et des outils spécifiques (données internes et externes) en s'appuyant sur les mêmes références de transactions que les experts immobiliers privés. Pour plus d'informations sur les méthodes et outils d'évaluation, consultez la Charte !

Quand la valeur vénale ou locative du bien est établie, vous recevez un « Avis du Domaine » comportant la désignation et la valeur du bien, la méthode utilisée... Pour les dossiers plus complexes, un rapport d'évaluation vous est également transmis. *Attention, la valeur vénale d'un bien est probable et non certaine, à la différence du prix qui valide un accord entre deux parties.*

Vous n'êtes pas tenu de suivre l'avis du Domaine ! En revanche, vous devrez obligatoirement viser cet avis dans la délibération autorisant la transaction envisagée.

QUELS SONT LES ENGAGEMENTS DU DOMAINE ?

Une évaluation indépendante et objective :

les évaluateurs du Domaine sont soumis aux règles déontologiques des fonctionnaires.

Une évaluation de qualité, claire et compréhensible

le Domaine vous garantit une prestation de qualité, centrée sur les enjeux de votre collectivité.

Une mission d'évaluation menée en toute confidentialité

Les conditions de saisine, les méthodes utilisées, les conséquences de l'évaluation sont détaillées dans la Charte de l'évaluation du Domaine.

Une réponse dans un délai d'un mois à compter de la réception du dossier complet, sauf complexité particulière du dossier.

Retrouvez la Charte de l'évaluation sur le portail
collectivites-locales.gouv.fr

© Direction générale des Finances publiques - Cab-Com - décembre 2016

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

COLLECTIVITÉS LOCALES

La Charte de l'évaluation en bref

4 QUESTIONS POUR COMPRENDRE L'ÉVALUATION DE VOS PROJETS IMMOBILIERS PAR LE DOMAINE

403

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

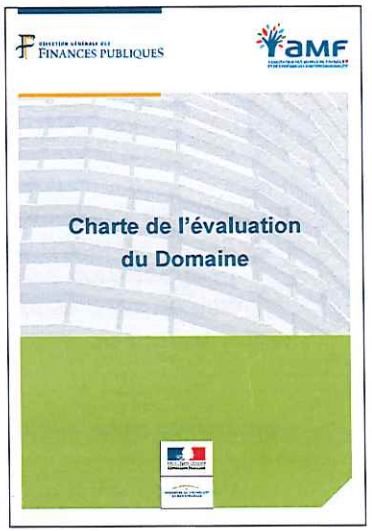
Projet d'acquisition (amiable, droit de préemption, expropriation) ou de prise à bail immobilière, opération de cession...

La gestion du patrimoine immobilier de votre collectivité est un enjeu essentiel.

Le Domaine est votre interlocuteur privilégié lors de vos opérations immobilières.

Mais connaissez-vous bien les différents aspects de l'évaluation domaniale ?

La Charte de l'évaluation du Domaine, consultable sur le portail ***collectivites-locales.gouv.fr***, répond à vos interrogations et constitue le nouveau cadre partenarial dans lequel s'inscrivent les consultations des collectivités.



Découvrez-la en 4 questions !

POURQUOI SAISIR LE DOMAINE ?

Dans certains cas, la collectivité est tenue de consulter le Domaine pour connaître la valeur d'un immeuble qu'elle envisage d'acquérir, de prendre à bail ou de céder.

La consultation du Domaine répond aux objectifs d'une plus grande transparence de l'action publique en matière immobilière et d'un meilleur contrôle de la dépense publique.

Les cas de saisine obligatoire du Domaine sont précisés dans la **Charte de l'évaluation du Domaine**.

Attention, les seuils de consultation obligatoire relatifs aux acquisitions hors expropriation et aux prises à bail viennent d'être actualisés, afin de prendre en compte l'évolution du marché immobilier.

En-dehors des cas de saisine obligatoire, le Domaine ne fournit plus d'évaluation à titre officieux, sauf dans certaines situations dérogatoires strictement limitées (cf. notice du dossier de saisine du Domaine).

Dans les autres situations, vous pouvez - si vous le souhaitez - recourir au service « Demande de valeurs foncières », via le portail *collectivites-locales.gouv.fr*, qui permet d'obtenir des termes de comparaison pour l'estimation de la valeur des biens.

Nouveaux seuils de consultation obligatoire du Domaine applicables au 1er janvier 2017

Acquisition amiable, par adjudication ou par exercice du droit de préemption (immeubles, fonds de commerce, servitudes, droits sociaux)	**À partir de 180 000€** (hors droits et taxes)
Acquisition par voie d'expropriation ou réalisée en zone d'aménagement différée, ou par exercice du droit de préemption urbain renforcé	**Aucun seuil** (consultation dès le 1er euro)
Prise à bail (uniquement) : baux de tous types, renouvellement, avenant modifiant les conditions d'un bail initial, location-vente	**À partir de 24 000€ de loyer annuel** (charges comprises)
Cession d'immeubles par les communes > 2000 habitants, les départements, les régions, les EPCI et les syndicats mixtes	**Aucun seuil** (consultation dès le 1er euro ou cession gratuite)

404

COMMENT SAISIR LE DOMAINE ?

Le pôle d'évaluation du Domaine, au sein de la direction régionale ou départementale des Finances publiques, est votre interlocuteur.
Attention, l'organisation des services d'évaluation du Domaine évolue à compter du 1er septembre 2017.

Il convient de saisir le Domaine suffisamment en amont de l'opération, dès lors que votre projet est suffisamment défini et avancé pour permettre d'instruire utilement la demande.

Pour saisir le Domaine, vous pouvez demander un dossier de saisine normé à votre service du Domaine, ou bien le télécharger sur le site *collectivites-locales.gouv.fr*. Vous y décrirez le bien et le projet envisagé dans toutes ses composantes et joindrez obligatoirement les pièces nécessaires.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE, CHAMPAGNE-ARDENNE, LORRAINE ET DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Service : Division du Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

courriel :dgfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par :

Téléphone : 03 8810 35 18

Courriel : nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2018-339

Le 12/04//2018

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg

1 Parc de l'Etoile

67076 Strasbourg Cedex

LETTRE VALANT AVIS DOMANIAL

DÉSIGNATION DU BIEN : LOTS DE COPROPRIÉTÉ AU SEIN DES PARKINGS P1/P2 DES HALLES

ADRESSE DU BIEN : PLACE DES HALLES STRASBOURG

VALEUR VÉNALE : 16 240 000 € HT

Affaire suivie par : M. Julien ETIENNE (julien.etienne@strasbourg.eu)

Par courrier daté du 04/04/2018, vous m'avez sollicité pour l'actualisation de l'avis domanial N°2017-237 du 27/03/2017 dans le cadre de l'opération de cession de lots de copropriété des parkings en sous-sol du centre commercial des Halles à Strasbourg.

Vous précisez dans votre courriel que les conditions de l'opération tant matérielles que juridiques sont identiques à celles prises en compte dans l'avis précité. Le bien est resté en l'état.

Au vu de ces éléments, l'avis est prorogé de 12 mois, soit jusqu'au 12/04/2018.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,

Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Pilotage des missions
et Animation du Réseau

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

AVENANT N°1 A LA CONVENTION RELATIVE AU TRANSFERT DE LA GESTION DES PARCS PUBLICS DE STATIONNEMENT DES HALLES A LA VILLE DE STRASBOURG

ENTRE :

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président, **M. Robert HERRMANN**, dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil communautaire en date du 29 juin 2018,

ci-après dénommée l'Eurométropole d'une part,

ET :

La **Ville de Strasbourg,** représentée par son Maire **M. Roland RIES**, dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil municipal en date du 25 juin 2018,

ci-après dénommée la Ville d'autre part,

EXPOSE

Aux termes de la Loi pour la Modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles, l'Eurométropole de Strasbourg est compétente de plein droit en lieu et place des communes membres, en matière de parcs de stationnement, disposition déjà en vigueur pour la communauté urbaine et reprise à l'article L5217-2 du Code général des collectivités territoriales concernant les métropoles.

Toutefois, le Code général des collectivités territoriales, dans son article L5217-7, reprenant les anciennes dispositions de l'article 13 de la loi du 31 décembre 1966 relative aux communautés urbaines, puis de l'article L 5215-27 du code précité, permet à la métropole de confier à une de ses communes membres, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions, par voie de convention.

PROJET

La Ville a mené par l'intermédiaire de la Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (SERS) à compter de 1972, une vaste opération d'aménagement urbain dite « opération des Halles » sur le site de l'ancienne Synagogue et du marché couvert. Selon l'article 4 de la loi du 31 décembre 1966, la Communauté urbaine était compétente pour la réalisation des parcs de stationnement. Toutefois, afin de faciliter la réalisation de cette opération, la communauté urbaine avait ainsi confié à la ville de Strasbourg la construction des parcs en ouvrage par le biais d'une convention de gestion, signée le 6 février 1980 .

Les parcs P1, P2 et P3 ont été ainsi réalisés dans le cadre de cette opération et ont été acquis par la Ville de Strasbourg à la Sers : le parking P3 en pleine propriété et des places de stationnement dans les parkings P1 et P2 sous forme de lots de copropriété détenus dans la Copropriété du Sous-sol des Halles.

La ville de Strasbourg a par la suite confié à la société Parcus l'exploitation des trois parkings par un contrat de gérance.

Compte tenu de la forte implication de la Ville dans la création et la gestion de ces trois équipements depuis leur ouverture dans la fin des années 70, l'Eurométropole, dans une logique de continuité et de proximité, a souhaité continuer de confier à la Ville, la gestion des parkings des Halles.

Ainsi, dans le cadre de délibérations concordantes de ses deux conseils en décembre 2015, l'Eurométropole et la Ville ont approuvé conformément à l'article L.5217-7 du Code général des collectivités territoriales, une nouvelle convention de transfert de gestion, signée le 14 janvier 2016.

Sur ces bases, la Ville a engagé des réflexions sur l'usage des parkings et leur statut, ainsi que sur la nécessité d'un programme de rénovation et d'embellissement pour des parkings datant des années 70. Ces réflexions ont été menées en lien avec les études urbaines sur le projet global de requalification du quartier des Halles.

Il est ressorti des analyses de la Ville que les parkings P1/P2 sont principalement utilisés pour l'accès au Centre commercial et donc surtout utiles au fonctionnement du Centre commercial et ne sont, à l'inverse, pas nécessaires au service public du stationnement.

L'Eurométropole a ainsi estimé que le maintien des parkings P1 et P2 des Halles au sein du service public du stationnement n'est pas nécessaire à l'exercice de sa compétence en matière de parcs de stationnement et justifie une décision de désaffectation du service public, et par voie de conséquence, la libre disposition des biens par la Ville propriétaire.

Le conseil de l'Eurométropole du 25 novembre 2016 a, par conséquent, émis un accord de principe à la désaffectation du service public du stationnement des parkings P1 et P2.

De plus, la Ville a proposé de mettre en vente ses lots de copropriété dans les parkings P1/P2 dès lors qu'ils ne seront plus affectés au service public.

PROJET

A cet effet, le conseil municipal du 21 novembre 2016 a approuvé le lancement d'une consultation en vue de la mise en vente par la Ville, de ses lots de copropriété.

A l'issue de cette consultation, le conseil municipal a approuvé, dans sa séance du 25 juin 2018, la vente, par la Ville, des lots de copropriété dont elle est propriétaire dans la copropriété du sous-sol de la place des Halles.

En conséquence, l'Eurométropole, autorité organisatrice de la compétence stationnement, s'est prononcée, dans le cadre d'une délibération de son conseil du 29 juin 2018, définitivement et préalablement à la vente effective des lots, sur la sortie des parcs P1 et P2 du service public du stationnement, avec effet à la date de cession des biens.

La vente des lots de copropriété détenus par la Ville dans la copropriété du sous-sol des Halles, implique, par voie de conséquence, la modification du périmètre de la présente convention, par retrait desdits lots de copropriété des parkings P1/P2, avec effet au jour de la conclusion de l'acte de vente.

Par ailleurs, la propriété du parking P3 a été transférée dans le patrimoine de l'Eurométopole de Strasbourg, par application des délibérations cadre de la Ville et de l'Eurométropole des 19 février et 23 mars 2018, et ce afin de se conformer à l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales, disposant que les biens appartenant aux communes et utilisés par la métropole pour l'exercice de ses compétences sont gratuitement transférés dans le patrimoine de celle-ci.

PROJET

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

L'article 1 « Objet » de la convention est modifié comme suit :

« La présente convention, entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg, a pour objet d'organiser les modalités de gestion du parc public P3 Wilson des Halles, conformément aux dispositions de l'article L5217-7 du Code général des collectivités territoriales. »

ARTICLE 2 : DESIGNATION – CONSISTANCE DE L'OUVRAGE

L'article 2 « Désignation – consistance de l'ouvrage » est modifié comme suit :

« L'ouvrage du P3 est situé place des Halles à Strasbourg, il est détenu en pleine propriété par l'Eurométropole de Strasbourg. »

Le parking P3 comporte :

- 1 272 places réparties sur 5 niveaux :
  - Niveau -1 : pas de stationnement. Voie d'entrée depuis la pénétrante fermée depuis plusieurs années
  - Niveau 0 : 99 places , dont 11 places réservées aux personnes à mobilité réduite,
  - Niveau 1 : 187 places
  - Niveau 2 : 197 places : dont 6 places réservées aux personnes à mobilité réduite,
  - Niveau 3 : 197 places : dont 6 places réservées aux personnes à mobilité réduite,
  - Niveau 4 : 201 places
  - Niveau 5 : 198 places : dont 3 places réservées aux personnes à mobilité réduite,
  - Niveau 6 : 193 places (terrasse)
- 5 bornes d'entrée et 5 bornes de sortie, 3 lecteurs piéton, 10 barrières
- 4 ascenseurs
- un matériel de péage avec 7 caisses automatiques (5 CA tous moyens de paiements et 2 CA cb uniquement)

PROJET

- un local d'exploitation
- système interphonie et vidéo protection
- 3 passerelles (Niveau 1, 2 et 5)

ARTICLE 3 : DEFINITION DE LA CONVENTION

L'article 3 « Définition de la convention » est modifié comme suit :

« Par la présente, l'Eurométropole confie à la ville de Strasbourg, qui l'accepte, tous pouvoirs pour lui permettre l'exploitation optimale du parking des Halles susmentionné. La Ville pourra ainsi en déléguer la gestion dans le cadre des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur.

La Ville exercera ses missions en cohérence avec les politiques de mobilité de l'Eurométropole, autorité organisatrice de la mobilité sur son périmètre, le cas échéant, après consultation préalable de celle-ci (notamment sur les thématiques suivantes : amélioration ou développement des services offerts, tarification, programme de travaux de rénovation ou de modernisation, indicateurs de performance ou de qualité).

La ville de Strasbourg ou le délégataire retenu feront leur affaire exclusive de la gestion du parc public de telle sorte que l'Eurométropole ne puisse en aucun cas être recherchée pour quelque motif que ce soit du fait de la gestion de l'ouvrage. »

ARTICLE 4 : CONDITIONS PARTICULIERES

L'article 4 « Conditions particulières » est modifié comme suit :

« 4.1. Engagements de la ville de Strasbourg

La Ville prend en charge ou délègue à son exploitant, l'ensemble des travaux nécessaires (gros œuvre, entretien, réparation, rénovation, renouvellement des équipements, etc.).

La Ville prend en charge ou transfère à son exploitant, tous les impôts, taxes et droits divers susceptibles d'être dus au titre de l'ouvrage et rattachés à l'exploitation.

La Ville fera son affaire des résultats de l'exploitation du parking, y compris des redevances tirées de l'exploitation de l'ouvrage. Ainsi, la Ville ou son exploitant en percevra le bénéfice d'exploitation et s'engage à prendre en charge l'éventuel déficit d'exploitation, ainsi que l'ensemble des dépenses liés à la gestion et à l'exploitation du parking des Halles. »

Les autres stipulations de l'article 4 de la convention demeurent d'application et continuent de produire leur plein effet.

PROJET

ARTICLE 5 : RESILIATION

L'article 8 « Résiliation » est modifié comme suit :

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord ou par l'une ou l'autre des parties, pour tout motif d'intérêt général, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

En cas de résiliation, l'Eurométropole sera subrogée dans l'ensemble des droits et obligations de la Ville pour la poursuite de l'exploitation du parc de stationnement P3.

ARTICLE 6 : PRISE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prendra effet le jour de la conclusion de l'acte de vente des lots de copropriété détenus par la Ville dans la copropriété du sous-sol des Halles.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg,
Le Président, Robert HERRMANN

Pour la ville de Strasbourg,
Le Maire, Roland RIES

PROJET

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°39

Vente des lots de copropriété des parkings P1 et P2 de l'ensemble immobilier de la copropriété du sous-sol du complexe « Centre Halles ». Avenant à la convention de transfert de gestion du 14 janvier 2016

Pour

32

AGHA BABAEI-Syamak, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BITZ-Olivier, BUFFET-Françoise, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, JUND-Alain, JUNG-Martine, KEMPF-Suzanne, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MELIANI-Abdelaziz, OEHLER-Serge, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, WILLENBUCHER-Philippe, SCHMIDT-Michaël

Contre

0

Abstention

6

412

CALDEROLI-LOTZ-Martine, KELLER-Fabienne, MANGIN-Pascal, REMOND-Thomas, ROOS-Thierry, VETTER-Jean-Philippe

40

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Lancement d'une procédure de concession relative à l'exploitation du parking P3 des Halles

Les parkings jouent un rôle important dans les politiques de mobilité. Ils permettent notamment un stationnement organisé à proximité immédiate des activités économiques et culturelles de la ville. Articulés avec le stationnement sur voirie et le développement des modes alternatifs de déplacement (transport en commun, vélo, autopartage), ils participent à l'accessibilité et à l'attractivité de la ville, dans le respect de l'environnement et du cadre de vie des Strasbourgeois.

Inaugurés dans les années 70, les parcs P1, P2 et P3 des Halles disposent respectivement de 820, 560 et 1270 places. Situés dans le secteur des Halles, ces parcs bénéficient d'une situation stratégique en lisière Nord-ouest du centre-ville de Strasbourg. Ils constituent une entrée de ville importante de Strasbourg et de la métropole, à travers le pôle Gare SNCF, la gare routière, et les trois portes d'entrée au débouché de l'autoroute.

Pour mémoire, la ville de Strasbourg s'est vu confier par la Communauté urbaine de Strasbourg, compétente pour la réalisation des parcs de stationnement, le financement, la construction et la gestion de ces trois parkings, associés à l'opération d'aménagement urbain des Halles réalisée dans les années soixante-dix.

L'exploitation de ces parcs a été confiée à la Société d'économie mixte PARCUS le 31 décembre 1980 par la voie d'un contrat de gérance portant convention d'exploitation des ouvrages et installations de parkings de la place des Halles.

Compte tenu de la forte implication de la Ville dans la création et la gestion de ces trois équipements depuis leur ouverture, l'Eurométropole de Strasbourg a souhaité, dans une logique de continuité et de proximité, continuer de confier à la Ville, la gestion des parkings des Halles. Ainsi, dans le cadre de délibérations concordantes de ses deux conseils en décembre 2015, l'Eurométropole et la Ville ont approuvé conformément à l'article L.5217-7 du Code général des collectivités territoriales, une nouvelle convention de transfert de gestion, signée le 14 janvier 2016. Sur les bases de cette nouvelle convention, la Ville de Strasbourg peut assurer ou faire assurer l'exploitation des ouvrages.

La Ville et la CUS, devenue Eurométropole, ont, dans ce cadre, engagé des réflexions sur l'usage des parkings et leur statut, ainsi que sur le programme de rénovation et d'embellissement nécessaire pour des parkings datant des années 70. A l'issue de ces réflexions, le Conseil municipal du 21 novembre 2016 a approuvé le lancement d'une consultation relative à la mise en vente des lots de copropriété des parkings P1 et P2 et a sollicité un accord de principe de l'Eurométropole concernant la désaffectation du service

public du stationnement des parkings P1 et P2. Cet accord de principe a été émis par délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 25 novembre 2016.

A l'issue de cette consultation, le Conseil municipal du 25 juin 2018 a approuvé le choix de l'acquéreur des lots de copropriété des parkings P1 et P2, ainsi que les conditions de leur cession. Le Conseil municipal a par ailleurs approuvé la modification du périmètre de la convention de transfert de gestion précitée du 14 janvier 2016 entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg, par retrait des lots de copropriété des parkings P1 et P2.

L'Eurométropole de Strasbourg, autorité organisatrice de la compétence parcs de stationnement, est amenée, dans sa séance du 29 juin 2018, à se prononcer définitivement et préalablement à la vente effective des lots, sur la sortie des parcs P1 et P2 du service public du stationnement, ainsi que sur la modification du périmètre de la convention de transfert de gestion, dans les mêmes termes que la Ville de Strasbourg.

Cette cession, qui devrait prendre effet au dernier trimestre 2018, implique, de fait, la fin du contrat de gérance actuel avec Parcus, portant sur les trois parkings. Ledit contrat de gérance sera résilié au moment de la vente effective des P1 et P2, prévue le 1er novembre 2018.

Il convient donc dès à présent, d'engager une nouvelle procédure de mise en concurrence pour l'exploitation et la requalification du seul parking P3.

Dans l'intervalle et afin d'assurer la continuité du service, un marché public d'exploitation transitoire permettra de gérer le parking jusqu'à la désignation du nouvel exploitant.

Par une analyse comparative des modes de gestion possibles, il est apparu souhaitable pour la ville de choisir une gestion par délégation de service public, qui constitue une concession, telle que définie par l'article L 1411-1 du code général des collectivités territoriales, l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et par le décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession.

Dans une concession de service public, la gestion du service est externalisée à un opérateur économique tiers qui porte l'ensemble des charges relatives au service et perçoit en retour les recettes d'exploitation de celui-ci. A ce titre, il exploite le service à ses risques et périls, portant ainsi une attention particulière à la maîtrise de ses charges et à l'optimisation de ses recettes. La mise à disposition par la ville de l'ouvrage et des équipements nécessaires à l'exploitation du service, tels que le parc P3, donne lieu au versement de redevances à la collectivité. La concession permet également de faire porter des investissements par le concessionnaire (ilots concessifs), de la conception au financement en passant par la réalisation. Ces investissements reviennent gratuitement à la collectivité en fin de contrat, en tant que biens de retour, s'ils ont été amortis pendant la durée de la concession.

Ce mode de gestion permet par conséquent de faire porter par une entreprise professionnelle du secteur, l'ensemble des risques propres à une telle activité, et notamment, le risque commercial lié à l'évolution de l'activité (aléa économique), l'ensemble des risques techniques liés au fonctionnement des équipements, et la prise en charge de l'ensemble des coûts et investissements nécessaires au bon fonctionnement des équipements. Au vu du programme de rénovation souhaité par la Ville s'agissant du parking P3, ceci permet d'externaliser le coût et le risque lié à la réalisation de ces investissements par le concessionnaire.

Pour autant, la collectivité conservera une maîtrise et un contrôle forts du service, à travers, en particulier, la définition des obligations du concessionnaire et de la politique tarifaire :

les contraintes de service inhérentes à la concession de service public s'imposant à celui-ci tout au long du contrat.

Le mode de gestion déléguée du service public permettra donc à la collectivité de bénéficier de l'expérience et de la compétence d'un concessionnaire, contribuant ainsi à garantir un service de qualité.

Le lancement d'une procédure de mise en concurrence permettra, par ailleurs à la collectivité, de préciser ses attentes et de fixer ses exigences concernant la qualité du service, la qualité d'accueil des usagers, les plages d'ouverture, la tarification, les investissements à réaliser, mais aussi les conditions économiques de l'exploitation.

Le parking P3 nécessite la réalisation d'un important programme de rénovation, de mise en conformité et d'embellissement : travaux de structure, d'électricité, de ventilation, d'améliorations fonctionnelles (peinture, éclairage, conditions d'accueil des usagers, services offerts, etc.), afin qu'il réponde aux exigences de la collectivité en matière de qualité du service, de sécurité et de confort pour les usagers.

Ce programme de travaux, qui sera pris en charge par le futur concessionnaire, ainsi que la maintenance, l'entretien et le renouvellement des équipements, justifient une durée du contrat qu'il est proposé de fixer à 15 ans, permettant au futur concessionnaire d'atteindre un équilibre économique positif.

Le concessionnaire aura l'obligation de reprendre les personnels sous statut de droit privé, employés dans le cadre du marché d'exploitation transitoire.

Il supportera l'ensemble des contraintes de service public que la collectivité serait amenée à lui imposer, notamment concernant les tarifs et horaires d'ouverture, ou les services proposés dans le parking.

A cet effet, un rapport sur le choix du mode de gestion et présentant les caractéristiques du service délégué, est joint en annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil municipal de retenir la concession de service public comme mode de gestion du parking P3 des Halles, et d'approuver le lancement de la procédure de concession y relative, conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

Il est précisé que le nouveau régime de propriété du parking P3 transféré dans le patrimoine de l'Eurométropole par application des délibérations cadre de la Ville et de l'Eurométropole des 19 février et 23 mars 2018, ne remet pas en cause la convention de gestion conclue entre les deux collectivités, sur la base de laquelle la Ville assure ou fait assurer l'exploitation et la rénovation du parking concerné.

La délibération du Conseil municipal sera suivie d'un appel public à candidatures, puis d'une phase de recueil de propositions auprès des candidats qui auront été admis à présenter une offre. Les offres seront examinées par la Commission de délégation de service public. Le contrat fera ensuite l'objet d'une négociation libre avec une ou plusieurs entreprises admises à négocier. Au terme de cette procédure, il sera proposé au Conseil municipal d'approuver le choix définitif du candidat et le contenu du contrat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L1411-1 et suivants et R1411-1 et
suivants du code général des collectivités territoriales,
vu l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et son décret d'application
n°2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession,
vu la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018, approuvant
l'avenant à la convention de transfert de gestion du 14 janvier
2016, entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg,
vu l'avis du Comité technique,
vu l'avis favorable de la Commission consultative
des services publics locaux du 24 mai 2018
vu le rapport annexé présentant les caractéristiques du service délégué,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré
approuve

- *le principe d'une concession de service public relative à l'exploitation et la rénovation du parking P3 des Halles pour une durée de 15 ans,*
- *les caractéristiques principales des prestations que devra assurer le concessionnaire, telles que définies dans le rapport figurant en annexe.*

autorise

- *le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout acte, à accomplir toutes les formalités nécessaires et à prendre toutes décisions utiles à l'exécution de la présente délibération, en particulier pour le lancement et la mise en œuvre de la procédure de concession de service public.*

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

RAPPORT SUR LE CHOIX DU MODE DE GESTION

En application de l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales

Gestion du parc de stationnement
P3 des Halles à Strasbourg

VILLE DE STRASBOURG

SOMMAIRE

PREAMBULE **3**

PERIMETRE DU SERVICE **4**

ECONOMIE DU SERVICE **5**

LES MODES DE GESTION ENVISAGEABLES **7**

Présentation des modes de gestion envisageables 7

1. La Régie 7
2. Le marché de service 7
3. La gestion concédée 8
4. Synthèse 8

Analyse des avantages et inconvénients des modes de gestion envisageables pour l'exploitation des parkings 9

1. La Régie 9
2. Le marché de service 9
3. La gestion concédée 10

Conclusion sur les modes de gestion envisageables 12

CARACTERISTIQUES DU CONTRAT DE CONCESSION ET DES PRESTATIONS CONFIEES AU TITULAIRE **13**

Périmètre du contrat 13

Objectifs imposés à l'exploitant 13

Missions confiées au Concessionnaire 14

Missions à charge de la Ville 14

Durée prévisionnelle du contrat 14

Le régime financier du Contrat 15

Le sort du personnel 15

Valeur du contrat au sens du décret n°2016-86 d'application de l'ordonnance Concession du 29 janvier 2016 16

CONCLUSION **17**

PREAMBULE

L'Eurométropole de Strasbourg a confié la gestion du parking P3 des Halles à la Ville de Strasbourg, par une convention de transfert de gestion sur la base des articles L5215-27 et L5217-7 du Code général des collectivités territoriales signée le 14 janvier 2016 et faisant suite à des délibérations concordantes de leur conseil en décembre 2015.

La Ville a, dans ce cadre, engagé des réflexions sur l'usage du parking et sur le programme de rénovation et d'embellissement nécessaire pour cet ouvrage datant des années 70.

Celle-ci s'interroge donc sur le choix du mode de gestion du parc P3 au regard notamment des objectifs suivants :

- La réalisation d'investissements rendus nécessaires pour la rénovation, la mise aux normes, la modernisation et l'amélioration qualitative du parking,
- Une rationalisation du mode de gestion,
- Une exploitation qualitative du parc offrant un niveau satisfaisant de confort, de sécurité et de services aux usagers,
- La négociation de conditions financières favorables pour la Ville dans l'exploitation du parc,
- Une limitation des risques financiers et juridiques à charge de la Collectivité.

Le présent rapport constitue le « rapport sur le choix du mode de gestion », conformément aux dispositions de l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales (« CGCT »). Sur la base de ce dernier, l'assemblée délibérante (en l'espèce le Conseil Municipal) doit se prononcer sur le principe de toute concession de service public local, ce dernier étant le mode de gestion privilégié par l'Exécutif pour la gestion du service au regard des objectifs et diagnostics réalisés.

En préalable à cette délibération, le Conseil Municipal est tenu de consulter pour avis :

- la commission consultative des services publics locaux (« CCSPL ») (L. 1411-4 et L. 1413-1 du CGCT) ;

et

- s'agissant du projet considéré, le comité technique (« CT ») (article 33 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale).

PERIMETRE DU SERVICE

A l'issue de la cession par la Ville des lots de copropriété lui appartenant dans la copropriété du sous-sol des Halles (parkings P1 et P2).le périmètre de la concession de service public serait constitué du seul parc P3 des Halles « Wilson ».

Situé à Strasbourg, le parc est, à ce jour, constitué de 1 270 places de stationnement réparties sur 7 niveaux comme suit :

- Niveau 6 : 186 places (dalle terrasse)
- Niveau 5 : 199 places
- Niveau 4 : 199 places
- Niveau 3 : 198 places
- Niveau 2 : 195 places
- Niveau 1 : 186 places
- Niveau 0 : 103 places

Le parc contient également un niveau -1 servant uniquement d'accès à l'ouvrage, actuellement condamné.

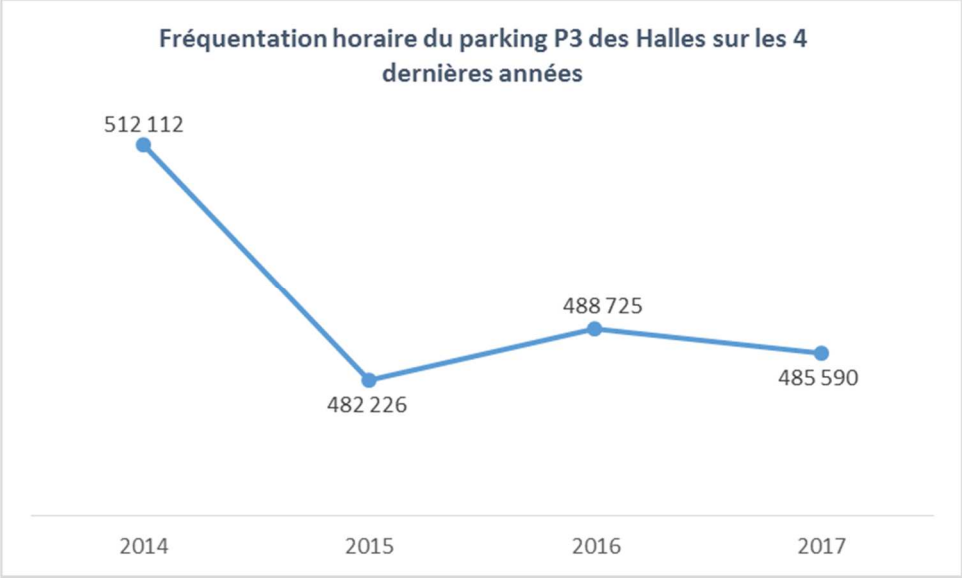
Le parc gère des usagers horaires de 7h à 21h du lundi au samedi.

Le parc est fermé la nuit, le dimanche et les jours fériés sauf abonnés Résidéo 24h/24 ayant un accès sécurisé par badge. Cependant, la sortie des véhicules est possible 24h/24 et 7j/7.

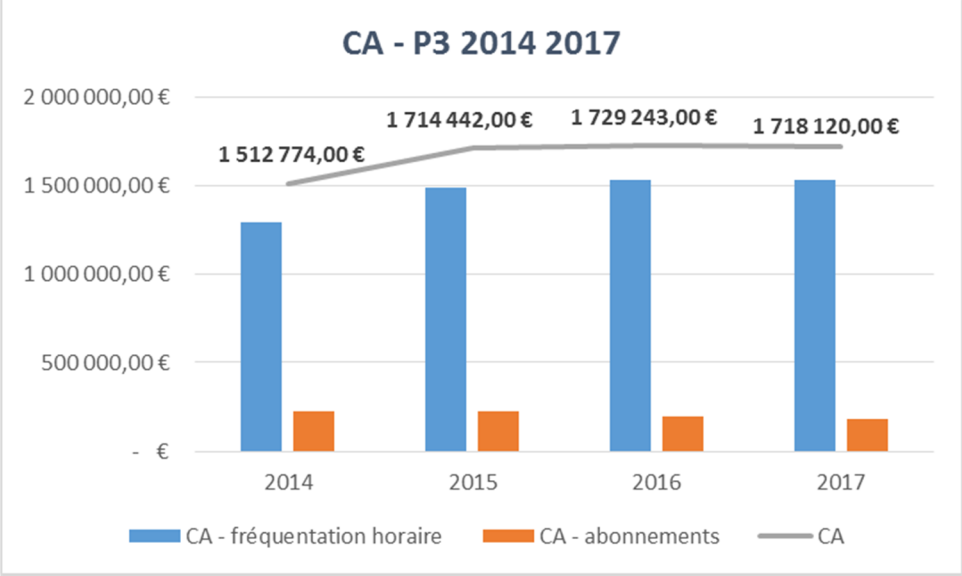
ECONOMIE DU SERVICE

Les éléments suivants sont indicatifs. Ils visent à projeter la trajectoire de l'économie du service. Ils ne peuvent pas retranscrire l'économie du contrat obtenue après négociation des offres.

La fréquentation du parc P3 est de 485 590 usagers horaires en 2017, le nombre d'abonnement est de 199.



Le parc P3 propose à ce jour une tarification mixte pour usagers horaires et abonnés.



Recettes des parkings en 2016 en euros hors taxe

EVOLUTIONS SOUHAITEES DU SERVICE

Le parking P3 a été construit et mis en service à la fin des années 70. Afin qu'il puisse répondre aux exigences de la collectivité en matière d'accueil des usagers, de confort et de sécurité, de services offerts, une rénovation complète est souhaitée par la Ville, qui comprendra en particulier:

- **Travaux de mise en conformité du parc**

  - Travaux de structure : travaux sur les rampes et escaliers, reprise des éclatements de bétons en façade et au niveau de poteaux/poutres, remplacement des joints coupe-feu…
  - Travaux d'électricité : remplacement des blocs autonomes de sécurité, installation de dispositifs d'alarme incendie…
  - Travaux de ventilation : compartimentage par des cloisons coupe-feu, désenfumage mécanique de tous les niveaux, installation de sprinklers…

- **Travaux de grosses réparations et d'améliorations fonctionnelles**

  - Mise en étanchéité de la dalle terrasse ;
  - Nouveau revêtement au sol de l'ensemble du parc ;
  - Rafraichissement peinture de l'ensemble des parois du parc ;
  - Travaux d'amélioration des zones d'accueil et de circulation piétonnes : démolition des escaliers et ascenseurs sud, création de nouvelles gaines ascenseurs et cages d'escalier, faux plafonds, serrurerie, menuiserie, carrelage…
  - Remplacement de l'éclairage et de la sonorisation.

Ce programme devra s'intégrer dans le cadre d'une démarche de qualité environnementale, comme par exemple : limitation du gaz à effet de serre, favorisation des matériaux naturels, utilisation de matériaux orientés développement durable, éclairage peu énergivore, etc.

LES MODES DE GESTION ENVISAGEABLES

PRÉSENTATION DES MODES DE GESTION ENVISAGEABLES

Le stationnement hors voirie revêt la nature d'un **service public industriel et commercial** (SPIC).

Dès lors, pour l'exploitation de ses parcs de stationnement, la Ville peut recourir :

- à un mode de gestion directe (régie) ;
- à un mode de gestion externalisée (marché public de service ou concession de service public/délégation de service public).

Le choix à opérer par la Ville est donc le suivant :

- soit conserver la responsabilité pleine et entière de l'exploitation du service public et supporter les risques associés (régie) ;
- soit décider d'associer plus étroitement une entreprise privée au service public et lui transférer tout ou partie de la responsabilité et des risques d'exploitation (marché public de service ou Concession de service public).

1. La Régie

La régie est une modalité de gestion du service public, à travers laquelle la collectivité gère directement le service.

Dans le cadre d'une gestion du service public en régie, la collectivité prend en charge les aspects stratégiques et opérationnels de la gestion du service public.

Dès lors :

- **le personnel est directement recruté par la collectivité** chargée de la gestion du service public, qu'il s'agisse de fonctionnaires ou d'agents contractuels de droit public ou de droit privé ;
- **les biens nécessaires à l'exploitation du service public appartiennent à la collectivité** ;
- **le financement de la gestion du service public en régie est assuré par le budget de la collectivité**.

La Collectivité est entièrement responsable de l'organisation et de la gestion du service.

2. Le marché de service

Le marché de service fait l'objet d'un **paiement par la collectivité** correspondant au coût de l'ensemble des prestations prises en charge par le prestataire qui agit pour le compte de la collectivité.

La collectivité perçoit les recettes tirées de l'exploitation du service, elle assure le recouvrement des sommes dues par les usagers et plus largement la relation contractuelle avec les usagers et le risque du prestataire est alors limité à la bonne détermination du coût des charges.

Dans ce schéma contractuel, la collectivité a donc bien la maîtrise du budget mais les risques liés à l'exploitation du service restent intégralement à sa charge.

3. La gestion concédée

La concession de service public (ou délégation de service public), au sens de l'Ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et du Décret n° 2016-86 du 1er février 2016, est un contrat par lequel une collectivité territoriale confie la gestion d'un service public dont elle a la charge à un concessionnaire, en transférant à ce dernier le risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

Les deux caractéristiques principales de ce type de montage sont donc :

- son objet : l'activité sur laquelle porte la Concession doit constituer une activité de service public ;
- le mode de rémunération du partenaire privé : celui-ci doit se rémunérer sur l'exploitation du service.

Dans le cadre d'une concession par laquelle les ouvrages nécessaires à l'exploitation du service sont remis au délégataire par la collectivité, le Titulaire du contrat assure la gestion du service et se rémunère par les recettes qu'il tire de son exploitation. Il reverse à la collectivité une redevance au titre de la mise à disposition des biens et de leur exploitation.

Le Titulaire peut également être chargé de réaliser et financer des investissements, (ilots concessifs). Ces investissements reviennent gratuitement à la collectivité en fin de contrat.

Au final, le concessionnaire supportera :

- l'aléa économique, lié à l'évolution de l'activité et en particulier la fréquentation,

- l'aléa technique, lié aux travaux à réaliser et à l'obligation de maintenir les équipements en bon état,

- la responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de l'exploitation du service.

4. Synthèse

	Régie	Marché de service	Gestion concédée
Risque financier	Risque financier porté par la collectivité	Risque majoritairement porté par la collectivité, le titulaire du marché étant rémunéré forfaitairement	Le concessionnaire porte une part significative du risque lié à l'exploitation
Responsabilité	La collectivité	Le titulaire du marché	Le concessionnaire
Statut du personnel	Fonction Publique Territoriale / droit privé en fonction du type de régie	Statut de droit privé	Statut de droit privé avec détachement possible des agents FPT
Budget / rémunération	Budget annexe de la collectivité	Prix forfaitaire	Rémunération en fonction du résultat de l'exploitation (paiement par l'usager) et si les contraintes du service le justifient : versement possible

			de compensations pour sujétions de service public
Contrôle	Assemblée délibérante (via le CA de la régie si personnalité morale)	Les services de la collectivité	L'assemblée délibérante à travers le rapport annuel du concessionnaire / les services de la collectivité dans la gestion quotidienne

ANALYSE DES AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DES MODES DE GESTION ENVISAGEABLES POUR L'EXPLOITATION DU PARKING

1. La Régie

Le mode de gestion en régie semble peu pertinent pour l'exploitation du parc P3 dès lors que l'exploitation d'un tel service nécessite, compte tenu de la nature des activités, des compétences techniques et une expertise métier dont la collectivité ne dispose pas forcément en interne.

En outre, le recours à un tel mode de gestion nécessiterait :

- **la prise en charge directe et intégrale des coûts du service et des risques associés** à l'exploitation, par le budget de la Ville, y compris les nombreux investissements souhaités pour la rénovation du parc ;
- **la reprise par la Ville de l'ensemble des personnels affectés au service dans le cadre du marché d'exploitation transitoire**.

Avantages	Inconvénients
Maîtrise complète de tous les aspects du service (même si, de façon indirecte dans le cadre d'une régie avec personnalité morale). **Pas de procédure particulière** à mettre en œuvre : une simple décision de l'assemblée délibérante suffit. Evite à la collectivité de supporter les **charges de structure** ainsi que les **marges des opérateurs**.	**Prise en charge directe et intégrale des coûts du service et des risques associés** à l'exploitation, par le budget de la collectivité, y compris les investissements. **Nécessité de reprise/de recrutement et de prise en charge de l'ensemble des personnels affectés au service**. Nécessité, compte tenu de la nature des activités, de **disposer de compétences spécifiques en interne (« expertise métier »)**.

2. Le marché de service

Le recours à un montage de type marché public permettrait à la Ville, à la différence d'un recours à la régie :

- de bénéficier d'équipes spécialisées dans la gestion de parcs de stationnement ;

- d'externaliser les charges et la gestion du personnel.

Dans le cadre d'un tel montage, toutefois, le titulaire sera peu responsabilisé puisque la Ville conservera l'intégralité des risques d'exploitation. En outre, la durée d'un tel marché étant relativement courte cela exigera une remise en concurrence régulière.

Enfin, certaines charges ne sont pas externalisées ; les investissements sont portés par la Ville et au vu de leur importance ils occasionneront une charge importante sur les ressources humaines et financières de la Collectivité.

Avantages	Inconvénients
Ce type de contrats ainsi que leurs **modalités de passation sont bien connus des collectivités**. La mise en œuvre des procédures de passation est **moins complexe que la mise en œuvre d'une procédure de type concession de service public**. Le recours à ce type de contrat **permet de bénéficier du savoir-faire d'une entreprise spécialisée**.	La collectivité **conserve l'intégralité du risque commercial et d'exploitation**. La collectivité porte les **investissements**. Ce mode de gestion laisse **peu de possibilité de négociation.**

3. La gestion concédée

Ce mode de gestion paraît, compte tenu de ses caractéristiques et des orientations stratégiques prises par la Ville, le plus adapté pour le service.

En effet, sur le plan technique, la gestion d'équipements de ce type correspond à une exploitation qui requiert des compétences techniques et une expertise métier dont la collectivité ne dispose pas forcément en interne**.**

Dès lors, compte tenu des contraintes et spécificités inhérentes à l'exploitation d'équipements de ce type, il apparaît souhaitable que la Ville fasse appel à un exploitant professionnel disposant déjà des compétences et du savoir-faire dans le cadre d'un mode de gestion permettant souplesse et réactivité et dans l'objectif d'assurer un niveau de service optimal pour les futurs usagers.

En outre, le recours à un mode de gestion concédé permettra de **faire peser sur un professionnel du secteur l'ensemble des risques propres à une telle activité**, et notamment :

- **le risque commercial** lié à l'évolution de l'activité (aléa économique) ;
- **l'ensemble des risques techniques liés au fonctionnement des équipements** (entretien et maintenance afin de disposer en permanence d'équipements répondant aux exigences légales et règlementaires) ;
- **la prise en charge de l'ensemble des coûts et investissements nécessaires au bon fonctionnement des équipements**.
- la responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de l'exploitation du service.

L'expertise et le savoir-faire de l'entreprise devrait permettre une **optimisation des coûts globaux d'exploitation** du service par rapport à une gestion en régie, nécessairement plus coûteuse du fait, notamment des contraintes liées aux règles de comptabilité publique ou encore au statut des agents.

Enfin, la gestion concédée permet un montage de type affermage (mise à disposition des biens nécessaires à l'exploitation par la Ville, contre redevance) avec ilots concessifs (portage d'investissements nécessaires à l'exploitation par le concessionnaire). La Ville peut donc confier la réalisation des investissements de rénovation du parc à un Concessionnaire qui les amortira sur la durée du contrat, tout en versant une redevance basée sur son chiffre d'affaires. A l'expiration du contrat, le parc ainsi rénové pourra revenir gratuitement à la Ville (bien de retour).

Il convient de noter que Concession ne signifie pas privatisation et la Ville conservera, tout au long du contrat, la maîtrise et un contrôle forts du service, à travers, en particulier, la définition des obligations du concessionnaire et de la politique tarifaire.

Avantages	Inconvénients
Le recours à ce type de montage permet de faire peser sur une entreprise professionnelle du secteur **l'ensemble des risques propres à une telle activité**, et notamment : • le risque commercial lié à l'évolution de l'activité (aléa économique) ; • l'ensemble des risques techniques liés au fonctionnement des équipements (entretien et maintenance afin de disposer en permanence d'équipements répondant aux exigences légales et règlementaires) ; • la prise en charge de l'ensemble des coûts et investissements nécessaires au bon fonctionnement des équipements. **L'expertise et le savoir-faire de l'entreprise** devrait permettre une optimisation des coûts globaux d'exploitation du service par rapport à une gestion en régie. **La collectivité conserve une maitrise et un contrôle forts du service.**	Nécessité de bien **définir, en amont, les principaux éléments du service** : • équilibre économique global ; • rémunération du délégataire et éventuel versement de subventions ; • tarification. **Procédure plus lourde et plus longue** qu'une simple procédure de marché public.

CONCLUSION SUR LES MODES DE GESTION ENVISAGEABLES

Au regard de l'ensemble des éléments présentés, la gestion externalisée du service public du stationnement sous la forme d'une concession de service public (délégation de service public) s'avère plus adaptée puisqu'elle permet :

- **Le partage des responsabilités** : exploitation aux risques et périls du concessionnaire. La collectivité définit les conditions et modalités qu'elle souhaite pour le fonctionnement du service et assure le contrôle de la bonne exécution du contrat par l'exploitant ;
- **La réalisation d'investissements pour la modernisation du service** : l'opérateur choisi par la Collectivité sera en mesure de porter la réalisation, le financement et l'amortissement d'investissements nécessaires à la bonne qualité du service.
- **Le renforcement des compétences administratives, juridiques et pénales** : aux impératifs techniques s'ajoutent les contraintes réglementaires nationales et européennes de plus en plus sévères. Face à cette pression du législateur, les collectivités locales doivent aujourd'hui s'assurer d'un niveau de technicité très élevé afin de garantir les prestations répondant à l'ensemble des contraintes réglementaires. Ainsi, la concession permet le développement d'un partenariat durable entre la collectivité et le concessionnaire, pour un service public répondant aux attentes des usagers. Parallèlement, la collectivité reste maîtresse de ses décisions en matière de stratégie d'investissement ;
- **La maîtrise des contraintes technologiques** : le concessionnaire assure le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance des installations ; la réalisation des travaux de réparation, le renouvellement des équipements, un service d'astreinte, le suivi des relations du service avec les abonnés et usagers ; la fourniture à la Ville de conseils, avis et mises en garde sur toutes les questions intéressant la bonne marche de l'exploitation et sa qualité globale ;
- **Des économies d'envergure** : la Ville s'appuie sur un opérateur de stationnement assurant la plupart du temps des services équivalents à proximité du territoire. Cette mutualisation des tâches, des services et des moyens, permet de réduire les coûts et d'apporter à la collectivité le meilleur service au meilleur prix ;
- **Le versement d'une redevance liée à** la mise à disposition des biens et à leur exploitation.

Au regard des éléments développés ci-avant, le mode de gestion sous forme de concession de service public semble le plus adapté en vue de l'exploitation du parc de stationnement P3 des Halles.

Dans ce cadre, dans la mesure où la Ville remettra au futur concessionnaire le parc déjà construit, mais que d'importants travaux de rénovation sont attendus de la part du concessionnaire, le contrat en cause prendra la forme d'une concession de service de type affermage avec ilots concessifs, au sens de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession.

CARACTERISTIQUES DU CONTRAT DE CONCESSION ET DES PRESTATIONS CONFIEES AU TITULAIRE

PÉRIMÈTRE DU CONTRAT

Le périmètre de la concession de service public sera constitué du parc P3 des Halles « Wilson », situé à Strasbourg.

Le parc est constitué à ce jour de 1 270 places de stationnement réparties sur 7 niveaux, comme détaillées plus haut.

Le parc gère des usagers horaires de 7h à 21h du lundi au samedi.

Le parc est fermé la nuit, le dimanche et les jours fériés sauf abonnés Résidéo 24h/24 ayant un accès sécurisé par badge. Cependant, la sortie des véhicules est possible 24h/24 et 7j/7.

OBJECTIFS IMPOSÉS À L'EXPLOITANT

Le futur Concessionnaire devra :

- Garantir une qualité d'exploitation, une disponibilité maximale des installations et équipements, ainsi qu'un service continu, objectifs encadrés par des critères de performance et sanctionnés par des pénalités en cas de non-respect ;
- Procéder aux investissements nécessaires à la rénovation, à la mise aux normes du parking afin d'améliorer la qualité du service ;
- Maintenir le parking et ses équipements en parfait état d'usage ;
- Assurer l'ensemble des fonctions de surveillance du parc et de sécurité des personnes et des biens ;
- Gérer l'information et l'accueil des usagers du service ;
- Assurer l'exploitation du service dans un cadre économique performant, dans le cadre d'un budget sincère et d'une maîtrise financière rigoureuse ;
- Proposer une politique commerciale permettant une montée en puissance de la fréquentation du parc et se traduisant dans les recettes prévisionnelles inscrites au compte d'exploitation prévisionnel ;
- Assurer la collecte des recettes issues du stationnement ;
- Verser à la Ville une redevance liée à la mise à disposition de l'ouvrage et à l'exploitation du service proportionnée ;
- Assurer un suivi détaillé des conditions d'exploitation du service à l'autorité concédante.

MISSIONS CONFIÉES AU CONCESSIONNAIRE

Le Concessionnaire sera notamment chargé de :

- l'exploitation et la gestion de l'ensemble des installations du service ;
- le contrôle et la surveillance au sein du parc ;
- la perception des recettes commerciales et de toute recette annexe liée à l'exploitation du service délégué ;
- la gestion de la billetterie (tickets, cartes d'abonnements, etc.) ;
- le nettoyage du site et le maintien en parfait état de fonctionnement des installations du service ;
- la réalisation des investissements prévus dans le cahier des charges ;
- le renouvellement du matériel et des équipements ;
- la gestion administrative et financière ;
- le respect des normes sanitaires et sécuritaires avec la tenue d'un journal d'exploitation ;
- l'accueil, l'information des usagers ;
- la communication nécessaire à la promotion du service ;
- l'information de la Collectivité sur l'exploitation du service.

MISSIONS À CHARGE DE LA VILLE

La Collectivité aura de son côté la charge de :

- définir la politique générale en matière de stationnement ;
- déterminer la consistance et les modalités d'exploitation du service ;
- mettre à disposition les biens immobiliers, les biens matériels et immatériels existants nécessaires à l'exploitation du service ;
- déterminer la structure et le niveau des tarifs ;
- assurer le contrôle du service.

DURÉE PRÉVISIONNELLE DU CONTRAT

Le contrat sera conclu pour une durée de 15 ans.

Conformément à l'article 6 du décret « concessions » du 1er février 2016, la durée du contrat correspond au temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation du service, y compris le retour des capitaux investis.

La date prévisionnelle de début d'exécution est estimée au 1er août 2019, sous réserve de sa notification au Concessionnaire, après transmission au contrôle de légalité.

LE RÉGIME FINANCIER DU CONTRAT

Le Concessionnaire tirera sa rémunération de l'exploitation du service. Il percevra ainsi les recettes tarifaires perçues sur les usagers du service.

Le Concessionnaire assumera l'ensemble des charges résultant des missions qui lui sont confiées au titre du contrat.

Le Concessionnaire supportera ainsi intégralement l'aléa de l'exploitation et le risque commercial en découlant, pendant la durée du contrat. Le Concessionnaire exploitera donc le service public à ses risques et périls sur la base d'un compte d'exploitation prévisionnel établi pour toute la durée du contrat et annexé au futur contrat.

En outre, en contrepartie de la mise à disposition des ouvrages, le Concessionnaire versera chaque année à la Ville une redevance minimum garantie, acquise dans tous les cas, ainsi qu'une redevance variable annuelle dont les modalités de calcul seront précisées dans le contrat.

Le régime financier du contrat comprendra donc les éléments suivants :

- les produits issus des recettes commerciales perçues sur les usagers du service, sur la base des tarifs définis par délibération de l'autorité délégante, augmenté des recettes issues des éventuelles activités annexes (recettes publicitaire, par exemple)
- les charges supportées par le Concessionnaire en fonction des missions qui lui sont confiées au titre du contrat (principalement les charges de personnel, les investissements et les dépenses liées à l'entretien et à la maintenance des équipements) ;
- les redevances versées par le Concessionnaire à la Ville.

LE SORT DU PERSONNEL

En application de l'article L.1224-1 du Code du travail, les contrats de travail des personnels dédiés au service seront transférés au nouvel exploitant dans le respect des dispositions législatives et réglementaires.

A ce jour, aucun personnel de la collectivité n'est employé ou mis à disposition pour l'exploitation du service. La mise en place d'un nouveau contrat d'affermage ne modifiera en rien cette situation puisque le mode de gestion concessif conduira à retenir une structure qui emploiera du personnel de droit privé et aura l'obligation de reprendre les personnels sous statut de droit privé, employés dans le cadre du marché d'exploitation transitoire (marché qui sera en vigueur avant la notification du contrat de concession).

PRODUCTION DES COMPTES

Des comptes rendus annuels techniques et financiers préciseront l'évolution du service rendu. Ils intègreront les indicateurs qualitatifs et quantitatifs définis dans le contrat. Ces indicateurs permettront également à la collectivité d'apprécier mensuellement la qualité du service rendu et la performance de la gestion du concessionnaire.

Les comptes d'exploitation et analytiques seront produits annuellement et seront spécifiques au périmètre de la concession.

REGIME COMPTABLE ET FISCAL

Tous les impôts et taxes liés à l'exploitation du service délégué seront à la charge du concessionnaire qui sera l'exploitant fiscal de la délégation, à l'exception des taxes foncières liées à la propriété de l'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg.

FIN DU CONTRAT

Toute cession du contrat devra être autorisée par la collectivité.

La collectivité pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service public en fin de contrat.

A l'expiration de la convention de concession, la collectivité sera subrogée dans les droits du concessionnaire. Par principe, le concessionnaire remettra gratuitement à la collectivité les biens de retour en fin de contrat.

VALEUR DU CONTRAT AU SENS DU DÉCRET N°2016-86 D'APPLICATION DE L'ORDONNANCE CONCESSION DU 29 JANVIER 2016

La valeur estimée du contrat (sur la base du chiffre d'affaires) est comprise entre 16 et 20 MEUR (hors inflation et modification tarifaire), soit d'un niveau supérieur au seuil de 5,225 MEUR HT.

La concession de service public sera passée en procédure dite « formalisée », telle que prévue aux articles 9 à 12 du décret n° 2016-86 du 1er février 2016.

CRITERES D'APPRECIATION DES OFFRES

Les critères intervenant pour le jugement des offres seront pondérés de la manière suivante

- Requalification de l'ouvrage : qualité technique des travaux de requalification de l'ouvrage ainsi que des équipements et aménagements proposés (45%)
- Modalités d'exploitation des ouvrages, entretien et maintenance du parking (30%),
- Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité (25%).

CONCLUSION

Compte tenu des objectifs de la Ville, des contraintes afférentes à l'exploitation du parc de stationnement et de la nature du service, la solution de la concession de service public apparaît comme la mieux adaptée.

La Ville ne souhaite pas prendre en charge les responsabilités technique, juridique et financière liées à l'exploitation du service et la réalisation des investissements nécessaires.

En effet, elle ne dispose pas en interne de l'expertise métier que peut lui apporter un exploitant tiers spécialiste du secteur. Une gestion en régie aurait pour conséquence d'alourdir ses charges de personnel, de fonctionnement et d'investissement tout en l'exposant aux risques inhérents à l'exploitation d'un tel équipement (risques d'exploitation).

Dans le cadre d'un contrat de concession de service public sous forme d'affermage, l'exploitation et la gestion du service sera donc confiée à un concessionnaire chargé de l'exploiter à ses risques et périls conformément aux prescriptions du cahier des charges, la Ville conservant un droit de contrôle sur l'exécution du contrat.

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°40

Lancement d'une procédure de concession relative à l'exploitation du parking P3 des Halles

Pour	**37**	**BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BITZ-Olivier, BUFFET-Françoise, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, JUND-Alain, JUNG-Martine, KEMPF-Suzanne, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, RIES-Roland, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, WILLENBUCHER-Philippe, SCHMIDT-Michaël**
Contre	**6**	**CALDEROLI-LOTZ-Martine, KELLER-Fabienne, REMOND-Thomas, ROOS-Thierry, TARALL-Bornia, VETTER-Jean-Philippe**
Abstention	**0**	

41

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Lancement par l'Eurométropole de Strasbourg d'une procédure de concession relative aux parkings Wodli et Gare courte durée.
Avis à donner - article L5211-57 du CGCT

Conformément aux dispositions de l'article L 5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales (article 43 de la loi 99-586 du 12 juillet 1999), le Conseil municipal est appelé à donner son avis sur le lancement, par l'Eurométropole de Strasbourg, d'une procédure de concession (délégation de service public) pour l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée.

Le Conseil de l'Eurométropole sera appelé à délibérer sur ce point lors de la séance du 29 juin 2018, sur la base des éléments ci-après.

Les parkings jouent un rôle important dans les politiques de mobilité. Ils permettent notamment un stationnement organisé à proximité immédiate des activités économiques et culturelles de la ville. Articulés avec le stationnement sur voirie et le développement des modes alternatifs de déplacement (transports en commun, vélos, autopartage), ils participent à l'accessibilité et à l'attractivité de la ville, dans le respect de l'environnement et du cadre de vie des strasbourgeois.

Inauguré en 2007, le parking Wodli dispose de 955 places sur 11 niveaux et 24 places motos destiné au stationnement de longue durée pour les usagers de la Gare, ainsi que 126 places dédiées au stationnement des vélos. Le parking Gare courte durée, quant à lui, dispose d'une capacité de 208 places dont 20 places motos en sous-sol, et 818 places vélos payantes. Ils proposent aujourd'hui avec le parking Sainte-Aurélie une offre performante aux usagers du train, intégrant une première demi-heure de stationnement gratuit.

Les deux ouvrages sont ouverts 24 heures sur 24, tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés.

L'Eurométropole a confié l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée à la société SNC Parc autos de Strasbourg (Indigo), dans le cadre d'un contrat de délégation de service public, signé le 12 mars 2007, d'une durée de 12 ans. Le contrat arrive ainsi à échéance le 9 juin 2019.

Il convient donc dès à présent d'engager une nouvelle procédure de concession, conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales. Proches l'un de l'autre et complémentaires en terme d'usages, il est proposé

de reconduire le principe de leur gestion dans le cadre d'une procédure et d'un contrat uniques.

Le lancement d'une procédure de mise en concurrence est un rendez-vous important qui permet à la collectivité de préciser ses attentes et de fixer ses exigences concernant la qualité du service, la qualité d'accueil des usagers, les plages d'ouverture, la tarification, l'investissement complémentaire mais aussi les conditions économiques de l'exploitation.

La délégation de service public comme choix du mode de gestion

Il est proposé de reconduire, pour ce service, l'externalisation de la gestion par voie de délégation de service public, qui constitue une concession, telle que définie par l'article L 1411-1 du code général des collectivités territoriales, l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et par le décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession.

En effet, ce mode de gestion est bien adapté aux exigences de la collectivité et il présente un certain nombre d'avantages, notamment :

- la qualification, le savoir-faire et l'expérience requis pour l'exploitation du service : le concessionnaire est choisi au vu de ses compétences et garanties professionnelles après mise en concurrence,
- la rationalité économique du projet : le concessionnaire exploite le service à ses risques et périls et ses recettes proviennent des redevances versées par les usagers, il porte une attention particulière à la maîtrise de ses charges et à l'optimisation de ses recettes,
- la maîtrise du service et le contrôle fort de la collectivité à travers le cahier des charges : les contraintes de service inhérentes à la délégation de service public s'imposant au concessionnaire tout au long du contrat,
- la souplesse de gestion (en particulier application de la comptabilité et du droit du travail « privés »).

Le mode de gestion déléguée du service public permettra donc à la collectivité de bénéficier de l'expérience et de la compétence d'un concessionnaire, contribuant ainsi à garantir un service de qualité.

S'agissant d'ouvrages existants, ils seront mis à la disposition du concessionnaire par la collectivité, celui-ci assurera l'exploitation du service en se rémunérant sur l'usager, en assumera le risque d'exploitation et prendra en charge les investissements nécessaires à l'exploitation pour une durée de 7 ans. Il versera des redevances à la collectivité, au titre de cette mise à disposition et de l'exploitation des ouvrages.

D'importants travaux ont été menés en 2007 dans le cadre de la reconstruction du parking Gare courte durée et de la construction du parking Wodli mais, par exemple, le remplacement du matériel péager intégrant la lecture des plaques d'immatriculation des véhicules, le système de guidage à la place et la remise en peinture seront à prévoir par le concessionnaire dans le cadre du contrat à venir. Celui-ci prendra également en charge la maintenance, l'entretien et le renouvellement des équipements.

Le concessionnaire aura l'obligation de reprendre les personnels sous statut de droit privé, employés dans le cadre de l'actuelle délégation de service public.

Le concessionnaire supportera l'ensemble des contraintes de service public que la collectivité serait amenée à lui imposer, notamment concernant les tarifs et horaires d'ouverture, ou les services proposés dans les parkings.

L'ensemble des éléments de la délégation est détaillé dans le rapport présentant les caractéristiques du service délégué, joint en annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil d'émettre un avis favorable au lancement, par l'Eurométropole, d'une procédure de concession (délégation de service public) pour l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée.

La délibération du Conseil de l'Eurométropole sera suivie d'un appel public à candidatures, puis d'une phase de recueil de propositions auprès des candidats qui auront été admis à présenter une offre. Les offres seront examinées par la Commission de délégation de service public. Le contrat fera ensuite l'objet d'une négociation libre avec une ou plusieurs entreprises admises à négocier.

Au terme de cette procédure, il sera proposé au Conseil municipal d'émettre un avis sur le choix définitif du candidat retenu par l'Eurométropole et le contenu du contrat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article L 5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales,
vu le rapport annexé présentant les caractéristiques du service délégué,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,
émet

un avis favorable au lancement, par l'Eurométropole, d'une procédure de concession (délégation de service public) relative à l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION DE PRINCIPE RELATIVE A L'EXPLOITATION DES PARKINGS WODLI ET GARE COURTE DUREE

RAPPORT PRESENTANT LES CARACTERISTIQUES GENERALES DU SERVICE DELEGUE

1. Choix du mode de gestion

Après analyse des différents modes de gestion envisageables pour ce service public, deux modes ont été retenus pour une comparaison plus détaillée : la régie et la concession (délégation de service public).

- **En régie,** la collectivité assure en régie directe l'exploitation du service public et assume le coût des investissements nécessaires à l'exploitation. Elle équilibre ses recettes et dépenses grâce au paiement des redevances pas les usagers.

Ce mode de gestion permet un contrôle important du service public par la collectivité et de maîtriser, quand celle-ci dispose des compétences requises, la qualité du service rendu.
La régie implique cependant que la collectivité supporte la totalité du risque financier, le coût social ainsi que la responsabilité juridique de l'exploitation des équipements.

Il peut également être envisagé le recours à un ou des marchés de service qui impliquent le versement d'un prix par la collectivité. Ce mode de gestion a pour avantage de permettre d'obtenir les compétences techniques et humaines que n'aurait pas nécessairement la collectivité mais ne permet pas de transférer le risque d'exploitation.

- **En concession**, le service ainsi que les équipements nécessaires sont confiés à un tiers exploitant, qui assure à ses risques et périls, la gestion des ouvrages, ainsi que leur entretien/maintenance.

Le choix du mode de gestion proposé se justifie notamment par les raisons suivantes :

- ✓ la collectivité confie le soin d'exploiter le service à un tiers qui assure le contact avec les usagers ; celui-ci est regardé comme agissant pour le compte de la collectivité,
- ✓ il permet d'imposer au concessionnaire des contraintes fortes de service public tout au long du contrat : horaires d'ouverture, tarifs pratiqués, présence humaine, places dédiées à l'auto-partage, bornes électriques, nouveaux services aux usagers, etc..,
- ✓ il permet une mise en concurrence des gestionnaires pour une offre qualitative et financière la plus adaptée aux besoins des usagers,
- ✓ la collectivité conserve la maîtrise des tarifs pratiqués dans les ouvrages et assure ainsi une cohérence avec les autres ouvrages du territoire et, à plus grande échelle, la cohérence des politiques publiques de mobilité,
- ✓ l'exploitant choisi est un professionnel compétent et reconnu (formations spécifiques, habilitations, …),
- ✓ le risque financier de l'exploitation est pris par le concessionnaire, celui-ci assurant l'exploitation du service à ses risques et périls, en se rémunérant sur l'usager,
- ✓ certains frais de gestion sont mutualisables, entre d'autres parkings locaux, voire nationaux gérés par le concessionnaire, ce qui permet d'en limiter les coûts,
- ✓ le contrôle/suivi général de la concession est un élément fort du contrat (obligations concernant les comptes-rendus d'activité, la transmission de tableaux de bord, d'indicateurs, objectifs de qualité, de performance ou en terme d'entretien, observatoire du stationnement, etc.).

L'expertise d'un exploitant qualifié contribue ainsi à garantir un service de qualité, la collectivité n'ayant pas développé toutes ces compétences spécifiques.

2. Objet et étendue du service

Le projet initié par l'Eurométropole pour l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée s'inscrit dans le cadre de ses politiques de mobilité durable et d'aménagement. Elles visent à favoriser l'accessibilité et l'attractivité de la ville dans le respect de l'environnement et du cadre de vie des Strasbourgeois.

Cela doit se traduire par des parkings dont les conditions d'exploitation (tarifs, plages horaires, nombre et répartition des abonnements), le niveau d'équipements (confort, sécurité,…) et de services (auto-partage, borne électrique, …) concourent aux objectifs de la collectivité.

Ces éléments seront déterminés par la collectivité dans le cahier des charges. Celui-ci comprendra notamment les exigences suivantes :

- Les ouvrages fonctionneront toujours 24h sur 24, tous les jours y compris les dimanches et jours fériés,
- Le parking Wodli dispose de 955 places sur 11 niveaux et 24 places motos destiné au stationnement de longue durée, ainsi que 126 places dédiées au stationnement des vélos.
- Le parking Gare courte durée dispose d'une capacité de 208 places dont 20 places motos en sous-sol destiné au stationnement de courte durée, il offre également 818 places vélos payantes.

- Dans le cadre de la reconstruction du parking Gare courte durée et de la construction du parking Wodli, ces parkings ont été mis aux normes durant le précédent contrat, il n'est pas envisagé de travaux lourds, mais, par exemple, le remplacement du matériel péager intégrant la lecture des plaques d'immatriculation des véhicules, le système de guidage à la place et la remise en peinture seront à prévoir par le concessionnaire dans le cadre du contrat à venir; ces investissements justifient la durée de la délégation fixée à 7 ans.

Le concessionnaire sera responsable du fonctionnement du service et l'exploitera à ses risques et périls : il sera tenu à des objectifs d'efficacité, de qualité et de transparence.

Le concessionnaire devra s'équiper du matériel nécessaire à la réalisation de ce service et assurer l'entretien et la maintenance des équipements mis à sa disposition.

Il devra souscrire toutes les assurances pour couvrir les risques liés à sa mission.

Au final, le concessionnaire supportera :

- l'aléa économique, lié à l'évolution de l'activité et en particulier la fréquentation,
- l'aléa technique, lié aux travaux à réaliser et à l'obligation de maintenir les équipements en bon état,
- la responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de l'exploitation du service.

3. Critères d'appréciation des offres

Les critères intervenant pour le jugement des offres seront pondérés de la manière suivante :

- Valeur technique (60%) : modalités d'exploitation des ouvrages, entretien et maintenance des parkings, investissements proposés,
- Conditions financières du contrat (40%) : clarté des hypothèse financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité.

4. Dispositions financières

Le concessionnaire s'engagera sur un compte prévisionnel d'exploitation pendant la durée du contrat.

Le concessionnaire proposera le montant des redevances, fixe et/ou variable qui sera versé à l'Eurométropole, au titre de la mise à disposition de l'ouvrage et de son exploitation.

5. Reprise du personnel

Le personnel affecté aux parkings Wodli et Gare courte durée sera le personnel du concessionnaire retenu à l'issue de la procédure. Sauf dans le cas où le concessionnaire choisi serait la société SNC Parcs autos de Strasbourg, le personnel actuellement employé sur le site serait automatiquement repris par le nouveau concessionnaire dans les mêmes conditions, au titre de l'article L1224-1 du Code du travail.

A ce jour, aucun personnel de la collectivité n'est employé ou mis à disposition pour l'exploitation du service ; la mise en place d'un nouveau contrat d'affermage ne modifiera en rien cette situation.

6. Production des comptes

Des comptes rendus annuels techniques et financiers préciseront l'évolution du service rendu. Ils intègreront les indicateurs qualitatifs et quantitatifs définis dans le contrat. Ces indicateurs permettront également à la collectivité d'apprécier mensuellement la qualité du service rendu et la performance de la gestion du concessionnaire.
Les comptes d'exploitation et analytiques seront produits annuellement et seront spécifiques au périmètre de la délégation.

7. Régime comptable et fiscal

Tous les impôts et taxes liés à l'exploitation du service délégué sont à la charge du concessionnaire qui sera l'exploitant fiscal de la délégation, à l'exception des taxes foncières liées à la propriété de l'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg.

8. Fin de contrat

Toute cession du contrat devra être autorisée par la collectivité.
La collectivité pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service public en fin de contrat.
A l'expiration de la convention de délégation, le délégant sera subrogé aux droits du concessionnaire. Par principe, le concessionnaire remettra gratuitement à la collectivité les biens de retour en fin de contrat.

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°41

Lancement par l'Eurométropole de Strasbourg d'une procédure de concession relative aux parkings Wodli et Gare courte durée. Avis à donner - article L5211-57 du CGCT

Pour

36

AGHA BABAEI-Syamak, BARSEGHIAN-Jeanne, BIES-Philippe, BITZ-Olivier, BUFFET-Françoise, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, JUND-Alain, JUNG-Martine, KEMPF-Suzanne, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RIES-Roland, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, SCHMIDT-Michaël

Contre

0

Abstention

6

CALDEROLI-LOTZ-Martine, KELLER-Fabienne, REMOND-Thomas, ROOS-Thierry, TARALL-Bornia, VETTER-Jean-Philippe

42

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Vélos partagés en libre-service - Fixation du montant de la redevance d'occupation du domaine public.

De nombreuses sociétés ont contacté la collectivité afin de présenter leurs souhaits de développer une offre de vélos partagés en libre-service ou free-floating. Ce système de free-floating est une solution de location de vélos qui s'affranchit des stations. La location est rendue possible par une application sur smartphone. Via leur téléphone, les utilisateurs peuvent géolocaliser le vélo le plus proche, débloquer l'antivol, utiliser le vélo avant de le verrouiller à nouveau et de le déposer où bon leur semble. En lien avec la politique cyclable de l'Eurométropole de Strasbourg, la ville souhaite encadrer le développement de ces services sur son territoire.

Les vélos partagés en libre-service ont vocation à être parqués et remisés sur l'espace public, de sorte que l'activité n'est rendue possible que par une utilisation privative du domaine public, soumise à la délivrance d'un titre, conformément à l'article L. 2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP).

Il est proposé au Conseil Municipal de fixer le montant de la redevance due pour l'occupation du domaine public communal par tout opérateur proposant ce service, conformément aux dispositions de l'article L. 2125-1 du CGPPP.

En application des dispositions de l'article L. 2125-3 du CGPPP, la redevance due pour l'occupation du domaine public tient compte des avantages de toute nature qu'elle génère pour l'occupant et de la possibilité pour lui de jouir de manière purement privative d'une partie du domaine public lors du parcage et du remisage des vélos en libre-service.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal de fixer le montant de la redevance due par le titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, à 20 € par vélo et par an pour l'activité de vélos partagés en libre-service ou free-floating sur le territoire de la commune de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

La mise en place d'une redevance d'occupation du domaine public pour les vélos partagés en libre-service déployé par des opérateurs privés.

décide

une redevance d'un montant de 20€ par vélo et par an.

autorise

le Maire ou son représentant à signer les arrêtés nécessaires.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

43

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Vente d'un immeuble à usage d'entrepôt 8c rue de Chalon sur Saône à Strasbourg.

La ville de Strasbourg est propriétaire depuis 1991 d'un bâtiment acquis à l'amiable sis 8c rue de Chalon-Sur-Saône dans le quartier du Port du Rhin à Strasbourg. Ce bien situé au sein d'une copropriété – Syndicat des Copropriétaires SIM-AL – constitue un lot de copropriété n°12.

Ce lot de copropriété assis sur les parcelles cadastrées Section HV n°173 (43,56 ares) et n°179 (11,52 ares) est classé en zone UYb au PLU intercommunal.

Le bâtiment est un entrepôt d'environ 760 m², comportant un hall, des sanitaires, une kitchenette ainsi qu'une mezzanine. Les locaux sont vétustes et nécessiteraient une rénovation lourde.

En effet, le bâtiment construit en brique béton, comporte une couverture en plaques ondulées en amiante-ciment en mauvais état (effritements et fuites). Il est raccordé aux réseaux d'eau potable et d'électricité, mais les raccordements ne sont plus aux normes et par ailleurs il n'est pas raccordé au réseau d'assainissement collectif.

En 2012, la Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti avait réalisé une étude en vue de réhabiliter les lieux. Les travaux à engager seraient les suivants :
- Mise aux normes électriques, eau potable, assainissement, sécurité-incendie,
- Travaux de renforcement du gros œuvre,
- Remplacement de la couverture,
- Réhabilitation des installations intérieures.

Le montant des travaux est estimé à 670 000 € TTC.

Par ailleurs, d'autres travaux sont à l'ordre du jour pour la copropriété, en vue de l'élimination d'un transformateur et du raccordement au réseau d'assainissement. Ces travaux, s'ils étaient approuvés par l'assemblée générale des copropriétaires, pourraient se chiffrer pour la ville de Strasbourg entre 3 500 € et 11 800 €.

Les locaux gérés par la Direction de la Culture sont actuellement mis à disposition de Théâtre Jeune Public et du Maillon, pour du stockage de décors et de costumes.

Des solutions de relocalisation sont actuellement envisagées pour ces deux acteurs culturels.

Le Société Civile Immobilière Rhin et Communication, par l'intermédiaire de son représentant Monsieur Etienne AUBERGER, a manifesté son intérêt pour l'acquisition de ce lot de copropriété. Afin de se rendre plus visible sur le marché de l'audio-visuel et mutualiser les ressources, le groupement de propriétaires privés qu'elle représente souhaiterait se développer sur ce site sous la bannière « Les studios du Rhin », en regroupant des entreprises de l'audiovisuel (sociétés de production, post-production, spécialistes d'effets spéciaux, atelier de costumes, création musicale …).

La SCI Rhin et Communication est une société civile immobilière créée en 2001 pour acquérir les bâtiments voisins du TJP, au 8B rue de chalon sur Saône/2 rue du Rhin Napoléon. Son objet est l'acquisition de bâtiments et leur mise en location auprès de partenaires afin de favoriser l'émergence d'un coworking audiovisuel pérenne.

France Domaine par avis daté du 6 novembre 2017 a estimé le bien à 200 000 euros HT étant précisé que ce prix ne tient pas compte des coûts qui pourraient liés à une opération de désamiantage du site ou aux mises en conformité du bâtiment.

Un accord a été trouvé avec la SCI Rhin et Communication pour le prix de 183 000 € HT, tous les frais inhérents à la transaction restant à la charge du futur acquéreur. La SCI devrait préalablement à l'utilisation des locaux engager les travaux listés ci-après :

- Stabilisation des fondations,
- Dépose des tôles amiantées, repose d'un bac et renforcement ou remplacement de la charpente,
- Dallage béton,
- Reprise des couvertures mal maçonnées.

Compte tenu de l'état actuel du bien, du coût de rénovation du bâtiment et des travaux qui incomberaient à la ville si elle devait maintenir ce bien dans son patrimoine, des charges de copropriété à venir, et des travaux supportés par le futur acquéreur, il est proposé de céder ce bien aux modalités financières convenues de 183 000 € HT.

La Commission patrimoine de la ville réunie le 10 avril 2018 a émis un avis favorable à la vente aux conditions susvisées.

Il est proposé au Conseil municipal de réserver une suite favorable à cette transaction au prix de 183 000 € HT au profit de la SCI Rhin et Communication ou toute autres personne morale ou physique qui pourrait se substituer avec l'accord de la ville.

Celle-ci sera assortie de conditions en tant que conditions essentielles et déterminantes de la vente :
- interdiction de revente dans un délai de cinq ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier ;
- une exclusion de la garantie des vices cachés, en raison de l'état du sol, du sous-sol, ou de la structure du bâtiment ;

- un droit de jouissance à titre gratuit, au profit de la Ville de Strasbourg jusqu'au 31 décembre 2018 au plus tard pour les besoins de stockage du Maillon et du Théâtre Jeune Public.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission patrimoine du 10 avril 2018
vu l'avis de France Domaine du 6 novembre 2017
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

1/ la vente au profit de la *SCI Rhin et Communication ou toute personne morale qui s'y substituerait avec accord de la Ville de Strasbourg, du lot de copropriété n°12 sis à Strasbourg, 8 C rue de Chalon Sur Saône cadastré :*

Ban de Strasbourg
Section HV n° 173 de 43,56 ares et n°179 de 11,52 ares
Lot n°12 pour 1799/1000 et les tantièmes de PC y afférents

au prix de 183 000 € (cent quatre-vingt trois mille euros) hors frais et taxes divers éventuellement dus par l'acquéreur,

2/ La vente sera assortie des conditions suivantes :

- *l'acquéreur s'interdit de revendre le bien dans un délai de cinq (5) ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier. Cette obligation sera à la charge du premier acquéreur et à tout nouvel acquéreur en cas de vente ultérieure du bien immobilier dans ledit délai.*

- *L'acquéreur prendra le bien vendu en l'état où il se trouve le jour de l'entrée en jouissance, sans aucune garantie de la part du vendeur pour raison soit de l'état du sol et du sous-sol à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le terrain, de mitoyenneté, d'erreur, d'omission dans la désignation du bien immobilier ou de la structure du bâtiment. La ville ne garantit pas l'état structurel du bâtiment. L'acquéreur déclarera avoir visité les lieux et prendra le bien en l'état sous sa seule responsabilité et à ses frais.*

Cette vente pourra le cas échéant être précédée d'un compromis de vente.

décide

l'imputation des recettes de 183 000 € hors taxes et droits divers éventuels sur la ligne budgétaire de la ville de Strasbourg, service CP71E, fonction 820, nature 775 ;

autorise

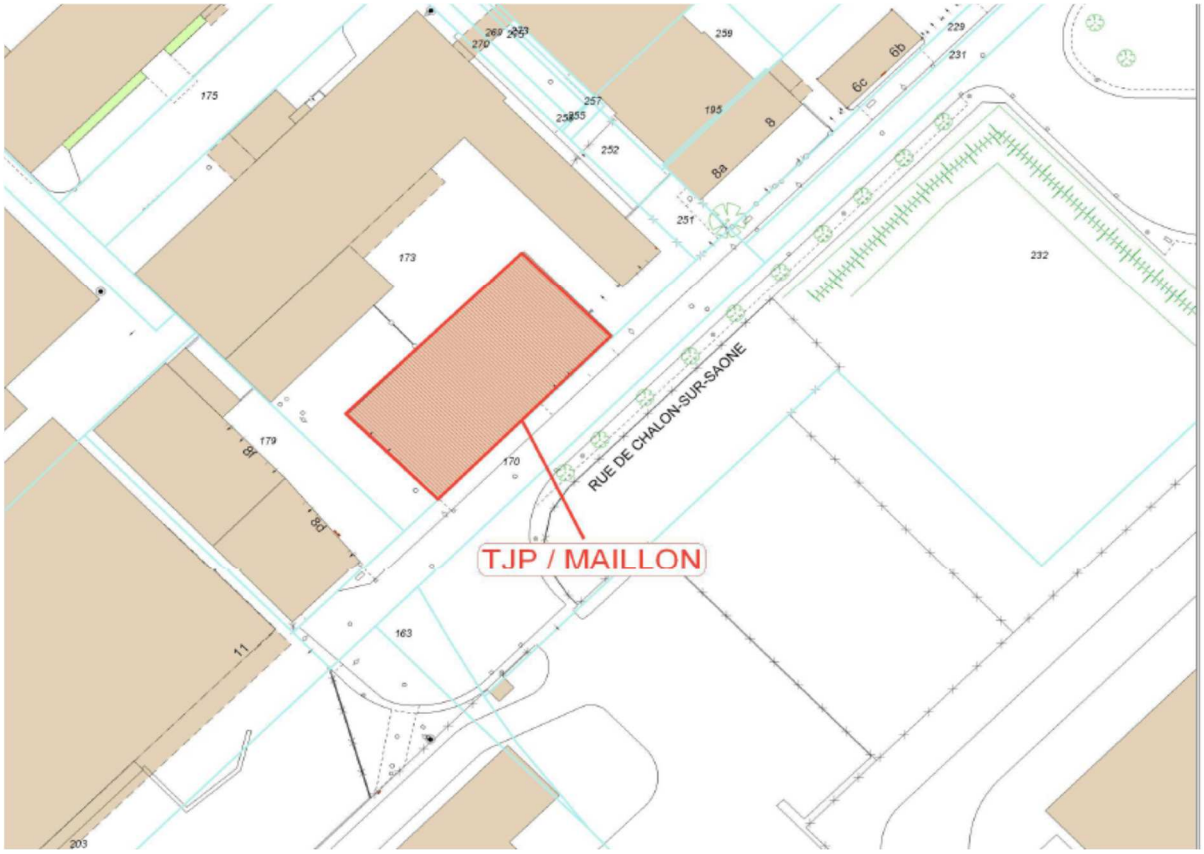
le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents concourant à l'exécution des présentes.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018


Lot de copropriété n°12
Il n'y a pas de légende pour cette carte.
Édité le 27/06/2017
Échelle 1/8000
160 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
Musau
449
ZONE PORTUAIRE SUD
Avenue du Rhin
Route du Petit Rhin
Rue du Port du Rhin
Rue du Havre
Ave de Vitry-le-François
Ave du Pont
Rue de Chalon-sur-Saône
Rue de Wattwiller
Place de Wattwiller
Rue de Lautenbach
Rue de Gerstheim
Rue de la Poutrelle
Rue de Sarajevo
Allée A.Bommer
Rue de Nantes
Rue de Prague
Rue de la Coopérative
Rue du Péage
Rue de l'Ancienne Digue
Rue de Murbach
Rue de Buhl
Rue de la Garde
Rue de Rimbach
Rue de Partswoerthweg
Rue de Belges
Rue du Dusuzeau
Rue du Millot
Rue Coulaux
Rue R.-Migneret
Rue Kentzinger
Rue R.François
Rue Catherine Kany
Rue Lina Ritter
Rue R.F.Noblat
Rue des Cavaliers
Rue du Cours
Rue Jean
Allée des
Route de l'Ile
Cour Kratz
Epailly
Pont Vauban
Pont Charles Frieden
Passage d'Osthouse
Quai des Belges
Quai des Epis
Quai Charles Frieden
BASSIN VAUBAN
BASSIN RENE GRAFF
Sporeninsel
ETANG
EMBARCADERE
S.E.T.E.
LA POSTE
DOUANE
CENTRE MEDICO-SOCIAL
HALTE-GARDERIE
MAIRIE DE QUARTIER
GYMNASE
EGLISE
GROUPE SCOLAIRE DU RHIN
EGLISE CATH. STE JEANNE D'ARC
Sq. des Fusillés du 15 Juillet 43
CLINIQUE RHENA
Place de l'Hippodrome
CENTRE EQUESTRE
COMPLEXE SPORTIF DES DEUX RIVES
ECOLE SPECIALISEE LES MOUETTES
JARDIN D'ENFANTS
INSTITUT BRUCKHOF
MAISON DE RETRAITE LES TUILERIES MUSAU
JARDINS FAMILIAUX LOMBARTSWOERTH
J.F.MAQUIS
JARDINS FAMILIAUX MUSAU
ECOLE AMPERE
ELEM.
MAT.
GYMNASE
MULTISPORTS
CONSULTATION NOURRISSONS
MAIRIE DE QUARTIER
CENTRE MEDICO-SOCIAL
LA POSTE
CUS HABITAT
HALTE-GARDERIE
CENTRE SOCIO-CULTUREL
N.4
R.N.4

Vente d’un immeuble à usage d’entrepôt 8 C rue de Chalon Sur Saône





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division France Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2017/898

Le 06/11/2017

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg
Direction de la construction et du patrimoine bâti
Gestion et inventaire du patrimoine bâti
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN : entrepôt

ADRESSE DU BIEN : 8 C, rue de Chalon sur Saône à Strasbourg (port du Rhin)

VALEUR VÉNALE : 200 000 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT :

Eurométropole de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Catherine MULLER** catherine.muller@strasbourg.eu

2 - DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 10/10/2017
Demande reçue le : 25/10/2017
Visite le : **30/11/2017**
Dossier en état : 30/11/2017

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE :

Cession d'un bâtiment à usage d'entrepôt sis 8 C, rue de Chalon sur Saône à Strasbourg.

4 - DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	n°	Adresse - Lieudit	Superficie (are)
HV	173	2, rue Rhin napoléon	43,56
		Total	**43,56**

Descriptif sommaire :

Emprise de forme rectangulaire d'environ 20 mètres de large sur 38 mètres de long surbâtie d'un en entrepôt construit en parpaings, surmonté d'une toiture deux pans à ossature métallique et couverture en plaques de fibrociment, composé à titre principal d'une surface de stockage d'une hauteur sous faîtage d'environ 7 mètres et de quelques locaux d'accompagnement (salle de repos, vestiaire, toilette..) ainsi que d'un espace de stockage de même dimension situé au dessus, accessible par un escalier métallique.

Bâtiment non isolé non chauffé à l'exception de quelques convecteurs électriques dans l'espace de repos
Eau, électricité. Le bâtiment n'est toutefois pas raccordé au réseau public d'assainissement
Deux portes sectionnelles dont une motorisée en état de marche.

Principales caractéristiques :

Bâtiment affecté à usage quasi exclusif d'entrepôt
L'état du gros œuvre est moyen avec des fissures sur les murs au niveau des anciennes portes sectionnelles et dans les angles du bâtiment, toiture amiantée, enveloppe non isolée, fuites au niveau des gouttières, dessous de toit sont abîmés
Des mises aux normes (assainissement, électricité, sécurité escalier, désenfumage..) sont à prévoir

Surface annoncée par le consultant : 600 m²
Surface calculée : surface au sol (780 m²) - épaisseur des murs (116 mètres x 0.25 mètres) = 750 m²
Surface retenue pour la présente évaluation : **750 m²**

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : Eurométropole de Strasbourg.
Situation locative : occupé par le TJP et le maillon (stockage de matériel)

6 - URBANISME ET RESEAUX :

Au PLU intercommunautaire approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017, la parcelle est située en zone **UY b**
La zone UY correspond à des sites en reconversion dont l'objectif est d'accueillir aussi bien des lieux culturels que des activités économiques non génératrices de nuisances.
En secteur UYb sont interdits, le logement, l'hébergement hôtelier et le commerce de détail.

7- DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de leurs caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale du bâtiment considéré peut être fixée à 200 000 € HT.

Nota

- La présente évaluation ne tient pas compte des coûts liés au désamiantage et aux mises en conformité du bâtiment.

- Elle est donnée sous réserve d'une surface utile différente de celle reconstituée à partir du plan cadastral.

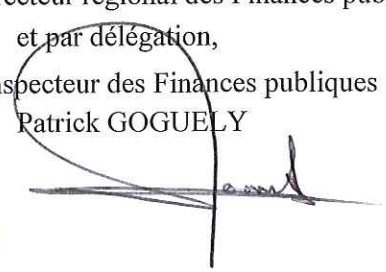
8 - DUREE DE VALIDITE :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIERES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,
L'inspecteur des Finances publiques
Patrick GOGUELY



44

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Déconstruction 93 route de Mittelhausbergen.

La présente délibération porte sur l'engagement de la déconstruction de l'immeuble sis au 93 route de Mittelhausbergen à Strasbourg, propriété de la Ville de Strasbourg (parcelles cadastrées 131, 132 et 133 section LK d'une surface globale de 148m²)

Cette maison à simple rez-de chaussée et combles est très dégradée et vide depuis de nombreuses années, à l'exception d'un répartiteur du réseau fibre SFR.

Cet emplacement, adjacent à la parcelle 130, parcelle de l'école élémentaire Camille Hirtz pourra permettre la mise en place d'un bâtiment bois et par la même pourra permettre d'accueillir provisoirement des classes de l'école Maternelle, dans l'attente de la restructuration de cet établissement.

Le montant prévisionnel de l'opération s'élève à 50 000 € TTC (valeur avril 2018). La démolition est programmée au mois de juillet 2018. L'armoire fibre de SFR sera bien entendu préalablement dévoyée pour garantir la continuité de fonctionnement du réseau.

La conduite d'opération sera assurée par les services de la Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
constate

la désaffectation de l'intégralité de l'immeuble sis au 93 route de Mittelhausbergen à Strasbourg ;

approuve

la déconstruction de l'immeuble sis au 93 route de Mittelhausbergen à Strasbourg.

décide

d'imputer les dépenses au titre des travaux de bâtiments Modulaires –augmentation des capacités d'accueil des écoles pour un montant de 50 000 euros TTC sur la ligne budgétaire suivante : Fonction 7222, nature 231351, AP 0185 Programme 1091;

autorise

le Maire ou son-sa réprésentant-e à signer tout acte ou document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

45

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Projet de rénovation urbaine de Strasbourg-Hautepierre - Déclassement d'emprises du domaine public de voirie- Avis du conseil municipal - Article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine (PRU) engagé sur le quartier de Strasbourg-Hautepierre, et plus précisément au sein de la maille Catherine, plusieurs parcelles initialement intégrées au réseau viaire ne participent plus à l'aménagement de la voirie suite aux aménagements qui ont été réalisés.

Il s'agit de parcelles situées avenue Tolstoï et avenue Molière ; elles sont cadastrées :

section LP, numéro (1)/615, sise avenue Molière
section LP, numéro 617/171, sise lieu-dit Kirschhecklein (avenue Molière)
section LP, numéro (2)/1233, sise lieu-dit Kleinschurmfeld (avenue Molière)
section LP, numéro (3)/1640, sise lieu-dit Kirschhecklein (avenue Molière)
section LP, numéro 1641/171, sise lieu-dit Kirschhecklein (avenue Tolstoï)
section LP, numéro 1645/70, sise place Flaubert
section LP, numéro 1647/79, sise lieu-dit Kleinschurmfeld (avenue Molière)
section LP, numéro (4)/1881, sise lieu-dit Kirschhecklein (avenue Tolstoï)

Désormais, ces parcelles sont soit aménagées en espaces verts ; dans ce cas elles sont délimitées par une clôture, et ne sont donc plus accessibles au public. Soit, restées en friche, elles ne sont pas du tout aménagées, et ne sont donc plus accessibles au public non plus.

Etant ainsi désaffectées, leur situation permet de les déclasser du domaine public de voirie.

Il est demandé au Conseil municipal de donner son avis sur déclassement, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré

émet un avis favorable au projet de déclassement du domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg des emprises de voirie sises avenue Tolstoï et avenue Molière à Strasbourg-Hautepierre, maille Catherine, à savoir les parcelles cadastrées :

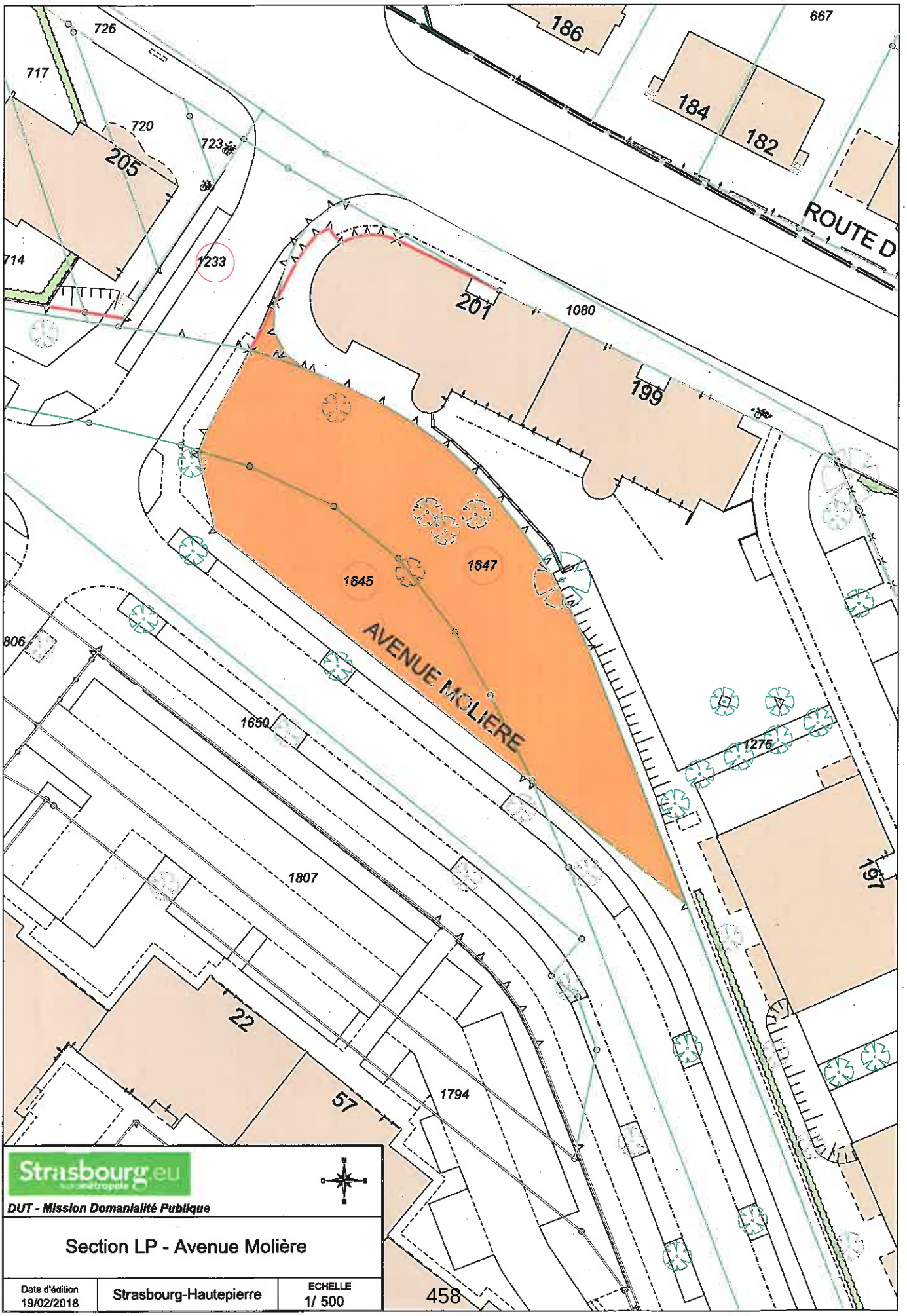
section LP, numéro (1)/615, sise avenue Molière
section LP, numéro 617/171, sise lieu-dit Kirschhecklein (avenue Molière)
section LP, numéro (2)/1233, sise lieu-dit Kleinschurmfeld (avenue Molière)
section LP, numéro (3)/1640, sise lieu-dit Kirschhecklein (avenue Molière)
section LP, numéro 1641/171, sise lieu-dit Kirschhecklein (avenue Tolstoï)
section LP, numéro 1645/70, sise place Flaubert
section LP, numéro 1647/79, sise lieu-dit Kleinschurmfeld (avenue Molière)
section LP, numéro (4)/1881, sise lieu-dit Kirschhecklein (avenue Tolstoï).

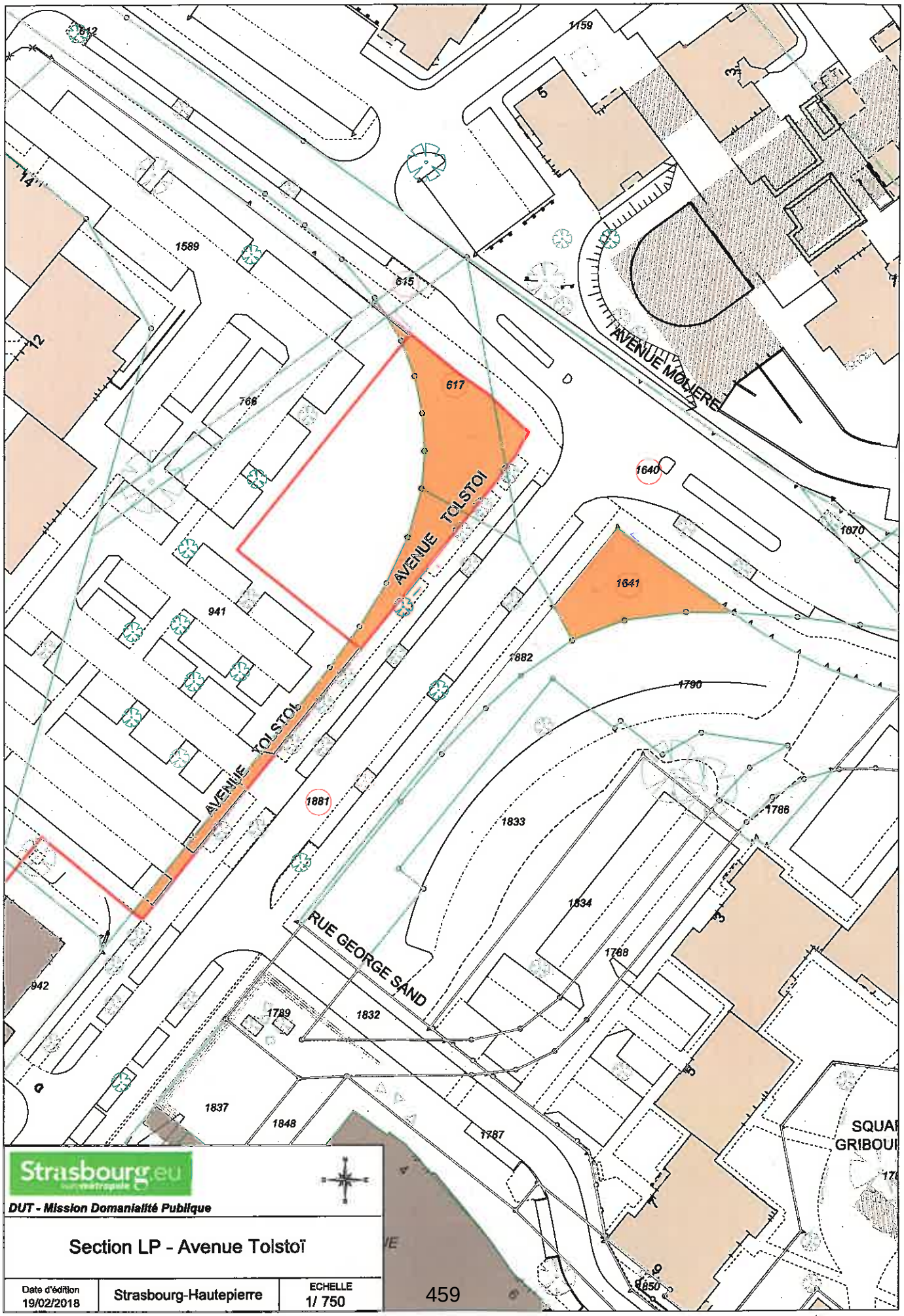
Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018



Édité le 16/04/2018 Échelle 1/4000 80 m Fonds de plan © SIG-CUS


726
717
720
723
205
714
1233
186
667
184
182
ROUTE D
201
1080
199
1647
1645
AVENUE MOLIERE
806
1650
1807
1275
197
22
57
1794
Strasbourg.eu
DUT - Mission Domanialité Publique
Section LP - Avenue Molière
Date d'édition
19/02/2018
Strasbourg-Hautepierre
ECHELLE
1/ 500



Strasbourg.eu
une métropole

DUT - Mission Domanialité Publique

Section LP - Avenue Tolstoï

Date d'édition		ECHELLE
19/02/2018	Strasbourg-Hautepierre	1/ 750

46

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Projet de rénovation urbaine (PRU) de Hautepierre - Maille Brigitte - Régularisations foncières avec la société NEOLIA - Avis du conseil municipal - Article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales.

Le quartier de Hautepierre a été aménagé de 1965 à 1981 sous forme d'une zone à urbaniser en priorité par la Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (SERS) en application de la convention publique d'aménagement de l'opération Strasbourg-Hautepierre du 30 décembre 1967.

Dans ce cadre, des espaces à vocation publique ont été réalisés par certaines copropriétés ou sociétés : voiries structurantes et internes aux mailles, places et placettes périphériques aux bâtiments publics et scolaires, espaces de stationnement et cheminements piétons/ cycle. C'est le cas de la société NEOLIA, société anonyme d'habitation à loyer modéré, qui a aménagé un espace piétonnier permettant d'accéder à l'école maternelle Brigitte, et ayant ainsi vocation à être intégré au domaine public métropolitain.

Il est proposé de procéder au classement de ces emprises dans le domaine public métropolitain, celles-ci présentant un intérêt pour la circulation publique des piétons.

L'Eurométropole de Strasbourg s'est donc rapprochée de cette société afin qu'elle lui cède deux parcelles nécessaires au projet de réaménagement de l'espace de la maille Brigitte.

La société NEOLIA s'est ainsi engagée à lui céder, à l'euro symbolique, deux parcelles représentant une surface totale de 0,46 are d'assiette d'espace à vocation publique.

En contrepartie, l'établissement public a proposé à la société NEOLIA de lui céder, après déclassement de son domaine public, à l'euro symbolique, deux parcelles représentant une surface de 4,23 ares, et permettant essentiellement le stationnement des véhicules des locataires de l'immeuble appartement à la société NEOLIA ainsi que son accès.

A cet égard, il est précisé que l'une de ces deux parcelles est traversée par un collecteur d'assainissement indispensable au fonctionnement du système de collecte des eaux usées. Il est donc nécessaire de mettre en place une servitude afin de sécuriser la présence de cet aménagement. La servitude doit être assortie d'une interdiction de surbâtir sur l'emplacement de ce collecteur, ainsi que sur une bande d'un mètre cinquante de part et d'autre de l'axe de ce réseau. Les aménagements pouvant y être réalisés doivent néanmoins y permettre l'accès à un camion de vingt-six tonnes pour le nettoyage des réseaux et du regard de visite (RV8856), vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et sept jours sur sept.

L'Eurométropole de Strasbourg et la société NEOLIA se sont rapprochées et se sont entendues pour procéder à un échange immobilier sans soulte de leurs terrains respectifs.

Il est demandé au conseil municipal de donner son avis sur cet échange, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales
vu les avis 227 et 228 de France Domaine émis le 28 mars 2018
vu l'acte d'engagement de la société NEOLIA du 1er juillet 2015
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
émet

- *un avis favorable au projet d'échange foncier à intervenir entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société NEOLIA, consistant en :*

- l'acquisition, par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de la société NEOLIA, des parcelles cadastrées suivantes :

commune de Strasbourg

section LP, numéro 1908/241, sise rue Gioberti, d'une surface de 0,39 are,
section LP, numéro 1252/241, sise rue Gioberti, d'une surface de 0,07 are

- en contrepartie la cession, par l'Eurométropole de Strasbourg à la société NEOLIA, des parcelles cadastrées suivantes :

commune de Strasbourg

section LP, numéro 1244/241, sise rue Gioberti, d'une surface de 0,40 are
section LP, numéro 1245/241, sise rue Gioberti, d'une surface de 3,79 ares

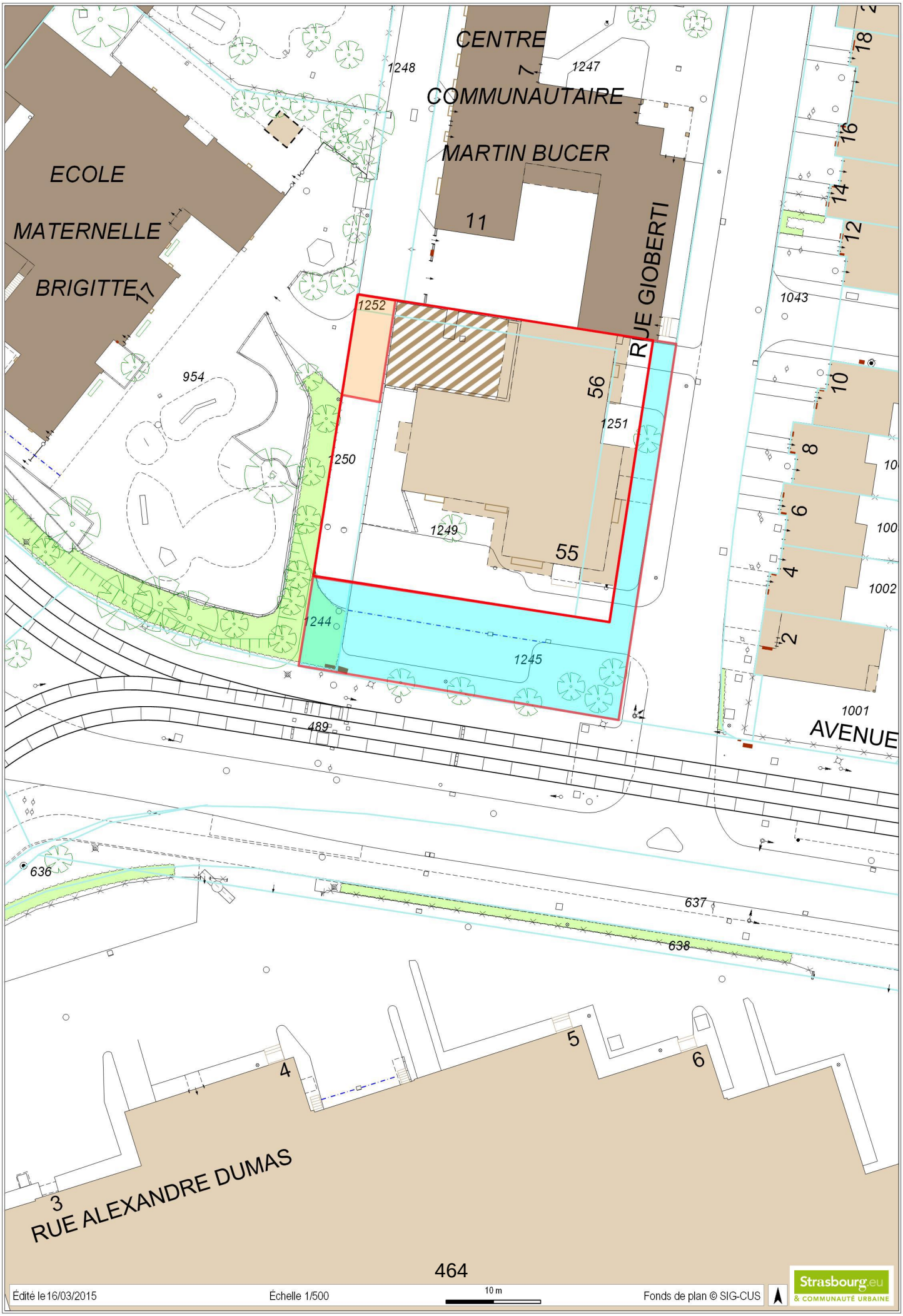
L'échange est réalisé sans soulte.

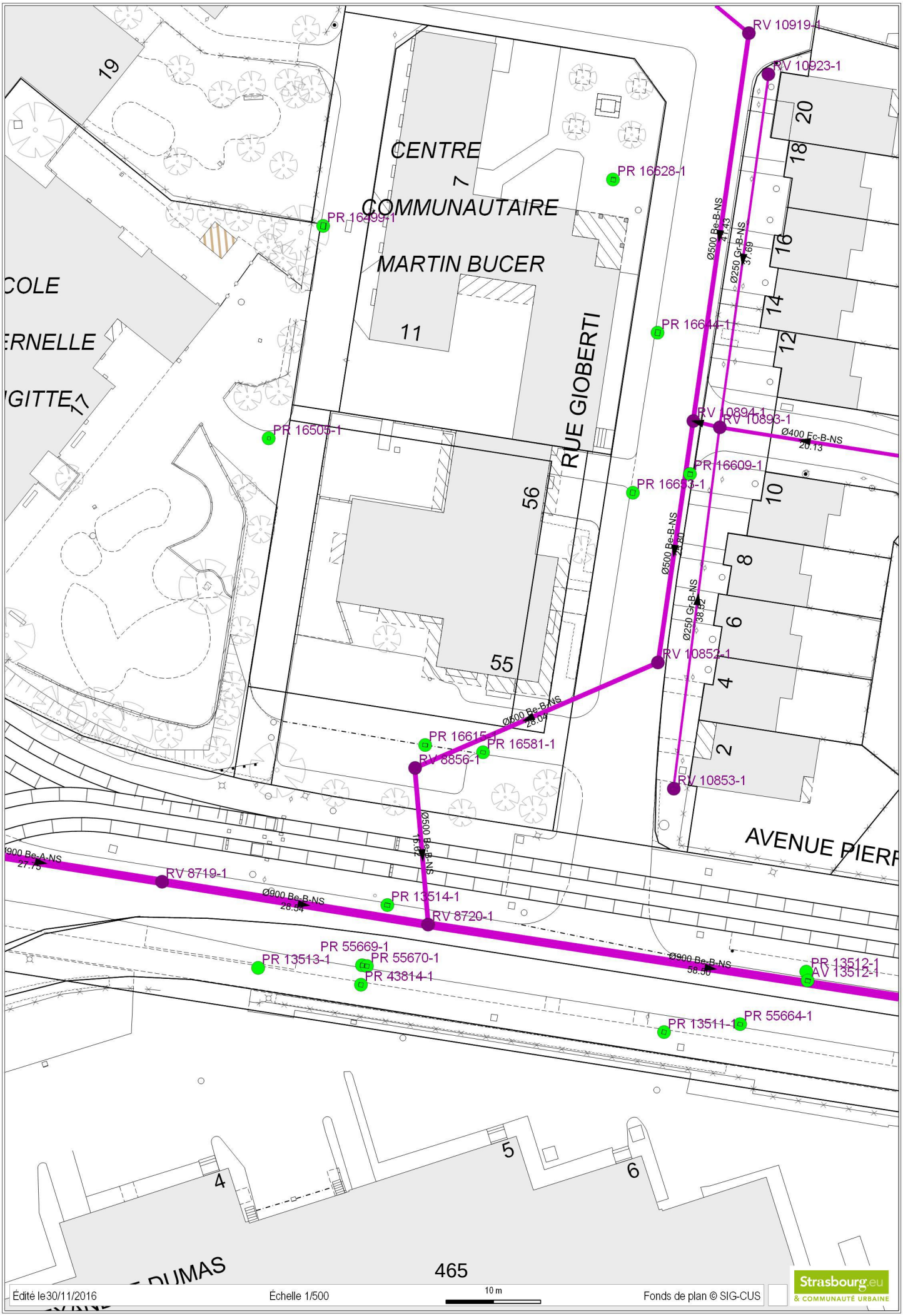
- *un avis favorable au classement de ces parcelles dans le domaine public viaire de l'Eurométropole de Strasbourg.*

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018


Karine
Catherine
Brigitte
Irène
Anne
Eléonore
Les Poteries
Denis
Jacqueline
Pierre
Rue Racine
Avenue Tolstoï
Rue Rabelais
Rue F. Villon
Rue Montesquieu
Rue Du Bellay
Chemin Jean Jean
Place Jean Giono
Parc M. de Navarre
ECOLE ELEM. KARINE
Sq.A. Cocteau
GYMNASE B
ECOLE MAT. KARINE 1
KARINE 2
LA PASSERELLE (C.S.C. ANNEXE)
R. G. Guillaume Apollinaire
Bld Balzac
R. G. Sand
MEDIATHEQUE
Sq.Gribouille
L.A.P.E.
CENTRE COMMERCIAL MULTI-ACCUEIL
R.C.
Pl. Flaubert
Place de la Comtesse de Ségur
Parc Sindbad
Pl. Léopold Sédar Senghor
CENTRE SOCIO-CULTUREL
C.M.S.
LE GALET
ECOLE CATHERINE
GYMNASE
A.L.M.
CUS HABITAT
Ch. Cadichon
Rue Molière
Rue Paul Claudel
Rue de Woellenheim
R. de Saessolsheim
Rue de Durningen
R. de Schnersheim
Rue d' Oberhausbergen
R. Paul Valéry
Ave Shakespeare
Yourcenar
All. Charles Perrault
Ch. Alphonse Daudet
Parc des Frères Grimm
Ch. Peter Pan
Boulevard René Leriche
I.N.S.E.R.M.
CENTRE EUROPEEN D'ETUDE DU DIABETE
Ave Racine
Ave Cervantes
R. F. Dolto
MOSQUEE (en construction)
Bld Victor Hugo
MAISON DE L'ENFANCE ET BIBLIOTHEQUE
POLICE
GYMNASE
COLLEGE ERASME
CRECHE GARDERIE
Rue Adélaïde
Lamartine
Corneille
ECOLE ELEM. BRIGITTE
CRECHES
CENTRE COMMUNAUTAIRE MARTIN BUCER
R. Benedetto Croce
R. Gluck
ECOLE MAT.
Avenue Dante
Avenue Bld La Raci
CAF
Le Jardin De Nos Rêves
ECOLE ELEMENTAIRE ELEONORE
Place Montaigne
I.E.N./J.E.E.P.
GYMNASE C.M.P.
Place Erasme
ECOLE MAT. ELEONORE B
ECOLE MAT. ELEONORE A
Bld La Pierre
Autoroute A.351
Rue Alexandre Dumas
Paul Eluard
Rue Charles Péguy
BLANCHISSERIE H.U.S.
CENTRALE THERMIQUE
Rue Jean Giraudoux
Rue Jacobi
Rue Flora
Rue Maria Del
Rue Paul Eluard
RPPM
R. Alfred Döblin
R. Yvan et Claire Goll
Rue Romain Rolland
J.-P. de Dadelsen
R. Madame Tussaud
SALLE OMNISPORT
R. Georges
Jean
Rue
Jardin des
THEATRE DE HAUTEPIERRE
Place du Maillon
MAIRIE DE QUARTIER
LA POSTE
MEDIATHEQUE
Place André Maurois
EGLISE ET PRESB. ST BENOIT
Allée Le Petit Prince
Allée Alexandre le Grand
JARDIN PARTAGE
Allée Jack London
Pl.des Palabres
Allée S. de Beauvoir
ECOLE ELEM. JACQUELINE
Parc Le Chat Perché
R. de la Marquise de Sévigné
GYMNASE JACQUELINE
Ch. Marianne
Ch. Mariannin des Bois
Édité le 16/03/2015
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


CENTRE
COMMUNAUTAIRE
MARTIN BUCER
ECOLE
MATERNELLE
BRIGITTE
11
17
7
RUE GIOBERTI
55
56
1248
1247
1252
1251
1250
1249
1244
1245
954
489
1043
1001
AVENUE
636
637
638
RUE ALEXANDRE DUMAS
3
4
5
6
464
Édité le 16/03/2015
Échelle 1/500
10 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


CENTRE
COMMUNAUTAIRE
MARTIN BUCER
7
11
RUE GIOBERTI
56
55
19
17
20
18
16
14
12
10
8
6
4
2
PR 16628-1
PR 16499-1
PR 16505-1
PR 16644-1
PR 16609-1
PR 16615-1
PR 16581-1
PR 13514-1
PR 55669-1
PR 13513-1
PR 55670-1
PR 43814-1
PR 13512-1
PR 55664-1
PR 13511-1
RV 10919-1
RV 10923-1
RV 10894-1
RV 10893-1
RV 10852-1
RV 10853-1
RV 8856-1
RV 8719-1
RV 8720-1
AV 13512-1
Ø500 Be-B-NS 41.43
Ø250 Gr-B-NS 37.69
Ø400 Fc-B-NS 20.13
Ø500 Be-B-NS 38.80
Ø250 Gr-B-NS 38.82
Ø500 Be-B-NS 28.04
Ø500 Be-B-NS 15.62
Ø900 Be-A-NS 27.75
Ø900 Be-B-NS 28.04
Ø900 Be-B-NS 58.50
AVENUE PIERR
4
5
6
465
Édité le30/11/2016
Échelle 1/500
10 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Division du Domaine

Adresse : 4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Mail : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 28 mars 2018

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR

Téléphone : 03 88 10 35 14

Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2018/0227

Ville de Strasbourg et Eurométropole.

Service Mission domanialité publique

1 Parc de l'Étoile

67076 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : EMPRISE FONCIÈRE AMÉNAGÉE EN CHEMIN PIÉTONNIER RUE GIOBERTI À STRASBOURG-HAUTEPIERRE.

VALEUR VÉNALE : 15 600 € HT/are, soit 7 176 € HT pour 0,46 are.

Cette portion de terrain est déjà aménagée en cheminement piéton ; cette situation n'apporte aucun avantage au propriétaire actuel. De plus, le transfert de propriété s'accompagne d'un transfert de charges pouvant justifier une cession à l'euro symbolique.

1 – SERVICE CONSULTANT : Ville de Strasbourg et Eurométropole.

Affaire suivie par : M. COLOBERT (91116@strasbourg.eu).

2 - DATE DE CONSULTATION : 05/03/2018
DATE DE RÉCEPTION : 05/03/2018
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »: 27/03/2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Acquisition par voie d'échange d'une emprise foncière de 0,46 are, à prélever d'une unité foncière totalement encombrée par un immeuble.

4 – Description du bien

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-HAUTEPIERRE

Section	Parcelles	Superficie/ ares	Adresse cadastrale	Zonage PLU
LP	1908/241	0,39	Rue Gioberti	HAU UD2 / Ht 25 m
	1252/241	0,07		
	TOTAL	**0,46**		

L'emprise sert d'assiette foncière à un cheminement piétonnier permettant un accès sécurisé à l'école maternelle Brigitte.
L'opération d'échange est destinée à la régularisation d'une situation de fait.

5 – Situation juridique

Propriétaire(s) présumé(s) des parcelles concernées : NEOLIA.

6 – Urbanisme et réseaux

Parcelles situées en zone UD2 du PLU approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017.
Hauteur maximale de 25 m.

Qualification des parcelles :
Les parcelles ont la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car situées dans une zone déclarée constructible et desservies par les VRD.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

- Valeur vénale sur la base d'un prix à l'are de 15 600 €, valeur actualisée à la baisse par rapport à l'avis précédent :
  Soit 0,46 are * 15 600 €/are = **7 176 € HT** (2 m² supplémentaires par rapport à 2017).

Cette valeur tient compte de l'encombrement de l'unité foncière d'origine et de l'arpentage réalisé courant 2017.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition/échange réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si une procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin
et par délégation,
L'Inspectrice des Finances publiques,

Éliane BAEHR

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Division du Domaine

Adresse : 4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Mail : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 28 mars 2018

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR

Téléphone : 03 88 10 35 14

Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2018/0228

Ville de Strasbourg et Eurométropole.

Service Mission domanialité publique

1 Parc de l'Étoile

67076 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : EMPRISE FONCIÈRE AMÉNAGÉE EN PARKING RUE GIOBERTI À STRASBOURG-HAUTEPIERRE.

VALEUR VÉNALE : 6 000 € HT/are, soit 25 140 € HT pour 4,19 ares.

Cette valeur tient compte de sa situation, de la servitude de non aedificandi et des réseaux qui traversent l'emprise.

1 – SERVICE CONSULTANT : Ville de Strasbourg et Eurométropole.

Affaire suivie par : M. COLOBERT (91116@strasbourg.eu).

2 - DATE DE CONSULTATION : 05/03/2018
DATE DE RÉCEPTION : 05/03/2018
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT » : 05/03/2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Cession par voie d'échange d'une emprise foncière de 4,19 ares aménagée en parc de stationnement et espaces verts.

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-HAUTEPIERRE

Section	Parcelles	Superficie/ ares	Adresse cadastrale	Zonage PLU
LP	1244	0,40	Rue Gioberti	UD2 / Ht 25 m
	1245	3,79		
	TOTAL	**4,19**		

L'emprise se situe à l'angle de l'avenue Pierre Corneille et la rue Gioberti. Elle est affectée d'une servitude de non aedificandi et traversée par un réseau d'assainissement.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaire(s) présumé(s) : EMS.

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

Parcelles situées en zone UD2 du PLU approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017. Hauteur maximale de 25 m.

Qualification des parcelles :
Les parcelles ont la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car situées dans une zone déclarée constructible et desservies par les VRD.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

- Valeur vénale sur la base d'un prix à l'are de 6 000 €, valeur actualisée à la baisse par rapport à l'avis précédent :
  Soit 4,19 ares * 6 000 €/are = **25 140 € HT** (4 m² en moins par rapport à 2017).

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une cession/échange réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si une procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin
et par délégation,
L'Inspectrice des Finances publiques,

Éliane BAEHR

47

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Avis relatif au classement d'office dans le domaine public métropolitain de la rue de la Licorne à Strasbourg-Cronenbourg - Validation du recours aux dispositions de l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme - Approbation de la composition du dossier d'enquête publique (avis du Conseil Municipal - art. L. 5211-57 du CGCT).

La rue de la Licorne, ouverte à la circulation publique, est une voie assurant la desserte d'un ensemble d'habitation constitué d'une dizaine de parcelles. La rue est en cohérence avec le reste du réseau viaire du quartier : elle assure la continuité avec la rue de l'Anneau au Sud et la route de Mittelhausbergen au Nord, voies qui relèvent du domaine public métropolitain.

A ce jour, les acquisitions foncières n'ont pas été finalisées, six parcelles sont restées inscrites au Livre Foncier aux noms de personnes privées. Les croquis cadastraux historiques et données du Livre Foncier attestent de la situation privée de cette emprise en la qualifiant de *« chemin de servitude »*.

La rue de la Licorne est étroite, non éclairée et en l'état de gravillons.

La régularisation du statut de cette rue permettrait à la collectivité d'y assurer l'entretien et la sécurité. Il est ainsi proposé d'incorporer la rue de la Licorne dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg afin de libérer les propriétaires de toute obligation à l'égard de ces emprises aménagées en voirie.

La procédure de classement à mettre en œuvre est le classement d'office prévu par les articles L. 318-3 et R. 318-10 et suivants du Code de l'Urbanisme (CU). Cette procédure permet le transfert définitif et sans indemnité de la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique et comprises dans des ensembles d'habitation.

La mise en œuvre des dispositions de l'article L. 318-3 du C.U. suppose deux délibérations : la première destinée à valider le recours à cette procédure et la composition du dossier d'enquête publique, la seconde pour fixer les alignements légaux opposables et prononcer le transfert des parcelles concernées à l'Eurométropole.

Le Conseil municipal est invité à émettre un avis sur ce projet de l'Eurométropole de Strasbourg, en application des dispositions de l'article L. 5211-57 du Code général des collectivités territoriales.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
émet

un avis favorable au projet de l'Eurométropole de Strasbourg :

- *d'engager une procédure de classement d'office en application des articles L. 318-3 et R.318-10 et suivants du Code de l'urbanisme pour intégrer au domaine public la rue de la Licorne à Strasbourg-Cronenbourg ;*

- *d'approuver l'ouverture d'une enquête publique et de valider la composition du dossier d'enquête publique.*

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

ENQUETE PUBLIQUE
relative au

CLASSEMENT D'OFFICE
Commune de STRASBOURG – CRONENBOURG

Rue de la Licorne

SOMMAIRE

1. NOTE DE PRÉSENTATION 3

1.1 PRÉSENTATION DE LA VOIE……..……..3

1.2 RECHERCHE DES PROPRIÉTAIRES…….5

2. LE CLASSEMENT D'OFFICE - LES TEXTES ISSUS DU CODE DE L'URBANISME 5

3. LA COMPETENCE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG 7

4. LE DOSSIER SOUMIS A L'ENQUETE PUBLIQUE 7

4.1 NOMENCLATURE DE LA VOIE ET ÉQUIPEMENTS ANNEXES……..……7

4.2 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES ET ÉTAT D'ENTRETIEN DES VOIES……..7

4.3 ETAT PARCELLAIRE (voir également l'annexe n°3)…….....8

4.4 PLAN DE SITUATION (voir également le plan en annexe n°2a)……...……..8

4.5 PLAN D'ALIGNEMENT (voir également le plan en annexe n°2b)……..8

5. ANNEXES 9

1. NOTE DE PRÉSENTATION

1.1 PRÉSENTATION DE LA VOIE

1.1.1. Voie de desserte : rue de la Licorne

La rue de la Licorne, ouverte à la circulation publique, est une voie assurant la desserte d'un ensemble d'habitations constituée d'une dizaine de parcelles. La rue est en cohérence avec le reste du réseau viaire du quartier : elle assure la continuité avec la rue de l'Anneau au Sud et la route de Mittelhausbergen au Nord, voies qui relèvent du domaine public métropolitain.

A ce jour, les acquisitions foncières n'ont pas été finalisées, six parcelles restent inscrites au Livre Foncier aux noms de personnes privées. Les croquis cadastraux historiques et données du Livre Foncier attestent de la situation privée de cette emprise en la qualifiant de *« chemin de servitude »*.

La rue de la Licorne est étroite, non éclairée et en l'état de gravillons.

La régularisation du statut de cette rue permettrait à la collectivité d'y assurer l'entretien et la sécurité. Il est ainsi proposé d'incorporer la rue de la Licorne dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg afin de libérer les propriétaires de toute obligation à l'égard de ces emprises aménagées en voirie.

La procédure de classement à mettre en œuvre est le classement d'office prévu par les articles L.318-3 et R.318-10 et suivants du Code de l'Urbanisme. La procédure de classement d'office permettra le transfert définitif et sans indemnité des parcelles composant l'assiette foncière de cette voie privée ouverte à la circulation publique.

1.1.2 Panorama photographique



N°1 : Rue de la Licorne depuis la rue de l'Anneau

	N°2 : Rue de la Licorne depuis la rue de l'Anneau
	N°3 : Rue de la Licorne depuis la route de Mittelhausbergen
	N°4 : Carrefour entre la rue de la Licorne et la route de Mittelhausbergen

1.2 RECHERCHE DES PROPRIÉTAIRES

Six parcelles aménagées en voirie sont propriété de riverains, confirmant le statut privé de la rue. Cette dernière nécessite d'être classée et les parcelles qui en constituent l'assiette à être transférées dans le domaine public métropolitain.

Les titulaires de droits concernés par ces parcelles tels que renseignés au Cadastre et au Livre Foncier sont détaillés à l'état parcellaire ci-joint en annexe n°3.
En vue de l'engagement de la procédure de classement d'office, l'Eurométropole de Strasbourg a adressé un courrier d'information, en lettre recommandée avec accusé de réception aux dernières adresses connues des différents titulaires de droits concernés, tels qu'ils sont référencés au Livre Foncier.
Un affichage en commune de ces courriers a été effectué lorsque les lettres sont revenues suite à un changement d'adresse et pour les titulaires de droits dont les adresses ne sont pas connues.

=> Voir le(s) certificat(s) d'affichage en annexe n° 7.

Pour limiter la responsabilité des propriétaires privés en cas d'incident sur cette voie, l'Eurométropole de Strasbourg doit devenir propriétaire de la rue de la Licorne.
Aussi, l'Eurométropole de Strasbourg, compte tenu de l'intérêt général, souhaite le transfert dans son domaine public routier des propriétés de la rue de la Licorne.

2. LE CLASSEMENT D'OFFICE

La procédure de classement et de transfert d'office de la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique est prévue par les articles L.318-3, R.318-10 et R.318-11 du Code de l'urbanisme.

Aux termes de l'article L.318-3 modifié par l'ordonnance n°2015-1341 du 23 octobre 2015 (art.5) dont les dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2016 :
La propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations peut, après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale et réalisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration, être transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

La décision de l'autorité administrative portant transfert vaut classement dans le domaine public et éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels et personnels existant sur les biens transférés.

Cette décision est prise par délibération du conseil municipal. Si un propriétaire intéressé a fait connaître son opposition, cette décision est prise par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, à la demande de la commune.

L'acte portant classement d'office comporte également approbation d'un plan d'alignement dans lequel l'assiette des voies publiques est limitée aux emprises effectivement livrées à la circulation publique.

Lorsque l'entretien des voies ainsi transférées entraînera pour la commune une charge excédant ses capacités financières, une subvention pourra lui être allouée suivant les formes de la procédure prévue à l'article 248 du code de l'administration communale.

Aux termes de l'article R.318-10 modifié par le décret n°2005-361 du 13 avril 2005 (art.1 JORF 21 avril 2005)
L'enquête prévue à l'article L. 318-3 en vue du transfert dans le domaine public communal de voies privées ouvertes à la circulation publique dans un ensemble d'habitation est ouverte à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

Le maire ouvre cette enquête, après délibération du conseil municipal, le cas échéant à la demande des propriétaires intéressés.

Le dossier soumis à l'enquête comprend obligatoirement :

1. La nomenclature des voies et des équipements annexes dont le transfert à la commune est envisagé ;

2. Une note indiquant les caractéristiques techniques de l'état d'entretien de chaque voie ;

3. Un plan de situation ;

4. Un état parcellaire.

Le conseil municipal doit donner son avis sur ce projet dans un délai de quatre mois.

Avis du dépôt du dossier à la mairie est notifié dans les conditions prévues par l'article R. 141-7 du code de la voirie routière aux personnes privées ou publiques propriétaires des voies dont le transfert est envisagé.

L'enquête a lieu conformément aux dispositions des articles R. 141-4, R. 141-5 et R. 141-7 à R. 141-9 du code de la voirie routière.

Les dispositions de l'article R. 318-7 sont applicables à l'enquête prévue par le présent article.

Aux termes de l'article R.318-11 modifié par le décret n°2005-361 du 13 avril 2005 (art.2 JORF 21 avril 2005) :
L'opposition des propriétaires intéressés visée au troisième alinéa de l'article L. 318-3 doit être formulée, au cours de l'enquête prévue à l'article R. 318-10, dans les conditions fixées à l'article R. 141-8 du code de la voirie routière.

3. LA COMPÉTENCE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG EN MATIERE DE VOIRIE

La Communauté urbaine a été mise en place le 1er janvier 1968 avec comme missions les 12 compétences attribuées aux communautés urbaines par la loi n°66-1069 du 31 décembre 1966 et notamment la compétence en matière de voirie (en ce sens cf. article 2 du décret n°67-1054 en date du 2 décembre 1967).

En conséquence, depuis le 1er janvier 1968, la Communauté urbaine est compétente pour créer et gérer les voies publiques sur son territoire et pour conduire les procédures relatives à la voirie publique, et notamment pour mettre en œuvre la procédure prévue aux articles L.318-3, R.318-10 et R.318-11 du Code de l'urbanisme.

Depuis la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et le décret n° 2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg », la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS) a été transformée en Eurométropole de Strasbourg à compter du 1er janvier 2015.
Les compétences acquises par la CUS antérieurement à sa transformation ont été transférées de plein droit à l'Eurométropole.

Ainsi, l'Eurométropole de Strasbourg procède aux régularisations domaniales impactant la voirie tant sur des parcelles privées que publiques.

4. DOSSIER SOUMIS A L'ENQUETE PUBLIQUE

4.1 NOMENCLATURE DE LA VOIE ET EQUIPEMENTS ANNEXES

Adresse	Largeur[1]	Longueur[1]
Rue de la Licorne	3,20 mètres	91 mètres

4.2 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES ET ETAT D'ENTRETIEN DE LA VOIE

Caractéristiques de la voie de desserte rue de la Licorne

- Bande de roulement : largeur 3,20 mètres
  Nature du revêtement : tout venant
  Etat : très dégradée

[1] Valeurs approximatives

- Aires de parkings longitudinales : non matérialisées au sol
- Trottoirs : inexistants
- Caractéristiques : Circulation à double-sens.

- Eau et assainissement

  Le réseau d'eau potable :
  L'ensemble du réseau de distribution en eau potable a été réalisé en polyéthylène haute densité, de diamètre entre 50 mm.et 63mm Ce réseau se situe à une profondeur approximative entre 1,30 et 2 mètres. Le réseau est fonctionnel et en bon état général.

  Le réseau d'assainissement : collecteurs publics
  Le réseau est posé entre 4,50 et 5 mètres de profondeur par rapport au niveau de voirie. Le diamètre des tuyaux en grès est de 250 millimètres. Le réseau est fonctionnel et en bon état général.

4.2.1 Réseau d'éclairage
Un seul mât est en service à la hauteur du n°3 de la rue.

4.2.2 Signalisation
Absence d'une signalisation conforme

4.3 ETAT PARCELLAIRE

Etant donné le nombre de parcelles concernées par le transfert d'office de propriété prévu par l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme, l'état parcellaire est joint en annexe n°3.
Cet état parcellaire détaille les parcelles concernés par le transfert d'office, ainsi que les titulaires de droits concernés tels qu'ils apparaissent dans la documentation cadastrale et au Livre Foncier.

4.4 PLAN DE SITUATION

Le plan de situation des voies est versé ci-après en annexe n°2a.

4.5 PLAN D'ALIGNEMENT

Le projet de plan d'alignement délimite l'assiette des futures voies publiques. Il est ci-après annexé sous l'annexe n°2b. Les alignements légaux en vigueur sont maintenus lorsqu'ils correspondent aux emprises des voies à classer. Ils ne sont modifiés que ponctuellement lorsque l'aménagement des voies ne leur est plus conforme, principalement à hauteur de pans coupés au niveau de certains carrefours, pour être mis en conformité avec les aménagements de voirie réalisés.

5. ANNEXES

- Annexe n° 1 - Vue aérienne du quartier

- Annexe n° 2 - Plans
  2a : plan de situation des voies
  2b : plan d'alignement
  2c : procès-verbaux d'arpentage : néant
  2d : plan parcellaire

- Annexe n° 3 - Etat parcellaire

- Annexe n° 4 - Extraits de la matrice cadastrale

- Annexe n° 5 - Extraits du feuillet du Livre Foncier de Strasbourg

- Annexe n° 6 - Lettres recommandées avec A.R. (copies)

- Annexe n° 7 – Certificat(s) d'affichage

- Annexe n° 8 - Délibérations
  8a : avis de la Commune de Strasbourg (avis sur la mise en œuvre par l'Eurométropole de Strasbourg de l'article L.318-3 du C.U. ; délibération du 25 juin 2018).
  8b : délibération de l'Eurométropole de Strasbourg validant le recours à l'article L.318-3 et la composition du dossier d'enquête (délibération du 29 juin 2018).



Strasbourg.eu eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG-CRONENBOURG
Classement d'office de la rue de la Licorne

Date d'édition	Plan de situation	ECHELLE
19/10/2017	Réf : 11.11.1632	1/ 7500

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex - tél. : 03.68.98.50.00

DUT - MISSION DOMANIALITE PUBLIQUE

PLAN D'ALIGNEMENT

Référence : MDP - 11.11.1632

STRASBOURG-CRONENBOURG

Classement d'office
de la rue de la Licorne
Section LI

Strasbourg, le Myriam UNGER Directrice de Projets	Vu, le Commissaire-enquêteur

Echelle 5 m	Projet établi le : 19/04/2018 Modifié le : Modifié le :	Dessiné par : A. Perry

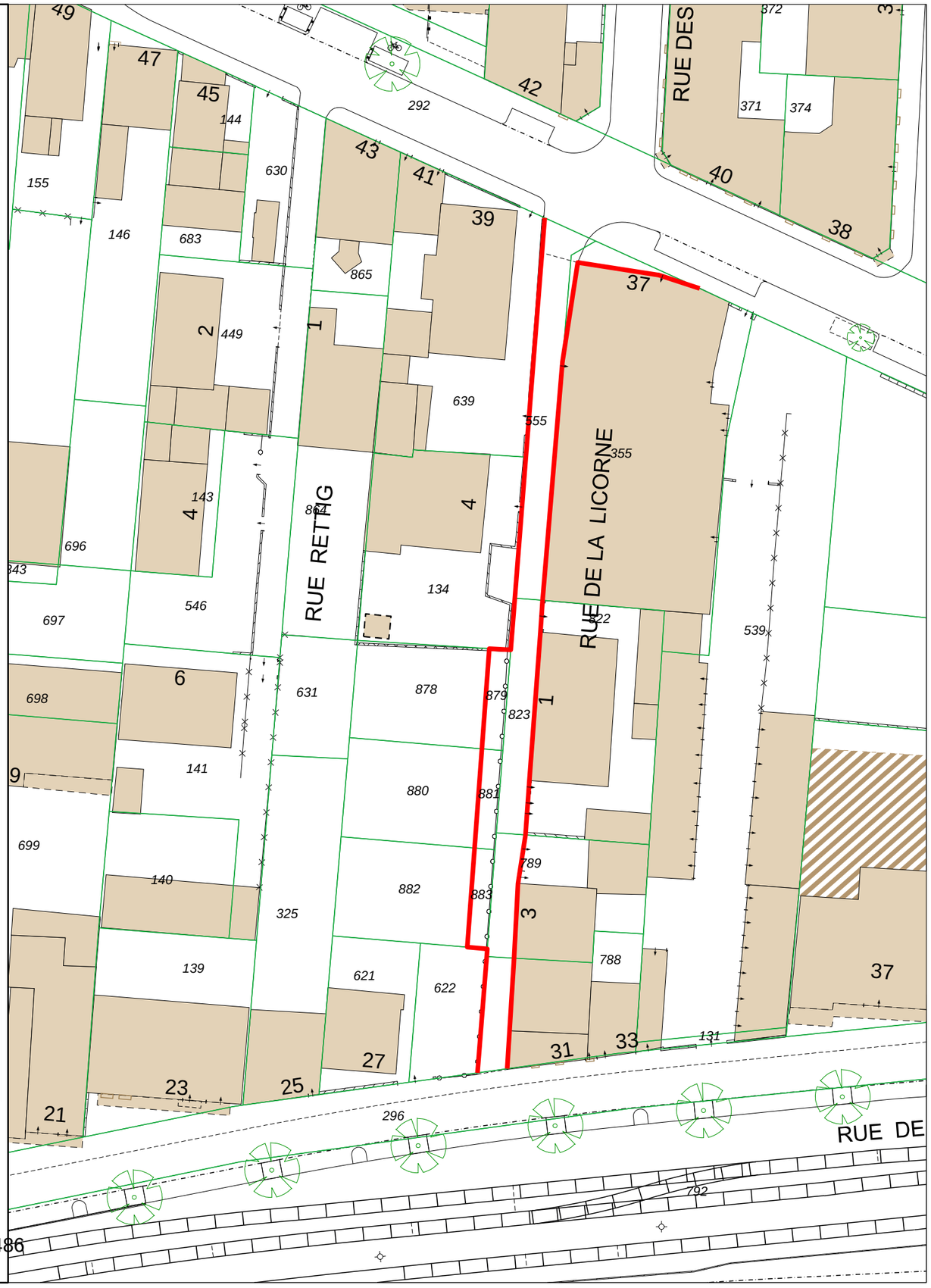
N
O E
S

LEGENDE

- alignement légal en vigueur et maintenu
- alignement proposé
- alignement à supprimer
- alignement route nationale et départementale
- limite de section cadastrale

Strasbourg.eu
eurométropole

Plan original à l'échelle du 1/500 - pour les copies, se reporter à l'échelle graphique



48

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Projet de rénovation urbaine (PRU) de Hautepierre - Régularisations foncières avec la SERS - Avis du conseil municipal - Article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales.

Le quartier de Hautepierre a été aménagé de 1965 à 1981 sous forme d'une zone à urbaniser en priorité (ZUP) par la Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (SERS) dans le cadre de la convention publique d'aménagement de l'opération Strasbourg-Hautepierre du 30 décembre 1967.

Depuis 2008, la communauté urbaine de Strasbourg a défini un projet de rénovation urbaine (PRU) pour le quartier de Hautepierre en lien avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), les partenaires co-financeurs (région Alsace, département du Bas-Rhin, Caisse des dépôts et consignation), des bailleurs sociaux, et en concertation avec les habitants de ce quartier.

Dans ce cadre, des espaces à vocation publique ont été réalisés par la SERS : voiries structurantes et internes aux mailles, places et placettes périphériques aux bâtiments publics et scolaires, espaces de stationnement et cheminements piétons/cycle. Certains de ces espaces ont vocation à être intégrés au domaine public métropolitain en application du principe de réduction du périmètre de la concession prévu par l'avenant 14 à la convention publique d'aménagement signé le 16 avril 2010.

Il ressort des négociations entreprises et des délibérations antérieures que les démarches foncières suivantes peuvent être engagées avec la SERS, laquelle propose à l'Eurométropole de Strasbourg de lui céder, à l'euro symbolique sans paiement de prix, soixante-et-onze parcelles représentant une surface totale de 475,08 ares d'assiette, ces emprises ayant vocation à être classées dans le domaine public métropolitain.

Il est demandé au conseil municipal de donner son avis sur cette acquisition, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales
vu les avis de France Domaine en dates des 1er et 14 mars 2018
vu l'avenant 14 à la convention publique d'aménagement en date du 16 avril 2010

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

Emet un avis favorable au projet d'acquisition, par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de la société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg, à l'euro symbolique sans paiement de prix, des emprises foncières telles que listées ci-dessous :

Ban communal de Strasbourg, quartier de Hautepierre, maille Athena, trente-huit parcelles représentant une surface totale de 318,94 ares :

section LS, numéro 464/88, d'une surface de 6,52 ares, sise lieu-dit Spendersanwand
section LS, numéro 466/88, d'une surface de 7,88 ares, sise lieu-dit Spendersanwand
section LS, numéro 475/97, d'une surface de 7,39 ares, sise lieu-dit Spendersanwand
section LS, numéro 477/97, d'une surface de 3,98 ares, sise lieu-dit Spendersanwand
section LS, numéro 479/99, d'une surface de 4,09 ares, sise lieu-dit Spendersanwand
section LS, numéro 481/100, d'une surface de 29,19 ares, sise lieu-dit Spendersanwand
section LS, numéro 482/70, d'une surface de 6,42 ares, sise lieu-dit Gallenacker
section LS, numéro 524/71, d'une surface de 29,34 ares, sise lieu-dit Gallenacker
section LS, numéro 526/69, d'une surface de 5,36 ares, sise lieu-dit Gallenacker
section LS, numéro 544/217, d'une surface de 9,47 ares, sise lieu-dit Spendersanwandweg
section LS, numéro 551/90, d'une surface de 18,91 ares, sise lieu-dit Spendersanwand
section LS, numéro 574/28, d'une surface de 37,33 ares, sise avenue Racine
section LS, numéro 576/82, d'une surface de 3,13 ares, sise rue Albert Calmette
section LS, numéro 580/90, d'une surface de 38,84 ares, sise avenue Racine
section LS, numéro 582/249, d'une surface de 3,29 ares, sise avenue Racine
section LS, numéro 584/110, d'une surface de 4,54 ares, sise avenue Pierre Corneille
section LS, numéro 587/105, d'une surface de 6,44 ares, sise avenue Pierre Corneille
section LS, numéro 640/53, d'une surface de 0,47 are, sise lieu-dit Gallenacker
section LS, numéro 658/88, d'une surface de 6,95 ares, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 660/88, d'une surface de 2,75 ares, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 662/90, d'une surface de 3,41 ares, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 664/249, d'une surface de 0,79 are, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 666/110, d'une surface de 3,90 ares, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 668/105, d'une surface de 1,22 are, sise boulevard la Fontaine
section LS, numéro 711/82, d'une surface de 16,87 ares, sise rue Henri Bergson
section LS, numéro 734/64, d'une surface de 11,55 ares, sise lieu-dit Gallenacker
section LS, numéro 736/61, d'une surface de 8,64 ares, sise lieu-dit Gallenacker
section LS, numéro 738/56, d'une surface de 17,76 ares, sise lieu-dit Gallenacker
section LS, numéro 740/216, d'une surface de 0,77 are, sise lieu-dit Gallenacker
section LT, numéro 130/31, d'une surface de 1,45 are, sise lieu-dit Spendersanwand
section LT, numéro 150/40, d'une surface de 7,11 ares, sise lieu-dit Spendersanwand
section LX, numéro 293/55, d'une surface de 1,15 are, sise lieu-dit Kleinneugebreit
section LX, numéro 294/52, d'une surface de 0,06 are, sise lieu-dit Kleinneugebreit
section LX, numéro 301/61, d'une surface de 4,08 ares, sise lieu-dit Kleinneugebreit
section LX, numéro 332/57, d'une surface de 2,56 ares, sise lieu-dit Gallenackerweg
section LX, numéro 334/55, d'une surface de 0,69 are, sise lieu-dit Kleinneugebreit
section LX, numéro 336/55, d'une surface de 2,61 ares, sise lieu-dit Kleinneugebreit
section LX, numéro 338/55, d'une surface de 2,03 ares, sise lieu-dit Kleinneugebreit

Ban communal de Strasbourg, quartier de Hautepierre, maille Brigitte, treize parcelles représentant une surface totale de 35,32 ares :

section LP, numéro 1276/241, d'une surface de 0,26 are, sise lieu-dit Rheinquell Gegen Neubrunnenweg
section LP, numéro 1337/241, d'une surface de 1,38 are, sise avenue Cervantes
section LP, numéro 1345/241, d'une surface de 0,54 are, sise avenue Racine
section LP, numéro 1399/241, d'une surface de 3,27 ares, sise lieu-dit Rheinquell Gegen Neubrunnenweg
section LP, numéro 1638/(1), d'une surface d'environ 22 ares, sise lieu-dit Rheinquell Gegen Neubrunnenweg
section LP, numéro 1950/241, d'une surface de 0,30 are, sise rue Gioberti
section LP, numéro 1951/241, d'une surface de 0,50 are, sise rue Gioberti
section LR, numéro 606/20, d'une surface de 0,02 are, sise lieu-dit Neuweg Gegen Den Strenweg
section LR, numéro 607/20, d'une surface de 0,01 are, sise lieu-dit Neuweg Gegen Den Strenweg
section LR, numéro 609/20, d'une surface de 0,06 are, sise avenue Pierre Corneille
section LR, numéro 632/20, d'une surface de 5,20 ares, sise avenue Pierre Corneille
section LR, numéro 686/20, d'une surface de 1,42 are, sise avenue Pierre Corneille
section LR, numéro 691/20, d'une surface de 0,36 are, sise rue Paul Eluard

Ban communal de Strasbourg, quartier de Hautepierre, maille Catherine, trois parcelles représentant une surface totale de 24,70 ares :

section LP, numéro 708/70, d'une surface de 0,52 are, sise lieu-dit Niemand
section LP, numéro 1790/70, d'une surface de 13,13 ares, sise place Flaubert
section LP, numéro 1833/171, d'une surface de 11,05 ares, sise lieu-dit Kirschhecklein

Ban communal de Strasbourg, quartier de Hautepierre, maille Eléonore, sept parcelles représentant une surface totale de 54,57 ares :

section LS, numéro 569/196, d'une surface de 0,04 are, sise boulevard La Fontaine
section LR, numéro 603/20, d'une surface de 6,29 ares, sise avenue Pierre Corneille
section LS, numéro 593/197, d'une surface de 9,50 ares, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 594/197, d'une surface de 2,94 ares, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 717/196, d'une surface de 5,02 ares, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 720/196, d'une surface de 3,47 ares, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 755/196, d'une surface de 27,31 ares, sise boulevard La Fontaine

Ban communal de Strasbourg, quartier de Hautepierre, maille Jacqueline :

section LP, numéro 498/337, d'une surface de 0,56 are, sise lieu-dit Rheinquell Gegen Kirschheck

Ban communal de Strasbourg, quartier de Hautepierre, maille Karine, neuf parcelles représentant une surface totale de 40,99 ares :

section KW, numéro 801/130, d'une surface de 0,12 are, sise avenue Racine
section KW, numéro 833/130, d'une surface de 0,01 are, sise avenue Molière
section KW, numéro 851/130, d'une surface de 0,85 are, sise avenue Racine
section KW, numéro 854/130, d'une surface de 1,10 are, sise rue Boileau
section LP, numéro 766/397, d'une surface de 1,66 are, sise avenue Molière
section LP, numéro 941/171, d'une surface de 31,94 ares, sise lieu-dit Kirschhecklein
section LP, numéro 944/10, d'une surface de 2,44 ares, sise lieu-dit Hohlgass Gegen Den Riethwe
section LP, numéro 946/171, d'une surface de 0,32 are, sise lieu-dit Kirschhecklein
section LP, numéro 1606/171, d'une surface de 2,55 ares, sise chemin Jean Cocteau.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

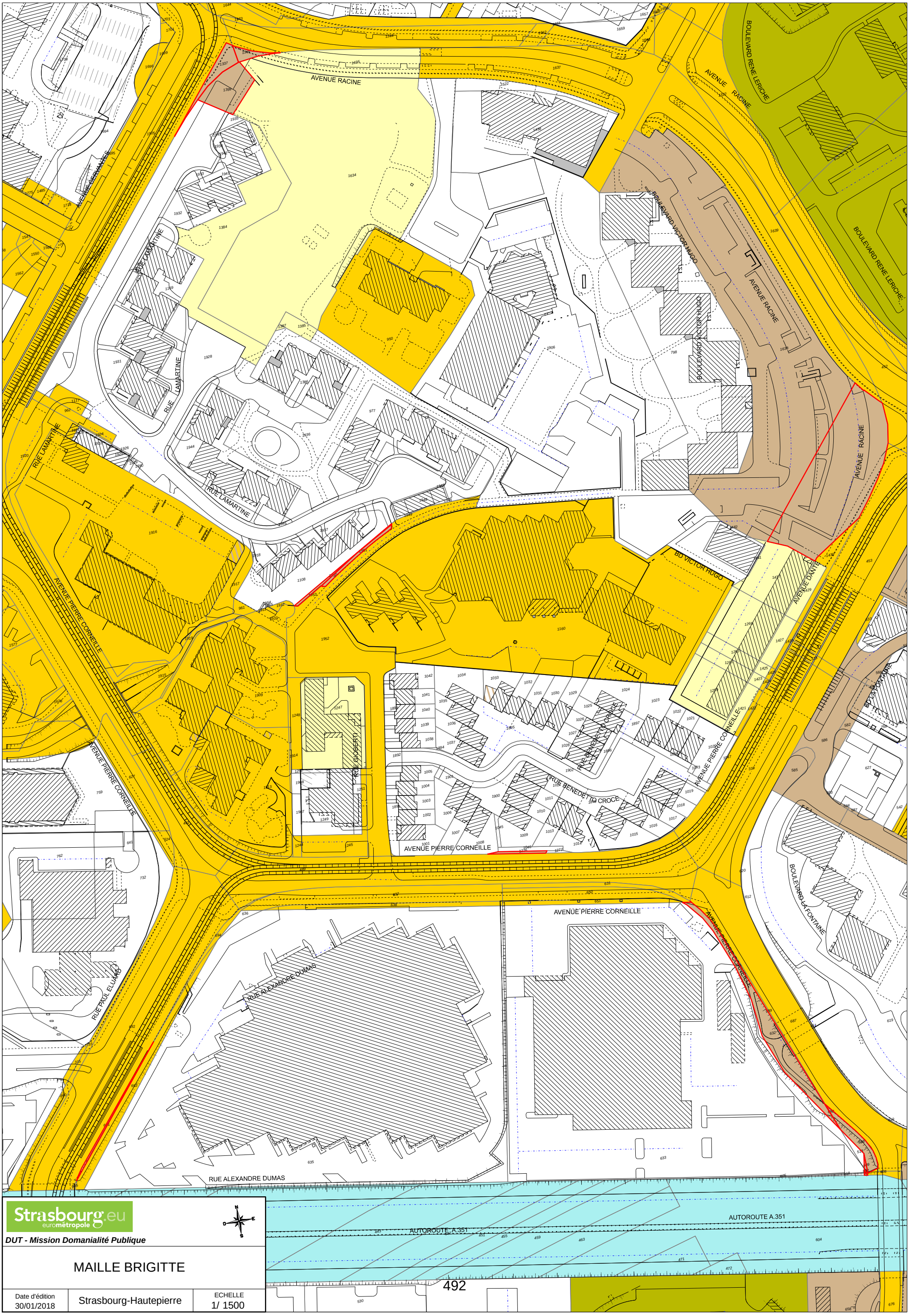
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

MAILLE ATHENA

Date d'édition		ECHELLE
30/01/2018	Strasbourg-Hautepierre	1/ 1500

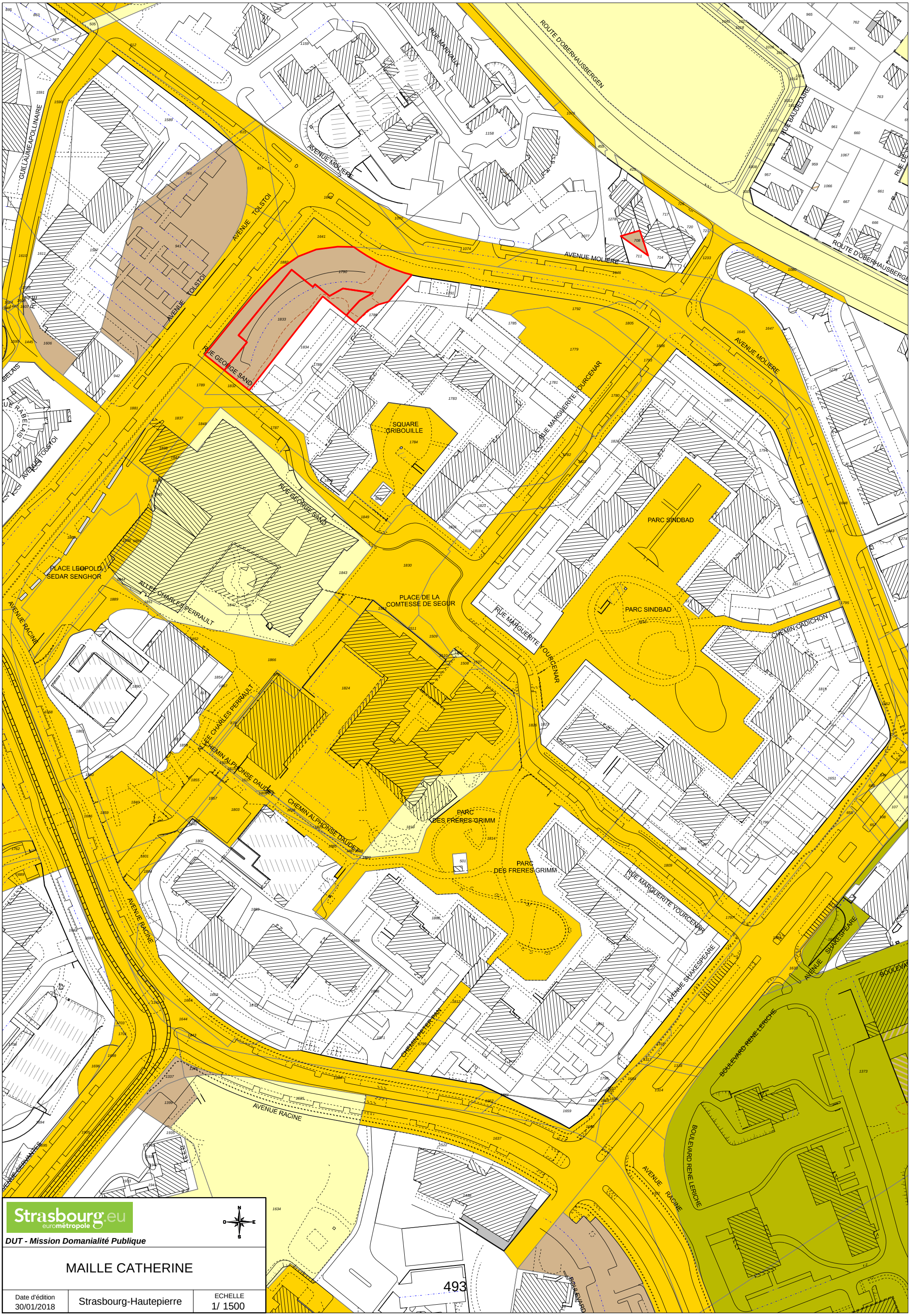


Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

MAILLE BRIGITTE

Date d'édition		ECHELLE
30/01/2018	Strasbourg-Hautepierre	1/ 1500



Strasbourg.eu
eurométropole

N O E S

DUT - Mission Domanialité Publique

MAILLE CATHERINE

Date d'édition		ECHELLE
30/01/2018	Strasbourg-Hautepierre	1/ 1500

493



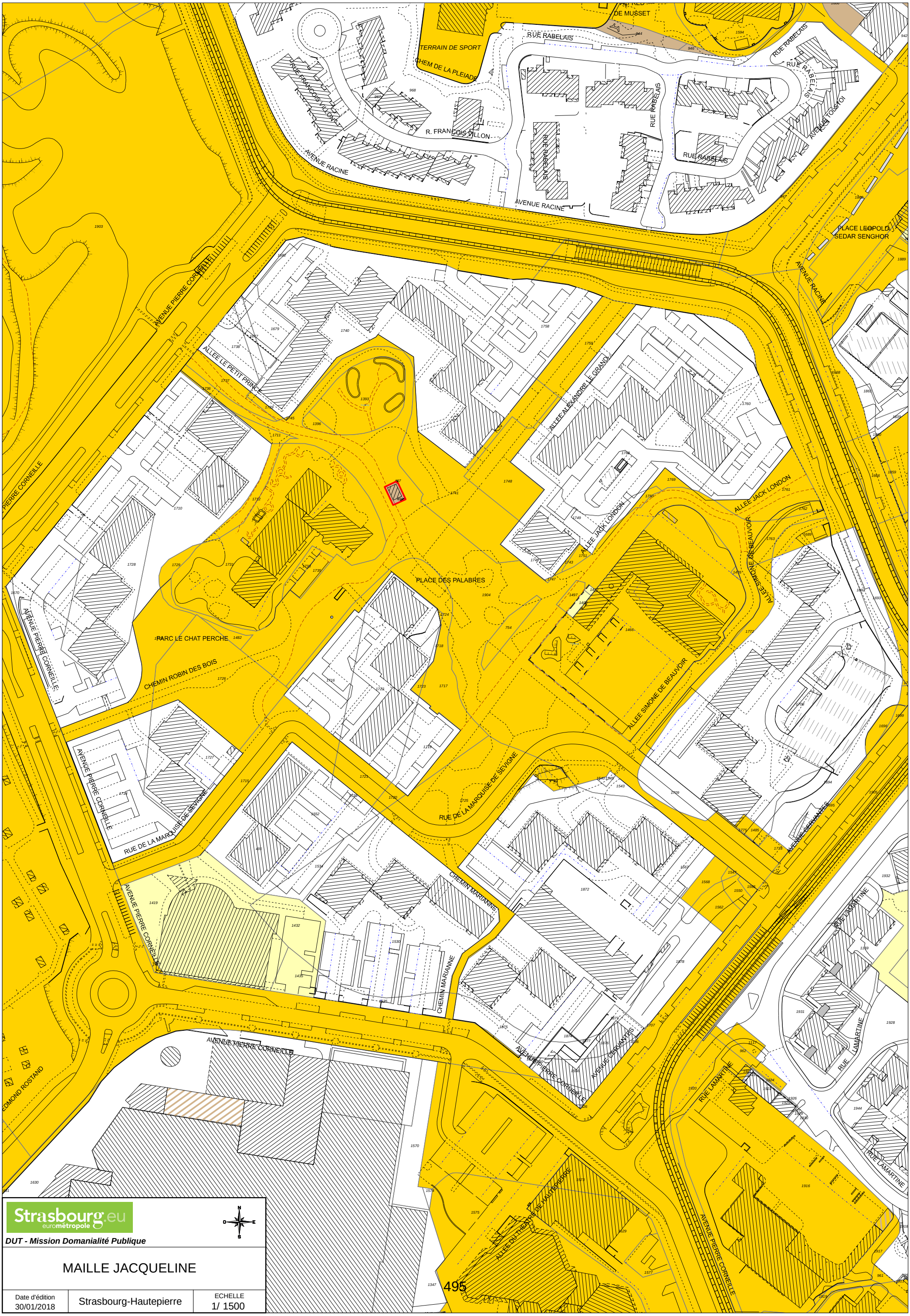
Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

MAILLE ELEONORE

Date d'édition		ECHELLE
30/01/2018	Strasbourg-Hautepierre	1/ 1500

494



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

MAILLE JACQUELINE

Date d'édition		ECHELLE
30/01/2018	Strasbourg-Hautepierre	1/ 1500

Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

MAILLE KARINE

Date d'édition		ECHELLE
01/02/2018	Strasbourg-Hautepierre	1/ 1500

496

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau
Division du Domaine
Adresse : 4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 14 mars 2018

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR
Téléphone : 03 88 10 35 14
Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2018/0202

Ville de Strasbourg et Eurométropole.
Service Mission domanialité publique
1 Parc de l'Étoile
67076 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : DIVERS ESPACES AMÉNAGÉS A RÉGULARISER.

Adresse du bien : ZAC Nord de Hautepierre.

VALEUR VÉNALE : VOIR § 7.

1 – SERVICE CONSULTANT : VILLE ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.

Affaire suivie par : M. COLOBERT (91116@strasbourg.eu)

2 - DATE DE CONSULTATION : 21/02/2018
DATE DE RÉCEPTION : 2302/2018
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »: 23/02/2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Projet de régularisation de diverses emprises foncières situées au sein des mailles de Hautepierre, qui sont toujours la propriété de la SERS bien qu'aménagées en espaces publics par la ville de Strasbourg ou l'Eurométropole (voiries, espaces verts, parkings...).

Cette régularisation s'inscrit dans le cadre des actes de cessions et de rétrocessions foncières restant à réaliser avant la clôture de la ZAC de Hautepierre-Nord prévue au 31 décembre 2021.

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

4 – Description du bien

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-HAUTEPIERRE

Mailles	Sections	Nombre parcelles impactées	Superficie/ares	Zonage PLUi
Emprises déjà aménagées en application de l'avenant n° 14				
ATHENA	LS, LT, LX	38	318,94	UD2, UXb4, UE1
BRIGITTE	LP, LR	12	13,32	UD2, UCA1
CATHERINE	LP	3	24,7	UD2
ELEONORE	LR, LS	2	33,6	UD2
JACQUELINE	LP	1	0,56	UD2
KARINE	KW, LP	9	40,99	UD2
		65	**432,11**	
Emprises restant à aménager en application de l'avenant n° 16 à venir				
DENISE	LO	2	0,59	UD2
ELEONORE	LS	1	0,18	UD2
Rue BOILEAU	KW	5	18,37	UB2
		8	**19,14**	
Superficie totale à régulariser			**451,25**	

Selon les éléments fournis par le consultant, 73 parcelles de contenance très variables sont concernées par la présente demande, représentant une superficie totale de 451,25 ares.

Les emprises sont de forme ou de configuration atypiques, en nature de voiries structurantes ou internes aux mailles, de places publiques périphériques aux bâtiments publics ou scolaires, d'espaces de stationnement ou de cheminements piétons/cycles. Tous ces espaces, déjà aménagés ou projetés, ont vocation à être intégrés au domaine public métropolitain.

5 – Situation juridique

Propriétaire(s) présumé(s) : SERS

6 – Urbanisme et réseaux

Parcelles situées en zones UB2, UCA1, UD2, UE1 et UXb4 du PLUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, opposable le 23/01/2017.
Ce sont des zones d'urbanisation à vocation mixte, d'équipements publics ou réservées aux activités.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Valeur forfaitaire de 2 000 €/are hors emprises en nature de voirie, espaces publics divers. Il conviendra d'analyser la nature précise de chaque parcelle afin de déterminer si elle relève d'un espace public ou non.

Pour les terrains ayant fait l'objet d'aménagements publics (espaces verts, voiries, places publiques,...) le transfert de propriété s'accompagnera d'un transfert de charges pouvant justifier une cession à l'€ symbolique.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de **validité de 24 mois**.

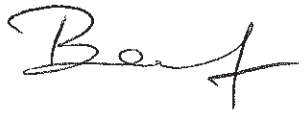
9 – Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si une procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin
L'Inspectrice des Finances publiques,



Éliane BAEHR

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Division du Domaine

Adresse : 4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 1er mars 2018

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR

Téléphone : 03 88 10 35 14

Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2018/0113

Ville de Strasbourg et Eurométropole.

Service Politique foncière et immobilière

1 Parc de l'Étoile

67076 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : DIVERS ESPACES AMÉNAGÉS A RÉGULARISER.

Adresse du bien : ZAC Nord de Hautepierre.

VALEUR VÉNALE : VOIR § 7.

1 – SERVICE CONSULTANT : VILLE ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.

Affaire suivie par : Mme RAUPHIE (claire.rauphie@strasbourg.eu)

2 - DATE DE CONSULTATION : 18/01/2018
DATE DE RÉCEPTION : 25/01/2018
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »: 22/02/2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Régularisation de diverses emprises foncières, situées au sein des mailles Éléonore et Brigitte, qui sont toujours la propriété de la SERS, bien qu'aménagées en espaces publics par la ville de Strasbourg ou l'Eurométropole (voiries, espaces verts, parkings...).

Cette régularisation s'inscrit dans le cadre des actes de cessions et de rétrocessions foncières restant à réaliser avant la clôture des ZAC de Hautepierre-Nord et des Poteries.

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

4 – Description du bien

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-HAUTEPIERRE

Selon les éléments fournis, 49 parcelles de contenance très variables sont concernées, le tout représentant une superficie totale de 210, 65 ares (Annexe n° 1).

L'immense majorité des emprises sont de forme ou de configuration atypiques, soit des places publiques ou de la voirie interne aux mailles avec abords aménagés en espaces verts, soit quelques espaces de parkings.

5 – Situation juridique

Propriétaire(s) présumé(s) : SERS

6 – Urbanisme et réseaux

Parcelles situées en zone UD2, suivant le PLUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, opposable le 23/01/2017.
La zone UD est une zone à vocation mixte qui identifie les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Valeur forfaitaire de 2 000 €/are hors emprises en nature de voirie, espaces publics divers. Il conviendra d'analyser la nature précise de chaque parcelle afin de déterminer si elle relève d'un espace public ou non.

Pour les terrains ayant fait l'objet d'aménagements publics (espaces verts, voiries, places publiques,...) le transfert de propriété s'accompagnera d'un transfert de charges pouvant justifier une cession à l'€ symbolique.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de **validité de 24 mois**.

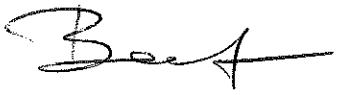
9 – Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une cession réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si une procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin
L'Inspectrice des Finances publiques,



Éliane BAEHR

Situation des parcelles au 01.01.2018

Annexe n° 1

COMMUNE	SECTION	PARCELLE	LIEUDIT	NATURE	PARCELLE D'ORIGINE	SURFACE CADASTRALE (m²)	PROPRIETAIRE	ZONAGE	INSCRIPTIONS/ SERVITUDES
						2155			
Strasbourg	LP	1638	RHEINQUELL GEGEN NEUBRUNNENWEG	sol	241		SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	230	MITTELANWAND	terres	53	97	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	582	BD LA FONTAINE	sol	54	149	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	583	BD LA FONTAINE	sol	54	1	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	584	BD LA FONTAINE	sol	54	5	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	585	BD LA FONTAINE	sol	54	191	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	586	BD LA FONTAINE	sol	54	970	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	587	BD LA FONTAINE	sol	53	13	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	588	BD LA FONTAINE	sol	53	29	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	589	BD LA FONTAINE	sol	53	1571	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	590	RUE	sol	53	8	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	591	BD LA FONTAINE	sol	53	35	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	592	BD LA FONTAINE	sol	53	49	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	283	MITTELANWAND	terres	129	2	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	284	MITTELANWAND	terres	110	100	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	312	MITTELANWAND	terres	110	35	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	320	MITTELANWAND	terres	110	3	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	548	9003 PLACE ERASME	sol	129	88	SERS	UD2	
Strasbourg	LS	559	BD LA FONTAINE	sol	196	56	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	560	BD LA FONTAINE	sol	196	1360	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	566	BD LA FONTAINE	sol	196	12	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	567	BD LA FONTAINE	sol	196	12	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	568	BD LA FONTAINE	sol	196	54	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	569	BD LA FONTAINE	sol	196	4	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	593	BD LA FONTAINE	terres	197	950	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	594	BD LA FONTAINE	terres	197	294	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	596	BD LA FONTAINE	terres	129	434	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	597	BD LA FONTAINE	terres	129	79	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	609	BD LA FONTAINE	sol	129	190	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	610	RUE	sol	129	5	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	611	RUE	sol	129	223	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	612	RUE	sol	129	20	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	613	PLACE ERASME	sol	129	2059	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	614	PLACE ERASME	sol	129	19	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	615	RUE	sol	129	1	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	616	PLACE ERASME	sol	129	1	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	617	RUE	sol	129	51	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	618	RUE	sol	129	1	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	619	RUE	sol	129	90	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	620	RUE	sol	129	576	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	621	RUE	sol	129	76	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	622	RUE	sol	129	921	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	655	BD LA FONTAINE	sol	129	315	SERS	UD2	servitude de passage et accès aux parkings au profit de LS 654
Strasbourg	LS	656	BD LA FONTAINE	sol	129	2951	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	717	BD LA FONTAINE	sol	196	502	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	720	BD LA FONTAINE	terres	197	347	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	725	SPENDERSANWAND	terres	82	108	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	754	BD LA FONTAINE	sol	28	5962	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	756	BD LA FONTAINE	sol	28	46	SERS	UD2	néant
			Superficie totale/m²			**21065**			

AVENANT N°14

A LA CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT

DE L'OPERATION STRASBOURG-HAUTEPIERRE

DU 30 DECEMBRE 1967

ENTRE

La Communauté urbaine de Strasbourg, représentée par son Président, Monsieur Jacques BIGOT, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de Communauté du 5 mars 2010,

ci-après dénommée « la Communauté Urbaine de Strasbourg »,

D'UNE PART,

ET

La société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg, société Anonyme d'Economie Mixte, au capital de 8.000.000 euros, ayant son siège social 10, rue Oberlin à Strasbourg (67000), immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le n° B 578 505 687,
Représentée par son Directeur Général, Monsieur Eric FULLENWARTH, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

ci-après dénommée « la SERS »,

D'AUTRE PART,

ET

INTERVENANT A LA SIGNATURE DE L'AVENANT :
La Ville de Strasbourg, représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 février 2010,

ci-après dénommée « la Ville de Strasbourg »

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT

Aux termes d'une convention signée le 30 décembre 1967, approuvée par la Préfecture le 15 octobre 1968 et passée en application des dispositions de l'article 78-1 du Code de l'Urbanisme et de l'Habitation, du décret du 19 mai 1959 pris pour son application et du décret n°58-1464 du 31 décembre 1958 relatif aux zones à urbaniser par priorité, la Ville de Strasbourg a concédé à la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg la mission d'aménagement de la zone d'habitation située sur le territoire de la Ville de Strasbourg, lieudit HAUTEPIERRE, qui a été déclarée zone à urbaniser par priorité par arrêtés ministériels des 28 décembre 1964 et 16 mars 1967, couvrant une superficie de 253 hectares. L'opération a depuis été transférée de plein droit à la Communauté urbaine de Strasbourg. La convention de concession susdite a fait l'objet de treize avenants successifs.

Par arrêté ministériel du 14 septembre 1977, le périmètre a été réduit à 136 hectares, l'aménagement de la partie restante devant être réalisé sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC). Un arrêté de création a été pris le 18 décembre 1984 et deux arrêtés, l'un approuvant le plan d'aménagement de zone (PAZ), l'autre approuvant le programme des équipements publics de cette ZAC ont été pris le 16 août 1985. Un nouvel arrêté de création a été pris le 4 août 1992, le dossier de réalisation de la ZAC modifiée a été approuvé en date du 8 octobre 1993.

Depuis 2008, la Communauté urbaine de Strasbourg a défini un projet de rénovation urbaine pour le quartier de Hautepierre en lien avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), les partenaires co-financeurs (Région Alsace, Conseil Général du Bas-Rhin, Caisse des dépôts et Consignations), les bailleurs sociaux, et en concertation avec les habitants du quartier de Hautepierre. L'ANRU a validé le projet de rénovation urbaine au cours de son Comité d'engagement du 9 juillet 2009. Les opérations de renouvellement urbain se dérouleront pendant une période de 5 ans, de 2009 à 2013, l'essentiel des opérations de réaménagement des espaces extérieurs concernant les trois mailles Karine, Catherine et Jacqueline, les plus défavorisées. Les trois autres mailles, Brigitte, Eléonore et Athena, ne sont concernées que de manière ponctuelle. Il s'agit de la première étape de requalification du quartier de Hautepierre, qui devra se poursuivre dans les prochaines années.

Les opérations prévues dans le cadre de la convention ANRU Hautepierre 2009-2013 visent en particulier à clarifier le statut et l'usage des espaces extérieurs. C'est pourquoi le projet définit un futur domaine public au sein des mailles constitué par les rues résidentielles et les cœurs de maille piétonniers. La limite entre l'espace public et l'espace privé du bailleur est identifiée par les travaux de résidentialisation qui redéfinissent les parcelles propriété du bailleur, accessibles uniquement par les résidents des immeubles concernés. Dans cette perspective, les espaces privés ouverts à tous sont supprimés. La mise en œuvre des opérations de réaménagement des espaces publics est assurée par la CUS et la Ville, et les travaux de résidentialisation par les bailleurs. La cohérence des interventions est assurée par la CUS, pilote du projet d'ensemble.

Les terrains d'assiette des futurs travaux de résidentialisation et d'aménagement sont en partie propriété de la SERS. Pour permettre la mise en œuvre du projet, il convient dès lors de procéder à la rétrocession des terrains et à la remise des ouvrages nécessaires à la réalisation du projet de rénovation urbaine à la CUS et à la Ville en modifiant en tant que de besoin les règles de cession et de remise prévues par les articles 17 à 19 et 25 du cahier des charges de la concession conclue le 30 décembre 1967 .

Enfin, il apparaît nécessaire de proroger pour une durée de 5 ans la mission de l'aménageur pour tenir compte du ralentissement de la commercialisation des terrains et des programmes immobiliers et d'urbanisation dans le périmètre de la ZAC Poteries résultant du retournement de tendance et de l'aggravation de la crise économique et financière en 2007-2008 .

Le présent avenant a donc pour objet :

- D'arrêter le principe d'une réduction du périmètre actuel de la convention publique d'aménagement et de fixer les modalités selon lesquelles les emprises nécessaires à l'opération seront cédées à la CUS et à la Ville de Strasbourg, chacune pour ce qui les concerne, en fonction du programme des travaux et aménagements à réaliser dans le cadre de la convention ANRU 2009-2013. La CUS prévoyant qu'une partie des emprises cédées sera remise ensuite à d'autres maîtrises d'ouvrage et en particulier aux bailleurs sociaux (CUS Habitat, Nouveau Logis de l'Est et SIBAR).

- D'abroger les dispositions de l'avenant n°13 à la convention publique d'aménagement qui prévoyaient le principe des rétrocessions des terrains nécessaires à l'aménagement de la place Buchner dont le programme a été redéfini dans le cadre de la convention de rénovation urbaine signée le 15 décembre 2009, à l'exception des dispositions qui concernent les rétrocessions du Petit Bois et du Jardin Partagé maille Jacqueline réalisés en 2008-2009 par la Ville de Strasbourg.

- D'autoriser la CUS et la Ville de Strasbourg, en qualité de maître d'ouvrage, à réaliser les travaux d'aménagement des espaces publics sur les emprises du projet dans l'attente de l'intervention effective des actes de cession, à l'achèvement des travaux.

- De fixer les modalités de cession : les terrains étant cédés à la CUS et à la Ville conformément aux dispositions du présent avenant, la cession de ces terrains, destinés à des aménagements d'espaces publics ou de viabilisation en vue de constructions futures aux fins de mise en œuvre de la convention ANRU, sera effectuée, dans chaque cas, à l'euro symbolique, après avis des Domaines.

- De convenir du versement d'un acompte prélevé sur l'excédent du résultat prévisionnel de la concession d'un montant de 2M€ HT, à chacune des parties, à partir de la part prévue contractuellement pour le concédant et la société titulaire de la convention.

- De proroger la durée de la convention publique d'aménagement dont la SERS est titulaire jusqu'au 31 décembre 2015 afin de lui permettre d'achever sa mission d'aménagement et de commercialisation des terrains et droits à construire dans le périmètre de la ZAC du secteur Poteries.

Tel est l'objet du présent avenant.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Titre I : cession des emprises foncières et remise des ouvrages VRD à la CUS et à la Ville pour les opérations réalisées sous la maîtrise d'ouvrage de la CUS et de la Ville de Strasbourg.

Article 1er :

Par dérogation aux dispositions des articles 17 et 25 du cahier des charges de la convention publique d'aménagement de l'opération Strasbourg Hautepierre du 30 décembre 1967 modifié, les terrains actuellement propriété de la SERS tels que délimités et numérotés au plan joint en annexe 1 au présent avenant et nécessaires aux opérations de renouvellement urbain sous maîtrise d'ouvrage de la CUS et de la Ville prévus dans le cadre de la convention 2009-2013 avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), feront l'objet d'une cession anticipée au profit, respectivement, de la CUS et de la Ville, selon plan et tableau joints.

Les actes de cession définitifs entre la SERS, la CUS et la Ville interviendront après arpentage et avis des Domaines à l'achèvement des travaux.

La cession des terrains sera effectuée à l'euro symbolique.

Le périmètre de la convention publique d'aménagement est réduit à due concurrence.

Article 2 :

Les ouvrages VRD associés aux emprises cédées qui n'ont pas été déjà remis aux constructeurs ou aux collectivités, sont remis gratuitement, à la même date que la cession prévue à l'article 1er, à la CUS et à la Ville qui les acceptent selon leurs attributions respectives, en bon état d'entretien et de fonctionnement.

A cet effet, la SERS transmet à la CUS et à la Ville les dossiers de récolement, les plans et renseignements cadastraux.

Article 3 :

Dans l'attente de la cession définitive des terrains et de la remise des ouvrages VRD, la CUS et la Ville sont autorisées à réaliser dès signature des présentes tous les actes nécessaires à l'exercice de leur mission de maître d'ouvrage, notamment les études et travaux, sur les emprises délimitées en annexe 1.

La réception des travaux, ouvrages et aménagements ainsi réalisés emportera transfert de la garde à la CUS et à la Ville, maîtres d'ouvrage, chacun pour ce qui les concerne.

La SERS mettra tout en œuvre afin que les emprises nécessaires aux travaux soient libres de toute occupation sous réserve que la date d'intervention lui ait été communiquée au moins 15 jours à l'avance par la CUS ou la Ville.

Titre II : cession des emprises foncières et remise des ouvrages VRD à la CUS pour les opérations réalisées sous une maîtrise d'ouvrage autre que la CUS et la Ville.

Article 4 :

Les emprises foncières nécessaires à la réalisation de travaux relevant d'une maîtrise d'ouvrage autre que la CUS et la Ville prévus dans le cadre de la convention 2009-2013 avec l' Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou destinées à l'usage de tiers, telles que délimitées et numérotées au plan joint en annexe 2 du présent avenant , feront l'objet d'une acquisition par la CUS, sur sa demande, selon un échéancier à convenir entre les parties contractantes, et au plus tard à l'expiration de la convention publique d'aménagement.

L'acquisition des terrains sera effectuée à l'euro symbolique.
Les actes de cession définitifs entre la SERS et la CUS interviendront après avis des Domaines. La CUS autorisera ensuite les autres maîtrises d'ouvrage à démarrer les travaux.
Le périmètre de la convention publique d'aménagement est réduit à due concurrence.

Article 5 :

Les ouvrages VRD, associés aux emprises figurant en annexe 2 et qui n'ont pas été déjà remises aux constructeurs ou aux collectivités seront remis gratuitement, à la date de cession mentionnée à l'alinéa précédent, à la CUS qui les accepte, en bon état d'entretien et de fonctionnement.

La CUS s'engage à dévier les réseaux, le cas échéant, en fonction d'impératifs techniques, afin d'en faciliter l'exploitation.

Les dossiers de récolement, les plans et renseignements cadastraux seront transmis à la CUS.

Titre III : Dispositions financières et diverses

Article 6 :

Par dérogation aux dispositions de l'article 25, alinéa 2, du cahier des charges de la convention publique d'aménagement du 30 décembre 1967 modifiée, les parties conviennent du versement respectivement à la CUS et à la SERS d'un acompte prélevé à partir de l'excédent du résultat prévisionnel leur revenant, d'un montant de 2M€ HT chacun.

Article 7 :

Le présent avenant abroge les dispositions de l'avenant n°13 à la convention publique d'aménagement susmentionnée, à l'exception des dispositions de l'article 1er, alinéas 2 à 4 ; de l'article 2 alinéa 3 et de l'article 3, en tant qu'elles concernent les opérations de la Ville de Strasbourg .

Titre IV : Prolongation de la convention publique d'aménagement

Article 8 :

Afin de permettre l'achèvement de la mission de l'aménageur , compte tenu du ralentissement de la commercialisation des terrains et de la réalisation des programmes immobiliers dans le périmètre de la ZAC Poteries, la durée de la convention publique d'aménagement est prorogée jusqu'au 31 décembre 2015.

En conséquence, la présentation par la SERS des comptes définitifs de l'opération à la CUS prévue à l'article 25, 1er alinéa du cahier des charges annexé à la convention précitée, modifié par l'article 4 de l'avenant n°9 du 12 décembre 2001, devra intervenir avant le 31 décembre 2015.

Fait à Strasbourg, le 16 avril 2010

En triple exemplaire

Pour la CUS

Jacques BIGOT
Président

Pour la Ville

Roland RIES
Maire

Pour la SERS

Eric FULLENWARTH
Directeur Général

49

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Relocalisation du district de nettoiement Nord-Est "Rue Lauth" sur un nouveau site Quai Jacoutot à Strasbourg (article L 5211-57 CGCT).

1. Situation actuelle rue Lauth :

Le district de nettoiement Nord-Est de l'Eurométropole de Strasbourg est actuellement implanté sur une parcelle appartenant à la ville de Strasbourg, cadastrée section 87 n°43, bordée au Nord par la rue du Jasmin, au Sud par la rue Lauth, à l'Ouest la rivière de l'Aar et à l'Est par le siège d'ARTE. Ce terrain d'une contenance totale de 95,86 ares se divise en quatre parties, en fonction des affectations suivantes :

- une emprise de 8,16 ares constituée par les berges de la rivière et d'une piste cyclable,
- une emprise de 37,5 ares pour les besoins du district de nettoiement,
- une emprise de 41,9 ares pour le parking d'ARTE ; cette partie étant louée à la Télévision Européenne via une convention d'occupation,
- une emprise de 8,3 ares pour le multi accueil petite enfance.

Après le transfert du district de propreté, la valorisation du foncier se fera dans le cadre d'un projet global au prorata des surfaces ci-dessus rappelées entre les deux collectivités Ville et Eurométropole, conformément aux délibérations prises par chacune des collectivités en la matière (Conseil Municipal du 19 février 2018 et Conseil de l'Eurométropole du 23 mars 2018).

L'activité majeure du district Nord-Est est d'assurer l'entretien manuel et mécanisé des rues des quartiers de la Robertsau, de l'Orangerie, du Conseil des XV, du Tribunal et de la République. Elle assure aussi la viabilité hivernale des rues et pistes cyclables (salage, sablage et enlèvement de la neige) ainsi que la pose et l'entretien du mobilier urbain de propreté.

Les locaux actuels constitués de bâtiments modulaires, remplacés et rénovés partiellement plusieurs fois depuis 1982, sont vétustes et ne permettent pas de garantir aux agents des conditions de travail décentes. Le CHSCT est passé à plusieurs reprises et des travaux d'urgence ont été effectués pour reprendre l'étanchéité de la couverture, palier à l'effondrement du sol, reprendre les quais de déchargement des déchets.
Toutefois aucune solution de construction pérenne n'est envisageable sur le site, car les activités de type industriel sont incompatibles avec le zonage du PLU.

2. Construction du nouveau district de nettoiement Nord Est quai Jacoutot

La relocalisation de cet équipement métropolitain est prévu sur les parcelles cadastrées 41, 42, 43, 44 et 45 section BR, d'une surface globale d'environ 180 ares, à proximité du quai Jacoutot à partir duquel sera assurée la desserte.

Ces terrains sont aujourd'hui propriété de la Ville de Strasbourg, et seront acquis par l'Eurométropole de Strasbourg pour un montant d'environ 225 000 €. (estimation France Domaines de 2016 à actualiser)

Le programme de l'opération consiste en la construction d'un bâtiment développant une surface d'environ 2400 m² (locaux administratifs, locaux du personnel, ateliers et hangars) et 2 100 m² d'aménagements extérieurs (aire de lavage, bennes, fosses). Il s'articule autour des éléments principaux suivants :

- Locaux de gestion et d'administration ;
- Locaux du personnel (vestiaires, réfectoire, séchoir…etc.) ;
- Espaces d'activité technique (aire de lavage, ateliers) ;
- Espaces de stockage couvert (hangar à bacs, stockage matériel, stockage de sel) ;
- Espaces couverts pour les engins motorisés ;
- des aires de stockage ouvert (fosse, containers).

Conformément à l'article L 5211-57 du Code général des collectivités territoriales, il est proposé d'émettre un avis favorable à l'Eurométropole de Strasbourg pour réaliser le projet ci-avant exposé.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
conformément à l'article L 5211-57 du Code général des collectivités territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

emet

- *un avis favorable au projet de l'Eurométropole de Strasbourg de relocalisation du district de nettoiement Nord-Est sur un nouveau site Quai Jacoutot ;*

approuve

- *le principe de cession, au profit de l'Eurométropole de Strasbourg, du terrain nécessaire à la réalisation du projet qui fera l'objet d'une délibération ultérieure de vente.*

Adopté le 25 juin 2018

par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018



PLAN DE SITUATION – Futur District de Nettoiement Quai Jacoutot

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°49

Relocalisation du district de nettoiement Nord-Est "Rue Lauth"
sur un nouveau site Quai Jacoutot à Strasbourg (article L 5211-57 CGCT).

Pour	**45**	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BITZ-Olivier, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, SCHMIDT-Michaël**
Contre	**6**	**CALDEROLI-LOTZ-Martine, KELLER-Fabienne, REMOND-Thomas, ROOS-Thierry, TARALL-Bornia, VETTER-Jean-Philippe**
Abstention	**0**	

50

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Gestion des Réserves naturelles nationales du Rohrschollen et de Neuhof - Illkirch.

La ville de Strasbourg est gestionnaire des Réserves naturelles nationales de l'Ile du Rohrschollen (RNN du Rohrschollen) et du massif forestier de Strasbourg - Neuhof - Illkirch - Graffenstaden (RNN Neuhof - Illkirch). Cette mission a été officialisée par la signature de deux conventions avec l'Etat, le 19 avril 2011 pour la première et le 28 mars 2014 pour la seconde.

Ces conventions fixent les obligations du gestionnaire. En contrepartie, l'État verse une subvention de fonctionnement dont le montant a été fixé en application d'une grille d'évaluation nationale.

Dans le cadre de l'application de ces conventions, la ville de Strasbourg doit fournir pour chaque réserve naturelle un bilan d'activité, un compte de résultat de l'année passée et un budget prévisionnel pour l'année en cours.

Le gestionnaire a également l'obligation d'établir pour chaque réserve naturelle un plan de gestion, document qui définit les orientations de gestion et précise leur planification pour 5 ans.

1/ Synthèse du bilan d'activité et compte de résultat 2017

L'année 2017 a été, pour les deux réserves naturelles, essentiellement consacrée à la rédaction des deux plans de gestion couvrant la période 2018 – 2022.

Pour la RNN du Rohrschollen, le dernier plan de gestion de la réserve s'est achevé fin 2016. 2017 a été une année charnière permettant à la fois de conclure des actions du dernier plan de gestion mais surtout d'évaluer l'ensemble des actions passées avant la construction du nouveau plan de gestion.

La synthèse du bilan d'activité 2017, le compte de résultat 2017 et le budget prévisionnel établit pour 2018 sont joints en annexes 1, 2 et 3.

Pour la RNN de Neuhof – Illkirch, l'année 2017 a démarré par deux réunions publiques pour expliquer aux riverains et usagers de la forêt l'intérêt du nouveau statut de réserve naturelle. Des visites guidées ont aussi été organisées. Pour permettre une appropriation

du nouveau règlement, il a été proposé une démarche participative de révision du plan de circulation de la réserve. On peut également noter le fort impact d'une maladie du frêne, la chalarose, qui a nécessité un plan d'action d'envergure pour la sécurisation des chemins. Les actions de régulation du sanglier par piégeage peuvent être considérées comme efficaces avec un prélèvement de 115 individus.

La synthèse du bilan d'activité 2017, le compte de résultat 2017 et le budget prévisionnel établi pour 2018 pour cette réserve naturelle sont joints en annexes 4, 5 et 6.

2/ Plan de gestion 2018 – 2022

- *Méthodologie*

La méthodologie d'élaboration des plans de gestion des espaces protégés, développée par l'Association des réserves naturelles de France, a été actualisée en 2017. La nouvelle méthode consiste à axer la gestion de la réserve naturelle autour d'**enjeux** pour lesquels le gestionnaire a une responsabilité. Ces enjeux concernent uniquement le patrimoine naturel et c'est autour d'eux que l'ensemble de la gestion des deux réserves naturelles doit s'articuler sur le long terme. Par contre, ces enjeux peuvent être déclinés en objectifs opérationnels différents sur chacune des deux réserves.

Trois enjeux ont été identifiés :
- **La fonctionnalité alluviale** avec l'objectif à long terme de la redynamiser,
- **La forêt alluviale rhénane** avec un objectif de la maintenir en bon état de conservation,
- **Les milieux ouverts** dont l'objectif est de les restaurer et les conserver.

Les pressions et les leviers liés à l'activité humaine sur le territoire concerné ont également été intégrés dans la réflexion. Ces **facteurs clés de la réussite** identifiés pour la gestion des deux réserves sont :
- **La connaissance du patrimoine, du territoire et des interactions** en actualisant les connaissances naturalistes,
- **L'appropriation et l'intégration de la réserve dans son territoire** dans un objectif d'amélioration des liens avec l'environnement urbain, social et économique local,
- **La gouvernance et le fonctionnement de la réserve naturelle** dans un objectif d'optimisation.

De ceux-ci découlent des **objectifs opérationnels** que le gestionnaire aura comme mission d'atteindre sur la durée d'un à deux plans (5 à 10 ans) en organisant la gestion quotidienne de la réserve.

Un tableau de bord synthétise la méthode en précisant à la fois la mise en œuvre des actions de gestion, et le suivi puis l'évaluation desdites actions.

- *Pour la RNN du Rohrschollen*

Cette réserve naturelle rassemble une grande diversité de milieux rhénans avec 160 ha de forêt en mosaïque (milieux forestiers pionniers, forêts à bois durs vieillissantes…) et plus de 50 ha de milieux ouverts du plus humides au plus secs. De par sa configuration, l'île du Rohrschollen est l'une des rares réserves le long du Rhin qui garde une potentialité d'inondabilité forte.

Après plus de 10 ans d'instruction, entre 2012 et 2016, le site a fait l'objet d'un ambitieux projet de restauration de la fonctionnalité des habitats alluviaux dans le cadre d'un financement européen LIFE+.
La prise d'eau a été achevée et testée durant le dernier plan de gestion, mais les conditions optimum de fonctionnement n'ont pas encore été réunies en raison de l'exploitation hydraulique actuelle du Rhin. Néanmoins, le suivi des effets du retour des crues dynamiques est un des enjeux primordiaux de la réserve. Il s'agira de mieux comprendre comment la nature va réagir aux évolutions de fonctionnement et évaluer les bénéfices pour mieux définir les prochains projets.

Dans l'attente de la restauration totale de la fonctionnalité, il revient également au gestionnaire de préserver l'état écologique des habitats en place, voire de l'améliorer. Sont concernés en particulier la forêt et les milieux ouverts qui structurent les biocénoses spécifiques de l'éco-complexe rhénan. De ces objectifs découle la préservation des espèces remarquables du site.

Le plan de gestion de la RNN du Rohrschollen peut être téléchargé sur le lien :
https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=eK9gPTJCDQImQ0L7vrsSXD

- ***Pour la RNN de Neuhof - Illkirch***

Dans son état de conservation actuel, la fonctionnalité alluviale du site ne permet plus d'assurer la conservation de la mosaïque d'habitats de l'éco-complexe rhénan. En libre évolution, les milieux auront tendance à se développer vers un stade climacique de forêt à bois dur plus ou moins uniforme à l'échelle de la réserve.

La fonctionnalité alluviale dépend directement du réseau hydrographique du Rhin tortu et de son lien avec le fleuve Rhin. Elle va conditionner le maintien d'habitats alluviaux typiques. La restauration de la fonctionnalité alluviale a d'ailleurs été l'une des conditions émises par le Conseil national pour la protection de la nature dans son avis au projet de classement en réserve naturelle des forêts périurbaines de la métropole strasbourgeoise.
Atteindre cet objectif même sur un long terme est ambitieux. Un des enjeux de ce premier plan de gestion est donc de pouvoir engager les études qui vont déterminer la faisabilité de ce projet.

Bien que l'objectif prioritaire d'une réserve naturelle soit la conservation d'un patrimoine naturel au travers de sa protection et/ou de sa restauration, il est devenu illusoire de penser que la gestion d'une réserve naturelle puisse se faire sans considérer son territoire périphérique. La situation périurbaine de la forêt de Neuhof-Illkirch renforce encore cet enjeu qui est un réel facteur clé de la réussite sur le long terme. Le plan de gestion vise une

appropriation de la réserve naturelle, de ses enjeux et objectifs de gestion par les acteurs et usagers de la forêt. De la même manière, l'intégration cohérente de la réserve dans son territoire passera par un développement des interactions écologiques, socio-écologiques et socio-politiques.

Le plan de gestion de la RNN de Neuhof-Illkirch peut être téléchargé sur le lien :
https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=eK9gPTJCDQImQ0L7vrsSXD

- ***Participation de la Ville de Strasbourg***

La subvention accordée par l'état pour la gestion des réserves naturelles nationales finance les missions liées à la connaissance et à la protection du milieu ou des espèces, comme précisé dans la convention de gestion. Il a été rappelé lors des comités consultatifs que les missions liées à l'accueil du public dans ces espaces, ou encore celles liées à la régulation du sanglier devaient faire l'objet de financements complémentaires portés par d'autres structures.

Pour pouvoir réaliser l'ensemble des actions des plans de gestion, les besoins annuels s'élèvent respectivement à 406 790€ pour la RNN de Neuhof - Illkirch et 224 213€ pour la RNN du Rohrschollen, salaires inclus.

La subvention annuelle de fonctionnement accordée par l'Etat pour la gestion des réserves naturelles nationales s'élève à 148 400€ pour la RNN de Neuhof-Illkirch et 87 718€ pour la RNN du Rohrschollen.

Il est proposé que la ville de Strasbourg poursuive le financement de l'ensemble des missions liées à l'accueil du publique sur son territoire. Ces demandes correspondent aux travaux d'entretien des chemins, dont leur mise en sécurité, le ramassage des déchets et opérations de communication. Le coût s'élève annuellement, salaires inclus, à 120 000€ pour la RNN de Neuhof - Illkirch et 55 000€ pour la RNN du Rohrschollen.

La réalisation de certaines actions relatives à la régulation du sanglier, la gestion de l'ouvrage de prise d'eau, les études relatives à la fonctionnalité alluviale nécessitera de rechercher des financements complémentaires auprès de partenaires, comme par exemple : la ville d'Illkirch, l'Eurométropole de Strasbourg, l'état et l'agence de l'eau.

Ainsi, le gestionnaire engagera toute les mesures nécessaires pour mobiliser des financements complémentaires permettant d'assurer l'équilibre financier de la gestion des RNN.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
après avis favorable du Comité consultatif,
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré
approuve

Pour la Réserve naturelle nationale de l'Ile du Rohrschollen :
- *la synthèse du bilan d'activité 2017 (annexe 1) ;*
- *le compte de résultat 2017 (annexe 2) ;*
- *le budget prévisionnel 2018 (annexe 3) ;*
- *le plan de gestion 2018-2022 * ;*

Pour la Réserve naturelle nationale de Strasbourg - Neuhof - Illkirch - Graffenstaden
- *la synthèse du bilan d'activité 2017 (annexe 4) ;*
- *le compte de résultat 2017 (annexe 5) ;*
- *le budget prévisionnel 2018 (annexe 6).*
- *le plan de gestion 2018-2022 * ;*

valide

- La prise en charge pour la durée du plan de gestion des opérations liées à l'accueil du public dont en particulier la sécurisation des chemins et des usagers pour un montant annuel de 120 000€ pour la RNN de Neuhof - Illkich et 55 000€ pour la RNN du Rohrschollen,

- la participation financière aux opérations :
- *de régulation du sanglier par piégeage dans la RNN de Neuhof – Illkirch,*
- *de maintenance des ouvrages dont la Ville est propriétaire sur la RNN du Rohrschollen,*

autorise

le Maire ou son représentant à signer les conventions financières et l'ensemble des documents pour la mise en œuvre des actions pour la gestion des RNN de l'Ile du Rohrschollen et du massif forestier de Strasbourg - Neuhof - Illkirch - Graffenstaden,

le conservateur de la réserve naturelle à mettre en œuvre l'ensemble des opérations des plans de gestion présentées dans le cadre du budget arrêté par le comité de gestion.

Documents détaillés consultables à l'adresse suivante jusqu'au 30 juin 2018 :
https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=eK9gPTJCDQImQ0L7vrsSXD

Ou sur simple demande auprès du service Espaces verts et de nature.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

51

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Installation classée pour la protection de l'environnement - projet de stockage de matières combustibles et de polymères à Strasbourg - société SCI EGL BREST.

La Ville de Strasbourg est consultée par le Préfet du Bas-Rhin pour donner son avis dans le cadre d'une consultation du public relative à un projet de stockage de matières combustibles et de polymères, au 3 rue de Brest à Strasbourg. Ce projet, porté par la société SCI EGL Brest (appartenant au groupe FM Holding), relève du régime de l'enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. La SCI EGL BREST envisage de rénover un bâtiment existant (anciennement SAPLAST) en entrepôt de stockage de produits liés aux articles d'hygiène.

Le projet est situé sur un terrain déjà construit et situé en zone Uxb2 du PLU de l'Eurométropole de Strasbourg ; le projet est compatible avec ce zonage du PLU. Le volume maximum de stockage est de 5 174 m³. La hauteur maximum au faîtage du bâtiment est de 9,5 m.

L'exploitant disposera d'un suivi en temps réel des quantités de produits présentes dans l'entrepôt afin de ne pas dépasser les seuils de stockage autorisés. La plateforme logistique de stockage ne comprendra pas de process ni d'équipement présentant des risques particuliers, en dehors du risque d'incendie. La prévention du risque d'incendie lié à ce type d'installation est assurée par des compartiments de stockage isolés entre eux par des murs résistant au feu pendant 120 minutes. Les produits stockés ne sont pas classés dangereux pour l'environnement aquatique.

Le site clôturé sera ouvert en journée du lundi au vendredi. La nuit et les week-ends un gardien assurera la surveillance des bâtiments. Trois personnes travailleront sur le site afin d'assurer la réception et le chargement des marchandises. Les engins de manutention fonctionneront au gaz et seront stationnés à l'extérieur de l'entrepôt.

Les impacts de cette activité sur l'environnement sont liés au trafic de poids lourds inhérent aux flux logistiques de la plate-forme d'entreposage (approvisionnement et expédition). Les marchandises stockées sur le site transiteront par poids-lourds, à raison de 10 à 12 rotations par jour. Les véhicules, d'un gabarit de 19 tonnes et de 26 tonnes, desserviront le site 5 jours sur 7.

Aucune pollution des sols majeure n'a été mise en évidence sur le site.

Le projet ne fait pas partie des zones inondables par débordement de cours d'eau telles que définies par le Plan de Prévention des Risques d'Inondations, auquel est soumis la Ville de Strasbourg, et approuvé le 20 avril 2018. Le projet n'est pas non plus impacté par le Plan de Prévention des Risques Technologiques du Port aux Pétroles.

Deux sites Natura 2000 sont situés autour du projet SCI EGL BREST, mais les installations SCI SGL BREST ne sont pas situées dans le périmètre du site Natura 2000 et n'engendrent aucun impact direct. De plus, les équipements sont situés dans l'emprise d'un site existant et ne nécessitent pas de défrichement, d'imperméabilisation ou de consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
émet

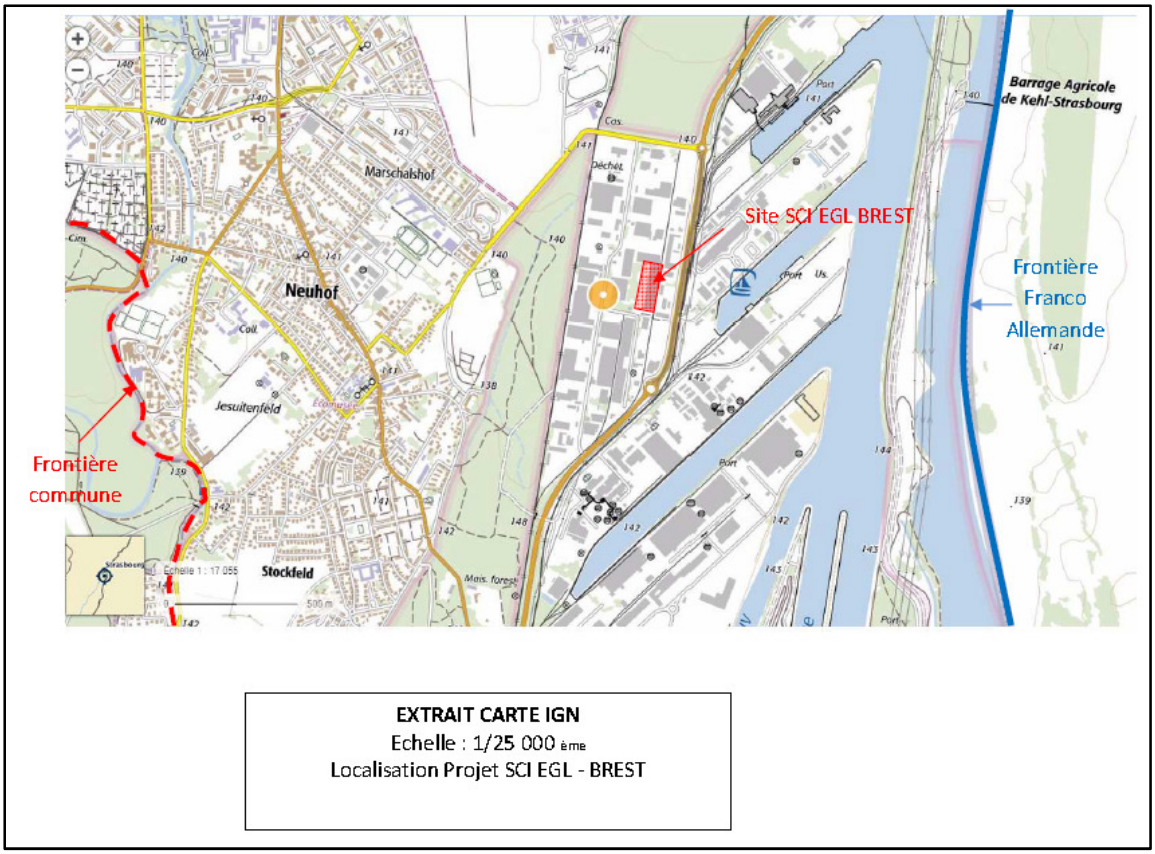
un avis favorable à la demande d'enregistrement au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement présentée par la société SCI EGL BREST pour le stockage de polymères et de matières combustibles.

demande à l'entreprise

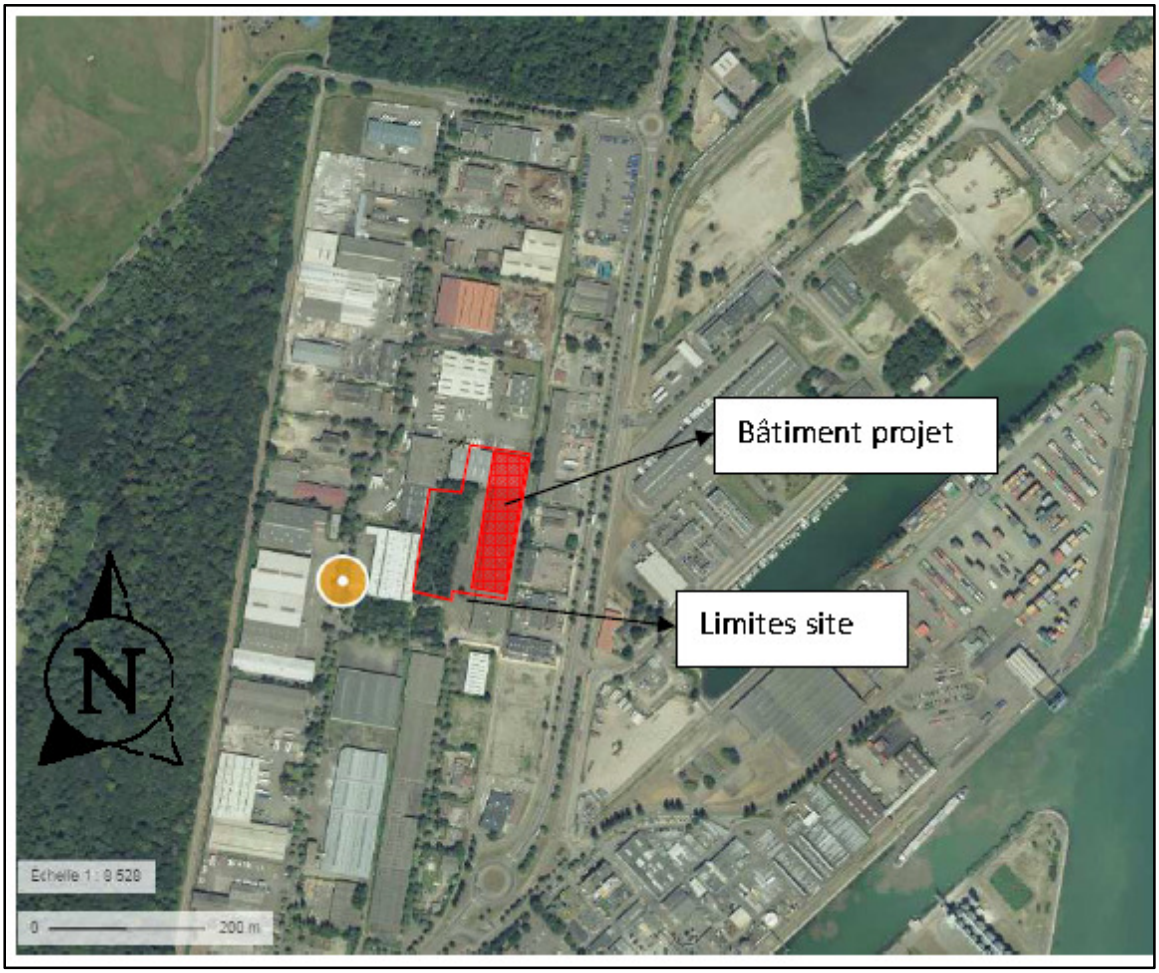
- *d'étudier un renforcement des mesures visant à prévenir les actes de malveillance sur le site,*
- *de limiter les émissions dans l'atmosphère en faisant appel à une flotte de véhicules équipés des dispositifs de dépollution les plus efficaces,*
- *d'associer aux travaux de création du bassin d'orage la mise en place de bordures périphériques et vérifier l'étanchéité des réseaux de collecte internes*.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018



EXTRAIT CARTE IGN
Echelle : 1/25 000 ème
Localisation Projet SCI EGL - BREST



52

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Restructuration du stade de la Meinau : participation financière de la Ville de Strasbourg

Le Conseil municipal avait approuvé dans sa séance du 29 mai 2017 le cofinancement avec l'Eurométropole de Strasbourg et la Région Grand Est d'une étude de définition pour la restructuration du stade de la Meinau.
(Les collectivités ont ainsi chacune contribué pour 36 000 € TTC au financement de cette étude d'un montant total de 162 000 € TTC ; le solde de 54 000 € TTC étant financé par le club qui en a également assuré le pilotage)

Les principaux objectifs de cette étude étaient les suivants :
- Confirmer la pertinence d'un projet de restructuration en comparaison avec la construction d'un stade neuf au regard des enjeux fonctionnels, financiers et urbains.
- Une homologation permettant d'accueillir les matchs des compétitions nationales et internationales.
- Une capacité globale entre 30 000 et 35 000 places assises dont 3 000 places « à prestations » (loges et salons).
- Une amélioration de l'expérience « spectateur ».
- Des espaces permettant au club de générer des moyens économiques supplémentaires.
- Ancrage urbain du stade (accessibilité, stationnement, activités connexes permettant de faire vivre l'équipement en dehors des seuls moments matchs (environ 25 par saison).
- Réflexion autour du centre de formation et des terrains d'entrainements de l'équipe professionnelle.
- Définition d'un modèle juridico-financier qui estime la contribution nécessaire des collectivités.

Cette étude a été présentée par le Président du Racing club de Strasbourg Alsace le 24 avril dernier devant une commission mixte réunissant élus de la Ville et de l'Eurométrople de Strasbourg.
Elle propose un projet de réhabilitation du stade de la Meinau, portant sa capacité de 27 000 places à 32 000 places environ et confirme la capacité de l'équipement actuel à se moderniser pour un coût inférieur au coût de construction d'un nouveau stade.

Les principales hypothèses d'intervention sont détaillées ci-après :

1. Améliorer l'expérience visiteurs :

1.1. Créer une « fanzone » (côté entrée principale route de Colmar)

1.2. Fermer les coursives et aménager des espaces grands publics plus fonctionnels (toilettes, buvettes, …)
1.3. Changer les sièges
1.4. Aménager la tribune Ouest en tribune dite « active » (tribunes debout)
1.5. Supprimer la fosse et reconfigurer les tribunes périphériques basses (création d'environ 6500 places assises)
1.6. Augmenter la jauge globale à plus de 30 000 places, comprenant 10 % de places dites « à prestations »

2. Nouveaux espaces dits « à prestations » :
2.1. Construire des nouveaux salons de réception
2.2. Créer de nouvelles loges
2.3. Rénover et étendre les espaces à prestations existants

3. Amélioration globale de l'équipement existant:
3.1. Reprendre la pelouse avec un système de chauffage intégré
3.2. Reprendre partiellement la toiture
3.3. Mettre aux normes les équipements techniques (distribution électrique, éclairage led, contrôle d'accès, wifi,…)

Le coût global d'un tel projet est ainsi estimé à 100 M€ TDC HT, qui ne peut être porté par le club.

Les collectivités publiques (Eurométropole, Ville de Strasbourg, Région Grand Est et Conseil départemental du Bas-Rhin) ont annoncé leur volonté conjointe de financer pour partie cet investissement. Leur contribution globale peut raisonnablement être estimée à environ 60 M€.

Un grand stade est un outil indispensable pour accompagner le projet sportif du club et l'installer durablement en ligue 1.
C'est aussi un équipement qui contribue au rayonnement métropolitain et à l'attractivité et au rayonnement de la capitale Régionale et Européenne.
C'est également un équipement à même de garantir la tenue de manifestations et d'évènements métropolitains, départementaux, régionaux, nationaux voire internationaux. L'Eurométropole s'est d'ailleurs récemment déclarée candidate pour accueillir les compétitions de football dans le cadre des prochains Jeux Olympiques qui se tiendront à Paris en 2024.

La concrétisation d'un tel projet devra également reposer sur des financements privés complémentaires. Le Racing Club de Strasbourg et la Caisse des Dépôts et Consignations seront naturellement sollicités.
Il est donc indispensable d'affiner sans délais le montage juridico-financier et d'arrêter le programme technique détaillé de l'opération ainsi que son calendrier de réalisation.
Si la constitution d'une structure porteuse du projet doté d'un capital semble se dégager à ce stade de la réflexion, il convient aujourd'hui d'en préciser les modalités de mise en œuvre.

L'Eurométropole, collectivité maître d'ouvrage en sa qualité de propriétaire de l'équipement, va prochainement lancer des missions d'assistance à maitrise d'ouvrage pour engager la phase opérationnelle du projet.
Ces missions auront deux objectifs précis :

1. Elaborer le programme technique détaillé, arrêter le coût de l'opération et son calendrier prévisionnel de réalisation
2. choisir le meilleur montage juridico-financier, fixer les contributions publiques entre dotation initiale et constitution du capital de la structure porteuse du projet, définir les paramètres prévisionnels de gestion, d'exploitation et de maintenance.

Le coût global de ces missions d'assistance à maitrise d'ouvrage est estimé à 400 000 € TTC

La présente délibération propose de confirmer le soutien de la ville de Strasbourg à ce projet de rénovation du stade de la Meinau, et de prévoir sa participation à son financement, qui peut être raisonnablement fixé à environ 10 M€.
Les modalités de ce financement seront précisées dans le cadre de la mission d'assistance à maitrise d'ouvrage relative au montage juridico-financier du projet.

Le conseil municipal sera alors à nouveau saisi pour valider le montant définitif de cette participation financière et notamment sa répartition entre dotation initiale et constitution du capital de la structure porteuse du projet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le principe de participation financière de la ville de Strasbourg au projet de rénovation du stade de la Meinau, suivant des modalités qui restent à définir dans la cadre de la mission d'assistance à maitrise d'ouvrage relative au montage juridico-financier du projet engagée par l'Eurométropole.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°52

Restructuration du stade de la Meinau : participation financière de la Ville de Strasbourg

Pour	**48**	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, BITZ-Olivier, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUNG-Martine, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROOS-Thierry, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WILLENBUCHER-Philippe, SCHMIDT-Michaël**
Contre	**0**	
Abstention	**6**	**BARSEGHIAN-Jeanne, DREYSSE-Marie-Dominique, JUND-Alain, SCHAETZEL-Françoise, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean**

53

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Subventions à des actions soutenues au titre de l'appel à projets du Contrat de Ville (troisième étape), du dispositif Ville Vie Vacances et de la signature d'une Convention Pluriannuelle d'objectifs avec l'association AGATE Neuhof.

L'appel à projets du Contrat de ville de l'Eurométropole, publié le 2 octobre dernier, a pour objectif de soutenir des actions en cohérence avec les enjeux prioritaires du contrat. Ces enjeux sont traduits en objectifs opérationnels dans la convention cadre et ses 19 programmes thématiques et dans les conventions d'application territoriales établies pour les 13 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de Strasbourg.

Cet appel à projets s'adresse à des associations, des bailleurs et des établissements publics. Le soutien aux projets est conditionné à 3 critères précis :

- Le projet doit concerner un ou plusieurs QPV et bénéficier à un public des QPV dans une proportion très significative,

- Le projet doit porter sur les objectifs prioritaires du Contrat de ville et répondre à une situation actuelle vécue dans les QPV,

- Le projet doit préciser les moyens de droit commun mobilisés avant de solliciter les moyens spécifiques « contrat de ville » nécessaires à l'action,

Pour 2018, les enjeux suivants ont été définis comme prioritaires :

- Faciliter l'accès à l'emploi et la création d'activités dans les QPV,

- Favoriser la réussite éducative par tous les moyens d'actions,

- Promouvoir la participation citoyenne active des jeunes et le soutien à leurs initiatives,

- Renforcer la cohésion sociale, notamment par des actions au service des valeurs de la République, de la participation citoyenne, de la lutte contre les discriminations et de la prévention de la radicalisation,

- Améliorer l'image des QPV, notamment par la valorisation de leur histoire et de leurs atouts.

Cette délibération relative à la programmation 2018 vous propose de soutenir une troisième partie des projets en reconduction dont le bilan 2017 a été jugé pertinent ainsi que de nouveaux projets répondant aux objectifs et critères énoncés ci-avant, ainsi que des projets déposés dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances. Soit 28 projets « contrat de ville » pour un montant global de 82 950 € et 29 projets Ville Vie Vacances, pour un montant de 43 700 €. Elle est présentée en deux parties :

- Les actions spécifiques à un quartier répondant aux priorités opérationnelles de sa convention d'application territoriale ;

- Les actions développées sur plusieurs quartiers ou sur toute la ville et répondant aux priorités opérationnelles énoncées dans les programmes thématiques.

D'autres actions actuellement en cours d'instruction seront présentées lors d'une délibération ultérieure.

Partie 1 - Les actions spécifiques à chaque quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) :

Le QPV AMPERE – 1220 Habitant(e)s

Cette étape de la programmation porte sur 2 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, présentées par 2 porteurs de projet, pour un montant global de **2 500 €,** répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- améliorer le mieux vivre ensemble - lutter contre l'isolement - responsabiliser les habitants-es dans la vie de leur quartier ;

- trouver des modes de participation avec le public jeune, construire des actions avec et pour les jeunes ;

- améliorer la prise en charge des enfants.

Porteur	Action	Budget global	Subvention proposée	Direction Service	Contribuant au programme / enjeu
Association Ballade	Orchestre sans papier : le c(h)oeur d'Ampère	4 000 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville	8 : accès aux équipements et projets culturels
Association Rond Central	Ecole Albert Legrang – Ampère	4 280 €	1 500 €	Direction de projet politique de la ville	1 : action avec et pour les jeunes

	« La pause méridienne – le RDV de la semaine »				

Le QPV PORT DU RHIN – 1807 Habitant(e)s

Cette étape de la programmation porte sur 2 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, présentées par 2 porteurs de projet, pour un montant global de **7 000 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- éducation : améliorer la prise en charge des enfants - développer une offre culturelle ;

- développer une offre culturelle.

Porteur	**Action**	**Budget global**	**Subvention proposée**	**Direction** **Service**	**Contribuant au programme / enjeu**
Wonder Wizart	PORT'Land	16 100 €	3 000 €	Direction de projet politique de la ville	8 : accès aux équipements et projets culturels
Drugstore	Ligne D	19 000 €	4 000 €	Direction de projet politique de la ville	1 : action avec et pour les jeunes

En transversal sur les QPV KOENIGSHOFFEN EST – 2130 habitant(e)s et HOHBERG - 2960 Habitant(e)s

Cette étape de la programmation porte sur 1 action proposée spécifiquement sur ces deux territoires pour un montant global de **1 350 €**, répondant à l'objectif suivant des conventions d'application territoriale :

- favoriser la citoyenneté à tous les niveaux.

Porteur	**Action**	**Budget global**	**Subvention proposée**	**Direction Service**	**Contribuant au programme / enjeu**
Collège Jacques Twinger	La Porte des étoiles	5 350 €	1 350 €	Direction de projet politique de la ville	1 : action avec et pour les jeunes

Le QPV de HAUTEPIERRE - 14382 Habitant(e)s

Cette étape de la programmation porte sur 3 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, portées par 3 porteurs de projet pour un montant global de **8 000 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- installer avec et pour les habitants les conditions favorables du vivre ensemble ;
- développer l'accès à l'offre sportive, culturelle, de loisirs comme facteurs de cohésion sociale ;
- contribuer à l'épanouissement des jeunes du territoire.

Porteurs	**Actions**	**Budget global**	**Subvention proposée**	**Directions** **Services**	**Contribuant au programme / enjeu**
Wonder Wizart	Citoyens et artistes	25 246 €	6 000 €	Direction de projet politique de la ville	8 : accès aux équipements et projets culturels
Association Horizome	Les jardins partagés au pied des immeubles de Hautepierre	13 600 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville	17 : gestion urbaine de proximité
Association Médiation Hautepierre (AMI)	Expression théâtrale	3 500 €	1 000 €	Culture	8 : accès aux équipements et projets culturels

Le QPV MEINAU NEUHOF – 15 700 Habitant(e)s

Cette étape de la programmation porte sur 7 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, présentées par 7 porteurs de projets, pour un montant global de **33 700 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- développer une offre « jeunesse » transversale sur le territoire ;
- favoriser l'accès des habitants aux équipements ainsi qu'à l'offre associative ;
- œuvrer collectivement pour la convivialité et la diversité ;
- favoriser l'accès aux services publics et à la santé ;
- positionner les habitants comme acteurs de l'évolution de leur cadre de vie.

Porteurs	Actions	Budget global	Subventions proposées	Directions Services	Contribuant aux programmes / enjeu
Pôle sud	Trajets Phéno Meinau	7 001 €	7 000 €	Direction de projet politique de la ville	8 : accès aux équipements et projets culturels
Association pour l'accès au droit pour les enfants et les jeunes – THEMIS	Conseil de quartier des enfants	8 001 €	8 000 €	Direction de projet politique de la ville	Citoyenneté
Collège Lezay Marnesia	Mieux se connaître pour mieux vivre ensemble	12 000 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville	Citoyenneté
Collège Solignac	Web Radio des établissements scolaires du Neuhof	3 270 €	1 500 €	Direction de projet politique de la ville	5 : accompagnement à la scolarité et prévention du décrochage scolaire
Collège du Stockfeld	Classes à parcours artistiques	22 595 €	3 800 €	Culture	8 : accès aux équipements et projets cultures
CPCV Est	Formation linguistique au Neuhof	14 900 €	9 400 €	Solidarités et Santé	4 : apprentissage et maîtrise de la langue française
Centre Social et Culturel de la Meinau	Le groupe de soutien aux parents fête ses 20 ans	21 000 €	3 000 €	Direction de projet politique de la ville	7 : accompagnement des parents

Le QPV LAITERIE – 2680 Habitant(e)s

Cette étape de la programmation porte sur 6 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, portées par 2 porteurs de projet pour un montant global de **12 500 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- accompagner les publics les plus fragiles - identifier les publics - coordonner les acteurs locaux pour développer des actions de coéducation et d'accompagnement des parents - favoriser l'insertion professionnelle ;

- mettre en œuvre les conditions d'une vie associative et culturelle cohérente, par et pour l'ensemble des habitants dans leur diversité – dynamiser la vie associative – valoriser l'atout culturel du quartier pour un plus grand rayonnement et d'avantage d'ouverture aux habitants du quartier ;

- requalifier le quartier – valoriser les espaces publics.

Porteur	**Action**	**Budget global**	**Subvention proposée**	**Direction** **Service**	**Contribuant au programme / enjeu**
NADI CHAABI	Construisons le mieux vivre ensemble	7 800 €	2 000 €	Direction de projet politique de la ville	2 : prévention et lutte contre les discriminations
NADI CHAABI	Les discriminations : parlons-en	5 200 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville	2 : prévention et lutte contre les discriminations
NADI CHAABI	Raconte-moi la laïcité	6 800 €	2 000 €	Direction de projet politique de la ville	2 : prévention et lutte contre les discriminations
Association Centre Social et Culturel du Fossé des Treize	Des temps festifs pour un quartier où il fait bon vivre	13 000 €	2 500 €	Service Vie Associative	Citoyenneté
Association Centre Social et Culturel du Fossé des Treize	Vélo école pour le QPV Laiterie	6 800 €	2 000 €	Service Vie Associative	Citoyenneté
Association Centre Social et Culturel du Fossé des Treize	Action socio linguistique tout public	8 000 €	3 000 €	Solidarités et Santé	4 : apprentissage et maîtrise de la langue française

Partie 2 – Les actions relatives aux programmes thématiques se déployant sur deux QPV ou plus :

AXES TRANSVERSAUX

Enjeu : image des quartiers

Cette étape de la programmation thématique, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire, porte sur 1 action pour un montant global de **3 000 €.**

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
Les Francas	Petite Ourse	11 000 €	3 000 €	Direction de projet politique de la ville

Actions du programme 1 soutenues au titre du dispositif « Ville Vie vacances »

Le dispositif Ville Vie Vacances (VVV), instruit dans le cadre de la procédure Contrat de Ville 2018, soutient des projets s'adressant aux jeunes de 11 à 18 ans, issus de quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, éloignés de l'offre de loisirs et ne partant pas en vacances.
Les actions proposées doivent répondre aux priorités suivantes :

- Activités ayant lieu le week-end et plus particulièrement durant la période du mois d'août
- Activités organisées en dehors des quartiers qui permettent une plus grande ouverture des jeunes au monde extérieur et favorisent la mobilité
- Mixité garçons/filles avec un objectif de 50 % de jeunes filles bénéficiaires
- Forte implication des jeunes, à toutes les étapes des actions, de leur élaboration à leur réalisation ainsi que les éventuelles modalités de restitution

Le contenu pédagogique de ces actions, leur opportunité et leur conformité aux obligations règlementaires ont été étudiés par les services des cofinanceurs du dispositif Ville Vie Vacances (Etat, Département et Ville de Strasbourg), au regard des critères du dispositif et des moyens financiers disponibles.
Il est proposé un soutien total de 43 700€ pour les 29 projets ci-dessous, portés par 16 associations, au titre du dispositif Ville Vie Vacances 2018 (deuxième phase).

Porteurs	Actions	Subvention proposée	Directions Services
Association Centre Social et Culturel du Neuhof	A la découverte du Portugal	1 500 €	Direction de projet politique de la ville
Association Centre Social et Culturel du Neuhof	Camping au soleil	800 €	Direction de projet politique de la ville
Association Centre Social et Culturel du Neuhof	VVV été 2018 - le Neuhof fait son cinéma	1 500 €	Direction de projet politique de la ville
Association Centre Social et Culturel du Neuhof	VVV été 2018 - notre planète pour demain	1 800 €	Direction de projet politique de la ville

Association Centre Social et Culturel du Neuhof	VVV - Italie...la renaissance	2 500 €	Direction de projet politique de la ville
Association Centre Social et Culturel du Neuhof	Chalet au feu de bois	1 500 €	Direction de projet politique de la ville
Association Centre Social et Culturel de Hautepierre	VVV - Semaine des Cultures Urbaines #3 – Toussaint	800 €	Direction de projet politique de la ville
Association Unis Vers le Sport	Mission Solidaire Sénégal 2018	800 €	Direction de projet politique de la ville
Association Joie et Santé Koenigshoffen	Eté Jeunes 2018	3 000 €	Direction de projet politique de la ville
Association Solidarité Culturelle	Séjour d'un groupe de jeunes filles	700 €	Direction de projet politique de la ville
Association Centre Social et Culturel du Fossé des Treize	VVV 2018 "A chacun son rythme" quartier Halles/ Tribunal et quartier Gare/Laiterie	1 000 €	Direction de projet politique de la ville
Association Lupovino	Découverte de sports atypiques	2 000 €	Direction de projet politique de la ville
Association Lupovino	Stage d'Equitation	800 €	Direction de projet politique de la ville
Association Lupovino	VVV Séjour Sport et Nature du 15 au 18 juillet 2018	2 000 €	Direction de projet politique de la ville
Association Centre Social et Culturel de la Montagne Verte	Des vacances sportives et numériques	2 000 €	Direction de projet politique de la ville
Association Les Disciples	VVV_E42 - Un été à Strasbourg	500 €	Direction de projet politique de la ville
Association Les Disciples	VVV_ E41 - Un été à Strasbourg	500 €	Direction de projet politique de la ville

Association Les Disciples	VVV E40 - Nature et découverte	1 300 €	Direction de projet politique de la ville
Association Les Disciples	VVV E439 - Nature et découverte	1 300 €	Direction de projet politique de la ville
Association Action-Médiation-Insertion (AMI) Hautepierre	VVV été	1 300 €	Direction de projet politique de la ville
Association Action-Médiation-Insertion (AMI) Hautepierre	VVV toussaint	800 €	Direction de projet politique de la ville
SCOP ARTENREEL	Mon Selfie d'halloween 2	500 €	Direction de projet politique de la ville
Centre de Loisirs de la Jeunesse – Police Urbaine	CLJ VVV Hiver Printemps 2018	1 500 €	Direction de projet politique de la ville
Centre de Loisirs de la Jeunesse – Police Urbaine	Dispositif VVV 2ème semestre 2018 été automne fêtes fin d'année	6 000 €	Direction de projet politique de la ville
Association JALMIK	Marre et Honnête	800 €	Direction de projet politique de la ville
Association JALMIK	P'tiot Percut	2 500 €	Direction de projet politique de la ville
Association MX Stadium	A deux roues, je maîtrise	1 200 €	Direction de projet politique de la ville
Association Centre Social et Culturel de l'Elsau	Echange culturel à Marseille	300 €	Direction de projet politique de la ville
Association L'Eveil Meinau	Camp d'été : « Le village de POW WOW » 2ème édition	2 500 €	Direction de projet politique de la ville

<u>Au titre du programme 2 : la prévention et la lutte contre les discriminations</u>

Cette étape de la programmation, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire, et répondant notamment aux objectifs du programme 2, porte sur 1 action pour un montant global de **1 500 €.** Cette action répond aux objectifs suivants du programme :

- faire reculer les préjugés, stéréotypes et toutes formes de stigmatisations, en valorisant les mémoires (mémoire de l'immigration, mémoire des quartiers…) ;

- prévenir les processus discriminatoires.

Porteurs	Actions	Budget global	Subventions proposées	Directions Services
Le Furet	Le berceau de l'égalité	6 000 €	1 500 €	Enfance et Education

PILIER COHESION SOCIALE

Au titre du programme 5 : accompagnement à la scolarité et prévention du décrochage scolaire

Cette étape de la programmation, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire, et répondant notamment aux objectifs du programme 5, porte sur 1 action pour un montant de **1 200 €.** Elle répond globalement aux objectifs suivants du programme :

- développer des actions de prévention du décrochage ;
- augmenter l'offre d 'accompagnement en petits groupes.

Porteurs	Actions	Budget global	Subventions proposées	Directions Services
ARSEA	Alias forum	4 000 €	1 200 €	Direction de projet politique de la ville

Au titre du programme 8 : l'accès aux équipements et projets culturels

Cette étape de la programmation, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire, et répondant notamment aux objectifs du programme 8, porte sur 2 actions pour un montant global de **5 000 €**. Ces actions répondent aux objectifs suivants du programme :

- développer les pratiques en amateur,
- ouvrir des équipements culturels aux habitants les plus éloignés,
- accompagner les projets culturels portés par les habitants.

Porteurs	Actions	Budget global	Subventions proposées	Directions Services
Les Francas	C'est mon patrimoine	28 700 €	3 000 €	Culture

Association Plurielles	Au-delà des mots pour se dire … la suite	9 797 €	2 000 €	Culture

Au titre du programme 10 : santé

Cette étape de la programmation, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire, et répondant notamment aux objectifs du programme 10, porte sur 2 actions pour un montant global de **7 200 €**. Ces actions répondent aux objectifs suivants du programme :

- améliorer l'offre de soins de premiers recours, l'accès aux droits et soins des personnes les plus vulnérables ;

- sensibiliser et éduquer à la santé environnementale.

Porteurs	**Actions**	**Budget global**	**Subventions proposées**	**Directions** **Services**
Migrations Santé Alsace	Favoriser l'accès à la santé en direction des populations migrantes	34 350 €	6 000 €	Solidarités et Santé
VRAC	Un réseau de forums autour de l'alimentation durable dans les QPV strasbourgeois	9 845 €	1 200 €	Solidarités et santé

Signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2018-2020 avec l'association Agate Neuhof

La Ville de Strasbourg a la volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable fondé sur la confiance, le respect et le dialogue.

L'association Agate Neuhof a pour objet de promouvoir un travail en commun entre toutes les personnes résidant ou travaillant au Neuhof, entre les associations et groupes constitués du quartier, en vue de contribuer au développement local du quartier du Neuhof et en particulier :

- favoriser et faciliter la présence active des habitants, de leurs associations et des acteurs du quartier dans le développement économique et social du Neuhof,
- constituer les habitants, les associations en interlocuteurs actifs,
- être un lieu d'information, de réflexion, d'élaboration de projets et d'actions,
- promouvoir la globalité d'un développement local par des propositions constructives et rédigées,
- se donner les moyens adaptés aux circonstances et faire aboutir ses propositions avec les partenaires institutionnels,
- obtenir l'accès des habitants et des associations aux outils techniques nécessaires.

L'association Agate Neuhof est présente et agit sur le territoire depuis 1988. Elle agit pour défendre les intérêts des habitants du Neuhof et suscite la participation citoyenne qui passe par :

- l'écoute des habitants dans la rue, lors des permanences, comme lors des activités ou d'actions menées par l'association sous la pression des besoins exprimés par les habitants,
- par un travail de recensement des besoins, des attentes, des dysfonctionnements dans tous les domaines qui relèvent du cadre de vie, du logement, de l'environnement, de l'aménagement du quartier, de l'information, de la communication, des équipements, des déplacements urbains, de l'amélioration et du fonctionnement efficace des services publics,
- par l'information à travers les publications réalisées par l'association,
- par l'animation de lieux de rencontres, d'informations et de débats où peuvent s'élaborer des projets et naître une parole collective issue de la réflexion menée ensemble.

C'est dans une volonté de poursuite et de développement de ces actions qu'il parait opportun de contractualiser le partenariat entre l'association Agate Neuhof et la Ville de Strasbourg pour la période 2018-2020.
Dans ce cadre, il est proposé au Conseil Municipal, la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs pour les exercices 2018 à 2020 annexée à la présente délibération. Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.

Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de 60 000 € sur 3 ans, répartis comme suit :

- pour la première année, le montant de la subvention s'établit à : 20 000 €
- pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'élève à : 20 000 €
- pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à : 20 000 €

Le montant de 20 000 € pour la première année 2018 a été validé lors d'une délibération du Conseil Municipal de la ville de Strasbourg du 16 avril 2018. Il s'agit donc aujourd'hui exclusivement d'entériner l'engagement de la collectivité auprès de l'association pour les trois années 2018, 2019 et 2020.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré

décide

n *d'attribuer au titre de la **Direction de projet Politique de la ville**, les subventions suivantes :*

Association Ballade *« Orchestre sans papier : le c(h)oeur d'Ampère »*	**1 000 €**
ARSEA *« Alias forum »*	**1 200 €**
Collège Jacques Twinger *« La porte des étoiles : Mettre en valeur le travail réalisé dans le cadre du conseil école-collège »*	**1 350 €**
NADI CHAABI *« Construisons le mieux vivre ensemble »* *« Les discriminations parlons-en »* *« Raconte-moi la laïcité »*	**5 000 €** *2 000 €* *1 000 €* *2 000 €*
Wonder Wiz'Art *« Citoyens et artistes » - Financement de l'aménagement de la Place des Frères Grimm (3 000 €) et de l'abécédaire créatif (3 000 €)* *« PortLand » - Financement de l'action le Héros de ma life (3 000 €)*	**9 000 €** *6 000 €* *3 000 €*
Association Horizome *« Les jardins partagés au pied des immeubles de Hautepierre »*	**1 000 €**
Association Rond Central *« Ecole Albert Legrand – Ampère – La pause méridienne, le RDV de la semaine »*	**1 500 €**
Association Les Francas *« Petite Ourse »*	**3 000 €**
Association pour l'accès au droit pour les enfants et pour les jeunes – THEMIS *« Conseil de quartier des enfants »*	**8 000 €**
Collège Lezay Marnesia *« Mieux se connaître pour mieux vivre ensemble »*	**1 000 €**
Collège Solignac *« Web Radio des établissement scolaires du Neuhof »*	**1 500 €**
Pôle Sud *« Trajets phéno Meinau »*	**7 000 €**
Drugstore *« Ligne D »*	**4 000 €**
Centre Social et Culturel de la Meinau *« Le groupe de soutien aux parents fête ses 20 ans »*	**3 000 €**

Centre Social et Culturel du Neuhof	**9 600 €**
« VVV - A la découverte du Portugal »	*1 500 €*
« VVV - Camping au soleil »	*800 €*
« VVV été 2018 - le Neuhof fait son cinéma »	*1 500 €*
« VVV été 2018 - notre planète pour demain »	*1 800 €*
« VVV - Italie...la renaissance »	*2 500 €*
« VVV - Chalet au feu de bois »	*1 500 €*
Centre Social et Culturel de Hautepierre	**800 €**
« VVV - Semaine des Cultures Urbaines #3 – Toussaint »	
Association Unis Vers le Sport	**800 €**
« VVV - Mission solidaire Sénégal »	
Association Joie et Santé Koenigshoffen	**3 000 €**
« VVV – Eté jeunes 2018 »	
Association Solidarité Culturelle	**700 €**
« VVV - Séjour d'un groupe de jeunes filles »	
Centre Social et Culturel du Fossé des Treize	**1 000 €**
« VVV 2018 "A chacun son rythme" quartier Halles/Tribunal et quartier Gare/ Laiterie »	
Association Lupovino	**4 800 €**
« VVV - Découverte de sports atypiques »	*2 000 €*
« VVV - Stage d'Equitation »	*800 €*
« VVV Séjour Sport et Nature du 15 au 18 juillet 2018 »	*2 000 €*
Centre Social et Culturel de la Montagne Verte	**2 000 €**
« VVV – des vacances sportives et numériques »	
Association les Disciples	**3 600 €**
« VVV – E42 – Un été à Strasbourg »	*500 €*
« VVV – E41 – Un été à Strasbourg »	*500 €*
« VVV – E40 – Nature et découverte »	*1 300 €*
« VVV – E439 – Nature et découverte »	*1 300 €*
Association Médiation Insertion (AMI) Hautepierre	**2 100 €**
« VVV – Eté »	*1 300 €*

« VVV – Toussaint »	*800 €*
SCOP Artenréel *« VVV - Mon selfie d'Halloween 2 »*	**500 €**
Centre de loisirs de la Jeunesse – Police Urbaine *« VVV – Hiver Printemps 2018 »* *« VVV – 2ème semestre 2018 été automne fêtes de fin d'année »*	**7 500 €** *1 500 €* *6 000 €*
Association Jalmik *« VVV – Marre et honnête »* *« VVV – Ptiot Percut »*	**3 300 €** *800 €* *2 500 €*
Association MX Stadium *« VVV – A deux roues je maîtrise »*	**1 200 €**
Centre Social et Culturel de l'Elsau *« VVV – Echange culturel à Marseille »*	**300 €**
Association l'Eveil Meinau *« VVV – Camp d'été : le village Pow Wow 2ème édition »*	**2 500 €**

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **91 250 €** comme suit : sous la fonction 020, nature 6574, activité DL04B, dont le solde disponible avant conseil s'élève à 192 425 €*

n *d'attribuer au titre de la **Direction de la culture**, les subventions suivantes :*

Collège du Stockfeld *« Classes à parcours artistiques »*	**3 800 €**
Les Francas *« C'est mon patrimoine »*	**3 000 €**
Association Plurielles *« Au-delà des mots pour se dire »*	**2 000 €**
Association Médiation Insertion (AMI) Hautepierre *« Expression théâtrale »*	**1 000 €**

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **9 800 €** comme suit : sous la fonction 33, nature 6574, activité CU01G, programme 8087, dont le solde disponible avant conseil est de 164 600 €*

n *d'attribuer au titre de la **Direction des solidarités et de la santé**, les subventions suivantes :*

- ***Solidarités : Parcours linguistiques***

CPCV Est *« Formation linguistique au Neuhof »*	**9 400 €**
Centre Social et Culturel du Fossé des Treize *« Action linguistique tout public »*	**3 000 €**

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **12 400 €** comme suit : sous la fonction 523, nature 6574, activité AS03N, programme 8003, dont le solde disponible avant conseil est de 59 350 €.*

n *d'attribuer au titre de la **Direction des solidarités et de la santé**, les subventions suivantes :*

- ***Santé***

VRAC *« Un réseau de forums autour de l'alimentation durable dans les QPV strasbourgeois »*	**1 200 €**
Migrations Santé Alsace *« Favoriser l'accès à la santé en direction des populations migrantes »*	**6 000 €**

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **7 200 €** comme suit : sous la fonction 512, nature 6574, activité AS05D, programme 8005, dont le solde disponible avant conseil est de 163 952 €.*

n *d'attribuer au titre du **Service Vie Associative**, les subventions suivantes :*

Centre Social et Culturel du Fossé des Treize *« Des temps festifs pour un quartier où il fait bon vivre »*	**2 500 €**
Centre Social et Culturel du Fossé des Treize *« Vélo école pour le QPV Laiterie »*	**2 000 €**

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **4 500 €** comme suit : sous la fonction 422, nature 6574, activité DL03B, programme 8013, dont le solde disponible avant conseil est de 2 506 610 €.*

n *d'attribuer au titre de la Direction de l'Enfance et de l'Education la subvention suivante :*

Association Le Furet *« Le berceau de l'égalité »*	**1 500 €**

*d'imputer **1 500 €** comme suit : sous la fonction 64, nature 6574, activité DE04G, programme 8013, dont le solde disponible avant conseil est de 465 863 €.*

approuve

les dispositions de la convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2020 avec l'association Agate Neuhof présentée en annexe

autorise

-le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2020 avec l'association Agate Neuhof

-le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et arrêtés afférents aux subventions.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

ANNEXE RELATIVE AUX INDICATEURS D'EVALUATION RETENUS POUR LES ACTIONS VISEES PAR LA CONVENTION D'OBJECTIFS

Actions	Indicateurs
Accueil quotidien concernant le logement permettant l'intermédiation entre locataires et bailleurs (permanences, rdv et actions collectives)	400 personnes reçues/an pour de l'intermédiation locataires
Relais d'informations concernant la vie du quartier et les problématiques rencontrées par les habitants par la tenue de rencontres régulières avec les services de la ville, les élus et les différents bailleurs	Rencontres en moyenne 1x/trimestre avec les services de la ville Rencontres 1x/trimestre avec CUS Habitat Rencontres selon besoin avec les autres bailleurs et les élus.
Réalisation de « tours de quartiers » et de porte à porte permettant le recueil d'information et la sensibilisation des habitants (informations sur la vie du quartier, sensibilisation sur les produits ménagers, sur la qualité de l'air, sur la vie dans le logement…)	1 tour de quartier /mois en moyenne pendant l'année scolaire 6 actions « porte à porte » /an a minima
Participation à l'ATP Cadre de vie du Neuhof et à l'ATP fête du parc	présence effective de l'association aux ATP cités proposés par la Direction de Territoire
Organisation du concours « Neuhof fleuri »	organisation effective d'un concours par an
Tenue d'une permanence « Compost » et la gestion des bacs de compost pour et avec les habitants du Neuhof	2 permanences/semaine x 11 mois, mobilisation effective des habitants
Accueil des habitants, leur fournir une aide administrative et les orienter vers les services sociaux et administratif si besoin	Nombre de personnes rencontrées/an

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
exercices 2018-2019-2020

Entre :

- La Ville de Strasbourg, représentée par M. Roland RIES, Maire et

- l' « Association de Gestion des Ateliers du Neuhof (AGATE) », ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le volume 57 - Folio 2 à la date du 13 décembre 1988 et dont le siège est situé 3 rue de Brantôme à Strasbourg, représentée par son Président en exercice Monsieur Sylvain GIROLT.

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018.

Préambule

L'Eurométropole de Strasbourg est signataire et pilote du Contrat de Ville, approuvé par délibération du conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2015 et signé le 10 juillet 2015 par 43 institutions et structures partenaires.

Le Contrat de ville se décline sur les communes de Strasbourg, Lingolsheim, Illkirch-Graffenstaden, Bischheim, Schiltigheim autour de 18 territoires en quartiers prioritaires de la ville (QPV).

Dans le cadre de la présente convention, la Ville de Strasbourg consolide son partenariat avec AGATE dans le but :

- de préciser les actions d'AGATE, au regard de ses interventions dans les domaines :
  - de l'amélioration du cadre de vie, en lien avec les habitants,
  - de l'accompagnement des ménages les plus précaires et de soutien à la parentalité,
  - de l'animation et de la valorisation du territoire,

- de définir les modalités de financement,

- de définir des objectifs partagés.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Ile inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, la Ville de Strasbourg et l'association AGATE définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de trois ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil municipal, en respectant les modalités de suivi et d'évaluation définies dans les articles 7 et 8 de la présente convention.

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les priorités de l'Eurométropole dans le domaine de la politique de la ville

La volonté de l'Eurométropole est d'agir en faveur de la réduction des fractures socio-spatiales. Elle se traduit par un engagement dans des programmes ambitieux de rénovation urbaine et dans un soutien aux actions inscrites dans les 19 programmes et les 10 orientations prioritaires du Contrat de Ville 2015/2020.

L'ambition de l'Eurométropole est :

- de combattre les inégalités territoriales et sociales en concentrant ses efforts sur l'accompagnement des quartiers et des habitants les plus en difficulté et reconnus comme prioritaires,
- de maintenir la cohésion sociale afin de garantir un développement équilibré des territoires de l'Eurométropole,
- de lutter contre toute forme de discriminations et de favoriser l'égalité des droits.

Au niveau territorial, le Contrat de Ville est décliné dans la Convention d'application territoriale du QPV Neuhof-Meinau, qui identifient 5 enjeux prioritaires pour le territoire, déclinés en objectifs stratégiques, puis en objectifs opérationnels. Cette convention est sur le site strasbourg.eu et accessible à l'adresse internet suivante : https://www.strasbourg.eu/egalite-urbaine-cohesion-sociale.

Article 4 : le projet associatif

L'association a pour but de promouvoir un travail en commun entre toutes les personnes résidant ou travaillant au Neuhof, entre les associations et groupes constitués du quartier, en vue de contribuer au développement local du quartier du Neuhof et en particulier :

- favoriser et faciliter la présence active des habitants, de leurs associations et des acteurs du quartier dans le développement économique et social du Neuhof,
- constituer les habitants, les associations en interlocuteurs actifs,
- être un lieu d'information, de réflexion, d'élaboration de projets et d'actions,

- promouvoir la globalité d'un développement local par des propositions constructives et rédigées,
- se donner les moyens adaptés aux circonstances et faire aboutir ses propositions avec les partenaires institutionnels,
- obtenir l'accès des habitants et des associations aux outils techniques nécessaires.

L'association s'interdit toute immixtion dans les affaires internes de ses composants et toute discussion politique et religieuse (article 2 des statuts de l'association).

Née au Neuhof en 1988, et s'inscrivant dans la continuité du travail mené par le collectif des associations du Neuhof, l'AGATE Neuhof s'adresse à tous indistinctement, enfants, jeunes, adultes, de toutes origines, qui se trouvent réunis sur les mêmes objectifs et s'impliquent ensemble sur les mêmes actions. L'AGATE agit pour défendre les intérêts des habitants du Neuhof et suscite la participation citoyenne qui passe par :

- l'écoute des habitants dans la rue, lors des permanences, comme lors des activités ou d'actions menées par l'association sous la pression des besoins exprimés par les habitants,
- par un travail de recensement des besoins, des attentes, des dysfonctionnements dans tous les domaines qui relèvent du cadre de vie, du logement, de l'environnement, de l'aménagement du quartier, de l'information, de la communication, des équipements, des déplacements urbains, de l'amélioration et du fonctionnement efficace des services publics,
- par l'information à travers les publications réalisées par l'association,
- par l'animation de lieux de rencontres, d'informations et de débats où peuvent s'élaborer des projets et naître une parole collective issue de la réflexion menée ensemble.

Article 5 : les objectifs partagés

Dans le cadre de la présente convention d'objectifs, le partenariat entre la Ville de Strasbourg et l'association se déploie selon les priorités définies dans la Convention d'application territoriale Neuhof-Meinau du Contrat de ville et s'articule autour des thématiques suivantes détaillées en objectifs généraux :

<u>Cadre de vie et gestion urbaine de proximité :</u>

- Promouvoir l'implication des habitants dans des projets de développement locaux et des actions d'amélioration du cadre de vie (concertation)
- Contribuer à une gestion urbaine et sociale de proximité en lien avec la collectivité, les bailleurs et les habitants

<u>Promotion de la citoyenneté :</u>

- Participer à la formation des habitants aux enjeux des politiques publiques (éducation populaire)
- Soutenir les initiatives collectives des habitants et encourager la citoyenneté

<u>Accompagnement social et relations aux institutions et services publics :</u>

- Renforcer l'accompagnement des ménages les plus précaires dans la gestion du quotidien et leurs relations aux institutions et faciliter l'accès aux services de proximité (médiation sociale et scolaire)

<u>Animation et valorisation du territoire :</u>

- Organiser des manifestations permettant l'appropriation et l'animation du territoire
- Valoriser l'image du quartier et améliorer la communication sur l'actualité du quartier

Ces objectifs se déclinent à travers les actions suivantes :
- un accueil quotidien concernant le logement permettant l'intermédiation entre locataires et bailleurs (permanences, rdv et actions collectives)

- le relais d'informations concernant la vie du quartier et les problématiques rencontrées par les habitants par la tenue de rencontres régulières avec les services de la ville, les élus et les différents bailleurs
- la réalisation de « tours de quartiers » et de porte à porte permettant le recueil d'information et la sensibilisation des habitants (informations sur la vie du quartier, sensibilisation sur les produits ménagers, sur la qualité de l'air, sur la vie dans le logement…)
- participation à l'ATP Cadre de vie du Neuhof et à l'ATP fête du parc
- l'organisation du concours « Neuhof fleuri »
- la tenue d'une permanence « Compost » et la gestion des bacs de compost pour et avec les habitants du Neuhof
- l'accueil des habitants, leur fournir une aide administrative et les orienter vers les services sociaux et administratif si besoin

2ème partie : les moyens

Article 6 : la subvention versée par la Ville de Strasbourg à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.
Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de 60 000 € sur 3 ans, répartis comme suit :

- pour la première année, le montant de la subvention s'établit à : 20 000 €
- pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'élève à : 20 000 €
- pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à : 20 000 €

Ces deux derniers versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil municipal.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de la Ville de Strasbourg et le programme d'actions annuel.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

Article 7 : instance de suivi et d'évaluation

L'évaluation de cette convention est réalisée dans une instance spécifique dans laquelle siègent les principaux co-financeurs de l'association (l'État et la Ville de Strasbourg) et dénommée « Comité de suivi et d'évaluation ».

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs (cf fiche indicateurs en annexe). Définis au préalable entre les partenaires, ces indicateurs feront chacun l'objet d'une présentation au sein du Comité de suivi et d'évaluation et feront l'objet d'un bilan annuel présenté en Conseil municipal.

Article 8 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des bilans transmis par l'association.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi et d'évaluation, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 9 : communication

La Ville de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par la Ville de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 10 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 11 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi et d'évaluation, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 12 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville de Strasbourg, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 13 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi et d'évaluation, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Annexes

- Budget prévisionnel 2018
- Budget prévisionnel 2018-2020
- Fiches indicateurs en vue de l'évaluation annuelle du projet

Signatures

Fait à Strasbourg, le 2018

Pour la Ville de Strasbourg	**Pour l'association**
Le Maire	Le Président
Roland RIES	Sylvain GIROLT

54

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Attribution subventions commerce et artisanat.

La Ville de Strasbourg apporte son soutien aux associations de commerçants et d'artisans pour des opérations d'animation et de promotion commerciale.

C'est en ce sens qu'il vous est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

L'association du quartier des Tonneliers : 6600 €

L'association compte 28 adhérents. Depuis 1990, elle poursuit son travail de promotion et de défense du commerce et participe à la dynamique de quartier.

En partenariat avec la Couronne d'or, l'association est à l'initiative de l'arrivée du nouveau Tonneau Géant sur la place des Tripiers et de l'animation culinaire et musicale organisée le 14 avril 2018 dernier. L'opération permet de maintenir une réelle dynamique de proximité au sein de ce quartier et contribue à l'attractivité ainsi qu'au rayonnement de la Ville de Strasbourg de par son histoire.

Il est proposé au conseil de délibérer un soutien financier à hauteur de 6 600 euros.

L'association des commerçants de l'Ill Rive gauche : 1500 €

L'association compte 36 adhérents. Elle a engagé une démarche de mobilisation des commerçants dans le but de valoriser l'image commerciale de la Rue des Juifs, de la rue des Récollets et rue du Parchemin.

A l'initiative du projet de réaménagement de la rue des Juifs, elle réalise également des animations commerciales (braderie, soirée VIP et la Fête de la rue) tout au long de l'année et répond à une clientèle de quartier et visiteurs exigeants.

Il est proposé au conseil de délibérer un soutien financier à hauteur de 1500 euros.

L'association de la Rue du jeu des enfants : 3000 €

L'association a été créée en 2012, elle compte 50 adhérents et 12 bénévoles. Elle a pour objet principal la mobilisation des acteurs économiques et des riverains de la rue autour de projets d'animation.

Afin de poursuivre l'opération de réaménagement de la rue initiée en 2017 et de maintenir cette nouvelle dynamique au sein du centre-ville, elle organise des animations saisonnières : la galette des rois, l'anniversaire de la piétonisation, Octobre Rose ainsi qu'une opération de propreté.

Il est proposé au conseil de délibérer un soutien financier à hauteur de 3 000 euros.

L'association les Vitrines de Strasbourg : 5000 €

L'association compte près de 700 adhérents. Elle participe à la défense des intérêts des commerçants (grandes enseignes et commerces indépendants) et organise des animations commerciales au sein de la Ville de Strasbourg.

L'accompagnement financier doit faciliter l'organisation de deux animations commerciales : « la Fête de Pâques » ainsi que « la Fête des vendanges » : elles ont un impact au-delà des frontières administratives et peuvent accueillir jusqu'à 40 000 visiteurs. Une participation du Conseil départemental à hauteur de 2 500 euros est annoncée.

Il est proposé au conseil de délibérer un soutien financier à hauteur de 5 000 euros.

L'association des commerçants et artisans du Neuhof Stockfeld : 3000 €

L'association compte 62 adhérents et 10 bénévoles. Le quartier du Neuhof bénéficie d'une offre commerciale de proximité satisfaisante, toutefois la visibilité n'est pas optimale. L'association participe à la promotion de cette offre et à la dynamique du quartier à travers l'organisation de moments de convivialité et la réalisation de support de communication.

Il est proposé un soutien financier à hauteur de 3 000 euros.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

Le versement des contributions suivantes :

Association du quartier des Tonneliers	*6 600*
Association L'Ill Rive Gauche	*1 500*
Association de la Rue du jeu des enfants	*3 000*
Association les Vitrines de Strasbourg	*5 000*
Association des commerçants et artisans du Neuhof du Stockfeld	*3 000*

décide

d'imputer la dépense, soit 19 100 euros, sur la ligne budgétaire 90-6574 – 90 DU02F programme 8085, dont le disponible avant le présent conseil est de 19 100 euros,

autorise

le maire ou son-sa représentant-e à signer la décision d'attribution nécessaire.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Association du quartier des tonneliers	Fonctionnement	6 600 €	6600 €	/
Association les Vitrines de Strasbourg	Fonctionnement	11 000 €	5 000 €	5 000 €
Association de la Rue du jeu des enfants	Fonctionnement	3500 €	3000 €	/
Ill Rive Gauche	Fonctionnement	2000 €	1 500 €	1 000 €
ACANS	Fonctionnement	5000 €	3000 €	/
TOTAL		**28 100 €**	**19 100 €**	**6 500 €**

55

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Attribution d'une subvention - Rue du Jeu des Enfants

L'association des commerçants « la rue du jeu des enfants » a été créée en 2012 et a pour objet la mobilisation des acteurs économiques et des riverains de la rue autour de projets d'animation. Elle compte aujourd'hui 50 adhérents et 12 bénévoles.

L'association est à l'initiative d'une opération innovante intitulée « la Nouvelle rue du jeu des enfants », et a pour motivation principale d'offrir aux usagers un lieu de rencontre aux vertus fédératrices.

Cette opération, initiée en 2017 et menée en concertation avec les habitants, est caractérisée par la piétonisation de la Rue du jeu des enfants et la mise en valeur de la rue et des façades par des créations artistiques ainsi que la mise en en place de mobilier urbain et de terrasses citoyennes de type « street art ».

La création contemporaine est devenue majeure dans la réussite de l'attractivité des villes. Forte de cette première expérience et de cette nouvelle dynamique au sein du centre-ville, l'association poursuit l'opération de la « Nouvelle rue du jeu des enfants » et projette l'achat de mobilier urbain et de nouvelles œuvres de type « street art ».

Dans ce contexte, la Ville de Strasbourg souhaite apporter son soutien à cette initiative dont le coût de réalisation s'élève à 46 300 € TTC.

Dans cette optique, la Ville de Strasbourg attribue une subvention de 32 800 € représentant 70,80 % du budget global de l'opération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement par la ville de Strasbourg d'une subvention d'investissement de 32 800 € à l'association de la Rue du jeu des enfants pour la poursuite de la réalisation de l'opération intitulée « La nouvelle Rue du jeu des enfants »,

décide

d'imputer la dépense, soit 32 800 €, sur la ligne budgétaire 95 – 204112 - DU01 - programme 1128, dont le disponible avant le présent conseil est de 50 000 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Association de la Rue du jeu des enfants	Investissement	32 800 €	32 800 €	47 150 €

56

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Soutien à l'économie sociale et solidaire .

Dans le cadre de la feuille de route Strasbourg éco 2030, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg affichent leur volonté de soutenir l'économie sociale et solidaire (ESS) qui crée des réponses locales pour des besoins locaux.

Les entreprises de l'ESS sont partie intégrantes, par leurs réponses, du développement économique, tout en faisant souvent appel à la dynamique des habitants : elles contribuent dès lors à des objectifs de lien social, de création d'emplois et de richesses, de qualité de vie et d'innovation sociale.

Association VRAC (Vers un Réseau d'Achats Commun) 15 000 €

L'association VRAC (Vers un Réseau d'Achats communs) a été créée le 23 mars 2017. Elle a pour objectif de permettre l'accès au plus grand nombre à des produits de qualité à des prix abordables, en développant des groupements d'achats en commun dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPV) de l'Eurométropole de Strasbourg. L'idée est aussi de développer une dynamique collective dans ces quartiers et de permettre à ses habitants de s'impliquer et de participer au fonctionnement de l'association et du projet.

Ce projet a été porté dans une phase de préfiguration par le Centre socioculturel de l'ARES. Ce projet s'est mis en route suite aux ateliers organisés dans le cadre du Conseil de l'ESS sur la place et l'apport de l'ESS dans le Contrat de Ville de l'Eurométropole de Strasbourg.

Sur l'année 2016, le projet a commencé dans un quartier, la Cité Spach Vauban. Puis des groupements se sont ajoutés en partenariat souvent avec les centres socio-culturels de quartiers, avec des retours positifs et notamment une implantation sur les sites suivants : le quartier Liebermann à Illkirch, le Neuhof-Klebsau et Koenigshoffen.

Les objectifs de ce projet sont de plusieurs natures :

- développer des groupements d'achats pour et par les habitants,
- rendre accessibles les produits de qualité (locaux et/ou bios) au plus grand nombre,
- chercher des producteurs et des fournisseurs locaux et/ou bios adaptés aux besoins des habitants,
- faire participer les habitants au développement et au fonctionnement concret du projet,
- participer et organiser des évènements collectifs dans les quartiers où VRAC organise des évènements, autour de la cuisine par exemple.

Ce projet vise aussi à développer les circuits courts, et les rendre accessibles au plus grand nombre, d'autant plus à des gens qui pour l'instant ne vont pas vers ces réseaux. Dans les quartiers où le projet s'implante il a pour objet de remettre l'économie au service du lien social.

Les différents financeurs sollicités et les montants prévisionnels :

Ville de Strasbourg	15 000 €
Bailleurs sociaux (CUS Habitat, Habitation moderne)	20 000 €
Etat (emploi aidé)	1 600 €
Conseil régional	3 465 €
Politique de la Ville (Etat, Région, Département, Illkirch)	9 845 €
MACIF	15 000 €

Chambre de consommation d'Alsace 5 000 €

La Chambre de Consommation d'Alsace (CCA) joue un rôle majeur dans l'information et la défense des consommateurs en Alsace. Elle développe, en association avec la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS) et d'autres partenaires, une plateforme d'acteurs engagés pour le développement de l'achat responsable en Alsace (des liens se tissent également en Grand Est).

Les objectifs visés :

- développer la visibilité des acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) engagés pour une production responsable ;
- réaliser un outil de mise en relation entre l'offre « insertion par l'activité économique », « travail adapté » et ESS et les demandes spécifiques des collectivités, des entreprises, des particuliers.

Cette plateforme développe un site internet de mise en valeur des produits, biens, services de l'économie sociale et solidaire, mais aussi de la consommation responsable (bio, circuits-courts), le tout encadré par un plan d'animations concerté : rencontres professionnelles, événementiels locaux et régionaux, communication presse et médias etc.

Les partenaires qui contribuent à l'élaboration de la plate-forme sont : AJA – Terre d'est (Agence de tourisme associatif), Alsace Active, Artenréel, ARIENA (Association Régionale d'Initiation et d'Education à la Nature en Alsace, Colecosol (Collectif pour la promotion du commerce équitable en Alsace), Eco-Conseil (Institut de formation aux métiers de l'environnement), OPABA (Organisation Professionnelle de l'Agriculture Biologique), URSIEA (Union Régionale des Structures d'Insertion par l'Economique d'Alsace).

La plateforme a été lancée le 19 novembre 2013 : 138 structures y sont inscrits, 6 330 visiteurs en 2016 (+ 27%), près de 21 400 pages vues en un an, 2 870 fans sur Facebook (+ 70%), 21 actions menées sur les territoires (pas seulement sur l'Eurométropole : visites, conférences, rencontres d'acteurs…

Le plan d'actions 2018 prévoit :

- Renforcer les actions collectives reposant sur les structures référencées répondant au développement d'offres commerciales adaptées aux besoins des publics locaux,
- Développer la visibilité des entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS) et de l'insertion par l'activité économique (IAE) et de l'Agriculture Biologique certifiée, engagés pour la production responsable à Strasbourg et au sein de l'Eurométropole, tant auprès des habitants, des professionnels locaux que des visiteurs et des touristes,
- Accroitre la prise en compte des structures de l'IAE et de l'ESS de manière globale, de la production en agriculture biologique en tant qu'acteurs fondamentaux du développement durable à l'échelle territoriale, œuvrant en faveur d'une démocratisation de l'économie.

Les différents financeurs sollicités et les montants prévisionnels :

FEDER / FSE	17 000 €
Etat-SGARE	10 000 €
Région Alsace	15 000 €
Ville de Strasbourg	5 000 €
Eurométropole de Strabourg	5 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré

décide

- *de signer la Convention Pluriannuelle d'Objectifs avec l'association VRAC,*

- *d'attribuer une subvention de 15 000 € à l'association VRAC,*

- *d'attribuer une subvention de 5 000 € à la Chambre de consommation d'Alsace,*

- *d'imputer la somme de 36 000 € sur les crédits ouverts de la ligne 6574-90 programme 8024 DU05D dont le montant disponible avant le présent Conseil est de 353 700 €.*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les décisions d'attribution nécessaires.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n -1
Chambre de consommation d'Alsace	Subvention de projet	5 000 €	5 000 €	5 000 €
VRAC	Subvention de fonctionnement	15 000 €	15 000 €	15 000 €

CONVENTION D'OBJECTIFS
exercices 2018-2020

Entre :

- la Ville de Strasbourg, représentée par M. Roland RIES, et

- l'association « VRAC Strasbourg Eurométropole », ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro « Volume 95 Folio 126 », et dont le siège est « Espace collectif de la Ruche - 35 rue Vauban - 67000 Strasbourg, représentée par son-sa Président-e-en exercice, Monsieur Idrick AKHOUN,

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018.

Préambule

L'économie sociale et solidaire (ESS) représente en France près de 221 000 établissements (coopératives, mutuelles, associations, fondations), 2,37 millions d'emplois, 10,5% du total de l'emploi salarié, 61,2 milliards d'euros de rémunérations brutes versées[1].

L'Alsace compte en 2015 70 120 salariés dans l'économie sociale et solidaire (1 741 210 en Grand Est) soit 10,8% de l'emploi salarié alsacien (11,5% en Grand Est). L'Eurométropole pèse 39% dans l'emploi ESS alsacien, près de 14% dans le Grand Est.

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg souhaitent favoriser les initiatives dans le secteur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), secteur économique créateur d'emplois, porteur d'innovation sociale.

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, la Ville de Strasbourg et l'association VRAC définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

[1] Source : CNCRES – Panorama de l'ESS 2015

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de quatre ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil municipal, sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 8 et 11).

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les priorités de la Ville de Strasbourg dans le domaine de l'économie sociale et solidaire

Dans le cadre de la feuille de route Strasbourg éco 2030, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg affichent leur volonté de soutenir l'économie sociale et solidaire (ESS) qui crée des réponses locales pour des besoins locaux.

Les entreprises de l'ESS sont partie intégrantes, par leurs réponses, du développement économique, tout en faisant souvent appel à la dynamique des habitants : elles contribuent dès lors à des objectifs de lien social, de création d'emplois et de richesses, de qualité de vie et d'innovation sociale.

Article 4 : le projet associatif de VRAC

VRAC a pour objet de :

- rendre accessible les produits de qualité (locaux et/ou bios) au plus grand nombre
- développer des groupements d'achat dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPV)
- faire participer les habitants au développement de ces groupements
- participer et mettre en œuvre des animations autour de l'alimentation durable

Article 5 : les objectifs partagés

➢ Objectifs généraux :

- Installer un projet d'ESS dans les quartiers QPV de l'Eurométropole de Strasbourg
- Participer au projet global d'animations autour des questions d'alimentation
- Participer au changement d'image des QPV Strasbourgeois

➢ Objectifs opérationnels :

Installer un projet d'ESS dans les quartiers QPV de l'Eurométropole de Strasbourg

- Développer de nouvelles antennes VRAC dans d'autres quartiers de l'Eurométropole
- Mettre en valeur les valeurs de l'ESS dans la gouvernance et la mise en place du projet
- Rendre les groupements autonomes dans leur gestion quotidienne de VRAC en faisant participer au maximum les habitants dans la mise en œuvre concrète des groupements
- Impliquer les centres socio-culturels et les associations partenaires dans la démarche d'ESS
- Permettre à un maximum de monde de faire le choix de son alimentation

Participer au projet global d'animations autour des questions d'alimentation

- S'impliquer dans les actions globales autour de l'alimentation menées dans les différents quartiers avec les associations et les services de la Ville qui y mènent des actions (santé, bien-être)
- Mener avec les associations partenaires (CSC, associations d'habitants où VRAC s'installe) des actions autour de l'alimentation
- Faire de l'éducation populaire sur les thématiques des circuits courts, de l'alimentation de qualité locale et biologique
- Développer le lien entre la ville et la campagne

Participer au changement d'image des QPV Strasbourgeois

- Faire vivre la dynamique qui s'installe autour du projet VRAC
- Développer le lien social et les rencontres au sein d'un quartier
- Faire venir des gens extérieurs au quartier dans pour participer à son changement d'image

2ème partie : les moyens

Article 6 : la subvention versée par la Ville à l'association VRAC

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de la Ville et notamment concernant la 2ème, 3ème et 4ème année de conventionnement, dont les montants seront arrêtés chaque année.

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que VRAC s'engage à réaliser en partenariat avec elle.

Le montant total de la subvention s'élève à la somme de 50 000 €

- Pour la première année (2017), le montant de la subvention s'est élevée à 15 000 €
- Pour la deuxième année (2018), le montant prévisionnel s'établit à 15 000 €
- Pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à : 10 000 €
- Pour la quatrième année, le montant prévisionnel s'élève à : 10 000 €

Ces deux derniers versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil municipal.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs. Définis au préalable par les deux partenaires, ces indicateurs font chacun l'objet d'une fiche indicateur annexée à la présente convention.

Article 7 : la composition de l'instance de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Le Comité de suivi est co-présidé par le Président de VRAC, le Maire ou son représentant.

Le Comité de suivi sera composé à part égale entre VRAC (administrateurs et équipe technique) et la Ville (élus et services techniques).

Il se compose des membres suivants :

- le Président de VRAC
- un administrateur de VRAC
- la directrice de VRAC

- le Maire ou son représentant,
- un élu de la Ville de Strasbourg
- les référents du service de la Ville (chargée de mission ESS)

En cas de plurifinancement, il est souhaitable que tous les partenaires parties prenantes soient associés à ce rendez-vous périodique. Il appartient alors à la Ville de Strasbourg d'assurer la coordination de l'ensemble des partenaires.

Article 8 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs sur la base des indicateurs et de fiches de suivi figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- la dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Article 9 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an avant la fin du 2ème trimestre de l'année, à l'initiative de la Ville de Strasbourg. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.

La date de rencontre est fixée conjointement par VRAC et la Ville de Strasbourg, deux mois calendaires au plus tard avant sa tenue.

VRAC communique à la Ville de Strasbourg, un mois calendaire au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'ensemble des fiches de suivi des indicateurs complétées pour la période annuelle révolue.

Enfin, la Ville de Strasbourg envoie une invitation à VRAC (et les autres partenaires parties prenantes le cas échéant) trois semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi.

Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble des fiches de suivi et formulent sur chacune d'elles un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 10 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des fiches de suivi.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 11 : communication

La Ville de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de VRAC dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par la Ville de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de ces dernières.

Article 12 : responsabilité

VRAC conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 13 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 14 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 15 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 25 juin 2018

Pour la Ville de Strasbourg

Le Maire

Roland RIES

Pour l'association

Le Président

Idrick AKHOUN

Annexe : Indicateurs

- Nombre d'antennes VRAC développé chaque année (2 nouvelles par année)
- Nombre de groupements devenus autonomes
- Quantifier la participation des habitants au projet
- Nombre d'actions autour de l'alimentation développées
- Nombre de partenariats développés sur cette thématique
- Statistiques sur le nombre de personnes extérieures venant dans les quartiers et évaluation de leur vision des quartiers (enquêtes prévues)

57

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Conventions de mécénat en soutien au spectacle d'été 2018.

La Ville de Strasbourg souhaite créer un concept inédit, grand public et attractif sur 3 sites emblématiques de son territoire mettant en avant ces évolutions.
La valorisation événementielle du territoire, monuments et édifices emblématiques se fera à l'aide de procédés originaux pour proposer une lecture soit spectaculaire, soit contemplative soit didactique au cours des festivités estivales 2018.

Cet événement dans son ensemble doit répondre aux objectifs suivants :

- Positionner Strasbourg comme haut lieu de créativité artistique au niveau national et mondial ;
- Mettre en valeur les atouts d'une ville bimillénaire, d'une métropole européenne, moderne et créative ;
- Développer la découverte, la connaissance et le partage d'un patrimoine riche dont la reconnaissance est mondiale avec la double inscription au patrimoine mondial de l'Unesco ;
- Participer au développement de l'activité touristique en générant des retombées économiques sur le territoire ;
- Susciter l'intérêt d'un public de visiteurs découvrant Strasbourg et d'un public strasbourgeois connaisseur ;

Objectifs et descriptif de l'événementiel

L'objectif consiste à proposer 1 thème général, 3 sites, 3 univers, 3 ambiances. Il s'agit d'offrir chaque soir de la période concernée du 7 juillet au 2 septembre 2018 un spectacle séquencé en 3 actes. Les 3 propositions artistiques seront liées dans une trame narrative générale « Strasbourg à travers l'histoire » et réparties sur les 3 sites suivants: le Barrage Vauban, la Place du Château, le Palais universitaire.

Chaque été, la Ville de Strasbourg propose des animations riches et variées attirant à la fois les Strasbourgeois et les touristes. Le grand spectacle d'été constitue le temps fort de cette programmation.

A la suite de l'appel d'offres composé de trois lots, les projets des 3 sociétés ACT LIGHTING DESIGN (place du château), ARCHITECTURAL VISUAL EXCITERS (Palais universitaire) et PASSE MURAILLE (barrage Vauban) ont été retenus.

<u>Mise en œuvre opérationnelle</u>

Convaincus que les actions de mécénat contribuent à apporter du sens à l'action de l'entreprise et à participer au rayonnement et à l'attractivité de la métropole strasbourgeoise, les dirigeants des entreprises du Club des partenaires ont réitéré leur engagement dans ce projet conçu pour être le plus universel possible. Ils souhaitent, à la fois permettre sa réalisation et s'associer aux valeurs transmises : le partage, le collectif, la responsabilité et l'engagement.

A cet effet une convention entre la Ville et chaque entreprise mécène détermine les conditions du partenariat et les modalités de la contribution proposée par le mécène pour le projet visé. Les conventions de mécénat sont jointes à la présente délibération.

Coût financier et objectif de collecte

Le budget de l'évènement estival, a été élaboré comme suit :

- financement Ville de Strasbourg : 804 000 euros TTC ;
- en partie compensé par une collecte de dons (provenant des mécènes) estimée à 345 000 euros

Contreparties et dispositions fiscales offertes par la collectivité

Dans le cadre de la Loi n° 2003-709 du 1 août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, la collectivité permet, suite au don par une entreprise, et outre une réduction fiscale de 60%, l'affectation au mécène de remerciements qui interviennent en tout état de cause dans le respect de la réglementation en vigueur et ne pourront excéder 25% du montant du don.
Tout remerciement de nature publicitaire est exclue.

Le mécène pourra bénéficier, selon son don, par le biais de cette opération :

- de la présence du nom et/ou du logo de son entreprise sur des supports de communication de la Ville spécifiques à l'évènement de l'été 2018 (programme, site internet, dans le dossier de presse et lors de la conférence de presse…),
- d'une utilisation non commerciale de la dénomination du spectacle,
- de facilités d'accès auprès des équipes artistiques et techniques retenues, ainsi que d'invitations privilégiées à des manifestations,
- de rencontres spécifiques organisées entre les mécènes et la Ville afin de construire les bases du partenariat,
- de la mise à disposition d'un lieu réceptif (sous certaines conditions détaillées dans l'annexe de la présente délibération),
- de visites insolites dans des lieux inédits de la cité pour les invités du mécène.

La présente délibération autorise la signature entre la Ville et les entreprises mécènes de conventions de mécénat. Elle autorise également le recours, dans la limite du dispositif légal, à l'usage de contreparties proposées par la Ville et définies dans le cadre de cette

délibération. Conformément à la loi, cette délibération permet l'affectation de recettes de mécénat à l'action proposée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'article 238 bis du Code général des impôts issu de la loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat
Vu l'instruction fiscale du 13 juillet 2004 relatives aux mesures visant à encourager le mécénat d'entreprises,
Sur proposition de la Commission plénière
Après en avoir délibéré
approuve

- la mise en œuvre d'opérations de mécénat permettant de soutenir la réalisation du grand spectacle son, lumière et image de l'été 2018,

-les conventions de mécénat jointes à la présente délibération,

décide

- d'imputer la recette sur la ligne budgétaire libéralités reçues c/7713 dont le montant prévisionnel inscrit sur le budget 2018 est de 345 000 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à finaliser et à signer les conventions entre la Ville et les entreprises mécènes jointes à la présente délibération et à signer tout acte complémentaire ou rectificatif nécessaire à cet effet.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

GRAND SPECTACLE D'ETE DE STRASBOURG
CONVENTION DE MECENAT 2018

Entre les soussignés :

La société BOUYGUES BATIMENT NORD-EST, Société Anonyme enregistrée au RCS Lille Métropole, SIREN 758 801 906, représentée par son Président, Monsieur Philippe JOUY et par le responsable de son implantation régionale au 30, Avenue du Rhin, CS 50090 67029 STRASBOURG CEDEX, Monsieur Julien ANTOINE, ci-dessous désigné « le mécène » d'une part,

ET

La Ville de Strasbourg, représentée en vertu de la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018 par son Maire, Monsieur Roland RIES, ci-dessous désignée « la Ville »,
d'autre part,

PREAMBULE :

La Ville de Strasbourg souhaite créer un concept inédit, grand public et attractif sur 3 sites emblématiques de son territoire mettant en avant ces évolutions.
La valorisation événementielle du territoire, monuments et édifices emblématiques se fera à l'aide de procédés originaux pour proposer une lecture soit spectaculaire, soit contemplative soit didactique au cours des festivités estivales 2018.

Chaque été, la Ville de Strasbourg propose des animations riches et variées attirant à la fois les Strasbourgeois et les touristes. Le grand spectacle d'été constitue le temps fort de cette programmation.

A la suite de l'appel d'offres composé de trois lots, les projets des 3 sociétés ACT LIGHTING DESIGN (place du château), ARCHITECTURAL VISUAL EXCITERS (Palais universitaire) et PASSE MURAILLE (barrage Vauban) ont été retenus.

Article 1er - OBJET DE LA CONVENTION

S'inscrivant dans le cadre du mécénat (article 238 bis modifié du Code Général des Impôts), du Club de partenaires (mobilisation de plusieurs entreprises privées) et de la stratégie de partenariats portée par la collectivité, visant à augmenter l'attractivité de la Ville ainsi que son rayonnement culturel, il s'agit de mettre en œuvre un partenariat dans le cadre de l'organisation du grand événementiel imaginé pour l'été 2018.

La présente convention détermine les conditions et les modalités de l'action par laquelle le mécène contribuera financièrement et de manière désintéressée au projet présenté en préambule.
Elle définit également les contreparties que la Ville s'engage à octroyer au mécène dans le cadre de son soutien au projet et dans le respect de la réglementation en vigueur.

Article 2 - PROJET MÉCENÉ

Organiser un nouveau spectacle grandiose de manière partenariale de façon à ce qu'il devienne l'événement emblématique majeur de Strasbourg et de l'Alsace chaque été.

Le projet 2018 consiste à proposer 1 thème général, 3 sites, 3 univers, 3 ambiances. Il s'agit d'offrir chaque soir de la période concernée **du 7 juillet au 2 septembre 2018** un spectacle séquencé en 3 actes. Les 3 propositions artistiques seront liées dans une trame narrative générale « Strasbourg à travers l'histoire » et réparties sur les 3 sites suivants: le Barrage Vauban, la Place du Château, le Palais universitaire.

Le mécène s'engage à contribuer selon des modalités définies à l'article 3 de la présente convention à la réalisation du projet cité précédemment.

Article 3 – ENGAGEMENT DU MECENE

Le mécène soutient le projet décrit à l'article 2 de la présente convention et s'engage à ce titre à verser à la Ville un don d'une valeur de cinquante mille (50 000€) euros en un versement unique avant le 30 août 2018 sur le compte n°C6720000000 dont le titulaire est la Recette des finances et domiciliée à la Banque de France.

Article 4 – VERIFICATION DE L'UTILISATION DES SOMMES VERSEES PAR LE MECENE

Le mécène se réserve la possibilité de demander le reversement de tout ou partie du don, notamment en cas de :

- Manquement à l'un quelconque des engagements pris par la Ville au titre de la Convention,
- non-réalisation de l'évènement,
- cession totale ou partielle, ou liquidation judiciaire prononcée par un tribunal, ainsi qu'en cas de cessation d'activités,
- non-utilisation ou utilisation partielle du don,
- modification des conditions d'utilisation du don sans accord préalable le mécène,

Le mécène peut exercer tout contrôle qu'il jugera nécessaire afin de vérifier la conformité des engagements pris par la Ville dans le cadre de la présente Convention et notamment l'utilisation du don à la réalisation de l'évènement.
Le mécène pourra également procéder à tout audit du Projet qu'il jugera utile.
L'ensemble des frais nécessaires à ces démarches de contrôle demeurent à la charge exclusive du Mécène.

Article 5 - ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville déclare qu'elle est habilitée à recevoir les dons et à remettre un reçu fiscal. A compter de la signature de cette présente convention, la ville émettra un titre de recettes pour une somme de cinquante mille euros sur la seule base de cette présente convention.

S'agissant des dons pour les activités liées au spectacle d'été, la ligne budgétaire a été prévue au BP 2017 en produit c/7713.

Un point relatif au calendrier du projet sera proposé par la Ville au mécène à chaque fois que nécessaire.

La ville s'engage à fournir au mécène les éléments décrits par l'article 5 de la présente convention.

La Ville adressera au mécène un reçu fiscal établi conformément aux termes de la loi du 1er août 2003 relative au mécénat et permettant de bénéficier de 60% de réduction fiscale sur les dons versés.

Article 6 - REMERCIEMENTS

Le mécène pourra bénéficier par le biais de cette opération:

- de la présence du nom et/ou du logo de son entreprise sur des supports de communication de la Ville spécifiques à l'évènement de l'été (programme, site internet, dans le dossier de presse et lors de la conférence de presse…) ;
- d'une utilisation non commerciale de la dénomination du spectacle ;
- de facilités d'accès auprès des équipes artistiques et techniques retenues, ainsi que d'invitations privilégiées à des manifestations liées au grand spectacle de l'été ;
- de rencontres spécifiques organisées entre les mécènes et la Ville afin de construire les bases du partenariat ;
- de la mise à disposition d'un lieu réceptif (sous certaines conditions qui pourront être détaillées au travers d'une autre convention de mise à disposition du lieu entre l'entreprise et la Ville) ;
- de la mise à disposition d'un navire Batorama pour assister au spectacle du barrage Vauban*
- de visites insolites dans des lieux inédits de la cité pour les invités du mécène.

Les autres éventuelles contreparties interviendront en tout état de cause dans le respect de la réglementation en vigueur (loi du 1er août 2003) et ne pourront excéder 25% du montant du don.
Toute contrepartie de nature publicitaire est exclue.

*valable uniquement pour les fondateurs et grands donateurs du Club des partenaires (montant du don supérieur ou égal à 50 000€) et dans les dates prévues et fixées au préalable.

Article 7 – DEONTOLOGIE

La politique de mécénat de la Ville est dissociée de sa politique d'achat afin d'éviter tout conflit d'intérêts.
Aussi, le mécène ne sera ni favorisé, ni défavorisé dans la rédaction ou dans l'attribution des marchés passés par la Ville, en application du principe d'égalité de traitement des candidats.

Article 8 – ETHIQUE ET CONFORMITE

La Ville s'engage à respecter les principes d'éthique et de conformité applicable au sein du groupe BOUYGUES et en particulier la Ville s'abstient de tout comportement pouvant être qualifié de corruption active ou passive, de trafic d'influence ou de complicité de trafic d'influence, de favoritisme ou de complicité ou recel de favoritisme. La Ville déclare et garantit que l'ensemble des sommes perçues au titre de la Convention de la part du mécène ne sera utilisé que pour la réalisation de l'évènement.

La Ville reconnait avoir pris connaissance des Programmes de Conformité du Groupe BOUYGUES et s'engage à en respecter les principes.

En cas de non-respect du paragraphe ci-dessus, le mécène pourra résilier, sans préjudice du droit à réparation pour le dommage subi, la Convention et demander à la Ville le remboursement intégral des sommes versées, de plein droit, par simple notification adressée à la Ville.

De son côté, le Mécène confirme qu'il intervient aux présentes à l'unique fin de promouvoir les thèmes évoqués en Préambule de la Convention et ne sollicite, directement ou indirectement, aucun avantage particulier de la part de la Ville ou de ses membres.

Article 9 – ASSURANCES

Chacune des parties s'engage à souscrire les polices d'assurances nécessaires afin de se couvrir contre tous les risques qu'elle pourrait encourir ou faire encourir du fait de leur participation à l'exécution de la présente convention.

Article 10 – DUREE

La présente convention prend effet à sa date de signature et prendra fin l'année suivante à la même date.

Article 11 – RESILIATION

11.1 Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée en cas d'un commun accord entre les deux parties par la signature d'un avenant.

11.2 Résiliation pour un motif d'intérêt général

La Ville pourra résilier à tout moment, de manière unilatérale, le présent contrat pour tout motif d'intérêt général. Cette résiliation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception postal.

11.3 Résiliation pour manquement à un engagement contractuel

En cas de manquement de l'une des parties à ses engagements contractuels, l'autre partie pourra résilier la présente convention sept jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

Article 12 – LITIGES ET COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

La présente Convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française.

Tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution donneront lieu à la recherche d'un accord amiable entre les parties.

A défaut d'obtention d'un accord amiable, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux du ressort de Strasbourg

Fait à Strasbourg pour valoir ce que de droit, en deux exemplaires originaux, le ……..

Pour le mécène :	Pour la Ville :
Le Président	Le Maire
Philippe JOUY	Roland RIES

GRAND SPECTACLE D'ETE DE STRASBOURG
CONVENTION DE MECENAT 2018

Entre les soussignés :

Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Alsace, SA coopérative, à directoire et conseil d'orientation et de surveillance, régie par les articles L.512-85 et suivants du code monétaire et financier, capital de 235 000 000 €, siège social à Strasbourg, 1 route du Rhin, RCS de Strasbourg B 383 984 879, Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS n° 07 005 414, titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce » SANS RECEPTION DE FONDS, EFFETS OU VALEURS n° 34/2010 délivrée par la préfecture du Bas-Rhin, garantie par CEGI 128 rue de la Boétie 75008 Paris, représentée par Monsieur Bruno DELETRE en qualité de Président du Directoire de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe.

ci-dessous désigné « le mécène », d'une part,

ET

La Ville de Strasbourg, représentée en vertu de la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018 par Monsieur le Maire, ci-dessous désignée « la Ville », d'autre part,

PREAMBULE :

La Ville de Strasbourg souhaite créer un concept inédit, grand public et attractif sur 3 sites emblématiques de son territoire mettant en avant ces évolutions.
La valorisation événementielle du territoire, monuments et édifices emblématiques se fera à l'aide de procédés originaux pour proposer une lecture soit spectaculaire, soit contemplative soit didactique au cours des festivités estivales 2018.

Chaque été, la Ville de Strasbourg propose des animations riches et variées attirant à la fois les Strasbourgeois et les touristes. Le grand spectacle d'été constitue le temps fort de cette programmation.

A la suite de l'appel d'offres composé de trois lots, les projets des 3 sociétés ACT LIGHTING DESIGN (place du château), ARCHITECTURAL VISUAL EXCITERS (Palais universitaire) et PASSE MURAILLE (barrage Vauban) ont été retenus.

Article 1er - OBJET DE LA CONVENTION

S'inscrivant dans le cadre du mécénat (article 238 bis modifié du Code Général des Impôts), du Club de partenaires (mobilisation de plusieurs entreprises privées) et de la stratégie de partenariats portée par la collectivité, visant à augmenter l'attractivité de la Ville ainsi que son rayonnement culturel, il s'agit de mettre en œuvre un partenariat dans le cadre de l'organisation du grand événementiel imaginé pour l'été 2018.

La présente convention détermine les conditions et les modalités de l'action par laquelle le mécène contribuera financièrement et de manière désintéressée au projet présenté en préambule.
Elle définit également les contreparties que la Ville s'engage à octroyer au mécène dans le cadre de son soutien au projet et dans le respect de la réglementation en vigueur.

Article 2 - PROJET MÉCENÉ

Organiser un nouveau spectacle grandiose de manière partenariale de façon à ce qu'il devienne l'événement emblématique majeur de Strasbourg et de l'Alsace chaque été.

Le projet 2018 consiste à proposer 1 thème général, 3 sites, 3 univers, 3 ambiances. Il s'agit d'offrir chaque soir de la période concernée **du 7 juillet au 2 septembre** 2018 un spectacle séquencé en 3 actes. Les 3 propositions artistiques seront liées dans une trame narrative générale « Strasbourg à travers l'histoire » et réparties sur les 3 sites suivants: le Barrage Vauban, la Place du Château, le Palais universitaire.

Le mécène s'engage à contribuer selon des modalités définies à l'article 3 de la présente convention à la réalisation du projet cité précédemment.

Article 3 – ENGAGEMENT DU MECENE

Le mécène soutient le projet décrit à l'article 2 de la présente convention et s'engage à ce titre à verser à la Ville un don d'une valeur de cinquante mille (50 000€) euros en un versement unique avant le 30 août 2018 sur le compte n°C6720000000 dont le titulaire est la Recette des finances et domiciliée à la Banque de France.

Article 4 - ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville déclare qu'elle est habilitée à recevoir les dons et à remettre un reçu fiscal. A compter de la signature de cette présente convention, la ville émettra un titre de recettes pour une somme de cinquante mille euros sur la seule base de cette présente convention. S'agissant des dons pour les activités liées au spectacle d'été, la ligne budgétaire a été prévue au BP 2017 en produit c/7713.

Un point relatif au calendrier du projet sera proposé par la Ville au mécène à chaque fois que nécessaire.

La ville s'engage à fournir au mécène les éléments décrits par l'article 5 de la présente convention.

La Ville adressera au mécène un reçu fiscal établi conformément aux termes de la loi du 1er août 2003 relative au mécénat et permettant de bénéficier de 60% de réduction fiscale sur les dons versés.

Article 5 - REMERCIEMENTS

Le mécène pourra bénéficier par le biais de cette opération:

- de la présence du nom et/ou du logo de son entreprise sur des supports de communication de la Ville spécifiques à l'évènement de l'été (programme, site internet, dans le dossier de presse et lors de la conférence de presse…) ;
- d'une utilisation non commerciale de la dénomination du spectacle ;
- de facilités d'accès auprès des équipes artistiques et techniques retenues, ainsi que d'invitations privilégiées à des manifestations liées au grand spectacle de l'été ;
- de rencontres spécifiques organisées entre les mécènes et la Ville afin de construire les bases du partenariat ;
- de la mise à disposition d'un lieu réceptif (sous certaines conditions qui pourront être détaillées au travers d'une autre convention de mise à disposition du lieu entre l'entreprise et la Ville) ;
- de la mise à disposition d'un navire Batorama pour assister au spectacle du barrage Vauban*
- de visites insolites dans des lieux inédits de la cité pour les invités du mécène.

Les autres éventuelles contreparties interviendront en tout état de cause dans le respect de la réglementation en vigueur (loi du 1er août 2003) et ne pourront excéder 25% du montant du don.
Toute contrepartie de nature publicitaire est exclue.

Article 6 – DEONTOLOGIE

La politique de mécénat de la Ville est dissociée de sa politique d'achat afin d'éviter tout conflit d'intérêts.
Aussi, le mécène ne sera ni favorisé, ni défavorisé dans la rédaction ou dans l'attribution des marchés passés par la Ville, en application du principe d'égalité de traitement des candidats.

*****valable uniquement pour les fondateurs et grands donateurs du Club des partenaires (montant du don supérieur ou égal à 50 000€) et dans les dates prévues et fixées au préalable.

Article 7 – ASSURANCES

Chacune des parties s'engage à souscrire les polices d'assurances nécessaires afin de se couvrir contre tous les risques qu'elle pourrait encourir ou faire encourir du fait de leur participation à l'exécution de la présente convention.

Article 8 – DUREE

La présente convention prend effet à sa date de signature et prendra fin l'année suivante à la même date.

Article 9 – RESILIATION

9.1 Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée en cas d'un commun accord entre les deux parties par la signature d'un avenant.

9.2 Résiliation pour un motif d'intérêt général

La Ville pourra résilier à tout moment, de manière unilatérale, le présent contrat pour tout motif d'intérêt général. Cette résiliation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception postal.

9.3 Résiliation pour manquement à un engagement contractuel

En cas de manquement de l'une des parties à ses engagements contractuels, l'autre partie pourra résilier la présente convention sept jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

Article 10 – LITIGES ET COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

La présente Convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française.
Tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution donneront lieu à la recherche d'un accord amiable entre les parties.

A défaut d'obtention d'un accord amiable, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux du ressort de Strasbourg

Fait à Strasbourg pour valoir ce que de droit, en deux exemplaires originaux, le…….

Pour le mécène	Pour la Ville de Strasbourg
Le Président du Directoire	Le Maire
Bruno DELETRE	Roland RIES

CONVENTION DE MECENAT 2018
CAISSE DES DEPOTS – VILLE DE STRASBOURG

A. 79892 – C86310.

Entre :

La **Ville de Strasbourg**, représentée par son Maire, Monsieur Roland Ries, dûment habilité aux fins des présentes**,** ci-après désignée par

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire» ou « la Ville », d'une part

et :

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du code monétaire et financier, ayant son siège 56, rue de Lille à Paris (75007), représentée par Laurence DEHAN, Directrice déléguée Strasbourg dûment habilitée à l'effet des présentes en vertu d'un arrêté du Directeur Général portant délégation de signature le 10 juillet 2017
Ci-après dénommée la « Caisse des Dépôts » ou la « CDC », d'autre part

ci-après désignées ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

La Ville de Strasbourg propose des animations estivales de qualité contribuant à son attractivité touristique. Un temps fort de la programmation de l'année 2018 est constitué par le grand spectacle de l'été intitulé « LuX » ; spectacle son, lumière et image illuminant les façades de plusieurs bâtiments historiques strasbourgeois, place du Château, barrage Vauban et place de l'Université du **7 juillet au 2 septembre 2018**.

Les entreprises mécènes du Club des partenaires, dont la Caisse des Dépôts est membre fondateur, renouvellent leur engagement et leurs efforts consentis pour contribuer au rayonnement de Strasbourg à travers un grand spectacle son, lumière et image.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie de partenariat pour l'organisation du grand évènementiel imaginé pour l'été 2018, portée par la Ville de Strasbourg, et visant à augmenter l'attractivité de la Ville ainsi que son rayonnement culturel.

La Caisse des Dépôts soutient cette initiative, aux côtés d'autres entreprises privés regroupées au sein du Club des partenaires.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la Convention

La présente convention et ses annexes (la « Convention ») a pour objet de définir les modalités pratiques et financières du soutien apporté par la Caisse des Dépôts au Bénéficiaire pour l'organisation de la manifestation "Lux" (ci-après "l'Opération").

Article 2. Collaboration des Parties

Le Bénéficiaire s'engage dans le cadre de la convention à une Opération comprenant :

- la présence du nom et/ou du logo de la Caisse des Dépôts sur des supports de communication de la Ville spécifiques à l'évènement de l'été 2018 (programme, site internet, dans le dossier de presse et lors de la conférence de presse…) ;

- une utilisation non commerciale de la dénomination du spectacle ;

- des facilités d'accès auprès des équipes artistiques et techniques retenues, ainsi que d'invitations privilégiées à des manifestations liées au grand spectacle de l'été pour la Caisse des Dépôts ;

- des rencontres spécifiques organisées entre les mécènes, dont la Caisse des Dépôts, et la Ville afin de construire les bases du partenariat ;

- la mise à disposition d'un lieu réceptif (sous certaines conditions qui seront détaillées au travers d'une autre convention de mise à disposition du lieu entre l'entreprise et la Ville) ;

- des visites insolites dans des lieux inédits de la cité pour les invités du mécène, dont la Caisse des Dépôts.

Article 3 – Responsabilité/Modalités de réalisation

L'ensemble des actions menées dans le cadre de l'Opération est organisé et coordonné par **la Ville de Strasbourg** qui en assume l'entière responsabilité.

Il est expressément précisé, dans cette perspective, que la CDC ne saurait assumer ou encourir aucune responsabilité dans le cadre de l'utilisation, par le Bénéficiaire, de son soutien dans le cadre de la Convention, notamment pour ce qui concerne les éventuelles difficultés techniques, juridiques ou pratiques liées à l'activité du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire s'engage notamment à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'elle entreprend et notamment procéder, le cas échéant, aux déclarations nécessaires auprès de la CNIL conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978.

Le Bénéficiaire est titulaire d'une assurance responsabilité civile générale couvrant sa responsabilité d'organisateur pendant toute la durée de l'évènement (le « Opération »), et de manière générale son activité au titre de l'exercice en cours. Le Bénéficiaire s'engage à maintenir cette assurance et à en justifier à la Caisse des Dépôts à première demande.

Article 4 : Modalités financières

4.1. Montant et versement de la subvention

La CDC apporte son soutien financier au Bénéficiaire sous la forme d'une subvention globale de 15.000€ (Quinze mille euros) pour la réalisation de l'Opération. Ce montant couvre l'intégralité de la subvention versée par la CDC au titre de la présente Convention.

La Caisse des Dépôts versera au Bénéficiaire le montant de la subvention, après réception des appels de fonds, accompagnés d'un RIB du compte ouvert au nom du Bénéficiaire, envoyés par le représentant habilité du Bénéficiaire, et mentionnant en référence le numéro Lagon de la Convention (*Affaire 79892 – Contrat 86310*) aux coordonnées suivantes :

Caisse des Dépôts
Direction de l'exécution des opérations financières, Caissier général DEOFF2
Plateforme d'exécution des dépenses
56, rue de Lille
75356 Paris 07 SP

Le réglement de la subvention sera effectué, par virement bancaire, sur le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées bancaires devront avoir été préalablement transmises à la CDC.

4.2 – Utilisation de la subvention

La subvention visée ci-dessus est strictement réservée à la réalisation de l'Opération à l'exclusion de toute autre affectation.

En cas de non-respect de cette obligation, le montant de la subvention dont l'emploi n'aura pu être justifié, fera l'objet d'un reversement à la Caisse des Dépôts sur simple demande de cette dernière.

Article 5 – Reporting/Evaluation

5.1 – Reporting

Le Bénéficiaire, s'engage à organiser l'intégralité de l'Opération, à y participer et à mettre tout en œuvre pour préparer au mieux cet évènement.

Le Bénéficiaire s'engage à fournir à la Caisse des Dépôts au plus tard le 31/12/2018 le compte-rendu financier mentionné à l'article 5.2.
De manière générale, le Bénéficiaire, fournira à la Caisse des Dépôts tout acte justifiant de sa participation à l'Opération comme définie à l'article 1 des présentes. Le Bénéficiaire s'engage ainsi à tenir régulièrement informée la Caisse des Dépôts de l'avancement des travaux de préparation de l'Opération.

La Caisse des Dépôts se réserve le droit de vérifier, à tout moment, la bonne utilisation de la subvention, et pourra demander au Bénéficiaire tout document ou justificatif. Dans cette perspective, le Bénéficiaire accepte que les modalités de réalisation du Opération puissent donner lieu à une évaluation par la Caisse des Dépôts ou par tout organisme dûment mandaté par elle.

Le Bénéficiaire s'engage, lors de cette Opération et dans toute communication y afférente à faire état du soutien de la Caisse des Dépôts selon les modalités fixées à l'article 6.

A l'issue de l'Opération, le Bénéficiaire tiendra informée la Caisse des Dépôts de la communication qui en aura été faite.

5.2 – Evaluation

Un compte-rendu financier devra être fourni par le Bénéficiaire au plus tard le 31/12/2018. Il aura pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention. Il sera constitué d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation de l'Opération. Il comprendra une comparaison entre le budget prévisionnel et la réalisation effective des actions de l'Opération et un tableau de répartition entre le budget principal et le compte-rendu financier des charges communes indiquant les critères utilisés à cet effet. Il comprendra une information qualitative décrivant, notamment la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux de l'Opération.

Le compte-rendu d'activités et autres documents jugés utiles par le Bénéficiaire sont transmis à l'adresse suivante :

Caisse des dépôts et consignations,
Direction Régionale Grand Est
A l'attention de Mme la Directrice Déléguée Strasbourg
27 rue Jean Wenger-Valentin
BP 20017 67080 STRASBOURG Cedex

Article 6 – Communication - Propriété intellectuelle

6.1 – Communication

Le Bénéficiaire s'engage à apposer ou à faire apposer en couleur, le logotype de la Caisse des Dépôts, tel que visé ci-dessous, et à faire mention du soutien de la Caisse des Dépôts à la réalisation de l'Opération, dans la forme qui aura reçu l'accord préalable et écrit de celle-ci, pour l'ensemble des supports de communication et publications ainsi que lors des interventions ou présentations écrites orales qui se rapportent à l'Opération.

Le format et l'emplacement de ces mentions seront déterminés d'un commun accord entre les Parties, en tout état de cause, leur format devra à minima être identique à celui des mentions des éventuels autres partenaires du Bénéficiaire. De manière générale, le Bénéficiaire s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des Dépôts.

A ce titre, le Bénéficiaire s'oblige à soumettre, dans un délai minimal de quinze (15) jours avant sa divulgation au public, à l'autorisation préalable et écrite de la Caisse des Dépôts, le contenu de toute publication ou communication écrite ou orale relative au Opération.

La Caisse des Dépôts pourra, pendant ce délai, demander des modifications ou s'opposer à toute communication qu'elle estimerait de nature à porter atteinte à son image ou à sa renommée.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire non prévue par le présent article, est interdite.

Aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations susvisées, la Caisse des Dépôts autorise le Bénéficiaire dans le cadre du Opération, à utiliser les marques françaises semi-figuratives **CAISSE DES DEPOTS & Logo n°04/3.332.494** et **GROUPE CAISSE DES DEPOTS & Logo n°16/4.250.914**, constituant le logotype conformément à la représentation jointe en annexe 1.

A l'extinction des obligations susvisées, le Bénéficiaire s'engage à cesser tout usage de la marque susvisée et des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, sauf accord exprès contraire écrit.

6.2 – Propriété intellectuelle

6.2.1- Exploitation des résultats de l'Opération

Dans le cadre de la Convention, le Bénéficiaire cède, à titre gratuit et non exclusif, à la Caisse des Dépôts l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats du Opération tels que visés aux articles 2, 3 et 6, notamment aux supports de communication, publications, documents et fichiers de présentation, études, compte-rendu d'activité, au fur et à mesure de leur réalisation et ce, pour une exploitation à titre gratuit , à savoir :

- le droit de reproduire, en tout ou partie, sur tout support connu ou inconnu au jour de la signature de la Convention, notamment sur supports papiers, électroniques ou numériques ;
- Le droit de représenter, en tout ou partie, par tout moyen connu ou inconnu au jour de la signature de la Convention, notamment par réseaux d'ordinateurs, ainsi qu'intranets et Internet ;
- Le droit d'adapter, de traduire et de diffuser, en tout ou partie, dans toutes les langues, dans tous les pays, pour tout public, sur tout support et par tout moyen connus et inconnus au jour de la signature de la Convention ;
- Le droit de céder tout ou partie des droits énoncés ci-dessus à tout tiers.

La présente cession est conclue pour la durée de protection légale des droits de propriété intellectuelle y afférent et pour le monde entier.

Le Bénéficiaire déclare être titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la cession des droits cédés telle que visée au présent article.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts contre toute action, revendication ou réclamation intentée par des tiers contre cette dernière, sur la base des droits de propriété intellectuelle cédés en vertu de la Convention et s'engage à faire son affaire et à prendre à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions engagés contre la Caisse des Dépôts au titre d'une exploitation desdits droits conforme aux stipulations du présent article.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre toute mesure nécessaire afin de garantir l'exploitation paisible desdits droits par la Caisse des Dépôts, notamment à l'égard de son personnel et de ses éventuels sous-traitants.

En conséquence, le Bénéficiaire garantit avoir obtenu l'ensemble des autorisations et cessions de droits nécessaires, et respecter les lois et règlements en vigueur, pour exécuter les engagements à sa charge dans le cadre de la Convention.

La Convention n'emporte aucune autre cession ou concession de droits de propriété intellectuelle, quels qu'ils soient, notamment les Parties demeurent seules propriétaires de leurs signes distinctifs respectifs.

6.2.2 – Utilisation des documents de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire

La Caisse des Dépôts autorise expressément le Bénéficiaire à reproduire, représenter, diffuser, à des fins de communication, promotion et information interne et externe dans le cadre de l'Opération, dans le monde entier, les documents de présentation d'information et de promotion des activités de la Caisse des Dépôts, tels que visés à l'article 2 de la Convention, et ce, sur tout support et par tout procédé connus ou inconnus au jour de la signature de la Convention, aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations à la charge du Bénéficiaire en vertu de l'article 2.

6.3 Liens hypertextes

Dans le cadre du Programme d'actions, la Caisse des Dépôts autorise expressément le Bénéficiaire à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site situé à l'adresse www.caissedesdepots.fr [et tout autre site internet désigné par les Parties], et ce pour la durée de diffusion des communications relatives au Programme d'actions.

A ce titre, la Caisse des Dépôts garantit le Bénéficiaire contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur les sites Internet www.caissedesdepots.fr et notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ce site Internet.

Réciproquement, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site situé à l'adresse www.strasbourg.eu, et ce pour la durée de diffusion des communications relatives au Programme d'actions.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts contre toutes, actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur son site Internet www.strasbourg.eu, notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ce site Internet.

Article 7 – Confidentialité

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents concernant le groupe Caisse des Dépôts, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui lui auront été communiqués ou dont elle aura eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve des informations et documents transmis par la Caisse des Dépôts aux fins expresses de leur divulgation dans le cadre de l'Opération.

L'ensemble de ces informations et documents est, sauf indication contraire, réputé confidentiel.

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect par ses préposés et sous-traitants éventuels, de cet engagement de confidentialité.

Sont exclues de cet engagement :
- les informations et documents qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication,
- les informations et documents que la loi ou la réglementation obligent à divulguer.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant toute la durée de la Convention et pour une durée de deux (2) années à compter de la fin de la Convention, quelle que soit sa cause de terminaison.

Article 8– Durée de la Convention

La Convention prend effet à compter de sa signature et s'achève après la remise du compte rendu financier tel que prévu à l'article 5.2 sous réserve des stipulations des articles 7 et 9.3, qui s'appliquent pour la durée des droits et obligations en cause, quelle que soit la cause de terminaison de la Convention.

Article 9 – Résiliation

9.1. Résiliation pour faute

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution par une des Parties de ses obligations contractuelles, la Convention sera résiliée de plein droit par l'autre Partie, après une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, restée infructueuse à l'issue d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de son envoi, nonobstant tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre du fait des manquement susvisés.

9.2. Résiliation pour force majeure ou empêchement

En cas de survenance d'un évènement de force majeure qui empêcherait le Bénéficiaire d'assurer l'organisation et la réalisation de l'Opération, la Convention sera résiliée de plein droit, sans indemnité, trente (30) jours calendaires après notification à la Caisse des Dépôts de l'événement constitutif de force majeure par le Bénéficiaire, par lettre recommandée avec avis de réception.
Aucune des Parties ne sera responsable du manquement ou du non-respect de ses obligations dues à la force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuit, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires.

De même, la Convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de la société du Bénéficiaire.

9.3. Conséquences de la résiliation

En cas de résiliation de la Convention, le Bénéficiaire est tenu de restituer à la Caisse des Dépôts, dans les trente (30) jours de la date d'effet de la résiliation, les sommes déjà versées, dont le Bénéficiaire ne pourrait pas justifier de l'utilisation. La ou les sommes qui n'auraient pas encore été versées ne seront plus dues au Bénéficiaire.

9.4 Restitution

Les sommes versées par la Caisse des Dépôts conformément à la Convention, et pour lesquelles le Bénéficiaire ne pourra pas justifier d'une utilisation conforme aux objectifs définis dans le cadre de la présente Convention, sont restituées sans délai à la Caisse des Dépôts, et ce, sur simple demande de cette dernière.

Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Bénéficiaire devra restituer à la Caisse des Dépôts, dans les trente (30) jours suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par la Caisse des Dépôts et que le Bénéficiaire détiendrait au titre de la Convention.

Article 10 – Dispositions Générales

10.1 Election de domicile – Droit applicable - Litiges

Pour l'exécution de la présente Convention, la Caisse des Dépôts fait élection de domicile en sa Direction régionale, 27 rue Jean Wenger-Valentin 67080 Strasbourg

Le Bénéficiaire fait élection de domicile en son siège, dont l'adresse figure en tête des présentes. La Convention est soumise au droit français. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents de Paris.

10.2 Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention ainsi que ses annexes constituent l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à tout accord antérieur, écrit ou verbal.

10.3 Modification de la Convention

Aucun document postérieur, ni aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit la forme, ne produiront d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

10.4 Cession des droits et obligations

La Convention est conclue *intuitu personae*, en conséquence le Bénéficiaire ne pourra transférer sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit de la Caisse des Dépôts.
La Caisse des Dépôts pourra quant à elle librement transférer les droits et obligations visés par la Convention.

10.5 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

10.6 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Fait en deux exemplaires

A Strasbourg, le

Pour la Caisse des Dépôts	Pour la Ville de Strasbourg
La Directrice déléguée	Le Maire
Laurence DEHAN	Roland RIES

Annexe 1 :

Logotype de la CDC : Marque GROUPE CAISSE DES DEPOTS & Logo



Ce logotype se caractérise par les éléments suivants :

- **les 3 couleurs utilisées sont le rouge Pantone 485 – gris Pantone 430 – noir,**
- **quand il est utilisé sur aplats de couleur et visuels, son blanc tournant, qui en fait partie intégrante, préserve son impact ;**
- **sa hauteur minimale est de 17,5 mm, ce qui préserve la visibilité de la médaille**

GRAND SPECTACLE D'ETE DE STRASBOURG
CONVENTION DE MECENAT 2018

Entre les soussignés :
Electricité de Strasbourg, société anonyme, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Strasbourg sous le numéro FR 13 558 501 912 et dont le siège social est situé au 26 Bd du Président Wilson, 67932 STRASBOURG CEDEX 9 et représentée par Marc KUGLER, Directeur Général

ci-dessous désigné « le mécène », d'une part,

ET

La Ville de Strasbourg, représentée en vertu de la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018 par Monsieur le Maire, ci-dessous désignée « la Ville », d'autre part,

PREAMBULE :

La Ville de Strasbourg souhaite créer un concept inédit, grand public et attractif sur 3 sites emblématiques de son territoire mettant en avant ces évolutions.
La valorisation événementielle du territoire, monuments et édifices emblématiques se fera à l'aide de procédés originaux pour proposer une lecture soit spectaculaire, soit contemplative soit didactique au cours des festivités estivales 2018.

Chaque été, la Ville de Strasbourg propose des animations riches et variées attirant à la fois les Strasbourgeois et les touristes. Le grand spectacle d'été constitue le temps fort de cette programmation.

A la suite de l'appel d'offres composé de trois lots, les projets des 3 sociétés ACT LIGHTING DESIGN (place du château), ARCHITECTURAL VISUAL EXCITERS (Palais universitaire) et PASSE MURAILLE (barrage Vauban) ont été retenus.

Article 1er - OBJET DE LA CONVENTION

S'inscrivant dans le cadre du mécénat (article 238 bis modifié du Code Général des Impôts), du Club de partenaires (mobilisation de plusieurs entreprises privées) et de la stratégie de partenariats portée par la collectivité, visant à augmenter l'attractivité de la Ville ainsi que son rayonnement culturel, il s'agit de mettre en œuvre un partenariat dans le cadre de l'organisation du grand événementiel imaginé pour l'été 2018.

La présente convention détermine les conditions et les modalités de l'action par laquelle le mécène contribuera financièrement et de manière désintéressée au projet présenté en préambule.
Elle définit également les contreparties que la Ville s'engage à octroyer au mécène dans le cadre de son soutien au projet et dans le respect de la réglementation en vigueur.

Article 2 - PROJET MÉCENÉ

Organiser un nouveau spectacle grandiose de manière partenariale de façon à ce qu'il devienne l'événement emblématique majeur de Strasbourg et de l'Alsace chaque été.

Le projet 2018 consiste à proposer 1 thème général, 3 sites, 3 univers, 3 ambiances. Il s'agit d'offrir chaque soir de la période concernée **du 7 juillet au 2 septembre** 2018 un spectacle séquencé en 3 actes. Les 3 propositions artistiques seront liées dans une trame narrative générale « Strasbourg à travers l'histoire » et réparties sur les 3 sites suivants: le Barrage Vauban, la Place du Château, le Palais universitaire.

Le mécène s'engage à contribuer selon des modalités définies à l'article 3 de la présente convention à la réalisation du projet cité précédemment.

Article 3 – ENGAGEMENT DU MECENE

Le mécène soutient le projet décrit à l'article 2 de la présente convention et s'engage à ce titre à verser à la Ville un don d'une valeur de cinquante mille (50 000€) euros en un versement unique avant le 30 août 2018 sur le compte n°C6720000000 dont le titulaire est la Recette des finances et domiciliée à la Banque de France.

Article 4 - ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville déclare qu'elle est habilitée à recevoir les dons et à remettre un reçu fiscal. A compter de la signature de cette présente convention, la ville émettra un titre de recettes pour une somme de cinquante mille euros sur la seule base de cette présente convention.

S'agissant des dons pour les activités liées au spectacle d'été, la ligne budgétaire a été prévue au BP 2017 en produit c/7713.

Un point relatif au calendrier du projet sera proposé par la Ville au mécène à chaque fois que nécessaire.

La ville s'engage à fournir au mécène les éléments décrits par l'article 5 de la présente convention.

La Ville adressera au mécène un reçu fiscal établi conformément aux termes de la loi du 1er août 2003 relative au mécénat et permettant de bénéficier de 60% de réduction fiscale sur les dons versés.

Article 5 - REMERCIEMENTS

Le mécène pourra bénéficier par le biais de cette opération:

- de la présence du nom et/ou du logo de son entreprise sur des supports de communication de la Ville spécifiques à l'évènement de l'été (programme, site internet, dans le dossier de presse et lors de la conférence de presse…) ;
- d'une utilisation non commerciale de la dénomination du spectacle ;
- de facilités d'accès auprès des équipes artistiques et techniques retenues, ainsi que d'invitations privilégiées à des manifestations liées au grand spectacle de l'été ;
- de rencontres spécifiques organisées entre les mécènes et la Ville afin de construire les bases du partenariat ;
- de la mise à disposition d'un lieu réceptif (sous certaines conditions qui pourront être détaillées au travers d'une autre convention de mise à disposition du lieu entre l'entreprise et la Ville) ;
- de la mise à disposition d'un navire Batorama pour assister au spectacle du barrage Vauban*
- de visites insolites dans des lieux inédits de la cité pour les invités du mécène.

Les autres éventuelles contreparties interviendront en tout état de cause dans le respect de la réglementation en vigueur (loi du 1er août 2003) et ne pourront excéder 25% du montant du don.
Toute contrepartie de nature publicitaire est exclue.

Article 6 – DEONTOLOGIE

La politique de mécénat de la Ville est dissociée de sa politique d'achat afin d'éviter tout conflit d'intérêts.
Aussi, le mécène ne sera ni favorisé, ni défavorisé dans la rédaction ou dans l'attribution des marchés passés par la Ville, en application du principe d'égalité de traitement des candidats.

*****valable uniquement pour les fondateurs et grands donateurs du Club des partenaires (montant du don supérieur ou égal à 50 000€) et dans les dates prévues et fixées au préalable.

Article 7 – ASSURANCES

Chacune des parties s'engage à souscrire les polices d'assurances nécessaires afin de se couvrir contre tous les risques qu'elle pourrait encourir ou faire encourir du fait de leur participation à l'exécution de la présente convention.

Article 8 – DUREE

La présente convention prend effet à sa date de signature et prendra fin l'année suivante à la même date.

Article 9 – RESILIATION

9.1 Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée en cas d'un commun accord entre les deux parties par la signature d'un avenant.

9.2 Résiliation pour un motif d'intérêt général

La Ville pourra résilier à tout moment, de manière unilatérale, le présent contrat pour tout motif d'intérêt général. Cette résiliation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception postal.

9.3 Résiliation pour manquement à un engagement contractuel

En cas de manquement de l'une des parties à ses engagements contractuels, l'autre partie pourra résilier la présente convention sept jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

Article 10 – LITIGES ET COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

La présente Convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française.
Tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution donneront lieu à la recherche d'un accord amiable entre les parties.

A défaut d'obtention d'un accord amiable, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux du ressort de Strasbourg

Fait à Strasbourg pour valoir ce que de droit, en deux exemplaires originaux, le…….

Pour le mécène	Pour la Ville de Strasbourg
Le Directeur Général	Le Maire
Marc KUGLER	Roland RIES

GRAND SPECTACLE D'ETE DE STRASBOURG
CONVENTION TRIPARTITE DE MECENAT 2018

Entre les soussignés :

Le GROUPE EVENTAIL, constitué de

la **société Kieffer** localisé à VENDENHEIM (67550) 1 allée du Château de Sury, représentée par M. Jean-Jacques MAHR, Président du Groupe EVENTAIL, ci-dessous désigné « le mécène »,

La **société Effervescence**, localisé à VENDENHEIM (67550) 1 allée du Château de Sury, représentée par M. Jean-Jacques MAHR, Président du Groupe EVENTAIL, ci-dessous désigné « le mécène », d'une part,

ET

La Ville de Strasbourg, représentée en vertu de la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018 par son Maire, Monsieur Roland RIES, ci-dessous désignée « la Ville », d'autre part,

PREAMBULE :

La Ville de Strasbourg souhaite créer un concept inédit, grand public et attractif sur 3 sites emblématiques de son territoire mettant en avant ces évolutions.
La valorisation événementielle du territoire, monuments et édifices emblématiques se fera à l'aide de procédés originaux pour proposer une lecture soit spectaculaire, soit contemplative soit didactique au cours des festivités estivales 2018.

Chaque été, la Ville de Strasbourg propose des animations riches et variées attirant à la fois les Strasbourgeois et les touristes. Le grand spectacle d'été constitue le temps fort de cette programmation.

A la suite de l'appel d'offres composé de trois lots, les projets des 3 sociétés ACT LIGHTING DESIGN (place du château), ARCHITECTURAL VISUAL EXCITERS (Palais universitaire) et PASSE MURAILLE (barrage Vauban) ont été retenus.

Article 1er - OBJET DE LA CONVENTION

S'inscrivant dans le cadre du mécénat (article 238 bis modifié du Code Général des Impôts), du Club de partenaires (mobilisation de plusieurs entreprises privées) et de la stratégie de partenariats portée par la collectivité, visant à augmenter l'attractivité de la Ville ainsi que son rayonnement culturel, il s'agit de mettre en œuvre un partenariat dans le cadre de l'organisation du grand événementiel imaginé pour l'été 2018.

La présente convention détermine les conditions et les modalités de l'action par laquelle le mécène contribuera financièrement et de manière désintéressée au projet présenté en préambule.
Elle définit également les contreparties que la Ville s'engage à octroyer au mécène dans le cadre de son soutien au projet et dans le respect de la réglementation en vigueur.

Article 2 - PROJET MÉCENÉ

Organiser un nouveau spectacle grandiose de manière partenariale de façon à ce qu'il devienne l'événement emblématique majeur de Strasbourg et de l'Alsace chaque été.

Le projet 2018 consiste à proposer 1 thème général, 3 sites, 3 univers, 3 ambiances. Il s'agit d'offrir chaque soir de la période concernée **du 7 juillet au 2 septembre** 2018 un spectacle séquencé en 3 actes. Les 3 propositions artistiques seront liées dans une trame narrative générale « Strasbourg à travers l'histoire » et réparties sur les 3 sites suivants: le Barrage Vauban, la Place du Château, le Palais universitaire.

Les mécènes s'engagent à contribuer selon des modalités définies à l'article 3 de la présente convention à la réalisation du projet cité précédemment.

Article 3 – ENGAGEMENT DES MECENES

Les mécènes soutiennent le projet décrit à l'article 2 de la présente convention et s'engagent à ce titre à verser à la Ville un don d'une valeur de 15 000€ (quinze mille euros) par la société Kieffer d'une part et un don d'une valeur de 15 000€ (quinze mille euros) par la société Effervescence d'autre part.
Soit un total de trente mille (30 000€) euros en deux versements de quinze mille (15 000€) euros avant le 30 août 2018 sur le compte n°C6720000000 dont le titulaire est la Recette des finances et domiciliée à la Banque de France.

Article 4 - ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville déclare qu'elle est habilitée à recevoir les dons et à remettre un reçu fiscal. A compter de la signature de cette présente convention, la ville émettra deux titres de recettes pour une somme de quinze mille euros chacun, à destination respectivement de la société Kieffer et de la société Effervescence, sur la seule base de cette présente convention.

S'agissant des dons pour les activités liées au spectacle d'été, la ligne budgétaire a été prévue au BP 2017 en produit c/7713.

Un point relatif au calendrier du projet sera proposé par la Ville aux mécènes à chaque fois que nécessaire.

La ville s'engage à fournir aux mécènes les éléments décrits par l'article 5 de la présente convention.

La Ville adressera aux mécènes un reçu fiscal établi conformément aux termes de la loi du 1er août 2003 relative au mécénat et permettant de bénéficier de 60% de réduction fiscale sur les dons versés.

Article 5 - REMERCIEMENTS

Les mécènes pourront bénéficier, selon le montant du don, par le biais de cette opération:

- de la présence du nom et/ou du logo de son entreprise sur des supports de communication de la Ville spécifiques à l'évènement de l'été 2018 (programme, site internet, dans le dossier de presse et lors de la conférence de presse…) ;
- d'une utilisation non commerciale de la dénomination du spectacle ;
- de facilités d'accès auprès des équipes artistiques et techniques retenues, ainsi que d'invitations privilégiées à des manifestations liées au grand spectacle de l'été ;
- de rencontres spécifiques organisées entre les mécènes et la Ville afin de construire les bases du partenariat ;
- de la mise à disposition d'un lieu réceptif (sous certaines conditions et sous réserve des disponibilités)
- de visites insolites dans des lieux inédits de la cité pour les invités du mécène.

Les autres éventuelles contreparties interviendront en tout état de cause dans le respect de la réglementation en vigueur (loi du 1er août 2003) et ne pourront excéder 25% du montant du don.
Toute contrepartie de nature publicitaire est exclue.

Article 6 – DEONTOLOGIE

La politique de mécénat de la Ville est dissociée de sa politique d'achat afin d'éviter tout conflit d'intérêts.
Aussi, le mécène ne sera ni favorisé, ni défavorisé dans la rédaction ou dans l'attribution des marchés passés par la Ville, en application du principe d'égalité de traitement des candidats.

Article 7 – ASSURANCES

Chacune des parties s'engage à souscrire les polices d'assurances nécessaires afin de se couvrir contre tous les risques qu'elle pourrait encourir ou faire encourir du fait de leur participation à l'exécution de la présente convention.

Article 8 – DUREE

La présente convention prend effet à sa date de signature et prendra fin l'année suivante à la même date.

Article 9 – RESILIATION

9.1 Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée en cas d'un commun accord entre les deux parties par la signature d'un avenant.

9.2 Résiliation pour un motif d'intérêt général

La Ville pourra résilier à tout moment, de manière unilatérale, le présent contrat pour tout motif d'intérêt général. Cette résiliation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception postal.

9.3 Résiliation pour manquement à un engagement contractuel

En cas de manquement de l'une des parties à ses engagements contractuels, l'autre partie pourra résilier la présente convention sept jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

Article 10 – LITIGES ET COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

La présente Convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française.
Tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution donneront lieu à la recherche d'un accord amiable entre les parties.

A défaut d'obtention d'un accord amiable, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux du ressort de Strasbourg

Fait à Strasbourg pour valoir ce que de droit, en trois exemplaires originaux, le…….

Pour les mécènes
Société Kieffer et Société Effervescence

Le Président

Jean-Jacques MAHR

Pour la Ville de Strasbourg

Le Maire

Roland RIES

GRAND SPECTACLE D'ETE DE STRASBOURG
CONVENTION DE MECENAT 2018

Entre les soussignés :
Réseau de chaleur urbaine d'Alsace (RCUA), société par action simplifiée, au numéro de SIREN 801 012 774, a son siège social au 14, Place des Halles, 67 000 STRASBOURG, représentée par Hervé LAMORLETTE, Directeur général, ci-dessous désignée « le mécène », d'une part,

ET

La Ville de Strasbourg, représentée en vertu de la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018 par Monsieur le Maire, ci-dessous désignée « la Ville », d'autre part,

PREAMBULE :

La Ville de Strasbourg souhaite créer un concept inédit, grand public et attractif sur 3 sites emblématiques de son territoire mettant en avant ces évolutions.
La valorisation événementielle du territoire, monuments et édifices emblématiques se fera à l'aide de procédés originaux pour proposer une lecture soit spectaculaire, soit contemplative soit didactique au cours des festivités estivales 2018.

Chaque été, la Ville de Strasbourg propose des animations riches et variées attirant à la fois les Strasbourgeois et les touristes. Le grand spectacle d'été constitue le temps fort de cette programmation.

A la suite de l'appel d'offres composé de trois lots, les projets des 3 sociétés ACT LIGHTING DESIGN (place du château), ARCHITECTURAL VISUAL EXCITERS (Palais universitaire) et PASSE MURAILLE (barrage Vauban) ont été retenus.

Article 1er - OBJET DE LA CONVENTION

S'inscrivant dans le cadre du mécénat (article 238 bis modifié du Code Général des Impôts), du Club de partenaires (mobilisation de plusieurs entreprises privées) et de la stratégie de partenariats portée par la collectivité, visant à augmenter l'attractivité de la Ville ainsi que son rayonnement culturel, il s'agit de mettre en œuvre un partenariat dans le cadre de l'organisation du grand événementiel imaginé pour l'été 2018.

La présente convention détermine les conditions et les modalités de l'action par laquelle le mécène contribuera financièrement et de manière désintéressée au projet présenté en préambule.
Elle définit également les contreparties que la Ville s'engage à octroyer au mécène dans le cadre de son soutien au projet et dans le respect de la réglementation en vigueur.

Article 2 - PROJET MÉCENÉ

Organiser un nouveau spectacle grandiose de manière partenariale de façon à ce qu'il devienne l'événement emblématique majeur de Strasbourg et de l'Alsace chaque été.

Le projet 2018 consiste à proposer 1 thème général, 3 sites, 3 univers, 3 ambiances. Il s'agit d'offrir chaque soir de la période concernée **du 7 juillet au 2 septembre** 2018 un spectacle séquencé en 3 actes. Les 3 propositions artistiques seront liées dans une trame narrative générale « Strasbourg à travers l'histoire » et réparties sur les 3 sites suivants: le Barrage Vauban, la Place du Château, le Palais universitaire.

Le mécène s'engage à contribuer selon des modalités définies à l'article 3 de la présente convention à la réalisation du projet cité précédemment.

Article 3 – ENGAGEMENT DU MECENE

Le mécène soutient le projet décrit à l'article 2 de la présente convention et s'engage à ce titre à verser à la Ville un don d'une valeur de cinquante mille (50 000€) euros en un versement unique avant le 30 août 2018 sur le compte n°C6720000000 dont le titulaire est la Recette des finances et domiciliée à la Banque de France.

Article 4 - ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville déclare qu'elle est habilitée à recevoir les dons et à remettre un reçu fiscal. A compter de la signature de cette présente convention, la ville émettra un titre de recettes pour une somme de cinquante mille euros sur la seule base de cette présente convention.

S'agissant des dons pour les activités liées au spectacle d'été, la ligne budgétaire a été prévue au BP 2017 en produit c/7713.

Un point relatif au calendrier du projet sera proposé par la Ville au mécène à chaque fois que nécessaire.

La ville s'engage à fournir au mécène les éléments décrits par l'article 5 de la présente convention.

La Ville adressera au mécène un reçu fiscal établi conformément aux termes de la loi du 1er août 2003 relative au mécénat et permettant de bénéficier de 60% de réduction fiscale sur les dons versés.

Article 5 - REMERCIEMENTS

Le mécène pourra bénéficier par le biais de cette opération:

- de la présence du nom et/ou du logo de son entreprise sur des supports de communication de la Ville spécifiques à l'évènement de l'été (programme, site internet, dans le dossier de presse et lors de la conférence de presse…) ;
- d'une utilisation non commerciale de la dénomination du spectacle ;
- de facilités d'accès auprès des équipes artistiques et techniques retenues, ainsi que d'invitations privilégiées à des manifestations liées au grand spectacle de l'été ;
- de rencontres spécifiques organisées entre les mécènes et la Ville afin de construire les bases du partenariat ;
- de la mise à disposition d'un lieu réceptif (sous certaines conditions qui pourront être détaillées au travers d'une autre convention de mise à disposition du lieu entre l'entreprise et la Ville) ;
- de la mise à disposition d'un navire Batorama pour assister au spectacle du barrage Vauban*
- de visites insolites dans des lieux inédits de la cité pour les invités du mécène.

Les autres éventuelles contreparties interviendront en tout état de cause dans le respect de la réglementation en vigueur (loi du 1er août 2003) et ne pourront excéder 25% du montant du don.
Toute contrepartie de nature publicitaire est exclue.

Article 6 – DEONTOLOGIE

La politique de mécénat de la Ville est dissociée de sa politique d'achat afin d'éviter tout conflit d'intérêts.
Aussi, le mécène ne sera ni favorisé, ni défavorisé dans la rédaction ou dans l'attribution des marchés passés par la Ville, en application du principe d'égalité de traitement des candidats.

*****valable uniquement pour les fondateurs et grands donateurs du Club des partenaires (montant du don supérieur ou égal à 50 000€) et dans les dates prévues et fixées au préalable.

Article 7 – ASSURANCES

Chacune des parties s'engage à souscrire les polices d'assurances nécessaires afin de se couvrir contre tous les risques qu'elle pourrait encourir ou faire encourir du fait de leur participation à l'exécution de la présente convention.

Article 8 – DUREE

La présente convention prend effet à sa date de signature et prendra fin l'année suivante à la même date.

Article 9 – RESILIATION

9.1 Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée en cas d'un commun accord entre les deux parties par la signature d'un avenant.

9.2 Résiliation pour un motif d'intérêt général

La Ville pourra résilier à tout moment, de manière unilatérale, le présent contrat pour tout motif d'intérêt général. Cette résiliation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception postal.

9.3 Résiliation pour manquement à un engagement contractuel

En cas de manquement de l'une des parties à ses engagements contractuels, l'autre partie pourra résilier la présente convention sept jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

Article 10 – LITIGES ET COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

La présente Convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française.
Tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution donneront lieu à la recherche d'un accord amiable entre les parties.

A défaut d'obtention d'un accord amiable, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux du ressort de Strasbourg

Fait à Strasbourg pour valoir ce que de droit, en deux exemplaires originaux, le…….

Pour le mécène	Pour la Ville de Strasbourg
Le Directeur général	Le Maire
Hervé LAMORLETTE	Roland RIES

GRAND SPECTACLE D'ETE DE STRASBOURG
CONVENTION DE MECENAT 2018

Entre les soussignés :

La Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS), Société Anonyme d'Economie Mixte, ayant son siège social à STRASBOURG (67080 Cedex) 10, rue Oberlin – BP 50011, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de STRASBOURG sous le numéro B 578 505 687 et représentée par M. Eric FULLENWARTH**,** Directeur général, ci-dessous désigné « le mécène », d'une part,

ET

La Ville de Strasbourg, représentée en vertu de la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018 par son Adjoint au Maire, Monsieur Mathieu CAHN, ci-dessous désignée « la Ville », d'autre part,

PREAMBULE :

La Ville de Strasbourg souhaite créer un concept inédit, grand public et attractif sur 3 sites emblématiques de son territoire mettant en avant ces évolutions.
La valorisation événementielle du territoire, monuments et édifices emblématiques se fera à l'aide de procédés originaux pour proposer une lecture soit spectaculaire, soit contemplative soit didactique au cours des festivités estivales 2018.

Chaque été, la Ville de Strasbourg propose des animations riches et variées attirant à la fois les Strasbourgeois et les touristes. Le grand spectacle d'été constitue le temps fort de cette programmation.

A la suite de l'appel d'offres composé de trois lots, les projets des 3 sociétés ACT LIGHTING DESIGN (place du château), ARCHITECTURAL VISUAL EXCITERS (Palais universitaire) et PASSE MURAILLE (barrage Vauban) ont été retenus.

Article 1er - OBJET DE LA CONVENTION

S'inscrivant dans le cadre du mécénat (article 238 bis modifié du Code Général des Impôts), du Club de partenaires (mobilisation de plusieurs entreprises privées) et de la stratégie de partenariats portée par la collectivité, visant à augmenter l'attractivité de la Ville ainsi que son rayonnement culturel, il s'agit de mettre en œuvre un partenariat dans le cadre de l'organisation du grand événementiel imaginé pour l'été 2018.

La présente convention détermine les conditions et les modalités de l'action par laquelle le mécène contribuera financièrement et de manière désintéressée au projet présenté en préambule.
Elle définit également les contreparties que la Ville s'engage à octroyer au mécène dans le cadre de son soutien au projet et dans le respect de la réglementation en vigueur.

Article 2 - PROJET MÉCENÉ

Organiser un nouveau spectacle grandiose de manière partenariale de façon à ce qu'il devienne l'événement emblématique majeur de Strasbourg et de l'Alsace chaque été.

Le projet 2018 consiste à proposer 1 thème général, 3 sites, 3 univers, 3 ambiances. Il s'agit d'offrir chaque soir de la période concernée **du 7 juillet au 2 septembre** 2018 un spectacle séquencé en 3 actes. Les 3 propositions artistiques seront liées dans une trame narrative générale « Strasbourg à travers l'histoire » et réparties sur les 3 sites suivants: le Barrage Vauban, la Place du Château, le Palais universitaire.

Le mécène s'engage à contribuer selon des modalités définies à l'article 3 de la présente convention à la réalisation du projet cité précédemment.

Article 3 – ENGAGEMENT DU MECENE

Le mécène soutient le projet décrit à l'article 2 de la présente convention et s'engage à ce titre à verser à la Ville un don d'une valeur de cinquante mille (50 000€) euros en un versement unique avant le 30 août 2018 sur le compte n°C6720000000 dont le titulaire est la Recette des finances et domiciliée à la Banque de France.

Article 4 - ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville déclare qu'elle est habilitée à recevoir les dons et à remettre un reçu fiscal. A compter de la signature de cette présente convention, la ville émettra un titre de recettes pour une somme de cinquante mille euros sur la seule base de cette présente convention.

S'agissant des dons pour les activités liées au spectacle d'été, la ligne budgétaire a été prévue au BP 2017 en produit c/7713.

Un point relatif au calendrier du projet sera proposé par la Ville au mécène à chaque fois que nécessaire.

La ville s'engage à fournir au mécène les éléments décrits par l'article 5 de la présente convention.

La Ville adressera au mécène un reçu fiscal établi conformément aux termes de la loi du 1er août 2003 relative au mécénat et permettant de bénéficier de 60% de réduction fiscale sur les dons versés.

Article 5 - REMERCIEMENTS

Le mécène pourra bénéficier, selon le montant du don, par le biais de cette opération:

- de la présence du nom et/ou du logo de son entreprise sur des supports de communication de la Ville spécifiques à l'évènement de l'été (programme, site internet, dans le dossier de presse et lors de la conférence de presse…) ;
- d'une utilisation non commerciale de la dénomination du spectacle ;
- de facilités d'accès auprès des équipes artistiques et techniques retenues, ainsi que d'invitations privilégiées à des manifestations liées au grand spectacle de l'été ;
- de rencontres spécifiques organisées entre les mécènes et la Ville afin de construire les bases du partenariat ;
- de la mise à disposition d'un lieu réceptif (sous certaines conditions qui pourront être détaillées au travers d'une autre convention de mise à disposition du lieu entre l'entreprise et la Ville) ;
- de la mise à disposition d'un navire Batorama pour assister au spectacle du barrage Vauban*
- de visites insolites dans des lieux inédits de la cité pour les invités du mécène.

Les autres éventuelles contreparties interviendront en tout état de cause dans le respect de la réglementation en vigueur (loi du 1er août 2003) et ne pourront excéder 25% du montant du don.
Toute contrepartie de nature publicitaire est exclue.

Article 6 – DEONTOLOGIE

La politique de mécénat de la Ville est dissociée de sa politique d'achat afin d'éviter tout conflit d'intérêts.
Aussi, le mécène ne sera ni favorisé, ni défavorisé dans la rédaction ou dans l'attribution des marchés passés par la Ville, en application du principe d'égalité de traitement des candidats.

*****valable uniquement pour les fondateurs et grands donateurs du Club des partenaires (montant du don supérieur ou égal à 50 000€) et dans les dates prévues et fixées au préalable.

Article 7 – ASSURANCES

Chacune des parties s'engage à souscrire les polices d'assurances nécessaires afin de se couvrir contre tous les risques qu'elle pourrait encourir ou faire encourir du fait de leur participation à l'exécution de la présente convention.

Article 8 – DUREE

La présente convention prend effet à sa date de signature et prendra fin l'année suivante à la même date.

Article 9 – RESILIATION

9.1 Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée en cas d'un commun accord entre les deux parties par la signature d'un avenant.

9.2 Résiliation pour un motif d'intérêt général

La Ville pourra résilier à tout moment, de manière unilatérale, le présent contrat pour tout motif d'intérêt général. Cette résiliation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception postal.

9.3 Résiliation pour manquement à un engagement contractuel

En cas de manquement de l'une des parties à ses engagements contractuels, l'autre partie pourra résilier la présente convention sept jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

Article 10 – LITIGES ET COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

La présente Convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française.
Tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution donneront lieu à la recherche d'un accord amiable entre les parties.

A défaut d'obtention d'un accord amiable, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux du ressort de Strasbourg

Fait à Strasbourg pour valoir ce que de droit, en deux exemplaires originaux, le…….

Pour le mécène	Pour la Ville de Strasbourg
Le Directeur général	L'Adjoint au Maire
Eric FULLENWARTH	Mathieu CAHN

GRAND SPECTACLE D'ETE DE STRASBOURG
CONVENTION DE MECENAT 2018

Entre les soussignés :

Strasbourg évènements, société anonyme d'économie mixte, à conseil d'administration localisé à Strasbourg (67000), au Palais de la musique et des congrès, place de Bordeaux, représenté par Jean-Eudes RABUT, Président du Directoire Strasbourg événements

ci-dessous désigné « le mécène », d'une part,

ET

La Ville de Strasbourg, représentée en vertu de la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018 par Monsieur le Maire, ci-dessous désignée « la Ville », d'autre part,

PREAMBULE :

La Ville de Strasbourg souhaite créer un concept inédit, grand public et attractif sur 3 sites emblématiques de son territoire mettant en avant ces évolutions.
La valorisation événementielle du territoire, monuments et édifices emblématiques se fera à l'aide de procédés originaux pour proposer une lecture soit spectaculaire, soit contemplative soit didactique au cours des festivités estivales 2018.

Chaque été, la Ville de Strasbourg propose des animations riches et variées attirant à la fois les Strasbourgeois et les touristes. Le grand spectacle d'été constitue le temps fort de cette programmation.

A la suite de l'appel d'offres composé de trois lots, les projets des 3 sociétés ACT LIGHTING DESIGN (place du château), ARCHITECTURAL VISUAL EXCITERS (Palais universitaire) et PASSE MURAILLE (barrage Vauban) ont été retenus.

Article 1er - OBJET DE LA CONVENTION

S'inscrivant dans le cadre du mécénat (article 238 bis modifié du Code Général des Impôts), du Club de partenaires (mobilisation de plusieurs entreprises privées) et de la stratégie de partenariats portée par la collectivité, visant à augmenter l'attractivité de la Ville ainsi que son rayonnement culturel, il s'agit de mettre en œuvre un partenariat dans le cadre de l'organisation du grand événementiel imaginé pour l'été 2018.

La présente convention détermine les conditions et les modalités de l'action par laquelle le mécène contribuera financièrement et de manière désintéressée au projet présenté en préambule.
Elle définit également les contreparties que la Ville s'engage à octroyer au mécène dans le cadre de son soutien au projet et dans le respect de la réglementation en vigueur.

Article 2 - PROJET MÉCENÉ

Organiser un nouveau spectacle grandiose de manière partenariale de façon à ce qu'il devienne l'événement emblématique majeur de Strasbourg et de l'Alsace chaque été.

Le projet 2018 consiste à proposer 1 thème général, 3 sites, 3 univers, 3 ambiances. Il s'agit d'offrir chaque soir de la période concernée **du 7 juillet au 2 septembre** 2018 un spectacle séquencé en 3 actes. Les 3 propositions artistiques seront liées dans une trame narrative générale « Strasbourg à travers l'histoire » et réparties sur les 3 sites suivants: le Barrage Vauban, la Place du Château, le Palais universitaire.

Le mécène s'engage à contribuer selon des modalités définies à l'article 3 de la présente convention à la réalisation du projet cité précédemment.

Article 3 – ENGAGEMENT DU MECENE

Le mécène soutient le projet décrit à l'article 2 de la présente convention et s'engage à ce titre à verser à la Ville un don d'une valeur de cinquante mille (50 000€) euros en un versement unique avant le 30 août 2018 sur le compte n°C6720000000 dont le titulaire est la Recette des finances et domiciliée à la Banque de France.

Article 4 - ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville déclare qu'elle est habilitée à recevoir les dons et à remettre un reçu fiscal. A compter de la signature de cette présente convention, la ville émettra un titre de recettes pour une somme de cinquante mille euros sur la seule base de cette présente convention.

S'agissant des dons pour les activités liées au spectacle d'été, la ligne budgétaire a été prévue au BP 2017 en produit c/7713.

Un point relatif au calendrier du projet sera proposé par la Ville au mécène à chaque fois que nécessaire.

La ville s'engage à fournir au mécène les éléments décrits par l'article 5 de la présente convention.

La Ville adressera au mécène un reçu fiscal établi conformément aux termes de la loi du 1er août 2003 relative au mécénat et permettant de bénéficier de 60% de réduction fiscale sur les dons versés.

Article 5 - REMERCIEMENTS

Le mécène pourra bénéficier par le biais de cette opération:

- de la présence du nom et/ou du logo de son entreprise sur des supports de communication de la Ville spécifiques à l'évènement de l'été (programme, site internet, dans le dossier de presse et lors de la conférence de presse…) ;
- d'une utilisation non commerciale de la dénomination du spectacle ;
- de facilités d'accès auprès des équipes artistiques et techniques retenues, ainsi que d'invitations privilégiées à des manifestations liées au grand spectacle de l'été ;
- de rencontres spécifiques organisées entre les mécènes et la Ville afin de construire les bases du partenariat ;
- de la mise à disposition d'un lieu réceptif (sous certaines conditions qui pourront être détaillées au travers d'une autre convention de mise à disposition du lieu entre l'entreprise et la Ville) ;
- de la mise à disposition d'un navire Batorama pour assister au spectacle du barrage Vauban*
- de visites insolites dans des lieux inédits de la cité pour les invités du mécène.

Les autres éventuelles contreparties interviendront en tout état de cause dans le respect de la réglementation en vigueur (loi du 1er août 2003) et ne pourront excéder 25% du montant du don.
Toute contrepartie de nature publicitaire est exclue.

Article 6 – DEONTOLOGIE

La politique de mécénat de la Ville est dissociée de sa politique d'achat afin d'éviter tout conflit d'intérêts.
Aussi, le mécène ne sera ni favorisé, ni défavorisé dans la rédaction ou dans l'attribution des marchés passés par la Ville, en application du principe d'égalité de traitement des candidats.

*****valable uniquement pour les fondateurs et grands donateurs du Club des partenaires (montant du don supérieur ou égal à 50 000€) et dans les dates prévues et fixées au préalable.

Article 7 – ASSURANCES

Chacune des parties s'engage à souscrire les polices d'assurances nécessaires afin de se couvrir contre tous les risques qu'elle pourrait encourir ou faire encourir du fait de leur participation à l'exécution de la présente convention.

Article 8 – DUREE

La présente convention prend effet à sa date de signature et prendra fin l'année suivante à la même date.

Article 9 – RESILIATION

9.1 Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée en cas d'un commun accord entre les deux parties par la signature d'un avenant.

9.2 Résiliation pour un motif d'intérêt général

La Ville pourra résilier à tout moment, de manière unilatérale, le présent contrat pour tout motif d'intérêt général. Cette résiliation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception postal.

9.3 Résiliation pour manquement à un engagement contractuel

En cas de manquement de l'une des parties à ses engagements contractuels, l'autre partie pourra résilier la présente convention sept jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

Article 10 – LITIGES ET COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

La présente Convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française.
Tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution donneront lieu à la recherche d'un accord amiable entre les parties.

A défaut d'obtention d'un accord amiable, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux du ressort de Strasbourg

Fait à Strasbourg pour valoir ce que de droit, en deux exemplaires originaux, le…….

Pour le mécène	Pour la Ville de Strasbourg
Le Président du Directoire	Le Maire
Jean-Eudes RABUT	Roland RIES

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°57

Conventions de mécénat en soutien au spectacle d'été 2018.

Pour	**50**	**BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, SCHMIDT-Michaël**
Contre	**1**	**AGHA BABAEI-Syamak**
Abstention	**0**	

Point N°57 :
Conventions de mécénat en soutien au spectacle d'été 2018.Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 50

Contre : 1

Abstention : 0

SERVICE DES ASSEMBLEES

Observation :

Erreur de vote.
M. AGHA BABAEI souhaitait voter Pour.

58

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Occupation à titre gracieux du restaurant du Baggersee.

La présente délibération a pour objet de soumettre à l'approbation du Conseil municipal l'autorisation d'occupation à titre gratuit au profit de l'association l'Atelier des locaux propriété de la ville de Strasbourg sis rue du Baggersee à Illkirch-Graffenstaden.

L'ensemble immobilier sis rue du Baggersee à Illkirch-Graffenstaden

La ville de Strasbourg est propriétaire d'une parcelle cadastrée Section 27 n°0263/0066 sis rue du Baggersee à Illkirch-Graffenstaden où est implanté un ensemble immobilier bâti attenant à au site de plein air dit du Baggersee.
Celui-ci se constitue d'une partie affectée à la salle municipale dite de convivialité et une autre affectée aux activités de l'association l'Atelier, dite « restaurant du Baggersee ».
La partie occupée par l'association l'Atelier se compose:

- de locaux d'une surface utile d'environ 416 m² sis au rez-de-chaussée ;
- des terrasses attenantes d'une surface d'environ 316 m^2
- de locaux au sous-sol d'une surface d'environ 160 m^2

L'Association l'Atelier et ses activités

L'association l'Atelier est une association à but non lucratif exerçant des activités dans les domaines de l'action sociale, de la formation professionnelle et du développement local et toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement.

Dans ce cadre, cette association occupe les locaux municipaux décrits précédemment sis rue du Baggersee où elle y exploite une activité de restauration d'application dans le cadre du centre de formation et de l'Ecole de la deuxième chance. L'association est également titulaire d'une licence de débit de boissons qu'elle exploite dans les lieux.

Le 1er décembre 2013, la ville de Strasbourg a ainsi conclu avec l'Association une convention d'occupation portant sur lesdits locaux, arrivée à échéance le 30 novembre 2017.

L'association l'Atelier intervient dans le champ de la formation et de l'insertion professionnelle à destination des jeunes de 16 à 25 ans. Elle bénéficie du soutien de

l'Eurométropole parce que ses activités sont en adéquation avec les priorités de la feuille de route Strasbourg Eco 2030 et celles du Service public de l'emploi de proximité :

- l'accès à l'emploi pour les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville : plus de 40% des 250 jeunes accompagnés chaque année résident en QPV,
- l'accès à l'emploi transfrontalier : l'Ecole de la deuxième chance développe des partenariats outre-Rhin notamment avec la Berufliche Schule de Kehl,
- la Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences : l'Ecole de la deuxième chance est engagée dans le travail inter-institutionnel sur les métiers en tension, notamment dans les domaines de la restauration et des espaces verts.

Pour mener à bien ces activités, le restaurant d'application est utilisé comme un plateau technique de formation en situation professionnelle.

Les fondements de l'autorisation d'occupation

En vertu de l'article L. 2151-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, toute occupation ou utilisation du domaine public d'une commune donne lieu au paiement d'une redevance. Toutefois, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut notamment être délivrée gratuitement : « *[…]aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.* »

Par ailleurs, en vertu de la délibération n°1 du Conseil municipal en date du 28 avril 2014, pris en application de l'article L. 2122-2 5° du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire ne peut valablement consentir à une convention d'occupation à titre gratuit du domaine public qu'après autorisation de l'organe délibérant.

Enfin, l'article 504 du Code général des impôts impose aux propriétaires comme aux occupants de biens de locaux où sont placées des boissons alcoolisées, d'établir un contrat d'occupation sous la forme authentique. Cette disposition à vocation fiscale, obligatoire pour les baux, permet également à la Ville, propriétaire des locaux de se prémunir de toute poursuite pour infraction à la réglementation des débits de boissons. Il est par conséquent proposé de faire application de cette législation par l'authentification par Monsieur le Maire de la convention domaniale avec l'association, selon les conditions définies par délibération n°2 du 28 avril 2014.

Une fois authentifiée la convention sera publiée au livre foncier selon la réglementation en vigueur.

Le projet de convention d'occupation au profit de l'association l'Atelier

Le projet de convention d'occupation temporaire du domaine public qui vous est soumis prévoit notamment :

- l'occupation à titre gratuit par l'association l'Atelier des locaux sis rue du Baggersee à Illkirch-Graffenstaden d'une surface globale, terrasses comprises, d'environ 892 m^2;
- le caractère précaire et révocable lié à la domanialité publique des locaux ;
- une durée d'occupation de trois ans consécutifs à compter du 1er décembre 2017 renouvelable de façon expresse par voie d'avenant pour la même durée.

- l'engagement de l'association à prendre à sa charge l'entretien, les réparations afférentes à son activité et à payer sa quote-part des charges d'occupation des locaux (frais de consommations, d'électricité et d'eau, etc...) »
- l'autorisation faite à l'occupant d'exploiter une licence de débit de boissons

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,

approuve

l'occupation à titre gratuit par l'association l'Atelier des locaux d'une surface globale d'environ 892 m^2 *sis rue du Baggersee à Illkirch-Graffenstaden pour l'exercice des activités décrites au rapport. Cette occupation intervient à compter du 1er décembre 2017 pour une durée de trois ans renouvelable expressément pour la même durée.*

autorise

le Maire ou son représentant

- *à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public relative aux locaux sis rue du Baggersee avec l'association l'Atelier, jointe à la présente délibération et dont le contenu est plus amplement exposé au rapport,*
- *à authentifier ladite convention en vue de sa publication au livre foncier,*
- *à prendre tout acte, convention ou mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.*

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **3**
Article 1 : Objet 3
Article 2 : Domanialité publique 3
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 4
Article 6 : Résiliation de la convention 4
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 4
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 4
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 5
6-4 : Résiliation de plein droit 5
Article 7 : Destination des lieux 6
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **6**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 6
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 7
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 7
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 7
Article 13 : Sécurité – Accessibilité 10
13-1 : Stipulations générales 10
13-2 : Stipulations relatives aux Etablissements Recevant du Public (ERP) 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 12
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES **13**
Article 15 : Redevance 13
Article 16 : Charges et taxes 13
Article 17 : Autres taxes 14
Article 18 : Abonnements individuels 14
Article 19 : Modalités de règlement – Pénalités 14
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **15**
Article 20 : Assurance 15
Article 21 : Responsabilité 15
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 22 : Tolérance 16
Article 23 : Restitution des lieux 16
Article 24 : Maintien dans les lieux 16
Article 25 : Litiges 17
Article 26 : Annexes 17
Article 27 –Publicité foncière 17
Article 28 - Pouvoirs 17
Article 29- Dépôt de la minute 17
Article 30- Election de Domicile 17

ENTRE

LA VILLE DE STRASBOURG,
domiciliée au Centre Administratif, 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

représentée par Monsieur Alain FONTANEL, agissant aux présentes en qualité de Premier adjoint au Maire de la Ville de Strasbourg, ayant à ce titre compétence pour dresser le présent acte, au nom et pour le compte de la Ville de Strasbourg, en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 28 avril 2014 et du……..

Etant ici précisé que Monsieur le Maire de la Ville de Strasbourg Roland RIES, a tout pouvoir pour authentifier le présent acte administratif de bail conformément à l'article L 1311-14 du Code Général des Collectivités Territoriales et en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 28 avril 2014 lui donnant l'autorisation de procéder à l'authentification de l'acte ci-après.

Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'ASSOCIATION « L'ATELIER »
domiciliée 21 rue Livio, 67 100 STRASBOURG, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le volume 41, N° 48, N° SIRET 323 752 337 000 36
représentée par Monsieur Michel DURRIVE, Directeur, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « l'occupant »

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.
En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant et les locaux mutualisés avec les autres occupants de l'immeuble, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans les plans d'occupation joint en annexe des présentes.

2.1 Locaux privatifs

Les locaux privatifs de l'occupant sont situés dans l'immeuble rue du Baggersee, cadastré Section 27 n°0263/0066. Ils se composent:
- d'une surface utile d'environ 416 m² au sis au rez-de-chaussée ;
- des terrasses attenantes d'une surface d'environ 316 m2 selon le plan joint aux présentes.
et des locaux au sous-sol d'une surface d'environ 160 m2

Les locaux privatifs comprennent également des équipements installés à l'origine de l'occupation par le propriétaire et qui sont répertoriés dans l'inventaire en pièce jointe de la présente convention.

2.2 Espaces mutualisés

Les espaces mutualisés entre l'occupant et les autres occupants de l'immeuble ci-dessus désigné dans l'exercice de leurs activités respectives sont composés de sanitaires tels qu'ils apparaissent sur les plans d'occupation du bâtiment. Les espaces mutualisés comprennent en outre des places de stationnements extérieurs.

L'occupant a accès aux espaces mutualisés et pourra en faire usage en bonne intelligence avec les utilisateurs de la salle dite de convivialité attenante au restaurant.

L’occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper avant la date d’entrée en vigueur de la présente convention.

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier aucun versement d’indemnité.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Un état des lieux d’entrée établi contradictoirement lors de la remise des clés à l’occupant est annexé aux présentes.

Si, pour quelque cause que ce soit, l’état des lieux d’entrée contradictoire n’a pas été réalisé dans un délai de quinze (15) jours à compter de l’entrée en jouissance de l’occupant, les lieux seront réputés être reçus en bon état.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l’occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de TROIS (3) ans consécutifs à compter **du 1er décembre 2018 pour se terminer le 31 décembre 2021.**

La présente convention pourra être renouvelée d’un commun accord des parties de façon expresse par voie d’avenant pour la même durée.

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l’article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d’intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d’intérêt général moyennant le respect d’un préavis de trois (3) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l’occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement des charges et taxes ;

- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;

- le défaut de présence effective de l'occupant dans les lieux pour une durée supérieure à trois (3) mois, consécutifs ou non, en dehors des périodes de congés ;

- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

sera ou seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'une activité de restauration d'application dans le cadre du centre de formation et l'Ecole de la deuxième chance, à l'exclusion de toute autre activité commerciale en dehors des activités commerciales d'accueil de groupe et de services de prestation de petite restauration ou de toute autre utilisation.

L'occupant est notamment autorisé à exercer dans les lieux une activité de vente d'alcools. La présente autorisation ne vaut en aucun cas autorisation administrative d'exploiter une licence de vente d'alcools. L'occupant s'engage à faire son affaire personnelle de toute démarche administrative relative à cette autorisation sans que le propriétaire ne puisse être inquiété ou que sa responsabilité ne puisse être recherchée à ce sujet.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devrait en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L’occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l’exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations de travaux au titre des établissements recevant du public et autres. Il s’oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l’usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L’occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l’exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.

L’occupant ne pourra pas faire sous-occuper les lieux en totalité ou en partie, sans le consentement préalable et écrit du propriétaire, sous peine de nullité des sous-occupations consenties au mépris de cette clause, et même de résiliation des présentes, si bon semble au propriétaire.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d’exercer son contrôle, l’occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L’occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l’issue de la présente convention, à condition qu’elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s’engage à prévenir l’occupant au moins quarante-huit (48) heures à l’avance, sauf cas d’urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l’occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L’occupant devra respecter les obligations suivantes :

- Assurer l'entretien courant des lieux, des installations et des équipements ainsi que des menues réparations sauf si elles sont occasionnées par vétusté, malfaçon, vice de construction, cas fortuit ou force majeure. Il prendra toutes précautions contre le gel. A titre informatif uniquement, l'occupant pourra se référer pour l'exercice de ses obligations au décret n°87-712 du 26 août 1987 relatif aux réparations locatives. De même, il devra réaliser l'ensemble des réparations nécessitées par l'exercice de son activité. Il prendra toutes précautions contre le gel. Dans ce cadre il est précisé à l'occupant qu'il devra assurer à ses frais l'entretien du dégraisseur situé dans la légumerie, de la citerne de gaz extérieur ainsi que la chaufferie y compris la chaudière.

- Aviser immédiatement le propriétaire de toute réparation à la charge de ce dernier dont il serait à même de constater la nécessité sous peine d'être tenu responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard.

- Assumer toutes réparations normalement à la charge du propriétaire, mais qui seraient nécessitées soit par le défaut d'exécution des réparations dont il a la charge comme il est dit ci-dessus, soit par des dégradations résultant de son fait, du fait de son personnel, de ses membres, ou de ses visiteurs, soit dans les lieux , soit dans d'autres parties de l'immeuble.

- Ne faire usage d'aucun appareil ou système de chauffage non compris dans l'immeuble , sans avoir fait vérifier, à ses frais et sous sa responsabilité, sa conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

- Ne rien déposer sur les appuis de fenêtres ou autres ouvertures qui puisse présenter un danger pour autrui ou nuire à l'esthétique de l'immeuble.

- Détruire les parasites, insectes, rats, souris, etc., dans les lieux. Si les mesures à prendre nécessitent une intervention de personnes compétentes en la matière, l'occupant s'engage à leur donner libre accès aux lieux et à prendre en charge sa part contributive dans les frais afférents à cette intervention.

- Ne pas jeter dans les descentes, les conduits d'écoulement, d'évacuation, les vide-ordures et les fosses de toute nature, de corps ou produits susceptibles de les détériorer. En cas de non-respect de cet engagement, les réparations ou réfections qui deviennent nécessaires sont à la charge de l'occupant.

- Faire ramoner les conduits ou systèmes d'évacuation de fumée et de gaz y compris des appareils de cuisson, et ceux de ventilation chaque fois que cela est nécessaire et au moins une fois par an. Il en justifiera au propriétaire à première demande.

- Faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les lieux, notamment agréments, autorisations de travaux au titre des établissements recevant du public et autres. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée du présent contrat, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet et que sa responsabilité ne puisse être recherchée.

L’occupant aura par ailleurs à sa charge exclusive toutes les transformations et réparations nécessitées par l’exercice de son activité.

- Ne pas transformer les lieux et équipements sans l'accord écrit du propriétaire. A titre informatif, devront notamment faire l’objet d’une autorisation préalable du propriétaire, les travaux qui comportent un changement de distribution, cloisonnement, démolition, percement des murs, poutres, plafonds et planchers, et/ou affectant l’aspect extérieur de l’immeuble. Il en est de même des travaux qui concernent notamment les éléments porteurs de fondation et d'ossature participant à la stabilité et à la solidité de l'édifice (gros œuvre) ou au clos ou couvert et à l'étanchéité, alors même qu’ils seraient imposés par la réglementation. Le propriétaire pourra subordonner son accord et l'exécution des travaux à l'avis et à la surveillance d'un architecte de son choix, dont les honoraires seront payés par l’occupant. Dans le cas où l'autorisation serait accordée, les travaux seraient exécutés aux frais risques et périls exclusifs de l’occupant.

  En cas de méconnaissance par l’occupant de cette obligation, le propriétaire pourra exiger la remise en état des lieux ou des équipements au départ de l’occupant et à ses frais ou conserver les transformations effectuées, sans que l’occupant puisse réclamer une quelconque indemnisation pour les frais engagés.

  Si les transformations opérées mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux, le propriétaire pourra exiger, aux frais de l’occupant, la remise immédiate des lieux en l'état.

- Tous embellissements, améliorations et installations faits par l’occupant dans les lieux seront, à la fin de la présente convention, la propriété pleine et entière du propriétaire sans que l’occupant puisse faire droit d’une quelconque indemnité.

  Il est toutefois précisé que les équipements, matériels et installations non fixés à demeure, et en dehors de ceux livrés avec le bâtiment par le propriétaire, et qui de ce fait ne peuvent être considérés comme immeuble par destination, resteront la propriété de l’occupant et devront être enlevés par lui lors de la sortie des lieux, à charge pour lui de remettre les lieux, en état après cet enlèvement.

- Laisser exécuter dans les lieux toutes les réparations, reconstructions, surélévations et travaux quelconques, même de simples améliorations, que le propriétaire estimerait nécessaires ou utiles et qu’il ferait exécuter pendant le cours de la convention, dans les lieux ou dans l’immeuble dont ils dépendent, sans pouvoir demander aucune indemnité ni diminution de charges, quelles qu'en soient l'importance et la durée.

- Ne rien faire ou laisser faire qui puisse détériorer les lieux et il devra informer immédiatement le propriétaire de toute atteinte qui serait portée à la propriété, de toutes dégradations ou détériorations qui viendraient à se produire sur les biens mobiliers et immobiliers.

- Informer immédiatement le propriétaire de tout sinistre et des dégradations se produisant dans les lieux, même s'il n'en résulte aucun dommage apparent.

- Souscrire un contrat d'entretien auprès d'une entreprise spécialisée pour faire entretenir au moins une fois par an les équipements individuels suivants : chaufferie, gaz, et autres et en justifier à première demande du propriétaire.

- Solliciter l'autorisation préalable du propriétaire s'il souhaite effectuer dans les lieux tous aménagements de la devanture et de l'intérieur des lieux, afin que ceux-ci soient conformes aux normes habituellement pratiquées par l'occupant, et notamment en ce qui concerne l'enseigne et la publicité. Toute autorisation préalable du propriétaire en cas de demande de pose d'enseignes ou de publicité ne vaut pas autorisation d'enseigne ou de publicité au sens du Code de l'environnement. L'occupant devra ainsi faire son affaire personnelle de cette demande d'autorisation selon les normes en vigueur auprès de l'autorité compétente.

Article 13 : Sécurité – Accessibilité

13-1 : Stipulations générales

L'occupant s'engage à respecter et à faire respecter les consignes de sécurité afférentes aux lieux et/ou équipements. Il sera considéré comme responsable de leur respect par ses propres membres et/ou visiteurs, à charge pour lui de les en aviser préalablement autant que faire se pourra.

En cas d'urgence ou de péril, l'occupant prend en tant que de besoin toutes les mesures qu'il juge indispensables, à titre transitoire ou définitif, pour la sauvegarde des personnes, des biens, des lieux et du matériel.

13-2 : Stipulations relatives aux Etablissements Recevant du Public (ERP)

L'immeuble objet des présentes est un établissement recevant du public (ERP) sous la forme d'un groupement d'exploitation de 1ere catégorie de type PA activités de type N-L (restaurant) effectif 427 personnes.

ACCESSIBILITE

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fixe le principe d'une accessibilité généralisée intégrant tous les handicaps. Tous les établissements recevant du public (ERP) sont concernés par cette réglementation. Ils doivent être accessibles aux personnes atteintes d'un handicap (moteur, auditif, visuel ou mental) et aux personnes à mobilité réduite (personne âgée, personne avec poussette, etc.).

L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations, et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

L'occupant déclare être informé que les caractéristiques des lieux, de ses installations et de ses dégagements, doivent répondre aux obligations réglementaires et être en rapport avec l'effectif présent dans les lieux et qu'il envisage de recevoir dans le cadre de son activité.

SECURITE INCENDIE

Les obligations des parties en matière de sécurité incendie découlent de l'article R 123-3 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et la répartition de ses obligations, en termes de responsabilité et de réalisation, résulte de l'accord des parties.

Selon l'article R 123-3 CCH, les constructeurs, propriétaires et exploitants des ERP sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, du mode de construction et du nombre de personnes pouvant être admises dans l'établissement, y compris les personnes handicapées.

L'occupant, en tant qu'exploitant au sens des dispositions précitées doit, à titre non exhaustif :

- demander l'autorisation d'ouverture ou de réouverture de l'établissement ;
- tenir à jour un registre de sécurité ;
- assister ou se faire représenter lors des visites de contrôles effectuées par les commissions de sécurité ;
- obtenir l'autorisation de travaux non soumis à permis de construire ;
- installer des équipements de sécurité notamment extincteurs, éclairage de sécurité, sécurité incendie, antivols, matériaux ayant fait l'objet de réaction au feu pour les aménagements intérieurs ;
- faire procéder aux vérifications réglementaires annuelles obligatoires* des dispositifs techniques de sécurité et de lutte contre l'incendie et aux installations techniques ayant trait à la sécurité incendie par un organisme agréé selon la périodicité prévue, conformément à la réglementation relative aux ERP ;
- faire procéder aux opérations d'entretien des installations techniques de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux textes en vigueur.
- afficher le plan des locaux avec leurs caractéristiques ainsi que les consignes d'incendie et le numéro d'appel de secours ;
- utiliser des installations et équipements techniques présentant des garanties de sécurité et de bon fonctionnement ;

- ne pas stocker ou utiliser de produits toxiques, explosifs, inflammables, dans les locaux et dégagements accessibles au public ;
- diffuser les consignes de sécurité incendie aux personnes présentes dans les lieux (utilisateurs, visiteurs, etc).

** Par vérifications règlementaires obligatoires, il faut entendre les vérifications nécessaires, en cours d'exploitation, à effectuer par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur et des ministres intéressés, par l'administration ou par les commissions de sécurité afin de s'assurer que les installations, ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la réglementation.*

En aucun cas, la responsabilité du propriétaire ne pourra être recherchée en cas de manquement de l'occupant à ses obligations précitées dans les lieux.

Le propriétaire (direction des Sports) s'engage à assumer la fonction de responsable unique de sécurité en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux.

Le responsable unique de sécurité est en charge de l'ensemble de la sécurité incendie desdits biens immobiliers. Ses missions sont définies au Livre II de l'arrêté modifié du 25 juin 1980.

Il est chargé notamment :

- ✓ d'instruire les personnels, placés sous son autorité et ceux travaillant dans les locaux, des précautions à prendre pour assurer leur propre sécurité et celle du public accueilli ; à cet effet, les informations et instructions leur seront données en ce qui concerne notamment les conditions de circulation dans l'établissement et les dispositions à prendre en cas d'incendie, d'accident et de sinistre ;
- ✓ de prendre toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation en matière de locaux accueillant du public, afin de garantir la sécurité des personnes et des équipements ;
- ✓ de procéder aux contrôles et vérifications périodiques obligatoires. Il fournira au propriétaire, copie des rapports établis par un organisme agréé ;
- ✓ de tenir à jour le registre de sécurité et procéder régulièrement aux essais de l'alarme incendie du bâtiment ainsi qu'à des exercices d'évacuation, en collaboration avec les autres établissements. Il doit également s'informer et se former à la règlementation sécurité incendie. Il devra être présent le jour de la visite de la Sous-Commission Départementale de Sécurité du Bas-Rhin.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance.

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 32 864 euros pour le rez-de – chaussée et à 11 424 euros pour le sous-sol et les terrasses. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant total de 44 288 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.
Le montant de l'avantage en nature ci–dessus stipulé sera révisé automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de l'avantage en nature initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2017, soit 1664

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges et taxes

L'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les charges comprennent notamment :

- Frais de consommation d'eau (froide/chaude etc…)
- frais de consommation d'électricité,
- Taxe d'enlèvement des ordures ménagères
- Quote-part des frais de réalisation des vérifications réglementaires annuelles obligatoires* des dispositifs techniques de sécurité et de lutte contre l'incendie et des installations techniques ayant trait à la sécurité incendie lorsqu'elles sont réalisées par le propriétaire ;

- Quote-part des frais de réalisation des opérations d'entretien des installations techniques de sécurité et de lutte contre l'incendie lorsqu'elles sont réalisées par le propriétaire ;

Article 17 : Autres taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire.
L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle (téléphonie, internet, gaz, etc..) découlant de la présente occupation Il fera son affaire personnelle de toutes démarches administratives en vue de souscrire les différents contrats d'abonnements de consommation et s'engage à résilier les abonnements pour le jour de son départ.

Article 19 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement des charges et taxes se fera auprès du Receveur des Finances du propriétaire, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des charges et taxes dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 20 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la signature de la présente convention puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention

Article 21 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres/personnel, visiteurs, ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 22 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 23 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, cartes magnétiques et/ou autres au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 24 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 25 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 26 : Annexes

Sont annexés aux présentes :
- le plan des lieux
- l'état des lieux contradictoire d'entrée et l'inventaire des équipements

Article 27 –Publicité foncière

Le présent contrat sera inscrit au livre foncier de Strasbourg à la diligence de la Ville.

Article 28 - Pouvoirs

Pour la publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à Monsieur Roland RIES, Maire de la commune de STRASBOURG à l'effet de dresser et signer tout acte complémentaire, rectificatif, ou modificatif des présentes.

Article 29- Dépôt de la minute

La minute des présentes sera déposée aux archives de la commune de STRASBOURG en son siège susvisée.

Article 30- Election de Domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites les parties font élection de domicile à la mairie de STRASBOURG en son siège susvisée.

Le présent acte comporte quatre pages numérotées de un à dix-huit comprenant :

- Lettre(s) nulle(s) :
- Blanc(s) barré(s) :
- Ligne(s) entière(s) rayée(s) nulle(s) :
- Chiffre(s) nul(s) :
- Mot(s) nul(s) :
- Renvoi(s) :

Le Maire de la commune de Strasbourg, Roland RIES, certifie que la présente expédition exactement collationnée est conforme à la minute et à l'expédition destinée à recevoir les mentions de publication, certifie de même l'identité complète des parties dénommées dans le présent acte telle qu'elle est indiquée en tête et que leur nom et dénomination lui a régulièrement été justifié.

Fait et passé à la Mairie de Strasbourg,
Centre Administratif, 1 Parc de l'Etoile
67 076 STRASBOURG CEDEX
en trois exemplaires originaux,

Pour le propriétaire	**Pour l'occupant**	**Le Maire de la Ville de Strasbourg**
Alain FONTANEL **Adjoint au Maire**	**Michel DURRIVE** **Directeur**	**Roland RIES**


Poste de secours
Baggersee
ETANG DU BAGGERSEE
Plage
ZONE COMMERCIALE DU BAGGERSEE
STAND REGIONAL DE TIR
CIMETIERE SUD
CIMETIERE MUSULMAN
PARCOURS DE SANTE DU BAGGERSEE
JARDINS FAMILIAUX KRITT
FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE
CENTRE D'INTERVENTION SUD
Hundwegfeld
Langheu
SCHWARZWASSER
RHIN TORTU (Rivière)
Il n'y a pas de légende pour cette carte.
Édité le04/05/2018
Échelle 1/8000
160 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

59

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Attribution d'une subvention en faveur des 1ères rencontres internationales Science art méditation (SAM).

L'association Science art méditation, créée en 2017 sous la présidence de Jean Sibilia, Doyen de la faculté de médecine de Strasbourg, a pour ambition de faire rayonner la dynamique strasbourgeoise en matière de méditation et d'art du bien être.

Parallèlement, Strasbourg, a vu naitre le premier DU (diplôme universitaire) « médecine, méditation et neurosciences », spécificité nationale portée par l'Université de Strasbourg. Les Hôpitaux universitaires de Strasbourg participent également à la démarche de recherche des effets de la méditation sur les personnes atteintes d'affections physiques (cancer) ou de troubles psychiques (dépression..).

Le premier constat est que, loin d'être une pratique marginale, la méditation et ses vertus thérapeutiques sont maintenant reconnues par le corps médical et que la MBSR (*Mindfullness based stress reduction* ou réduction du stress basée sur la pleine conscience) est en plein essor aussi bien au sein des entreprises que comme support de développement personnel et de bien-être.

C'est forte de son passé humaniste et de sa volonté d'ouverture vers l'être humain et son bien être que la Ville a accueilli, en 2016, la journée de conversations « corps-esprit-science » avec le Dalaï-Lama qui avait déjà attiré sur le territoire un public nombreux et passionné, venu de tous horizons.

Et c'est dans le sillon de ce succès que SAM souhaite organiser à Strasbourg la première édition d'une série de rencontres bisannuelles mondiales. La ville de Boston et l'Asie sont pressenties pour les prochaines éditions avec une alternance entre le monde et Strasbourg, qui reste le centre vital de l'évènement.

Jean-Gérard Bloch (qui avait co-organisé la venue du Dalaï-Lama), porteur du projet au sein de l'Université de Strasbourg et initiateur de «l'expérience méditative », est étroitement associé au projet. Il sera aux côtés de Jon Kabat-Zinn, éminent professeur en méditation du Massachusetts institut of technology (MIT), de chercheurs-euses (INSERM, CNRS), d'artistes (Sylvie Guillem, Luc Petton), de médecins, sportifs-ives, d'un investisseur humaniste, de journalistes du monde entier ainsi que du français Matthieu Ricard bouddhiste, chercheur en neurosciences, en génétique et célèbre auteur de livres autour de la pleine conscience et du développement personnel.

Le grand public, tout comme les scientifiques et les artistes sont invités à participer à des conférences, ateliers et performances tout au long des 3 jours que durera la manifestation, du 29 juin au 1er juillet 2018.

Eu égard au rôle innovant et fédérateur que joue cette association dans l'objectif de conforter le rang humaniste de la ville de Strasbourg, il vous est proposé de soutenir Science art et méditation à hauteur de 20 000 € au titre de l'exercice 2018.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution d'une subvention de 20 000 € à l'association Sciences art méditation pour l'organisation de ses premières rencontres éponymes,

décide

d'imputer la somme de 20 000 € sur la ligne budgétaire DU03C-6574-23 - programme 8042, dont le disponible avant le présente Conseil est de 20 000 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention y afférente.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Attribution de subventions

Délibération du Conseil municipal
du 25 juin 2018

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant octroyé N-1
			2018	2017
Science art méditation	Subvention de projet : 1ères rencontres internationales Science art méditation (SAM)	20 000 €	20 000 €	0
TOTAL		20 000 €	20 000 €	0

60

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Attribution de subventions dans le cadre du fonds de soutien pour les projets de solidarité internationale.

Depuis 2003, Strasbourg, ville solidaire et ouverte sur le monde, soutient les actions de solidarité internationale portées par les acteurs associatifs strasbourgeois en direction des populations des pays les moins avancés et en développement.

Un appel à projets est lancé à cet effet chaque début d'année, assorti de critères précis. Les associations bénéficiaires doivent siéger à Strasbourg ou impliquer majoritairement des Strasbourgeois. Leurs projets doivent répondre à des besoins exprimés par des partenaires locaux clairement identifiés dans les pays où se déroule l'action. Ceux-ci peuvent concerner tous les domaines d'actions, toutefois les projets dont les actions visent prioritairement la sécurité alimentaire et l'éducation des enfants, notamment des jeunes filles, bénéficient cette année encore d'une attention particulière. Les projets individuels, études de faisabilité, stages, séjours de découverte et échanges culturels, collectes de fonds et parrainages, ainsi que les projets ayant un caractère politique ou religieux ne sont pas éligibles.

Depuis sa création, ce dispositif a permis de soutenir plus de 200 initiatives dans une trentaine de pays différents pour un montant total cumulé de 207 600 €. Cette délibération précise l'affectation de l'enveloppe de 15 000 € dédiée au fonds, qui concerne cette année 18 associations.

Association Imanga **1 000 €**

Depuis 1995, l'association Imanga a soutenu la création de bâtiments scolaires, de latrines sèches, d'un bloc sanitaire et de trois classes maternelles dans le village de Soavinandriana (Madagascar). Leur demande porte cette année sur un appui à la prise en charge de repas pour 1300 enfants fréquentant la cantine scolaire de cette école primaire, initiative qui contribue à réduire l'absentéisme et l'abandon scolaire.

Association Les Bâtisseurs « L'Olivier et L'Acacias » Solidarité Ecoles Maroc - BOASEM **1 000 €**

L'association soutenue à deux reprises pour son projet de rénovation d'écoles en zone rurale de la zone de Khémisset au Maroc poursuit son action cette année pour l'achat de vêtements chauds pour les écoliers de l'atlas marocain.

Groupement des Educateurs sans frontières – GREF **500 €**

Projet "réussir au collège" pour un appui à la mise en œuvre d'un plan de formation pour les enseignants de Niamey au Niger pour renforcer leurs compétences.

Association Hope for Ghana **1 000 €**

Soutien à l'hôpital central de la ville d'Akumadan au Ghana par l'envoi d'un container de matériel médical (lits, matelas, fauteuils gynécologiques, échographes, civières, etc.)

Enfants Espoir du Monde **1 000 €**

L'association Enfants Espoir du Monde intervient depuis plus de 40 ans en faveur d'enfants déshérités au Cameroun, en Haïti, à Madagascar, en Inde et au Bengladesh, pour leur offrir une scolarisation et une formation professionnelle décentes. Il s'agit cette année de venir en aide aux élèves de l'école du quartier de Sayeedabad à Dhaka (Bengladesh) qui scolarise 150 à 170 filles et garçons de 5 à 11 ans (fonctionnement de l'école, acquisition de matériel scolaire, de livres et distribution de goûters).

Fédération des malades et handicapés du Bas-Rhin **500 €**

Collecte de matériel médical dans les Ehpad et hôpitaux de Strasbourg et sa région pour les envoyer par containers en Tunisie et au Maroc

Association Petit à Petit **750 €**

Depuis l'an 2000 l'association Petit à Petit accompagne et soutient la commune rurale de Karangasso-vigué qui regroupe 80 villages avec pour objectif prioritaire l'amélioration des conditions d'éducation par la construction et l'aménagement d'écoles primaires, de cantines endogènes et de bibliothèques. L'action présentée cette année consiste en l'achat de mobilier auprès d'artisans locaux pour la nouvelle école primaire de Wara qui comprendra 3 classes (CE1, CM1 et CM2).

Association Unis vers le Sport **1 000 €**

Depuis 2001, l'association Unis vers le Sport développe des programmes de solidarité internationale autour de l'éducation et de la pratique sportive dans différents pays d'Afrique. Il s'agit pour cette année de soutenir un chantier solidaire qui sera réalisé par

12 jeunes ayant moins d'opportunités âgés de 16 à 25 ans consistant en la rénovation de l'école du village de Sanar situé près de Saint-Louis du Sénégal (peinture, réparation de tables, ateliers sportifs).

Association Théâtre Tohu-bohu **750 €**

Depuis 2003 l'Espace Masolo accompagne et prend en charge des enfants des rues à Kinshasa en République démocratique du Congo pour les amener peu à peu à une autonomisation. Le théâtre Tohu-Bohu accompagne ces actions depuis de nombreuses années et sollicite notre soutien pour poursuivre les activités développées, notamment grâce au medium du théâtre, avec les enfants (jardinage, musique, couture, bibliothèque, etc.).

Association Enfance en Guinée **1 000 €**

L'association souhaite apporter son aide au centre de santé et à l'école primaire de Kolenten, localité rurale de Guinée avec le soutien des autorités locales et d'une association relais sur le terrain. Le projet se traduira concrètement par la rénovation de deux blocs de cinq latrines pour l'école et celle d'un forage à pompe manuelle pour le centre de santé.

Association Ecoles Champa Lao **1 000 €**

L'association Champa Lao poursuit ses actions en faveur de l'éducation dans la province de Campassak au Laos, région de Paksé par la construction et la rénovation d'écoles auxquelles les habitants participent pleinement. Il s'agit cette année de soutenir la construction d'un collège dans le village de Ban Fang Deng

Association Voix Libres **1 000 €**

Par les actions qu'elle développe depuis sa création en 1993, l'association Voix Libres propose des alternatives au travail des enfants dans les mines et lutte contre la violence intrafamiliale. Le projet proposé cette année consiste notamment en l'équipement d'une garderie pour les enfants des mines (peinture, électricité, chauffage), la distribution de matériel scolaire pour 140 enfants, et le lancement d'une micro-entreprise de tricotage de pulls chauds pour les enfants pour l'hiver.

Association AFRANE **1 000 €**

Depuis sa création l'association AFRANE œuvre en faveur de l'éducation et notamment elle des jeunes filles en Afghanistan. Elle sollicite notre soutien pour l'équipement de deux bibliothèques qui bénéficieront à 7789 jeunes élèves, pour des écoles à Djalalabad.

Bureau des élèves de l'INSA Strasbourg **750 €**

Le projet Esper'Insa rassemble 7 étudiants, membres de la commission humanitaire de l'Institut national des sciences appliquées de Strasbourg, qui partiront durant un mois à

la rencontre d'enfants d'un bidonville implanté de Tarapoto au Pérou pour y construire la cantine et les toilettes d'une école.

TR Monde **750 €**

L'association TER Monde est composée d'étudiants de l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg qui mettent leurs connaissances techniques au service ce projets de développement. Il s'agit cette année de soutenir un projet de réhabilitation d'un système de captage d'eau potable à partir d'une source située dans le quartier de Kombé au sud de la capitale du Congo, Brazzaville.

Association Les Amis de Paksé **1 000 €**

Mission médicale humanitaire à Paksé (Laos) consistant en des actions menées dans différents dispensaires de campagne proche de Paksé en direction des populations les plus déshérités. La mission se traduira par des soins et des actions de prévention bucco-dentaire, des consultations médicales et ophtalmologiques et la formation de praticiens locaux.

Union des Tchadiens en Alsace **500 €**

L'association constituée de membres de la diaspora souhaite apporter son aide à plusieurs villages de l'agglomération de N'Djamena, capitale du Tchad, par la construction de forages pour les populations locales qui manquent d'eau potable. Le projet est destiné à un groupement de villages dans la région du Chari Baguirmi. Les bénéficiaires sont des éleveurs qui doivent parfois parcourir 10 à 15 km à la recherche d'eau pour eux-mêmes et leur bétail.

Association Cycles et solidarité **500 €**

L'association poursuit ses actions au Laos par la distribution de 200 vélos à des enfants des écoles primaires les villages de Ban Hang Kham et Ban Nong Hong pour rejoindre leur école. Le but est de faciliter l'accès à l'éducation et de repousser ainsi l'abandon scolaire. Chaque don s'accompagne de la plantation d'un arbre.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement de subventions sur les crédits prévus à cet effet, aux associations suivantes :

- *Association Imanga : 1 000 €*
- *Association BOASEM : 1 000 €*

- *Groupement des Educateurs sans frontières – GREF : 500 €*
- *Association Hope for Ghana : 1 000 €*
- *Enfants Espoir du Monde : 1 000 €*
- *Fédération des malades et handicapés du Bas-Rhin : 500 €*
- *Association Petit à Petit : 750 €*
- *Association Unis vers le Sport : 1 000 €*
- *Association Théâtre Tohu-bohu : 750 €*
- *Association Enfance en Guinée : 1 000 €*
- *Association Ecoles Champa Lao : 1 000 €*
- *Association Voix Libres : 1 000 €*
- *Association AFRANE : 1000 €*
- *Bureau des élèves de l'INSA Strasbourg : 750 €*
- *Association TR Monde : 750 €*
- *Association les Amis de Paksé : 1 000 €*
- *Association Union des Tchadiens en Alsace : 500 €*
- *Association Cycles et solidarité : 500 €*

décide

d'imputer la dépense de 15 000 € au compte 041-6574 programme 8052 – activité AD06 C dont le disponible avant le présent conseil est de 15 000 €.

autorise

le Maire ou son représentant à signer les arrêtés d'attribution y afférents

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Attribution de subventions dans le cadre du fonds de soutien pour des projets de solidarité internationale

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Association Imanga	Appui à la prise en charge de repas pour l'école de Soavinandriana – Madagascar	1 500 €	1 000 €	1 000 €
Association Les Bâtisseurs « L'Olivier et l'Acacias » Solidarité Ecoles Maroc	Travaux d'étanchéité pour l'école de Khémiset - Maroc	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Groupement des Educateurs sans Frontières	Programme d'appui à l'éducation au Niger	3 000 €	500 €	-
Hope for Ghana	Soutien à l'hôpital d'Akumadan, Ghana	2 000 €	1 000 €	-
Enfants Espoir du Monde	Appui à l'école de Sayeedabad à Dhaka, Bengladesh	3 000 €	1 000 €	1 000 €
Fédération des malades handicapés du Bas-Rhin	Envoi de matériel médical en Tunisie et au Maroc	2 000 €	500 €	-
Petit à Petit	Equipement en mobilier scolaire de trois classes du village de Wara, Karangasso-Vigué (Burkina Faso)	1 500 €	750 €	500 €
Unis vers le Sport	Rénovation de l'école de Sanar au Sénégal	3 000 €	1 000 €	-
Théâtre Tohu-Bohu	Appui aux enfants des rues de Kinshasa, RD Congo	3 000 €	750 €	-
Enfance en Guinée	Appui au centre de santé et à l'école primaire de Kolenten, Guinée	1 000 €	1 000 €	-
Ecoles Champa Lao	Construction d'écoles au Laos	1 000 €	1 000 €	-
Voix Libres	Equipement d'une garderie pour enfants en Bolivie	3 541 €	1 000 €	-
AFRANE	Equipement de bibliothèques d'écoles primaires à Djalalabad, Afghanistan	2 000 €	1 000 €	-
Bureau des élèves de l'INSA	Construction d'une cantine et de toilette pour l'école de Tarapoto au Pérou	750 €	750 €	-
Association TR Monde	Réhabilitation d'un système de captage d'eau potable à Brazzaville, Congo	1250 €	750 €	500 €
Association Les amis de Paksé	Mission médicale au Laos	1 200 €	1 000 €	500 €
Union des Tchadiens en Alsace	Forages pour des villages de l'agglomération de N'Djamena	1 200 €	500 €	-
Association cycles et solidarité	Equiper en vélo des enfants du Laos	2 000 €	500 €	1000 €

61

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.

Cette délibération porte sur le soutien de la Ville aux associations strasbourgeoises qui œuvrent en faveur du rayonnement européen et international de Strasbourg. D'un montant total de 17 500 €, ces subventions visent à conforter le positionnement de Strasbourg en tant que capitale européenne de la démocratie et des droits de l'Homme.

Pôle solidarité et partenariats internationaux

Association Zichron Menahem	**6 000 €**

L'association organise du 10 au 17 juillet 2018 un camp d'été multiconfessionnel destiné à des enfants malades hospitalisés dans des établissements israéliens. Cette opération, intitulée « Espoir et bonheur pour 140 enfants malades du cancer », se tient cette année à Strasbourg et en Alsace, à l'instar de l'édition 2012 et 2015. Elle réunira 140 enfants israéliens atteints de cancers ou de leucémie, qui pourront bénéficier d'un programme d'activités riche et varié dans la région.
L'association est à l'initiative de ce projet et accompagne au quotidien les enfants malades et leurs familles en leur proposant différentes activités, comme du soutien scolaire ou des activités ludiques. La subvention octroyée vise à couvrir une partie des frais liés à l'accueil de ces enfants.

Association PasSages	**4 000 €**

Dans le cadre du partenariat noué entre Strasbourg et la Ville d'Oran (Algérie) en avril 2015, l'association PasSages poursuit son travail de rapprochement entre acteurs associatifs et artistes des deux villes par un « Dialogue entre les deux rives ». Ces échanges prendront la forme d'échanges culturels et citoyens, avec deux temps forts : une semaine de Strasbourg à Oran en octobre 2018 et une semaine d'Oran à Strasbourg en décembre 2018, comprenant notamment des restitutions de résidences d'artistes et des échanges sur les questions de patrimoine, associant les étudiants et professeurs d'architecture des deux villes.

Association C'est tout un art	**1 000 €**

Suite à une invitation à participer au festival « la Cigogne Volubile », printemps du livre pour la jeunesse au Maroc, l'association strasbourgeois « C'est tout un art « souhaite inscrire ses échanges avec Fès et sa région dans la durée et propose d'utiliser le médium du conte comme outil pédagogique et espace d'échanges avec plusieurs établissements scolaires fassis. Le projet comprend un atelier conte à la faculté de lettres de Fès et s'accompagne d'un don de livres pour l'école élémentaire Ain Sbit de Ras Tabouda, situé non loin de Fès.

Pôle Europe

Quinz'art	**3 000 €**

Depuis six ans, l'association strasbourgeoise « Quinz'Art » organise des expositions franco-allemandes de peinture et de sculpture. L'objectif du cycle d'expositions UTOPIA est de présenter au public de l'Eurodistrict des duos d'artistes franco-allemands. Les deux expositions franco-allemandes UTOPIA IV et UTOPIA V font suite aux expositions qui ont eu lieu en septembre 2017 et mai 2018 dans le pavillon vitré et dans le parc, présentant notamment des très grands formats en extérieur sur une durée de 6 mois.

Ces deux nouvelles expositions à l'automne 2018 et au printemps 2019 permettront de donner une visibilité aux œuvres d'artistes vivant et travaillant de part et d'autre du Rhin, et place ainsi Strasbourg au cœur d'un espace culturel commun à la région du Rhin supérieur. L'action de Quinz'art permet également de développer un réseau de peintres et de sculpteurs transfrontaliers.

Association SPECQUE – Délégation de Strasbourg	**1 500 €**

Durant la période du 29 juillet au 5 août 2018, une délégation officielle de neuf étudiants de l'Université de Strasbourg se rendra à Montréal (Canada) pour participer à la plus grande simulation francophone du Parlement européen, organisée par la SPECQUE (Simulation du Parlement européen Canada-Québec-Europe). Cet évènement qui a lieu chaque année depuis 1998, alternativement au Canada et en Europe, rassemble près de 200 étudiants qui participent à une réplique fidèle du fonctionnement de l'institution qui représente les citoyens européens et dont le siège est à Strasbourg. Pendant une semaine, les participants jouent le rôle d'un acteur de la vie politique européenne : commissaire européen, rapporteur de commission, chef de groupe politique, député européen, mais aussi journaliste ou lobbyiste.
Il est proposé de soutenir, à l'instar des années passées, l'association SPECQUE constituée par les étudiants de l'Université de Strasbourg qui mènent ce projet.

Association Ensemble pour l'Europe de Strasbourg	**2 000 €**

L'association « Ensemble pour l'Europe de Strasbourg », qui regroupe de nombreux acteurs de la société civile à Strasbourg, a le projet de créer et d'animer un site internet ayant pour objectif d'offrir une vitrine à toutes les activités des associations européennes de Strasbourg et de l'Ortenau. Ce site sera proposé en français et en anglais et permettra

de donner plus de visibilité et de rayonnement aux initiatives de la société civile en faveur de l'Europe « de » et « à » Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

Pour le Pôle solidarité et partenariats internationaux :

- *le versement d'une subvention de 6 000 € à l'association Zichron Menahem,*
- *le versement d'une subvention de 4 000 € à l'association PasSages,*
- *le versement d'une subvention de 1 000 € pour l'association C'est tout un art.*

Pour le Pôle Europe :

- *le versement d'une subvention de 3 000 € à l'association Quinz'art,*
- *le versement d'une subvention de 1 500 € à l'association SPECQUE – Délégation de Strasbourg,*
- *le versement d'une subvention de 2 000 € à l'association Ensemble pour l'Europe de Strasbourg.*

décide

- *d'imputer la dépense de 11 000 € du Pôle solidarité et partenariats internationaux sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature 6574, programme 8052, activité AD06C dont le disponible avant le présent conseil est de 88 000 €,*

- *d'imputer la dépense de 6 500 € du Pôle Europe sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature 6574, programme 8051, activité AD06B dont le disponible avant le présent conseil est de 242 200 €.*

autorise

le Maire ou son représentant à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Attribution de subventions dans le cadre des relations européennes et internationales
Conseil Municipal du 25 juin 2018

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Zichron Menahem	Camp d'été pour enfants malades	17 000 €	6 000 €	-
Association PasSages	Echange culturel et citoyen avec Oran	7 000 €	4 000 €	3 500 €
Association C'est tout un art	Tournée de contes à Fès et sa région	3 000 €	1 000 €	-
Quinz'art	Exposition franco-allemande	3 000 €	3 000 €	3 000 €
Association SPECQUE	Déplacement d'étudiants strasbourgeois à Montréal pour une simulation du Parlement européen	6 717 €	1 500 €	500 €
Association Ensemble pour l'Europe de Strasbourg	Création et animation d'un site internet pour les associations européennes de Strasbourg	3 000 €	2 000 €	-

62

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Reconduction du projet d'échange de jeunes volontaires européens dans le cadre du réseau du Club de Strasbourg (septembre 2018- août 2019).

Pour la troisième année consécutive, la Ville de Strasbourg réaffirme son engagement en faveur de la mobilité européenne et internationale des jeunes, à travers le projet d'échanges réciproques de jeunes volontaires européens qu'elle organise avec les villes membres du Club de Strasbourg.

Dix jeunes Strasbourgeois et issus des villes européennes partenaires réaliseront à partir de septembre 2018 et pour une durée de 9 à 12 mois des missions d'intérêt général, au service des citoyens européens, dans des domaines aussi divers que la lutte contre les discriminations, l'éducation à la citoyenneté européenne, la vie étudiante, la petite enfance.

Depuis le lancement en 2016, des impacts déjà positifs pour les bénéficiaires ont été mesurés : notamment en termes d'accès à une formation et à l'emploi.

Ce projet s'inscrit dans une démarche multi-partenariale qui associe à la fois le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'Union européenne à travers le programme Erasmus + et la société civile, à travers les associations locales, membres du Comité de pilotage Jeunesse européenne, qui s'impliquent pour que des jeunes de tous les quartiers, sans restriction liée au niveau d'études, puissent participer.

Chacune des villes partenaires impliquées dans le projet contribue à son financement. Pour la Ville de Strasbourg, le coût total lié à l'accueil des jeunes volontaires européens pendant neuf mois et au départ des volontaires Strasbourgeois est de 45 240 € et comprend :

- Les frais d'hébergement en chambres étudiantes : 13 500 €.

- Les frais d'alimentation : 16 200 €. Les jeunes volontaires européens bénéficieront chacun, au cours de la période d'accueil, du mois de novembre 2018 et jusqu'au mois de mai 2019 inclus, du versement mensuel d'une bourse d'un montant de 300 €, destinée à l'alimentation et aux transports. Un bon d'achat destiné à l'alimentation, d'un montant équivalent (300 €), leur sera adressé pour les mois de septembre et d'octobre 2018.

- Les frais liés à la prestation de l'organisation coordinatrice ICE-Réseau Francophone : 15 540 € : l'association organise deux séminaires linguistiques et culturels pour chaque volontaire lors de la durée du projet. Elle assure un soutien

permanent aux jeunes dans leurs démarches administratives avant, pendant et après le volontariat.

Sous réserve de la sélection du projet dans le cadre de l'appel à projets Jeunesse IV, le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères contribuera au financement des actions proposées à hauteur de 5 000 €. La Ville de Strasbourg fait partie des villes lauréates des précédents appels « Jeunesse I » et « Jeunesse III ».

Sous réserve de la validation du dossier par le programme Erasmus +, la ville de Strasbourg pourra percevoir de l'Union européenne un soutien estimé à 25 855,20 €.

L'argent de poche perçu par chacun des jeunes volontaires européens (115 € par mois) est directement versé par l'association ICE-Réseau Francophone aux jeunes volontaires.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

La reconduction du dispositif d'accueils et d'envois de jeunes volontaires européens dans le cadre du dispositif de Service Volontaire Européen (SVE).

Le versement mensuel à chacun des six jeunes volontaires européens accueillis au sein des services de la municipalité d'une bourse de 300 €, au cours de la période d'accueil, du mois de novembre 2018 au mois de mai 2019 inclus.

décide

- *d'imputer les dépenses de fonctionnement 2018-2019 sur le CRB AD06B du Pôle Europe,*

- *d'encaisser une recette d'approximativement 57 % des dépenses engagées par la Ville de Strasbourg (environ 25 855,20 €) de l'association ICE-Réseau Francophone, au terme du projet en 2019,*

- *d'encaisser une recette de 11 % des dépenses engagées par la ville de Strasbourg (5 000 €) du Ministère des affaires étrangères et du développement international au terme du projet en 2019.*

autorise

le Maire ou son représentant à signer tout acte lié à la mise en œuvre de ce dispositif.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

63

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg.

Il est proposé d'attribuer pour un montant total de 108 900 € les subventions suivantes :

Association Animation Vies de Quartiers	**3 450 €**

Organisation de la fête du quartier « Orangerie – Conseil des XV - Rotterdam - Spach», le 1er juillet 2018, place Arnold.

ELLESAUSSI	**4 700 €**

Organisation des Automnales de l'Elsau, le 22 septembre 2018, rue Watteau.

Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin - CDAFAL	**1 700 €**

Fête familiale, le 1er juillet 2018, Parc des Poteries, en partenariat avec les associations du quartier.

Association Art Puissance Art	**30 000 €**

Participation à la scénographie du Festival des Arts de la Rue de Strasbourg (FARSe), du 10 au 12 août 2018.

Les Talents de Hautepierre	**1 000 €**

14ème édition de « Jazz à Cro », du 30 juin au 1er juillet 2018, square St Florent.

Compagnie Mistral Est	**4 000 €**

Parade déambulatoire dans le cadre du 50ème anniversaire de l'Elsau, le 15 septembre 2018.

Association pour la création de l'Institut Européen d'Ethique Alimentaire	**50 000 €**

Organisation de conférences dans le cadre de la cinquième édition des rendez-vous de l'éthique alimentaire de Strasbourg. Ces rencontres se dérouleront principalement à l'UGC Ciné Cité et à la librairie Kléber, les 9 et 10 novembre 2018.

Dodekazz	**17 500 €**

Dodekazz porte le Festival Contre-temps dont la quinzième édition se déroulera du 7 au 17 juin 2018. Le festival est consacré aux musiques afro et latino-américaines ainsi qu'aux courants électroniques qui les accompagnent. Le festival révèle au public les multiples facettes des cultures urbaines par des actions telles que la Graffiti jam qui se déroule sur le parvis de la médiathèque Malraux, la soirée « split mix » au cinéma Star, les concerts et masterclass donnés au Shadok ainsi que le rassemblement musical de plein air intitulé « les pelouses sonores » au Jardin des Deux Rives qui attire un public chaque année plus nombreux. Cette action est également soutenue par la Direction de la Culture à hauteur de 30 000 € (CM du 16 avril 2018).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement des subventions suivantes par le service Evénements en faveur de :

Association Animation Vies de Quartiers	*3 450 €*
ELLESAUSSI	*4 700 €*
Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin - CDAFAL	*1 700 €*
Association Art Puissance Art	*30 000 €*
Les Talents de Hautepierre	*1 000 €*
Compagnie Mistral Est	*4 000 €*
Association pour la création de l'Institut Européen d'Ethique Alimentaire	*50 000 €*
Dodekazz	*17 500 €*

le crédit nécessaire pour le mandatement de ces subventions, soit 108 900 € est disponible sur le compte : "fonction : 33, nature : 6574, programme 8038, activité : PC02B" dont le disponible avant le présent Conseil est de 272 066 €.

Autorise

Le Maire ou son représentant à signer les arrêtés et conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Association Animation Vies de Quartiers	Subvention affectée	3 500 €	3 450 €	3 450 €
ELLESAUSSI	Subvention affectée	7 340 €	4 700 €	4 700 €
Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin - CDAFAL	Subvention affectée	2 633 €	1 700 €	
Association Art Puissance Art	Subvention affectée	30 000 €	30 000 €	30 000 €
Les Talents de Hautepierre	Subvention affectée	1 500 €	1 000 €	1 000 €
Compagnie Mistral Est	Subvention affectée	9 000 €	4 000 €	
Association pour la création de l'Institut Européen d'Ethique Alimentaire	Subvention affectée	50 000 €	50 000 €	40 000 €
Dodekazz	Subvention affectée	50 000 €	17 500 €	17 500 €

64

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Attribution de subventions aux associations socioculturelles.

Le présent rapport porte sur l'attribution de subventions pour un montant total de 164 390 €.

I. Subventions d'équipement :

Association d'Education Populaire Fritz Stephan **4 800 €**
La subvention est destinée à soutenir l'association dans l'installation d'un système d'assainissement autonome et de filtration des eaux usées produites par le centre de vacances Fritz Stephan à Waldersbach. Cet équipement permet d'accueillir enfants, jeunes, adultes et familles dans le cadre de séjours courts ou longs (42 groupes pendant 72 nuits en 2017).

II. Subventions de fonctionnement :

Troc Savoirs, réseau d'échanges réciproques de savoirs de Strasbourg **2 500 €**
La subvention est destinée à soutenir le fonctionnement général de l'association, basée à la Montagne Verte. Les « Réseaux d'Echanges Réciproques de Savoirs » permettent aux personnes d'échanger leurs savoirs dans le but d'enrichir leurs compétences mutuelles, le tout sans rapport d'argent. L'association met en réseau offreurs et demandeurs dont le chiffre est en constante augmentation depuis sa création (431 offres et demandes en 2016 / 407 offres et demandes en 2015).

Association Strasbourg Méditerranée **20 000 €**
L'association sollicite une subvention afin de préparer la 11ème édition 2019 du festival Strasbourg-Méditerranée et organiser la 6ème édition des rencontres de Strasbourg Méditerranée 2018 sur le thème de la guerre dans leurs différentes formes nationalistes, impériales, coloniales, ethniques, sociales, identitaires…, et de l'enseignement de la paix: au travers de rencontres littéraires, d'expositions "Alsace, présence des suds", "Les poilus d'ailleurs", de projection de film "Adama, le monde des souffles" au CSC Camille Claus, d'expo-ateliers "Calli-méditerranée" au CSC Victor Schœlcher, spectacles, etc.

III. Subventions pour projet :

Fédération départementale des Centres sociaux et socio-culturels du Bas-Rhin **3 000 €**

La Fédération départementale se propose de porter un projet collectif entre 13 CSC (dont 11 de Strasbourg) visant à permettre aux enfants de se rencontrer, d'apprendre à se connaître, de sortir de leur quartier, de s'entraider au travers de la réalisation d'un livre collectif, qui s'inventera au fur et à mesure des rencontres. Le projet comprend également l'élaboration d'une exposition retraçant les différentes étapes de création du livre pour valoriser l'investissement des enfants, qui sera présentée lors des Journées Professionnelles de l'Animation Globale (JPAG) prévues en novembre 2018. Plusieurs temps festifs et de rencontres, notamment avec les parents sont prévus de juin à décembre durant le temps de la réalisation du livre.

Scouts et Guides de France **1 000 €**

Le groupe des pionniers et caravelles de Neudorf sollicite une aide financière afin de l'aider à réaliser un projet de rencontre internationale en Roumanie du 7 au 22 juillet 2018. Il s'agit de l'organisation d'un camp d'été de deux semaines en jumelage avec un groupe de scouts roumains. Les objectifs du projet sont rencontrer l'Autre, favoriser le vivre ensemble et vivre une expérience interculturelle et européenne au travers entre autre d'actions de sensibilisation à la nature et à l'environnement et de découvertes culturelles.

IV. Attribution d'une première tranche de subventions pour l'organisation d'accueils de loisirs sans hébergement (ALSH)

Il est proposé d'attribuer une première tranche de subventions pour le fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement pour la période du 1er septembre 2017 au 31 août 2018 pour un montant total de **133 090 €.**

La ville de Strasbourg participe au fonctionnement de ces accueils de loisirs sans hébergement par l'attribution d'une subvention sous forme d'un taux journalier par enfant.

Ce taux varie selon la formule choisie :
- pour l'A.L.S.H. sans repas : 1,50 € par jour et par enfant,
- pour l'A.L.S.H. avec repas à Strasbourg : 3 € par jour et par enfant,
- pour l'A.L.S.H. avec sortie : 4 € par jour et par enfant.

Il est proposé, comme les années précédentes, de verser la subvention en deux étapes :
- une première tranche correspondant à 50 % de la somme accordée l'année précédente,
- la seconde, à la clôture de l'activité d'été, sur présentation de listes de présence et d'un récapitulatif certifié conforme par le responsable de l'association.

Les premières tranches soumises à l'approbation du Conseil s'élèvent respectivement à :

Association Populaire Joie et santé Koenigshoffen	**3 090 €**
ARES - Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	**7 150 €**
Association du centre social et culturel de l'Elsau	**3 200 €**

Association du centre social et culturel de Hautepierre – Le Galet	**4 110 €**
Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau	**6 560 €**
Association du centre social et culturel du Neuhof	**4 830 €**
Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale	**5 420 €**
Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize	**6 610 €**
Association du centre social et culturel Victor Schœlcher	**7 810 €**
Association du centre socio-culturel de Neudorf	**4 850 €**
Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	**1 220 €**
Association du centre social et culturel de la Montagne-Verte	**3 470 €**
Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	**3 480 €**
Centre culturel et social Rotterdam	**5 460 €**
Organisation populaire et familiale des activités de loisirs – OPFAL	**3 890 €**
Centre des Jeunes	**6 290 €**
Jeunesse Loubavitch de Strasbourg	**10 810 €**
Association d'éducation populaire St Ignace	**3 200 €**
Strasbourg Université Club	**6 110 €**
Association Lupovino	**520 €**
Association la Croisée des Chemins	**10 060 €**
Association Sportive P.T.T. de Strasbourg	**2 210 €**
Association Les Disciples	**1 760 €**
CSF APFS Neudorf	**320 €**
Association Porte Ouverte	**1 460 €**
Club Sportif de Hautepierre	**2 390 €**
Garderie-Restaurant la Clé des Champs – Centre de loisirs et d'animation éducatifs	**4 420 €**
La Buissonnière de l'Aar	**2 480 €**
Unis vers le Sport	**2 430 €**
Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des Œuvres Laïques du Bas-Rhin	**2 720 €**
Association Maison des jeux de Strasbourg	**2 250 €**
Association Sport et Loisirs Constantia	**1 110 €**
Association Eurométropole Strasbourg Taekwondo	**1 400 €**
TOTAL	**133 090 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré
approuve

1. *l'allocation d'une subvention d'équipement :*

Association d'Education Populaire Fritz Stephan	*4 800 €*

Les crédits nécessaires, soit 4 800 €, sont ouverts sous Activités DL03 – Programme 7017 – Fonction 422 – Nature 20421 – dont le montant disponible avant le présent conseil est de 236 271 €.

2. *l'allocation de subventions de fonctionnement :*

Troc Savoirs, réseau d'échanges réciproques de savoirs de Strasbourg	*2 500 €*
Association Strasbourg Méditerranée	*20 000 €*

3. *l'allocation de subventions pour projet :*

Fédération départementale des Centres sociaux et socio-culturels du Bas-Rhin	*3 000 €*
Scouts et Guides de France	*1 000 €*

4. *l'attribution d'une première tranche de subventions pour l'organisation d'accueils de loisirs sans hébergement (ALSH)*

Association Populaire Joie et santé Koenigshoffen	*3 090 €*
ARES - Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	*7 150 €*
Association du centre social et culturel de l'Elsau	*3 200 €*
Association du centre social et culturel de Hautepierre – Le Galet	*4 110 €*
Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau	*6 560 €*
Association du centre social et culturel du Neuhof	*4 830 €*
Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale	*5 420 €*
Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize	*6 610 €*
Association du centre social et culturel Victor Schœlcher	*7 810 €*
Association du centre socio-culturel de Neudorf	*4 850 €*
Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	*1 220 €*
Association du centre social et culturel de la Montagne-Verte	*3 470 €*
Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	*3 480 €*
Centre culturel et social Rotterdam	*5 460 €*
Organisation populaire et familiale des activités de loisirs – OPFAL	*3 890 €*
Centre des Jeunes	*6 290 €*

Jeunesse Loubavitch de Strasbourg	*10 810 €*
Association d'éducation populaire St Ignace	*3 200 €*
Strasbourg Université Club	*6 110 €*
Association Lupovino	*520 €*
Association la Croisée des Chemins	*10 060 €*
Association Sportive P.T.T. de Strasbourg	*2 210 €*
Association Les Disciples	*1 760 €*
CSF APFS Neudorf	*320 €*
Association Porte Ouverte	*1 460 €*
Club Sportif de Hautepierre	*2 390 €*
Garderie-Restaurant la Clé des Champs – Centre de loisirs et d'animation éducatifs	*4 420 €*
La Buissonnière de l'Aar	*2 480 €*
Unis vers le Sport	*2 430 €*
Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des Œuvres Laïques du Bas-Rhin	*2 720 €*
Association Maison des jeux de Strasbourg	*2 250 €*
Association Sport et Loisirs Constantia	*1 110 €*
Association Eurométropole Strasbourg Taekwondo	*1 400 €*
TOTAL	***133 090€***

Les crédits nécessaires, soit 159 590 €, sont ouverts sous Activité DL03B – Nature 6574 - Fonction 422- Programme 8013 dont le disponible avant le présent Conseil est de 2 693 700 €.

autorise

le Maire ou son représentant à signer les conventions et les décisions attributives relatives aux subventions.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Conseil Ville du 25 juin 2018 **Elu : M. CAHN**

Association	Nature de la sollicitation	montant demandé	montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
1. Allocation d'une subvention d'équipement				
Association d'Education Populaire Fritz Stephan	Investissement	4 800	4 800	-
SOUS-TOTAL		**4 800**	**4 800**	**0**
2. Allocation de subventions de fonctionnement				
Troc Savoirs, réseau d'échanges réciproques de savoirs de Strasbourg	Fonctionnement	2 500	2 500	2 500
Association Strasbourg Méditerranée	Fonctionnement	35 000	20 000	20 000 (n-2)
SOUS-TOTAL		**37 500**	**22 500**	**22 500**
3. Allocation de subventions pour projet				
Fédération départementale des Centres sociaux et socio-culturels du Bas-Rhin	Projet	5 000	3 000	-
Scouts et Guides de France	Projet	2 870	1 000	-
SOUS-TOTAL		**7 870**	**4 000**	**0**
4. Allocation d'une première tranche de subventions pour l'organisation d'accueils de loisirs sans hébergement (ALSH)				
Accueils de loisirs sans hébergement (Acompte pour 33 associations)	Fonctionnement	-	133 090	133 523
SOUS-TOTAL		**0**	**133 090**	**133 523**
TOTAL FONCTIONNEMENT			**159 590**	
TOTAL INVESTISSEMENT			**4 800**	
MONTANT TOTAL			**164 390**	

A.L.S.H acompte subvention septembre 2017 - août 2018

Subvention ALSH	Subvention versée en 2017	*Acompte 2018 (50 % du réalisé N-1)*	Acompte 2018 (arrondie à la dizaine >)
Association Populaire Joie et santé Koenigshoffen	**6 170 €**	*3085,00*	**3 090 €**
ARES - Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	**14 300 €**	*7150,00*	**7 150 €**
Association du centre social et culturel de l'Elsau	**6 390 €**	*3195,00*	**3 200 €**
Association du centre social et culturel de Hautepierre – Le Galet	**8 220 €**	*4110,00*	**4 110 €**
Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau	**13 120 €**	*6560,00*	**6 560 €**
Association du centre social et culturel du Neuhof	**9 660 €**	*4830,00*	**4 830 €**
Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale	**10 830 €**	*5415,00*	**5 420 €**
Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize	**13 210 €**	*6605,00*	**6 610 €**
Association du centre social et culturel Victor Schœlcher	**15 610 €**	*7805,00*	**7 810 €**
Association du centre socio-culturel de Neudorf	**9 700 €**	*4850,00*	**4 850 €**
Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	**2 440 €**	*1220,00*	**1 220 €**
Association du centre social et culturel de la Montagne-Verte	**6 930 €**	*3465,00*	**3 470 €**
Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	**6 960 €**	*3480,00*	**3 480 €**
Centre culturel et social Rotterdam	**10 910 €**	*5455,00*	**5 460 €**
Organisation populaire et familiale des activités de loisirs – OPFAL	**7 770 €**	*3885,00*	**3 890 €**
Centre des Jeunes	**12 580 €**	*6290,00*	**6 290 €**
Jeunesse Loubavitch de Strasbourg	**21 610 €**	*10805,00*	**10 810 €**
Association d'éducation populaire St Ignace	**6 400 €**	*3200,00*	**3 200 €**
Strasbourg Université Club	**12 220 €**	*6110,00*	**6 110 €**
Association Lupovino	**1 040 €**	*520,00*	**520 €**
Association la Croisée des Chemins	**20 120 €**	*10060,00*	**10 060 €**
Association Sportive P.T.T. de Strasbourg	**4 410 €**	*2205,00*	**2 210 €**
Association Les Disciples	**3 510 €**	*1755,00*	**1 760 €**
CSF APFS Neudorf	**630 €**	*315,00*	**320 €**
Association Porte Ouverte	**2 920 €**	*1460,00*	**1 460 €**
Club Sportif de Hautepierre	**4 780 €**	*2390,00*	**2 390 €**
Garderie-Restaurant la Clé des Champs – Centre de loisirs et d'animation	**8 840 €**	*4420,00*	**4 420 €**
La Buissonnière de l'Aar	**4 950 €**	*2475,00*	**2 480 €**
Unis vers le Sport	**4 850 €**	*2425,00*	**2 430 €**
Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des Œuvres Laïques du Bas-	**5 440 €**	*2720,00*	**2 720 €**
Association Maison des jeux de Strasbourg	**4 500 €**	*2250,00*	**2 250 €**
Association Sport et Loisirs Constantia	**2 220 €**	*1110,00*	**1 110 €**
Association Eurométropole Strasbourg Taekwondo	**2 790 €**	*1395,00*	**1 400 €**
TOTAL	**266 030 €**	*133 015 €*	**133 090 €**

65

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Renouvellement des Conventions Pluri annuelles d'Objectifs sur la période 2018 - 2021 entre la Ville de Strasbourg et les Centres Socio Culturels (CSC) et Espaces de Vie Sociale (EVS) dans le cadre de la démarche d'évaluation partagée inter financeurs.

I. Contexte général : rappel de la mise en place d'une démarche d'évaluation partagée inter financeurs de l'action menée par les associations socioculturelles sur la Ville de Strasbourg en 2017

La ville de Strasbourg entretient depuis de nombreuses années des relations étroites avec les centres socioculturels, les associations socioculturelles et d'éducation populaire, partenaires incontournables de l'action publique dans nos quartiers auprès et avec les familles strasbourgeoises.
Ces dernières agissent quotidiennement auprès des enfants, des jeunes et des familles en proposant de nombreuses actions visant à renforcer la cohésion sociale, la diversité et la mixité et à contribuer au vivre ensemble, permettant l'engagement et la participation des habitants, soutenant le partenariat et les initiatives collectives, offrant des lieux d'accueil, d'écoute et de débat pour tous publics et particulièrement en faveur de l'enfance et la jeunesse.

C'est pourquoi la ville de Strasbourg développe une politique forte en matière d'accompagnement de ces structures. Ce soutien s'est notamment traduit par l'attribution de subventions d'un montant total de 8,7 millions pour les 26 associations concernées en 2017[1], le renouvellement des conventions de mise à dispositions de patrimoine immobilier pour la période 2017 – 2020[2] et la réalisation de diverses opérations d'investissement (construction, réhabilitation, mises aux normes sécurité incendie et accessibilité) dans plusieurs équipements.

Soucieuse de réaffirmer, valoriser et poursuivre cet engagement, la Ville a souhaité renouveler les conventions pluri annuelles d'objectifs avec l'ensemble des centres socioculturels et associations socioculturelles agissant sur le territoire strasbourgeois afin d'offrir un cadre d'action commun, partagé et pérennisé pour quatre années.

Dans ce cadre, le conseil municipal du 25 septembre 2017 a acté l'engagement de la ville de Strasbourg dans la démarche d'évaluation partagée de l'action menée par les Centres

[1] dont 6,8 millions par le service Vie associative pour assurer leur fonctionnement quotidien ;
[2] 30 sites représentant près de 28 000 m² d'une valeur locative de plus de 2,15 millions d'euros par an, mis à disposition gratuitement des associations (cf. article L 2125-1 du CG3P).

socioculturels et Espaces de Vie sociales aux côtés de la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin et du Conseil Départemental du Bas-Rhin.

Aussi, le renouvellement des nouvelles Conventions pluri annuelles d'Objectifs s'inscrit désormais dans cette démarche.

Ce renouvellement repose sur un double enjeu. Il s'agit tout d'abord, de favoriser le renforcement du partenariat et la collaboration effective entre les trois institutions aux côtés de leurs partenaires associatifs. C'est aussi un outil d'appui à la simplification administrative pour les associations et une optimisation du temps consacré à l'évaluation qui répond à une demande forte et ancienne des associations concernées.
L'évaluation, désormais menée conjointement par l'ensemble des partenaires tout en maintenant les contractualisations propres à chacun[3], est réalisée sur la base d'objectifs partagés communs aux quatre parties et d'un calendrier de contractualisation identique et harmonisé entre les trois financeurs sur des périodes de quatre ans.

Enfin, les trois financeurs de droit commun, la Ville, la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin et le Conseil Départemental du Bas-Rhin ont défini sept priorités socioculturelles partagées qui sont les suivantes :

- *Favoriser la participation et l'engagement des habitants*
- *Soutenir le partenariat et les initiatives*
- *Proposer des lieux d'accueil, d'écoute et de débat*
- *Assurer la diversité et la mixité*
- *Etre acteur de l'accompagnement des parents*
- *Agir en faveur de la jeunesse*
- *Agir en faveur de l'enfance (priorité spécifique à la Ville et à la CAF du Bas-Rhin)*

Les 26 associations concernées (14 centres socioculturels, 10 espaces de vie sociale et 2 associations non territorialisées) ont été regroupées en dix territoires et réparties en 3 groupes lissés dans le temps.
Le groupe 1 concerne les associations des territoires de Hautepierre, de la Montagne Verte, de l'Elsau, de Koenigshoffen, de la Robertsau et de la Cité de l'Ill ainsi que la Maison des associations. Leurs conventions pluriannuelles d'objectifs ont été renouvelées pour la période 2017 – 2020 et approuvées par le conseil municipal du 25 septembre 2017 et feront l'objet d'une première évaluation au courant de l'année 2018.

Il s'agit dans le cadre de cette délibération de proposer au conseil municipal d'approuver le renouvellement des conventions pluriannuelles d'objectifs des associations du groupe 2 pour la période 2018 – 2021.

II. <u>Renouvellement des conventions pluri annuelles d'objectifs entre la ville de Strasbourg et les associations socioculturelles pour la période 2018 – 2021</u>

[3] Conventions Pluri annuelles d'Objectifs pour la Ville, Contrat de Projet pour la Caisse, Contrat d'Objectifs pour le Département.

Ces nouvelles conventions pluri annuelles d'objectifs sont conclues entre la ville de Strasbourg et les associations socioculturelles qui œuvrent sur les territoires du Centre/ Gare, de la Krutenau, de Neudorf, de la Musau, du Port du Rhin ainsi qu'avec une association non territorialisée pour une durée de quatre ans de 2018 à 2021.

Le renouvellement de ces contractualisations permet entre autre de poursuivre la relation de dialogue, de concertation et de partage d'objectifs avec ces associations et d'inscrire cette relation dans un cadre sécurisé pour quatre années.
Par ailleurs, ces sept associations ont bénéficié en 2017 d'un soutien de la Ville de Strasbourg s'élevant à 2,13 millions d'euros afin de leur permettre de mener à bien leurs actions au profit des strasbourgeois-ses.

Les enjeux du renouvellement de ces contractualisations sont :
- d'inscrire l'étroite collaboration inter financeurs aux côtés de nos partenaires associatifs dans les sept priorités socioculturelles partagées mentionnées précédemment et déclinées dans l'annexe « Référentiel démarche d'évaluation partagée » jointe au présent rapport ;
- de souligner les deux principales priorités de la ville de Strasbourg en lien avec ses partenaires, soit les actions en faveur de l'enfance ainsi que les actions en faveur de la jeunesse ;
- de reconnaître et valoriser les projets associatifs et/ou sociaux de nos partenaires socioculturels ;
- de confirmer les jalons d'une nouvelle relation entre les associations et la collectivité en poursuivant la démarche de concertation et de définition d'objectifs partagés initiée en 2013 ;
- de sécuriser les relations entre la collectivité et les associations en contractualisant de manière pluriannuelle et par conséquent d'agir en faveur de la pérennisation des actions et projets mis en œuvre au profit des habitants-tes ;
- et de poursuivre l'engagement de chaque partie dans la logique de suivi et d'évaluation partagée.

Pour ce faire, il est proposé au Conseil municipal d'autoriser le Maire à renouveler et signer les conventions pluri annuelles d'objectifs 2018 – 2021, jointes au présent rapport, avec les centres socioculturels, Espace de Vie sociale et association non territorialisée suivants :

Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize

Association Porte Ouverte

Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau

Association du centre socio-culturel de Neudorf

Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts

Organisation populaire et familiale des activités de loisirs - OPFAL

Association Gospel Kids

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le renouvellement des Conventions Pluri annuelles d'Objectifs conclues pour la période 2018-2021 entre la Ville de Strasbourg et les associations socioculturelles suivantes :

Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize

Association Porte Ouverte

Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau

Association du centre socio-culturel de Neudorf

Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts

Organisation populaire et familiale des activités de loisirs - OPFAL

Association Gospel Kids

autorise

le Maire ou son représentant à signer ces conventions et tout document y afférent.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

CONVENTION PLURIANNUELLES D'OBJECTIFS 2018-2021

Entre :

- la Ville de Strasbourg, dénommée la Ville, représentée par son Maire, Roland RIES, et

- l'association du Centre socioculturel du Fossé des Treize, ci-après dénommée l'Association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro 84 – volume XXVIII, et dont le siège est 6 rue Finkmatt à 67000 STRASBOURG, représentée par son Président, M. Pierre FICKINGER.

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018.

PREAMBULE

La Ville de Strasbourg a la volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable.
La présente convention s'inscrit pleinement dans cette démarche partenariale, fondée sur la confiance, le respect et le dialogue entre les deux parties.
Elle permet de définir des objectifs partagés, base de la contractualisation et les modalités de leur évaluation.
Elle précise également la capacité pour l'Association à participer au développement des actions soutenues par la Collectivité.
Elle est fondée sur l'évaluation des actions engagées et sur la connaissance des projets de l'Association.
Par ailleurs, cette convention d'objectifs est accompagnée de deux autres conventions : une convention financière déterminant le montant et les modalités d'attribution de la subvention et une convention de mise à disposition de locaux.

TITRE I - OBJET DE LA CONVENTION

Article 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, la Ville et l'Association définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de 4 ans à compter du 1er janvier 2018.
Elle ne peut donner lieu à renouvellement tacite. Sa reconduction devra être sollicitée de manière formelle au moins six mois avant son échéance.

TITRE II - LES OBJECTIFS

Article 3 : Les priorités socioculturelles de la Ville de Strasbourg partagées avec la Caisse d'Allocations Familiales du Bas Rhin et le Conseil Départemental du Bas Rhin

La Ville de Strasbourg réaffirme les valeurs auxquelles elle est profondément attachée et exprime sa volonté de renforcer son partenariat et son soutien aux actions et initiatives des associations qui s'inscrivent pleinement dans les priorités partagées avec ses partenaires :

Favoriser la participation et l'engagement des habitants

- Développer la participation et la prise de responsabilités par les habitants et les bénévoles
- Favoriser la participation des habitants à la vie de la Cité et encourager la prise de parole dans les instances de démocratie locale
- Associer les habitants à la définition des projets
- Prendre en compte les attentes des habitants dans la mise en œuvre des projets

Soutenir le partenariat et les initiatives

- Soutenir le développement des initiatives collectives et de la vie associative
- Organiser le recueil, la construction et la mise en œuvre de la demande en veillant à ce que les réponses soient innovantes et adaptées aux attentes et aux rythmes du public
- Aider à la formation des acteurs, l'organisation de groupes, accompagner vers leur autonomie
- Organiser la concertation et la coordination avec les acteurs du territoire
- Développer les liens sociaux, les solidarités et les initiatives locales

Proposer des lieux d'accueil, d'écoute et de débat

- Organiser une fonction d'accueil et d'écoute des habitants, des familles et des jeunes des groupes informels ou des associations
- Veiller à adapter les plages et amplitude d'ouverture aux besoins des publics
- S'inscrire en partenaire de l'éducation à la citoyenneté et de la prévention des conduites à risques

Assurer la diversité et la mixité

- Assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés
- Développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population du territoire
- Favoriser et consolider les mixités entre les générations, entre les catégories sociales, entre les genres, entre les origines culturelles, entre les cultures… et permettre l'échange et la connaissance mutuelle dans le respect de chacun
- Mettre en œuvre des partenariats entre les acteurs locaux, en vue de développer la mixité et la diversité

Etre acteur de l'accompagnement des parents

- Développer des actions par référence aux orientations du schéma départemental d'accompagnement des parents
- Prendre en compte les problématiques du territoire ;
- Donner place aux parents dans la définition des actions et dans leur évaluation
- Agir en concertation avec les acteurs du territoire

Agir en faveur de la jeunesse

- Proposer un lieu d'émancipation, d'autonomie, de responsabilisation et d'éducation à la citoyenneté
- Soutenir l'engagement et la participation des jeunes
- Veiller à proposer des temps d'accueil adaptés aux rythmes et aux besoins des jeunes : des pré-adolescents jusqu'aux jeunes adultes
- Intervenir en faveur de l'éducation, des loisirs, de l'insertion, de l'engagement ou encore de l'autonomie des jeunes

Agir en faveur de l'enfance

- Participer aux côtés de familles à la coéducation des enfants
- Permettre l'accès aux loisirs tout au long de l'année, en période scolaire et en période de vacances
- Participer à la socialisation des enfants et permettre l'apprentissage

Article 4 : Les objectifs de l'association

Projet social sur le secteur Halles - Tribunal

AXE 1 : Renforcer le lien social et développer la participation et l'implication des habitants

- Renforcer et varier les lieux d'animation au sein du quartier en lien avec les partenaires locaux
- Développer des lieux d'échanges et d'émergences d'idées pour les habitants (jeunes, adultes…)
- Favoriser la mixité sociale, culturelle et intergénérationnelle
- Valoriser les habitants dans leur implication

AXE 2 : Promouvoir et soutenir les solidarités, face aux fragilités sociales

- Réfléchir à l'accessibilité pour tous à nos actions
- Consolider les relations parents/enfants
- Rompre l'isolement, via la dynamique de groupe favorisant le partage des expériences, compétences….
- Se positionner comme relai auprès des partenaires dans l'accompagnement des personnes fragiles

AXE 3 : Créer les conditions favorables à l'épanouissement de chacun à travers l'éducation et la culture

- Promouvoir et valoriser les ateliers, via des représentations hors les murs
- Consolider les partenariats avec les établissements scolaires dans le cadre de la continuité éducative

- Promouvoir l'ouverture en proposant des activités accessibles à tout le monde (allophones, personnes handicapées…)
- Sensibiliser et éveiller à la conscience citoyenne dès le plus jeune âge

Projet social sur la Gare

AXE 1 : Aller à la rencontre des habitants, se faire connaître et reconnaître
- Renforcer l'animation du quartier via des actions de proximité
- Favoriser la rencontre des publics pour rompre l'isolement de certains habitants notamment parmi les plus isolés
- Favoriser la mixité sociale, culturelle et intergénérationnelle
- Faire découvrir les activités du CSC

AXE 2 : Promouvoir et soutenir les solidarités, face aux fragilités sociales
- Renforcer le soutien et l'accompagnement des Parents sur le territoire
- Développer l'accompagnement des familles et des enfants allophones, en partenariat avec les écoles
- Développer des projets parents/enfants
- Se positionner comme relai auprès des partenaires dans l'accompagnement des personnes fragiles
- Développer l'animation jeunesse, pour éviter un décrochage des jeunes

AXE 3 : Contribuer aux dynamiques partenariales en apportant notre savoir faire
- Développer des projets communs avec les associations existantes
- Participer au collectif gare et être force de proposition
- Venir en soutien de la vie associative

Article 5 : Les objectifs partagés et leur déclinaison

La définition d'objectifs partagés est une étape centrale et essentielle dans ce processus de conventionnement entre la Ville et l'association.
Elle souligne et renforce les relations partenariales, basées sur la concertation et la complémentarité, éléments moteurs dans la mise en cohérence des orientations politiques et des projets déclinés dans les territoires, afin de répondre de la manière la plus pertinente possible aux besoins et attentes des familles strasbourgeoises.

Dans ce cadre, l'association, la Ville de Strasbourg, la Caisse d'Allocations Familiales du Bas Rhin et le Conseil Départemental du Bas Rhin définissent ensemble des objectifs partagés que l'association décline en objectifs opérationnels, en actions et en résultats attendus (cf. annexe). Un canevas unique d'évaluation est élaboré sur la base d'un référentiel commun.

TITRE III : LES MOYENS

Article 6 : La subvention versée par la Ville à l'association

Pendant la durée de la convention, la Ville s'engage à soutenir financièrement les actions permettant la réalisation des objectifs prévus à l'article 5.

Les modalités de financements pourront tenir compte de la situation sociale des territoires et des efforts menés pour assurer l'accès de toutes les familles aux projets et actions de l'association.
La Ville de Strasbourg entamera une démarche de réflexion sur la critérisation de la subvention de fonctionnement pouvant aller jusqu'au fléchage de cette dernière.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière spécifique définissant chaque année le montant et les modalités de l'attribution de la subvention de fonctionnement de la Ville.

TITRE IV : LE DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

L'évaluation est un outil que se donnent les parties, pour apprécier la validité de leurs objectifs initiaux, des conditions de leur réalisation, des raisons éventuelles qui peuvent justifier des écarts entre les objectifs initiaux et leur réalisation finale et enfin les mesures d'amélioration et/ou de réajustement qui sont à entreprendre.
De manière générale, l'évaluation doit permettre :

- de faire travailler ensemble les acteurs et les partenaires sur des objectifs partagés ;
- de déterminer la pertinence d'un projet et par conséquent d'être un outil d'aide à la décision et un facteur de mobilisation d'une équipe ;
- de permettre aux associations de mettre en œuvre leurs politiques et d'améliorer la qualité de leurs actions ;
- d'orienter les politiques publiques par une action concertée, l'élaboration de nouveaux projets et de nouvelles actions sur la base de l'expérience acquise et de son évaluation.

Article 8 : Méthodologie d'évaluation des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs partagés prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'un outil d'évaluation partagé par les trois financeurs principaux, à savoir : la Ville de Strasbourg, la Caisse d'allocations familiales du Bas Rhin et le Conseil départemental du Bas Rhin.

Cet outil est complété et annexé à la présente convention.
Il comporte notamment les indicateurs qualitatifs et quantitatifs et tiendra compte du contexte local.

L'évaluation sera effectuée par un Comité de suivi.

Article 9 : la composition du Comité de suivi

Un Comité de suivi de la présente convention est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Il est co-présidé par :

- le Président de l'association
- le Maire ou son représentant
- le Président de la Caisse d'Allocations Familiales ou son représentant
- le Président du Conseil Départemental du Bas Rhin ou son représentant,

et se compose des membres politiques et techniques de l'association, des collectivités et institutions.

Article 10 : les missions du Comité de suivi

Les missions du Comité de suivi sont :

- d'évaluer l'atteinte des objectifs sur la base de l'outil d'évaluation figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, d'analyser les causes des écarts et proposer des pistes d'adaptation ;
- la dernière année de la convention, de se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Article 11 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit deux fois pendant la durée de la présente convention, qui pour rappel a la même durée que le Contrat de Projet déposé à la Caisse d'allocations familiales et que la Convention d'Objectifs du Conseil Départemental.

Pendant la durée de conventionnement, se tiennent :
- un comité de suivi d'évaluation intermédiaire à mi-parcours ;
- un comité de suivi d'évaluation finale afin de dresser le bilan et les perspectives.

Chaque année a également lieu deux rencontres techniques, s'organisant de la manière suivante :
- une réunion d'évaluation de la dynamique territoriale et de la complémentarité entre les acteurs qui associera les forces associatives et institutionnelles du ou des quartiers
- une réunion de bilan axée sur l'action de l'association.

L'association communique aux institutions, un mois au plus tard avant la tenue de chaque Comité de suivi, l'outil d'évaluation dûment complété pour la période annuelle révolue.
Les institutions envoient à l'association une invitation trois semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi.
La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et les institutions deux mois avant sa tenue.

Article 12 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base de l'outil d'évaluation.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

TITRE V : LES DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LES MODALITES D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 13: Communication

La Ville apparaîtra comme partenaire de l'Association dans toute action de communication en direction des médias et du grand public et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants, site Internet) relatifs aux actions spécifiques soutenues par la Ville, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 14 : Responsabilité

L'Association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles stipulées dans la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée.
L'Association s'engage à contracter les assurances nécessaires à cet effet et à se conformer aux réglementations en vigueur.

Article 15 : Obligation d'information

L'Association s'engage à informer la Ville, sous un mois à compter de leur survenance, de tous les changements notables survenus dans son fonctionnement, dans son administration ou sa direction, et à lui transmettre ses statuts actualisés.

Article 16 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs définis dans la deuxième partie de la convention.
Néanmoins, en cas de renouvellement d'agrément délivré par la Caisse d'allocations familiales du Bas Rhin, un avenant précisant les nouvelles orientations de l'association pourra être joint à la présente convention.

Article 17 : Autres documents fournis par l'Association

L'Association s'engage à fournir chaque année un exemplaire du rapport de gestion et des comptes de l'exercice précédent, approuvés par son Assemblée Générale, signé par le Président ou toute autre personne habilitée, dans les six mois suivant la réalisation ou au plus tard avant le 15 mai de l'année suivante.
L'Association qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans des délais utiles.

Article 18 : Examens et contrôles

Les documents transmis en application des stipulations des articles précédents seront examinés par les instances compétentes de la Ville, qui pourra demander à l'Association d'en assurer une présentation.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Ville pourra procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation des dotations et de la bonne exécution de la présente convention.
De manière générale, l'Association s'engage à faciliter le contrôle par les services de la Ville de la bonne utilisation de la subvention accordée.

Article 19 : Résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever ses missions.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'Association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 20 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 26 juin 2018

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association du Centre socioculturel du Fossé des Treize
Le Maire	Le Président
Roland RIES	Pierre FICKINGER

ANNEXE: Définition et déclinaison des objectifs partagés et des critères et indicateurs d'évaluation

Priorité : Favoriser la participation et l'engagement des habitants

Objectif partagé	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Susciter l'implication et la participation des habitants dans les projets	**Favoriser la rencontre avec les habitants** **Renforcer l'offre d'animation des territoires dans des lieux diversifiés** **Créer des espaces de participation et d'élaboration de projets**	Développer des animations au plus proche des habitants, hors les murs (théâtre en appartement, musique à domicile, événements familiaux…) Diversifier les temps de rencontre et d'échanges (apéros-culturels, petits déjeuners….) Mise en place de groupes projets ouverts aux habitants (la main verte, les AFA….)	Toucher un plus grand nombre d'habitants, des nouveaux, non-adhérents du CSC, et parmi les plus fragilisés Renforcer la position du CSC comme équipement de quartier au service de ces habitants Mieux répondre aux attentes et besoins du public Les rendre acteurs du changement	Implication du CSC dans l'animation du quartier, au plus proche de tous les habitants Des habitants impliqués dans la réflexion et la mise en œuvre des projets	Nb de lieux Nb d'événements différents Nb d'actions hors les murs Nb d'instances de participations (copil, groupe projet) Nb d'habitants impliqués Nb de lieux de diffusion de la communication Nb d'initiatives d'habitants	% de nouveaux habitants dans les projets Fidélisation des habitants dans les projets Mode d'implication % de public dit fragilisé parmi les habitants impliqués

Priorité : Soutenir le partenariat et les initiatives

Objectif partagé	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Organiser la concertation et la coordination avec les acteurs des territoires	**Créer une instance de réflexion et de coordination** **Construire ensemble des réponses aux attentes de tous les publics**	Mettre en place un collectif chargé de l'animation de quartier avec la participation des partenaires Renforcer la participation et/ou la co construction des projets communs	Une meilleure cohérence entre les interventions des différents acteurs du territoire Des animations diversifiées, s'adressant à différents publics dans l'ensemble du quartier Une valorisation de la diversité du tissu associatif	Adhésion et implication des acteurs du territoire Offre d'activités complémentaires sur le territoire	Nb de rencontres du collectif chargé de l'animation de quartier Nb d'acteurs locaux présents dans le collectif Nb d'actions partenariales issues du collectif Nombre de partenaires présents dans les projets	Dynamique et cohésion du collectif Présence régulière des associations dans les projets Partage d'infos Efficacité de la communication informelle Mutualisation des moyens humains et logistiques autour de projets communs

Priorité : Etre acteur de l'accompagnement des parents

Objectif partagé	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Développer des actions par référence au schéma départemental d'accompagnement aux parents	**Favoriser le lien parents/enfants** **Donner les moyens aux familles fragilisées d'accompagner leurs enfants dans la scolarité** **Développer des projets pour favoriser la continuité éducative** **Développer le dialogue et les espaces d'échanges**	- Mettre en place des ateliers parents enfants, des sorties familiales - Construire une semaine de la famille - Organiser et animer des CLAS enfant et ados en lien avec les établissements scolaires - Organiser et animer des cours de français pour des parents en lien avec la scolarité de leurs enfants - Actions de soutien à la parentalité enfant et ados - Mise en place de temps d'échanges entre professionnels - Animation d'ateliers d'échanges de pratiques	Promouvoir les temps en famille et consolider la place du parent Contribuer à la réussite éducative des enfants Créer et renforcer le lien parent/école Facilité l'intégration Créer des solidarités entre parents	Implication et participation des familles dans les actions Lien parents/écoles	Nb de familles dans les ateliers parents/enfant Nb de familles durant les sorties Nb de rencontres entre l'école, le csc et la famille Nb de projet développés en partenariat avec les établissements scolaires Nb de temps d'échanges Nb de participants	Régularité des présences Propositions émergeantes Cooptation d'autres familles Qualité des échanges Thématiques abordées contributions

Priorité : Agir en faveur de la jeunesse

Objectif partagé	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Intervenir en faveur de l'éducation, des loisirs, de l'insertion, de l'engagement et encore de l'autonomie des jeunes	**Diversifier l'offre pour toucher un plus large public, mixte** **Développer des espaces, d'échanges, d'information et de réflexion** **Impliquer et valoriser les jeunes dans les projets du centre** **Construire un réseau de partenaires autour du public jeune sur les deux territoires d'intervention**	- Local jeune ouvert à tous et activités à tarifs adaptés - Développer les projets jeunes - Participation ou élaboration à des projets solidaire et citoyen (ciné débat ?....°) - Intégrer les jeunes dans l'organisation d'évènements du centre - Mise en place de projets partenariaux - Consolider l'implication et la participation avec les collèges (suivi d'élèves,….)	Rendre accessible les activités à tous les jeunes Permettre un mélange des différents publics jeunes (CLAS, midi, ALSH, animation de rue…) Positionner le secteur jeune, comme un lieu de ressource et d'accompagnement au projet Susciter la curiosité et l'ouverture au monde	Mixité du public (genre, catégorie sociale et origine) Adhésion des jeunes aux propositions faites par le secteur jeune Complémentarité d'intervention dans l'accompagnement	Nombre de filles présentes dans les actions % de jeunes de familles allophones ayant participé à des activités jeunesse Nb de temps d'échanges et de débat Nb de participants % d'implication des jeunes dans les projets solidaires % de jeunes engagés dans les projets du CSC hors secteur jeune Nombre de projets portés par les jeunes Nombre de rencontres avec les partenaires	Régularité de présence Implication et richesse des échanges

Priorité : Agir en faveur de l'enfance

Objectif partagé	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Participer aux côtés de la famille à la coéducation des enfants	**Favoriser l'échange entre parents enfants et équipe pédagogique** **Favoriser l'épanouissement, la réussite éducative des enfants**	- Développer des temps conviviaux «parents/enfants/csc » (petit dej, apéro du soir, soirée jeux, journées de loisirs en commun….) - Implication dans l'organisation de temps de valorisation en fin d'année - Renforcer les temps d'accueils, d'échanges avec les parents - Organiser des soirées à thèmes avec des interventions extérieures - Participer aux réunions éducatives organisées par les écoles - Créer du lien parent/école autour du CLAS	Fluidifier la communication entre les parents et l'équipe du CSC Faciliter la compréhension du fonctionnement des temps d'accueil et des choix pédagogiques Consolider la participation et l'implication des parents Etre reconnu comme un acteur éducatif à part entière par les parents et l'école	Implication des familles comme acteur et non consommateur Existence d'actions et de moments permettant l'échange avec les parents Participation aux réunions éducatives de l'école	Nb de familles participants aux différents temps conviviaux, valorisation…. Nb d'actions ouvertes aux parents Nb de rencontres entre l'école, le csc et la famille	Fidélisation des parents aux temps forts Participation des mères, mais aussi des pères Sollicitations des parents, de l'école, pour des situations d'enfants en difficulté

Objectif partagé	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Participer à la socialisation des enfants et permettre l'apprentissage de la vie en collectivité	**Encourager l'enfant à prendre des initiatives en ayant l'opportunité de choisir** **Encourager l'entraide entre les enfants et développer l'esprit de solidarité** **Faire participer l'enfant à la vie quotidienne du centre**	- Utilisation lors de la création des programmes du catalogue d'activités, d'espace de jeux libre… - Mise en valeur des compétences des enfants (artistiques et autres) - Favoriser l'échange avec des cultures différentes - Mise en place de projets solidaires et citoyens - Répartition des tâches (organisation, rangement) - Participation aux évènements du centre	Investissement des enfants dans l'élaboration du programme et les choix d'activités Découvrir ce « qui est différent », pour favoriser le vivre ensemble Favoriser la prise de responsabilité dans l'organisation et pendant les activités Gestion autonome dans l'organisation des activités, des repas en fonction des âges	Une partie des activités sont proposées par les enfants Adhésion des enfants à l'organisation Moins de dégradation du matériel, vaisselle	Nb d'activités proposées par les enfants lors des temps d'accueils Nb d'enfants participant aux réunions catalogue Nb d'enfants volontaires Baisse de nombre de vaisselles cassées	Appropriation des enfants de l'espace jeux libre Reflexes « vie en collectivité » des enfants lors des moments d'animation (repas, activités, etc.) Evolution des inscriptions au secteur enfant dans le temps

Priorité de l'association : Assurer la diversité et la mixité

Objectif spécifique du centre	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Prendre en compte les particularités de certains publics et leur donner une place au sein du centre	**Favoriser l'intégration du public handicapé dans le projet et les activités du centre.**	- Proposer un atelier de Théâtre d'ouverture à un tarif abordable pour ce public - Développer un partenariat avec des structures spécialisées dans le handicap pour que leurs usagers fréquentent les activités du CSC - Constituer un comité technique avec des personnes en situation de handicap pour proposer des actions, favorisant la mixité entre les publics - Sensibiliser et former des professionnels salariés et des bénévoles à l'accueil d'un public en situation de handicap	Un centre ouvert à tous et pour tous, prenant en compte les caractéristiques des différents publics	Implication des partenaires sociaux Présence de personnes porteuses de handicaps au sein du centre Bilan sur le premier projet « Faire ensemble avec nos différences »	Nb d'associations partenaires Nb de personnes handicapées dans les activités, dans le COPIL	Participation des personnes handicapées à la vie du centre, Augmentation du % dans les activités…

Objectif spécifique du centre	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
	Prendre en compte les difficultés des parents d'enfants à haut potentiel et dys et les accompagner à trouver des solutions	- Mise en place d'un groupe de paroles et d'échanges - Participer à la mise en œuvre d'un réseau de professionnels		Participation des habitants Initiatives proposées	Nb de participants Nb de groupes Nb d'initiatives	Récurrence dans la présence Thématiques abordées Evolution des situations
	Rompre l'isolement des personnes âgées	- Programme d'activités hebdomadaires - Sorties culturelles - Groupe de bénévoles chargé de l'organisation des sorties - Projet intergénérationnel « Do It Yourself ?... Faisons-le ensemble ! » - Kaffee kuchen		Qualité des relations tissées entre les participants Identification du CSC par les seniors comme un lieu ressources à leur écoute Mixité des publics touchés en termes d'âge, de catégories sociales, de revenus et d'origines culturelles Implication des séniors et des enfants/jeunes dans des projets intergénérationnels	Nb de participants % de participants séniors % de participants enfants et jeunes Nombre de nouveaux participants touchés Nb de sorties Nb d'actions intergénérationnelles Nombre de nouveaux ateliers hebdomadaires	Fidélisation du public Implication des seniors dans d'autres activités du CSC Mixité sociale (mélange de personnes de différents milieux et de différentes origines)

CONVENTION PLURIANNUELLES D'OBJECTIFS 2018-2021

Entre :

- la Ville de Strasbourg, dénommée la Ville, représentée par son Maire, Roland RIES, et

- l'association Porte Ouverte, ci-après dénommée l'Association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro 117/84 folio 110 volume XLVI, et dont le siège est 22, rue de la Charmille - 67200 STRASBOURG, représentée par sa Présidente en exercice, Arlette BLENY

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018.

PREAMBULE

La Ville de Strasbourg a la volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable.
La présente convention s'inscrit pleinement dans cette démarche partenariale, fondée sur la confiance, le respect et le dialogue entre les deux parties.
Elle permet de définir des objectifs partagés, base de la contractualisation et les modalités de leur évaluation.
Elle précise également la capacité pour l'Association à participer au développement des actions soutenues par la Collectivité.
Elle est fondée sur l'évaluation des actions engagées et sur la connaissance des projets de l'Association.
Par ailleurs, cette convention d'objectifs est accompagnée de deux autres conventions : une convention financière déterminant le montant et les modalités d'attribution de la subvention et une convention de mise à disposition de locaux.

TITRE I - OBJET DE LA CONVENTION

Article 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, la Ville et l'Association définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de 4 ans à compter du 1er janvier 2018.
Elle ne peut donner lieu à renouvellement tacite. Sa reconduction devra être sollicitée de manière formelle au moins six mois avant son échéance.

TITRE II - LES OBJECTIFS

Article 3 : Les priorités socioculturelles de la Ville de Strasbourg partagées avec la Caisse d'Allocations Familiales du Bas Rhin et le Conseil Départemental du Bas Rhin

La Ville de Strasbourg réaffirme les valeurs auxquelles elle est profondément attachée et exprime sa volonté de renforcer son partenariat et son soutien aux actions et initiatives des associations qui s'inscrivent pleinement dans les priorités partagées avec ses partenaires :

Favoriser la participation et l'engagement des habitants

- Développer la participation et la prise de responsabilités par les habitants et les bénévoles
- Favoriser la participation des habitants à la vie de la Cité et encourager la prise de parole dans les instances de démocratie locale
- Associer les habitants à la définition des projets
- Prendre en compte les attentes des habitants dans la mise en œuvre des projets

Soutenir le partenariat et les initiatives

- Soutenir le développement des initiatives collectives et de la vie associative
- Organiser le recueil, la construction et la mise en œuvre de la demande en veillant à ce que les réponses soient innovantes et adaptées aux attentes et aux rythmes du public
- Aider à la formation des acteurs, l'organisation de groupes, accompagner vers leur autonomie
- Organiser la concertation et la coordination avec les acteurs du territoire
- Développer les liens sociaux, les solidarités et les initiatives locales

Proposer des lieux d'accueil, d'écoute et de débat

- Organiser une fonction d'accueil et d'écoute des habitants, des familles et des jeunes des groupes informels ou des associations
- Veiller à adapter les plages et amplitude d'ouverture aux besoins des publics
- S'inscrire en partenaire de l'éducation à la citoyenneté et de la prévention des conduites à risques

Assurer la diversité et la mixité

- Assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés
- Développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population du territoire
- Favoriser et consolider les mixités entre les générations, entre les catégories sociales, entre les genres, entre les origines culturelles, entre les cultures… et permettre l'échange et la connaissance mutuelle dans le respect de chacun
- Mettre en œuvre des partenariats entre les acteurs locaux, en vue de développer la mixité et la diversité

Etre acteur de l'accompagnement des parents

- Développer des actions par référence aux orientations du schéma départemental d'accompagnement des parents
- Prendre en compte les problématiques du territoire ;
- Donner place aux parents dans la définition des actions et dans leur évaluation
- Agir en concertation avec les acteurs du territoire

Agir en faveur de la jeunesse

- Proposer un lieu d'émancipation, d'autonomie, de responsabilisation et d'éducation à la citoyenneté
- Soutenir l'engagement et la participation des jeunes
- Veiller à proposer des temps d'accueil adaptés aux rythmes et aux besoins des jeunes : des pré-adolescents jusqu'aux jeunes adultes
- Intervenir en faveur de l'éducation, des loisirs, de l'insertion, de l'engagement ou encore de l'autonomie des jeunes

Agir en faveur de l'enfance

- Participer aux côtés de familles à la coéducation des enfants
- Permettre l'accès aux loisirs tout au long de l'année, en période scolaire et en période de vacances
- Participer à la socialisation des enfants et permettre l'apprentissage

Article 4 : Les objectifs de l'association

Les objectifs statutaires de l'association :

- **Répondre aux demandes et besoins des enfants et des jeunes en termes de loisirs** et d'activités à caractère éducatif, culturel et social.

- **Renforcer le lien social**, créer des temps et des espaces de rencontres, d'échanges entre les personnes, ainsi qu'un lieu de réflexion.

- **Identifier et formaliser la place des adultes (parents et habitants) dans la vie et l'éducation des enfants** ; les transformations et animations du Quartier ; et le fonctionnement de notre association.

- **Participer à l'animation globale du quartier**. Il s'agit de s'ouvrir sur d'autres associations et d'autres acteurs sociaux.

- **La participation active des habitants au fonctionnement de l'association**

Les objectifs issus du projet Espace de Vie Sociale :

- **Permettre aux habitants de se rencontrer et de se connaître**
  - Travailler avec les bailleurs ;
  - Organiser des temps festifs ;
  - Passer du stade consommateur à agent pour enfin être acteur ;

- **Faire connaître les activités existantes et ouvertes à tous**

- Mieux communiquer ;
- Permettre au public de connaître les actions des autres associations ;
- Meilleure connaissance des acteurs et des actions QPV ;

❖ **Travail plus accentué sur les publics sensibles**
- Toucher les familles monoparentales ;
- Travail avec les jeunes adultes et les jeunes sortis du système scolaire ;

Article 5 : Les objectifs partagés et leur déclinaison

La définition d'objectifs partagés est une étape centrale et essentielle dans ce processus de conventionnement entre la Ville et l'association.
Elle souligne et renforce les relations partenariales, basées sur la concertation et la complémentarité, éléments moteurs dans la mise en cohérence des orientations politiques et des projets déclinés dans les territoires, afin de répondre de la manière la plus pertinente possible aux besoins et attentes des familles strasbourgeoises.

Dans ce cadre, l'association, la Ville de Strasbourg, la Caisse d'Allocations Familiales du Bas Rhin et le Conseil Départemental du Bas Rhin définissent ensemble des objectifs partagés que l'association décline en objectifs opérationnels, en actions et en résultats attendus (cf. annexe). Un canevas unique d'évaluation est élaboré sur la base d'un référentiel commun.

TITRE III : LES MOYENS

Article 6 : La subvention versée par la Ville à l'association

Pendant la durée de la convention, la Ville s'engage à soutenir financièrement les actions permettant la réalisation des objectifs prévus à l'article 5.

Les modalités de financements pourront tenir compte de la situation sociale des territoires et des efforts menés pour assurer l'accès de toutes les familles aux projets et actions de l'association.
La Ville de Strasbourg entamera une démarche de réflexion sur la critérisation de la subvention de fonctionnement pouvant aller jusqu'au fléchage de cette dernière.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière spécifique définissant chaque année le montant et les modalités de l'attribution de la subvention de fonctionnement de la Ville.

TITRE IV : LE DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

L'évaluation est un outil que se donnent les parties, pour apprécier la validité de leurs objectifs initiaux, des conditions de leur réalisation, des raisons éventuelles qui peuvent justifier des écarts entre les objectifs initiaux et leur réalisation finale et enfin les mesures d'amélioration et/ou de réajustement qui sont à entreprendre.
De manière générale, l'évaluation doit permettre :

- de faire travailler ensemble les acteurs et les partenaires sur des objectifs partagés ;
- de déterminer la pertinence d'un projet et par conséquent d'être un outil d'aide à la décision et un facteur de mobilisation d'une équipe ;
- de permettre aux associations de mettre en œuvre leurs politiques et d'améliorer la qualité de leurs actions ;
- d'orienter les politiques publiques par une action concertée, l'élaboration de nouveaux projets et de nouvelles actions sur la base de l'expérience acquise et de son évaluation.

Article 8 : Méthodologie d'évaluation des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs partagés prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'un outil d'évaluation partagé par les trois financeurs principaux, à savoir : la Ville de Strasbourg, la Caisse d'allocations familiales du Bas Rhin et le Conseil départemental du Bas Rhin.

Cet outil est complété et annexé à la présente convention.
Il comporte notamment les indicateurs qualitatifs et quantitatifs et tiendra compte du contexte local.

L'évaluation sera effectuée par un Comité de suivi.

Article 9 : la composition du Comité de suivi

Un Comité de suivi de la présente convention est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Il est co-présidé par :

- le Président de l'association
- le Maire ou son représentant
- le Président de la Caisse d'Allocations Familiales ou son représentant
- le Président du Conseil Départemental du Bas Rhin ou son représentant,

et se compose des membres politiques et techniques de l'association, des collectivités et institutions.

Article 10 : les missions du Comité de suivi

Les missions du Comité de suivi sont :

- d'évaluer l'atteinte des objectifs sur la base de l'outil d'évaluation figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, d'analyser les causes des écarts et proposer des pistes d'adaptation ;
- la dernière année de la convention, de se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Article 11 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit deux fois pendant la durée de la présente convention, qui pour rappel a la même durée que le Contrat de Projet déposé à la Caisse d'allocations familiales et que la Convention d'Objectifs du Conseil Départemental.

Pendant la durée de conventionnement, se tiennent :
- un comité de suivi d'évaluation intermédiaire à mi-parcours ;
- un comité de suivi d'évaluation finale afin de dresser le bilan et les perspectives.

Chaque année a également lieu deux rencontres techniques, s'organisant de la manière suivante :
- une réunion d'évaluation de la dynamique territoriale et de la complémentarité entre les acteurs qui associera les forces associatives et institutionnelles du ou des quartiers
- une réunion de bilan axée sur l'action de l'association.

L'association communique aux institutions, un mois au plus tard avant la tenue de chaque Comité de suivi, l'outil d'évaluation dûment complété pour la période annuelle révolue.
Les institutions envoient à l'association une invitation trois semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi.
La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et les institutions deux mois avant sa tenue.

Article 12 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base de l'outil d'évaluation.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

TITRE V : LES DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LES MODALITES D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 13: Communication

La Ville apparaîtra comme partenaire de l'Association dans toute action de communication en direction des médias et du grand public et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants, site Internet) relatifs aux actions spécifiques soutenues par la Ville, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 14 : Responsabilité

L'Association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles stipulées dans la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée.
L'Association s'engage à contracter les assurances nécessaires à cet effet et à se conformer aux réglementations en vigueur.

Article 15 : Obligation d'information

L'Association s'engage à informer la Ville, sous un mois à compter de leur survenance, de tous les changements notables survenus dans son fonctionnement, dans son administration ou sa direction, et à lui transmettre ses statuts actualisés.

Article 16 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs définis dans la deuxième partie de la convention.
Néanmoins, en cas de renouvellement d'agrément délivré par la Caisse d'allocations familiales du Bas Rhin, un avenant précisant les nouvelles orientations de l'association pourra être joint à la présente convention.

Article 17 : Autres documents fournis par l'Association

L'Association s'engage à fournir chaque année un exemplaire du rapport de gestion et des comptes de l'exercice précédent, approuvés par son Assemblée Générale, signé par le Président ou toute autre personne habilitée, dans les six mois suivant la réalisation ou au plus tard avant le 15 mai de l'année suivante.
L'Association qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans des délais utiles.

Article 18 : Examens et contrôles

Les documents transmis en application des stipulations des articles précédents seront examinés par les instances compétentes de la Ville, qui pourra demander à l'Association d'en assurer une présentation.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Ville pourra procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation des dotations et de la bonne exécution de la présente convention.
De manière générale, l'Association s'engage à faciliter le contrôle par les services de la Ville de la bonne utilisation de la subvention accordée.

Article 19 : Résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever ses missions.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'Association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 20 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 26 juin 2018

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association Porte Ouverte
Le Maire	La Présidente
Roland RIES	Arlette BLENY

ANNEXE: Définition et déclinaison des objectifs partagés et des critères et indicateurs d'évaluation

Objectifs partagés	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Répondre aux demandes et besoins des enfants et des jeunes en termes de loisirs et d'activités.	Offrir un service d'accueil adapté au public et de qualité, Aménager les temps d'accueil du public afin de répondre à la demande générale avec un souci de qualité et d'apport pédagogique.	ALSH enfants Ouverture sur des ateliers culturels, artistiques Actions ludiques pour la famille Animations de rue	Consolidation du fonctionnement de l'ALSH enfant Assiduité des présents Retours positifs des parents et partenaires Acquisitions de notions, d'idées et rencontres nouvelles et variées de culture générale et insolite à notre public. Mise en place d'une démarche d'éducation populaire par l'équipe d'animation	Sécurité physique et morale de l'enfant. Période d'ouverture Encadrement des enfants par l'équipe pédagogique compétente Accompagner le développement des enfants.	Amplitude et fréquence d'ouverture adaptée au public, Nombre de sorties avec ou chez des ACEM différents, Nombre de participants Régularité de la présence des participants	Bonne formation et expérience des animateurs Bonnes conditions d'accueil : propreté des locaux, adaptation des locaux et du mobilier aux activités, calme, Bonnes capacités des animateurs à écouter et apporter des réponses aux attentes du public Evolution des pratiques et des regards sur les thématiques abordées par les projets Satisfactions des participants (Enfants, Artistes, Parents… Spectateurs) Evolution des connaissances des enfants. Adaptation de leurs compétences sociales

Objectifs partagés	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Renforcer le lien social	Organiser la rencontre pour les adultes habitants sur le quartier. Rencontrer, connaître et présenter les différents acteurs sociaux du quartier Aménager les temps d'accueil du public afin de répondre à la demande générale avec un souci de qualité et d'apport pédagogique. Ouvrir des lieux d'écoute et de débat citoyen. Accompagner la ou les réflexion(s) des adhérents, habitants du quartier sur leurs attentes. Proposer aux habitants de devenir acteur du développement de leur Quartier.	Organiser différents temps d'animation : Petit déjeuners Animation de rue Fête des voisins Organiser des rencontres d'habitants ouvertes à tous et où la parole de chacun a le même poids et où cette dernière pourra être portée par le groupe. Ouvrir et adapter nos activités pour que différents types de catégories sociales se retrouvent dans nos activités (tarifs, diversification, communication)	La reconduction d'une année sur l'autre de nos actions avec des fortes participations. La Résidence des Arts comme moteur d'un projet social partagé par différentes associations Une utilisation plus grande de la résidence par les habitants pour des échanges autour des livres ou toutes autres activités en autonomie Organisation de temps régulier de la commission participation et la réalisation d'actions avec les différents secteurs de l'association	Imprimer notre accueil comme un lieu de rencontre et d'échanges Favoriser l'acceptation de l'autre et de ses différences Démarche de partenariat mise en place	Nombre d'ateliers ouverts sur les différentes cultures du quartier Nombre de rencontres ou d'ateliers où les parents sont présents Nombre de personnes présentes aux rencontres ou ateliers Nombre d'activités adaptées aux différentes tranches d'âge Nombre d'actes réalisés. Nombre de mises en relation	Impact des activités mises en place pour favoriser la mixité des genres Qualité des ateliers ouverts sur les différentes cultures du quartier Qualité de l'ambiance ressentie par l'équipe de salariés au contact du public Qualité des retours des habitants Qualité des relations de travail des partenariats mis en place Aboutissement des partenariats mis en place Réappropriation par les animateurs et par les habitants du site internet Manière dont les personnes s'intègrent.

Objectifs partagés	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Identifier et formaliser la place des parents dans la vie et l'éducation des enfants. (Etre acteur de l'aide à la parentalité)	Redonner une place aux parents dans l'éducation de leurs enfants Amener les familles à expérimenter et acquérir une pratique socioculturelle Valoriser l'adulte (Parcours, Origines, Capacités). Amener les familles vers la culture (Découverte et pratique)	Être relais dans les relations avec l'école Organiser des débats ou amener notre public vers les actions des partenaires actifs dans ce domaine (LAPE, Plurielles) Mutualiser des moyens humains avec Plurielles et le LAPE Continuer le travail réalisé depuis quelques années avec les mercredis en famille (à la place des ALSH du mercredi) Ateliers de découverte des espaces culturels Mercredis et samedis en famille	Possibilité pour les parents de trouver une structure d'appui aux problématiques autour de l'enfance, de l'éducation, et de l'animation de quartier. Meilleure acceptation de l'autre et de ses différences Plus de circulation des publics entre les différentes associations Sorties des familles à des spectacles en autonomie Acquisition de compétences artistiques capitalisables pour les enfants Participation des parents à la scolarité de leurs enfants	Rencontres individuelles ou collectives sur la thématique insertion Intérêt des adultes porté aux projets de l'association, à la vie du quartier Acceptation de l'autre et de ses différences Les questions et démarches des parents pour continuer la pratique culturelle en autonomie	Nombre de rencontres ou d'ateliers où les parents sont présents Nombre de rencontres individuelles ou collectives sur les thématiques parentales, famille, insertion Nombre d'ateliers, sorties, ou actions proposées par les usagers Nombre de familles touchées Nombres de personnes touchées	Satisfaction des participants Assiduité des participants Identification de l'adulte relais comme interlocuteur référent Implication des parents Qualité des échanges parents/professionnel Relations parents/enfants Adaptation des réponses aux demandes des usagers Intérêt porté aux espaces visités sur le quartier Inscriptions et participation en autonomie aux spectacles Demande de pratique culturelle au sein de l'association Entraide entre les familles

Objectifs partagés	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Participer à l'animation globale du quartier	Être présent dans les instances de réflexion Être force de proposition pour organiser des actions spécifiques Aider nos usagers à s'organiser pour monter leurs propres ateliers (coutures, repas collectifs.	Ouvrir des tables rondes sur des sujets qui touchent ou préoccupent nos adhérents mais auxquels nous ne pouvons pas répondre. Brunch, petits déjeuners Fête de l'AG, Fête du sport/santé Animations de fin d'année Animation de rue Montage d'un atelier couture avec des bénévoles.	Création d'actions partagées autour de thématiques communes à tous Etre relais des attentes non ou mal satisfaites des habitants (aussi en termes d'information sur l'existant). Favorisation de l'investissement actif des usagers dans la vie du quartier	Moments festifs ouverts à tous Investissement actif des usagers dans la vie du Quartier Travail partenarial	Nombre d'individus des différentes zones du quartier. Nombre de participants aux moments festifs du quartier Nombre de moments festifs différents. Nombre et régularité du travail partenarial	Qualité de l'échange entre les différentes tranches d'âges. Qualité de l'ambiance ressentie par l'équipe de salariés au contact du public Qualité des retours des habitants Intérêt des projets ou des outils partenariaux Prise en compte des constats partagés durant les moments de rencontre
Développer le partenariat	Continuer le travail de partenariat avec le CSC Fossé des 13 pour les accueils ados Participer à la vie du quartier Moyens humains mutualisés avec Plurielles et le LAPE pour fluidifier les échanges d'information et le montage de projet collaboratif.	Mettre les locaux à disposition pour l'accueil jeunes et intervenir en soutien du Fossé des 13 Etre actif aux ATP et aux autres forums Organiser davantage d'animations réalisées avec Plurielles et le LAPE Portage du parcours d'animation de rue avec les 7 partenaires.	Accueillir l'accueil jeune du Fossé des 13 dans les locaux de la Résidence des arts Porter les temps de réflexion sur l'avenir du quartier Adapter les fonctions de l'adulte relais pour améliorer le dialogue autour des évolutions de quartier	Complémentarité des actions avec les partenaires : Fossé des 13, Plurielles, LAPE	Réalisations de projets partenariaux Programmes d'activités complémentaires	Peu de conflits le temps de travaux. Une communication plus fluide entre les habitants et administrations. Des aménagements réfléchis et adapter aux besoins et utilisations de l'espace du quartier.

CONVENTION PLURIANNUELLES D'OBJECTIFS 2018-2021

Entre :

- la Ville de Strasbourg, dénommée la Ville, représentée par son Maire, Roland RIES, et

- l'association du Centre socioculturel de la Krutenau-CARDEK, ci-après dénommée l'Association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro le numéro 116 – volume XXXIII, et dont le siège est au 58 rue de la Krutenau - 67000 STRASBOURG, représentée par son Président en exercice, Daniel BONNOT

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018.

PREAMBULE

La Ville de Strasbourg a la volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable.
La présente convention s'inscrit pleinement dans cette démarche partenariale, fondée sur la confiance, le respect et le dialogue entre les deux parties.
Elle permet de définir des objectifs partagés, base de la contractualisation et les modalités de leur évaluation.
Elle précise également la capacité pour l'Association à participer au développement des actions soutenues par la Collectivité.
Elle est fondée sur l'évaluation des actions engagées et sur la connaissance des projets de l'Association.
Par ailleurs, cette convention d'objectifs est accompagnée de deux autres conventions : une convention financière déterminant le montant et les modalités d'attribution de la subvention et une convention de mise à disposition de locaux.

TITRE I - OBJET DE LA CONVENTION

Article 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, la Ville et l'Association définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de 4 ans à compter du 1er janvier 2018.
Elle ne peut donner lieu à renouvellement tacite. Sa reconduction devra être sollicitée de manière formelle au moins six mois avant son échéance.

TITRE II - LES OBJECTIFS

Article 3 : Les priorités socioculturelles de la Ville de Strasbourg partagées avec la Caisse d'Allocations Familiales du Bas Rhin et le Conseil Départemental du Bas Rhin

La Ville de Strasbourg réaffirme les valeurs auxquelles elle est profondément attachée et exprime sa volonté de renforcer son partenariat et son soutien aux actions et initiatives des associations qui s'inscrivent pleinement dans les priorités partagées avec ses partenaires :

Favoriser la participation et l'engagement des habitants

- Développer la participation et la prise de responsabilités par les habitants et les bénévoles
- Favoriser la participation des habitants à la vie de la Cité et encourager la prise de parole dans les instances de démocratie locale
- Associer les habitants à la définition des projets
- Prendre en compte les attentes des habitants dans la mise en œuvre des projets

Soutenir le partenariat et les initiatives

- Soutenir le développement des initiatives collectives et de la vie associative
- Organiser le recueil, la construction et la mise en œuvre de la demande en veillant à ce que les réponses soient innovantes et adaptées aux attentes et aux rythmes du public
- Aider à la formation des acteurs, l'organisation de groupes, accompagner vers leur autonomie
- Organiser la concertation et la coordination avec les acteurs du territoire
- Développer les liens sociaux, les solidarités et les initiatives locales

Proposer des lieux d'accueil, d'écoute et de débat

- Organiser une fonction d'accueil et d'écoute des habitants, des familles et des jeunes des groupes informels ou des associations
- Veiller à adapter les plages et amplitude d'ouverture aux besoins des publics
- S'inscrire en partenaire de l'éducation à la citoyenneté et de la prévention des conduites à risques

Assurer la diversité et la mixité

- Assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés
- Développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population du territoire
- Favoriser et consolider les mixités entre les générations, entre les catégories sociales, entre les genres, entre les origines culturelles, entre les cultures… et permettre l'échange et la connaissance mutuelle dans le respect de chacun
- Mettre en œuvre des partenariats entre les acteurs locaux, en vue de développer la mixité et la diversité

Etre acteur de l'accompagnement des parents

- Développer des actions par référence aux orientations du schéma départemental d'accompagnement des parents
- Prendre en compte les problématiques du territoire ;
- Donner place aux parents dans la définition des actions et dans leur évaluation
- Agir en concertation avec les acteurs du territoire

Agir en faveur de la jeunesse

- Proposer un lieu d'émancipation, d'autonomie, de responsabilisation et d'éducation à la citoyenneté
- Soutenir l'engagement et la participation des jeunes
- Veiller à proposer des temps d'accueil adaptés aux rythmes et aux besoins des jeunes : des pré-adolescents jusqu'aux jeunes adultes
- Intervenir en faveur de l'éducation, des loisirs, de l'insertion, de l'engagement ou encore de l'autonomie des jeunes

Agir en faveur de l'enfance

- Participer aux côtés de familles à la coéducation des enfants
- Permettre l'accès aux loisirs tout au long de l'année, en période scolaire et en période de vacances
- Participer à la socialisation des enfants et permettre l'apprentissage

Article 4 : Les objectifs de l'association

AXE 1 : Consolider et améliorer qualitativement les activités de services

- Des services accessibles pour les familles les plus modestes ;
- Des modalités d'accueil souples, adaptées au quotidien des familles ;
- Un renforcement du lien intergénérationnel et de la cohésion intrafamiliale ;
- Un accès à l'information ;
- Un accompagnement et une aide aux familles en demande de soutien ;
- Un accompagnement scolaire pour les enfants et les jeunes qui ne bénéficient pas des conditions optimales de réussite scolaire ;
- Un accès à une alimentation saine et variée ;

AXE 2 : Encourager les solidarités locales

- Des rencontres conviviales ;
- Un renforcement du lien social et intergénérationnel ;
- Des activités accessibles pour une population aux ressources monétaires limitées ;
- Des activités physiques, culturelles et de loisirs adaptées à un public sénior ;
- Un accès à une alimentation saine et variée ;

Article 5 : Les objectifs partagés et leur déclinaison

La définition d'objectifs partagés est une étape centrale et essentielle dans ce processus de conventionnement entre la Ville et l'association.
Elle souligne et renforce les relations partenariales, basées sur la concertation et la complémentarité, éléments moteurs dans la mise en cohérence des orientations politiques et des

projets déclinés dans les territoires, afin de répondre de la manière la plus pertinente possible aux besoins et attentes des familles strasbourgeoises.

Dans ce cadre, l'association, la Ville de Strasbourg, la Caisse d'Allocations Familiales du Bas Rhin et le Conseil Départemental du Bas Rhin définissent ensemble des objectifs partagés que l'association décline en objectifs opérationnels, en actions et en résultats attendus (cf. annexe). Un canevas unique d'évaluation est élaboré sur la base d'un référentiel commun.

TITRE III : LES MOYENS

Article 6 : La subvention versée par la Ville à l'association

Pendant la durée de la convention, la Ville s'engage à soutenir financièrement les actions permettant la réalisation des objectifs prévus à l'article 5.

Les modalités de financements pourront tenir compte de la situation sociale des territoires et des efforts menés pour assurer l'accès de toutes les familles aux projets et actions de l'association.
La Ville de Strasbourg entamera une démarche de réflexion sur la critérisation de la subvention de fonctionnement pouvant aller jusqu'au fléchage de cette dernière.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière spécifique définissant chaque année le montant et les modalités de l'attribution de la subvention de fonctionnement de la Ville.

TITRE IV : LE DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

L'évaluation est un outil que se donnent les parties, pour apprécier la validité de leurs objectifs initiaux, des conditions de leur réalisation, des raisons éventuelles qui peuvent justifier des écarts entre les objectifs initiaux et leur réalisation finale et enfin les mesures d'amélioration et/ou de réajustement qui sont à entreprendre.
De manière générale, l'évaluation doit permettre :

- de faire travailler ensemble les acteurs et les partenaires sur des objectifs partagés ;
- de déterminer la pertinence d'un projet et par conséquent d'être un outil d'aide à la décision et un facteur de mobilisation d'une équipe ;
- de permettre aux associations de mettre en œuvre leurs politiques et d'améliorer la qualité de leurs actions ;
- d'orienter les politiques publiques par une action concertée, l'élaboration de nouveaux projets et de nouvelles actions sur la base de l'expérience acquise et de son évaluation.

Article 8 : Méthodologie d'évaluation des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs partagés prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'un outil d'évaluation partagé par les trois financeurs principaux, à savoir : la Ville de Strasbourg, la Caisse d'allocations familiales du Bas Rhin et le Conseil départemental du Bas Rhin.

Cet outil est complété et annexé à la présente convention.

Il comporte notamment les indicateurs qualitatifs et quantitatifs et tiendra compte du contexte local.

L'évaluation sera effectuée par un Comité de suivi.

Article 9 : la composition du Comité de suivi

Un Comité de suivi de la présente convention est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Il est co-présidé par :
- le Président de l'association
- le Maire ou son représentant
- le Président de la Caisse d'Allocations Familiales ou son représentant
- le Président du Conseil Départemental du Bas Rhin ou son représentant,

et se compose des membres politiques et techniques de l'association, des collectivités et institutions.

Article 10 : les missions du Comité de suivi

Les missions du Comité de suivi sont :

- d'évaluer l'atteinte des objectifs sur la base de l'outil d'évaluation figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, d'analyser les causes des écarts et proposer des pistes d'adaptation ;
- la dernière année de la convention, de se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Article 11 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit deux fois pendant la durée de la présente convention, qui pour rappel a la même durée que le Contrat de Projet déposé à la Caisse d'allocations familiales et que la Convention d'Objectifs du Conseil Départemental.

Pendant la durée de conventionnement, se tiennent :
- un comité de suivi d'évaluation intermédiaire à mi-parcours ;
- un comité de suivi d'évaluation finale afin de dresser le bilan et les perspectives.

Chaque année a également lieu deux rencontres techniques, s'organisant de la manière suivante :
- une réunion d'évaluation de la dynamique territoriale et de la complémentarité entre les acteurs qui associera les forces associatives et institutionnelles du ou des quartiers
- une réunion de bilan axée sur l'action de l'association.

L'association communique aux institutions, un mois au plus tard avant la tenue de chaque Comité de suivi, l'outil d'évaluation dûment complété pour la période annuelle révolue.
Les institutions envoient à l'association une invitation trois semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi.
La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et les institutions deux mois avant sa tenue.

Article 12 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base de l'outil d'évaluation.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

TITRE V : LES DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LES MODALITES D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 13: Communication

La Ville apparaîtra comme partenaire de l'Association dans toute action de communication en direction des médias et du grand public et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants, site Internet) relatifs aux actions spécifiques soutenues par la Ville, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 14 : Responsabilité

L'Association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles stipulées dans la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée.
L'Association s'engage à contracter les assurances nécessaires à cet effet et à se conformer aux réglementations en vigueur.

Article 15 : Obligation d'information

L'Association s'engage à informer la Ville, sous un mois à compter de leur survenance, de tous les changements notables survenus dans son fonctionnement, dans son administration ou sa direction, et à lui transmettre ses statuts actualisés.

Article 16 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs définis dans la deuxième partie de la convention.
Néanmoins, en cas de renouvellement d'agrément délivré par la Caisse d'allocations familiales du Bas Rhin, un avenant précisant les nouvelles orientations de l'association pourra être joint à la présente convention.

Article 17 : Autres documents fournis par l'Association

L'Association s'engage à fournir chaque année un exemplaire du rapport de gestion et des comptes de l'exercice précédent, approuvés par son Assemblée Générale, signé par le Président ou toute autre personne habilitée, dans les six mois suivant la réalisation ou au plus tard avant le 15 mai de l'année suivante.
L'Association qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans des délais utiles.

Article 18 : Examens et contrôles

Les documents transmis en application des stipulations des articles précédents seront examinés par les instances compétentes de la Ville, qui pourra demander à l'Association d'en assurer une présentation.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Ville pourra procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation des dotations et de la bonne exécution de la présente convention.
De manière générale, l'Association s'engage à faciliter le contrôle par les services de la Ville de la bonne utilisation de la subvention accordée.

Article 19 : Résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever ses missions.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'Association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 20 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 26 juin 2018

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association du Centre socioculturel de la Krutenau-CARDEK
Le Maire	Le Président
Roland RIES	Daniel BONNOT

ANNEXE: Définition et déclinaison des objectifs partagés et des critères et indicateurs d'évaluation

Objectif partagé	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Agir en faveur de l'enfance	Proposer des modalités d'accueil adaptées au quotidien des familles Participer à la socialisation des enfants et permettre l'apprentissage de la vie en collectivité Développer des projets à travers un travail partenarial local Améliorer et consolider le statut des animateurs d'activité	Des temps d'accueils de loisirs adaptés aux rythmes scolaires et familiaux Des activités de loisirs variées et renouvelées Un accompagnement scolaire et des activités culturelles à travers le dispositif du CLAS Des séjours de vacances thématiques avec la possibilité pour les familles de bénéficier d'une aide Vacaf Des sorties culturelles à la journée Une activité Pause Déjeuner Des Nouvelles Activités Educatives diversifiées La participation des salariés à des actions de formation	Une fréquentation quotidienne des enfants Des services accessibles pour les familles les plus modestes La découverte pour les enfants de nouvelles activités et d'un nouvel environnement Une amélioration de la qualification des salariés	La fréquentation L'accès à autonomie La diversité des activités La mixité de genre La mixité sociale Le partenariat L'implication et la satisfaction des enfants et des parents	Nombre et type de séjours organisés Nombre et type de sorties culturelles organisées Nombre de salariés ayant participé à une ou plusieurs actions de formation Nombre et type d'ateliers culturels à travers le CLAS Nombre et type de partenaires sur les projets Nombre d'enfants accueillis au sein des activités Pourcentage d'enfants en fonction du Quotient Familial de la CAF et de la CSP des parents, du secteur d'habitation Pourcentage filles/garçons	Type des différents accueils de loisirs Responsabilisation et autonomie des enfants Soutien des parents Mixité sociale et de genre au sein des activités

		Des projets développés à travers un partenariat (Abrapa, crèches et jardins d'enfants du quartier...) Une tarification en fonction des quotients familiaux			Pourcentage d'enfants bénéficiaires de l'aide Vacaf	

Objectif partagé	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Agir en faveur de la jeunesse	Proposer un lieu d'accueil, d'écoute et un accès à des activités de loisirs adaptées pour les jeunes Soutenir l'engagement et la participation des jeunes dans la vie associative Développer des projets à travers un travail partenarial local pour aborder des questions de prévention, notamment sur la santé, mais également des questions de citoyenneté, de laïcité et des droits de l'enfant	Un temps d'accueil informel le soir après les cours Un accompagnement scolaire et des ateliers culturels spécifiques dans le cadre du CLAS Une aide à la rédaction de CV et lettres de motivation Des séjours de vacances thématiques organisés par les jeunes avec l'aide de l'animateur jeunes La possibilité de bénéficier de l'aide Vacaf, De l'animation de rue en été Des sorties culturelles à la journée Des actions de prévention sur les conduites à risques	Une fréquentation quotidienne des jeunes Un accès à des activités de loisirs adaptées Un accompagnement des jeunes dans des projets collectifs, dans leur travail scolaire, leur recherche de stages et d'emplois Un accès à l'information concernant les questions de prévention, de santé et des problèmes de société (laïcité, droits de l'enfant) ; La participation des jeunes dans les temps forts de l'association	La fréquentation La diversité des activités La mixité de genre La mixité sociale Le partenariat L'accès à autonomie La prise d'initiative des jeunes L'implication et la satisfaction des jeunes	Nombre et type de séjours organisés Nombre et type de sorties culturelles organisées Nombre et type d'actions de prévention et d'actions sur des questions sociétales Nombre et type d'ateliers culturels à travers le CLAS Nombre d'actions de formation "Valeurs de la République et laïcité" Nombre d'élèves stagiaires accueillis Nombre et type de partenaires sur les projets Nombre de jeunes accueillis au sein des activités Pourcentage de jeunes en fonction du QF de la CAF, de la CSP des	Nature de l'engagement des jeunes dans la vie du centre Développement de savoir-faire, du sens de l'organisation et de la responsabilisation des jeunes Favoriser le passage de l'enfance à l'adolescence Une mixité sociale et de genre au sein des activités Sensibilisation aux questions de santé et de prévention

		(addictions, violences...), sur la santé et sur la question du genre Des fêtes et animations de quartier Des activités physiques et des jeux collectifs le mercredi après-midi L'activité Pause Déjeuner, L'accueil d'élèves dans le cadre de stages Des actions sur le thème des droits de l'enfant, Des actions de formations "Valeurs de la République et laïcité" pour les acteurs associatifs			parents et du secteur d'habitation Pourcentage filles/garçons Pourcentage de jeunes bénéficiaires de l'aide Vacaf	

Objectif partagé	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Etre acteur de l'accompagnement des parents	Accompagner les familles en situation de précarité Informer les parents sur les problématiques liées à la parentalité Répondre à un besoin de convivialité et lutter contre l'isolement Développer des projets à travers un travail partenarial local	Temps de permanence de la CESF Actions d'information et d'accompagnement des parents avec des partenaires locaux Temps de vie associative (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, commissions thématiques, fêtes et animations de quartier) avec une garde d'enfants assurée Ateliers culturels pour adultes Activités socio-familiales Ateliers Français de la Vie Quotidienne Ateliers de cuisine parents-enfants Sorties-familles	Un accompagnement et une aide aux familles en demande de soutien Une implication des parents dans la vie associative et dans la définition des actions du Centre L'apprentissage du français pour les parents maîtrisant peu ou pas la langue Un accès à l'information sur les questions de parentalité Des temps de rencontres et d'échanges entre parents	La fréquentation La diversité des activités La mixité sociale Le partenariat L'accès à autonomie L'implication des parents La convivialité	Nature de l'engagement des parents dans la vie associative Nombre d'ateliers de Français de la Vie Quotidienne Nombre d'activités socio-familiales Nombre d'ateliers culturels pour adultes Nombre de sorties-familles organisées Nombre et type de rencontres entre parents Nombre et type de partenaires sur les projets Nombre d'ateliers de cuisine parents-enfants Nombre de parents accueillis Pourcentage des familles selon le Quotient Familial de la CAF, la CSP et le secteur d'habitation	Accès aux dispositifs de droits et d'aides sociales Renforcement des relations entre parents et établissement scolaire Renforcement de la cohésion intrafamiliale Mixité sociale et de genre

		Organisation de conférences-débats sur des thèmes liés à la parentalité			Pourcentage hommes/femmes Typologie familiale	

Objectif partagé	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Agir en faveur de la population senior / encourager les solidarités locales	Favoriser le lien social et intergénérationnel sur le quartier Proposer des espaces conviviaux et de rencontres Développer des activités adaptées à un public senior Développer des projets à travers un travail partenarial local	Activités physiques et de bien-être adaptées à un public senior Temps de permanence de la Conseillère en Economie Sociale et Familiale (accueil, écoute et accompagnement) Ateliers culturels pour adultes, activités socio-familiales Fêtes et animations de quartier, sorties culturelles intergénérationnelles Ateliers de Français de la Vie Quotidienne Projet des "paniers solidaires" pour les familles les plus modestes	Renforcement du lien social et intergénérationnel Accès à des activités physiques et de loisirs pour un public senior Accès à des activités culturelles et de loisirs pour un public aux ressources monétaires limitées Accès à une alimentation saine et variée	La fréquentation La diversité des activités La mixité sociale Le partenariat La mixité intergénérationnelle La solidarité intergénérationnelle La convivialité	Nombre et type d'activités physiques et de loisirs pour un public senior Nombre et type d'ateliers culturels pour adultes Nombre et type d'activités socio-familiales Nombre de fêtes de quartier Nombre et type de sorties culturelles intergénérationnelles Nombre et type de partenaires sur les projets Nombre de participants au sein des activités Nombre de familles bénéficiaires des paniers solidaires Pourcentage hommes-femmes Typologie familiale Pourcentage du public accueilli selon le QF de la CAF, la CSP et le secteur d'habitation	Ambiance conviviale au sein des activités Sensibilisation aux notions de santé, bien-être et au "bien vieillir" Mixité sociale et de genre au sein des activités Continuer à garantir une justice sociale à l'échelle du quartier

Objectif partagé	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Etre un lieu d'accueil, d'écoute et d'expression	Proposer un espace d'accueil ouvert et accessible à tous Favoriser l'expression individuelle et collective Soutenir le développement d'initiatives locales	Accueil et présentation d'expositions Espace de confidentialité Espaces conviviaux de rencontres, d'échanges et d'expression	Le développement d'initiatives collectives Des rencontres et des échanges conviviaux entre habitants La participation des habitants à la définition des projets du Cardek à travers le recueil de leurs attentes, de leurs besoins et de leurs propositions	Nouvelles propositions Nouvelles initiatives collectives Régularité des expositions Attrait des expositions Convivialité Participation des habitants	Nombre et type d'initiatives collectives Nombre et type d'expositions Nombre de personnes accueillies Nombre de propositions, de besoins et/ou d'attentes des habitants et des membres-usagers recueillis	Accessibilité Diversité sociale et culturelle Convivialité Expression

CONVENTION PLURIANNUELLES D'OBJECTIFS 2018-2021

Entre :

- la Ville de Strasbourg, dénommée la Ville, représentée par son Maire, Roland RIES, et

- l'association du **Centre socio-culturel de Neudorf**, ci-après dénommée l'Association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro VOL n° 43 FOL n° 45, et dont le siège est 42 Rue du Neufeld 67100 STRASBOURG représentée par sa Présidente, Marie-Hélène CISZEWSKI, en exercice.

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018.

PREAMBULE

La Ville de Strasbourg a la volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable.
La présente convention s'inscrit pleinement dans cette démarche partenariale, fondée sur la confiance, le respect et le dialogue entre les deux parties.
Elle permet de définir des objectifs partagés, base de la contractualisation et les modalités de leur évaluation.
Elle précise également la capacité pour l'Association à participer au développement des actions soutenues par la Collectivité.
Elle est fondée sur l'évaluation des actions engagées et sur la connaissance des projets de l'Association.
Par ailleurs, cette convention d'objectifs est accompagnée de deux autres conventions : une convention financière déterminant le montant et les modalités d'attribution de la subvention et une convention de mise à disposition de locaux.

TITRE I - OBJET DE LA CONVENTION

Article 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, la Ville et l'Association définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de 4 ans à compter du 1er janvier 2018.
Elle ne peut donner lieu à renouvellement tacite. Sa reconduction devra être sollicitée de manière formelle au moins six mois avant son échéance.

TITRE II - LES OBJECTIFS

Article 3 : Les priorités socioculturelles de la Ville de Strasbourg partagées avec la Caisse d'Allocations Familiales du Bas Rhin et le Conseil Départemental du Bas Rhin

La Ville de Strasbourg réaffirme les valeurs auxquelles elle est profondément attachée et exprime sa volonté de renforcer son partenariat et son soutien aux actions et initiatives des associations qui s'inscrivent pleinement dans les priorités partagées avec ses partenaires :

Favoriser la participation et l'engagement des habitants

- Développer la participation et la prise de responsabilités par les habitants et les bénévoles
- Favoriser la participation des habitants à la vie de la Cité et encourager la prise de parole dans les instances de démocratie locale
- Associer les habitants à la définition des projets
- Prendre en compte les attentes des habitants dans la mise en œuvre des projets

Soutenir le partenariat et les initiatives

- Soutenir le développement des initiatives collectives et de la vie associative
- Organiser le recueil, la construction et la mise en œuvre de la demande en veillant à ce que les réponses soient innovantes et adaptées aux attentes et aux rythmes du public
- Aider à la formation des acteurs, l'organisation de groupes, accompagner vers leur autonomie
- Organiser la concertation et la coordination avec les acteurs du territoire
- Développer les liens sociaux, les solidarités et les initiatives locales

Proposer des lieux d'accueil, d'écoute et de débat

- Organiser une fonction d'accueil et d'écoute des habitants, des familles et des jeunes des groupes informels ou des associations
- Veiller à adapter les plages et amplitude d'ouverture aux besoins des publics
- S'inscrire en partenaire de l'éducation à la citoyenneté et de la prévention des conduites à risques

Assurer la diversité et la mixité

- Assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés
- Développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population du territoire
- Favoriser et consolider les mixités entre les générations, entre les catégories sociales, entre les genres, entre les origines culturelles, entre les cultures… et permettre l'échange et la connaissance mutuelle dans le respect de chacun
- Mettre en œuvre des partenariats entre les acteurs locaux, en vue de développer la mixité et la diversité

Etre acteur de l'accompagnement des parents

- Développer des actions par référence aux orientations du schéma départemental d'accompagnement des parents
- Prendre en compte les problématiques du territoire ;
- Donner place aux parents dans la définition des actions et dans leur évaluation
- Agir en concertation avec les acteurs du territoire

Agir en faveur de la jeunesse

- Proposer un lieu d'émancipation, d'autonomie, de responsabilisation et d'éducation à la citoyenneté
- Soutenir l'engagement et la participation des jeunes
- Veiller à proposer des temps d'accueil adaptés aux rythmes et aux besoins des jeunes : des pré-adolescents jusqu'aux jeunes adultes
- Intervenir en faveur de l'éducation, des loisirs, de l'insertion, de l'engagement ou encore de l'autonomie des jeunes

Agir en faveur de l'enfance

- Participer aux côtés de familles à la coéducation des enfants
- Permettre l'accès aux loisirs tout au long de l'année, en période scolaire et en période de vacances
- Participer à la socialisation des enfants et permettre l'apprentissage

Article 4 : Les objectifs de l'association

Projet social sur le quartier de Neudorf

AXE 1 : Vivre son quartier
- A travers l'organisation d'activités pour tous
- A travers la rencontre, l'échange et la convivialité
- A travers la nouveauté : « Innov' ton quartier »

AXE 2 : Dynamiser et renforcer la participation et la co-construction
- En soutenant les initiatives individuelles et collectives des habitants
- En développant une dynamique territoriale de réseau

Projet social sur la Musau

AXE 1 : La participation, terreau de l'animation du territoire
- Participer et s'impliquer
- Faire réseau

AXE 2 : Pour une animation territoriale centrée sur la rencontre, l'échange, le partage et les loisirs
- Des loisirs pour chacun, des loisirs pour tous
- Pour un espace public partagé et générateur de lien social

AXE 3 : Etre un espace d'accueil, d'information, de soutien et d'accompagnement
- Renforcer et structurer l'accueil des publics
- Développer les actions d'insertion sociale et professionnelle

Projet social itinérant « cœur de quartier »

AXE 1 : Le CSC hors les murs
- Pour une animation du territoire en mouvement
- Pour un maillage territorial des forces vives

AXE 2 : Partages de proximité
- Graines de solidarité
- Habitants en « actions »

Article 5 : Les objectifs partagés et leur déclinaison

La définition d'objectifs partagés est une étape centrale et essentielle dans ce processus de conventionnement entre la Ville et l'association.
Elle souligne et renforce les relations partenariales, basées sur la concertation et la complémentarité, éléments moteurs dans la mise en cohérence des orientations politiques et des projets déclinés dans les territoires, afin de répondre de la manière la plus pertinente possible aux besoins et attentes des familles strasbourgeoises.

Dans ce cadre, l'association, la Ville de Strasbourg, la Caisse d'Allocations Familiales du Bas Rhin et le Conseil Départemental du Bas Rhin définissent ensemble des objectifs partagés que l'association décline en objectifs opérationnels, en actions et en résultats attendus (cf. annexe). Un canevas unique d'évaluation est élaboré sur la base d'un référentiel commun.

TITRE III : LES MOYENS

Article 6 : La subvention versée par la Ville à l'association

Pendant la durée de la convention, la Ville s'engage à soutenir financièrement les actions permettant la réalisation des objectifs prévus à l'article 5.

Les modalités de financements pourront tenir compte de la situation sociale des territoires et des efforts menés pour assurer l'accès de toutes les familles aux projets et actions de l'association.
La Ville de Strasbourg entamera une démarche de réflexion sur la critérisation de la subvention de fonctionnement pouvant aller jusqu'au fléchage de cette dernière.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière spécifique définissant chaque année le montant et les modalités de l'attribution de la subvention de fonctionnement de la Ville.

TITRE IV : LE DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

L'évaluation est un outil que se donnent les parties, pour apprécier la validité de leurs objectifs initiaux, des conditions de leur réalisation, des raisons éventuelles qui peuvent justifier des écarts entre les objectifs initiaux et leur réalisation finale et enfin les mesures d'amélioration et/ou de réajustement qui sont à entreprendre.
De manière générale, l'évaluation doit permettre :

- de faire travailler ensemble les acteurs et les partenaires sur des objectifs partagés ;
- de déterminer la pertinence d'un projet et par conséquent d'être un outil d'aide à la décision et un facteur de mobilisation d'une équipe ;
- de permettre aux associations de mettre en œuvre leurs politiques et d'améliorer la qualité de leurs actions ;
- d'orienter les politiques publiques par une action concertée, l'élaboration de nouveaux projets et de nouvelles actions sur la base de l'expérience acquise et de son évaluation.

Article 8 : Méthodologie d'évaluation des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs partagés prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'un outil d'évaluation partagé par les trois financeurs principaux, à savoir : la Ville de Strasbourg, la Caisse d'allocations familiales du Bas Rhin et le Conseil départemental du Bas Rhin.

Cet outil est complété et annexé à la présente convention.
Il comporte notamment les indicateurs qualitatifs et quantitatifs et tiendra compte du contexte local.

L'évaluation sera effectuée par un Comité de suivi.

Article 9 : la composition du Comité de suivi

Un Comité de suivi de la présente convention est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Il est co-présidé par :
- le Président de l'association
- le Maire ou son représentant
- le Président de la Caisse d'Allocations Familiales ou son représentant
- le Président du Conseil Départemental du Bas Rhin ou son représentant,

et se compose des membres politiques et techniques de l'association, des collectivités et institutions.

Article 10 : les missions du Comité de suivi

Les missions du Comité de suivi sont :

- d'évaluer l'atteinte des objectifs sur la base de l'outil d'évaluation figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, d'analyser les causes des écarts et proposer des pistes d'adaptation ;
- la dernière année de la convention, de se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Article 11 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit deux fois pendant la durée de la présente convention, qui pour rappel a la même durée que le Contrat de Projet déposé à la Caisse d'allocations familiales et que la Convention d'Objectifs du Conseil Départemental.

Pendant la durée de conventionnement, se tiennent :

- un comité de suivi d'évaluation intermédiaire à mi-parcours ;
- un comité de suivi d'évaluation finale afin de dresser le bilan et les perspectives.

Chaque année a également lieu deux rencontres techniques, s'organisant de la manière suivante :

- une réunion d'évaluation de la dynamique territoriale et de la complémentarité entre les acteurs qui associera les forces associatives et institutionnelles du ou des quartiers
- une réunion de bilan axée sur l'action de l'association.

L'association communique aux institutions, un mois au plus tard avant la tenue de chaque Comité de suivi, l'outil d'évaluation dûment complété pour la période annuelle révolue.
Les institutions envoient à l'association une invitation trois semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi.
La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et les institutions deux mois avant sa tenue.

Article 12 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base de l'outil d'évaluation.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

TITRE V : LES DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LES MODALITES D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 13: Communication

La Ville apparaîtra comme partenaire de l'Association dans toute action de communication en direction des médias et du grand public et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants, site Internet) relatifs aux actions spécifiques soutenues par la Ville, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 14 : Responsabilité

L'Association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles stipulées dans la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée. L'Association s'engage à contracter les assurances nécessaires à cet effet et à se conformer aux réglementations en vigueur.

Article 15 : Obligation d'information

L'Association s'engage à informer la Ville, sous un mois à compter de leur survenance, de tous les changements notables survenus dans son fonctionnement, dans son administration ou sa direction, et à lui transmettre ses statuts actualisés.

Article 16 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs définis dans la deuxième partie de la convention.
Néanmoins, en cas de renouvellement d'agrément délivré par la Caisse d'allocations familiales du Bas Rhin, un avenant précisant les nouvelles orientations de l'association pourra être joint à la présente convention.

Article 17 : Autres documents fournis par l'Association

L'Association s'engage à fournir chaque année un exemplaire du rapport de gestion et des comptes de l'exercice précédent, approuvés par son Assemblée Générale, signé par le Président ou toute autre personne habilitée, dans les six mois suivant la réalisation ou au plus tard avant le 15 mai de l'année suivante.
L'Association qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans des délais utiles.

Article 18 : Examens et contrôles

Les documents transmis en application des stipulations des articles précédents seront examinés par les instances compétentes de la Ville, qui pourra demander à l'Association d'en assurer une présentation.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Ville pourra procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation des dotations et de la bonne exécution de la présente convention.
De manière générale, l'Association s'engage à faciliter le contrôle par les services de la Ville de la bonne utilisation de la subvention accordée.

Article 19 : Résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever ses missions.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'Association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 20 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 26 juin 2018

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association du Centre socio-culturel de Neudorf
Le Maire	La Présidente
Roland RIES	Marie-Hélène CISZEWSKI

ANNEXE: Définition et déclinaison des objectifs partagés et des critères et indicateurs d'évaluation

Objectifs partagés	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Etre acteur de l'accompagnement des parents	Valoriser et rassurer les parents dans leurs rôles éducatifs	Mise en place de groupes de paroles	Etre un relais	Mesurer l'impact des actions menées en termes de parentalité	Nombre de rencontres Nombre de participants Degré de mixité des participants	Contenu des actions mises en place et des échanges Régularité des participations Thématiques abordées Evolution des situations des familles
		Organisation d'actions collectives	Permettre le partage autour de la fonction parentale	Mesurer l'impact des actions menées en termes de parentalité	Nombre de rencontres Nombre de participants Degré de mixité des participants	Contenu des actions mises en place et des échanges Régularité des participations Thématiques abordées Evolution des situations des familles
	Favoriser les liens écoles / familles / structures pour une reconnaissance mutuelle	Action CLAS	Permettre l'échange entre les parents et l'école	Mesurer l'impact sur les liens écoles / familles	Nombre de participants Nombre d'actions mises en place Répartition par âge et par genre Nombre d'acteurs locaux impliqués	Nature et contenu des actions menées Lien avec les équipes éducatives Teneur des partenariats et actions développées Evolutions constatées
		Action « Après l'école »				
		Structuration d'un travail en réseau				

	Renforcer les relations intra et inter familiales	Développement d'ateliers Parents / Enfants VACAF Organisation de sorties et de séjours de proximité	Mise en place d'actions parents / enfants	Mesurer le renforcement des liens au sein des familles et entre les familles	Nombre de familles touchées Répartition par âge et par genre Composition des familles Nombre de sorties et séjours	Nature et contenu des actions menées Liens entre parents et enfants Nature des relations entre les familles Déroulement des sorties et séjours Modalités d'implication des parents
Agir en faveur de l'enfance et de la jeunesse	Développer les partenariats entre les structures accueillant des publics enfants et jeunes	Favoriser l'échange et la communication entre les acteurs Mise en place de projets communs Mobilisation des partenaires	Effectivité du travail en partenariat	Mesurer la pertinence des liens avec les partenaires	Nombre de partenaires mobilisés Nombre de projets communs mis en place Fréquence des rencontres partenariales Nombre de partenaires impliqués dans les projets	Nature de l'implication partenariale Teneur des relations partenariales Contenu des projets communs développés Nouvelles dynamiques émergentes
	Optimiser l'accueil des publics enfants et jeunes	Refondation de la grille tarifaire Diversification des modes de fonctionnement Elaboration d'une programmation des activités	Mise en place et développement d'activités diversifiées	Vérifier la concordance entre les activités proposées et les attentes des publics	Taux de participation aux différentes activités Répartition par âge et par genre Nombre et diversité des animations mises en place Nombre de nouvelles activités développées Nombre de nouveaux inscrits	Contenu et déroulement des activités Modalités de fonctionnement des activités Demandes nouvelles émergentes

	Accompagner les jeunes dans leurs démarches	Mise en place d'un espace dédié aux offres	Favoriser l'insertion des publics sous toutes ses formes	Mesurer l'efficacité des actions	Nombre de personnes touchées Profil des publics Nombre de partenaires mobilisés	Nature des accompagnements et actions mises en place Attentes et demandes émergentes Impacts sur les bénéficiaires Teneur des partenariats
		Organisation de rencontres « entreprises – demandeurs d'emploi »				
		Initiation d'un accompagnement et être un relais				
Favoriser la participation et l'engagement des habitants	Renforcer l'implication des habitants dans la vie du quartier et dans les activités du CSC, tout en valorisant leurs participations et leurs initiatives	Mise en place de temps d'échanges et de recueil des envies	Implication des habitants dans la vie de leur quartier	Mesurer l'implication effective des habitants	Nombre de personnes mobilisées Nombre d'actions mises en place Répartition par genre Nombre d'actions réalises par les habitants	Contenu des initiatives portées par les habitants Modalités pratiques relatives à la participation (formes de l'engagement) Modalités d'accompagnement des bénévoles Evolution de la participation
		Création d'espaces participatifs				
		Conception d'outils de suivi				
	Faciliter la rencontre et l'accueil des habitants hors-les-murs	Développement d'activités de loisirs délocalisées	Développer des activités diversifiées sur les espaces publics	S'assurer de la création et de l'identification des liens sociaux	Nombre d'actions menées Nombre de participants Degré de mixité (générationnelle et genrée)	Contenu, nature et déroulement des projets Régularité de la participation selon les zones Impact des actions dans le quotidien des habitants
		Mise en place de services divers et d'activités de loisirs pour toutes et tous				
		Création et diffusion d'outils de communication				
	Animer des temps festifs qui permettent la rencontre, favorisent l'engagement et favorisent l'accueil des nouveaux habitants	Développement d'animations festives	Favoriser la rencontre et la convivialité	S'assurer de la création et de l'identification des liens sociaux	Nombre d'animations mises en place Nombre de participants Répartition par âge et genre	Contenu des animations festives Modalités de communication sur les actions Impact sur les publics et qualité des échanges entre les publics
		Renforcement de la communication				

CONVENTION PLURIANNUELLES D'OBJECTIFS 2018-2021

Entre :

- la Ville de Strasbourg, dénommée la Ville, représentée par son Maire, Roland RIES, et

- l'association du Centre social et culturel Au-delà des Ponts, ci-après dénommée l'Association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro volume 82 folio n°32, et dont le siège est 75, route du Rhin 67000 STRASBOURG, représentée par son Président, Gérard SCHANN, en exercice,

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018.

PREAMBULE

La Ville de Strasbourg a la volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable.
La présente convention s'inscrit pleinement dans cette démarche partenariale, fondée sur la confiance, le respect et le dialogue entre les deux parties.
Elle permet de définir des objectifs partagés, base de la contractualisation et les modalités de leur évaluation.
Elle précise également la capacité pour l'Association à participer au développement des actions soutenues par la Collectivité.
Elle est fondée sur l'évaluation des actions engagées et sur la connaissance des projets de l'Association.
Par ailleurs, cette convention d'objectifs est accompagnée de deux autres conventions : une convention financière déterminant le montant et les modalités d'attribution de la subvention et une convention de mise à disposition de locaux.

TITRE I - OBJET DE LA CONVENTION

Article 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, la Ville et l'Association définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de 4 ans à compter du 1er janvier 2018.
Elle ne peut donner lieu à renouvellement tacite. Sa reconduction devra être sollicitée de manière formelle au moins six mois avant son échéance.

TITRE II - LES OBJECTIFS

Article 3 : Les priorités socioculturelles de la Ville de Strasbourg partagées avec la Caisse d'Allocations Familiales du Bas Rhin et le Conseil Départemental du Bas Rhin

La Ville de Strasbourg réaffirme les valeurs auxquelles elle est profondément attachée et exprime sa volonté de renforcer son partenariat et son soutien aux actions et initiatives des associations qui s'inscrivent pleinement dans les priorités partagées avec ses partenaires :

Favoriser la participation et l'engagement des habitants

- Développer la participation et la prise de responsabilités par les habitants et les bénévoles
- Favoriser la participation des habitants à la vie de la Cité et encourager la prise de parole dans les instances de démocratie locale
- Associer les habitants à la définition des projets
- Prendre en compte les attentes des habitants dans la mise en œuvre des projets

Soutenir le partenariat et les initiatives

- Soutenir le développement des initiatives collectives et de la vie associative
- Organiser le recueil, la construction et la mise en œuvre de la demande en veillant à ce que les réponses soient innovantes et adaptées aux attentes et aux rythmes du public
- Aider à la formation des acteurs, l'organisation de groupes, accompagner vers leur autonomie
- Organiser la concertation et la coordination avec les acteurs du territoire
- Développer les liens sociaux, les solidarités et les initiatives locales

Proposer des lieux d'accueil, d'écoute et de débat

- Organiser une fonction d'accueil et d'écoute des habitants, des familles et des jeunes des groupes informels ou des associations
- Veiller à adapter les plages et amplitude d'ouverture aux besoins des publics
- S'inscrire en partenaire de l'éducation à la citoyenneté et de la prévention des conduites à risques

Assurer la diversité et la mixité

- Assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés
- Développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population du territoire
- Favoriser et consolider les mixités entre les générations, entre les catégories sociales, entre les genres, entre les origines culturelles, entre les cultures… et permettre l'échange et la connaissance mutuelle dans le respect de chacun
- Mettre en œuvre des partenariats entre les acteurs locaux, en vue de développer la mixité et la diversité

Etre acteur de l'accompagnement des parents

- Développer des actions par référence aux orientations du schéma départemental d'accompagnement des parents
- Prendre en compte les problématiques du territoire ;
- Donner place aux parents dans la définition des actions et dans leur évaluation
- Agir en concertation avec les acteurs du territoire

Agir en faveur de la jeunesse

- Proposer un lieu d'émancipation, d'autonomie, de responsabilisation et d'éducation à la citoyenneté
- Soutenir l'engagement et la participation des jeunes
- Veiller à proposer des temps d'accueil adaptés aux rythmes et aux besoins des jeunes : des pré-adolescents jusqu'aux jeunes adultes
- Intervenir en faveur de l'éducation, des loisirs, de l'insertion, de l'engagement ou encore de l'autonomie des jeunes

Agir en faveur de l'enfance

- Participer aux côtés de familles à la coéducation des enfants
- Permettre l'accès aux loisirs tout au long de l'année, en période scolaire et en période de vacances
- Participer à la socialisation des enfants et permettre l'apprentissage

Article 4 : Les objectifs de l'association

Axe 1 : Accompagner les habitants du Port du Rhin dans un quartier qui sort de son isolement

- Favoriser les échanges entre tous les habitants du Port du Rhin
- Favoriser la prise en compte de la parole des habitants dans la transformation du territoire
- Favoriser l'implication des habitants dans la vie de quartier
- Favoriser la mobilité

Axe 2 : Favoriser la mutualisation sur le territoire

- Favoriser la complémentarité entre partenaires
- Animer de manière conviviale et dynamique le réseau de partenaires
- Favoriser l'émergence de la vie associative sur le territoire

Axe 3 : Éveiller la curiosité

- Favoriser l'accès aux loisirs, aux sports et à la culture
- Impliquer les habitants dans le développement de nouvelles actions
- Être innovant et force de proposition sur le territoire
- Accompagner les habitants dans leur vie de citoyen

Axe 4 : Faire évoluer la vie associative du Centre Social et Culturel

- Structurer la gouvernance de l'association
- Accompagner les bénévoles dans la vie de l'association

Article 5 : Les objectifs partagés et leur déclinaison

La définition d'objectifs partagés est une étape centrale et essentielle dans ce processus de conventionnement entre la Ville et l'association.
Elle souligne et renforce les relations partenariales, basées sur la concertation et la complémentarité, éléments moteurs dans la mise en cohérence des orientations politiques et des projets déclinés dans les territoires, afin de répondre de la manière la plus pertinente possible aux besoins et attentes des familles strasbourgeoises.

Dans ce cadre, l'association, la Ville de Strasbourg, la Caisse d'Allocations Familiales du Bas Rhin et le Conseil Départemental du Bas Rhin définissent ensemble des objectifs partagés que l'association décline en objectifs opérationnels, en actions et en résultats attendus (cf. annexe). Un canevas unique d'évaluation est élaboré sur la base d'un référentiel commun.

TITRE III : LES MOYENS

Article 6 : La subvention versée par la Ville à l'association

Pendant la durée de la convention, la Ville s'engage à soutenir financièrement les actions permettant la réalisation des objectifs prévus à l'article 5.

Les modalités de financements pourront tenir compte de la situation sociale des territoires et des efforts menés pour assurer l'accès de toutes les familles aux projets et actions de l'association.
La Ville de Strasbourg entamera une démarche de réflexion sur la critérisation de la subvention de fonctionnement pouvant aller jusqu'au fléchage de cette dernière.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière spécifique définissant chaque année le montant et les modalités de l'attribution de la subvention de fonctionnement de la Ville.

TITRE IV : LE DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

L'évaluation est un outil que se donnent les parties, pour apprécier la validité de leurs objectifs initiaux, des conditions de leur réalisation, des raisons éventuelles qui peuvent justifier des écarts entre les objectifs initiaux et leur réalisation finale et enfin les mesures d'amélioration et/ou de réajustement qui sont à entreprendre.
De manière générale, l'évaluation doit permettre :

- de faire travailler ensemble les acteurs et les partenaires sur des objectifs partagés ;
- de déterminer la pertinence d'un projet et par conséquent d'être un outil d'aide à la décision et un facteur de mobilisation d'une équipe ;
- de permettre aux associations de mettre en œuvre leurs politiques et d'améliorer la qualité de leurs actions ;
- d'orienter les politiques publiques par une action concertée, l'élaboration de nouveaux projets et de nouvelles actions sur la base de l'expérience acquise et de son évaluation.

Article 8 : Méthodologie d'évaluation des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs partagés prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'un outil d'évaluation partagé par les trois financeurs principaux, à savoir : la Ville de Strasbourg, la Caisse d'allocations familiales du Bas Rhin et le Conseil départemental du Bas Rhin.

Cet outil est complété et annexé à la présente convention.
Il comporte notamment les indicateurs qualitatifs et quantitatifs et tiendra compte du contexte local.

L'évaluation sera effectuée par un Comité de suivi.

Article 9 : la composition du Comité de suivi

Un Comité de suivi de la présente convention est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Il est co-présidé par :

- le Président de l'association
- le Maire ou son représentant
- le Président de la Caisse d'Allocations Familiales ou son représentant
- le Président du Conseil Départemental du Bas Rhin ou son représentant,

et se compose des membres politiques et techniques de l'association, des collectivités et institutions.

Article 10 : les missions du Comité de suivi

Les missions du Comité de suivi sont :

- d'évaluer l'atteinte des objectifs sur la base de l'outil d'évaluation figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, d'analyser les causes des écarts et proposer des pistes d'adaptation ;
- la dernière année de la convention, de se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Article 11 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit deux fois pendant la durée de la présente convention, qui pour rappel a la même durée que le Contrat de Projet déposé à la Caisse d'allocations familiales et que la Convention d'Objectifs du Conseil Départemental.

Pendant la durée de conventionnement, se tiennent :

- un comité de suivi d'évaluation intermédiaire à mi-parcours ;
- un comité de suivi d'évaluation finale afin de dresser le bilan et les perspectives.

Chaque année a également lieu deux rencontres techniques, s'organisant de la manière suivante :

- une réunion d'évaluation de la dynamique territoriale et de la complémentarité entre les acteurs qui associera les forces associatives et institutionnelles du ou des quartiers
- une réunion de bilan axée sur l'action de l'association.

L'association communique aux institutions, un mois au plus tard avant la tenue de chaque Comité de suivi, l'outil d'évaluation dûment complété pour la période annuelle révolue.
Les institutions envoient à l'association une invitation trois semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi.
La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et les institutions deux mois avant sa tenue.

Article 12 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base de l'outil d'évaluation.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

TITRE V : LES DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LES MODALITES D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 13: Communication

La Ville apparaîtra comme partenaire de l'Association dans toute action de communication en direction des médias et du grand public et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants, site Internet) relatifs aux actions spécifiques soutenues par la Ville, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 14 : Responsabilité

L'Association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles stipulées dans la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée. L'Association s'engage à contracter les assurances nécessaires à cet effet et à se conformer aux réglementations en vigueur.

Article 15 : Obligation d'information

L'Association s'engage à informer la Ville, sous un mois à compter de leur survenance, de tous les changements notables survenus dans son fonctionnement, dans son administration ou sa direction, et à lui transmettre ses statuts actualisés.

Article 16 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs définis dans la deuxième partie de la convention.
Néanmoins, en cas de renouvellement d'agrément délivré par la Caisse d'allocations familiales du Bas Rhin, un avenant précisant les nouvelles orientations de l'association pourra être joint à la présente convention.

Article 17 : Autres documents fournis par l'Association

L'Association s'engage à fournir chaque année un exemplaire du rapport de gestion et des comptes de l'exercice précédent, approuvés par son Assemblée Générale, signé par le Président ou toute autre personne habilitée, dans les six mois suivant la réalisation ou au plus tard avant le 15 mai de l'année suivante.
L'Association qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans des délais utiles.

Article 18 : Examens et contrôles

Les documents transmis en application des stipulations des articles précédents seront examinés par les instances compétentes de la Ville, qui pourra demander à l'Association d'en assurer une présentation.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Ville pourra procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation des dotations et de la bonne exécution de la présente convention.
De manière générale, l'Association s'engage à faciliter le contrôle par les services de la Ville de la bonne utilisation de la subvention accordée.

Article 19 : Résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever ses missions.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'Association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 20 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 26 juin 2018

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'Association du Centre social et culturel Au-delà des Ponts
Le Maire	Le Président
Roland RIES	Gérard SCHANN

ANNEXE: Définition et déclinaison des objectifs partagés et des critères et indicateurs d’évaluation

Objectifs partagés	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d’évaluation quantitatifs	Indicateurs d’évaluation qualitatifs
Agir en faveur de l’enfance et de la jeunesse	Proposer aux enfants de 6 à 12 ans des actions de soutien scolaire et d’animation	Structurer le projet CLAS à destination des 6-12 ans	Avoir un temps d'accueil bien distinct des autres offres périscolaires Mise en place d'outils de suivi du projet Travail partenarial avec l'école du Rhin	Evolution du partenariat école/CSC Implication des familles Mise en place d'une Méthodologie d'action	Nombre d'enfants Taux de famille impliqué dans l'action Nombre de réunion (école/CSC, famille/CSC)	Amélioration de la vie scolaire des enfants Qualité des outils mis en place Retour des acteurs du projet (école, familles et enfants)
		Animer un réseau partenarial sur la thématique de la scolarité	Organiser des réunions partenariales avec les acteurs de la scolarité de l'enfant, et des acteurs travaillant sur la parentalité sur le quartier.	Animation et vie du réseau partenarial Développement de projets par les partenaires	Partenaires impliqués Nombre de projets développés Nombre de rencontres	Investissement partenarial Résultat des actions mis en place Analyse de terrain
		Développer l'offre périscolaire des 6-12 ans	Augmenter progressivement la capacité d'accueil en fonction des possibilités logistique (nouveaux locaux et nouveau bâtiment)	Evolution de la capacité d'accueil périscolaire pour les 6 - 12 ans Evolution du projet pédagogique Evolution des publics	Nombre de dossiers (enfants). Développement de nouveau créneau	Retour des familles Retour des enfants Qualité du projet pédagogique Implication des familles
		Développer l'offre loisirs des 6-12 ans	Augmenter progressivement la capacité d'accueil en fonction des possibilités logistiques (nouveaux locaux et nouveau bâtiment). Proposer de nouvelles propositions de loisirs (stage thématique, séjours, ateliers de pratique d'activités sportives…)	Evolution de la capacité d'accueil de loisir pour les 6 - 12 ans Evolution du projet pédagogique Diversité des Publics Evolution des propositions de loisirs	Nombre de dossiers (enfants). Développement de nouveau créneau Nouvelles activités	Retour des familles Retour des enfants Qualité du projet pédagogique Implication des familles
		Favoriser l'accès à la culture des 6-12 ans	Développer la programmation de sorties culturelles Proposer des ateliers de pratique culturelle	Développement des partenariats Développement de la médiation culturelle Augmentation de la pratique artistique	Nombre de partenaires Nombre d'actions Atelier de pratique culturel Nombre d'enfants touchés	

	Accompagner les jeunes de 12 à 14 ans dans leurs projets de vie	Faire converger différent projet vers une action permettant de construire le projet de vie des 12/14 ans (CLAS, orientation, insertion professionnelle…)	Clarifier l'orientation scolaire et/ou professionnel des 12-14 ans Mettre en œuvre des actions avant un éventuel décrochage scolaire Fédérer différents acteurs autour du CSC et d'une action à destination des 12/14 ans	Evolution du travail partenarial Nouvelles actions mises en place Diversité des publics Actions d'orientation des 12/14 ans	Nombre de partenaires Nombre de 12/14 ans dans les actions Nombre d'actions mises en place	Retour des partenaires Retour des 12/14 ans Implication des familles Tendance des décrocheurs
		Fédérer les acteurs de l'éducation, de l'orientation et de l'insertion professionnelle autour d'un projet				
	Intégrer les jeunes de 15 ans et plus dans une offre structurée d'accès à l'autonomie et à la citoyenneté	Proposer des temps d'accueil afin d'être à l'écoute des plus de 15 ans	Clarifier l'orientation scolaire et/ou professionnelle des 15 ans et plus Favoriser la mobilité Favoriser les échanges entre jeunes du quartier, de la ville et d'Europe Favoriser l'investissement dans des projets de moyenne ou longue durée Rester à l'écoute des jeunes	Diversité et diversification des publics Type d'accueil mis en place (?) Augmentation des actions mises en place Implication dans la durée du public Mobilisation des partenaires	Nombre de 15 ans et plus présents dans les actions du CSC Nombre de partenaires présents à nos côtés Nombre d'actions et/ou de créneaux d'accueil mis en place	Mobilité des 15 ans et plus Autonomie des 15 ans et plus Retour du public 15 ans et plus Qualité de l'investissement des 15 ans et plus
		Proposer des actions d'aide au parcours de vie (scolaire et professionnel)				
		Promouvoir le développement des projets jeunes de groupe (séjours, séjours, actions humanitaires…)				
		Développer les actions transfrontalières permettant la rencontre des jeunes de différents pays autour d'un projet				
		Favoriser les actions inter-quartier				
Favoriser la participation et l'engagement des habitants de "l'ancien" et du "nouveau" quartier	Permettre l'implication des habitants dans le fonctionnement de la structure	Favoriser l'accès au Conseil d'administration aux habitants de l'ensemble du territoire	Montée en compétence des administrateurs Mixité au sein du Conseil d'Administration Autonomie du Conseil d'administration Gouvernance association plus forte	Mixité des habitants dans les instances de l'association Ouverture de la gouvernance associative Accès des habitants à l'autonomie	Nombre d'habitants mobilisés Taux des "nouveaux/anciens" habitants Nombre de commissions animées par les habitants	Autonomie des habitants dans la gouvernance associative Compétence des habitants acquise par le biais des formations
		Continuer à mettre en place des formations à destination des administrateurs				
		Responsabiliser les habitants en créant des commissions thématiques				
		Continuer le travail de structuration de la vie associative du CSC				
	Permettre l'implication et la participation des habitants dans les animations organisées par le CSC	Ouvrir la "commission des fêtes" à l'ensemble des habitants (en plus des administrateurs)	Développement des animations globales Développement de la "commission des fêtes" Implication des habitants plus forte	Temps de rencontre des habitants Organisation et participation aux Commissions thématiques Participations et aides aux animations de quartier	Nombre d'habitants mobilisés Nombre de temps conviviaux mis en place Nombre d'animation de quartier proposée aux habitants du quartier	Implication des habitants dans la durée Retour des habitants
		Continuer à organiser des animations conviviales de rencontre des habitants (Petit Déjeuner des habitants, des parents…)				
		Mettre en place des temps d'animations annuels rythmant la vie de quartier				

	Faire passer les habitants de la logique de spectateur à la logique d'acteur	Favoriser le développement des actions portées par les habitants Responsabiliser les habitants dans les animations existantes	Passage de certaines actions des mains des salariés à celles des habitants Développement des actions menées de A à Z par les habitants	Evolution des actions portées par les habitants Evolution de la responsabilisation des habitants	Nombre d'habitants en responsabilité d'actions Nombre d'actions portées par les salariés, par les salariés et les habitants, puis par les habitants seuls	Qualité des actions mise en place Retour des habitants
Soutenir les partenariats et les initiatives	Favoriser la complémentarité entre les partenaires intérieurs et extérieurs du quartier	Mettre en place des temps de rencontre thématique entre nos partenaires afin de renforcer le lien entre eux Développer les temps conviviaux à destination de nos partenaires afin de favoriser les échanges informels Favoriser les actions impliquant plusieurs partenaires	Créer une bonne dynamique partenariale Être animateur du territoire Développer les actions partenariales	Dynamique du réseau partenarial Evolution des actions partenariales mises en place Evolution de la typologie des partenaires	Nombre de temps de rencontre mis en place Nombre de partenaires Nombre d'action partenariale	Retour des partenaires Qualité des actions mises en place
	Formaliser les partenariats déjà existants, en terme de projets et de communication	Développer le recours aux conventions de partenariat Développer les évènements de promotion des actions partenariales	Développement des conventions de partenariat Développer la communication et mettre en lumière le travail partenarial	Evolution des conventions de partenariat Evolution de la communication du CSC sur le quartier	Nombre de conventions partenariales Nombre d'actions de communication	Visibilité des actions Qualité des partenariats
	Favoriser la mobilité des habitants dans et hors du territoire	Développer des actions dans et hors du CSC (Espace public, partenaires…) Développer des actions hors du territoire du CSC auprès de nos partenaires "hors quartier"	Développer les lieux de réalisation d'action Développer la mobilité	Evolution de la mobilité des usagers et des habitants dans et hors du quartier	Répartition des lieux d'action Nombre d'actions se déroulant hors territoire	Lever des freins sur la mobilité

CONVENTION PLURIANNUELLES D'OBJECTIFS 2018-2021

Entre :

- la Ville de Strasbourg, dénommée la Ville, représentée par son Maire, Roland RIES, et

- l'association Organisation Populaire et Familiale des Activités de Loisirs (OPFAL), ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro 120 volume XXVI, dont le siège est 18 rue de la Division Leclerc 67000 STRASBOURG, représentée par M. Valentin TRAUTMANN, son Président, en exercice,

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018.

PREAMBULE

La Ville de Strasbourg a la volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable.
La présente convention s'inscrit pleinement dans cette démarche partenariale, fondée sur la confiance, le respect et le dialogue entre les deux parties.
Elle permet de définir des objectifs partagés, base de la contractualisation et les modalités de leur évaluation.
Elle précise également la capacité pour l'Association à participer au développement des actions soutenues par la Collectivité.
Elle est fondée sur l'évaluation des actions engagées et sur la connaissance des projets de l'Association.
Par ailleurs, cette convention d'objectifs est accompagnée d'une convention financière déterminant le montant et les modalités d'attribution de la subvention.

TITRE I - OBJET DE LA CONVENTION

Article 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, la Ville et l'Association définissent des objectifs partagés pour les activités développées dans le quartier de la Musau et s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de 4 ans à compter du 1er janvier 2018.
Elle ne peut donner lieu à renouvellement tacite. Sa reconduction devra être sollicitée de manière formelle au moins six mois avant son échéance.

TITRE II - LES OBJECTIFS

Article 3 : Les priorités socioculturelles de la Ville de Strasbourg partagées avec la Caisse d'Allocations Familiales du Bas Rhin et le Conseil Départemental du Bas Rhin

La Ville de Strasbourg réaffirme les valeurs auxquelles elle est profondément attachée et exprime sa volonté de renforcer son partenariat et son soutien aux actions et initiatives des associations qui s'inscrivent pleinement dans les priorités partagées avec ses partenaires :

Favoriser la participation et l'engagement des habitants

- Développer la participation et la prise de responsabilités par les habitants et les bénévoles
- Favoriser la participation des habitants à la vie de la Cité et encourager la prise de parole dans les instances de démocratie locale
- Associer les habitants à la définition des projets
- Prendre en compte les attentes des habitants dans la mise en œuvre des projets

Soutenir le partenariat et les initiatives

- Soutenir le développement des initiatives collectives et de la vie associative
- Organiser le recueil, la construction et la mise en œuvre de la demande en veillant à ce que les réponses soient innovantes et adaptées aux attentes et aux rythmes du public
- Aider à la formation des acteurs, l'organisation de groupes, accompagner vers leur autonomie
- Organiser la concertation et la coordination avec les acteurs du territoire
- Développer les liens sociaux, les solidarités et les initiatives locales

Proposer des lieux d'accueil, d'écoute et de débat

- Organiser une fonction d'accueil et d'écoute des habitants, des familles et des jeunes des groupes informels ou des associations
- Veiller à adapter les plages et amplitude d'ouverture aux besoins des publics
- S'inscrire en partenaire de l'éducation à la citoyenneté et de la prévention des conduites à risques

Assurer la diversité et la mixité

- Assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés
- Développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population du territoire
- Favoriser et consolider les mixités entre les générations, entre les catégories sociales, entre les genres, entre les origines culturelles, entre les cultures… et permettre l'échange et la connaissance mutuelle dans le respect de chacun
- Mettre en œuvre des partenariats entre les acteurs locaux, en vue de développer la mixité et la diversité

Etre acteur de l'accompagnement des parents

- Développer des actions par référence aux orientations du schéma départemental d'accompagnement des parents
- Prendre en compte les problématiques du territoire ;
- Donner place aux parents dans la définition des actions et dans leur évaluation
- Agir en concertation avec les acteurs du territoire

Agir en faveur de la jeunesse

- Proposer un lieu d'émancipation, d'autonomie, de responsabilisation et d'éducation à la citoyenneté
- Soutenir l'engagement et la participation des jeunes
- Veiller à proposer des temps d'accueil adaptés aux rythmes et aux besoins des jeunes : des pré-adolescents jusqu'aux jeunes adultes
- Intervenir en faveur de l'éducation, des loisirs, de l'insertion, de l'engagement ou encore de l'autonomie des jeunes

Agir en faveur de l'enfance

- Participer aux côtés de familles à la coéducation des enfants
- Permettre l'accès aux loisirs tout au long de l'année, en période scolaire et en période de vacances
- Participer à la socialisation des enfants et permettre l'apprentissage

Article 4 : Les objectifs de l'association

Créer en participant en gérant ou en animant directement ou indirectement :

- des centres de vacances (centres de loisirs, centres aérés, colonies de vacances)
- des équipements et des structures d'animations (haltes garderies, crèches, ateliers d'enfants, etc.)
- toute autres activités, de loisirs de vacances, activités sportives, échanges internationaux, voyages culturels etc.

Contribuer à la réalisation de la promotion personnelle et collective par la formation, l'éducation et la culture populaire des familles usagères avec l'appui de tous les moyens et méthodes pouvant être mis à disposition.

Assurer la gestion de tous les services qui pourraient lui être confiés par les pouvoirs publics, les collectivités locales ou en participant à cette gestion avec d'autres groupements

Organiser des stages de formation pour le personnel destiné à encadrer les différentes activités

Favoriser à travers ces réalisations la participation des usagers.

Article 5 : Les objectifs partagés et leur déclinaison

La définition d'objectifs partagés est une étape centrale et essentielle dans ce processus de conventionnement entre la Ville et l'association.
Elle souligne et renforce les relations partenariales, basées sur la concertation et la complémentarité, éléments moteurs dans la mise en cohérence des orientations politiques et des projets déclinés dans les territoires, afin de répondre de la manière la plus pertinente possible aux besoins et attentes des familles strasbourgeoises.

Dans ce cadre, l'association, la Ville de Strasbourg, définissent ensemble des objectifs partagés que l'association décline en objectifs opérationnels, en actions et en résultats attendus (cf. annexe). Un canevas unique d'évaluation est élaboré sur la base d'un référentiel commun.

TITRE III : LES MOYENS

Article 6 : La subvention versée par la Ville à l'Association

Pendant la durée de la convention, la Ville s'engage à soutenir financièrement les actions permettant la réalisation des objectifs prévus à l'article 5.

Les modalités de financements pourront tenir compte de la situation sociale des territoires et des efforts menés pour assurer l'accès de toutes les familles aux projets et actions de l'association.
La Ville de Strasbourg entamera une démarche de réflexion sur la critérisation de la subvention de fonctionnement pouvant aller jusqu'au fléchage de cette dernière.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière spécifique définissant chaque année le montant et les modalités de l'attribution de la subvention de fonctionnement de la Ville.

TITRE IV : LE DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

L'évaluation est un outil que se donnent les parties, pour apprécier la validité de leurs objectifs initiaux, des conditions de leur réalisation, des raisons éventuelles qui peuvent justifier des écarts entre les objectifs initiaux et leur réalisation finale et enfin les mesures d'amélioration et/ou de réajustement qui sont à entreprendre.
De manière générale, l'évaluation doit permettre :

- de faire travailler ensemble les acteurs et les partenaires sur des objectifs partagés ;
- de déterminer la pertinence d'un projet et par conséquent d'être un outil d'aide à la décision et un facteur de mobilisation d'une équipe ;
- de permettre aux associations de mettre en œuvre leurs politiques et d'améliorer la qualité de leurs actions ;
- d'orienter les politiques publiques par une action concertée, l'élaboration de nouveaux projets et de nouvelles actions sur la base de l'expérience acquise et de son évaluation.

Article 7 : Méthodologie d'évaluation des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs partagés prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'un outil d'évaluation, complété au préalable par les deux partenaires et annexé à la présente convention.
Il comporte notamment les indicateurs qualitatifs et quantitatifs et tiendra compte du contexte local.
L'évaluation sera effectuée par un Comité de suivi.

Article 8 : la composition du Comité de suivi

Un Comité de suivi de la présente convention est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Il est co-présidé par le Président de l'association et le Maire ou son représentant et se compose des membres politiques et techniques représentant l'association et la collectivité.

Article 9 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs sur la base de l'outil d'évaluation figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et proposer des pistes d'adaptation ;
- la dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Article 10 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois chaque année, à l'initiative de la Ville pour procéder à deux évaluations intermédiaires et une évaluation finale. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.
La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et la Ville deux mois avant sa tenue.
L'Association communique à la Ville, un mois au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'outil d'évaluation dûment complété pour la période annuelle révolue.
La Ville envoie une invitation à trois semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi.

Article 11 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base de l'outil d'évaluation.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

TITRE V : LES DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LES MODALITES D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 12: Communication

La Ville apparaîtra comme partenaire de l'Association dans toute action de communication en direction des médias et du grand public et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants, site Internet) relatifs aux actions spécifiques soutenues par la Ville, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 13 : Responsabilité

L'Association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles stipulées dans la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée.
L'Association s'engage à contracter les assurances nécessaires à cet effet et à se conformer aux réglementations en vigueur.

Article 14 : Obligation d'information

L'Association s'engage à informer la Ville, sous un mois à compter de leur survenance, de tous les changements notables survenus dans son fonctionnement, dans son administration ou sa direction, et à lui transmettre ses statuts actualisés.

Article 15 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs définis dans la deuxième partie de la convention.
Néanmoins, en cas de renouvellement d'agrément délivré par la Caisse d'allocations familiales du Bas Rhin, un avenant précisant les nouvelles orientations de l'association pourra être joint à la présente convention.

Article 16 : Autres documents fournis par l'Association

L'Association s'engage à fournir chaque année un exemplaire du rapport de gestion et des comptes de l'exercice précédent, approuvés par son Assemblée Générale, signé par le Président ou toute autre personne habilitée, dans les six mois suivant la réalisation ou au plus tard avant le 15 mai de l'année suivante.
L'Association qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux - ci dans des délais utiles.

Article 17 : Examens et contrôles

Les documents transmis en application des stipulations des articles précédents seront examinés par les instances compétentes de la Ville, qui pourra demander à l'Association d'en assurer une présentation.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Ville pourra procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation des dotations et de la bonne exécution de la présente convention.
De manière générale, l'Association s'engage à faciliter le contrôle par les services de la Ville de la bonne utilisation de la subvention accordée.

Article 18 : Résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever ses missions.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'Association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 19 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 26 juin 2018

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association Organisation Populaire et Familiale des Activités de Loisirs
Le Maire	Le Président
Roland RIES	Valentin TRAUTMANN

ANNEXE : Définition et déclinaison des objectifs partagés et critères et indicateurs d'évaluation

Objectifs partagés	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Favoriser la diversité et la mixité	Au sein de la structure, favoriser la présence des enfants quelles que soient leurs appartenances sociales et / ou leurs différences. Proposer des activités qui favorisent l'acceptation de l'autre, quelle que soit sa différence. Développer les actions communes avec les autres centres de loisirs.	Accueil de tous les enfants, y compris les enfants "différents". Mise en place d'ateliers ouverts, auxquels les enfants se rendent au gré de leurs envies (apaisement des conflits et des tensions). Sorties communes, événements communs, moment de convivialité avec d'autres centres : carnaval, journées thématiques. Attention portée à ce que les activités conviennent aux enfants filles et garçons.	Amélioration de la qualité relationnelle avec les autres au quotidien, enfants comme adultes. Meilleure acceptation de soi et des autres. Décloisonnement des secteurs et des tranches d'âges. S'ouvrir à "l'autre", de la part des enfants : autre lieu de vie, autre culture, autre milieu socio-culturel. Découvrir d'autres lieux, d'autres milieux.	Caractérisation des enfants accueillis par rapport à ceux qui ont besoin d'une attention particulière. Vérification de la mixité : - filles / garçons, - âges, - Socio-économique, - socio-culturelle. Organisation / participation à des moments collectifs.	Nombre d'ateliers ouverts proposés au quotidien ; Proportion d'enfants qui vont bien (structure familiale stable, ou prise en charge) par rapport à ceux qui ont des conflits avec les autres ou avec eux-mêmes ; Nombre enfants en parcours éducatif accueillis / effectif école. Proportion enfants parcours éducatif / effectif ACEM ; Nombre d'enfants en difficulté comportementale accueillis / effectif école ; Proportion enfants difficulté comportementale / effectif ACEM ; Nombre de coopération entre les enfants (enfants aidants) ; Nombre de centres rencontrés, de journées "événements" et sorties ; Si altercations / incidents : proportion dans laquelle un enfant de la Musau est impliqué	Prise en compte des besoins particuliers au quotidien de chaque enfant accueilli (colère de X, enfants déficients auditifs, troubles du comportement...) ; Diversité socio-culturelle du public accueilli ; Connaissance des difficultés sociales rencontrées par la famille de l'enfant ; Evaluations régulières avec les enfants par rapport à la vie quotidienne et aux activités proposés ; Capacité des enfants de la Musau à "bien vivre ensemble" avec les enfants des autres centres : respect, ouverture, intérêt pour la différence, non-violence.
Agir en faveur de l'enfance	Elargir les accueils collectifs de mineurs aux 3-6 ans ;	Accueil des 3-6 ans dans un cadre matériel, temporel et d'encadrement adapté au public et au contexte.	Développer l'accueil des 3 / 6 ans dans les conditions prévues avec la DDCS et la Ville de Strasbourg	Temps et cadre d'accueil mis en place (spécifiques ou non) pour les 3 / 6 ans au cours de la journée et le long de l'année	Nombre d'enfants 3 / 6 ans accueillis ; Proportion par rapport à la fréquentation scolaire ; Comparaison par classes de ces proportions	Enquête de satisfaction ; Participation des parents aux temps "ouverts" parents-enfants ; Proportion de réinscription l'année suivante

	Accompagner la scolarité de l'enfant par des activités de loisirs adaptées.	Organisation d'activités de loisirs diversifiées adaptées aux capacités de l'enfant selon de son âge, son développement psychomoteur, ses centres d'intérêt, pour les enfants de 3 à 12 ans. Actions communes avec l'école et le périscolaire. Réponse aux demandes particulières d'accompagnement aux devoirs (école et parents).	Participer au développement, à l'apprentissage et à la socialisation de l'enfant	Diversité des activités proposées : motrices, sportives, artistiques, imaginaires, bricolages, activités d'apprentissage scolaire.	Nombre de groupes différents selon les accompagnements nécessaires (âge, spécificité d'accompagnement…) ;	Liste des capacités mise en œuvre : lire, compter, motricité fine, activités sportives… Actions communes et concertées entre le scolaire et le périscolaire (exemple : temps de lecture du midi) ; Intérêt des enfants pour les activités proposées.
Favoriser l'épanouissement et le développement de l'autonomie de l'enfant dans un cadre à la fois ludique et éducatif	Maintenir et pérenniser l'accueil périscolaire (en période scolaire) et de loisirs (en période de vacances) déclarés auprès de la DDCS.	Organisation d'accueils ludiques et spécialisés selon les moments de l'année et les cadres, déclarés par la DDCS et en accord avec les objectifs et moyens décidés avec l'Eurométropole. Responsabilisation des enfants durant les activités et les temps d'accueil quotidiens (tableau des tâches, etc.). Prise en compte du choix de l'enfant (ateliers ouverts), de ses propositions d'animation, de son humeur dans l'instant.	Cohérence pédagogique entre le développement de l'enfant, ses apprentissages, son rythme de vie, les types d'accueil. Mise en place de "responsables" tournants dans les activités quotidiennes. Augmentation des capacités de l'enfant à communiquer, faire des choix, se positionner, être source de proposition et acteur de son quotidien.	Diversité des accueils, des thèmes et des activités proposées adaptées aux âges et aux capacités des enfants accueillis. Implication des enfants dans leur quotidien. Capacité des enfants à communiquer avec les autres enfants et avec les encadrants.	Nombre de thématiques proposées durant l'année ; Diversité des activités proposées durant l'année par type d'activité : manuelles, physiques, créatives ;	Observer l'évolution du développement et de l'autonomisation de l'enfant dans les différentes activités proposées ; Evaluer l'intérêt des enfants par rapport aux activités et aux thématiques proposées ;
Participer aux côtés des familles à l'éducation des enfants	Proposer une offre d'animations diversifiées tout au long de l'année : le soir après l'école, les mercredis et les vacances. Proposer un cadre éducatif et ludique propice à la construction des enfants dans un contexte familial difficile.	Accueil matins, soirs, mercredis, petites vacances sauf Noël, juillet. Dialogue avec les parents et avec les enseignants : rôle de médiateur entre les parents et les enseignants souvent joué par l'équipe d'animation de l'OPFAL. Accueil d'enfants dans des dispositifs de suivi particulier (AEMO par exemple).	Continuité d'accueil et de fréquentation des enfants. Accueil au besoin des familles. Suivi commun et cohérence éducative entre famille, école et accueil périscolaire et extrascolaire.	Nombre d'enfants présents selon les périodes. Enfants "nouveaux" ou continuité de fréquentation du public tout au long de l'année. Enfants "suivis" ou en difficulté particulière.	Statistiques de fréquentation selon les périodes ; Analyse du public ; Présence des familles aux temps forts qui leur sont ouverts ; Dialogue avec les parents lors des temps informels (matin, soir, en journée) ; Nombre et proportion d'enfants dans dispositifs particuliers (mesures éducatives) ;	Enquête de satisfaction sur les besoins et les services rendus par l'accueil périscolaire de la Musau ;
Participer aux côtés des familles à l'éducation des enfants	Proposer des temps de rencontre, d'écoute, d'accompagnement et de soutien	Accueil quotidien des familles par la directrice, pour de l'aide individualisé aux familles (CAF, Pôle Emploi…). Temps forts festifs.	Faciliter la rencontre et l'échange entre les familles, entre les enfants, diminuer la tension intrinsèque au quartier.	Capacité d'aide et d'orientation.	Nombre de familles qui demandent de l'aide sur des tâches administratives et sociales ; Nombre de médiations effectuées entre les familles (annuel) ;	Reconnaissance par les familles de la compétence d'aide de la direction de l'OPFAL

Favoriser l'accès à l'accueil de loisirs périscolaire et extrascolaire pour tous	Mise en œuvre une politique tarifaire adaptée aux revenus ;	Création d'une grille tarifaire adaptée aux QF.	Mixité socio-économique des enfants qui fréquentent la Musau	Evaluation de la fréquentation du centre par tranche de QF	Grille tarifaire par tranches de QF, avec une attention aux faibles revenus	Présence des enfants appartenant aux différentes tranches de QF.
	Permettre des modalités de paiement facilitatrices.	Ecoute des difficultés des familles. Echéanciers de paiement, le cas échéant.	Permettre la fréquentation des enfants en prenant en compte les difficultés temporaires. Apporter un éventuel conseil en cas de difficulté plus importante.	Modalités de paiement facilitatrices mises en place.	Nombre de familles bénéficiant dans l'année de dispositifs d'échelonnement ; Bilan des impayés en fin d'activité par période (scolaire, vacances) ; Nombre d'impayés ; Retours de familles sur les "non-inscriptions" à cause du coût.	
	Accompagner les familles dans le processus d'obtention des aides financières (CG).	Ecoute, conseil, aide à la rédaction des mails et courriers, assistance à compléter les formulaires sur Internet et autres.	Prendre en charge des familles qui entrent dans les critères d'éligibilité pour les enfants concernés	Proximité de dialogue et disponibilité vis-à-vis des familles	Nombre de familles nouvellement prises en charge dans l'année ; Nombre de familles aidées au total par rapport au nombre de familles présentes. Amplitude des horaires d'ouverture ; Disponibilité de la directrice (hors temps accueil) ;	Fréquentation des parents et discussions informelles de conseil.
	Organiser l'accueil de tous les enfants avec une prise en compte des différences (surdité, handicap…).	Organiser l'équipe, les temps d'accueil selon les inscriptions et les besoins des enfants. Besoin en formation supplémentaire pour les membres de l'équipe pédagogique. Nombre supplémentaire de personnes en encadrement.	Bien-être des enfants, coopération, et acceptation mutuelle	Dispositifs, lieux, activités adaptées. Encadrement adapté : nombre et compétences	Personnel en nombre supérieur au cadre légal Nombre et qualification des encadrants par rapport aux normes DDCS ;	Accueil des enfants scolarisés dans des dispositifs spécifiques.

Participer et s'inscrire dans le partenariat local notamment en participant aux initiatives inter-associatives et en mutualisant les moyens	Avoir le souci d'échanges réguliers et actifs avec les associations de quartier, les écoles et l'antenne d'action sociale.	Participation à l'organisation et à l'animation des temps forts de la vie du quartier avec les parties prenantes (associations locales, Direction de territoire).	Améliorer le bien-vivre ensemble dans le quartier et entre les familles. Coordonner l'action sur le quartier.	Présence dans la vie du quartier dans les instances inter-associatives, scolaires et périscolaires, et le CMS	Nombre de réunions partenariales annuelles ; Participation aux temps de formation et de rencontres qui ont lieu au niveau de l'école (module médiateurs, etc…) ; Nombre de contact avec les travailleurs sociaux ;	Qualité des échanges avec les parties prenantes locales ;
	Etre actif dans l'élaboration d'actions ou dans la recherche de propositions liées aux problématiques du territoire.	Participation aux ATP, aux "Conseils citoyens", et aux diverses sollicitations de la Ville de Strasbourg.	Améliorer le bien-vivre et le vivre ensemble dans le quartier et entre les familles.	Présence aux réunions concernant la vie locale. Implication dans les événements locaux.	Nombre de participation à des actions co-organisées qui ont lieu sur le quartier (fête de quartier, permanence compost…) ; Nombre d'interventions liées à la vie du quartier (appel pompiers, appel police, signalements, …) ;	
	Participer à la mise en place d'actions festives.	Evénementiels spécifiques à l'accueil périscolaire (fête de Noël…) et à ceux du quartier : préparation, mise en œuvre et évaluation	Faciliter la rencontre et l'échange entre les familles, entre les enfants. Diminuer la tension intrinsèque au quartier.	Organisation et présence dans les manifestations locales au fil des saisons.	Nombre de participants / bénévoles à l'organisation et à la mise en œuvre de moments festifs propres au centre d'accueil ;	Retours, avis et implication des familles ;
	Participation à la vie de l'école : partenariat périscolaire ville, partenariat avec l'école (suivi enfants et projets)	Mise en place de formations communes (médiation, etc.). Lien et communication quotidiennes (co-éducation école - périscolaire). Construction d'événementiels communs (fête de l'école…).	Co-éducation des enfants.	Bien-être à l'école et au périscolaire. Entente éducative entre enseignants et animateurs.	Réunions et formations communes (conseil d'école, …) ; Réunion de suivi particulier d'enfants ; Référents par groupes d'âges ;	Proximité de dialogue (quotidien) entre l'OPFAL et les enseignants ;

CONVENTION PLURIANNUELLES D'OBJECTIFS 2018-2021

Entre :

- la Ville de Strasbourg, dénommée la Ville, représentée par son Maire, Roland RIES, et

- l'association Gospel Kids ci-après dénommée l'Association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous les références Volume 83-Folio 154, et dont le siège est au 7 rue Gioberti 67 200 Strasbourg, représentée par son Président en exercice, Jean-Luc MARTIN

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018.

PREAMBULE

La Ville de Strasbourg a la volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable.
La présente convention s'inscrit pleinement dans cette démarche partenariale, fondée sur la confiance, le respect et le dialogue entre les deux parties.
Elle permet de définir des objectifs partagés, base de la contractualisation et les modalités de leur évaluation.
Elle précise également la capacité pour l'Association à participer au développement des actions soutenues par la Collectivité.
Elle est fondée sur l'évaluation des actions engagées et sur la connaissance des projets de l'Association.
Par ailleurs, cette convention d'objectifs est accompagnée d'une convention financière déterminant le montant et les modalités d'attribution de la subvention.

TITRE I - OBJET DE LA CONVENTION

Article 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, la Ville et l'Association définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de 4 ans à compter du 1er janvier 2018.
Elle ne peut donner lieu à renouvellement tacite. Sa reconduction devra être sollicitée de manière formelle au moins six mois avant son échéance.

TITRE II - LES OBJECTIFS

Article 3 : Les priorités socioculturelles de la Ville de Strasbourg partagées avec la Caisse d'Allocations Familiales du Bas Rhin et le Conseil Départemental du Bas Rhin

La Ville de Strasbourg réaffirme les valeurs auxquelles elle est profondément attachée et exprime sa volonté de renforcer son partenariat et son soutien aux actions et initiatives des associations qui s'inscrivent pleinement dans les priorités partagées avec ses partenaires :

Favoriser la participation et l'engagement des habitants

- Développer la participation et la prise de responsabilités par les habitants et les bénévoles
- Favoriser la participation des habitants à la vie de la Cité et encourager la prise de parole dans les instances de démocratie locale
- Associer les habitants à la définition des projets
- Prendre en compte les attentes des habitants dans la mise en œuvre des projets

Soutenir le partenariat et les initiatives

- Soutenir le développement des initiatives collectives et de la vie associative
- Organiser le recueil, la construction et la mise en œuvre de la demande en veillant à ce que les réponses soient innovantes et adaptées aux attentes et aux rythmes du public
- Aider à la formation des acteurs, l'organisation de groupes, accompagner vers leur autonomie
- Organiser la concertation et la coordination avec les acteurs du territoire
- Développer les liens sociaux, les solidarités et les initiatives locales

Proposer des lieux d'accueil, d'écoute et de débat

- Organiser une fonction d'accueil et d'écoute des habitants, des familles et des jeunes des groupes informels ou des associations
- Veiller à adapter les plages et amplitude d'ouverture aux besoins des publics
- S'inscrire en partenaire de l'éducation à la citoyenneté et de la prévention des conduites à risques

Assurer la diversité et la mixité

- Assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés
- Développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population du territoire
- Favoriser et consolider les mixités entre les générations, entre les catégories sociales, entre les genres, entre les origines culturelles, entre les cultures… et permettre l'échange et la connaissance mutuelle dans le respect de chacun
- Mettre en œuvre des partenariats entre les acteurs locaux, en vue de développer la mixité et la diversité

Etre acteur de l'accompagnement des parents

- Développer des actions par référence aux orientations du schéma départemental d'accompagnement des parents
- Prendre en compte les problématiques du territoire ;
- Donner place aux parents dans la définition des actions et dans leur évaluation
- Agir en concertation avec les acteurs du territoire

Agir en faveur de la jeunesse

- Proposer un lieu d'émancipation, d'autonomie, de responsabilisation et d'éducation à la citoyenneté
- Soutenir l'engagement et la participation des jeunes
- Veiller à proposer des temps d'accueil adaptés aux rythmes et aux besoins des jeunes : des pré-adolescents jusqu'aux jeunes adultes
- Intervenir en faveur de l'éducation, des loisirs, de l'insertion, de l'engagement ou encore de l'autonomie des jeunes

Agir en faveur de l'enfance

- Participer aux côtés de familles à la coéducation des enfants
- Permettre l'accès aux loisirs tout au long de l'année, en période scolaire et en période de vacances
- Participer à la socialisation des enfants et permettre l'apprentissage

Article 4 : Les objectifs de l'association

- Permettre aux enfants de s'épanouir par le chant,
- Leur faire découvrir le gospel à travers son histoire et ses valeurs,
- Réunir les enfants de différents horizons pour faire de grands projets ensemble afin de communiquer les valeurs du gospel

Article 5 : Les objectifs partagés et leur déclinaison

La définition d'objectifs partagés est une étape centrale et essentielle dans ce processus de conventionnement entre la Ville et l'association.
Elle souligne et renforce les relations partenariales, basées sur la concertation et la complémentarité, éléments moteurs dans la mise en cohérence des orientations politiques et des projets déclinés dans les territoires, afin de répondre de la manière la plus pertinente possible aux besoins et attentes des familles strasbourgeoises.

Dans ce cadre, l'association, la Ville de Strasbourg, définissent ensemble des objectifs partagés que l'association décline en objectifs opérationnels, en actions et en résultats attendus (cf. annexe). Un canevas unique d'évaluation est élaboré sur la base d'un référentiel commun.

TITRE III : LES MOYENS

Article 6 : La subvention versée par la Ville à l'association

Pendant la durée de la convention, la Ville s'engage à soutenir financièrement les actions permettant la réalisation des objectifs prévus à l'article 5.

Les modalités de financements pourront tenir compte de la situation sociale des territoires et des efforts menés pour assurer l'accès de toutes les familles aux projets et actions de l'association.
La Ville de Strasbourg entamera une démarche de réflexion sur la critérisation de la subvention de fonctionnement pouvant aller jusqu'au fléchage de cette dernière.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière spécifique définissant chaque année le montant et les modalités de l'attribution de la subvention de fonctionnement de la Ville.

TITRE IV : LE DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

L'évaluation est un outil que se donnent les parties, pour apprécier la validité de leurs objectifs initiaux, des conditions de leur réalisation, des raisons éventuelles qui peuvent justifier des écarts entre les objectifs initiaux et leur réalisation finale et enfin les mesures d'amélioration et/ou de réajustement qui sont à entreprendre.
De manière générale, l'évaluation doit permettre :

- de faire travailler ensemble les acteurs et les partenaires sur des objectifs partagés ;
- de déterminer la pertinence d'un projet et par conséquent d'être un outil d'aide à la décision et un facteur de mobilisation d'une équipe ;
- de permettre aux associations de mettre en œuvre leurs politiques et d'améliorer la qualité de leurs actions ;
- d'orienter les politiques publiques par une action concertée, l'élaboration de nouveaux projets et de nouvelles actions sur la base de l'expérience acquise et de son évaluation.

Article 8 : Méthodologie d'évaluation des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs partagés prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'un outil d'évaluation, complété au préalable par les deux partenaires et annexé à la présente convention.
Il comporte notamment les indicateurs qualitatifs et quantitatifs et tiendra compte du contexte local.
L'évaluation sera effectuée par un Comité de suivi.

Article 9 : la composition du Comité de suivi

Un Comité de suivi de la présente convention est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Il est co-présidé par le Président de l'association et le Maire ou son représentant et se compose des membres politiques et techniques représentant l'association et la collectivité.

Article 10 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs sur la base de l'outil d'évaluation figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et proposer des pistes d'adaptation ;
- la dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Article 11 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois chaque année, à l'initiative de la Ville pour procéder à deux évaluations intermédiaires et une évaluation finale. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.
La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et la Ville deux mois avant sa tenue.
L'Association communique à la Ville, un mois au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'outil d'évaluation dûment complété pour la période annuelle révolue.
La Ville envoie une invitation à trois semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi.

Article 12 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base de l'outil d'évaluation.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

TITRE V : LES DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LES MODALITES D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 13: Communication

La Ville apparaîtra comme partenaire de l'Association dans toute action de communication en direction des médias et du grand public et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants, site Internet) relatifs aux actions spécifiques soutenues par la Ville, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 14 : Responsabilité

L'Association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles stipulées dans la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée.
L'Association s'engage à contracter les assurances nécessaires à cet effet et à se conformer aux réglementations en vigueur.

Article 15 : Obligation d'information

L'Association s'engage à informer la Ville, sous un mois à compter de leur survenance, de tous les changements notables survenus dans son fonctionnement, dans son administration ou sa direction, et à lui transmettre ses statuts actualisés.

Article 16 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs définis dans la deuxième partie de la convention.
Néanmoins, en cas de renouvellement d'agrément délivré par la Caisse d'allocations familiales du Bas Rhin, un avenant précisant les nouvelles orientations de l'association pourra être joint à la présente convention.

Article 17 : Autres documents fournis par l'Association

L'Association s'engage à fournir chaque année un exemplaire du rapport de gestion et des comptes de l'exercice précédent, approuvés par son Assemblée Générale, signé par le Président ou toute autre personne habilitée, dans les six mois suivant la réalisation ou au plus tard avant le 15 mai de l'année suivante.
L'Association qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux - ci dans des délais utiles.

Article 18 : Examens et contrôles

Les documents transmis en application des stipulations des articles précédents seront examinés par les instances compétentes de la Ville, qui pourra demander à l'Association d'en assurer une présentation.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Ville pourra procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation des dotations et de la bonne exécution de la présente convention.
De manière générale, l'Association s'engage à faciliter le contrôle par les services de la Ville de la bonne utilisation de la subvention accordée.

Article 19 : Résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever ses missions.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'Association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 20 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 26 juin 2018

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l’association Gospel Kids
Le Maire	Le Président
Roland RIES	Jean-Luc MARTIN

ANNEXE : Définition et déclinaison des objectifs partagés et des critères et indicateurs d'évaluation

Objectifs partagés	Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus	Critères d'évaluation	Indicateurs d'évaluation quantitatifs	Indicateurs d'évaluation qualitatifs
Proposer une activité socio-éducative à travers une approche culturelle	Favoriser la rencontre et liens entre des enfants et des jeunes de différents quartiers, milieux et cultures Favoriser l'intégration et la connaissance interculturelle des populations, lutter contre les discriminations Apprendre à vivre en groupe en partageant une expérience de vie dans le cadre d'évènements destinés au grand public Favoriser l'accès à la culture Impliquer les jeunes dans la vie locale	-Travail sur l'adhésion d'enfants issus de divers quartiers à un projet collectif et sensibilisation au chant chorale - Découverte des origines historiques et culturelles des chants - Apprentissage d'une quinzaine de chants par an, issus du répertoire gospel, africain, et de la variété française - Rencontre avec plusieurs artistes de différents domaines artistiques - Organisation de plus de 30 manifestations, dont 2 concerts sur l'année, et un stage annuel, dans différents quartiers et lieux (salles de spectacle, maisons de retraites, hôpitaux, crèches…)	- Fréquentation régulière des enfants aux répétitions et aux concerts -Mixité fille-garçon, culturelle et sociale - Ouverture culturelle par une pratique artistique - Promotion de la réussite éducative, articuler les actions socio-éducatives dans un souci d'accès de tous à la culture - Promotion sociale et culturelle des habitants des quartiers les plus difficiles en favorisant les échanges, les rencontres	Vérifier que la mixité du public accueilli est effective : – filles-garçons – tranche d'âges – socio-économique – culturelle Apprendre un répertoire renouvelé et varié, dont le contexte et l'histoire de chaque chant est expliqué aux enfants, selon le thème retenu pour l'année Rencontres et échanges avec différents artistes professionnels (musiciens, chanteurs, danseurs, metteurs en scène, décorateurs…) Quantité, lieux, public concerné et cadre des représentations	Nombre d'enfants et de jeunes par activité Taux de mixité fille-garçon, tranche d'âge Nombre et nature d'activités communes filles-garçons Lieu d'habitation : quartier ou ville de provenance Nombre de chants dans chaque époque, ou registre proposés Nombre d'artistes rencontrés Nombre de concerts et représentations donnés Nombre de spectateurs Nombre d'inscriptions suite aux actions phares de la chorale (concerts …) Nombre d'interventions (actions de sensibilisation et de chant) dans les QPV	Diversité culturelle et sociale du public accueilli Observation sur les comportements des enfants en matière de respect, d'ouverture à l'autre, d'intérêt pour la différence Intérêt des enfants pour les thématiques proposées et émulation (liens familiaux et amicaux) Chants variés et renouvelés chaque saison en fonction du thème retenu pour l'année Catégories d'artistes rencontrés Qualité des échanges avec les artistes Fidélité du public

Favoriser l'épanouissement et l'expression des enfants et des jeunes à travers la pratique du chant	Développer des activités éducatives et culturelles en dehors du temps scolaire	Mettre en place une activité d'éveil et de sensibilisation ayant comme support le chant (ateliers éducatifs hebdomadaires) Travail d'apprentissage de techniques vocales et d'expression corporelle Lecture, analyse et compréhension des textes supports au chant Echanges linguistiques lors des rencontres	- Un répertoire large, riche et varié assimilé par les enfants sur l'année - Les représentations en public et l'enregistrement d'un CD : aboutissement, concrétisation et valorisation à la fois du projet collectif et de l'engagement individuel sur une année - Des enfants prêts et motivés pour se produire en public : développement de la confiance en soi et aisance corporelle	Appropriation par les enfants d'un répertoire d'une quinzaine de chants par saison ainsi que le répertoire spécifique en fonction des évènements.	Nombre de chants appris, chantés en concert et enregistrés sur le CD Nombre de quartiers concernés par les ateliers éducatifs hebdomadaires	Intérêt des enfants et plaisir de chanter
Favoriser l'implication des familles	Favoriser la participation bénévole des parents Créer des liens de solidarité entre parents Faire venir les parents lors des représentations pour valoriser le travail de leurs enfants	Faire appel aux parents des enfants de la chorale dans toutes les activités de l'association et sous tous ses aspects : - organisation quotidienne des ateliers (goûters, encadrement) - organisation des évènements festifs (accueil, buvette, organisation) - mobilisation des savoir-faire lors des concerts (régie son lumière, scène…)	- Implication régulière ou ponctuelle des parents dans les activités (ateliers, concerts, stage annuel) - Participation nombreuse du public aux concerts ; - Participation de la famille « élargie » : oncles, grands-parents, cousins…	Investissement des parents des enfants de la chorale dans toutes les activités de l'association et sous tous ses aspects	Nombre de parents impliqués dans le fonctionnement de l'association et dans l'organisation des concerts (encadrement, vente, préparation) Nombre de spectateurs lors des représentations	Intérêt et suivi des familles pour les activités de l'association
Retisser le lien social entre les générations	Impliquer les personnes âgées et les enfants dans les ateliers de chant Permettre aux personnes âgées et aux enfants de se rencontrer et de chanter ensemble Encourager le contact entre les enfants et les personnes âgées	Organisation de concerts et de temps de rencontre en maison de retraite Inviter les personnes âgées lors d'un grand concert	- Fréquentation des enfants lors des représentations en maison de retraite - Ouverture à l'autre et échanges entre les générations (promotion du vivre-ensemble).	Vérifier que la mixité intergénérationnelle du public accueilli est effective	Implication des enfants (nombre d'enfants lors des représentations en maison de retraite) Nombre de représentations annuelles en maison de retraite	Intérêt des enfants et plaisir à participer aux actions

Encourager les actions de solidarité impliquant les enfants de la chorale et les sensibiliser à différentes causes humanitaires et sociales	Organiser différents concerts à vocation humanitaire et/ou solidaire	Fréquentation régulière des enfants Rencontres avec des responsables de structures	Ouverture et la découverte à d'autres environnements (d'autres pays, d'autres conditions de vie…) Informer les enfants sur la finalité des actions humanitaires et solidaires auxquelles ils participent	Rencontres et échanges avec d'autres acteurs issus des champs humanitaire et solidaire	Nombre de concerts Nombre d'enfants et de jeunes	Motivation et implication des enfants Formation à la citoyenneté des enfants Satisfaction et retours des partenaires soutenus

66

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Modification des statuts de la Fondation Stenger Bachmann.

En 1901, les époux Stenger Bachmann font part à l'administration municipale de leur intention de céder leur fortune à la Fondation spécifiquement créée pour réaliser une crèche.

Les fondateurs ont investi et transmis à la Fondation le bâtiment acquis à la Caisse d'Epargne de l'époque qui a été transformé pour « la création et la mise en service d'une crèche et d'un établissement de garde pour enfants de toutes confessions, en provenance de la population économiquement faible de Strasbourg » (extrait de l'acte de la fondation).

L'inauguration officielle de la crèche a lieu le 1er août 1906 et les statuts ont été mis en vigueur à la même époque.

Depuis sa création en 1906 jusqu'en 1983, la Fondation confiait la gestion de la crèche à la congrégation des sœurs de Saint Joseph de Saint Marc de Gueberschwihr assistée d'un personnel laïc.

Les statuts initiaux étant devenus obsolètes, ils ont été modifiés en 1994 afin de les adapter au mode de gestion direct de la crèche par la Fondation.

En 1998, étant dans l'incapacité financière de réaliser les importants travaux nécessaires, la Fondation décide de céder le bâtiment rue de la Douane pour un montant symbolique de 100 francs à la ville de Strasbourg afin que celle-ci y réalise les importants travaux de réhabilitation.

L'immeuble a été acquis par la Ville par acte du 23 septembre 1998 et le Conseil municipal de juillet 2009 a approuvé la convention de mise à disposition à la Fondation des locaux 2, rue de la Douane, entièrement restructurés et rénovés.

A ce jour, la Fondation assure elle-même la gestion d'une crèche de 80 places et d'un multi-accueil de 30 places dans les locaux rue de la Douane, ainsi que du multi-accueil Liliane Oehler de 20 places implanté à Koenigshoffen dans des locaux loués à Habitation Moderne.

La gestion d'établissements d'accueil de la petite enfance et le management des équipes éducatives y afférant sont aujourd'hui complexes et requièrent une gouvernance et une

organisation en mesure de mobiliser des compétences techniques exigeantes dont la Fondation ne dispose pas.

En conséquence, la Fondation Stenger Bachmann projette, comme elle le faisait au départ, de confier la gestion opérationnelle de ses établissements petite enfance à un organisme professionnel à but non lucratif, compétent dans le domaine, qui en assurera la gestion et rendra compte de l'activité à la Fondation.

Dans cette perspective, les nouveaux statuts prévoient de redéfinir comme suit l'objet de la Fondation :
« En référence aux engagements à l'égard des donateurs, la Fondation Stenger Bachmann garantit l'accueil de la petite enfance dans les locaux sis 2, rue de la Douane.
Dans cette perspective, la Fondation confie la gestion des établissements à un organisme professionnel à but non lucratif compétent dans le domaine de la petite enfance en référence à un cahier des charges prenant en compte les orientations de la politique petite enfance de la ville de Strasbourg, financeur » (article 1).

Par ailleurs, les statuts prévoient à l'article 2 que le conseil d'administration de la fondation est composé :

- du Maire de la ville de Strasbourg ou de son représentant ;
- de 5 élus-es désignés-es par le Conseil municipal ;
- de 1 représentant de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin, le Président de son Conseil d'Administration ou son représentant, avec voix consultative

Sur la base de ces nouveaux statuts, la Fondation Stenger Bachmann procédera à un appel à projet auprès des associations locales compétentes dans le domaine de l'accueil de la petite enfance et choisira l'association à laquelle elle confiera la gestion des établissements, dans le cadre d'une convention qui prévoit notamment :

- la mise à disposition des locaux du 2, rue de la Douane ;
- l'engagement de l'association d'assurer la continuité de service aux familles et la reprise de la totalité du personnel de la Fondation ;
- l'engagement de l'association d'assurer le fonctionnement des établissements conformément au projet retenu par la Fondation dans le cadre de l'appel à projet et en référence à la charte qualité des établissements d'accueil des jeunes enfants de la ville de Strasbourg ;
- la prise en charge des dépenses de fonctionnement de l'activité par l'association qui s'assure de la participation financière des parents, de la CAF et de la Ville ;
- la présentation d'un rapport d'évaluation annuel au conseil d'administration de la Fondation ainsi qu'au conseil d'établissement où siègent les représentants des parents et des professionnels.

Fidèles aux engagements des époux Stenger Bachmann, fondateurs, les nouveaux statuts s'adaptent au contexte actuel et aux nouvelles exigences de gouvernance et de gestion d'établissements petite enfance afin d'assurer la poursuite et la pérennité d'un accueil de qualité dans les établissements d'accueil de la petite enfance de la Fondation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les nouveaux statuts de la fondation Stenger Bachmann.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

STATUTS DE LA FONDATION STENGER BACHMANN

PREAMBULE

En 1901, les époux Stenger Bachmann font part à l'administration municipale de leur intention de céder leur fortune à une Fondation créée spécifiquement pour réaliser une crèche. L'inauguration officielle de la crèche a lieu le 1er août 1906 et des statuts ont été mis en vigueur à la même époque.

Depuis sa création jusqu'au 1er juillet 1983, la Fondation confiait la gestion de la crèche à la congrégation des Sœurs St Joseph de St Marc de Gueberschwihr, assistée d'un personnel laïc.

Les statuts initiaux étant devenus obsolètes, ils ont été modifiés en 1994 afin de s'adapter au mode de gestion direct de la crèche par la Fondation.

En 1998, dans l'incapacité financière de l'entretenir, la Fondation décide de céder le bâtiment Stenger Bachmann à la ville de Strasbourg pour un montant symbolique de 100 francs afin que celle-ci y réalise les importants travaux de réhabilitation.
L'immeuble a été acquis par la Ville par acte du 23 septembre 1998 et le Conseil municipal de juillet 2009 a approuvé la convention de mise à disposition à la Fondation des locaux 2 rue de la Douane entièrement restructurés.

Il apparait aujourd'hui que la gestion d'établissement d'accueil petite enfance est complexe et requiert une organisation favorisant une gouvernance en mesure de mobiliser les compétences techniques exigeantes que nécessite la gestion d'un établissement comptant une cinquantaine de salariés et accueillant plus de 100 enfants.

La Fondation décide de revenir à la situation de départ et de confier la gestion opérationnelle de ses établissements petite enfance à un organisme professionnel compétent dans le domaine qui en assurera la gestion et rendra compte à la Fondation.

Article 1 : Objet de la Fondation

En référence aux engagements à l'égard des donateurs, la Fondation Stenger Bachmann garantit l'accueil de la petite enfance dans les locaux sis 2 rue de la Douane.

Dans cette perspective, la Fondation confie la gestion des établissements à un organisme professionnel à but non lucratif compétent dans le domaine de la petite enfance en référence à un cahier des charges prenant en compte les orientations de la politique de la petite enfance de la ville de Strasbourg, financeur.

Article 2 : Composition du conseil d'administration de la Fondation

Le conseil d'administration est composé des membres suivants :

- le Maire ou son représentant ;
- 5 élus-es désignés-es par le Conseil municipal ;
- 1 représentant de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin, le président de son Conseil d'Administration ou son représentant, avec voix consultative.

Les services de la Ville et de la CAF du Bas-Rhin peuvent être appelés à assister au CA au titre de leurs fonctions techniques et d'expertise.

Article 3 : Fonctionnement du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et peut être convoqué par son président ou à la demande de la moitié au moins de ses membres.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Chaque membre du conseil d'administration ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Les membres du conseil ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées.

Le bureau :
Le conseil d'administration élit son bureau. Il est composé de quatre personnes :

- d'un président ;
- d'un vice-président ;
- d'un secrétaire ;
- d'un trésorier.

Le bureau est renouvelé tous les trois ans. Les membres sont rééligibles.
Il prépare la tenue des conseils d'administration et suit l'application des décisions qui sont votées. Il est l'interlocuteur du gestionnaire de la crèche.

Article 4 : Les ressources de la Fondation Stenger Bachmann

Les ressources de la Fondation Stenger Bachmann se composent :

- des fonds propres ;
- des dons et legs ;
- des revenus de ses biens.

Article 5 : Modification des statuts

Toute modification des statuts proposée par le bureau sera soumise à l'approbation du conseil d'administration et devra recueillir l'accord du Conseil municipal de Strasbourg.

Statuts soumis à l'adoption du CA de la Fondation le 23 mai 2018.

67

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Le projet éducatif local (PEL) et le projet éducatif de territoire (PEDT) 2018-2021.

La réussite éducative des enfants et des adolescents constitue une priorité pour la ville de Strasbourg, ville éducatrice et ville amie des enfants. Eduquer un enfant, un adolescent c'est lui donner la possibilité de s'émanciper et de s'épanouir et cela sur tous les temps de vie, scolaire, périscolaire et extra-scolaire.

Si l'éducation est une ambition, elle est avant tout un bien commun qui repose sur une alliance éducative animée par tous les acteurs éducatifs de la petite enfance à l'adolescence : parents, enseignants, intervenants associatifs et personnels municipaux.

Le **projet éducatif local** constitue le cadre de référence de la cohérence éducative sur le territoire, reconnu en tant que tel dans la loi sur la refondation de l'école du 8 juillet 2013.

Sur la base de l'évaluation du premier projet réalisée en 2017 conjointement avec les partenaires, le comité de pilotage du PEL a dégagé cinq enjeux éducatifs pour l'avenir autour de :

- la réduction des inégalités et l'accompagnement des plus fragiles**,**
- la promotion du bien vivre ensemble autour des valeurs de la République,
- l'accompagnement de la condition parentale pour mieux accueillir les parents, les soutenir et les encourager,
- la mise en place de parcours éducatifs cohérents et accessibles à tous,
- la collaboration et la coopération entre acteurs pour relever ensemble et de manière créative les défis éducatifs de demain.

Une démarche de concertation, réunissant plus de cent cinquante acteurs, a débouché sur l'élaboration d'un projet éducatif local, dont les fondements ont été validés par le comité de pilotage du 31 mai 2018.

Le projet s'articule autour de valeurs, de principes et de quatre ambitions ; il définit également un mode de gouvernance adapté permettant la participation de tous les partenaires à l'échelon territorial notamment. Il concerne désormais les enfants et les jeunes strasbourgeois de 0 à 16 ans.

Les valeurs et principes partagés issus de textes fondateurs

Agir ensemble pour l'éducation des enfants sur le territoire de la ville de Strasbourg suppose de nous accorder sur des valeurs et principes partagés, qui sont les piliers de l'éducation que nous voulons aujourd'hui pour l'adulte de demain et de la façon dont nous voulons construire ensemble cette éducation.

Ce valeurs et principes s'appuient d'une part sur les textes généraux, qui fondent notre modèle de société :

- La Constitution Française avec la devise de la République : liberté, égalité, fraternité
- La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
- La Convention Internationale des Droits de l'Enfant
- La loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

Ils expriment d'autre part notre ambition dans le domaine éducatif et social, à travers :

- La Charte « Ville Amie des Enfants »
- La Charte des villes éducatrices
- L'Appel de Bobigny
- La Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale
- La campagne du Conseil de l'Europe contre le châtiment corporel à l'égard des enfants
- Le rapport de l'UNESCO sur les Principes directeurs pour l'inclusion : Assurer l'accès à « l'Education Pour Tous »
- Le guide de l'UNESCO pour assurer l'inclusion et l'équité dans l'éducation.

Les partenaires partagent la vision d'une éducation co-construite, bienveillante, solidaire, citoyenne, émancipatrice et innovante, qui se décline en quatre ambitions et plusieurs objectifs.

Les ambitions et objectifs du PEL

Ambition n° 1 : Soutenir et renforcer les capacités de coopération et de collaboration de la communauté éducative pour relever ensemble de manière créative les défis éducatifs de demain

- Développer une culture commune, pour la construction d'une communauté éducative qui se reconnaît dans les valeurs et les principes portés par le PEL,
- Développer les compétences de tous les acteurs pour renforcer leur connaissance réciproque et leur capacité à agir ensemble,
- Favoriser le travail collaboratif, les propositions innovantes et les actions partenariales pour une meilleure garantie de continuité des temps de l'enfant,
- Favoriser la participation et l'implication des parents et des enfants dans les réflexions et les actions éducatives.

Ambition n° 2 : Promouvoir la condition parentale pour mieux accompagner les parents, les accueillir et les encourager

- Favoriser la reconnaissance des familles comme premiers éducateurs,
- Créer des relations de confiance, un meilleur dialogue pour favoriser la réussite éducative des enfants,
- Favoriser la participation et la coopération avec les parents pour la construction de projets communs,
- Accompagner les parents les plus éloignés et prendre en compte leur besoins spécifiques.

Ambition n° 3 : La promotion du bien vivre ensemble et le développement d'une citoyenneté active

- Contribuer à l'émancipation individuelle de l'enfant, à la construction de l'estime de soi et à la bienveillance envers lui-même et envers les autres,
- Accompagner les enfants à comprendre et à trouver leur place dans le collectif,
- Accorder une place accrue aux parents dans le collectif pour transmettre aux enfants les valeurs citoyennes,
- Promouvoir les compétences multiculturelles pour soutenir l'ouverture aux autres.

Ambition n° 4 : Construire des parcours éducatifs cohérents et accessibles à tous pour donner du sens aux apprentissages, valoriser les talents, renforcer l'estime de soi et développer une éducation réellement inclusive

- Promouvoir la participation de tous les acteurs, dont les parents et les enfants, à la construction des parcours,
- Renforcer les actions territoriales en matière d'éducation en les déclinant à l'échelle de chaque quartier de manière à tenir compte des spécificités et des besoins relatifs à chaque territoire,
- Développer des parcours individualisés et adaptés pour prendre en compte l'enfant dans sa diversité et porter une attention toute particulière à l'égard des plus fragiles et vulnérables,
- Mettre en place des parcours qui contribuent au développement des savoirs, savoir-être, savoir-faire sur tous les temps de l'enfant.

Trois leviers sont identifiés au service de chacun de ces objectifs : la formation des acteurs, une organisation agissante et porteuse de projets co-construits dans le cadre d'instances participatives et collaboratives.

Le projet éducatif local constitue une document cadre de référence. Il fera l'objet d'une déclinaison en actions concrètes, par territoires, dès l'automne 2018.

Le projet éducatif de territoire 2018-2021

Parallèlement au PEL, à l'aune de la loi de refondation de l'école, la ville de Strasbourg, l'Etat, l'Education nationale, la Caisse d'allocations familiales et le Conseil

Départemental avaient signé un projet éducatif de territoire - PEDT- pour la période 2014-2017 (prorogé par avenant jusqu'en juin 2018).

Le PEDT déclenche le versement par l'Etat d'un fond de soutien au développement des activités périscolaires proposées aux enfants des écoles strasbourgeoises après la classe une fois par semaine (sous conditions de l'organisation du temps scolaire). Le PEDT est renouvelé pour une nouvelle période.

Un éventuel changement de rythmes scolaires à la rentrée 2019 (concertation en cours) serait pris en compte par voie d'avenant ou donnerait lieu à la rédaction d'un nouveau projet éducatif de territoire en cas de modifications plus importantes.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les ambitions et les objectifs du Projet éducatif local (PEL) ;

autorise

Monsieur le Maire ou son représentant à signer le projet éducatif local (PEL) et le projet éducatif de territoire (PEDT) 2018-2021 et les avenants y afférents.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

68

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Versement de subventions en faveur d'accueils de loisirs associatifs et en faveur de projets éducatifs au bénéfice des enfants, des professionnels et des parents.

1. Subventions de fonctionnement à des accueils de loisirs associatifs

Le Centre social et culturel Victor Schoelcher et le Centre social et culturel de la Robertsau ont la gestion d'un accueil de loisirs maternels.
La création de ces deux accueils a été inscrite au schéma de développement du Contrat Enfance Jeunesse. Il a alors été demandé aux gestionnaires d'appliquer aux familles des tarifs similaires à ceux appliqués dans les accueils de loisirs municipaux.
La Ville verse chaque année une subvention pour soutenir le fonctionnement de ces accueils de loisirs. La CAF reverse à la Ville près de 55% des fonds versés par la collectivité.

1.1 L'accueil de loisirs de Cronenbourg

Organisé par le Centre Social et culturel Victor Schoelcher, l'accueil de loisirs a une capacité de 64 enfants. Il fonctionne depuis juillet 2003, les mercredis et durant les vacances scolaires, en lien avec les services de la Ville.
Les enfants, âgés de 2 ans et demi à 6 ans, sont accueillis dans les locaux de l'école maternelle Langevin, proche et particulièrement adaptée à l'accueil des petits. Les repas sont pris au Centre social et culturel.
Pour 2018, il est proposé de verser une subvention d'un montant de **87 150 €.**

1.2 L'accueil de loisirs de la Robertsau

Organisé par L'Escale, l'accueil de loisirs fonctionne, depuis 2007, les mercredis et durant les vacances scolaires pour des enfants âgés de 3 à 6 ans, à l'école maternelle de la Niederau, en lien avec les services de la Ville.
Il a une capacité de 40 enfants.
Il est proposé le versement d'une subvention à hauteur de **56 958 €.**

2. Subventions en faveur d'actions éducatives

2.1 Association « Silence On Lit ! »

L'association Silence On Lit ! développe la mise en place d'un temps quotidien de lecture dans les écoles. La pratique quotidienne de la lecture offre en effet une manière agréable et ludique d'aborder de nombreux apprentissages : clés de la connaissance de soi et des autres, enrichissements des moyens d'expression, mais aussi bienfaits sur la santé.
En lien avec la Ville et l'Education nationale il est proposé d'initier à ce projet une trentaine d'écoles élémentaires volontaires.
L'objectif est d'arrêter tous ensemble son activité pour faire silence et lire pendant quinze minutes quotidiennement. Quinze minutes durant lesquelles les élèves, enseignants, personnels périscolaires, administratifs et techniques, se laissent le temps de sortir du monde réel pour plonger dans une histoire.
L'association accompagne les écoles dans cette activité par la formation d'ambassadeurs, des rencontres avec les équipes éducatives, la constitution d'un réseau et l'accès à des ressources.

Il est proposé :
- de signer une convention, entre le Ville, l'Education nationale et l'association SOL, qui a pour objet de formaliser le partenariat des signataires pour soutenir le développement de ce projet de lecture en temps scolaire et temps périscolaire,
- de soutenir financièrement le démarrage de l'action en allouant une subvention de **2 500 €.**

2.2 Association « Académie de la Petite enfance »

L'association Académie de la Petite Enfance, constituée en 2015 pour promouvoir et faire avancer la connaissance dans le domaine de la petite enfance, organise en 2018 un nouveau cycle de tables rondes ainsi qu'une journée intitulée « Dialogue en humanité, grandir en humanité » sur la période de mars à juin 2018, à l'attention de professionnels de la petite enfance, parents, associations parentales, médecins, éducateurs, élus.
Il est proposé de verser une subvention de **1 000 €.**

2.3 Coopérative scolaire de l'école élémentaire Finkwiller

L'école élémentaire FINKWILLER organise une classe de découvertes pour les CM1 à MUCKENBACH (67) du 18 au 22 juin 2018. Contrairement aux années précédentes, l'école s'est vue refuser une aide financière pour les 18 familles à très faibles revenus à une semaine du départ.
Afin de permettre le déroulement de ce séjour, il est proposé de verser une aide exceptionnelle de **1 000 €.**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'attribuer au titre de la Direction de l'enfance et de l'éducation, les subventions suivantes :

CSC Cronenbourg - Victor Schoelcher	*87 150 €*
CSC Robertsau – L'Escale	*56 958 €*
TOTAL	*144 108 €*

La proposition ci-dessus représente une somme de 144 108 € à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 255, nature 6574, activité DE02 D dont le disponible avant le présent conseil est de 144 108 €.

Silence On Lit	*2 500 €*
Coopérative scolaire de l'école FINKWILLER	*1 000 €*
TOTAL	*3 500 €*

La proposition ci-dessus représente une somme de 3 500 € à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 255, nature 6574, activité DE02C dont le disponible avant le présent conseil est de 198 900 €.

autorise

Monsieur le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention de partenariat entre la Ville, l'Education nationale et l'association Silence On Lit.

Association Académie de la petite enfance	*1 000 €*

La proposition ci-dessus représente une somme de 1 000 € à imputer sur les crédits ouverts sur la ligne DE04 G 6574 dont le disponible avant le présent conseil est de 466 843 €.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Direction de l'enfance et de l'éducation
Service périscolaire et éducatif

Annexe au rapport au Conseil Municipal du 25 juin 2018

Objet : Versement de subventions en faveur à d'accueils de loisirs associatifs et en faveur de projets éducatifs au bénéfice des enfants, des professionnels et des parents.

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Imputation	Crédits disponibles (BP 2018) au présent conseil	Montant sollicité de la Ville	Montant proposé	Autres financements sollicités Montants versés en 2017	Montant octroyé en 2017
CSC Cronenbourg	1	*Fonction 255, Nature 6574 DE02D*	Disponible 144 108 €	87 150 €	87 150 €	CAF	83 000 €
CSC L'Escale	1			56 958 €	56 958 €	CAF	56 958 €
Silence, on lit !	1	*Fonction 255 Nature 6574 DE02 C Programme 8028*	Disponible 198 900 €	4 000 €	2 500 €		
Coopérative scolaire Ecole FINKWILLER	1			1 000 €	1 000 €		
Académie de la petite enfance		*DE04G 6574*		2 000 €	1 000 €		1 000 €
TOTAL				**151 108 €**	**148 608 €**		

69

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Ecole Maternelle Gutenberg- Extension restructuration

Extension de l'Ecole Maternelle Gutenberg.

Le groupe scolaire Gutenberg a été construit en 1957. Une première extension de l'école maternelle a eu lieu en 2007.

La présente délibération a pour objectif d'autoriser la construction de deux salles de classes supplémentaires : l'une permettant de relocaliser une classe maternelle actuellement située dans le bâtiment de l'école élémentaire, l'autre d'accueillir l'augmentation des effectifs dans le groupe scolaire. L'augmentation des salles de classes oblige par ailleurs à réaliser une salle d'évolution complémentaire pour l'école.

Le programme des travaux s'établit ainsi :

Création de :

- deux salles de classes
- une deuxième salle de jeux
- locaux annexes (local Atsem, salle de propreté…)

Le planning de l'opération est le suivant :

- Consultation de maîtrise d'œuvre : printemps 2018
- Etudes de maîtrise d'œuvre : juin 2018 à avril 2019
- Appel d'offres travaux : mai 2019 à juillet 2019
- Travaux : septembre 2019 à septembre 2020

Le montant des travaux se décompose comme suit :

L'estimation du coût de l'opération s'élève à 1,6 M €TTC, valeur mai 2018, et se décline comme suit :

Travaux de construction du bâtiment	1 250 000€ TTC

Honoraires (maîtrise d'œuvre, contrôle technique, coordination sécurité-santé, …) :	200 000 € TTC
Divers (tolérances études et travaux, publications, différents diagnostics et sondages, branchements, téléphonie, provisions pour aléas) :	100 000€ TTC
Mobilier et équipements	50 000 € TTC

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'opération de création de salles supplémentaires dans l'école maternelle Gutenberg pour un montant de 1 600 000 € TTC conformément au programme ci-avant exposé ;

décide

d'imputer les dépenses d'investissement de 1 600 000 € TTC des travaux de création de salles supplémentaires dans l'école maternelle Gutenberg sur la ligne AP0185 programme 1091 ;

autorise

le Maire ou son représentant :

- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures, conformément à la réglementation des Marchés Publics et à signer et exécuter tous les actes en résultant ;*
- *à signer les dossiers de demande de permis de démolir et de construire ;*
- *à lancer toutes les procédures administratives nécessaires ;*
- *à solliciter auprès du département du Bas-Rhin, de la région Grand Est, et des autres financeurs les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

70

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Achat de prestations de transport pour les déplacements d'enfants accueillis dans les établissements gérés par la direction de l'enfance et de l'éducation de la ville de Strasbourg.

La ville de Strasbourg finance chaque année les transferts effectués dans le cadre des activités scolaires, périscolaires ainsi que ceux organisés par les établissements de la petite enfance.

L'achat de ces prestations se font par le biais de deux accords-cadres à bons de commande sans montant minimum ni maximum conformément aux articles 26, 66 à 68, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Les marchés actuels arrivant à échéance le 31 décembre 2018, il est proposé de conclure de nouveaux marchés pour une durée d'un an reconductible trois fois.

L'acquisition des prestations de transport est répartie en deux marchés

- Marché de transport scolaire, sorties à horaires variables pour la ville de Strasbourg
  - Lot 1 : Sorties sur le temps scolaire
  - Lot 2 : Sorties organisées par les établissements de la petite enfance
  - Lot 3 : Evènementiel
- Marché de transport scolaire, sorties à horaires prédéfinis pour la ville de Strasbourg
  - Lot 1 : Transferts vers les piscines
  - Lot 2 : Transferts vers la patinoire
  - Lot 3 : Transferts sur le temps périscolaire
  - Lot 4 : Transferts vers les restaurants scolaires
  - Lot 5 : Circuits ALM
  - Lot 6 : Transferts vers le conservatoire de musique

Le montant estimatif annuel des prestations est de 930 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'achat de prestations de transport pour les enfants accueillis dans les établissements gérés par la direction de l'enfance et de l'éducation de la ville de Strasbourg, par le biais d'accords cadre à bons de commande pour une durée d'un an reconductible trois fois.

Les marchés se répartissent en différents lots :

- *Marché de transport scolaire, sorties à horaires variables pour la ville de Strasbourg*
  - *Lot 1 : Sorties sur le temps scolaire*
    - *Sans montant minimum ni maximum*
  - *Lot 2 : Sorties organisées par les établissements de la petite enfance*
    - *Sans montant minimum ni maximum*
  - *Lot 3 : Evènementiel*
    - *Sans montant minimum ni maximum*
- *Marché de transport scolaire, sorties à horaires prédéfinis pour la ville de Strasbourg*
  - *Lot 1 : Transferts vers les piscines*
    - *Sans montant minimum ni maximum*
  - *Lot 2 : Transferts vers la patinoire*
    - *Sans montant minimum ni maximum*
  - *Lot 3 : Transferts sur le temps périscolaire*
    - *Sans montant minimum ni maximum*
  - *Lot 4 : Transferts vers les restaurants scolaires*
    - *Sans montant minimum ni maximum*
  - *Lot 5 : Circuits ALM*
    - *Sans montant minimum ni maximum*
  - *Lot 6 : Transferts vers le conservatoire de musique*
    - *Sans montant minimum ni maximum*

décide

d'imputer les dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Strasbourg

- *Activité : DE01B Fonction : 213 Nature : 6247*
- *Activité : DE02B Fonction : 213 Nature : 6247*
- *Activité : DE02C Fonction : 255 Nature : 6247*
- *Activité : AU15B Fonction : 311 Nature : 6247*
- *Activité : DE04D Fonction : 64 Nature : 6247*

autorise

le Maire ou son représentant à mettre en concurrence les prestations considérées conformément aux dispositions du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

71

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Parcs sans tabac: Strasbourg engagée dans la lutte contre le tabagisme pour le bien être de ses habitants.

Strasbourg innove face à l'ampleur du tabagisme et à ses conséquences environnementales, sécuritaires et en santé publique

Sur le plan environnemental, les filtres de cigarettes jetés dans la nature mettent 12 ans à se décomposer. Le mégot est un fléau pour l'environnement et pour la santé publique. Ils contiennent plus de 7 000 composants chimiques toxiques, dont certains sont reconnus comme étant des perturbateurs endocriniens et d'autres étant cancérigènes. Ces composants se retrouvent dans nos nappes phréatiques. Un seul mégot peut polluer jusqu'à 500 litres d'eau potable, qui devient impropre à la consommation. 70 000 mégots ont été ramassés en 2h lors de l'opération associative bénévole « zéro mégo » soutenue par la Ville le 07 avril dernier. Cette opération illustre part ailleurs l'investissement financier important de la Ville pour maintenir un environnement urbain propre tout au long de l'année.

Sur les plans de la sécurité et de la propreté, il arrive régulièrement que des poubelles prennent feu par le jet de mégots non éteints. En outre, concernant les espaces naturels, les décrets 2012-1039 (forêt du Neuhof) et 97-209 (Rorschollen) stipulent :

- qu'il est interdit de porter atteinte à la réserve naturelle par le feu. Or, un mégot peut être la source d'un départ de feu

- qu'il est interdit de déposer quelque matière étrangère au site que ce soit. Il est donc interdit d'y déposer des déchets de toute nature ; le mégot en étant un dès lors qu'il est jeté au sol

Sur le plan de la santé publique, la France compte près de 25% de fumeurs**,** dont la moitié meurt prématurément. Les pays ayant appliqué l'interdiction de fumer dans des parcs présentent des taux de fumeurs nettement inférieurs : 19% en Finlande et en Islande, 17% au Royaume-Uni, 15% dans certaines grandes villes des Etats-Unis (Boston, New-York). Le tabagisme est responsable de la mort de 78 000 personnes chaque année en France (soit 200 par jour). La cigarette tue 20 fois plus que les accidents de la route. Dans le département du Bas-Rhin, près de 600 personnes sont touchées par cancers bronchiques et pulmonaires chaque année.

Au vu de cette situation, un programme national de réduction du tabagisme (PNRT) a été lancé et vise la réduction du nombre de fumeurs de 10% d'ici 2019.

Strasbourg, pionnière en inaugurant en 2014 les premières « aires de jeux sans tabac »

Dès février 2014, la Ville de Strasbourg s'est engagée de manière volontariste dans la prévention et la « dénormalisation » du tabagisme. Cela s'est concrétisé par l'expérimentation des « Aires de jeux sans tabac » dans trois parcs : Contades, Orangerie, Citadelle.

Le bilan de l'expérimentation a montré que près de 98% des 466 personnes interrogées se déclaraient en faveur de l'interdiction de fumer. Cette interdiction de fumer a donc été généralisée aux 81 aires de jeux clôturées de la Ville, ainsi que 5 aires non-clôturées fortement fréquentées et symboliques telles que celles de Louise WEISS, du Heyritz, et de la Citadelle).

Appliquée à l'occasion de la Journée mondiale sans tabac, cette mesure strasbourgeoise a anticipé la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, et son décret rendant l'interdiction obligatoire pour tous les espaces publics de jeux pour enfants en France.

Strasbourg poursuit son engagement en inaugurant en 2017 le premier « parc sans tabac »

Fin 2017, à l'occasion de l'évènement national « Mois sans tabac », le premier parc sans tabac a été inauguré. Dans le même esprit que l'interdiction de fumer dans les aires de jeux, l'action a une visée pédagogique. 13 panneaux ont été affichés aux différentes entrées du parc de la Citadelle.

Deux messages ont été mis en avant :

- la santé publique : éloigner la cigarette de tous les usagers de ces espaces, et faire progresser le nombre de lieux sans tabac dans la ville (dans la même logique que l'interdiction de fumer déjà mise en œuvre dans d'autres espaces publics, tels les restaurants et les bars) ;
- l'hygiène publique : empêcher le jet de mégots dans ou à proximité des aires, et éviter ainsi la pollution des eaux (et les risques d'ingestion par les enfants).

Généralisation de l'interdiction de fumer à tous les parcs dès cet été 2018

L'interdiction de fumer concerne l'ensemble des parcs de Strasbourg, tels que l'Orangerie, le Pourtalès, le Contades, le jardin des Deux Rives et les espaces verts du Centre administratif. Elle figure dans le règlement des espaces verts valant arrêté communal.

La signalétique « parcs sans tabac », ainsi que le mobilier adéquat (tel que poubelles équipées d'éteignoirs), sont installés graduellement aux principales entrées des parcs, sur la base des résultats d'une évaluation de l'évolution des comportements qui sera menée sur l'année (plan de comptage des déchets).

Concernant les espaces verts entourant le centre administratif, les cendriers sont éloignés du bâtiment, et associés à une signalétique pédagogique. Un espace dédié aux agents fumeurs est mis à disposition à l'arrière du bâtiment.

Des actions d'accompagnement collectives et individuelles pour garantir le succès de l'opération

L'innovation sur l'espace public nécessite l'accompagnement au changement de comportement.

La Ville de Strasbourg met en place des actions d'accompagnement dont l'un des objectifs est de fédérer le réseau des acteurs des quartiers autour d'actions d'information et de sensibilisation.

Les habitants de Strasbourg et les agents de la collectivité pourront être individuellement orientés vers des consultations gratuites de tabacologues, mais aussi vers des activités physiques et de relaxation (de type sophrologie, yoga, etc.).

La Ville fait intervenir la Ligue contre le cancer pour mettre en œuvre son « pack entreprise » à destination des agents, en lien avec le CHSCT, la médecine du travail et la prévention au travail. Cela consiste par exemple en des sessions internes d'information-débat sur le tabac.

La verbalisation, ou comment aller de l'incitation vers la « contrainte bienveillante »

Depuis 2014, Strasbourg parie sur l'autorégulation des usagers des aires de jeux pour enfants et du parc de la Citadelle, pour s'assurer du respect de l'interdiction de fumer. Il s'agissait d'une première étape à vocation informative et pédagogique. Le dispositif est ajusté pour faire respecter plus-avant l'interdiction. Il met désormais l'accent sur l'articulation de deux volets complémentaires : l'accompagnement des fumeurs d'une part, et des règles contraignantes d'autre part.

L'interdiction de fumer dans tous les parcs de Strasbourg est régie par l'arrêté municipal du 06 janvier 2014 valant règlement des espaces verts. L'article 5 intitulé « hygiène » stipule, qu' « Afin de lutter contre la tabagisme passif, particulièrement en présence d'enfants, il est interdit de fumer sur certaines placettes de jeux. Cette disposition est matérialisée par l'apposition d'un panneau spécifique. » Cet alinéa est ainsi complété : « Plus largement, dans une optique de préservation de l'environnement, de santé publique et de sécurité de la personne, l'interdiction s'applique à l'ensemble des parcs, jardins et forêts relevant de la gestion de la Ville de Strasbourg signalés par le panneau « parc sans tabac ».

L'article R633-6 du code pénal pour réprimer les infractions aux dépôts, abandons, jets ou déversements en lieu public ou privé, permet aux policiers municipaux de dresser un procès-verbal, puni d'une peine d'amende forfaitaire de 68 euros pour tous contrevenants.

Ainsi, cette campagne, qui contribue à « dénormaliser le tabac », comprend quatre dimensions :

- la préservation de l'environnement

- la sécurité des personnes

- le « vivre ensemble » sur des espaces partagés

- la santé publique par la prévention du tabagisme

Cette dernière s'inscrit plus largement dans la politique de prévention des addictions portée par la Ville, avec le soutien et l'engagement de l'Agence régionale de santé (ARS Grand Est), en partenariat étroit et spécifique avec le comité du Bas-Rhin de la Ligue contre le cancer, et avec l'Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé (IREPS Grand-Est).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la Commission plénière
Après en avoir délibéré
autorise :

Le Maire à prendre toutes dispositions pour mettre en œuvre et faire appliquer l'interdiction de fumer dans les aires de jeux et dans les parcs de Strasbourg.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

VILLE DE STRASBOURG

RÈGLEMENT DES ESPACES VERTS PUBLICS

LE MAIRE DE LA VILLE DE STRASBOURG

VU -le Code Général des collectivités territoriales en ses articles L 2212-1 et suivants et L 2542-1 et suivants,
VU -l'arrêté municipal du 30 avril 1996 portant règlement général de la circulation sur le territoire de la Ville de Strasbourg,
VU -l'article 99-6 du Règlement Sanitaire Départemental, portant obligation aux propriétaires de chiens de les tenir en laisse en zone urbaine ;
-la loi n° 99-5 du 6 janvier 1999 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux;
-l'arrêté municipal du 22 mars 2002 relatif à la circulation des chiens sur le territoire de la Ville de Strasbourg,
VU -l' arrêté municipal du 9 juillet 1998 relatif à la lutte contre le bruit,

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité, la tranquillité et la propreté des espaces verts publics de la Ville de Strasbourg et de prévenir tout ce qui serait de nature à troubler leur calme ou à incommoder les visiteurs et promeneurs ;
qu'il convient dans ce but de définir les conditions d'utilisation des espaces verts publics dans un règlement.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le présent arrêté porte règlement des espaces verts publics de la Ville de Strasbourg.

ARTICLE 2 : Accès et circulations

Les espaces verts de la Ville de Strasbourg sont ouverts au public pour son agrément.
Pour des raisons de tranquillité publique, l'accès à certains parcs et squares peut être interdit la nuit.Les horaires autorisés sont alors affichés aux entrées.
Les parcs, jardins, squares et espaces verts peuvent être rendus inaccessibles en partie ou en totalité par nécessité de service, ou pour tout motif d'intérêt général tiré en particulier des impératifs de sécurité publique, notamment en lien avec des conditions météorologiques défavorables.

a) Les animaux



* Tout chien doit être tenu en laisse (d'une longueur maximum de 2,50 m), et doit demeurer sur les cheminements. Les ébats libres sont uniquement autorisés sur les espaces clos dûment identifiés « espaces de liberté », signalés par des panonceaux spécifiques.
L'accès des espaces publics est interdit aux chiens dit « dangereux » de la catégorie I, et autorisé à ceux de la catégorie II, sous réserve qu'ils soient muselés.

* Il est interdit de laisser les chiens ou tout autre animal domestique, souiller la voie publique et ses dépendances, et notamment les pelouses, plates-bandes et allées des espaces verts ou aires aménagées pour les jeux des enfants. En dehors des emplacements spéciaux, dénommés canisites, et repérés par une signalétique spécifique, les propriétaires et gardiens d'animaux sont tenus de débarrasser le domaine public et ses dépendances des déjections, et cela immédiatement et par tout moyen approprié.

* Pour des raisons d'hygiène, l'accès à certains squares et aux places de jeux est interdit aux animaux. Un panneau réglementaire rappelle cette interdiction.

* L'introduction d'animaux libres est strictement interdite, en particulier les espèces non autochtones.

* Il est demandé au public de ne pas nourrir les animaux en liberté présents dans les espaces verts, afin de ne pas causer leur prolifération anormale, ni favoriser leur regroupement en certains points, où ils pourraient rentrer en conflit d'usage avec les promeneurs ou les cyclistes.

b) Les bicyclettes



* En période d'affluence, les cyclistes doivent poser pied à terre ; Hors période d'affluence, ils sont autorisés, sous réserve de circuler au pas dans les allées et de ne pas menacer la circulation des piétons qui sont prioritaires ; La circulation des cycles adaptés et utilisés par des enfants âgés de moins de 10 ans est autorisée.

c) Les véhicules à moteur



* Toute circulation de véhicules à moteur est interdite, de même que le stationnement, y compris de caravanes, sauf autorisation dûment délivrée.

* Sont autorisés, à une vitesse limitée à 10 km/h, les véhicules des services municipaux et exceptionnellement les véhicules de livraison et ceux des occupants du domaine public (glaciers, restaurants,…).

ARTICLE 3 : Environnement

* D'une manière générale, les grandes pelouses sans massif fleuri sont accessibles au public dans un but de détente, sous réserve de ne causer aucun dégât.

* Est interdit l'accès aux pelouses de petites dimensions à caractère décoratif.

* Le public est invité à respecter la végétation en place. Il est interdit de cueillir des fleurs et des fruits, d'arracher des plantes, de couper des branches, même à titre d'échantillon, d'enlever ou graver des écorces et de grimper aux arbres. Il est interdit également de prélever gazon, terre,
terreau ou tous autres matériaux. L'introduction de végétaux, à tous les stades de leur développement, est également prohibée.



* Les feux sont interdits, de même que les barbecues, sauf autorisation spécifique, et à l'exception des lieux où un emplacement est spécialement aménagé à cet effet (et signalé par un panonceau).

ARTICLE 4 : Aires de jeux et mobilier urbain

a) Jeux d'enfants :

* Les aires de jeux d'enfants sont aménagées suivant la réglementation en vigueur.



* L'utilisation de certains jeux est réservée aux enfants entre 3 et 12 ans. Elle doit se faire suivant les prescriptions apposées sur les agrès et sous surveillance d'un adulte. Les utilisateurs sont invités à signaler à la collectivité les dysfonctionnements ou défauts d'entretien constatés sur les équipements, à partir des coordonnées figurant sur les panneaux d'information.

b) Mobilier :

* L'utilisation des mobiliers ou tout autre équipement doit se faire conformément à sa destination, aux seuls risques et périls des usagers.

ARTICLE 5 : Hygiène



* Les papiers, résidus d'aliment, emballages ou autres détritus doivent être déposés dans les corbeilles à déchets installées à cet usage.

* L'usage des installations sanitaires est obligatoire à l'exclusion de tout autre emplacement. Les points d'eau sont réservés à l'agrément des promeneurs.
Le puisage et tout lavage y sont proscrits. Les points d'eau potable sont signalés par des panonceaux spécifiques.



* Il est rappelé que l'état d'ivresse ou la consommation de stupéfiants sur l'espace public sont punissables par la loi (article R3353-1 et L3421-1 du Code de la Santé Publique).

*Afin de lutter contre le tabagisme passif, particulièrement en présence d'enfants, il est interdit de fumer sur certaines placettes de jeux. Cette disposition est matérialisée par l'apposition d'un panneau spécifique.

ARTICLE 6 : Activités

a) Généralités :

* Toute activité susceptible de créer une gêne pour le public et des dommages aux équipements existants est interdite.

* La pratique de la chasse et l'introduction d'armes de quelque nature que ce soit (arme à feu, arme blanche, …) sont interdits en permanence dans les espaces verts publics, de même que les pétards et les feux d'artifices (sauf autorisation spéciale).



* Les espaces verts étant des lieux de calme et de repos, l'utilisation d'appareils sonores de toute nature ou d'instruments de musique susceptibles de porter atteinte à la tranquilité du voisinage est prohibée. L'utilisation bruyante des équipements est interdite en soirée. Le fait d'être à l'origine d'une telle nuisance est passible d'une peine d'amende de 450 € prévue pour les contraventions de la troisième classe (article R. 1337-7 du code de la santé publique). La chose qui a servi ou était destinée à commettre la nuisance est par ailleurs susceptible d'être confisquée, en application des dispositions de l'article R. 1337-8 du code de la santé publique.

* Il est défendu d'implanter ou d'installer sans autorisation, sur l'ensemble des espaces verts, toute structure susceptible de dégrader l'espace, directement ou indirectement, ou de constituer un danger pour les usagers.

b) Pêche :



* La pêche est réglementée par la Fédération de Pêche: elle est autorisée le long des berges aménagées des cours d'eau, moyennant la possession d'une carte de pêche. Elle est par contre interdite dans les plans d'eau des parcs (sauf autorisation exceptionnelle).

c) Manifestations :

* Toutes activités professionnelles, spectacles, manifestations musicales, sportives ou religieuses, sont soumises à autorisation préalable du Maire. Une dérogation spécifique autorisant des émissions sonores sera en particulier requise.

* La distribution de tracts, prospectus, documents publicitaires, l'installation de panneaux, collage d'affiches, l'inscription de graffitis, sont interdits, de même que toute offre de service gratuit ou payant.

d) Activités sportives :



* Les activités sportives susceptibles de présenter un danger pour des tiers, ou susceptibles d'endommager les pelouses, sont interdites, notamment la pratique du roller, du skate et du vélo acrobatique, et les jeux collectifs de volants ou de ballons, ou avec filets ou cordes, hors emplacements aménagés, précisés par panonceaux spécifiques.

* La baignade dans les pièces d'eau est interdite, de même que l'évolution de modèles réduits d'embarcations (sauf autorisation spéciale). Par mesure de sécurité, le patinage sur la surface gelée est également interdit.



* La pratique de l'équitation est interdite dans les espaces verts ou le long des promenades aménagées, sauf autorisation dûment délivrée.

* La pratique de la course à pieds est autorisée, à condition de ne pas sortir des allées aménagées.

ARTICLE 7 : Sécurité



* En cas de conditions météorologiques défavorables (orages, vents forts,…), le public est tenu de s'éloigner des arbres et de quitter les lieux. Dans certains parcs comportant des arbres de grandes dimensions, un dispositif spécifique de fermeture pourra être mis en place, interdisant momentanément l'accès.

* L'éclairage nocturne des parcs n'est pas systématiquement continu toute la nuit ; sa durée est liée aux usages et à la fréquentation des lieux, qui peuvent justifier des interruptions dans l'éclairement. Dans ce cas, une information spécifique est apposée aux endroits concernés.

ARTICLE 8 :

Outre les sanctions spécifiques applicables à l'une ou l'autre infraction par les lois ou règlements, toute contravention au présent règlement sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur, en particulier l'article R 610-5 du Code Pénal, sans préjudice des poursuites civiles en cas de dégradation du domaine public et de ses dépendances.

ARTICLE 9 :

Le présent règlement se substitue aux précédents dans leur totalité, qui sont abrogés dans toutes leurs dispositions, notamment l'arrêté municipal du 23 mars 1992.

ARTICLE 10 :

Monsieur le Commissaire Central de la Ville de Strasbourg, les agents de la force publique, les agents de la police municipale de Strasbourg, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent règlement.

Strasbourg, le 06 janvier 2014

Le Maire

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°71

Parcs sans tabac : Strasbourg engagée dans la lutte contre le tabagisme pour le bien-être de ses habitants.

Pour	**42**
Contre	**0**
Abstention	**0**

AGHA BABAEI-Syamak, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BITZ-Olivier, BUFFET-Françoise, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GILLMANN-Luc, JUNG-Martine, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REMOND-Thomas, RIES-Roland, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, SCHMIDT-Michaël

72

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Evaluation d'impact en santé (EIS) sur le territoire du Port du Rhin : résultats et perspectives, pour un urbanisme favorable à la santé.

L'EIS, une démarche innovante sur la ville de Strasbourg

Lancée par l'Organisation mondiale de la santé et préconisée par le Ministère des Affaires Sociales et de la Santé, l'évaluation d'impact sur la santé (EIS) est innovante en France. L'objectif de l'EIS est d'améliorer la qualité de vie des habitants en agissant sur des facteurs sociaux, environnementaux, économiques. En effet, on sait aujourd'hui que le système de santé (hôpitaux, cliniques, médecins) influe à hauteur de 20 % sur l'état de santé d'une population. Les 80 % restants se jouent hors du système de santé (logement, qualité de l'air, accès aux services, activité physique et sportive, déplacements actifs, etc.).

Depuis longtemps, la ville de Strasbourg fait la preuve de son engagement volontariste pour les questions de santé. Elle a signé, avec l'Agence régionale de santé, son contrat local de santé 2015-2020. Il est ainsi prévu la réalisation d'une Evaluation d'impact sur la santé (EIS) appliquée à un projet d'urbanisme.

L'EIS du Port du Rhin, pour un urbanisme favorable à la santé des habitants

Ainsi, par délibération du 24 octobre 2016, la ville de Strasbourg s'est engagée dans une démarche d'urbanisme favorable à la santé en expérimentant l'EIS sur le territoire de la ZAC Deux Rives et du Port du Rhin. Au regard de changements urbains majeurs y intervenant, la collectivité a choisi d'en faire bénéficier le quartier prioritaire du Port du Rhin.

Le pilotage de cette expérimentation s'est appuyé sur deux experts reconnus, l'Ecole des hautes études en santé publique de Rennes (EHESP) et l'Instance régionale d'éducation pour la santé (IREPS Grand Est).
Différents interlocuteurs du champ de l'urbanisme ont été associés, telle la SPL des Deux-Rives (Société publique locale) et l'ADEUS (Agence de développement Urbanisme agglomération Strasbourg), et de la santé publique, telle l'ARS Grand Est (Agence régionale de santé) ainsi que l'ensemble des partenaires institutionnels, associatifs et les habitants concernés par le périmètre de l'évaluation.

En novembre 2016 s'est tenu un séminaire de lancement de l'EIS avec les partenaires, les habitant – e – s et le Conseil citoyen. Tout du long de la réalisation de l'EIS, ces derniers ont participé activement aux instances de pilotage et techniques d'une EIS. Le

déplacement des agrès sportifs de la place de l'hippodrome vers les berges du Rhin émane de la demande des habitants dans le cadre de cette démarche.

De plus, le débat public fait partie intégrante des multiples composantes du projet d'aménagement urbain. En l'occurrence, la SPL et la Direction de territoire Neudorf Port du Rhin de la ville de Strasbourg organisent, avec les habitants, des ateliers de concertation sur l'aménagement des futures berges du Rhin.

Courant 2018, un séminaire de restitution des recommandations auprès de l'ensemble des parties prenantes de l'EIS Port du Rhin sera organisé. Il aura pour objectif de poursuivre leur appropriation, et d'amorcer, avec la participation des partenaires et services de la collectivité concernés, leur mise en œuvre.

Des recommandations dans quatre domaines : air, cadre de vie, environnement social, activité physique et sportive

Les objectifs assignés à cette EIS étaient les suivants :
- identifier les changements urbains qui influeront positivement la santé des habitants du quartier du Port du Rhin, et ceux qui auront potentiellement des effets négatifs,
- formuler des recommandations permettant d'agir sur le projet d'aménagement afin d'en optimiser les effets positifs, et d'en diminuer les effets négatifs sur la santé.

L'évaluation a mis en avant quatre domaines impactant plus particulièrement le quartier du Port du Rhin : la qualité de l'air, le cadre de vie, l'environnement social et la pratique de l'activité physique et sportive. Les recommandations qui en découlent concernent des aspects très concrets de la vie des habitants du quartier.

Ainsi, les recommandations suivantes sont engagées dès à présent :

1. mise en application de plusieurs mesures du « référentiel pour un aménagement et un habitat durable de la ville de Strasbourg » en matière de qualité de l'air intérieur ;
2. recul de bâtiments, orientation de prises d'air vers l'intérieur, implantation de bâtiments écrans aux logements, limitation et report de trafic routier dans certains secteurs, implantation de haies végétales et répartition des espaces verts, éloignement au maximum des futurs équipements sportifs et récréatifs des principales sources de polluants. La mise en œuvre de ces mesures limite l'exposition des habitants aux polluants extérieurs ;
3. aménagement d'un potager collectif, d'un jardin partagé et d'un équipement sportif au nord du jardin des Deux Rives, à proximité de la future école ;
4. création de plusieurs parcours et cheminements améliorant l'accès des piétons aux équipements culturels et scolaires ainsi qu'aux espaces publics nouvellement aménagés. Cela permet une meilleure appropriation du quartier à toutes catégories de population, tout en limitant les conflits d'usage ;
5. rénovation de l'isolation thermique de logements, réduisant le risque de précarité énergétique de certains foyers ;
6. appui au développement du tissu associatif local avec l'implication des habitants.

Une recommandation sera engagée ultérieurement :

7. création de « Strasbourg plage et baignade sur le Rhin ». En effet, le ‘plan guide’ de la SPL accorde beaucoup de place aux espaces verts. Néanmoins, les habitants du quartier du Port-du-Rhin veulent valoriser le rapport exceptionnel et spécifique qu’ils ont au Rhin, notamment dans sa dimension d’activité physique et sportive, mais aussi ludique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
autorise

le Maire à mettre en œuvre les recommandations sur son territoire et dans le cadre de ses compétences.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

73

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Reconduction du dispositif de la Carte Atout Voir pour :
- la signature de la convention de partenariat entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ;
- la signature de la convention de fonctionnement relative à la vente de la carte par la Boutique Culture.

L'Eurométropole de Strasbourg propose de reconduire le dispositif de la Carte Atout Voir pour la période du 1er septembre 2018 au 31 août 2021.

I - Convention de partenariat

La Carte Atout Voir concerne tous les jeunes de 11 à 25 ans, scolarisés ou non, et non-étudiants domiciliés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ou fréquentant un établissement à caractère éducatif implanté sur ce même territoire.

Elle permet l'accès aux manifestations organisées par les institutions signataires à des tarifs privilégiés.
Une convention lie l'Eurométropole de Strasbourg et 34 partenaires culturels. Parmi ces derniers figurent, depuis l'origine, les structures culturelles de la Ville : L'Orchestre philharmonique, les Musées, les TAPS, le Shadok ainsi que l'Opéra. La volonté de l'Eurométropole de Strasbourg est de contractualiser à nouveau pour les quatre prochaines années avec la Ville.

II – Convention de fonctionnement - point de vente

Durant la dernière convention 2016-2018, la Boutique Culture était le point de vente principal de la carte.
L'Eurométropole de Strasbourg sollicite la Ville pour un maintien de la Boutique Culture comme point de vente, y compris lorsqu'elle aura emménagé au 5 place du Château.

La mise en œuvre et la gestion de la carte, son émission et sa commercialisation sont assurées par l'Eurométropole de Strasbourg et portées par son budget (194 000 € pour l'Eurométropole de Strasbourg, avec un cofinancement de la DRAC-Grand Est de 17 000 € annuels)

D'autres points de vente sont mis en place sur certaines communes de l'Eurométropole de Strasbourg : Plobsheim, Mundolsheim, Lingolsheim et Illkirch.

La convention ci-annexée prévoit les modalités de fonctionnement du point de vente et le reversement de l'intégralité des sommes encaissées à la Recette des Finances de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
autorise

le Maire ou son-sa représentante à signer :

- *la convention de partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que tous les avenants s'y référant,*

- *la convention de fonctionnement permettant à la Boutique Culture d'assurer la vente de la Carte Atout Voir pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg pendant la période du 1er septembre 2018 au 31 août 2021, ainsi que tous les avenants s'y référant.*

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

POINTS DE VENTE
CARTE ATOUT VOIR

CONVENTION ENTRE

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

ET

LA VILLE DE STRASBOURG

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg représentée par son Président, M. Robert HERRMANN agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente du bureau de l'Eurométropole du 6 juillet 2018,

dénommée l'Eurométropole de Strasbourg, d'une part,

et

La Ville de Strasbourg représentée par son Maire, Roland RIES, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 25 juin 2018

dénommée la Commune, d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE I - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les conditions de la vente par la commune de la Carte Atout Voir au profit de l'Eurométropole de Strasbourg.

ARTICLE II - OBJET DE LA CARTE

La carte a pour objet de favoriser l'accès des jeunes âgés de 11 à 25 ans, scolarisés ou non, non étudiants, et domiciliés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ou fréquentant un établissement à caractère éducatif implanté dans l'Eurométropole de Strasbourg, au patrimoine culturel de l'Eurométropole de Strasbourg et de leur permettre de s'initier, de découvrir et de profiter des nombreuses manifestations culturelles à des tarifs préférentiels.

ARTICLE III - RESEAU DE VENTE

La mise en œuvre et la gestion de la carte, son émission et sa commercialisation sont assurées par l'Eurométropole de Strasbourg.

La vente sera assurée par divers points de vente répartis sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Pour la ville de Strasbourg, la vente sera assurée par la Boutique Culture.

ARTICLE IV - FONCTIONNEMENT DU RESEAU

Le réseau fonctionne sur la base :

- d'une carte unique délivrée dans n'importe quel point de vente habilité aux conditions tarifaires prévues à l'article VI de la présente convention et permettant à son titulaire d'avoir accès aux manifestations organisées par les institutions signataires de la convention de partenariat Carte Atout Voir,

- d'une centralisation des recettes liées à la vente des cartes par les communes concernées et d'un reversement de l'intégralité de ces recettes à l'Eurométropole de Strasbourg par le biais des Recettes des Finances.

ARTICLE V - CONDITIONS MATERIELLES :

L'Eurométropole de Strasbourg met à disposition des points de vente :

- un stock de cartes vierges,
- des affiches et toute documentation permettant de faire connaître la carte Atout Voir et son fonctionnement.

Les responsables des points de vente

- vérifient l'identité et la situation des demandeurs,
- établissent la carte avec photo d'identité,
- encaissent le tarif prévu à l'article VI de la présente convention,
- tiennent à jour les statistiques non nominatives sur le nombre de cartes délivrées, l'âge des bénéficiaires, zone d'habitation, le sexe, le statut,
- remettront à l'issue de la période de vente, le stock de cartes non vendues à l'Eurométropole de Strasbourg.

ARTICLE VI - CONDITIONS FINANCIERES :

Le prix de vente est défini annuellement par le comité de suivi de la carte Atout Voir. Il est transmis pour application aux points de vente avant le début de la saison. Pour la saison 2018/19, la carte est vendue au prix de 7 €. Elle est accompagnée d'un support d'information sur l'ensemble des activités culturelles concernées. Elle est valable du 1er septembre au 31 août de l'année suivante. Elle est personnelle, non cessible et non transmissible.

ARTICLE VII - PERCEPTION DES RECETTES :

VII – 1: Circuits financiers

Les recettes correspondant aux ventes des cartes sont perçues par le régisseur de la commune pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le régisseur verse l'intégralité des fonds qu'il encaisse au receveur municipal. Celui-ci transfère les recettes au receveur des finances de l'Eurométropole de Strasbourg en indiquant la mention : « Carte Atout Voir - ville de Strasbourg- Mois : …… ».

VII -2 : Régie de recettes

La création et le fonctionnement de chaque régie de recette municipale sont de la compétence de chaque commune. De même, la nomination du régisseur et de ses éventuels mandataires relève de la compétence du Maire de la commune. Le régisseur et ses éventuels mandataires restent placés sous son autorité.

En conséquence, la commune s'engage à :

- créer une régie ou modifier l'acte constitutif de la régie existante pour permettre l'encaissement, par son régisseur, des recettes « Carte Atout Voir » avant l'entrée en vigueur de la présente convention ;

- prendre les mesures utiles pour que les fonds relatifs à la « carte Atout Voir » parviennent chaque mois au receveur des finances de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- veiller à la tenue, par le régisseur, d'une comptabilité au jour le jour et l'établissement, par ses soins, d'un état des cartes délivrées.

- ***VII - 3 : Etats attendus des points de vente :***

Les régisseurs s'engagent également à transmettre mensuellement ou trimestriellement au service compétent de l'Eurométropole de Strasbourg (Direction de la Culture) copie des données fournies à leur receveur municipal.

ARTICLE VIII - DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention passée entre l'Eurométropole de Strasbourg et la commune entre en vigueur à sa signature après avoir été dûment autorisée par l'assemblée délibérante, signée et transmise au contrôle de légalité.
Elle est conclue pour une durée de 4 ans. Elle pourra être reconduite lors de renouvellement de la convention de partenariat Carte Atout Voir.
Les parties peuvent résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception, à la fin de chaque saison (31 août), sous réserve de respecter un préavis de 6 mois.

ARTICLE IX : MODIFICATIONS - LITIGES

Toute modification aux dispositions de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

Les parties s'engagent à recourir à un mode de règlement à l'amiable avant toute action contentieuse. Tout contentieux résultant de l'application et/ou de l'interprétation de la présente convention sera porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la Ville de Strasbourg
Robert HERRMANN Président	Roland RIES Maire

CONVENTION DE PARTENARIAT
CARTE « ATOUT VOIR » 2018 - 2021

VU la délibération de la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg du 6 juillet 2018 relative au renouvellement du dispositif Carte Atout Voir pour la période 2018-2021 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2005-054 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Une convention de partenariat est conclue entre l'Eurométropole de Strasbourg, l'Etat - Ministère de la Culture et de la Communication, Direction Régionale des Affaires Culturelles Grand Est et les institutions culturelles partenaires du dispositif « Carte Atout Voir »

- PREAMBULE

La volonté conjointe de l'Eurométropole de Strasbourg, de l'Etat et des institutions culturelles partenaires est de favoriser l'accès à la culture des jeunes âgés de 11 à 25 ans scolarisés ou non, et non étudiants.

L'offre culturelle de l'Eurométropole de Strasbourg, particulièrement riche et variée, doit permettre aux jeunes de découvrir les différentes facettes du spectacle vivant, l'offre cinématographique et d'avoir accès à la création artistique et patrimoniale proposée par les musées.

Les signataires ont à cœur de permettre aux jeunes de s'initier, de découvrir et de profiter des nombreuses manifestations culturelles à des tarifs préférentiels.

C'est pourquoi une convention de partenariat est conclue entre :

1) L'Eurométropole de Strasbourg

- représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, dûment habilité par délibération de la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg du 6 juillet 2018

2) L'Etat

- Ministère de la Culture et de la Communication, Direction Régionale des Affaires Culturelles Grand Est, représentée par M. Christian NEGRE Directeur Régional Adjoint des Affaires Culturelles agissant par délégation de Monsieur le Préfet de la Région.

3) Les institutions partenaires

- La Ville de Strasbourg pour les institutions culturelles municipales : les TAPS, les Musées de Strasbourg, l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg, le Shadok - Fabrique du Numérique
- La Ville de Schiltigheim pour Schiltigheim Culture,
- La Ville d'Ostwald pour le Point d'Eau,
- La Ville de Vendenheim pour l'Espace Culturel,
- La Ville d'Oberhausbergen pour le PréO,
- La Ville de Bischheim pour La salle du Cercle,
- Le Théâtre National de Strasbourg,
- L'Opéra National du Rhin,
- Le Festival Musica,
- Jazzdor, SMAc Jazz
- Artefact PRL, la Laiterie,
- Le Maillon,
- Le TJP – Centre dramatique national d'Alsace - Strasbourg,
- Pôle Sud – Centre de développement chorégraphique - Strasbourg,
- A.P.C.A. Théâtre de la Choucrouterie,
- Le Théâtre alsacien Strasbourg,
- Association Le Kafteur, pour l'Espace K,
- L'Illiade,
- L'Association Strasbourg Méditerranée
- La Maison des Arts de Lingolsheim
- L'Association Becoze pour l'Espace culturel Django Reinhardt
- Pelpass

- La Maison Théâtre
- La Chapelle Rhénane
- L'Association des Jeunes Artistes Musiciens
- Wolfi'Jazz
- L'Odyssée,
- Le Star,
- Le Star Saint-Exupéry,
- Le Cinéma Vox,
- L'UGC Ciné-Cité Strasbourg-Etoile

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article I – Objet
L'Eurométropole de Strasbourg, l'Etat et les institutions culturelles énumérées ci-dessus coopèrent à la réalisation du dispositif intitulé « Carte Atout Voir ». Ce dispositif a pour but d'encourager les découvertes de l'ensemble des domaines de la culture et de familiariser à l'extrême variété de la vie culturelle, toutes les catégories de jeunes non étudiants.
La Carte Atout Voir permet l'accès à tarif privilégié à l'ensemble des propositions artistiques et culturelles proposées par les partenaires culturels signataires de cette convention.

Article II – Bénéficiaires
La Carte Atout Voir concerne tous les jeunes de 11 à 25 ans scolarisés ou non, et non-étudiants domiciliés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ou fréquentant un établissement à caractère éducatif implanté dans l'Eurométropole de Strasbourg

Article III – Prestations fournies aux jeunes
La Carte Atout Voir permet l'accès à des tarifs privilégiés aux manifestations organisées par les institutions signataires de la présente convention dans les conditions particulières définies respectivement aux chapitres 1, 2 et 3 de l'annexe de la présente convention.
Les institutions culturelles signataires s'engagent à ne délivrer de billet à prix réduit que sur présentation de ladite carte.

Article IV – Gestion du dispositif
La mise en œuvre opérationnelle (émission des cartes, commercialisation, communication, évaluation) est assurée par l'Eurométropole de Strasbourg.

Article V – Vente des cartes
La carte est vendue au prix de 7 €. Ce tarif est révisable annuellement par avenant après avis du comité de suivi et d'évaluation.
Elle est accompagnée d'un support d'information sur l'ensemble des activités culturelles concernées.
Elle est valable du 1er septembre au 31 août.
Elle est personnelle, non cessible et non transmissible.

Une convention entre l'Eurométropole de Strasbourg et les villes partenaires ayant un point de vente précisera les conditions de vente, de perception et de reversement des recettes à l'Eurométropole de Strasbourg.

Article VI – Promotion de la carte

La mise en place annuelle de la carte s'accompagne d'une campagne de communication organisée en partenariat avec les différentes institutions culturelles qui apporteront également leur concours tout au long de l'année.
L'Eurométropole de Strasbourg mettra en place tous les moyens à sa disposition pour informer les jeunes de l'existence de la carte et des avantages qui y sont liés.

Article VII – Suivi et évaluation

L'exécution des engagements des partenaires sera suivie conjointement par les signataires de la convention et fera l'objet d'un compte-rendu d'utilisation à la fin de chaque saison.

Un comité de suivi et d'évaluation est désigné pour l'ensemble de l'opération. Il a pour mission d'observer la mise en place de cette politique d'incitation, d'apporter les éléments qualificatifs et quantitatifs permettant d'analyser les comportements des jeunes à l'égard d'une action de longue durée et de proposer les ajustements nécessaires. Les modifications éventuelles qui risquent d'avoir des répercussions financières ou statutaires relèveront du comité restreint des financeurs publics Eurométropole de Strasbourg et Etat.

Article VIII – Financement du dispositif

Le financement est assuré par :

- l'Eurométropole de Strasbourg
- la Direction Régionale des Affaires Culturelles
- la vente des cartes

Pendant la durée de la convention, l'Eurométropole de Strasbourg et la DRAC s'engagent à soutenir financièrement les actions permettant la réalisation des objectifs prévus à l'article I.
Pour l'exercice 2019 le budget du dispositif est de 194 000 € avec une participation de la DRAC à hauteur de 17 000 €.

Dans l'hypothèse de l'impossibilité de faire face financièrement à une augmentation budgétaire trop importante des demandes de compensation qui entraînerait une insuffisance du fonds de compensation, les partenaires conviendraient,

- soit de mettre fin à cette opération à une date antérieure à l'échéance normale, cette date étant déterminée par le comité de suivi,
- soit de rediscuter le montant de la compensation par un avenant rectificatif,
- soit de trouver des moyens financiers supplémentaires pour permettre le maintien du dispositif.

La gestion financière est assurée par l'Eurométropole de Strasbourg qui tiendra une comptabilité en recettes et en dépenses.

Le budget et la participation financière seront fixés dans le cadre d'une annexe unique à la présente convention de partenariat.

L'Eurométropole de Strasbourg établira chaque année un budget prévisionnel et sollicitera la participation financière de la DRAC - dans le cadre d'un dossier de demande de subvention déposé avant le 30 septembre de l'année n-1 et d'éventuels autres financeurs.

Le budget comprend :
- en dépense : la conception, la fabrication des cartes et de tous les supports de communication nécessaires à sa diffusion, ainsi que le suivi financier et administratif et le fonds de compensation destiné au versement d'une indemnité par billet vendu par les partenaires culturels,
- en recette : la vente des cartes, la participation de l'Eurométropole de Strasbourg, ainsi que la subvention versée par la DRAC.

Article IX – Modalités de remboursement du différentiel compensatoire
Le fonds de compensation est affecté au reversement d'une somme destinée à compenser en partie ou en totalité la différence entre le montant payé par le détenteur de la carte et le prix du billet. Les montants sont définis selon la nature des prestataires :
- spectacle vivant
- cinémas
- musées

et précisés en annexe au chapitre 1 à 3 de la présente convention

Ce tarif est révisable annuellement par avenant après avis du comité de suivi et d'évaluation.

Les partenaires culturels adresseront leurs factures à l'Eurométropole de Strasbourg via le portail Chorus Pro (sous format électronique sur le site https://chorus-pro.gouv.fr).

Il est actuellement également possible, de façon transitoire, de les adresser par envoi postal à Eurométropole de Strasbourg – TSA 81723 – 12 rue des petits ruisseaux – 91372 Verrières le buisson-Cedex.

Les institutions culturelles et l'Eurométropole de Strasbourg gèrent, dans les meilleures conditions de régularité, des listings justificatifs de l'utilisation de la carte. Ceux-ci feront apparaître la date, le titre du spectacle et les statistiques de fréquentation et seront présentés à l'appui de la facture qui permettra à l'Eurométropole de Strasbourg de payer le différentiel compensatoire.

Article X : Engagements de l'Eurométropole de Strasbourg
Les engagements pris par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de cette convention restent subordonnés à l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg et seront ajustés en fonction du bilan de l'année précédente et du programme prévisionnel d'actions.

Article XI : Engagements de l'Etat :

Les engagements pris par l'Etat dans le cadre de cette convention et des avenants annuels restent subordonnés à l'inscription des crédits dans la loi de finances, en AE et en CP, d'une part, et de l'application des dispositions de la convention, d'autre part.
Le budget et la participation financière seront fixés chaque année par un avenant à la présente convention de partenariat entre l'Etat (DRAC) et l'Eurométropole de Strasbourg. Ce montant pourra toutefois être révisé en fonction des résultats financiers du dispositif.
L'engagement définitif des crédits correspondants à la participation du Ministère de la Culture et de la Communication (DRAC) fera l'objet d'une convention financière, imputée sur les crédits du programme 224 transmission des savoirs et démocratisation de la culture action 2, après présentation d'un dossier de demande de subvention par l'Eurométropole de Strasbourg comportant l'ensemble des pièces prévues par la réglementation, sous réserve de la délégation des crédits correspondants, de la levée de la réserve et de la levée de la réserve de précaution appliquée conformément aux dispositions de la LOLF.
Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des Finances publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin.

Article XII : Justificatifs
Dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à fournir à la DRAC le compte rendu financier de la Carte Atout Voir qui retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués dans le cadre de la convention. Ce compte rendu doit être conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi N° 2000-321 du 22 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leur relation avec l'Administration.
Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif de la Carte Atout Voir. Ce document sera signé par toute personne habilitée à cet effet.

Article XIII : Autre engagement
L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à faire figurer de manière lisible le logo de la Préfecture de la Région ainsi que la mention in extenso : « avec le soutien du ministère de la Culture et de la Communication – DRAC Grand-Est» dans tous documents produits dans le cadre de la présente convention.

Article XIV – Durée
Sous réserve des dispositions de l'article VIII, la présente convention est établie pour une durée de quatre ans, du 1er septembre 2018 au 31 août 2021 et peut être révisée annuellement par avenant sur avis du Comité de suivi.

Article XV – Résiliation
Chacune des parties peut, en cas d'inobservation caractérisée par l'une ou l'autre des parties d'une des dispositions de la présente convention, la mettre en demeure de remplir ses obligations, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Si cette mise en demeure est restée sans effet, la présente convention sera résiliée de plein droit. Aucune indemnité ne sera due.

Article XVI – Litige

En cas de difficulté sur l'interprétation et l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, le Tribunal Administratif de Strasbourg sera seul compétent.

Article XVII – Dispositions diverses
La présente convention est établie en plusieurs exemplaires destinés à l'Eurométropole de Strasbourg, à la DRAC et aux différentes institutions culturelles.

ANNEXE

Chapitre I : Spectacle vivant – musique et festivals

Les dispositions énoncées dans les articles XVIII à XIX concernent les institutions culturelles suivantes et peuvent être révisées annuellement par avenant sur avis du Comité de suivi :

La Ville de Schiltigheim pour Schiltigheim Culture
La Ville d'Ostwald pour Le Point d'eau
La Ville de Vendenheim pour L'Espace culturel de Vendenheim
La Ville d'Oberhausbergen pour Le PréO
La Ville de Bischheim pour la salle du Cercle
La Ville de Strasbourg pour :
l'Orchestre philharmonique
Les TAPS
Le Shadok – Fabrique du Numérique
Le TNS
L'Opéra National de Strasbourg
Le Festival Musica
Jazzdor, SMAc Jazz
Artefacts PRL – La Laiterie
Le Maillon
Le TJP – Centre dramatique national d'Alsace - Strasbourg
Pôle Sud – Centre de développement chorégraphique - Strasbourg
L'Association Quatre 4.0 – Le Festival des Artefacts
A.P.C.A. Théâtre de la Choucrouterie,
Le Théâtre Alsacien Strasbourg
Association Le Kafteur, pour l'Espace K
L'Association Strasbourg Méditerranée
L'Illiade
La Maison des Arts de Lingolsheim
L'Association Becoze pour l'Espace culturel Django Reinhardt
Pelpass
La Maison Théâtre
La Chapelle Rhénane
L'Association des Jeunes Artistes Musiciens (AJAM)
Wolfi'Jazz

Article XVIII - Prestations fournies aux titulaires de la carte

La Carte Atout Voir permet l'accès à toutes les manifestations organisées par les institutions culturelles signataires de la présente convention sauf disposition contraire.

Pour les concerts organisés par Artefact PRL seuls les concerts expressément signalés seront accessibles avec la carte.

Le prix à acquitter par le titulaire de la carte pour une place de spectacle ou de concert est de 6 €.

Article XIX – Financement
Le fonds de compensation est affecté au reversement d'une somme destinée à compenser en partie ou en totalité la différence entre le montant payé par le détenteur de la carte et le prix du billet.

Le montant reversé à chaque institution sera calculé en fonction du tarif économique le plus bas sans toutefois dépasser un plafond total (prix du billet vendu + compensation) fixé à 14 € par entrée.

Chaque billet vendu donnera donc droit à une compensation d'un montant qui ne saurait ainsi dépasser 8 € par billet.

Chapitre II : Cinémas

Les dispositions énoncées dans les articles XX à XXI concernent les institutions culturelles suivantes et peuvent être révisées annuellement par avenant sur avis du Comité de suivi :

Le Star
Le Star Saint-Exupéry
Le Cinéma Vox
L'UGC Ciné-Cité Strasbourg Etoile
L'Odyssée

Article XX - Prestations fournies aux titulaires de la carte

La Carte Atout Voir donne accès à des places de cinémas au tarif de 5€ :

- à toutes les séances du lundi au dimanche de l'Odyssée, du Star et Star Saint-Exupéry,
- à toutes les séances du lundi au jeudi aux cinémas Vox et UGC Ciné Cité,
- aux séances avant midi (vers 11h), aux dernières séances de l'après-midi (entre 17h et 19h), après 21h, et aux avant-premières des cinémas Vox et UGC Ciné Cité.

Pour tous les cinémas

- pour les représentations d'opéra, le prix à acquitter par le titulaire de la carte est identique à celui pour une place de spectacle ou de concert soit 6 €.

  Le montant reversé sera calculé en fonction du tarif économique le plus bas sans toutefois dépasser un plafond total (prix du billet vendu + compensation) fixé à 14 € par entrée.

  Chaque billet vendu donnera donc droit à une compensation d'un montant qui ne saurait ainsi dépasser 8 € par billet.

Article XXI - Dispositions financières
Le fonds de compensation est affecté au reversement d'une somme destiné à compenser partiellement la différence entre le montant payé par le détenteur de la carte et le prix du billet. Le différentiel compensatoire est forfaitairement fixé à 1,05 € par billet vendu.

Chapitre III : Musées

Les dispositions énoncées à l'article XXII et XXIII concernent les institutions culturelles suivantes :
– le Musée alsacien,
– le Musée historique,
– le Centre de l'illustration Tomi Ungerer,
– le Musée des arts décoratifs,
– le Musée archéologique,
– le Musée des beaux-arts,
– le Cabinet des Estampes et des dessins,
– le Musée de l'Œuvre de Notre-Dame – Musée du Moyen-Age,
– le Musée d'art moderne et contemporain,
– le Musée zoologique,
– la salle de l'Aubette 1928.

Article XXII - Prestations fournies aux titulaires de la carte

La Carte Atout Voir donne accès gratuitement à l'ensemble des collections permanentes des musées de Strasbourg ainsi qu'aux expositions temporaires.

Article XXIII - Dispositions financières

L'Eurométropole de Strasbourg attribuera un forfait de 500 € annuels aux musées de la Ville en compensation de l'accès gratuit aux expositions et aux collections accordé aux titulaires de la Carte Atout Voir.

Fait à Strasbourg, le

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg Robert HERRMANN	Le Préfet de la Région et par délégation, la Directeur Régional Adjoint des Affaires Culturelles Christian NEGRE

Ville de Strasbourg pour l'Orchestre Philharmonique, les TAPS, les musées et le Shadok Le Maire Roland RIES	Ville de Bischheim pour La Salle du Cercle Le Maire Jean-Louis HOERLE

Ville d'Oberhausbergen pour Le PréO L'Adjoint au Maire en charge de la Culture Daniel CHAMBET-ITHIER	Ville de Schiltigheim pour Schiltigheim Culture La Maire Danielle DAMBACH

Ville de Vendenheim pour L'Espace Culturel de Vendenheim Le Maire Philippe PFRIMMER	Ville d'Ostwald pour Le Point d'Eau d'Ostwald Le Maire Jean-Marie BEUTEL

La Directrice administrative de l'Opéra du Rhin Nadine HIRTZEL	Directrice de Pôle Sud CDC Joëlle SMADJA

La Directrice du Maillon Barbara ENGELHARDT	Le Directeur du Théâtre National de Strasbourg Stanislas NORDEY

Le Directeur du TJP Renaud HERBIN	Le Président d'ARTEFACT PRL Thierry DANET

Le Directeur du Théâtre Alsacien Strasbourg Pierre SPEGT	Le Directeur de JAZZDOR Philippe OCHEM

Le Directeur de MUSICA Jean-Dominique MARCO	Le Directeur de l'APCA Théâtre de la Choucrouterie Roger SIFFER

La Présidente de Strasbourg-Méditerranée Myriam CHOPIN	Le Président du Kafteur Pour l'Espace K Yannick PICARELLA

Le Président de l'Association Becoze Julien LAFARGE	La Présidente de l'Association Pelpass & Compagnie Jeanne BRUXER

Le Président de Quatre 4.0 Patrick SCHNEIDER	La Présidente de la Maison Théâtre Andrée PASCAUD

Le Directeur de la SPL L'Illiade Jean-Louis KIRCHER	Le Directeur de la SPL L'Illiade Pour La Maison des Arts à Lingolsheim Jean-Louis KIRCHER

Le Directeur du Cinéma L'Odyssée Faruk GÜNALTAY	Le Directeur des cinémas Star et Star Saint-Exupéry Stéphane LIBS

La Directrice du cinéma UGC Ciné Cité Laurence ALGRET	La Directrice du Cinéma VOX Anita HOLLAENDER

Le président de la Chapelle Rhénane Jean MOISSONNIER	La présidente de l'Association des Jeunes Artistes Musiciens Renée KUHN

L'Association Wolfi Jazz Iwona SALEK	

74

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Renouvellement du conventionnement pluriannuel entre l'ensemble Accroche Note, l'Etat et la ville de Strasbourg pour la période 2018-2021.

L'ensemble Accroche Note, créé en 1981 autour de Françoise KUBLER et Armand ANGSTER, se consacre à la promotion de la musique contemporaine dans une triple démarche de création, diffusion et médiation. Son effectif à géométrie variable lui permet d'aborder une grande variété de répertoires de musique de chambre vocale et instrumentale. Il est ainsi complémentaire des autres formations de musique contemporaines présentes à Strasbourg.

Il s'attache à faire connaître et mettre en valeur les œuvres de compositeurs reconnus ou émergents de notre temps, avec lesquels il construit des collaborations étroites et durables. Ce soutien se traduit par la création d'œuvres nouvelles, dont une part importante sous forme de commandes, ainsi que par la reprise d'œuvres qu'il a déjà créées, afin de faire vivre ce répertoire. Il s'attache également à promouvoir une approche pluridisciplinaire de la création musicale en lien avec d'autres arts.

Il se situe par ailleurs dans une démarche visant à replacer la création dans une vision historique en décloisonnant les répertoires. Il propose ainsi des programmes mêlant œuvres actuelles et œuvres plus anciennes, mais aussi musiques écrites et improvisées.

Ce processus de médiation s'accompagne d'un important travail en direction des divers publics et d'élèves musiciens, en partenariat notamment avec le Conservatoire de Strasbourg.

Invité régulier des grands rendez-vous internationaux de musique contemporaine, dont le festival Musica, Accroche Note participe au rayonnement culturel de la ville de Strasbourg dans le monde entier.

Le projet artistique et culturel de l'ensemble pour la période 2018-2021 porte sur les axes suivants :

- poursuivre et enrichir sa mission de soutien à la création contemporaine en développant notamment l'accueil de compositeurs en résidence,
- multiplier les reprises d'œuvres qu'il a créées,
- développer le décloisonnement des répertoires pour ouvrir un plus large public à la musique contemporaine,
- accroître la visibilité des productions de l'ensemble,

- développer les créations pluridisciplinaires et associant musique acoustique et électronique,
- poursuivre le travail pédagogique autour de la musique contemporaine, en lien notamment avec le Conservatoire et l'Académie Supérieure de musique de la Haute Ecole des Arts du Rhin,
- intensifier la politique d'insertion professionnelle des jeunes compositeurs et interprètes,
- consolider la structuration administrative de l'Ensemble,
- développer les partenariats privés.

Afin de garantir la pérennité de l'action de l'Ensemble, l'Etat et la ville de Strasbourg ont conclu avec l'association Accroche Note une convention de partenariat pour la période 2014-2017. Suite au bilan positif de l'évaluation de cette dernière, les mêmes partenaires ont décidé de renouveler cette convention pour les années 2018 à 2021.

Le budget prévisionnel pour l'ensemble de la période considérée s'élève à 840 710 €.

La répartition de la charge financière proposée est la suivante :

Année	Etat	Ville
2018	50 000 €	20 000 €
2019	50 000 €	20 000 €
2020	50 000 €	20 000 €
2021	50 000 €	20 000 €

Il est proposé que la ville de Strasbourg poursuive son soutien à cette association durant la période de conventionnement selon les modalités suivantes :

- pour l'exercice 2018, le Conseil municipal a voté en date du 18 décembre 2017 un montant de subvention de 20 000 €,

- pour les années 2019 à 2021, après analyse du bilan de l'année écoulée réalisé dans les conditions prévues par la convention et examen des budgets prévisionnels actualisés, la ville de Strasbourg propose de soumettre au vote du Conseil municipal l'inscription, au titre des exercices concernés, de crédits correspondants à une reconduction à l'identique du montant total de 20 000 € accordé en 2018.

Le montant total proposé pour la période 2018-2021 s'élève donc à 80 000 €.

Compte tenu :

- de la qualité du travail mené jusqu'ici par l'Ensemble et de sa reconnaissance internationale,
- de la pertinence de son nouveau projet artistique et de son adéquation avec les orientations de la politique culturelle de la ville de Strasbourg en matière d'aide à la création, de diversification des publics et de rayonnement culturel,

- de la réalité de l'ancrage de l'action de l'ensemble sur le territoire strasbourgeois,
- de l'intérêt pour la collectivité d'inscrire son action dans un partenariat aux objectifs partagés avec l'Etat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

la signature d'une convention de partenariat avec l'Etat et l'association Accroche Note

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer cette convention.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
2018 – 2021
ACCROCHE NOTE

Entre

L'État (Ministère de la Culture - Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est) représenté par Monsieur le Préfet de la région Grand Est, Préfet de la zone de défense et de sécurité, ci-après désigné par le terme « l'État »,

La ville de Strasbourg, représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2018, et désignée ci-après sous le terme " la ville " ;

ci-après désignés également« les partenaires financiers »,

d'une part,

Et

L'association **Accroche Note** régie par le code civil local, dont le siège social est situé 6 rue des Cordonniers – 67000 Strasbourg, représentée par son Président, Monsieur Guy MEYER, dûment mandaté
N° SIRET : 337 648 422 00018 Code APE : 923A
N° Licence : 2-135855

et ci-après désigné « le bénéficiaire »
d'autre part.

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;
VU le régime cadre exempté de notification N°SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020 ;
VU la lettre de mission du Premier Ministre à Madame la Ministre de la culture datée du 09 août 2017 ;
VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
VU la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine ;
VU la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;
VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
VU le décret n° 2015-641 du 8 juin 2015 relatif à l'attribution des aides déconcentrées au spectacle vivant ;
VU le décret du 22 juin 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Luc Marx, Préfet de la région Grand Est, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet du Bas Rhin ;
VU le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;
VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2015 relatif aux conditions d'attribution et aux modalités de présentation des demandes d'aides déconcentrées au spectacle vivant ;
VU l'arrêté ministériel du 1er janvier 2016 portant nomination de Madame Anne Mistler, Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2017/601 du 10 juillet 2017 portant délégation de signature à Madame Anne Mistler, Directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est, en qualité de responsable délégué de budget opérationnel de programme régional ;

VU l'arrêté du 25 septembre 2017 modifiant l'arrêté du 26 décembre 2013 relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire du ministère de la culture et de la communication ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2018/03 du 02 janvier 2018 portant délégation de signature à Madame Anne Mistler, Directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, responsable d'unité opérationnelle ;
VU l'arrêté n° 2018/01 du 02 janvier 2018 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale des affaires culturelles (compétences générales et/ou ordonnancement secondaire) ;
VU la circulaire du Premier ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;
VU la circulaire du 4 mai 2016 relative aux modalités d'attribution des aides déconcentrées au spectacle vivant ;
VU le Budget opérationnel de programme 131 de la mission culture ;
VU l'avis favorable définitif sur le budget opérationnel de programme 131 du Contrôle budgétaire de la région Grand Est en date du 27 février 2018

VU le projet artistique et culturel 2018-2021 de l'ensemble Accroche Note, placé sous la responsabilité artistique d'Armand Angster ;
VU l'avis favorable consultatif rendu par la commission d'experts musique réunie par l'État (DRAC Grand Est) le 5 juillet 2017 ;

VU la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018 ;

SUR proposition de la Directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est ;

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par le bénéficiaire (création et diffusions de productions musicales) conforme à son objet statutaire et répondant à une finalité d'intérêt général en faveur de la création et de la diffusion du spectacle vivant ;

Considérant la politique culturelle de l'État

La charte des missions de service public pour le spectacle vivant du 23 octobre 1998 réaffirme l'engagement fort du Ministère de la Culture et de la Communication en faveur de la création artistique. Elle précise la responsabilité artistique, territoriale, sociale et professionnelle des équipes subventionnées et conventionnées.

L'arrêté en date du 22 décembre 2015 précisé par la circulaire du 4 mai 2016 définit les conditions dans lesquelles l'État apporte son soutien aux ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation.

Cette procédure vise prioritairement l'accompagnement des équipes artistiques professionnelles agissant dans le domaine musical engagées dans des démarches de recherche de nouveaux répertoires, d'innovation dans l'approche et l'interprétation des répertoires, de rencontres entre genres musicaux nécessitant une mise en œuvre particulière, de travail en direction de nouvelles formes de concerts et de relation avec les publics, de croisement entres disciplines artistiques (lyrique, théâtre musical, etc.).

La procédure prévoit le conventionnement pluriannuel des ensembles musicaux dont la régularité des activités, les capacités de recherche, d'innovation et de création mais aussi la prise en compte des répertoires propres à l'équipe, le rayonnement national et international, la sensibilisation des publics et la régularité des partenariats avec des réseaux professionnels mais aussi d'autres partenaires financiers (collectivités, mécénat) sont avérés.

Il est attendu des équipes conventionnées un projet caractérisé par une ligne artistique claire, la recherche d'un équilibre entre de nouveaux programmes et la reprise d'œuvres antérieurement présentées, un rapport au public construit, que ce soit à travers un programme de diffusion ou par un partenariat avec une ou plusieurs institutions, un rayonnement et une activité régulière portés par la stabilisation de moyens artistiques, mais aussi d'emplois techniques et administratifs, ainsi qu'un partenariat avec les collectivités territoriales.
Le soutien apporté par l'État s'inscrit dans les orientations nationales relatives au financement public et à l'emploi dans le spectacle vivant.

Considérant la politique culturelle de la ville de Strasbourg

Strasbourg, ville stimulant l'expression artistique sous toutes ses formes, attache une grande importance à l'accès du plus grand nombre aux œuvres de création. C'est pourquoi elle soutient activement la création et la diffusion artistiques, en articulation avec les autres dispositifs structurels et sectoriels existants, aux niveaux régional, national et européen.

Par son action en direction des acteurs de la création, la ville de Strasbourg accompagne l'émergence des talents et des projets ainsi que la diversité culturelle et artistique. Elle soutient également le développement autant que la consolidation de projets ambitieux ainsi que des dynamiques de réseaux, de même que les correspondances et les synergies entre les différents acteurs.

Pour la mise en œuvre de ces orientations prioritaires, la ville de Strasbourg porte une attention particulière aux équipes et aux projets qui attestent d'une exigence culturelle et artistique affirmée.

Ces projets doivent être en phase avec les enjeux contemporains liés aux évolutions des secteurs en termes de rayonnement au niveau local, national et international, d'ancrage territorial, d'action culturelle (accessibilité, éducation, citoyenneté), de développement des audiences et d'effets structurants.

Aussi, le soutien de la ville de Strasbourg est déterminé par l'engagement et la capacité des acteurs à déployer, en lien avec leurs activités de création et/ou de diffusion, des actions d'intérêt général contribuant à la vie de la cité, à son développement culturel et citoyen et à sa diversité.

Le conventionnement est un outil mis en place par notre collectivité pour accompagner dans la durée les équipes artistiques professionnelles répondant à ces critères.

Considérant que le projet ci-après présenté par le bénéficiaire participe des politiques de l'État (DRAC Grand Est) et de la ville de Strasbourg, les partenaires publics décident de s'associer dans un partenariat contractuel avec l'ensemble Accroche Note pour une nouvelle période 2018-2021.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet joint en annexe I à la présente convention.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de quatre années couvrant la période 2018-2021.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total du projet sur la durée de la convention est évalué à 840 710 € (huit cent quarante mille sept cent dix euros) € conformément aux budgets prévisionnels joints en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui
  - respectent les conditions des paragraphes 4 et 5 de l'article 53 du règlement (UE) n°651/2014 ;
  - sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe III ;
  - sont nécessaires à la réalisation du projet ;
  - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
  - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
  - sont dépensés par le bénéficiaire ;
  - sont identifiables et contrôlables.

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet.

Le bénéficiaire notifie ces modifications aux partenaires financiers par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par les partenaires financiers de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6. Cet excédent ne peut être supérieur à 15 % du total des coûts annuels éligibles du projet effectivement supportés.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

4.1 Au titre du règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, l'État contribue financièrement au projet visé à l'article 1er de la présente convention.

La contribution des partenaires financiers est une aide au fonctionnement, au sens de l'annexe III de la présente convention et prend la forme d'une subvention. Les partenaires financiers n'en attendent aucune contrepartie directe.

a) Pour l'État (DRAC Grand Est)

4.2 L'État contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 198 500 € (cent quatre vingt dix huit mille euros), au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 840 710 € (huit cent quarante mille sept cent dix euros), établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.3 Pour l'année 2018, une subvention de 48 500 € est accordée au bénéficiaire .

Ce montant tient compte de la réserve de précaution appliquée sur les crédits du budget opérationnel de programme 131 du ministère de la Culture au titre de l'année 2018.

En cas de levée du gel budgétaire, ce montant pourra être abondé dans le cadre d'un avenant financier à la présente convention.

4.4 Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de l'État s'élèvent à :

- pour l'année 2019 : 50 000 €
- pour l'année 2020 : 50 000 €
- pour l'année 2021 : 50 000€

4.5 Les contributions financières de l'État mentionnées aux paragraphes 4.3 et 4.4 ne sont applicables que sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits en loi de finances pour l'État ;
- Le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1er, 6 à 10 sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- La vérification par l'État que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10, sans préjudice de l'article 3.4.

b) Pour la ville de Strasbourg

4.6 Sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices 2018, 2019 et 2020 et 2021, la ville de Strasbourg contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 80 000 € € (quatre vingt mille euros), au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 840 710 € (huit cent quarante mille sept cent dix euros), établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.7. Cette somme est répartie comme suit :

- pour l'année 2018, un montant de 20 000 €,
- pour l'année 2019, un montant de 20 000 €,
- pour l'année 2020, un montant de 20 000 €.
- Pour l'année 2021, un montant de 20 000 €

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

5.1 Les contributions financières sont créditées au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de :

Titulaire du compte :	Accroche Note
N° SIRET :	337 648 422 00018
N° Identifiant Chorus :	1000467580
Établissement bancaire :	Crédit mutuel
IBAN :	FR76 1027 8019 0000 0198 1764 015
BIC :	CMCIFR2A

a) Pour l'État (DRAC Grand Est)

5.2 En 2018, l'État verse une subvention de 48 500 € répartie comme suit:

- une avance de 24 250 € par convention financière ;
- Le solde d'un montant de 24 250 € après les vérifications réalisées par l'État conformément à l'article 6 et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.

Ce montant tient compte de la réserve de précaution appliquée sur les crédits du budget opérationnel de programme 131 du ministère de la Culture au titre de l'année 2018.

En cas de levée du gel budgétaire, ce montant pourra être abondé dans le cadre d'un avenant financier à la présente convention.

5.3 Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle de l'État, sous réserve de l'inscription des crédits de paiement en loi de finances, est versée dans le cadre d'un avenant financier annuel liant exclusivement l'État et le bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Une avance dans la limite de 50 % du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 4.4 avant le 31 mars de chaque année, sans préjudice du contrôle de l'État conformément à l'article 10 ;
- Le solde annuel sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 4.5 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue à l'article 3.4.

5.4 La subvention est imputée sur les crédits ouverts au budget opérationnel de programme de la DRAC Grand Est - *Exercice 2018 :* programme 131, titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 131-01-04, activité 013100030102 (aides aux ensembles musicaux).

L'ordonnateur secondaire délégué de la dépense est la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est.

Le comptable assignataire est le Directeur départemental des finances publiques de la Marne.

b) Pour la ville de Strasbourg

5.5 La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de la ville. Cette convention fait suite à une demande de subvention écrite devant être transmise chaque année à la Ville avant le 30 septembre précédant l'exercice concerné.

Pour la ville de Strasbourg, le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier. Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'administration et le bénéficiaire. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et, lorsqu'un texte législatif ou réglementaire l'impose, le rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant, la référence de leur publication au *Journal officiel* ;
- Le rapport d'activité
- Tout autre document listé en annexe.

ARTICLE 7 – AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 Le bénéficiaire informe sans délai les partenaires financiers de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe l'État sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 Le bénéficiaire de cette subvention est tenu de faire figurer les logotypes du préfet de la région Grand Est et de la ville de Strasbourg sur tous les supports de communication relatifs à l'opération subventionnée (dossiers de presse, programmes, affiches, cartons d'invitation, site internet, etc.).
A noter : l'ordre des logos qui doit apparaître est l'ordre protocolaire : Etat / Ville / autres partenaires. En cas de mention typographique, il est possible d'ajouter la mention "*Avec le soutien de la Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est et de la ville de Strasbourg*". Pour l'État, les logos et la charte graphique sont à télécharger sur le lien : http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est/Ressources/Logo-DRAC-Grand-est.

7.4 Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission européenne.

ARTICLE 8 – SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit des partenaires financiers, ceux-ci peuvent ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte-rendu financier mentionné à l'article 6 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut également entraîner la suppression de l'aide**.**

8.3 Les partenaires financiers informent le bénéficiaire de leurs décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 9 – ÉVALUATION

9.1 L'évaluation porte notamment sur la réalisation du projet et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 Le bénéficiaire s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 Les partenaires financiers procèdent à la réalisation d'une évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 – CONTRÔLE DES PARTENAIRES FINANCIERS

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires financiers. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

10.2 Les partenaires financiers contrôlent annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Ils peuvent exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5, dans la limite du montant prévu à l'article 3.2 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et aux contrôles de l'article 10.

ARTICLE 12 – AVENANTS

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires financiers et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 – ANNEXES

Les annexes I, II et III font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 14 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 15 – RECOURS

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à ....., le
(en trois exemplaires)

Pour le bénéficiaire,
Pour l'association Accroche Note,
Le Président

Guy MEYER

Pour l'État,
Le Préfet de la région Grand Est

Pour la ville de Strasbourg,
Le Maire,

Roland RIES

ANNEXES

ANNEXE I

PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL
2018-2021

ANNEXE II

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

ANNEXE III

BUDGETS PREVISIONNELS 2018 à 2021

Projet artistique et culturel, orientations et calendrier 2018 - 2021

L'Ensemble Accroche Note est engagé dans une démarche de création, de diffusion et de médiation d'une musique résolument innovante et moderne. Invité régulier des grands rendez-vous internationaux de musique contemporaine (Musica, Présences, Traiettorie, Biennale de Venise, Maca, ManiFeste, etc.), Accroche Note y défriche un répertoire de musique de chambre exigeant et novateur. Ces concerts reflètent l'engagement de l'Ensemble auprès de compositeurs référents (Dusapin, Gervasoni, Fedele, Essyad, Murail, etc.) et de leurs jeunes successeurs (Robin, Ishida, Lopez Lopez, Tejera, etc.) afin de défendre l'inouï de la création.

Dans les années à venir, l'Ensemble souhaite encore consolider son expérience du travail essentiel de collaboration en lien direct avec les compositeurs en les invitant en résidence.

Ce nouveau *modus operandi* permet à l'Ensemble d'utiliser deux fabuleux outils complémentaires pour accompagner la création de ses prémices intangibles à sa réalisation concrète, de l'esprit du créateur à l'oreille de l'auditeur. Ce processus de médiation se trouve tout naturellement complété par un important travail pédagogique qui permet, chaque fois, d'améliorer la compréhension et l'appréhension de cette musique et de porter un nombre toujours croissant de personnes sur les chemins de la musique d'aujourd'hui.

Accroche Note apprécie de se confronter à d'autres disciplines artistiques comme au travers du théâtre instrumental de Pierre Jodlowski, de l'improvisation (Klang4), de projets menés conjointement avec des danseurs ou encore du traitement du son en temps réel (Philippe Manoury).

Dans un paysage culturel riche et aux multiples initiatives dans le champ des musiques d'aujourd'hui, Accroche Note se démarque d'une part par son effectif instrumental non-dirigé mêlant musique de chambre vocale et instrumentale et, d'autre part, par la mise en perspective d'une création sans concession et du grand répertoire de musique de chambre. Il vient ainsi offrir une démarche complémentaire à celle des autres Ensembles strasbourgeois reconnus, dont l'un fait un travail très spécifique autour d'un instrumentarium exclusif de percussions (les Percussions de Strasbourg), l'autre est un Ensemble dirigé (Linea) explorant, par nature, tout un autre pan du répertoire contemporain et Voix de Stras', spécialisé dans les performances vocales.

La présente annexe définit les activités et orientations de l'Ensemble Accroche Note pour la période 2018-2021.
Dans le cadre de son projet artistique et culturel 2018-2021, et en accord avec ses partenaires publics, l'Ensemble Accroche Note se donne pour objectifs prioritaires :

1. Objectifs artistiques

2. Objectifs administratifs

3. Objectifs pédagogiques

Dans le cadre de la présente convention, l'Ensemble s'engage à réaliser le projet artistique suivant :

1. Objectifs artistiques

- **Définir une politique de création et de travail en lien direct avec les compositeurs**

Pour rester au coeur de la création musicale, l'Ensemble travaille en lien direct avec les compositeurs, contribue à l'élaboration et la finalisation de leurs oeuvres, mais va également au-delà de son rôle d'interprète. En effet, chaque année, il propose des compositeurs pour les commandes d'Etat, passe des commandes en son nom propre ou tente de mettre en place des partenariats et des évènements autour de co-commandes (Murail en 2016 par exemple : Accroche Note + RadioFrance).
Ce dernier point va devenir essentiel dans la politique de commande de l'Ensemble afin de susciter une synergie et des échanges entre différents partenaires, que peuvent être les financeurs publics et privés, les lieux de spectacles, les festivals, l'Ensemble et le compositeur, autour de la création d'une oeuvre. Convaincu du rôle crucial des commandes, l'Ensemble s'engage à consacrer un minimum de 10 % de son budget et une réelle énergie à cette activité.
Afin d'accentuer encore ce travail avec les compositeurs, Accroche Note souhaite désormais inviter des compositeurs en résidence pour leur apporter tous les outils et le confort nécessaires à la réalisation de leurs œuvres.

- En 2018, Accroche Note fera une place particulière à Pascal Dusapin, notamment au travers d'une création au festival Musica. Un portrait de Walter Zimmermann sera donné à la Cité de la Musique en mars.
- En 2019, Accroche Note invitera les compositeurs Ivan Fedele, Stefano Gervasoni, Martin Matalon et créera leurs œuvres.
- En 2020, Accroche Note invitera et donnera les créations de Pierre Jodlowski, Philippe Schoeller et Philippe Leroux.
- En 2021, résidences et créations de Hugues Dufourt et Zeynep Gedizlioglu, Oscar Banchi.

- **Multiplier les reprises des oeuvres créées par l'Ensemble**

Chaque année, Accroche Note assure de 10 à 20 reprises d'oeuvres créées par l'Ensemble.
Volontaire pour promouvoir le répertoire qu'il a lui-même contribué à faire naître, l'Ensemble souhaite encore accentuer, dans la mesure du possible, les reprises des oeuvres qu'il a créées.
Les commandes en partenariat peuvent y contribuer au même titre que les concerts produits par Accroche Note pour lesquels il serait souhaitable d'accroître la visibilité.

- Entre 2018 et 2021, Accroche Note reprendra entre autres des œuvres de Pascal Dusapin, Daniel D'Adamo, Philippe Manoury, Luis Naon, Tristan Murail, Philippe Schoeller, José Manuel Lopez Lopez, Sanae Ishida,...

L'oeuvre de théâtre musical *Moi Singe* de Januibe Tejera, sur un texte de Kafka, créé en 2017 par les Ensembles Accroche Note et Hanatsu Miroir au festival Musica, fera l'objet d'un effort particulier de diffusion.

- **Proposer des programmes mixtes**

Connu pour cette démarche spécifique qui a toujours été au coeur des préoccupations d'Accroche Note, l'Ensemble s'engage aujourd'hui, conjointement et de manière complémentaire à ces concerts spécialisés, sur la voie de la production de programmes mixtes, mêlant les oeuvres récentes et celles du passé, des œuvres écrites et des musiques improvisées. Replacer la création dans une logique historique et décloisonner les répertoires permet d'intéresser un public plus large à la musique contemporaine et procède au gommage des *a priori* par la confrontation directe à l'objet dans sa contextualisation.

- **Développer et accroître la visibilité des productions Accroche Note et poursuivre la production discographique**

Chaque année, Accroche Note organise les *Rencontres d'été de musique de chambre* et un certain nombre de concerts à Strasbourg.
L'Ensemble s'engage à accroître la visibilité de ces manifestations au travers d'une communication mieux pensée et mieux ciblée avec le partenariat des Dernières Nouvelles d'Alsace, et en pérennisant la charte graphique reconnaissable, avec l'aide de prestataires de service.
La fidélisation du service de billetterie de la Boutique Culture (renouvellement de la convention de partenariat en 2017) assoira la visibilité d'Accroche Note.
En plus de ceci, l'Ensemble s'efforcera d'être présent à Paris, pour son impact national, en créant au moins un rendez-vous annuel à l'Eglise Saint-Merry ou au festival Présences.
Dorénavant pour chaque production d'Accroche Note, il s'agira d'établir des programmes mixtes, avec ici la spécificité de mêler répertoire et premières parisiennes.
La production est un enjeu crucial pour la création d'oeuvres de jeunes compositeurs, pour la reprise des pièces créées par l'Ensemble et pour l'insertion des jeunes professionnels, car Accroche Note est alors seul décideur et peut valoriser ces points en particulier.
Dans un soucis de préservation et de diffusion de ce répertoire, Accroche Note s'engage à poursuivre l'enregistrement systématique de ses concerts et la production régulière de disques.

- En 2018, Accroche Note publiera un disque en duo voix, clarinette (et électronique) avec des oeuvres de Luis Naon, Philippe Manoury, Franco Donatoni et Bruno Mantovani.
- En 2019, sortie d'un CD consacré à des oeuvres vocales.
- En 2020, Accroche Note devrait également produire un disque monographique autour de pièces nouvelles ou très récentes de Pascal Dusapin
- En 2021, publication du disque consacré à la musique de KLANG4.

- **Développer le travail sur l'électronique en partenariat avec les studios (Césaré, Manca, Eole, GRM)**

Les résidences présentent de nombreux avantages, puisqu'elles sont un tremplin important pour sensibiliser le public à de nouveaux répertoires, organiser des ateliers

pédagogiques, créer de nouvelles oeuvres et reprendre les oeuvres créées par l'Ensemble. De nouvelles œuvres ont été commandées pour ces studios.

- En 2018, Accroche Note prendra contact avec Tom Mays afin de retravailler la partie électronique en temps réel des pièces de Philippe Manoury, au studio du Conservatoire de Strasbourg.
- En 2019, Accroche Note poursuivra son travail avec le studio Eole afin de multiplier les reprises d'œuvres électroniques.
- En 2020, l'Ensemble se rapprochera à nouveau du studio Césaré à Reims afin de reprendre l'œuvre de Luis Naon et programmer un concert avec électronique.
- En 2021, Accroche Note travaillera en collaboration étroite avec le GRM afin de présenter des œuvres en création ainsi que des reprises de l'Ensemble.

- **Développer la pluridisciplinarité de la création musicale en lien avec d'autres arts (danse, vidéo, théâtre...)**

Accroche Note veut porter un intérêt particulier à l'ouverture à d'autres disciplines artistiques qui lui permettrait de s'enrichir et de toucher un public différent.
C'est pourquoi l'Ensemble poursuivra son travail avec la compagnie RN7 sur la performance LONH, mêlant danse contemporaine et musiques de François-Bernard Mâche et Kaija Saariaho ; la diffusion de KLANG4, projet récent mêlant musique improvisée et électronique, sera développée.

2. Objectifs administratifs

- **Consolider la structuration administrative de l'Ensemble**

Après la reconduction du Conseil d'Administration en mai 2017 (Guy Meyer, Président, Arsène Ott, Vice Président, Nicolas Léonard, Trésorier, et Geneviève Charras, Secrétaire), l'Ensemble a mis en place un comité artistique dirigé par Armand Angster et composé des principaux musiciens de l'Ensemble que sont Françoise Kubler, Emmanuel Séjourné et Christophe Beau.
Pour l'instant l'Ensemble fonctionne avec un directeur artistique bénévole à mi-temps et un chargé de production à 0,6 ETP en CDI. Il serait souhaitable de pouvoir amener ce poste à un temps plein, afin de prendre en charge une partie de la diffusion et renforcer la communication. Il est complété par des prestataires de service qui prennent en charge la comptabilité, l'établissement des paies et une partie de la communication. Le rôle de ces prestataires pourrait se développer et prendre en charge également une partie de la diffusion.
De plus, la masse salariale artistique pourrait être augmentée en rémunérant toutes les périodes de répétitions.

- **Diversifier les partenariats et mieux équilibrer les participations de chaque partenaire**

Dans la mesure du possible, Accroche Note cherchera à diversifier encore ses partenariats financiers en sollicitant des sociétés civiles et des partenaires privés. (Impuls Neue Musik, MFA, Le Bureau Export– Suono Italiano / Suono Francese). Il est cependant à noter que l'Ensemble est déjà soutenu par les quatre collectivités publiques (Etat, Ville,

Région et Département), deux sociétés civiles (SPEDIDAM et SACEM) et un partenaire privé (Crédit Mutuel).
L'Ensemble s'efforcera, en accord avec ses partenaires, de poursuivre son équilibre budgétaire, entre les participations de chacun et de limiter l'intervention publique à moins 40 % du budget global de l'association.

3. Objectifs pédagogiques

- **Poursuivre le travail en lien avec le Conservatoire de Strasbourg**

L'Ensemble s'engage à soutenir le travail entrepris au Conservatoire en direction de la musique contemporaine, en lien avec Daniel D'Adamo (compositeur, professeur de composition) et Tom Mays (professeur de musique électronique), Emmanuel Séjourné (professeur de percussions), Vincent Dubois (directeur) et les étudiants de la HEAR lors de concerts produits par Accroche Note à la Cité de la Musique de Strasbourg.

- **Proposer des interventions pédagogiques autour de la musique d'aujourd'hui**

Conscient de l'intérêt certain d'une démarche qu'il défend depuis de nombreuses années, l'Ensemble Accroche Note s'engage à poursuivre son travail de sensibilisation en marge des concerts au travers de conférences, ateliers pédagogiques et masterclasses, comme par exemple lors de l'académie organisée chaque année en marge du festival Plage musicale en Bangor à Belle Ile en Mer, ou encore le partenariat avec l'Adiam 67 et Musica.

- **Intensifier la politique d'insertion professionnelle des jeunes interprètes et compositeurs**

Accroche Note s'engage enfin à intensifier sa politique d'insertion professionnelle des jeunes interprètes en les employant pour certains concerts, notamment dans le cadre des productions, mais aussi à aider de jeunes compositeurs au travers de commandes d'œuvres.

Budget Prévisionnel de 2018-2021

accroche note

CHARGES	2018 € TTC	2019 € TTC	2020 € TTC	2021 € TTC	PRODUITS	2018 € TTC	2019 € TTC	2020 € TTC	2021 € TTC
Achats	**12 300 €**	**10 000 €**	**10 100 €**	**10 450 €**	**Ventes**	**89 000 €**	**89 000 €**	**91 000 €**	**92 000 €**
Costumes	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	Cession de concerts	87 500 €	87 500 €	89 500 €	90 500 €
Prestations de service	6 900 €	4 500 €	4 500 €	4 750 €	Autres produits	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €
Electricité, gaz	1 500 €	1 600 €	1 700 €	1 800 €					
Fournitures de bureau	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €					
Achats de disques et instruments	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €					
Services extérieurs	**10 650 €**	**10 760 €**	**10 870 €**	**10 980 €**	**Partenaires Publiques**	**104 000 €**	**104 000 €**	**104 000 €**	**104 000 €**
Loyers et charges	4 000 €	4 100 €	4 200 €	4 300 €	DRAC Alsace	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €
Location matériel et salle	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	Ville de Strasbourg	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €
Entretien et réparations	2 500 €	2 500 €	2 500 €	2 500 €	Région Alsace	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Assurances	650 €	660 €	670 €	680 €	Département Bas-Rhin	4 000 €	4 000 €	4 000 €	4 000 €
Documentation générale (partitions)	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €					
Autres services extérieurs	**35 700 €**	**35 850 €**	**36 000 €**	**36 150 €**	**Sociétés civiles**	**32 000 €**	**32 000 €**	**36 000 €**	**36 000 €**
Honoraires administratifs	3 300 €	3 400 €	3 500 €	3 600 €	SPEDIDAM	18 000 €	18 000 €	20 000 €	20 000 €
Publicité et relations publiques	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	SACEM	14 000 €	14 000 €	16 000 €	16 000 €
Poste et Télécom	2 700 €	2 750 €	2 800 €	2 850 €					
Déplacements, Missions, Réceptions	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €					
Services bancaires	200 €	200 €	200 €	200 €					
Charges de personnel	**142 500 €**	**142 500 €**	**148 850 €**	**148 850 €**	**Autres produits**	**1 300 €**	**1 360 €**	**2 070 €**	**2 880 €**
Rémunération pers. Artistique	61 000 €	61 000 €	63 000 €	63 000 €	Crédit Mutuel	300 €	350 €	370 €	400 €
Rémunération pers. Administratif	13 500 €	13 500 €	15 000 €	15 000 €	Produits financiers	500 €	500 €	500 €	500 €
Rémunération pers. Technique	4 000 €	4 000 €	4 000 €	4 000 €	Fonds propres	500 €	510 €	1 200 €	1 980 €
Charges tout personnel	64 000 €	64 000 €	66 850 €	66 850 €					
Autres charges	**25 150 €**	**27 250 €**	**27 250 €**	**28 450 €**					
Droits d'auteur	2 000 €	2 100 €	2 100 €	2 300 €					
Commande d'œuvres musicales	20 000 €	22 000 €	22 000 €	23 000 €					
Impôts et taxes	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €					
Gestion courante	150 €	150 €	150 €	150 €					
Total des charges	**226 300 €**	**226 360 €**	**233 070 €**	**234 880 €**	**Total des produits**	**226 300 €**	**226 360 €**	**233 070 €**	**234 880 €**

ANNEXE II

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte-rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte-rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

Projet (dans le cadre d'un programme d'actions, présenter les objectifs et les d'indicateurs par action)	**Indicateurs associés à l'objectif**	**Valeurs cibles**			
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
Soutien à la création et à la diffusion	Nombre de créations et de reprises	2 créations, ou 1 création + 1 reprise			
	Nombre de représentations	50			

Indicateurs qualitatifs :

- Vitalité du propos artistique (renouvellement, développement, diversification, pluridisciplinarité)
- Soutien à la création par le travail en lien direct avec les compositeurs,
- Contribution à la vitalité du répertoire par la reprise d'œuvres créées par l'ensemble,- Rayonnement national et international,
- Sensibilisation des publics,
- Action pédagogique en lien avec le Conservatoire
- Insertion professionnelle des jeunes interprètes et compositeurs
- Structuration de l'emploi (artistique, administratif et technique),
- Partenariats (productions, réseaux, financiers).

Budget Prévisionnel de 2018-2021

accroche note

CHARGES	2018 € TTC	2019 € TTC	2020 € TTC	2021 € TTC	PRODUITS	2018 € TTC	2019 € TTC	2020 € TTC	2021 € TTC
Achats	**12 300 €**	**10 000 €**	**10 100 €**	**10 450 €**	**Ventes**	**89 000 €**	**89 000 €**	**91 000 €**	**92 000 €**
Costumes	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	Cession de concerts	87 500 €	87 500 €	89 500 €	90 500 €
Prestations de service	6 900 €	4 500 €	4 500 €	4 750 €	Autres produits	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €
Electricité, gaz	1 500 €	1 600 €	1 700 €	1 800 €					
Fournitures de bureau	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €					
Achats de disques et instruments	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €					
Services extérieurs	**10 650 €**	**10 760 €**	**10 870 €**	**10 980 €**	**Partenaires Publiques**	**104 000 €**	**104 000 €**	**104 000 €**	**104 000 €**
Loyers et charges	4 000 €	4 100 €	4 200 €	4 300 €	DRAC Alsace	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €
Location matériel et salle	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	Ville de Strasbourg	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €
Entretien et réparations	2 500 €	2 500 €	2 500 €	2 500 €	Région Alsace	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Assurances	650 €	660 €	670 €	680 €	Département Bas-Rhin	4 000 €	4 000 €	4 000 €	4 000 €
Documentation générale (partitions)	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €					
Autres services extérieurs	**35 700 €**	**35 850 €**	**36 000 €**	**36 150 €**	**Sociétés civiles**	**32 000 €**	**32 000 €**	**36 000 €**	**36 000 €**
Honoraires administratifs	3 300 €	3 400 €	3 500 €	3 600 €	SPEDIDAM	18 000 €	18 000 €	20 000 €	20 000 €
Publicité et relations publiques	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	SACEM	14 000 €	14 000 €	16 000 €	16 000 €
Poste et Télécom	2 700 €	2 750 €	2 800 €	2 850 €					
Déplacements, Missions, Réceptions	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €					
Services bancaires	200 €	200 €	200 €	200 €					
Charges de personnel	**142 500 €**	**142 500 €**	**148 850 €**	**148 850 €**	**Autres produits**	**1 300 €**	**1 360 €**	**2 070 €**	**2 880 €**
Rémunération pers. Artistique	61 000 €	61 000 €	63 000 €	63 000 €	Crédit Mutuel	300 €	350 €	370 €	400 €
Rémunération pers. Administratif	13 500 €	13 500 €	15 000 €	15 000 €	Produits financiers	500 €	500 €	500 €	500 €
Rémunération pers. Technique	4 000 €	4 000 €	4 000 €	4 000 €	Fonds propres	500 €	510 €	1 200 €	1 980 €
Charges tout personnel	64 000 €	64 000 €	66 850 €	66 850 €					
Autres charges	**25 150 €**	**27 250 €**	**27 250 €**	**28 450 €**					
Droits d'auteur	2 000 €	2 100 €	2 100 €	2 300 €					
Commande d'œuvres musicales	20 000 €	22 000 €	22 000 €	23 000 €					
Impôts et taxes	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €					
Gestion courante	150 €	150 €	150 €	150 €					
Total des charges	**226 300 €**	**226 360 €**	**233 070 €**	**234 880 €**	**Total des produits**	**226 300 €**	**226 360 €**	**233 070 €**	**234 880 €**

Annexe III

75

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Attribution de subventions à des associations culturelles et décision modificative relative à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre l'Etat (DRAC Grand Est), la Ville de Strasbourg et Les Percussions de Strasbourg.

Attribution de subventions

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2018, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes pour la mise en œuvre de projets culturels.

INVESTISSEMENT

MUSIQUES ACTUELLES

Artefact PRL	**10 000 €**

L'association Artefact PRL assure depuis 23 ans la programmation des salles de musiques actuelles de la Laiterie. Depuis son ouverture en 1994, la Laiterie a programmé près de 3700 concerts avec une moyenne de 150 concerts annuels. La présente demande porte sur une participation financière des collectivités publiques et du Centre National de la Variété et du Jazz (CNV) au remplacement du système de diffusion du son et de la console numérique acquis en 2001 et ne répondant plus aux technologies actuelles utilisées par les artistes programmés. Il est proposé un soutien de 20 000€ échelonné sur deux exercices en 2018 et 2019 à hauteur de 10 000€ chaque année.

Dirty 8	**15 000 €**

La Maison Bleue est un équipement ressources pour les musiques actuelles qui comprend des locaux de répétition et une salle modulable pour les filages, les expositions et les concerts de sortie de résidence. L'association Dirty 8 qui porte les activités de la Maison Bleue sollicite une participation au titre des travaux d'agrandissement de la salle et de mise aux normes pour l'accessibilité de la salle et des sanitaires. Cette requalification vise à terme à ouvrir cet équipement au jeune public, écoles et centres de loisirs, pour des ateliers d'éveil et de pratiques musicales.

AUDIOVISUEL

Alsace Cinéma	**3 500 €**

L'association coordonne en Alsace les dispositifs nationaux d'éducation aux images en temps scolaire, de même que "Passeurs d'Images" et le festival de cinéma de langue allemande "Augenblick". Portant les missions de Pôle Régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel (PREAFCA - désigné par la DRAC depuis 2016), Alsace Cinéma a également pour mission de fédérer et animer le réseau des professionnels et les acteurs de l'éducation à l'image et de former les publics et les médiateurs. Dans le cadre de ses activités, l'association investit dans les matériels techniques destinés aux ateliers coordonnés en interne ou par les associations bénéficiaires de ses services et soutiens.

Répliques	**6 000 €**

L'association Répliques bénéficie d'une crédibilité véritable auprès des publics et des relais institutionnels liés à l'éducation à l'image. Par ailleurs, l'association a su diversifier ses activités au fil des années, notamment en proposant plusieurs cycles de programmation comme les cycles Ciné Django ou Kings of Docs (soutenu depuis plusieurs années par la Ville). La subvention d'équipement vise à accompagner l'investissement de l'association dans l'achat de matériel de tournage. Ces équipements sont mis à la disposition des bénéficiaires des dispositifs d'éducation à l'image que pilote l'association auprès de publics variés (jeunes publics, publics éloignés de la culture, publics dits "empêchés") et sur l'ensemble du territoire alsacien.

FONCTIONNEMENT

MUSIQUES ACTUELLES

Weepers Circus	**6 000 €**

Weepers Circus est un groupe strasbourgeois de musique actuelle emblématique. Son répertoire plutôt rock vise les adultes mais rencontre également un certain succès auprès du jeune public. La présente demande porte sur la nouvelle création tout public intitulée "Oiseau de paradis", en partenariat avec La Philharmonie de Poche, collectif composé de musiciens de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg et du SWR Symphonieorchester de Stuttgart. Ce nouveau spectacle fait se rencontrer 10 musiciens classiques et 5 musiciens rocks désireux de s'initier mutuellement aux codes du concert. Une résidence est prévue en septembre à l'Espace Culturel Django Reinhardt pour la création du spectacle et la mise en place d'actions culturelles. La Philharmonie de Poche a participé au" Grand Bazar Symphonique", le dernier spectacle des Weepers Circus. L'expérience se prolonge avec cette création à Strasbourg et au théâtre d'Haguenau.

CIRQUE

Accès Soir	**4 000 €**

Orianne Bernard est une artiste qui s'est formée aux arts du cirque depuis 2010 puis à l'art du clown en 2012. Sa première création "Ava, sa vie, son œuvre" jouée en salle, au théâtre de Hautepierre, met en scène ses qualités de clown et de trapéziste. Le Pôle national des arts du cirque de Marseille et Territoires de cirque, réseaux nationaux de diffusion encouragent Orianne Bernard à jouer à Paris pour être vue par des professionnels au Cirque

Electrique qui accueille son spectacle au mois de juin. La présente demande porte sur une aide à la diffusion de son spectacle retravaillé au format chapiteau.

THEATRE

Les 13 OR'IB – Atelier Mobile	**12 000 €**

La compagnie strasbourgeoise Atelier Mobile portée par l'association Les 13 OR'IB développe des projets de création pluridisciplinaires tout public autour de la marionnette. Elle créera en 2018 le spectacle "Aucassin et Nicolette" destiné à l'espace public. Coproduit notamment par le CREA de Kingersheim, ce spectacle sera présenté lors de diverses manifestations dans le Grand Est et dans le reste de la France, dont le festival des Arts de la Rue de Strasbourg.

L'Atelier du Premier Acte	**8 000 €**

La compagnie strasbourgeoise L'Atelier du Premier Acte explore par le théâtre des épisodes de l'histoire récente. A l'occasion du cinquantenaire des évènements de Mai 68, elle créera en 2018 « Vent de Mai », spectacle évoquant ce moment particulier de notre histoire et ses répercussions sur la société au fil des années qui ont suivi jusqu'à aujourd'hui. Il sera créé au Préo à Oberhausbergen puis tournera dans la région et dans le reste de la France.

Théâtre de la Cruelle	**7 000 €**

La compagnie strasbourgeoise Théâtre de la Cruelle développe depuis plusieurs années un travail de création autour de 2 axes : les textes contemporains et la mise en valeur d'œuvres dramatiques d'auteurs contemporains alsaciens représentatifs d'un nouveau théâtre en dialecte. Elle créera en 2018 "Ich ben a beesi frau » de Pierre Kretz, pièce en alsacien sur-titrée en français. Le spectacle sera présenté au TAPS puis tournera en Alsace sur plusieurs scènes, notamment dans le cadre du festival "Langues en scènes" organisé par la Région Grand Est.

La Soupe Compagnie	**6 000 €**

Cette compagnie strasbourgeoise croisant marionnette, théâtre et musique, présentera au festival d'Avignon off 2018 le spectacle jeune public « Romance », inspiré de l'album illustré éponyme de Blexbolex. L'aide proposée, mise en place en concertation avec la Région Grand Est, vise à soutenir la diffusion nationale des créations d'équipes artistiques strasbourgeoises.

DANSE

MIRA	**7 000 €**

La Cie strasbourgeoise Mira développe depuis plusieurs années en Alsace un important travail de création centré autour de la danse Hip Hop, avec une forte dimension de transmission sous forme d'ateliers et d'actions pédagogiques. Elle créera en janvier 2019 le spectacle "Déconnectés", en partenariat avec divers centres chorégraphiques dont celui

de La Rochelle et Pôle Sud. Il sera diffusé en Alsace, notamment à Pôle Sud et au Point d'Eau d'Ostwald, ainsi que dans le reste de la France.

PATRIMOINE

Les Résidents du Tivoli	**1 500 €**

L'association des Résidents du Tivoli, quartier situé entre le Contades et le Wacken, a entrepris d'actualiser le livre d'Éric Stumm « Le Tivoli, aspect d'un quartier de Strasbourg (1998) », grâce à des compléments et recherches de documentation. Cet ouvrage, d'environ 200 pages, permet de comprendre la vie et l'âme de ce quartier singulier. Entouré par l'Aar, il bénéficie d'un cadre verdoyant et associe architecture traditionnelle en pan de bois et maisons du début du XXe siècle. Cet ouvrage concourt à la meilleure connaissance de la ville de Strasbourg et à sa diffusion.

AUDIOVISUEL

Répliques	**5 000 €**

Répliques organise depuis 2013 les cycles "Kings of doc" et propose trois fois par an au cinéma Star des soirées thématiques autour de films documentaires de cinéma souvent inédits, accompagnés de présentations et suivis de débats. Depuis 2016, l'association strasbourgeoise a su consolider ses partenariats de programmation à Barcelone, Berlin, Bruxelles et d'autres capitales pour donner à "Kings of Doc" un rayonnement européen. "Kings of Doc" répond à la rareté de fenêtres de diffusion des films documentaires cinéma en salles, alors que la production est en augmentation et que des films de qualité "vivent" en festival et en parallèles. "Kings of Doc" s'inscrit dans la démarche globale de Répliques - de grande qualité, et avec un réel impact - d'éducation aux images.

Les Films du Spectre	**25 000 €**

La prochaine édition du Festival Européen du Film Fantastique de Strasbourg est prévue du 14 au 23 septembre 2018. Il s'agira en 2018 de la 11e édition du Festival. Événement majeur de la saison culturelle et reconnu au niveau national et européen, le FEFFS réunit, pour la seule diffusion des films en salles, près de 14 000 spectateurs. Il est soutenu depuis 5 ans par la Direction de la Culture au titre des actions « numérique » et « jeu vidéo ». Il est proposé de reconduire un soutien pour la mise en œuvre du volet "numérique" au Shadok et le développement d'un volet professionnel autour de la réalité virtuelle.

La Cigogne Enragée	**8 000 €**

L'association organisera en 2018 la 8e édition du festival « Chacun son court » dédié au court métrage. Pendant une semaine des séances - payantes et gratuites - sont organisées dans différents lieux (cinémas, université, médiathèques) et à destination d'un public de plus en plus varié et mobilisé (jeunes publics, milieu professionnel et associatif local, publics dit « empêchés »...) grâce à des actions ciblées de programmation et de médiation. Pour 2018, sont prévues 3 compétitions, avec pour chacune un prix du public et un prix du jury. Le festival ayant pris de l'ampleur au fil des éditions, avec notamment un volet « professionnel » fédérateur (résidence d'écriture, grand entretien, master class), l'équipe souhaite désormais consolider un rendez-vous national du court-métrage à Strasbourg.

Avec une première augmentation de la subvention, il est proposé d'accompagner la montée en puissance de l'association.

VALORISATION CULTURELLE

Institut d'Etudes Judiciaires	**9 000 €**

L'Institut d'Etudes Judiciaires organise à Strasbourg à l'automne 2018 une nouvelle édition du festival Justice en Cultures, dont l'objectif est de faire réfléchir et débattre sur le fonctionnement de la justice en utilisant l'art et la littérature. Ce festival, organisé en large partenariat avec notamment l'Université, le Barreau de Strasbourg, le FEC et le cinéma Star, s'étendra sur un mois et proposera en divers lieux de la ville de nombreux temps de rencontres et de débat ainsi que des projections cinématographiques et des interventions théâtrales et musicales.

Les Amis de Notre Dame de Strasbourg	**4 000 €**

Dans le cadre de la commémoration du centenaire de la guerre de 14-18, l'association Les Amis de Notre Dame de Strasbourg proposera en la Cathédrale le 16 juin 2018, en partenariat avec l'Université de Strasbourg, un spectacle élaboré et joué par des étudiants intitulé « Hans et Peter- Jean et Pierre ». Inspiré du monument aux morts de la Place de la République, il aborde la mémoire de ce conflit sous l'angle des déchirements vécus par de nombreuses familles alsaciennes à travers l'histoire d'une mère dont les deux fils ont combattu dans deux camps différents.

PRATIQUES EN AMATEURS ET PROJETS EN DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES PUBLICS

Théâtre National de Strasbourg	**7 500 €**

Subvention annuelle versée dans le cadre de la convention 2017-2019 entre la Ville et le Théâtre National de Strasbourg.

Les Colibris	**3 000 €**

Spectacle musical des Colibris "La passion selon Saint-Marc". Chaque année, les Colibris organisent un spectacle musical à la Cathédrale pour perpétrer la tradition des Mystères du Moyen Âge. En 2018, le spectacle, s'est déroulé les 23 et 24 mars à la Cathédrale de Strasbourg.
À ce spectacle participent aussi des élèves de la Doctrine chrétienne et le Carré d'art, conduit par Irena Tatiboit. C'est ainsi qu'une troupe de près de 60 jeunes strasbourgeois s'est produite sur scène.

La Chorale strasbourgeoise	**3 600 €**

Soutien habituel aux concerts donnés par la Chorale Strasbourgeoise. Ces concerts se dérouleront les 27 et 28 octobre 2018 à l'Aubette

Makers for change	**5 000 €**

Création de tutos interculturels : l'objectif du projet est de permettre à des personnes issues de la migration de prendre confiance en elles sur la base de leurs potentiels, d'améliorer leur niveau de français et de favoriser les échanges avec les habitants de Strasbourg. Il repose sur la constitution de binômes de projet associant jeunes résidents du quartier

du Neuhof et nouveaux habitants allophones du quartier. Les participants proposeront et réaliseront des animations culturelles ouvertes à tous ainsi que des tutoriels accessibles au grand public sur les réseaux sociaux, qui permettront de partager les bonnes pratiques du projet. Les thèmes d'échanges : sport, agriculture, cuisine, couture et musique. De nombreux partenaires du quartier sont associés (éducateurs de rue, Django Reinhardt...) ainsi que l'association KAPTA.

Horizome	**4 500 €**

Projet « Arts et créativités » : l'association développe sur le quartier de Hautepierre un projet articulé autour d'un triptyque : art/culture-espace public et participation des habitants. Elle propose des interventions artistiques dans et avec l'espace public qui permettent de favoriser l'accès des habitants aux pratiques artistiques et culturelles, avec la mise en œuvre :

• d'une résidence artistique annuelle durant la période estivale,

• d'ateliers artistiques pour développer des installations, sculptures ou performances dans les espaces communs (jardins partagés,..),

• d'un projet d'éducation à l'image et aux médias plus particulièrement en direction des jeunes, avec des ateliers de création artistique (cinéma pour l'oreille, jeu vidéo…) et l'animation d'une webradio HTPradio.

Université de Strasbourg	**1 500 €**

Le projet « Futuribles » mêle art contemporain et science-fiction autour de la question : comment l'imaginaire peut-il améliorer le présent, la société ? C'est un projet d'exposition explorant les potentialités artistiques et sociopolitiques ouvertes par la science-fiction aux prismes du genre, des problématiques ethniques et des questions liées à l'orientation sexuelle. En entrecroisant arts plastiques, performance, cinéma, œuvres multimédias, musique et cultures populaires, l'événement explorera des visions futuristes développées par des mouvements avant-gardistes tels que le cyberféminisme, l'afrofuturisme ou encore la science-fiction queer. L'exposition est construite en partenariat étroit avec l'artothèque et se tiendra du 5 au 30 mai à l'artothèque, au Shadok et à la Station

Orchestre d'Harmonie de l'Electricité de Strasbourg	**2 000 €**

L'orchestre d'Harmonie de l'ES, créé en 1911, est l'un des derniers grands orchestres d'entreprise. Il est composé de 75 musiciens et est classé en division d'honneur depuis 1979.

L'orchestre a été sélectionné à l'issue d'un concours national pour représenter la France à la fin du mois de mai à l'European Championship for Wind Orchestra à Bruxelles. Un seul orchestre est désigné par pays.

Familangues	**1 500 €**

Contes plurilingues à la cité Spach : l'association implantée dans la cité Spach met en place des temps de conte plurilingue dans le local « La ruche 35 » tous les vendredis de 16h à 17h15, le but étant d'accompagner les enfants du quartier dans l'entrée dans la littérature, en donnant le goût des mots et des histoires et ce, dans différentes langues. Ces temps sont aussi l'occasion d'accompagner les familles dans la création de supports de contes. Différents supports sont utilisés : le livre, le kamishibaï, les raconte-bébés et les boîtes à histoire. L'association s'accompagne d'artistes conteurs (Gilbert Meyer, Sabine

Roth, Achille Gwem) mais aussi d'une écrivaine de littérature jeunesse (Florence Metz) et enfin d'une artiste plasticienne (Ghizlène Chajai).

Théâtre Populaire de la Petite France	**1 000 €**

Le Théâtre populaire de la Petite France projette du 21 au 23 septembre une tournée en Gascogne à l'occasion du centenaire de la mort d'Edmond Rostand. Il donnera trois représentations de Cyrano de Bergerac dans cette commune. Ce spectacle avait été présenté dans la salle de la Bourse en novembre dernier et avait connu un grand succès.

Décision modificative - Convention d'objectifs et de moyens 2018-2020 Percussions de Strasbourg.

Suite à l'approbation par le Conseil municipal du 16 avril 2018, de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens associant la Ville, l'Etat et les Percussions de Strasbourg pour la période 2018-2020, il est proposé d'autoriser la signature de la convention pour une année supplémentaire, soit de 2018 à 2021, afin d'aligner la durée du soutien de la Ville sur celui de l'Etat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après :

Artefact PRL	*10 000 €*
Dirty 8	*15 000 €*
Alsace Cinéma	*3 500 €*
Répliques	*6 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 34 500 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10 – fonction 33 – nature 20421 programme 7009 du budget 2018 dont le disponible avant le présent conseil est de 35 000 €.

Weepers Circus	*6 000 €*
Accès Soir	*4 000 €*
Les 13 OR'IB – Atelier Mobile	*12 000 €*
L'Atelier du premier Acte	*8 000 €*
Théâtre de la Cruelle	*7 000 €*
La Soupe Compagnie	*6 000 €*
MIRA	*7 000 €*
Les Résidents du Tivoli	*1 500 €*

Répliques	*5 000 €*
Les Films du Spectre	*25 000 €*
La Cigogne Enragée	*8 000 €*
Institut d'Etudes Judiciaires	*9 000 €*
Les Amis de Notre Dame de Strasbourg	*4 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 102 500 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 33 – nature 6574 du budget 2018 dont le disponible avant le présent Conseil est de 514 305 €.

Théâtre National de Strasbourg	*7 500 €*
Les Colibris	*3 000 €*
La Chorale strasbourgeoise	*3 600 €*
Makers for change	*5 000 €*
Horizome	*4 500 €*
Université de Strasbourg	*1 500 €*
Orchestre d'Harmonie de l'Electricité de Strasbourg	*2 000 €*
Familangues	*1 500 €*
Théâtre Populaire de la Petite France	*1 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 29 600 € à imputer sur les crédits ouverts sous CU01G - fonction 33 – nature 6574 du budget 2018 dont le disponible avant le présent Conseil est de 148 600 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces subventions ainsi que la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre l'Etat (DRAC Grand Est), la Ville de Strasbourg et Les Percussions de Strasbourg portant sur la période 2018-2021.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Conseil Municipal du 25 juin 2018

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé
Artefact PRL	Investissement	40 000	10 000
Dirty 8	Investissement	38 000	15 000
Alsace Cinéma	Investissement	5 000	3 500
Répliques	Investissement	6 000	6 000
Les Résidents du Tivoli	Projet culturel ponctuel	1 500	1 500
Les Amis de Notre Dame de Strasbourg	Projet culturel ponctuel	4 000	4 000
Université de Strasbourg	Projet culturel ponctuel	1 500	1 500
Orchestre d'harmonie de l'Electricité de Strasbourg	Projet culturel ponctuel	2 000	2 000
Familangues	Projet culturel ponctuel	3 500	1 500
Théâtre Populaire de la Petite France	Projet culturel ponctuel	1 000	1 000

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué année n-1
Weeper Circus	Projet culturel	8 000	6 000	0
Accès Soir	Projet culturel	4 000	4 000	0
Les 13 ORIB- Atelier Mobile	Projet culturel	15 000	12 000	0
L'Atelier du Premier Acte	Projet culturel	15 000	8 000	0
Théâtre de la Cruelle	Projet culturel	12 000	7 000	0
La Soupe Compagnie	Projet culturel	6 000	6 000	0
MIRA	Projet culturel	7 000	7 000	0
Répliques	Projet culturel	9 000	5 000	5 000
Les Films du Spectre	Projet culturel	50 000	25 000	25 000
La Cigogne enragée	Projet culturel	20 000	8 000	5 000
Institut d'Etudes Judiciaires	Projet culturel	15 000	9 000	0
Théâtre National de Strasbourg	Projet culturel	7500	7500	7500
Les Colibris	Projet culturel	3 000	3 000	0
La Chorale strasbourgeoise	Projet culturel	3 600	3 600	3 600
Makers for change	Projet culturel	10 000	5 000	0
Horizome	Projet culturel	10 000	4 500	5 500

76

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Autorisation de conclure des conventions de partenariat pour les activités artistiques et pédagogiques du Conservatoire pour l'année scolaire 2018-2019.

Le Conservatoire de Strasbourg a pour vocation la formation musicale, chorégraphique et théâtrale associée à la création et à la diffusion.

Cette formation est possible de l'initiation au niveau professionnel, en passant par tous les degrés de l'apprentissage, afin de maîtriser techniques, connaissances et moyens d'expression, en vue d'une pratique amateur ou pour l'acquisition d'un métier.

Lieu ouvert sur la ville et bien au-delà, le Conservatoire s'enrichit de ses actions et expériences avec ses partenaires, l'amenant à faire évoluer constamment sa réflexion et à s'adapter à la réalité du terrain.

Son objectif essentiel est d'offrir un enseignement complet et exigeant, enrichi par des actions plus spécifiques permettant aux élèves de côtoyer des artistes en résidence ou de participer à des spectacles de haut niveau.

Les conventions nécessaires aux activités pédagogiques et artistiques du Conservatoire ne peuvent être prévues un an à l'avance. En effet, si les partenariats peuvent être dans leur ensemble déterminés avant l'été pour la saison suivante, le montage pédagogique et financier n'est affiné qu'au cours de l'année, dans le respect du cadre du budget alloué au Conservatoire.

Depuis que le Conservatoire est installé à la Cité de la musique et de la danse, il dispose de sa propre infrastructure lui permettant de produire dans de bonnes conditions les spectacles et concerts programmés dans le cadre de sa saison. Pour autant il est essentiel qu'il puisse continuer à assurer un rayonnement dans la ville et autres lieux de diffusion de la région. Ceci explique le maintien de conventions de location de salles proposées dans la présente délibération.

Dans cet esprit, est nécessaire aux activités pédagogiques et artistiques du Conservatoire, la signature des conventions suivantes pour l'année scolaire 2018/19 :

1) Conventions d'utilisation d'un orgue
    - Collège Episcopal Saint-Etienne

- Eglise du Bouclier
- Eglise Sainte Aurélie
- Eglise Sainte-Madeleine
- Eglise réformée Saint-Paul
- Eglise Saint-Pierre-Le-Jeune catholique
- Eglise Saint-Pierre-Le-Jeune protestant
- Eglise Saint-Pierre-Le-Vieux catholique
- Eglise du Temple Neuf
- Paroisse Saint-Guillaume
- Paroisse Saint-Thomas

Un projet de convention type est joint en annexe.

2) Conventions d'utilisation d'une salle
   - Eglise du Bouclier
   - Eglise des Dominicains
   - Eglise protestante du Neudorf
   - Eglise Saint-Aloïse
   - Eglise Sainte-Aurélie
   - Eglise Saint-Guillaume
   - Eglise Sainte-Madeleine
   - Eglise réformée Saint-Paul
   - Eglise Saint-Pierre-Le-Jeune catholique
   - Eglise Saint-Pierre-Le-Jeune protestant
   - Eglise Saint-Pierre-Le-Vieux
   - Eglise du Temple-Neuf
   - Espace Culturel Le Point d'eau – Ostwald
   - Espace René Cassin Bitche
   - Espace Rohan Saverne
   - L'Illiade
   - La Vill'A
   - Le Palais du Rhin – DRAC
   - Le PréO
   - Münsterhof

Un projet de convention type est joint en annexe.

3) Conventions de partenariat
   - ABRAPA
   - Accent 4
   - Accroche Note
   - ADIAM du Bas-Rhin
   - AFORGEP
   - AJAM
   - Alliance française
   - Alsace digitale
   - APECS (Association des parents d'élèves du conservatoire de Strasbourg)
   - Association des Amis de l'Alto
   - Association des Amis de l'Orgue de Saessolsheim

- Association des enseignants de la composition en musique électro-acoustique
- Association des trombonistes de France
- Association des trombonistes du Bas-Rhin
- Association européenne des conservatoires
- Ballade
- Ballet de l'Opéra national du Rhin
- Ballet de Lorraine
- Cadence
- Caisse d'Epargne d'Alsace
- CEAAC
- Centre national de la danse
- Centre socio-culturel du fossé des treize
- CIARUS
- Cinéma UGC
- CIRA
- Cité de la musique Paris
- Clé de sol
- Collège épiscopal Saint-Etienne
- Compagnie Blicke
- Compagnie mémoire vive
- Concerts Klassic
- Cross-média Culture
- Ecole de musique de Jacmel
- Ecole européenne
- Ecole Notre Dame de Sion
- EHPAD Danube
- Ensemble Linea
- Espace culturel Django Reinhardt
- Etablissement supérieur des arts de Lorraine
- Exosphère
- Festival Contretemps
- Festival de Fénétrange
- Festival de musique de Baden-Baden
- Festival de Wissembourg
- Festival Musica
- FEVIS
- Forum franco-allemand de jeunes artistes
- Foyer des jeunes travailleurs Neudorf
- Francis C. Lang
- FSMA
- Hanatsu Miroir
- Haute école des arts du Rhin
- Hopitaux Universitaires de Strasbourg
- INA
- Institut culturel italien
- IRCAM
- Jacmel dans tous mes rêves

- Jazzdor
- Junges Musikpodium Dresden-Venedig
- L’Imaginaire
- L’Oliphant
- La gaîté lyrique
- La Moustache
- La Laiterie Artefact
- La Philharmonie de Paris
- La Philharmonie de poche
- La traversière
- La Traversière
- L'Arrach'Chœur
- Le Maillon
- Le parlement de Musique
- Les conservatoires à rayonnement régional, départemental et communal
- Les Dominicains de Haute-Alsace
- Les Percussions de Strasbourg
- Les Savons d’Hélène
- Les sons de la rue
- Médiathèque André Malraux
- Musée Würth
- Musica Bayreuth
- Musikhochschuel Dresden
- Musikhochschule Basel
- Musikhochschule Freiburg
- Musikhochschule Stuttgart
- Office du tourisme de Strasbourg
- Opéra national de Lorraine
- Opéra national du Rhin
- Opern Akademie Baden-Baden
- Orchestre d’harmonie de l’Electricité de Strasbourg
- Orchestre français des jeunes
- Orchestre Philharmonique de Berlin
- Orchestre universitaire de Strasbourg
- Orgue en France
- Pôle sud
- Sax and Co
- Soroptimist
- StrasSax
- Tanz Theater Wuppertal
- Téléthon
- TJP
- UNDC (Union Nationale des Directeurs de Conservatoires)
- Université d’Ottawa
- Université de Montréal
- Université de Strasbourg
- Université de Syracuse
- Université du temps libre

- Voix de Strass
- Wereldhave Management France (Rivétoile)
- Yamaha Europe

Un projet de convention type est joint en annexe.

Conformément aux textes en vigueur, leur signature par Monsieur le Maire ou son-sa représentant-e nécessite l'autorisation préalable du Conseil Municipal.

Les dépenses liées à ces activités et imputées sur les lignes suivantes :

- AU15 C 311 6132 : locations immobilières (locations de salles pour des représentations) 1 000 €
- AU15 B 311 6132 : locations immobilières (utilisation d'orgues historiques dans le cadre de l'enseignement) 1 500 €
- AU15 C 311 6226 : participation aux frais engagés par un partenaire sur une production artistique commune 14 000 € (honoraires)
- AU15 C 311 6228 : participation aux frais engagés par un partenaire sur une production artistique commune 15 000 € (autres prestations)
- AU15 C 311 6257 : frais de déplacement des élèves envoyés en représentation du Conservatoire hors de la collectivité 7 000 €

En annexe figure pour la bonne information du Conseil, le récapitulatif des partenariats menés par le Conservatoire en 2017/2018.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion au titre du Conservatoire à Rayonnement régional de Strasbourg des conventions nécessaires aux activités pédagogiques et artistiques de l'établissement pour l'année scolaire 2018/19 et les dépenses liées à ces activités dans le respect du budget alloué.

autorise

le Maire ou son représentant à signer les conventions suivantes nécessaires à la mise en œuvre des projets pédagogiques et artistiques du Conservatoire de Strasbourg pour l'année scolaire 2018/19.

1) *Conventions d'utilisation d'un orgue*
   - *Collège Episcopal Saint-Etienne*
   - *Eglise du Bouclier*
   - *Eglise Sainte Aurélie*
   - *Eglise Sainte-Madeleine*
   - *Eglise réformée Saint-Paul*
   - *Eglise Saint-Pierre-Le-Jeune catholique*
   - *Eglise Saint-Pierre-Le-Jeune protestant*
   - *Eglise Saint-Pierre-Le-Vieux catholique*
   - *Eglise du Temple Neuf*
   - *Paroisse Saint-Guillaume*
   - *Paroisse Saint-Thomas*

Un projet de convention type est joint en annexe.

2) *Conventions d'utilisation d'une salle*
   - *Eglise du Bouclier*
   - *Eglise des Dominicains*
   - *Eglise protestante du Neudorf*
   - *Eglise Saint-Aloïse*
   - *Eglise Sainte-Aurélie*
   - *Eglise Saint-Guillaume*
   - *Eglise Sainte-Madeleine*
   - *Eglise réformée Saint-Paul*
   - *Eglise Saint-Pierre-Le-Jeune catholique*
   - *Eglise Saint-Pierre-Le-Jeune protestant*
   - *Eglise Saint-Pierre-Le-Vieux*
   - *Eglise du Temple-Neuf*
   - *Espace Culturel Le Point d'eau – Ostwald*
   - *Espace René Cassin Bitche*
   - *Espace Rohan Saverne*
   - *L'Illiade*
   - *La Vill'A*
   - *Le Palais du Rhin – DRAC*
   - *Le PréO*
   - *Münsterhof*

Un projet de convention type est joint en annexe.

3) *Conventions de partenariat*
   - *ABRAPA*
   - *Accent 4*
   - *Accroche Note*
   - *ADIAM du Bas-Rhin*
   - *AFORGEP*
   - *AJAM*
   - *Alliance française*
   - *Alsace digitale*
   - *APECS (Association des parents d'élèves du conservatoire de Strasbourg)*

- *Association des Amis de l'Alto*
- *Association des Amis de l'Orgue de Saessolsheim*
- *Association des enseignants de la composition en musique électro-acoustique*
- *Association des trombonistes de France*
- *Association des trombonistes du Bas-Rhin*
- *Association européenne des conservatoires*
- *Ballade*
- *Ballet de l'Opéra national du Rhin*
- *Ballet de Lorraine*
- *Cadence*
- *Caisse d'Epargne d'Alsace*
- *CEAAC*
- *Centre national de la danse*
- *Centre socio-culturel du fossé des treize*
- *CIARUS*
- *Cinéma UGC*
- *CIRA*
- *Cité de la musique Paris*
- *Clé de sol*
- *Collège épiscopal Saint-Etienne*
- *Compagnie Blicke*
- *Compagnie mémoire vive*
- *Concerts Klassic*
- *Cross-média Culture*
- *Ecole de musique de Jacmel*
- *Ecole européenne*
- *Ecole Notre Dame de Sion*
- *EHPAD Danube*
- *Ensemble Linea*
- *Espace culturel Django Reinhardt*
- *Etablissement supérieur des arts de Lorraine*
- *Exosphère*
- *Festival Contretemps*
- *Festival de Fénétrange*
- *Festival de musique de Baden-Baden*
- *Festival de Wissembourg*
- *Festival Musica*
- *FEVIS*
- *Forum franco-allemand de jeunes artistes*
- *Foyer des jeunes travailleurs Neudorf*
- *Francis C. Lang*
- *FSMA*
- *Hanatsu Miroir*
- *Haute école des arts du Rhin*
- *Hopitaux Universitaires de Strasbourg*
- *INA*
- *Institut culturel italien*

- *IRCAM*
- *Jacmel dans tous mes rêves*
- *Jazzdor*
- *Junges Musikpodium Dresden-Venedig*
- *L'Imaginaire*
- *L'Oliphant*
- *La gaîté lyrique*
- *La Moustache*
- *La Laiterie Artefact*
- *La Philharmonie de Paris*
- *La Philharmonie de poche*
- *La traversière*
- *La Traversière*
- *L'Arrach'Chœur*
- *Le Maillon*
- *Le parlement de Musique*
- *Les conservatoires à rayonnement régional, départemental et communal*
- *Les Dominicains de Haute-Alsace*
- *Les Percussions de Strasbourg*
- *Les Savons d'Hélène*
- *Les sons de la rue*
- *Médiathèque André Malraux*
- *Musée Würth*
- *Musica Bayreuth*
- *Musikhochschuel Dresden*
- *Musikhochschule Basel*
- *Musikhochschule Freiburg*
- *Musikhochschule Stuttgart*
- *Office du tourisme de Strasbourg*
- *Opéra national de Lorraine*
- *Opéra national du Rhin*
- *Opern Akademie Baden-Baden*
- *Orchestre d'harmonie de l'Electricité de Strasbourg*
- *Orchestre français des jeunes*
- *Orchestre Philharmonique de Berlin*
- *Orchestre universitaire de Strasbourg*
- *Orgue en France*
- *Pôle sud*
- *Sax and Co*
- *Soroptimist*
- *StrasSax*
- *Tanz Theater Wuppertal*
- *Téléthon*
- *TJP*
- *UNDC (Union Nationale des Directeurs de Conservatoires)*
- *Université d'Ottawa*
- *Université de Montréal*
- *Université de Strasbourg*

- *Université de Syracuse*
- *Université du temps libre*
- *Voix de Strass*
- *Wereldhave Management France (Rivétoile)*
- *Yamaha Europe*

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Convention d'utilisation d'un orgue

Entre :
la Ville de Strasbourg – Conservatoire à rayonnement régional –
1, place Dauphine 67076 STRASBOURG Cedex
représentée par Monsieur Roland RIES, Maire

d'une part,

Et :
(nom – adresse)
représentée par *(représentant légal)*

d'autre part,

Vu la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018
il a été convenu ce qui suit :

MODALITES D'UTILISATION DE L'ORGUE

- L'instrument est mis à la disposition des professeurs et des élèves des cours d'orgue du Conservatoire, pour un maximum de *(nombre d'heures*) par semaine. Les professeurs établiront au moins un mois à l'avance le planning d'utilisation de l'orgue.

- L'instrument demeurera dans l'état de propreté dans lequel il a été trouvé. Les usagers veilleront à user de chaussures propres. Il leur est strictement interdit de fumer à l'intérieur de l'église.

- L'examen éventuel de l'intérieur de l'orgue ne peut se faire qu'en présence de l'organiste titulaire ou du professeur du Conservatoire. Les élèves ne sont donc pas autorisés à ouvrir les portillons destinés à cette opération en dehors de cette présence.

PRIX

Le montant des frais d'utilisation est fixé à ***(tarif)*** par heure et à (***tarif)*** en période de chauffe. par date de concert, soit un total de ***(tarif)*** € TTC. Il comprend la location de la salle proprement dite et le prêt du mobilier, le cas échéant.

RESPONSABILITE

Le Conservatoire de Strasbourg est responsable des dégradations de l'orgue imputables aux élèves et professeurs relevant de son établissement.

DUREE

La présente convention prend effet à compter du ***(date)***.

LOI APPLICABLE ET JURIDICTION

La loi française régira les termes du présent accord. Les litiges auxquels pourrait donner lieu la présente convention ressortissent à la compétence des tribunaux de Strasbourg.

Fait à Strasbourg en double exemplaires, le

Pour la Ville de Strasbourg — *(nom de la structure d'accueil)*

Roland RIES
Maire

(nom du représentant légal)

Convention de location d'une salle
(nom de la salle)

Entre :
la Ville de Strasbourg – Conservatoire à rayonnement régional –
1, place Dauphine 67076 STRASBOURG Cedex
représentée par Monsieur Roland RIES, Maire

d'une part,

Et :
(nom - adresse)
représentée par *(représentant légal)*

d'autre part,

Vu la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018
il a été convenu ce qui suit :

MODALITES D'UTILISATION DE LA SALLE

- La salle est mise à la disposition du Conservatoire pour des représentations aux jours et heures suivants :
  - *(dates)*

  Une répétition est prévue *(à préciser)*.
  En cas de besoin, du mobilier pourra être mis à la disposition du Conservatoire par la structure d'accueil.

- Les élèves sont autorisés à travailler seuls dans les créneaux susvisés. En cas de besoin, ils préviendront le concierge de leur présence.

- La salle demeurera dans l'état de propreté dans laquelle elle a été trouvée. Les usagers veilleront à ne pas dégrader les lieux.

PRIX

Le montant des frais d'utilisation est fixé à *(tarif)*TTC par date de concert, soit un total de *(tarif)* € TTC. Il comprend la location de la salle proprement dite et le prêt du mobilier, le cas échéant.

RESPONSABILITE

Le Conservatoire à rayonnement régional est responsable des dégradations de la salle et/ou du mobilier imputables aux élèves et/ou professeurs relevant de son établissement.

DUREE

La présente convention prend effet à compter du ***(date)***.

LOI APPLICABLE ET JURIDICTION

La loi française régira les termes du présent accord. Les litiges auxquels pourrait donner lieu la présente convention ressortissent à la compétence des tribunaux de Strasbourg.

Fait à Strasbourg en double exemplaire, le

Pour la Ville de Strasbourg — *(nom de la structure d'accueil)*

Roland RIES
Maire

(nom du représentant légal)

Convention de partenariat

Entre :
la Ville de Strasbourg – Conservatoire à rayonnement régional-
1, place Dauphine – 67076 STRASBOURG
représentée par Monsieur Roland RIES, Maire

d'une part,

Et :
Nom et adresse de la structure partenaire
représentée par (nom du représentant légal)

d'autre part,

Vu la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018
il a été convenu ce qui suit :

OBJET

Le Conservatoire de Strasbourg, établissement d'enseignement artistique, et **(nom de la structure partenaire**) s'associent pour mener ensemble des actions pédagogiques et culturelles.

MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS

Les deux partenaires établissent ensemble un programme d'actions qui présentera un intérêt pédagogique pour les élèves et/ou enseignants du Conservatoire.
Il est décidé de
(le programme peut être détaillé sous ce paragraphe)

CONDITIONS FINANCIERES

Les deux partenaires mettent en commun leurs moyens matériels et humains pour la mise en œuvre de ce programme d'actions.

En cas de besoin, ***(nom de la structure partenaire)*** avancera les frais inhérents à l'achat ou à la location d'une partie du matériel ou d'une prestation de service. Dans ce cas, le Conservatoire s'engage à participer aux frais engagés, en fonction des projets, sur présentation d'une facture détaillée ou d'une note d'honoraires.

DUREE

La présente convention prend effet à compter du ***(date)*** pour une durée d'un an.

LOI APPLICABLE ET JURIDICTION

La loi française régira les termes du présent accord. Les litiges auxquels pourrait donner lieu la présente convention ressortissent à la compétence des tribunaux de Strasbourg.

Fait à Strasbourg en double exemplaire, le

Pour la Ville de Strasbourg

Roland RIES
Maire

(nom de la structure partenaire)

(nom du représentant légal)

Conservatoire à rayonnement régional
de Strasbourg

Bilan récapitulatif des partenariats
Année scolaire 2017-2018

La saison de spectacles est le fruit du travail des élèves avec leurs enseignants et porte en filigrane les grands axes pédagogiques développés tout au long de l'année. Elle représente pour l'année 2017-18 quelque 200 manifestations comprenant spectacles, master classes, conférences, récitals auxquels près de 30 000 spectateurs ont pu assister.

La saison a pu mettre plus particulièrement en lumière des partenariats privilégiés avec les structures culturelles et artistiques, dont l'objectif est de servir de passerelle avec le monde professionnel de la musique, de la danse et du théâtre, en permettant aux jeunes interprètes de s'initier à une première expérience de la scène. Par ailleurs le Conservatoire, lieu ressource pour l'accueil et l'accompagnement des pratiques amateurs organise régulièrement des rencontres autour de la pratique amateur.

Ainsi les principaux partenariats noués en 2017/18 concernent les structures suivantes :

- Festival Musica
  2 concerts « jeunes talents » :
  - présentation du travail de la classe de composition de Daniel D'Adamo lors d'un concert donné le 23 septembre 2017 à la Salle de la Bourse par les élèves de la classe de musique de chambre d'Armand Angster
  - présentation du travail de la classe de clarinette avec la participation des classes d'accordéon, de piano, de percussion et de musique de chambre, lors d'un concert « Clarinet counterpoints » le 30 septembre 2017 à la salle de la bourse, coordination artistique Jean-Marc Foltz

  3 master classes
  - autour du jazz et des musiques improvisées le 27 septembre 2017 animée par Andy Emler,
  - autour du violoncelle, animée par Henry Demarquette le 2 octobre 2017
  - autour du théâtre et plus particulièrement de l'interprétation du répertoire contemporain, avec Jan Peters le 6 octobre 2017

  Académie de composition Musica/Philippe Manoury : du 15 septembre au 8 octobre 2017

- Dans le cadre des 500 ans de la Réforme protestante,
  Les élèves du Conservatoire et de l'Académie supérieure de musique ont constitué l'ensemble instrumental de l'opéra *Luther ou le mendiant de la grâce* donné les 26 et 27 octobre à la Cité de la musique et de la danse, le 14 octobre à Barr, le 15 octobre à Wissembourg, le 1er novembre à Marly, le 5 novembre à Saverne et le 12 novembre à Mulhouse.

- Festival Jazzdor
  Musique en chantier

- Le département jazz et musique improvisée du Conservatoire (Djemi) s'est produit dans le cadre du festival Jazzdor lors de deux concerts donnés les 12 et 16 novembre au Centre européen d'actions artistiques contemporaines (CEAAC)
- master-classe autour du chant jazz a été animée par Sidsel Endresen le 16 novembre 2017
- *2e édition de JazzLab* en partenariat avec Jazzdor du 9 au 14 avril 2018.

- Orchestre Philharmonique de Strasbourg
  Accueil de 4 ateliers d'écoute. Ces ateliers animés par Benjamin Lassauzet permettent une meilleure compréhension des pièces programmées dans la saison de l'Orchestre

- Opéra national du Rhin
  Accueil à l'auditorium de la Cité de la musique et de la danse de la production *Mouton* du 7 au 17 janvier 2018 et de la création du ballet jeune public *les beaux dormants* du 4 au 6 mai 2018

- AJAM
  Programmation de 4 concerts « soutien des jeunes talents » à la Cité de la musique et de la danse les 4 octobre, 16 novembre 2017, les 8 février,15 mars, 19 avril

- Téléthon
  Organisation par les élèves et les professeurs du CRR du marathon du trombone le 9 décembre 2017

- Ensemble Accroche note
  Concert autour d'un programme de musique japonaise mêlant œuvres contemporaines et musique traditionnelle avec la participation des élèves du Conservatoire et de l'Académie supérieure de musique le 22 janvier 2018

- Ensemble Linea
  Accueil de l'Académie d'été de musique contemporaine (juillet 2018)

- Hôpitaux Universitaires de Strasbourg
  Ateliers de berceuses en direction des mères hospitalisées dans les unités mère-enfant et mère-nourrisson du Pôle psychiatrique

- Strasbourg, Laboratoire d'Europe
  - *Adieu Strasbourg, bis bald* (reconstitution des salons d'Alberta von Puttkamer) les 16 et 17 novembre 2018
  - *Radio Strasbourg 1930,* 10 et 23 février 2018

- Le Kolossal Orchestra en tournée
  - Le 3 février à la Vill'A, Illkirch-Graffenstaden,
  - Le 23 mars avec le Kaiserstuhl Percussion Group à la Cité de la musique et de la danse
  - Le 30 mars à Bascharage, Luxembourg
  - Le 2 juin à Maizière-le-Metz

- La Philharmonie de poche
  Création d'un spectacle autour de Peer Gynt avec la Maîtrise et le Chœur des jeunes chanteurs du CRR les 18 et 19 novembre à la Cité de la musique et de la danse

- UGC Ciné Cité
  Les élèves du CRR se produisent en introduction au film présenté dans la série Viva l'opéra : 30 novembre 2017, 8 février, 15 mars, 5 avril, 17 mai et 28 juin 2018

- Eglise réformée du Bouclier
  Cantate sacrée de Johann Sébastian Bach le 11 février par les élèves du département de musique ancienne du Conservatoire

- Inspection académique du Bas-Rhin
  Concert à l'attention des lycées option musique Bac, le 16 février 2018

- La Jeune Philharmonie franco-allemande et hongroise, en concert à l'auditorium le 2 avril 2018

- ABRAPA
  Concours public ouvert aux élèves du CRR, 18 mai 2018

- Regard d'enfants
  Concert à l'occasion des 10 ans de Regards d'enfants, les 6 et 7 juin 2018

- Festival Musica Bayreuth
  Participation des danseurs et instrumentistes du Conservatoire à la création donnée à Bayreuth les 15 et 16 juin 2018 mais également à Strasbourg le 9 et 10 juin 2018.

77

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Convention de partenariat entre le Centre allemand d'histoire de l'art, la Fondation Maison des Sciences de l'Homme et les musées de la ville de Strasbourg.

Le service des musées mène de nombreux partenariats et coproductions pour étendre son rayonnement et mutualiser certains coûts de production, ce qui lui permet de diversifier et d'enrichir son offre culturelle. Dans ce cadre, une convention de partenariat avec le Centre allemand d'histoire de l'art, en coédition avec la Fondation Maison des Sciences de l'Homme, est soumis à l'approbation du conseil.

Les Musées de Strasbourg présentent une histoire spécifique. Pendant les quatre années de l'Annexion de l'Alsace-Lorraine au Reich (1940-1944), ils ont été placés sous l'autorité de l'administration civile allemande et leur direction a été confiée à un historien de l'art et conservateur de musée de Karlsruhe, Kurt Martin. Des acquisitions importantes ont été faites, notamment pour le musée des Beaux-Arts. Le statut potentiellement problématique de ces œuvres demande aujourd'hui à être documenté.

En effet, lors de la conférence de Washington du 3 décembre 1998, les pays participants ont établi les principes fondamentaux pour régler les problèmes posés par la spoliation des biens culturels par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale. Il y a été décidé notamment de contrôler les provenances des œuvres des musées pour identifier celles qui auraient été spoliées par les nazis et seraient par la suite entrées dans les collections plutôt que d'être restituées à leurs propriétaires légitimes, de retrouver et publier les documents d'archives essentiels, de restituer le cas échéant les objets ou œuvres identifiés. Ces règles s'appliquent sans délai de prescription puisque, d'après la loi du 20 juin 2001, celui-ci ne vaut pas pour les œuvres d'art spoliées par les nazis.

Suite à deux demandes de restitution de tableaux dans les années 2000, il a été décidé qu'une étude soit menée sur les œuvres achetées pour le musée des Beaux-Arts entre 1940 et 1944. Une recherche exhaustive dans les archives pour retrouver les sources, mais aussi mieux comprendre les événements alsaciens sous l'Annexion afin d'éclairer l'historique des objets concernés, était indispensable. Ce travail mené en 2004 par Tessa Rosebrock a débouché sur une thèse dont découle l'ouvrage *Kurt Martin et le Musée des Beaux-Arts de Strasbourg. Politique des musées et des expositions sous le III^{e} Reich et dans l'immédiate après-guerre*. Ce livre s'inscrit à la fois dans la diffusion de la recherche sur la provenance des œuvres et dans la mission fondamentale des musées d'étudier leurs collections et leur histoire. Les Musées de la ville de Strasbourg considèrent donc important de soutenir sa

publication en langue française, dont l'initiative revient au Centre allemand d'histoire de l'art, en coédition avec la Fondation Maison des Sciences de l'Homme.

Aussi, est-il proposé au Conseil de soutenir à hauteur de 10 000 €, en 2018, cette publication en français. Le budget est disponible au budget primitif 2018 du service des Musées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la convention de partenariat jointe en annexe entre la Ville, le Centre allemand d'histoire de l'art et la Fondation Maison des Sciences de l'Homme

décide

l'imputation de la dépense de 10 000 € sur les crédits disponibles sous AU12 du budget primitif 2018 pour la coédition en français de l'ouvrage de Tessa Rosebrock, intitulé provisoirement « Kurt Martin et le Musée des Beaux-Arts de Strasbourg. Politique des musées et des expositions sous le IIIe Reich et dans l'immédiate après-guerre »

autorise

le Maire ou son représentant-e à signer tout document relatif à cette convention.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

CONVENTION PARTICULIERE DE COPRODUCTION

ENTRE
LE CENTRE ALLEMAND D'HISTOIRE DE L'ART,
LES MUSEES DE LA VILLE DE STRASBOURG,
ET
LA FONDATION MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME

POUR LA COPRODUCTION D'UN OUVRAGE
DANS LA COLLECTION « PASSAGES »

Entre les soussignés,

LA FONDATION MAX WEBER – LE CENTRE ALLEMAND D'HISTOIRE DE L'ART,
Ci-après dénommé **DFK-Paris,**
Sis Hôtel Lully, 45 rue des Petits-Champs, 75001 Paris, France,
Représenté par son directeur, Prof. Dr. Thomas Kirchner

et
LES MUSEES DE LA VILLE DE STRASBOURG
Ci-après dénommée **MDVDS,**
Sis **1 parc de l'étoile, 67076 Strasbourg Cedex**
Représenté par Mme Aymée Rogé, directrice de la Culture,

d'une part,

et
LA FONDATION MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME,
Ci-après dénommée **FMSH,**
Sise 54, boulevard Raspail, 75270 Paris Cedex 06
Représentée par le directeur des éditions, Monsieur Pascal Rouleau

d'autre part,

Ci-après désignées les parties

IL EST EXPOSÉ QUE

ARTICLE PREMIER : OBJET DU CONTRAT

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions selon lesquelles les parties conviennent de coéditer l'ouvrage intitulé provisoirement : **Tessa Rosebrock, *Kurt Martin et le Musée des Beaux-Arts de Strasbourg. Politique des musées et des expositions sous le III^{e} Reich et dans l'immédiate après-guerre*** [traduction de *Kurt Martin und das Musée des Beaux-Arts de Strasbourg. Museums- und Ausstellungspolitik im „Dritten Reich" und in der unmittelbaren Nachkriegszeit*, Berlin, Akademie Verlag, 2012] dans la collection « Passages/Passagen », ci-après désigné l'Ouvrage.

Aucune des dispositions de la présente convention ne saurait être interprétée comme impliquant des droits et des obligations en dehors de la mise en œuvre de la coédition visés à l'article 2 ci-après.

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE

Ce contrat de coédition particulier est signé entre les parties pour la publication de l'ouvrage dans le cadre de la collection « Passages/Passagen ». Ce contrat précise notamment le montant du devis détaillé de fabrication incluant l'ensemble des postes, y compris les frais éventuels d'illustration, de réalisation d'index, les honoraires d'auteurs, ainsi que les délais de parution, le tirage et sa répartition.

ARTICLE 3 : CADRE DE PUBLICATION ET DE VALORISATION DE L'OUVRAGE

3.1 – Origine des supports de valorisation

L'ouvrage sera publié dans la collection « Passages/Passagen », qui publie des ouvrages originaux en langue française.

3.2 – Typologie de l'ouvrage

L'ouvrage, prévu en 1 volume, s'inscrit dans la collection et en respecte les caractéristiques techniques : ouvrages imprimés et/ou sur support numérique, de format 17 x 24 cm, intérieur en une couleur, couverture en quadrichromie. Des illustrations en couleur – lorsqu'elles sont jugées indispensables – pourront être regroupées dans un cahier hors texte. Le tirage minimal de l'ouvrage est de 500 exemplaires sauf accord contraire entre les trois parties.

3.3 – Mise en ligne

Les ouvrages de la collection « Passages/Passagen » publiés depuis 2017 sont mis en ligne sur la plateforme OpenEdition Books, dans un délai d'environ trois mois après la publication au format papier du livre, selon le modèle économique *freemium* de la-dite plateforme.

ARTICLE 4 : APPORTS DES PARTIES

4.1 – Apports des Parties

La FMSH assure la bonne gestion de la présente convention, établit les contrats d'auteurs et en gère les droits afférents, assure la diffusion et la distribution du titre produit, sauf cas particuliers précisés à l'article 8.1. La FMSH participera financièrement à l'impression de l'ouvrage à hauteur de 6 000 € TTC.
Elle produira des copies des contrats, et rendra compte des revenus générés par le titre produit.

Le DFK Paris apporte le montant de 2 000 € correspondant au prix du Salon du livre et de la revue d'art du Festival de l'histoire de l'art remporté en 2017 pour la traduction de l'Ouvrage. En plus de cela, le DFK Paris participera financièrement à la traduction du texte à hauteur d'environ 7 300 € et à la fabrication de l'ouvrage à hauteur de 9 070 € TTC.
Le DFK :

- gère le budget de l'ouvrage ;
- assume la gestion avec le ou les auteurs ;
- sollicite l'avis des autres parties sur la couverture et le manuscrit mis en page ;
- gère le calendrier de l'ouvrage ;
- transmet aux autres parties aux fins d'archivage les fichiers natifs et le PDF imprimeur ;
- après information mutuelle, il gère la cession éventuelle des droits de traduction.

Il informe sans délai les mandants de toute difficulté.

La MDVDS participe à hauteur de 10 000 euros TTC à la traduction du texte, sous la forme de la prise en charge directe d'une partie de la facture de la traduction.

Le devis estimatif de l'ouvrage devra être validé par les trois parties avant le début de la fabrication.

4.2 – Coûts prévisionnels de l'ouvrage et produits d'exploitation afférents

Les montants des coûts prévisionnels et des produits sont détaillés en annexe financière ci-jointe.

Les parties conviennent que la FMSH tient une comptabilité spéciale simplifiée où sont inscrites :

- les dépenses de toute nature engagées par les trois parties au titre de la fabrication et de l'exploitation commerciale de l'ouvrage ;
- les sommes de toute nature perçues par les trois parties en tant que soutien à la publication et au titre de l'exploitation commerciale de l'ouvrage.

Cette comptabilité peut être consultée une fois par an par les autres parties.
Les comptes sont obligatoirement rendus au terme de l'exercice civil après publication de l'ouvrage. Les parties procèdent alors à la répartition ou à l'appel des sommes dues.

4.3 – Prix de vente

Le prix de vente de l'ouvrage sera fixé par les trois parties sur commun accord en respect des usages en vigueur dans la profession.

4.4 – Tirage prévisionnel

Le tirage initial est de 500 exemplaires, répartis comme suit :

- 330 exemplaires pour la FMSH, dont 20 gratuits pour exemplaires de référencements, répartis comme suit pour la vente :
  - 130 à la FMSH Diffusion (Charenton)
  - 180 chez Daudin
- 120 exemplaires pour le DFK-Paris (gratuits pour échanges entre institutions, auteurs et promotion) ;
- 50 exemplaires pour les MDVDS, dont 20 gratuits pour exemplaires de référencements.

À défaut d'autres informations, la livraison des exemplaires dévolus à chaque partie s'effectue à l'adresse du présent contrat.

4.5 – Bon à tirer et titre

Le bon à tirer et le titre de l'ouvrage sont validés par toutes les parties. Le DFK-Paris soumet à l'approbation des autres parties, préalablement à l'impression, la couverture ainsi que les

épreuves des pages intérieures, transmises en PDF par message électronique avec accusé de réception.
Un silence de 7 jours calendaires après accusé de réception de la partie sollicitée vaut agrément.

4.6. – Obligations légales et référencement dans Électre
La FMSH assure le dépôt légal et toute autre obligation légale ainsi que le référencement dans Électre.

4.7 – Répartition des soldes
Chaque année, le compte de coédition sera établi conjointement par les trois parties lors du 1er trimestre civil.
Au crédit de ce compte sont portés :
- le chiffre d'affaires net de remise réalisé auprès des libraires par la MSH ;
- le chiffre d'affaires réalisé par la MSH en vente directe tant papier que numérique ;

Le solde de ce compte sera partagé selon la règle des tiers entre les trois parties.

ARTICLE 5 : PROPRIÉTÉ ET DROIT D'AUTEUR

5.1 – Quote-part de copropriété
Les parties sont copropriétaires à parts égales du titre de la collection. L'ouvrage porte le numéro ISSN de la collection (2104-9777) qui lui a été attribué par le Centre français du Système international de données sur les publications en série.

5.2 – Valorisation des parties
La page de titre de l'ouvrage mentionnent la présente collaboration entre les parties en précisant leur dénomination complète (logos), ainsi que le triple copyright des éditeurs « © Musées de la Ville de Strasbourg / FMSH / Centre allemand d'histoire de l'art ». L'ISBN dans la page d'ours et sur la 4e de couverture est celui de la FMSH.

5.3 – Codes à barres
L'ouvrage portera le code à barres de la FMSH.

ARTICLE 6 : PUBLICITE

Toutes publications, publicités ou citations ayant trait à la collection « Passages/Passagen » feront état de la collaboration entre les parties. Notamment, il sera inséré d'une façon claire et apparente la dénomination des parties, voire leur logo, dans tout document ayant trait à la présente collaboration – en particulier et sans que cette liste soit limitative : catalogue des parties y compris sur Internet, plaquette publicitaire, rapport, affiche, jaquette de disque compact, bande-annonce.

ARTICLE 7 : PROMOTION

7.1 – Exemplaires gratuits ou au profit des auteurs

Le nombre d'exemplaires gratuits destinés à la presse, au référencement dans les bases de données nationales (y compris Electre), internationales et professionnelles et au dépôt légal est fixé à 10 % du tirage au maximum.
La FMSH en tant que mandataire assure la distribution de ces exemplaires gratuits.
Les exemplaires hommages et les ouvrages destinés aux auteurs n'excèdent pas 10 exemplaires, sauf cas exceptionnel à discuter entre les parties. Ils seront envoyés par le mandataire.
Chaque directeur d'ouvrage et chaque auteur reçoivent 1 (un) exemplaire.

7.2 – Vient de paraître

Chacune des parties assurent la production et la diffusion des outils de promotion dédiés aux canaux dont elle assure la commercialisation.

ARTICLE 8 : DIFFUSION ET VENTE

8.1 – Modalités de diffusion entre les parties

La FMSH a l'exclusivité de la diffusion auprès des libraires de France, y compris les DOM et les COM par le biais des organismes de diffusion/distribution avec lesquels elle est en contrat.
Les MDVDS assure la vente par correspondance et la vente directe sur les salons et manifestations auxquels il participe.
Les trois parties peuvent commercialiser les ouvrages sur leur site respectif.
Les parties s'abstiennent de toute forme de concurrence déloyale entre elles.
En cas d'épuisement du stock de l'une des parties, cette dernière peut s'approvisionner auprès de l'autre, dans la limite des stocks disponibles. Elle prendra en charge les frais de transport de ces exemplaires.

8.2 – Ouvrages numériques

Chacune des parties s'autorise à mettre en vente les ouvrages sur support numérique sur son site Internet ou, après concertation entre elles, sur tout site d'e-distributeur dûment mandaté.
Le prix TTC du support numérique en ligne est fixé à 70 % du prix public TTC de l'ouvrage imprimé, sauf accord particulier dans le contrat d'application. Un ISBN spécifique est attribué au support numérique, fourni par les éditions de la MSH.

ARTICLE 9 : MEVENTE, RETIRAGES ET NOUVELLES ÉDITIONS

9.1 – En cas de mévente ou de difficulté de diffusion, les parties décident d'un commun accord des solutions à adopter. Si l'une des parties décide de procéder au pilonnage d'un ou de plusieurs titres, elle propose à l'autre partie de reprendre, sans autres frais que les frais de transport, le nombre d'exemplaires jugé nécessaire.

9.2 – Les éventuels retirages sont étudiés par les parties. Dans le cas où l'une des parties s'abstient, l'autre partie peut réaliser seule le retirage qu'elle prend alors entièrement à sa charge. Elle aura alors l'exclusivité de la vente et en retirera la totalité des bénéfices.

9.3 – Les éventuelles nouvelles éditions sont étudiées par les parties. Dans le cas où l'une des parties s'abstient, l'autre Partie peut réaliser seule la nouvelle édition, la partie qui se serait abstenue perdant pour cette nouvelle édition les droits de propriété intellectuelle et prérogatives acquises sur le fondement du présent contrat.

ARTICLE 10 : CONTREFAÇON

10.1 – On entend par « contrefaçon », la copie servile ou la reproduction servile ou l'emprunt d'un ou plusieurs éléments d'un ouvrage de la collection édité par les parties, par un tiers effectuée de manière frauduleuse, c'est-à-dire sans que ce dernier y ait été autorisé et/ou ait acquis de licence d'utilisation, de distribution ou d'exploitation.

10.2 – Les parties s'informent réciproquement, dans les plus brefs délais, de tous cas de contrefaçon dont elles ont connaissance.

10.3 – Dans le cas de contrefaçon par un tiers :

♦ les parties se concertent sur l'opportunité d'engager une action en justice et sur les modalités de cette action.

♦ Si les parties conviennent de la mener ensemble, les poursuites et les frais sont partagés par moitié entre elles. Les indemnités éventuellement accordées à leur profit par les Tribunaux seront partagées entre les parties dans les mêmes proportions, sauf accord contraire entre elles.

♦ Si l'une des parties renonce à participer aux poursuites, l'autre peut en prendre seule l'initiative à son nom et à ses frais et en recueillera seule les éventuels bénéfices.

10.4 - En cas de poursuites engagées par un tiers, les parties assurent les frais de leur défense au prorata de leur quote-part de propriété mentionnées à l'article 7.1 des présentes même si seule l'une d'elles est assignée. Toutefois, chacune des parties est personnellement responsable des sanctions prononcées éventuellement contre elle par les Tribunaux.

10.5 - Dans tous les cas, les parties s'engagent à se fournir réciproquement tous les documents, signatures et pouvoirs dont elles pourraient avoir besoin à l'occasion des procédures visées ci-dessus.

ARTICLE 11 : RÉSILIATION

11.1 – Manquement au contrat

En cas de manquement au respect par une partie de ses engagements souscrits en vertu du présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit dans un délai de trente (30) jours à la demande de l'autre partie après mise en demeure de la partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen équivalent, sauf à ce que la partie défaillante prouve un cas de force majeure, auquel cas elle devra mettre tous les moyens en œuvre pour pallier son inexécution. La force majeure suspend le décompte des jours d'inexécution. Cette résiliation n'a pas d'effet rétroactif. Les parties demeurent titulaires des droits de propriété intellectuelle et prérogatives définitivement acquis sur le fondement du présent contrat au jour de sa résiliation dans les limites fixées par l'article 5 du présent contrat.

11.2 – Conditions de résiliation

Quelle qu'en soit la raison, chaque partie peut mettre fin à son engagement dans le présent contrat sous réserve d'en avertir l'autre partie dans un délai d'un an par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen équivalent. La partie qui se retirerait ainsi renonce aux droits de propriété intellectuelle et prérogatives acquis sur le fondement du présent contrat, en particulier à la copropriété du titre de la collection.

11.3 – Chaîne de contrats et résiliation

La résiliation du présent contrat cadre demeure sans incidence sur les contrats d'application au sens de l'article 2, pour autant qu'ils n'aient pas encore été clôturés au moment de cette résiliation.

ARTICLE 12 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Les parties contractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre à l'amiable tout litige qui peut survenir de l'application ou de l'interprétation du présent contrat.

En cas de persistance, les parties porteront leur litige devant les tribunaux de Paris, ce contrat étant soumis aux lois françaises en vigueur.

Fait à Paris, en trois exemplaires originaux, le ……..2018

Pour le DFK-Paris	Pour les MDVDS	Pour la FMSH
Thomas Kirchner Directeur exécutif		Pascal Rouleau Directeur des Éditions de la MSH

ANNEXE 1 DU CONTRAT PARTICULIER

Budget prévisionnel de l'ouvrage

RUBRIQUES	PRÉVISIONNEL			RÉALISÉ	valorisation	
	Interne	Externe	Total			
1 Coûts de production éditoriale						
Expertise technique						
Suivi éditorial						
Préparation de copie relecture			3070			
Étape TEI-XML						
Corrections 1e épreuves			2000			
Corrections 2e épreuves (fab BAT)						
Constitution corpus iconographique						
Appareil critique						
Total 1 :						
2 Coûts de fabrication pré-supports						
Création maquette						Collection Passages
Achat iconographie et illustration			1000			
Travail sur l'iconographie						
Couverture						
Mise en pages			5000			
Entrées de corrections						
Développements off ou online						
Total 2 :						
3 Coûts de fabrication supports						
Photogravure						
Traceur						
Cromalin						
Impression livre papier			6000			FMSH
Façonnage						
Epub						
Pdf						
Total 3 :						
4 Montants des droits						
Droits forfaitaires						
Auteurs						
Traduction			17300			
DFK Paris Reproduction						
Droits proportionnels						
Auteurs						
Traduction						
Iconographie et illustration						

Reproduction						
Total 4 :						
5 Diffusion-distribution						
Total 5 :						
6 Logistique						
Stockage						
Transport						
Total 6 :						
7 Promotion / communication / événements						
Fabrication du prospectus						
Insertions publicitaires						
Catalogue						
Foires et salons						
Location de fichiers d'adresses						
Routage						
Communication						
Total 7 :						
8 Coûts de structure						
Subvention DFK			18 370			Prix de Fontainebleau compris
Subvention MDVDS			10 000			
TOTAL GÉNÉRAL						

ANNEXE 2

Tarifs utilisés pour valoriser le travail fait en interne

Préparation éditoriale
Préparation de copie : 21 euros/heure, 8 000 signes à l'heure
Correction d'épreuves : 21 euros/heure, 12 000 signes à l'heure

Réalisation des tableaux et figures, préparation des illustrations
7 €/le tableau complexe
12 €/schéma ou graphique
6 €/illustration (pour éventuel hors-texte)

Mise en page
6 €/page

78

Communication au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Expositions du Musée Tomi Ungerer - Centre international de l'illustration.

Le musée propose du 15 novembre 2018 au 17 mars 2019 deux nouvelles expositions :

« Gloire aux vainqueurs ! Le retour à la France, Strasbourg 1918-1924 » (titre provisoire)

L'exposition est organisée en partenariat avec les Archives municipales de Strasbourg et le Musée Historique. Le musée se propose d'explorer la complexité du retour de Strasbourg à la France après 1918 dans l'illustration à travers plusieurs médiums, l'affiche, la carte postale ou le dessin de presse de l'époque avec Hansi et Zislin jusqu'à aujourd'hui avec Tomi Ungerer. Plusieurs bibliothèques strasbourgeoises comme la BNUS, le fonds patrimonial de la Médiathèque Malraux, la Bibliothèque Alsatique du Crédit Mutuel et la Médiathèque protestante, sont sollicitées pour des prêts.

Commissariat : Thérèse Willer, avec la collaboration de Candice Runderkamp

« Tomi Ungerer. La critique US »

Tomi Ungerer a vécu de 1957 à 1971 à New York. Durant ces années, le dessinateur a livré une critique acerbe de la société et de la politique américaines, dont deux livres majeurs rendent compte : *The Party* et *America*. A partir de sa collection, le musée propose une exposition de 120 œuvres originales, publiées et inédites. La high society new-yorkaise, la middle-class, les dirigeants politiques, la guerre du Vietnam et le ségrégationnisme racial font partie des nombreux thèmes qui ont été abordés par Tomi Ungerer et qui seront exposés à cette occasion.

Commissariat : Thérèse Willer, avec la collaboration de Cécile Ripoll
Le budget prévisionnel pour ces deux expositions est de 11 500 €. Il est prévu au budget 2018 du service des Musées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'organisation par le Musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration des accrochages suivants :

- « Gloire aux vainqueurs ! le retour à la France, Strasbourg 1918 – 1924 » (titre provisoire),
- « Tomi Ungerer. La critique US »

ces deux expositions auront lieu du 15 novembre 2018 au 17 mars 2019 pour un budget prévisionnel de 11 500 € pour les deux expositions

décide

l'imputation des dépenses sur les budgets 2018 et 2019, chapitres AU12 D et AU12 Q du service des musées ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à lancer et exécuter les procédures de marchés relatifs à ces événements, conformément aux règles de passations et aux délégations en vigueur.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

79

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Enrichissement des collections.

Pour poursuivre l'enrichissement des collections des musées, le Conseil est appelé à approuver pour le musée de l'Œuvre Notre-Dame - Arts du Moyen Age une convention de dépôt.

MUSEE DE L'ŒUVRE NOTRE-DAME - ARTS DU MOYEN AGE

Croix reliquaire en argent sur âme de métal, datée 1552, classée MH en 1978
Dépôt du conseil de fabrique de l'église de Wolxheim (67)
H : 46 x L : 32 cm, restaurée en 2017
Valeur : 150 000 €

Le conseil de fabrique de l'église catholique Saint-Etienne de Wolxheim souhaiterait mettre en dépôt au musée de l'Œuvre Notre-Dame une croix processionnelle reliquaire, ceci afin de la mettre en sûreté et de permettre la présentation au public de cet objet de grande qualité. L'objet est ordinairement conservé dans la sacristie de l'église paroissiale.

La présentation de ce jalon majeur et rare de l'orfèvrerie de l'est de la France aurait tout son sens au sein de la section d'orfèvrerie du musée, qui ne présente pas d'objet de ce type, significatif de la qualité de la production strasbourgeoise à cette période.

L'objet pourra occasionnellement être rendu à sa paroisse à l'occasion de processions deux à trois fois par an, la prise en charge et l'assurance étant alors à la charge du déposant selon les termes de la convention jointe. Cette proposition a été faire en plein accord avec la Conservation régionale des monuments historiques du Grand-Est.

Je vous prie de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

pour le MUSEE DE L'ŒUVRE NOTRE-DAME - ARTS DU MOYEN AGE

le dépôt d'une croix reliquaire par le conseil de fabrique de l'église de Wolxheim, d'une valeur de 150 000 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout document relatif à ce dépôt.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Convention de dépôt

Entre :

La ville de Strasbourg, direction des musées, musée de l'Oeuvre Notre-Dame, représentant « le dépositaire » ;

et

Le conseil de fabrique de l'église catholique Saint-Etienne de Wolxheim, ci-après nommé « le déposant » , représenté par le père Michel Steinmetz, curé

Concernant :

- la croix processionnelle de Wolxheim, en argent partiellement doré sur âme de métal, daté de 1552 (h : 46,5 cm ; l : 32,5 cm), classée au titre des Monuments historiques par arrêté ministériel du 25 juillet 1978
- ordinairement conservée dans la sacristie de l'église paroissiale.

Article 1er

La présente convention a pour objet le dépôt pour mise en sûreté et présentation au public de la croix processionnelle de Wolxheim, objet de la présente convention.
Ce dépôt est consenti pour une durée de 5 années. La convention pourra être renouvelée par voie de tacite reconduction.

Article 2

Le dépositaire s'engage à apporter, dans la garde de cet objet, les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des objets dont il a la charge. Il devra, notamment, lui procurer des conditions de conservation et de sécurité adéquates, conditions qui devront être agréées par le déposant.

Le bénéficiaire informera sans délai le déposant de tout incident ou dommage qui pourrait survenir à l'objet déposé.

Article 3

Le dépositaire s'engage à exposer cet objet parmi ses collections permanentes, à la vue du public.

Article 4

Le dépositaire s'engage également à ce que soit maintenu occasionnellement l'usage liturgique de l'objet, qui pourra être rendu à sa paroisse à l'occasion de processions. Cette utilisation pourra se faire notamment aux fêtes de Pâques et de la Fête-Dieu. Ces deux fêtes aux dates mobiles sont séparées d'environ deux mois. En outre il pourra demander l'usage de la croix lors de toute célébration à caractère exceptionnel.
Le déposant prendra en charge la croix directement auprès des responsables des collections du musée dans les trois jours précédant son utilisation et la rendra au plus tôt dans les trois jours suivant cette utilisation.
Le déposant aura soin de prévenir le dépositaire dans un délai de deux semaines précédant sa récupération temporaire et de convenir conjointement d'un rendez-vous pour la remise de l'objet.
Afin de garantir une bonne conservation de l'objet, le déposant s'engage à conserver la croix dans sa boîte de conservation conçue à cet effet dans un lieu présentant les conditions de conservation et de sécurité suffisantes. Elle ne sera pas exposée à des conditions météorologiques et de sécurité défavorables lors des célébrations et des processions.
Le déposant sera responsable de tout dommage ou incident sur l'objet qui sera couvert par son assurance dès qu'il en aura pris possession et informera le dépositaire le cas échéant pour avis consultatif des suites à donner.

Article 5
Toute demande de prêt de la croix processionnelle, notamment pour une exposition temporaire, devra être soumise à l'autorisation du déposant. Le bénéficiaire sera tenu d'informer ce dernier de toute demande dont il serait destinataire.

Article 6
Le déposant est seul habilité à délivrer les autorisations de reproductions à des fins commerciales et notamment sous forme de document photographique ou sous toute autre forme que ce soit. Le dépositaire sera tenu d'informer le déposant de toute demande en ce sens.

Les conditions de l'autorisation seront définies par un contrat distinct entre le déposant et le dépositaire.

Article 7 La présente convention prend fin :

- avant reconduction par la volonté de l'une ou l'autre des parties.

- à tout moment, par la volonté de l'une ou l'autre des parties. La dénonciation, qui n'a pas à être motivée, intervient sous forme de lettre recommandée A/R et avec un préavis de trois mois.

- à tout moment, par la volonté du déposant si le dépositaire ne respecte pas les engagements prévus par la présente convention.

Le déposant Le dépositaire

80

Communication au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Communiqué concernant l'enrichissement des collections au titre de l'année 2017.

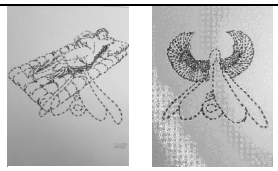
Les musées de la ville de Strasbourg souhaitent porter à la connaissance du Conseil la politique dynamique d'acquisition ayant été menée pour l'année 2017 par l'ensemble des musées.

Les œuvres acquises par le biais du don ou de l'achat dont la valeur est inférieure ou égale à 15 000 € représentent, pour cette année-là, une valeur totale de 163 498 € et son répertoriées dans le tableau récapitulatif ci-joint.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

ACQUISITIONS
Musée d'Art Moderne et Contemporain
ANNEE 2017

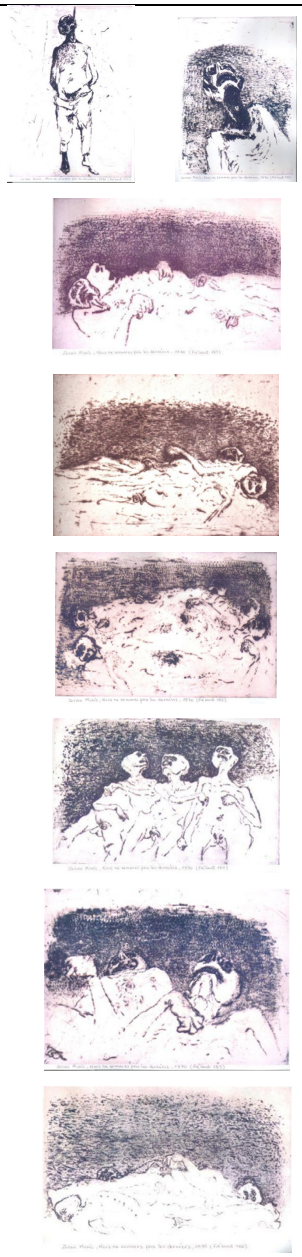
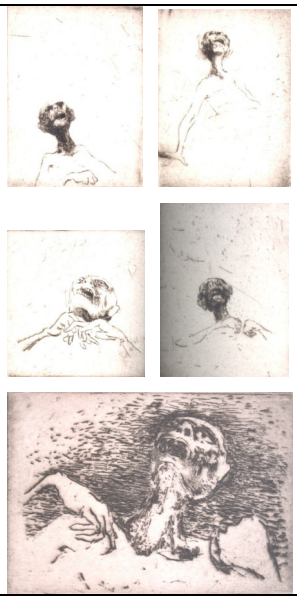
ACHAT	DESIGNATION DE L'OBJET	VALEUR	APERÇU
Caroline Rogé Val de Moder	Charles Spindler, *Projet pour des céramiques de Betschdorf,* ensemble de 43 dessins, vers 1900-1910	7 200 €	
Galerie Jean-François Kaiser Strasbourg	Maren Ruben, *Sans titre*, 2012	2 500 €	
Galerie Jean-François Kaiser Strasbourg	Maren Ruben, *Migration 01*, 2015	2 500 €	
Dominique Kippelen Strasbourg	Dominique Kippelen, *Kleitoris*, ensemble de 10 dessins, 2010	5 515 €	
Galerie Michel Rein Paris	Raphaël Zarka, *Monte Oliveto n°14, n°15, n° 16, n°17*, 2016	14 900 € l'ensemble	
Galerie Kiwior Neustadt Galerie Strasbourg	Anton Seder et son Atelier, Ensemble de 13 dessins d'orfèvrerie, fin XIX è siècle	3 500 €	

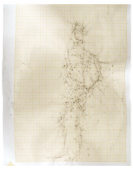
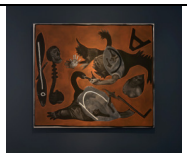
DONS
Musée d'Art Moderne et Contemporain
ANNEE 2017

DONATEUR	DESIGNATION DE L'OBJET	VALEUR	APERÇU
Strasbourg Evénement	Françoise Petrovitch, *Snowmann*	10 000 €	

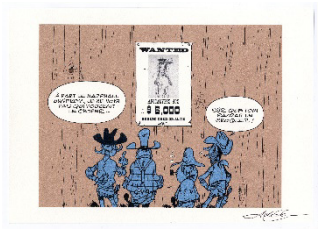
Strasbourg Evénement	Françoise Petrovitch, *Seule à la corde,* 2010	700 €	
Strasbourg Evénement	Françoise Petrovitch, *Rougir,* 2014	700 €	
Strasbourg Evénement	Françoise Petrovitch, *La Fille à l'arrosoir,* 2010	700 €	
Esther & Jean-Louis Mandel Schiltigheim	Zoran Music, *Nous ne sommes pas les derniers*, (Frélaut 460), 1975	1 000 €	
Esther & Jean-Louis Mandel Schiltigheim	Zoran Music, *Nous ne sommes pas les derniers*, (Frélaut 268), 1975	1 000 €	
Esther & Jean-Louis Mandel Schiltigheim	Zoran Music, *Nous ne sommes pas les derniers*, (Frélaut 265), 1975	1 000 €	
Esther & Jean-Louis Mandel Schiltigheim	Zoran Music, *Nous ne sommes pas les derniers*, (Frélaut 263), 1975	1 000 €	
Esther & Jean-Louis Mandel Schiltigheim	Zoran Music, *Nous ne sommes pas les derniers*, (Frélaut 195), 1970	1 700 €	

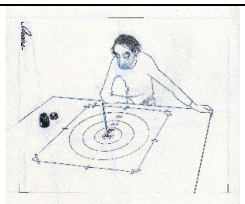
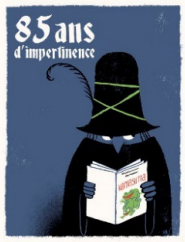
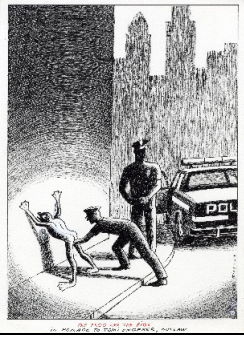
Esther & Jean-Louis Mandel Schiltigheim	Zoran Music, *Nous ne sommes pas les derniers*, (Frélaut 177-179-181-185-183-184-185-186), ensemble de 8 eau-forte, 1970	13 300 €	
Esther & Jean-Louis Mandel Schiltigheim	Zoran Music, *Nous ne sommes pas les derniers*, sept gravures de 1975, (Frélaut 269 à 275), 1975	3 500 €	

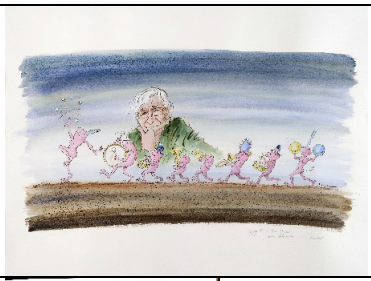
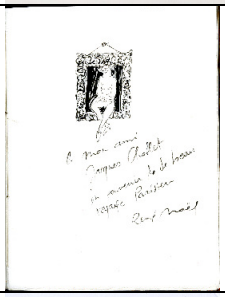
			 
Esther & Jean-Louis Mandel Schiltigheim	Zoran Music, *Illustration pour l'album Cadastres de cadavres*, ensemble de 7 lithographies (Frélaut 442 à 448), 1973	2 500 €	     
Société des Amis du Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg	Anton Seder, *Aiguière*	300 €	

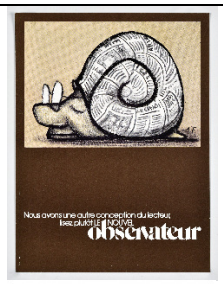
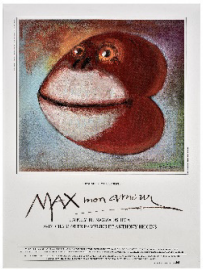
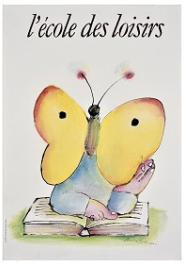
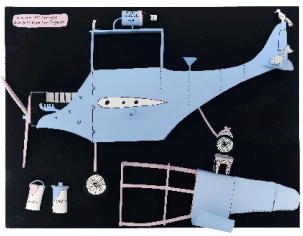
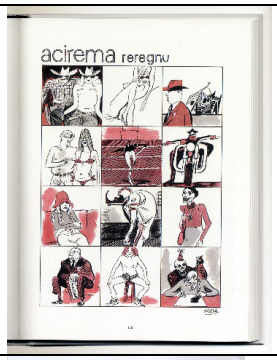
Strasbourg Evénement	Pierre Savatier, *Figure #8,* 2012	5 000 €	
Strasbourg Evénement	Pierre Savatier, *Quadrillé et billes #1,* 2011	5 000 €	
Gabrielle Kugler	Henri Beecke, *Portrait de l'artiste Angelika Marowska*, 1914	5 000 €	
Vincent Corpet Paris	Vincent Corpet, *3811SIX-19XI16*	15 000 €	

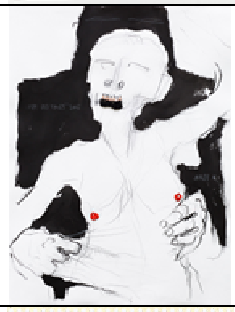
DONS
MUSÉE TOMI UNGERER
ANNÉE 2017

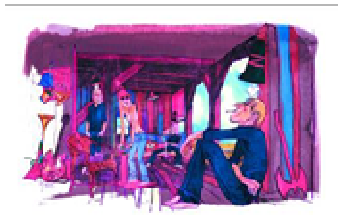
DONATEUR	DESIGNATION DE L'OBJET	VALEUR	APERÇU
Hervé Darmenton dit Achdé	Une œuvre originale d'Achdé, « Wanted Apocalypse Joe », encre de Chine sur papier dessin, 21 × 29,7 cm, 2016	1 000 €	
Hervé Darmenton dit Achdé	Une œuvre originale d'Achdé, « Wanted Apocalypse Joe », mise en couleur sur Photoshop et encre de Chine sur papier dessin, 21 x 29,7 cm, 2016	1 000 €	

Christian Antonelli	un dessin original de Christian Antonelli, sans titre, techniques mixtes sur papier, 194.5 x 79.6 cm, 2016	3 000 €	
Paul Audin dit Avoine	un dessin original d'Avoine, « Tomi met dans le mille», crayon noir et bleu sur papier, 23.3 x 27 cm, 2016	1 000 €	
Thomas Baas	un dessin original de Thomas Baas, « 85 ans d'impertinence », sérigraphie, 30 x 40 cm, 2016	500 €	
Edmond Baudoin	un dessin original d'Edmond Baudouin, « Pour Tomi Ungerer », encre noire et pinceau sur papier, 34,8 x 24,9 cm, 2016	1 000 €	
Franziska Becker	Une œuvre originale de Franziska Becker, « Tomiforever », encre et plume, lavis sépia, crayon de couleur, miniatures de Tomi Ungerer, collages de papier sur toile, 50 x 70 cm, 2016	2 400 €	
Guy Billout	un dessin original de Guy Billout, « The Frog and The Pigs, in hommage to Tomi Ungerer, Outlaw », encre de Chine sur papier dessin, 27,8 x 20,2 cm, 2016	4 000 €	

Sir Quentin Blake	un dessin original de Quentin Blake, « For Tomi Ungerer ! », plume, encre rouge et aquarelle sur papier, 34.4 x 29.3 cm, 2016.	1 200 €	
Claire Bouilhac	Un dessin original de Claire Bouilhac, sans titre, mine de plomb et crayon bleu sur papier à dessin, 28.2 x 21 cm, 2016	350 €	
Pierre Cornuel	un dessin original de Pierre Cornuel, « Happy 85 à Tomi Ungerer », lavis d'encres de couleur et encre blanche sur papier dessin, 56 x 76 cm, 2016.	800 €	
Jacques Chollet	un carnet de dessins de René Noël, 29.5 x 22.5 cm, 19 pages.	5 000 €	
Claude Delafosse	Une œuvre de Claude Delafosse, « Tomi or not Tomi », tirage numérique d'un collage, 42 × 29,5 cm, 2015	800 €	
Galerie Bartsch & Chariau, Munich	25 affiches d'André François	8 200 €	

			  
Michèle et Hubert Gillmann	Samivel, *-10°, les sports d'hiver imagés,* Paris, Delagrave, 1933	100 €	
Bruno Heitz	une œuvre originale de Bruno Heitz, « L'Avion des Mellops », techniques mixtes (carton découpé et collé et texte manuscrit), 30 x 40 cm, 2015	1 000 €	
Christian Hincker dit Blutch	un dessin original de Christian Hincker dit Blutch, « Acirema Reregnu», encre de Chine et lavis d'encres de couleurs sur papier dessin, 33 x 25,3 cm, 2011	3 000 €	
Joëlle Jolivet	un dessin original de Joëlle Jolivet, «La petite différence», lavis d'encre noire et gouache, 31,6 x 23,4 cm, 2016	400 €	

Agathe Jost-Dauptain	Tomi Ungerer, *Papa Rhein*, affiche, La Choucrouterie, 50 x 35 cm, 2001-2002 Walt Disney, *Blanche-Neige et les sept nains d'après le conte de Grimm*, Paris, Hachette, 1938.	100 €	
Michel Kichka	Un dessin original de Michel Kichka, « Tomi, père de famille nombreuse », encre de Chine, crayon et aquarelle sur papier, 53 x 37 cm, 2016	3 000 €	
Jakob Kirchmayr	un dessin original de Jakob Kirchmayr, « For Old Times' Sake», collage, 76 x 56 cm, 2016	2600 €	
Pascal Lemaître	Un dessin original de Pascal Lemaître, « Snake it easy, dear Tomi ! », encre noire et encres de couleurs sur feuillet de carnet à spirale, 25.7 x 17.8 cm, 2015	1 000 €	
Frank Margerin	Un dessin original de Frank Margerin, « 85 » (Hommage au collectionneur de jouets), encre de Chine au pinceau sur papier dessin, 29.5 x 21 cm, 2016	1 000 €	
Famille Mathey	André François, « Fête de la musique », 2003 Affiche offset en couleur 116 x 77 cm	200 €	

Alan Mets	un dessin original d'Alan Mets, «Oh Yeah Tomi! », encre noire et encres de couleurs sur papier, 30 x 21 cm, 2016	500 €	
Catherine Catel Muller	Un dessin original de Catel Muller, « Tomi Ungerer - Valse avec l'Alsace » », 2016, encre de Chine et encres de couleur sur papier, 31,8 × 23,9 cm	500 €	
Monsieur et Madame Murtfeld	*Václav Havel : Slovo o slově / Jiří Anderle : Appassionata Humana*, Osnabruck, éd. Pravis, 1991.	150 €	
Jeff Pourquié	Un dessin original « Et toujours en été », 2016, Encre de Chine, encres de couleur et aquarelle sur papier à dessin, 35,5 x 50,5 cm	1 000 €	
Jeff Pourquié	Un dessin original « Et toujours en été », 2016, Encre de Chine sur papier à dessin, 42 x 59,5 cm	1 000 €	
Grégoire Solotareff	un dessin original de Grégoire Solotareff, « Mon nom est Tiffany», encres de couleurs, aquarelles et encre de Chine sur papier dessin, 30 x 39.5 cm, 2015	2 000 €	
Olivier Voutch	une œuvre d'Olivier Voutch, « Chouette parachutiste », dessin créé sur ordinateur, 45 x 33 cm, 2016	1 000 €	

Isabelle Walter	20 cartes postales de la Première Guerre mondiale.	200 €	   
Herbert Weinacht	Ensemble d'objets publicitaires : Tomi Ungerer, Märklin, 2 wagons publicitaires Bonduelle, plastique et métal, 11 x 5 x 4 cm, vers 1987 Tomi Ungerer, Arcada Mundi, 2 jeux de sept familles, cartes publicitaires Bonduelle, 10,5 x 7 x 1,5 cm, 1975-1979 Tomi Ungerer, 1 porte-clefs publicitaire Bonduelle, plastique et métal, 14 cm, 1975-1979 Tomi Ungerer, 6 autocollants publicitaires Bonduelle, 9,5 cm de diamètre, 1975-1979	200 €	Objets publicitaires divers
Bernhard Willem Holtrop dit Willem	un dessin original de Willem, «Pour Tomi», encre sur papier, 29,7 x 21 cm, 2015	2 000 €	

ACQUISITIONS ET DONS
MUSEE HISTORIQUE
ANNEE 2017

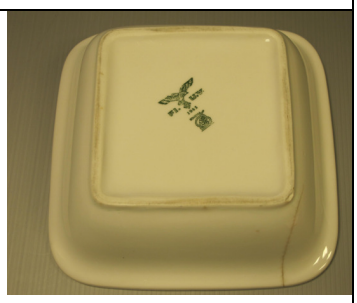
ACHATS

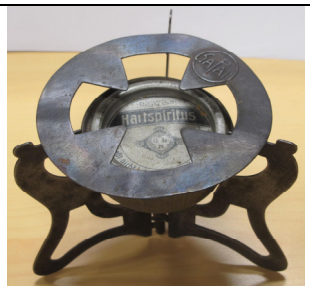
VENDEUR	DESIGNATION DE L'OBJET	VALEUR	APERÇU
Jacques BASTIAN	- Dessin à la mine de plomb avec rehauts de gouache blanche et encre noire présentant une troupe de soldats sortant par la porte Nationale ou la porte Blanche de la ville de Strasbourg en 1870, 340 €	340 €	
Jean-Pierre RIEB	Horloge comtoise à thème patriotique, réalisée par Léon PAGET autour de 1880. Cette horloge fait partie de ces objets fabriqués jusqu'à la Première Guerre Mondiale pour rappeler l'annexion de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine après 1871 et plus précisément le siège de Strasbourg de 1870.	400 €	

DONS

DONATION	DESIGNATION DE L'OBJET	VALEUR	APERÇU
Cécile DELOCHE DE NOYELLE	- Reproduction de la Tour blanche, d'après J. BORNERT, tiré du Panorama des Vosges extrait d'un journal - Horloge astronomique de la cathédrale de SCHWILGUE, dessinée et lithographiée dans les ateliers de M. SCHWILGUE par M. GRIESHABER, 50 € - Portrait gravé de Kléber	365 €	

	datant de 1822, 5 € - Reproduction d'après un dessin de TOUCHEMOLIN représentant un village près de Strasbourg, réalisé en 1884, 5 € - Gravure de M.F. BOEHM, *Vivat s'Elass unser Ländel* (vive l'Alsace notre petit pays où les vins sont si bons), 10 € - Reproductions de deux gravures montrant le quai de la douane à Strasbourg, 5 € - Carte de Strasbourg, l'Alsace, et l'évêché de Strasbourg côté badois, Amsterdam, 17e siècle, 100 € - Vue de Strasbourg, XVIe siècle, 30 € - Pamphlet : *Ueber die protestantischen Universitäten in Deutschland, neues Raisonnement von einigen Patrioten*, Strasbourg, 1769 -REUSS Rodolphe, *Vieux noms et rues nouvelles de Strasbourg*, Strasbourg, 1883, 442 pages, 70€ -REUSS Rodolphe, *Histoire d'Alsace*, Paris, 1912, 372 pages, 30€ -REUSS Rodolphe, *Histoire de Strasbourg*, Paris, 1922, 432 pages, 30€		
Laurent DEIBER	Uniforme de prisonnier porté par Joseph DEIBER, composé d'une veste d'été, une veste d'hiver, un pantalon et un calot. Interné au camp de sûreté de Schirmeck, Joseph DEIBER est transféré le 9 juillet 1943 à Kehl.	200 €	

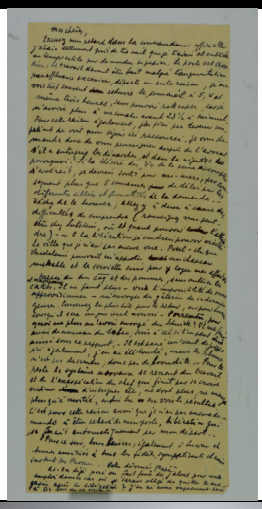
			
Delphine ERBS	Coupelle provenant de la vaisselle de la *Luftwaffe* avec aigle de la Luftwaffe et croix gammée.	30 €	
Jean-Claude FUCHS	Lot de livres reversés à la bibliothèque du Musée Historique : - VERGNET Paul, *la France héroïque*, 1915, 86 p. DEROULEDE Paul, *Chants du soldat*, Paris, sd, non paginé ERCKMANN Chatrian, *Histoire du plébiscite*, 1872 Livre de chants religieux et profanes, Lahr, sd Recueil de gravures, 17ème siècle	50 €	
Jean-Claude GALL	Objets ayant appartenu à Alphonse Gall, soldat strasbourgeois incorporé dans l'armée allemande en 1916 : - Paire d'épaulettes du *Maschinen Gewehr Scharfschützen Abteilung 27* (MGSS-Abteilung 27), 40 € - 2 Insignes de mitrailleur, 300 € - Protège-montre, 50 € - Baïonnette 84/98 2ème type 1er modèle pour G98 ou Kar 98, 100 € - Réchaud SAPAL, 100 € - Couverts pliables avec leur	790 €	

	étui, 150 € - Tête d'obus russe rapportée du front russe par A. Gall, 50 €		
Jean-Joseph LAMBERT	Ensemble d'objets et de documents ayant appartenu à trois générations de soldats alsaciens de la famille Lambert, illustrant la période de l'annexion allemande et les 2 guerres mondiales : - Certificat de bonne conduite, décerné à François Antoine LAMBERT, à l'issue de son service à l'escadron de chasseurs, 1861, 20 € - Ambrotype à partir d'un négatif au collodion, portrait de François Antoine LAMBERT en uniforme de chasseur, 100 € - Pipe de réserviste de Joseph LAMBERT, 400 € - Chope de réserviste de Joseph LAMBERT, 450 € - Sabre de cavalerie KD (*Kavallerie Degen*) modèle 1889 avec sa dragonne, de Joseph LAMBERT, 450 € - Eperons de Joseph LAMBERT, 60 € - Photographie de groupe du 3e régiment de la Garde impériale des chasseurs à cheval avec Joseph LAMBERT, 30 € - Portrait carte de visite de Joseph LAMBERT, 10 € - Acte de naissance (copie) de Joseph LAMBERT - Plaquette de la commune d'Ettendorf 11.11.2015 - Extrait de la *« Deutsche Gräberforschung »*	2498 €	   

	- Certificat de décès de Robert Jecker (grand-père maternel du donateur) - Traduction officielle du livret militaire allemand de Robert Jecker, 10 € - Trousse d'infirmier de Robert Jecker, en cuir avec 3 instruments destinés à extraire les balles et éclats d'obus, 100 € - Acte de naissance de Joseph Emile LAMBERT, 10 € - Extrait du registre des personnes réintégrées de plein droit dans la nationalité française, 10 € - 4 photos de classe avec Joseph Emile LAMBERT, 40 € - Livret militaire français de Joseph Emile LAMBERT, 20 € - Certificat de bonne conduite de Joseph Emile LAMBERT, 5 € - Livret de famille de Joseph Emile LAMBERT, 5 € - 2 Certificats de libération « *Entlassungsschein* » de Joseph Emile LAMBERT, 20 € - Boussole avec son étui en cuir avec marques faites pour se repérer lorsque Joseph Emile LAMBERT faisait passer des personnes dans les Vosges, 100 € - Compte-rendu de l'activité Joseph Emile LAMBERT en tant que résistant dans le Bas-Rhin - Attestation de bonne conduite de Joseph Emile LAMBERT durant son internement, 5 € - 12 enveloppes expédiées au camp de Schirmeck, 24 € - Lot de cartes et enveloppes, 14 €		 

	- Livret militaire allemand de Joseph Emile LAMBERT, 20 € - Etiquette sanitaire de blessé pour Joseph Emile LAMBERT, 5 € - Copie certifiée en 1988 de l'attribution d'une distinction de blessé en 1944, 5 € - Croix de fer attribuée à Joseph Emile LAMBERT suite à sa blessure au cerveau en Crimée, dans son étui, 200€ - Modelage en terre cuite émaillé et peint d'un fox-terrier réalisé par Joseph Emile LAMBERT dans le cadre de sa rééducation, 200€ - Lot de 26 différents documents (certificats, formulaires..) officiels, 130 € - Mouchoir *« Karte vom Deutsch-Französischen Kriegsschauplatz 1914 »* toile de coton imprimée, 150€ - *Der Hausfrauen Ratgeber* édité à Strasbourg, sans date (1ère ou 2e guerre mondiale), 10 € - Photo de famille avec Robert Jecker, 5 €		
Yves MARTIN	Lot de livres reversés à la bibliothèque du Musée Historique : - E.L.BUCQUOY, *Les uniformes du Premier Empire, réédition*, 10 volumes, 1977-1985, 200€ - E.L. BUCQUOY, *L'uniforme à travers trois siècles 1650-1920*, s.d., 45€ - Yves MARTIN, *The French Army of the Orient 1798-1801*, 50€ - Reliure d'Album photos *« Souvenir d'Alsace »*, 1936, 10€	305 €	
Charly MURAT	Lot de livres reversés à la	60 €	

	bibliothèque du Musée Historique : - *Le camp de concentration de Dachau – 1933-1945*. Ed. Comité International de Dachau, 1979, 10 € - Die Wappen aller souveränen Länder der Erde. Verlag von Moritz Ruhl, Leipzig 10 € ; - Le Monde juif N° 147-148, Avril-Août 1993 *« Il y a 50 ans : Le soulèvement du ghetto de Varsovie »,* la revue du centre de documentation juive contemporaine, Paris 1993, 10 € - Pan ! N° 3, « *Troisième trimestre 1971 : Les nazis* », 10 € - *Signal*, sélection tirée de l'édition spéciale du *« Berliner illustrirte Zeitung »* servant la propagande de guerre allemande durant les années 1940-1945, août 1943, 10 € - *Signal*, Sélection tirée de l'édition spéciale du *« Berliner illustrirte Zeitung »* servant la propagande de guerre allemande durant les années 1940-1945, avril 1940, 10 €		
Michel François SCHMITT-RAMSPACHER	Robe de cocktail avec sa veste, confectionnée dans les années 1960 appartenant à Mme Marie-Thérèse RAMSPACHER, ancienne directrice du Restaurant Valentin-Sorg à Strasbourg.	300 €	

Claire SCHWAB	- Vareuse de prisonnier, portée par Edouard BUTSCHA en 1943 à la prison de Fribourg, marquée Kgf (*Kriegsgefangenen*) - Messages secrets écrits par Edouard BUTSCHA qui furent cachés dans sa veste Edouard BUTSCHA (né en1893) est d'abord employé de banque puis propriétaire d'un magasin de jouets à Strasbourg.	200 €	 
Paul SIGEL François SIGEL Christiane SIGEL Jacqueline SIGEL-GALL	- Ensemble de 1458 figurines représentant une partie du cortège des chorales réunies à Strasbourg en 1863 ainsi que des figurines de soldats du Premier et Deuxième Empire - 40 pochettes contenant des figurines imprimées partiellement découpées : soit 558 figurines et 2 pochettes contenant 7 figurines peintes et 1 pochette avec 2 dessins, en tout : 567 figurines - 6 modèles désencadrés de figurines, contrecollés sur du carton - Proclamation des officiers municipaux de la commune de Strasbourg concernant l'armée auxiliaire, par le maire Dietrich, 16 avril 1791 - Lithographie représentant la salle provisoire construite place Kléber pour la 7e rencontre	7 500 € /donateur	 

	des sociétés chorales en 1863 - 1 poupée tricotée représentant une Alsacienne - 1 petite Alsacienne en tissu et porcelaine fixée sur un velours dans un cadre en souvenir de l'Alsace française - Un brassard		
Véronique SIGWALT	Chemin de croix en forme de livre, offert à Mgr RUCH.	100 €	
Annie ZILLICH	Ensemble de 22 jouets en bois peint fabriqués par Rolland ZILLICH. Matériel utilisé par la 1ère Armée Française (losange tricolore) en 1944-45.	200 €	

DONS
Musée Alsacien
ANNEE 2017

DONATEUR	DESIGNATION DE L'OBJET	VALEUR	APERÇU
Alain GLENAT BISCHWILLER	Maquette de ferme (176 pièces)	6050 €	
Robert FLAGEAT SAINT-OUEN	Banc de synagogue	200 €	
Brigitte MOTSCH SCHILTIGHEIM	Service de vaisselle en faïence Loux (100 pièces)	2000 €	
Suzanne BLOCH BAGNEUX	Etal de marché miniature (62 pièces) Service à café miniature en faïence « Victoire 1918 » (20 pièces)	1000 € pour l'ensemble	
Catherine MINCK	Robe de baptême, début du XXe siècle	50 €	
Marie-Antoinette SCHELL ALTORF	Cuisine de poupée Vaisselier miniature Bouteille Sainte Odile	200 €	
Nicole MAECHLER STRASBOURG	Paire de chaises alsaciennes	300 €	

81

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Stratégie de développement du futsal.

Le futsal est une pratique sportive *« intérieure »* émergeante en plein essor, qui se caractérise par une très forte demande de la part des jeunes, et un développement récent de compétitions fédérales.

La ville de Strasbourg est, comme de nombreuses collectivités, confrontée à une demande de plus en plus forte de mise à disposition de gymnases, à la fois pour de l'animation et activité socio-éducative, mais également, de plus en plus, pour de la compétition sportive.

En effet, suite à une forte politique d'impulsion de la pratique du futsal de la part de la Ligue Grand Est de Football (LGEF), de nombreux clubs strasbourgeois s'inscrivent dans les différentes compétitions officielles et souhaitent développer cette nouvelle pratique qui se structure. Ces matchs doivent se dérouler dans des gymnases homologués par la Fédération française de football, en fonction du niveau de compétition.

Or la ville de Strasbourg ne dispose pas de suffisamment de gymnases pour répondre à l'ensemble de ces nouvelles sollicitations, sans que cela ne se fasse au détriment des autres disciplines sportives de salle.

Aussi, afin d'être en mesure d'accompagner au mieux le développement d'une pratique futsal et de répondre à la demande sportive, une démarche de concertation avec les clubs et le district d'Alsace de football vient d'être lancée afin de maîtriser et structurer l'offre de futsal sur Strasbourg.

Cette réflexion doit permettre l'émergence d'un projet cohérent et organisé porté par une ou plusieurs structures intégrant une logique de territoires :

- Des clubs spécifiques et identifiés pour la compétition sportive de futsal, répartis territorialement, avec l'un d'entre eux identifié pour porter la pratique à haut niveau

- Une offre de loisirs portée par les clubs de football et les centres sociaux et culturels.

Pour accompagner cette démarche innovante, et afin de répondre aux problématiques de créneaux dans les gymnases, il est proposé la construction d'environ 8 équipements sportifs couverts de type « préau sportif », homologués pour la compétition futsal jusqu'au niveau régional.

Ces terrains couverts par un auvent permettront de répondre à une demande :
- de loisir et de libre accès, avec une ouverture au public sur une grande partie de la journée,
- des scolaires, notamment pour certains établissements du primaire ou secondaire identifiés comme carencés,
- de compétition sur certains créneaux avec des mises à disposition aux clubs pour les entraînements et les matchs.

Leur localisation sera définie pour permettre ces trois usages, avec une préoccupation constante relative à la sécurité situationnelle, et une proximité avec des vestiaires de stades ou gymnases déjà existants. Priorité sera donnée aux quartiers identifiés comme relevant de la politique de la ville, où la demande est la plus forte. Une équité territoriale dans leur répartition sera également recherchée.

Par ailleurs, il est également proposé d'agencer l'équipement pour la pratique du 3x3 basket, discipline sportive urbaine en plein développement, et qui fera son apparition aux Jeux olympiques de 2024.

La démarche en cours est donc la suivante :

- co-construction, avec les clubs et le district d'Alsace de football, de cette stratégie de développement maîtrisée de la discipline ;

- confirmer les sites potentiels par une concertation avec le mouvement sportif, les acteurs locaux et les institutions partenaires.

Le financement de ce type d'équipement peut faire l'objet de soutien financier du Centre National de Développement du Sport dès lors qu'il relève d'un QPV ; par ailleurs, le Conseil départemental pourrait également apporter son concours dès lors que ces terrains puissent être utilisés par les collégiens d'établissements identifiés comme carencés en équipements sportifs. Il est ainsi proposé l'autorisation de solliciter des subventions pour la construction des préaux sportifs.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

La démarche d'accompagnement d'un développement maîtrisé du futsal à Strasbourg, notamment par la réalisation de préaux sportifs

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à solliciter, auprès du Centre National pour le Développement du Sport et des autres financeurs, les subventions pour la création d'équipements sportifs de type « préau futsal », et à signer tous les actes en résultant.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

82

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Versement de subventions dans le cadre du dispositif d'aide à l'embauche d'emplois avenir pour les associations sportives strasbourgeoises.

Le sport est indispensable dans la vie d'une ville comme Strasbourg. Grâce à une offre diversifiée et de qualité, il apporte une contribution fondamentale au lien social et à l'animation des quartiers, concourt au bien-être des habitants, à leur épanouissement personnel et à leur santé. C'est aussi un moyen d'assurer une activité éducative, constructive et alternative auprès des jeunes tentés par la facilité, la sédentarité, voire la délinquance. L'activité sportive en club favorise l'égalité entre citoyens, entre hommes et femmes, proposant un cadre en dehors des clivages sociétaux. Dans les associations sportives il est permis de vibrer, de partager des émotions uniques, de fédérer les énergies derrière des projets forts.

La délibération du 21 mars 2016 portant évolution de la politique sportive par un partenariat renouvelé avec les associations a, dans cette perspective, initié des nouvelles modalités de l'action municipale parmi lesquelles la création d'une aide à l'embauche d'emplois d'avenir.

Le dispositif des emplois d'avenir mis en œuvre par la loi du 26 octobre 2012 permet d'aider les jeunes de 16 à 25 ans pour accéder au marché du travail tout en proposant un parcours de qualification. Ce dispositif levier permet par ailleurs d'appuyer et d'encourager les initiatives et démarches associatives, via une prise en charge, par l'Etat, à hauteur de 75 % du salaire brut mensuel au niveau du SMIC.

L'objectif du dispositif de la Ville est de faciliter l'accès à l'emploi et la formation en milieu associatif.

Une subvention de 4 000 € sera versée par an et par poste à l'association, montant correspondant à la part complémentaire de l'Etat. L'association aura ainsi simplement à supporter les frais annexes et de formation obligatoire.

L'attribution de l'aide financière faisant l'objet d'une convention, celle-ci a été établie entre la ville de Strasbourg et le président de l'association sportive, pour une durée identique à celle du contrat.

Ce dispositif proposé par la ville de Strasbourg est lié à la condition du maintien de celui de l'Etat.

Les critères d'éligibilité des bénéficiaires pour la saison 2017/2018 :

Il est proposé de soutenir les acteurs associatifs dont le projet de développement et de structuration :

- répond prioritairement au besoin d'une politique de cohésion sociale puissante et ambitieuse, notamment en direction des habitants des quartiers populaires
- est animé par la volonté de s'inscrire dans l'aménagement des rythmes scolaires de la ville de Strasbourg, proposant de faire intervenir les jeunes « emplois d'avenir »
- s'engage dans un parcours de qualification et de professionnalisation du jeune
- assure une cohérence entre mission du jeune et activité de l'association
- permet la participation des habitants/usagers dans l'activité de l'association

Le choix des associations se fera selon les critères de sélection suivants :

- capacité de l'association à qualifier le jeune
- participation des usagers/habitants
- capacité de la structure à assumer la mission sur la durée déterminée (de 1 à 3 ans)
- capacité de la structure à prendre en charge le tutorat obligatoire

La présente délibération vise ainsi à financer les associations bénéficiaires du dispositif, soit trois associations inscrites. Il est dès lors proposé d'allouer une aide financière **d'un montant total de 4 000 € par emploi, soit un total de 24 000€** aux associations sportives ci-dessous :

Associations	**Disciplines**	**Nombre de bénéficiaires**	**Subvention proposée**
AS Pierrots Vauban	football	2	8 000 €
ASPTT Strasbourg	omnisport	2	8 000 €
FC Strasbourg Koenigshoffen 1906	football	2	8 000 €
TOTAL		**6**	**24 000€**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

*le versement, au titre du dispositif pour l'embauche d'emplois d'avenir pour les associations sportives***,** *d'une subvention pour chacune des associations sportives référencée ci- dessous pour un montant total de 24 000€* **.**

Associations	***Disciplines***	***Nombre de bénéficiaires***	***Subvention proposée***

AS Pierrots Vauban	*football*	*2*	*8 000 €*
ASPTT Strasbourg	*omnisport*	*2*	*8 000 €*
FC Strasbourg Koenigshoffen 1906	*football*	*2*	*8 000 €*
TOTAL		***6***	***24 000 €***

décide

l'imputation des dépenses sur le compte 415 / 6574 / 8093 / SJ03 B du Budget Primitif 2018 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 28 000 €

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Versement de subventions dans le cadre du dispositif d'aide à l'embauche d'emplois d'avenir pour les associations sportives strasbourgeoises.

Conseil municipal du 25 juin 2018

Dénomination de l'Association	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
AS Pierrots Vauban	8 000 €	8 000 €	8 000 €
ASPTT Strasbourg	8 000 €	8 000 €	8 000 €
FC Strasbourg Koenigshoffen 1906	8 000 €	8 000 €	8 000 €

83

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Bourses d'aide à la pratique sportive : versement du solde des subventions au titre de la saison sportives 2017/2018.

La pratique sportive a un rôle majeur à jouer dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté. Néanmoins, la pratique sportive à elle seule ne suffit pas à jouer ce rôle. Les clubs doivent ainsi se structurer et former leurs intervenants, pour que la pratique sportive soit l'occasion de l'apprentissage des valeurs et comportements citoyens. Le coût de la pratique sportive a également été identifié comme un frein à l'inscription des jeunes dans les clubs sportifs.

La délibération du 21 mars 2016 portant évolution de la politique sportive par un partenariat renouvelé avec les associations a initié des nouvelles modalités de l'action municipale parmi lesquelles la création d'une bourse d'aide à la licence sportive. Cette aide a pour objectif de lever l'obstacle économique pour les habitants en Quartier prioritaire de la politique de la Ville afin de rendre le sport accessible à une majorité de jeunes strasbourgeois-es de moins de 21 ans. Attribuée en fonction des revenus familiaux et du lieu de résidence, elle permet à son/sa bénéficiaire d'obtenir un allègement des frais d'adhésion à une association sportive strasbourgeoise partenaire.

Ainsi suite à l'expérimentation des bourses d'aide à la licence sportive sur le quartier prioritaire de la politique de la Ville Neuhof-Meinau en 2016, le dispositif a évolué en 2017, avec un double mouvement d'élargissement et d'approfondissement.

1. Une extension du périmètre d'intervention aux quartiers prioritaires de la Ville de Hautepierre et Cronenbourg.

2. Une implication des clubs plus en profondeur comme lieu de vie et d'éducation à la citoyenneté, en renforçant la convention partenariale et d'engagement, et par la labellisation « club sport citoyen » des associations partenaires. Cela se traduit par la mise en œuvre de nouvelles actions tel que : la formation des encadrants de l'association, des opérations de sensibilisation, des actions du club vers les habitants, la signature d'engagements citoyens.

Actuellement, 31 associations sportives, représentant 32 disciplines différentes, se sont portées volontaires et ont obtenu la labellisation partenariale, et accueillent les bénéficiaires de la bourse d'aide à la licence sportive.

Le financement de la pratique forme désormais la pierre angulaire d'un dispositif sport citoyen plus global, construit autour de l'accompagnement des acteurs, du renforcement

humain et de l'accès au sport. Le projet a fait l'objet d'un soutien financier de 40 000 € de l'Etat au titre des Contrats de Ville.

Rappel des modalités pratiques saison 2017-2018

Les critères d'éligibilité des bénéficiaires pour la saison 2017-2018 :

- habiter le quartier prioritaire politique de la ville Neuhof-Meinau, Hautepierre ou Cronenbourg et être âgé-e de moins de 21 ans (au 1er janvier de l'année en cours),
- être (ou les parents) non imposable, avec un quotient familial inférieur ou égal à 720 €,
- s'inscrire dans un club sportif strasbourgeois partenaire, labellisé sport citoyen.

La mécanique du dispositif :

1. Sur présentation de l'attestation délivrée par le service Vie sportive, les bénéficiaires du dispositif obtiennent une remise de 80 € immédiate sur le montant de la cotisation et de la licence, lors de son inscription dans un club sportif partenaire.

2. Les associations reçoivent une subvention de 100 € par jeune bénéficiaire accueilli.

Pour la saison 2017/2018, 464 bénéficiaires ont déjà été soutenus. La présente délibération vise ainsi à financer une cinquième et dernière partie des bénéficiaires du dispositif, soit 43 nouveaux inscrits.

Il est dès lors proposé d'allouer une aide financière **d'un montant total de 4 300 €** aux associations sportives ci-dessous :

Associations	Disciplines	Nombre de bénéficiaires	Subvention proposée
AS Electricité de Strasbourg	Football	1	100 €
AS Musau	Football	3	300 €
Association Sportive Strasbourg	Basket	10	1 000 €
Cercle Sportif Neuhof	Football	3	300 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Taekwondo	6	600 €
FC Egalité	Football	8	800 €
Hautepierre Badminton Club	Badminton	1	100 €
Mixsage	Karaté	7	700 €
Racing Club de Strasbourg Omnisport	Karaté - judo	4	400 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement, au titre du dispositif d'aide à la licence sportive, d'une subvention pour chacune des associations sportives référencées ci- dessous pour un montant total de ***4 300 €***

Associations	***Disciplines***	***Nombre de bénéficiaires***	***Subvention proposée***
AS Electricité de Strasbourg	*Football*	*1*	*100 €*
AS Musau	*Football*	*3*	*300 €*
Association Sportive Strasbourg	*Basket*	*10*	*1 000 €*
Cercle Sportif Neuhof	*Football*	*3*	*300 €*
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	*Taekwondo*	*6*	*600 €*
FC Egalité Strasbourg	*Football*	*8*	*800 €*
Hautepierre Badminton Club	*Badminton*	*1*	*100 €*
Mixsage	*Karaté*	*7*	*700 €*
Racing Club de Strasbourg Omnisport	*Karaté*	*4*	*400 €*

décide

l'imputation des dépenses sur le compte 412 / 6574 / 8092 / SJ03 B du Budget Primitif 2018 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 66 400 €

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Conseil municipal du 25 juin 2018

Subventions Bourses d'aide à la pratique sportive

5e versement saison sportive 2017/2018

Associations	Disciplines	Nombre de bénéficiaires	Subvention proposée	Montant total versé saison sportive 2016/2017
AS Electricité de Strasbourg	football	1	100 €	3 600 €
AS Musau	football	3	300 €	1 000 €
Association Sportive Strasbourg	basket	10	1 000 €	0 €
Cercle sportif Neuhof	football	3	300 €	4 600 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	taekwondo	6	600 €	5 400 €
FC Egalité Strasbourg	football	8	800 €	1 900 €
Hautepierre Badminton Club	badminton	1	100 €	0 €
Mixsage	karaté	7	700 €	2 900 €
Racing Club de Strasbourg Omnisport	karaté - judo	4	400 €	4 100 €

84

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Versement d'acomptes de subventions aux clubs Elite et Tremplin - sports collectifs - saison sportive 2018/2019.

Dans le cadre de sa politique sportive de haut niveau, la Ville souhaite encourager les clubs à accéder et à évoluer au plus haut niveau amateur. Le sport de haut niveau contribue à l'animation ainsi qu'au dynamisme de la cité.

Afin de permettre aux clubs de haut niveau amateur de faire face aux lourdes dépenses engendrées dès le début de la saison sportive (frais de déplacement, d'hébergement, recrutement des entraîneurs et joueurs…), il est proposé de verser aux clubs un acompte de 50 % calculé sur la base de l'aide financière octroyée la saison précédente.

Le montant total de ces acomptes qui s'élève à la somme de 291 500 € est réparti comme suit :

ASPTT Strasbourg soutien aux activités de handball féminin => N1 : 31 000 € soutien aux activités de badminton => Top 12 : 9 000 €	40 000 €
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure Soutien aux activités de handibasket => Nat B	12 500 €
Neuhof Futsal soutien aux activités de futsal => D2	2 500 €
Rugby Club de Strasbourg soutien aux activités de rugby masculin => Fédéral 1	127 000 €
Strasbourg Université Club soutien aux activités de volley-ball masculin => N2 : 2 500 € soutien aux activités de volley-ball féminin => N2 : 6 000 €	8 500 €
Strasbourg Volley-Ball soutien aux activités de volley-ball masculin => N2	12 000 €
Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS soutien aux activités de water-polo masculin => Pro A	89 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'acomptes de subventions dans le cadre des activités de haut niveau amateur – sports collectifs - pour un montant total de 291 500 €, au titre de la saison sportive 2018/2019, aux associations sportives suivantes :

ASPTT Strasbourg	*40 000 €*
soutien aux activités de handball féminin => N1 : 31 000 €	
soutien aux activités de badminton => Top 12 : 9 000 €	
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure	*12 500 €*
Soutien aux activités de handibasket => Nat B	
Neuhof Futsal	*2 500 €*
soutien aux activités de futsal => D2	
Rugby Club de Strasbourg	*127 000 €*
soutien aux activités de rugby masculin => Fédéral 1	
Strasbourg Université Club	*8 500 €*
soutien aux activités de volley-ball masculin => N2 : 2 500 €	
soutien aux activités de volley-ball féminin => N2 : 6 000 €	
Strasbourg Volley-Ball	*12 000 €*
soutien aux activités de volley-ball masculin => N2	
Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS	*89 000 €*
soutien aux activités de water-polo masculin => Pro A	

décide

l'imputation de cette dépense sur la ligne budgétaire 40 / 6574 / 8060 / SJ03C du Budget primitif 2018 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 874 200 €

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

TABLEAU RECAPITULATIF
Versement d'acomptes de subventions aux clubs de haut niveau amateur – sports collectifs

Saison sportive 2018/2019

Le montant total de ces acomptes qui s'élève à la somme de 291 500 €

Dénomination de l'association	Montant alloué acompte saison 2018/2019	Montant total saison 2017/2018
ASPTT Strasbourg Soutien aux activités de handball féminin N1 Soutien aux activités de badminton Top 12	 **31 000 €** **9 000 €**	 **62 000 €** **18 000 €**
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure Soutien aux activités de handibasket Nat B	**12 500 €**	**25 000 €**
Neuhof Futsal Soutien aux activités de futsal D2	**2 500 €**	**5 000 €**
Rugby Club de Strasbourg Soutien aux activités de rugby masculin Fédéral 1	**127 000 €**	**214 000 €**
Strasbourg Université Club Soutien aux activités de volley-ball masculin N2 Soutien aux activités de volley-ball féminin N2	 **2 500 €** **6 000 €**	 **5 000 €** **12 000 €**
Strasbourg Volley-ball Soutien aux activités de volley-ball masculin N2	**12 000 €**	**123 000 €**
Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS Soutien aux activités de water polo masculin Pro A	**89 000 €**	**178 000 €**

85

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Versement de subventions au titre du haut niveau individuel.

Dans le cadre de sa nouvelle charte du sport issue de la délibération du 21 mars 2016, la Ville souhaite soutenir les efforts des clubs qui accompagnent leurs athlètes au plus haut niveau national et international. Le dispositif de soutien aux clubs consiste ainsi à verser des subventions aux associations sportives ayant des athlètes sur la liste ministérielle des sportifs-ves de haut niveau 2018, selon les critères suivants :

- figurer sur la liste ministérielle 2018 des sportifs-ves de haut niveau en catégorie « Espoir », « Relève », « Senior » ou « Elite »,
- être licencié-e dans un club sportif strasbourgeois ,
- pratiquer un sport individuel (les sports collectifs ne sont pas concernés par le dispositif),
- les disciplines olympiques bénéficient d'un bonus de 50 %.

20 associations sportives strasbourgeoises accueillant 57 athlètes sont concernées par ce dispositif en 2018.

Toutes les aides financières allouées dans le cadre de ce dispositif sont versées aux clubs d'appartenance.

Le montant total des subventions de ce dispositif s'élève à 199 989 € répartit comme suit :

Activités Sportives, Culturelles et de Plein Air (ASCPA) (escalade)	**3 375 €**
ASL Robertsau (squash)	**1 687 €**
ASPTT Strasbourg (judo : 3 375 €) (haltérophilie : 3 375 €)	**6 750 €**
Aviron Strasbourg 1881 (aviron)	**13 502 €**
Ballet Nautique de Strasbourg (natation synchronisée)	**53 164 €**
Centre Ecole de Parachutisme d'Alsace (parachutisme)	**3 375 €**
Club d'Orientation Strasbourg Europe (course d'orientation)	**1 687 €**

Eurométropole Strasbourg Taekwondo (taekwondo)	**10 970 €**
Ill Tennis Club (tennis)	**3 375 €**
Judo Club de Strasbourg (judo)	**3 375 €**
Pédale d'Alsace (VTT)	**3 375 €**
Racing Club de Strasbourg Omnisport (tir)	**3 375 €**
Skieurs de Strasbourg (ski alpin)	**7 594 €**
Société de Gymnastique Cronenbourg (gymnastique rythmique)	**3 375 €**
Strasbourg Agglomération Athlétisme (S2A) (athlétisme)	**13 502 €**
Strasbourg Eaux Vives canoë-kayak	**22 784 €**
Strasbourg G.R.S. (gymnastique rythmique)	**6 751 €**
Strasbourg Université Club (escrime)	**21 940 €**
Team Strasbourg SNS – ASPTT - PCS (natation course: 3 375 € €) (plongeon : 6 751 € €)	**10 126 €**
Tennis Club de Strasbourg (tennis)	**5 907 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

Le versement de subventions, pour un montant total de 199 989 €, aux associations sportives ayant des athlètes inscrits-es sur la liste ministérielle des sportifs-ves de haut niveau 2018 selon la répartition suivante :

Activités Sportives, Culturelles et de Plein Air (ASCPA) *(escalade)*	***3 375 €***
ASL Robertsau *(squash)*	***1 687 €***
ASPTT Strasbourg *(judo : 3 375 €)*	***6 750 €***

(haltérophilie : 3 375 €)	
Aviron Strasbourg 1881 *(aviron)*	***13 502 €***
Ballet Nautique de Strasbourg *(natation synchronisée)*	***53 164 €***
Centre Ecole de Parachutisme d'Alsace *(parachutisme)*	***3 375 €***
Club d'Orientation Strasbourg Europe *(course d'orientation)*	***1 687 €***
Eurométropole Strasbourg Taekwondo *(taekwondo)*	***10 970 €***
Ill Tennis Club *(tennis)*	***3 375 €***
Judo Club de Strasbourg *(judo)*	***3 375 €***
Pédale d'Alsace *(VTT)*	***3 375 €***
Racing Club de Strasbourg Omnisport *(tir)*	***3 375 €***
Skieurs de Strasbourg *(ski alpin)*	***7 594 €***
Société de Gymnastique Cronenbourg *(gymnastique rythmique)*	***3 375 €***
Strasbourg Agglomération Athlétisme (S2A) *(athlétisme)*	***13 502 €***
Strasbourg Eaux Vives *canoë-kayak*	***22 784 €***
Strasbourg G.R.S. *(gymnastique rythmique)*	***6 751 €***
Strasbourg Université Club *(escrime)*	***21 940 €***
Team Strasbourg SNS – ASPTT - PCS *(natation course: 3 375 € €)* *(plongeon : 6 751 € €)*	***10 126 €***
Tennis Club de Strasbourg *(tennis)*	***5 907 €***

décide

l'imputation d'un montant de 199 989 € sur la ligne budgétaire SJ0C3 / 6574 / 8061 / 40 du BP 2018 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 330 000 €

autorise

M. le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Versement de subventions au titre du haut niveau individuel
Soutien aux clubs

Le montant total des subventions de ce dispositif s'élève à 199 989 € se répartissant comme suit :

Activités Sportives, Culturelles et de Plein Air (ASCPA) (escalade)	**3 375 €**
ASL Robertsau (squash)	**1 687 €**
ASPTT Strasbourg (judo : 3 375 €) (haltérophilie : 3 375 €)	**6 750 €**
Aviron Strasbourg 1881 (aviron)	**13 502 €**
Ballet Nautique de Strasbourg (natation synchronisée)	**53 164 €**
Centre Ecole de Parachutisme d'Alsace (parachutisme)	**3 375 €**
Club d'Orientation Strasbourg Europe (course d'orientation)	**1 687 €**
Eurométropole Strasbourg Taekwondo (taekwondo)	**10 970 €**
Ill Tennis Club (tennis)	**3 375 €**
Judo Club de Strasbourg (judo)	**3 375 €**
Pédale d'Alsace (VTT)	**3 375 €**
Racing Club de Strasbourg Omnisport (tir)	**3 375 €**
Skieurs de Strasbourg (ski alpin)	**7 594 €**
Société de Gymnastique Cronenbourg (gymnastique rythmique)	**3 375 €**
Strasbourg Agglomération Athlétisme (S2A) (athlétisme)	**13 502 €**
Strasbourg Eaux Vives canoë-kayak	**22 784 €**
Strasbourg G.R.S. (Gymnastique Rythmique et Sportive) (gymnastique rythmique)	**6 751 €**
Strasbourg Université Club (escrime)	**21 940 €**
Team Strasbourg SNS – ASPTT – PCS (natation course : 3 375 €) (plongeon :6 751€)	**10 126 €**
Tennis Club de Strasbourg (tennis)	**5 907 €**

86

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Versement de subventions d'équipement à diverses associations sportives strasbourgeoises.

Dans le cadre de la politique sportive de la Ville, des subventions d'équipement peuvent être octroyées en cours d'exercice aux associations sportives strasbourgeoises pour **l'acquisition de matériel sportif ou la réalisation de travaux dans les installations** sportives.

Au vu des dossiers réceptionnés par la Ville, il est proposé d'allouer une aide financière d'un montant total de **87 392 €** aux associations sportives ci-dessous :

Activités Sportives Culturelles de Plein Air Soutien à l'acquisition d'aires de réception et de matériel pour la pratique de l'escalade	**11 000 €**
ASL Robertsau Soutien à l'acquisition d'un chronomètre sur batterie avec trépied	**730 €**
Aviron Strasbourg 1881 Soutien à l'acquisition de bateaux : 7 887 € Soutien à la réalisation de travaux de réfection du bâtiment appartenant au club : 2 959 €	**10 846 €**
Ecole d'Equitation du Waldhof-Académie Equestre Soutien à l'acquisition d'un véhicule et de matériels spécifiques à l'activité équestre : 42 841 € Soutien à la réalisation de travaux dans la petite carrière : 2 625 €	**45 466 €**
Rowing Club de Strasbourg Soutien au renouvellement de volettes avec avirons	**3 900 €**
Strasbourg Eaux Vives Soutien à l'acquisition de bateaux et de matériel nautique	**15 450 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'allocation de subventions pour un montant total de 87 392 € réparti comme suit :

- *81 808 € sur le compte 40 / 20421 / 7024 / SJ00*

Aux associations sportives suivantes :

Activités Sportives Culturelles de Plein Air *Soutien à l'acquisition d'aires de réception et de matériel pour la pratique de l'escalade*	***11 000 €***
ASL Robertsau *Soutien à l'acquisition d'un chronomètre sur batterie avec trépied*	***730 €***
Aviron Strasbourg 1881 *Soutien à l'acquisition de bateaux*	***7 887 €***
Ecole d'Equitation du Waldhof-Académie Equestre *Soutien à l'acquisition d'un véhicule et de matériels spécifiques à l'activité équestre*	***42 841 €***
Rowing Club de Strasbourg *Soutien au renouvellement de volettes avec avirons*	***3 900 €***
Strasbourg Eaux Vives *Soutien à l'acquisition de bateaux et de matériel nautique*	***15 450 €***

- *5 584 € sur le compte 40 / 20422 / 7024/ SJ00*

Aux associations sportives suivantes :

Aviron Strasbourg 1881 *Soutien à la réalisation de travaux de réfection du bâtiment appartenant au club*	***2 959 €***
Ecole d'Equitation du Waldhof-Académie Equestre *Soutien à la réalisation de travaux dans la petite carrière.*	***2 625 €***

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires

- *40 / 20421 / 7024 / SJ00 du BP 2018 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 82 000 €*
- *40 / 20422 / 7024/ SJ00 du BP 2018 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 85 000 €*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Versement de subventions d'équipement
à diverses associations sportives strasbourgeoises
Conseil municipal du 25 juin 2018

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
Activités Sportives Culturelles de Plein Air	Soutien à l'acquisition d'aires de réception et de matériel pour la pratique de l'escalade	11 000 €	11 000 €	-
ASL Robertsau	Soutien à l'acquisition, pour la section athlétisme, d'un chronomètre sur batterie avec trépied	730 €	730 €	-
Aviron Strasbourg 1881	Soutien à l'acquisition de bateaux : 7 887 € Soutien à la réalisation de travaux de réfection du bâtiment appartenant au club : 2 959 €	10 846 €	10 846 €	-
Ecole d'Equitation du Waldhof-Académie Equestre	Soutien à l'acquisition d'un véhicule et de matériels spécifiques à l'activité équestre : 42 841 € Soutien à la réalisation de travaux dans la petite carrière : 2 624 €	45 466 €	45 466 €	-
Rowing Club de Strasbourg	Soutien au renouvellement de volettes avec avirons	3 900 €	3 900 €	-
Strasbourg Eaux Vives	Soutien à l'acquisition de bateaux et de matériel nautique	15 450 €	15 450 €	

87

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Versement de subventions à diverses manifestations et associations sportives strasbourgeoises.

Dans le cadre de sa politique sportive, la ville de Strasbourg a adopté lors du Conseil municipal du 21 mars 2016 une nouvelle charte des sports. Celle-ci prévoit ainsi différents dispositifs et modalités pour soutenir les initiatives des associations sportives présentant un intérêt local (soutien à l'organisation de manifestations, soutien aux charges locatives des associations, soutien à l'acquisition de matériel…)

Au vu des dossiers réceptionnés par la Ville, il est proposé d'allouer une aide financière d'un montant total de **67 800 €** aux associations sportives ci-dessous :

AS Pierrots Vauban Soutien aux activités du club pour la saison sportive 2018/2019	**15 000 €**
AS Sourds de Strasbourg Soutien à l'organisation du 100e anniversaire du club	**2 000 €**
ASL Robertsau Compensation de la perte des créneaux squash de l'association lors des Internationaux de tennis de Strasbourg	**1 000 €**
Cercle d'Escrime de Strasbourg Soutien à l'organisation du championnat de France fleuret séniors les 26 et 27 mai 2018 au gymnase Aristide Briand	**5 000 €**
FC Olympique Strasbourg Soutien à l'organisation du festival Sport Citoyen au stade Exes du 27 au 29 avril 2018	**1 500 €**
FC Kronenbourg Soutien aux activités du club pour la saison sportive 2018/2019	**15 000 €**
Golf Club de Strasbourg Soutien à l'organisation, les 7 et 8 juillet 2018, de la Coupe de la ville de Strasbourg	**3 000 €**
Imana Volley Soutien aux activités du club	**800 €**
JEHM le Sport Soutien à la participation de l'association à des compétitions internationales de ikaraté (discipline para-martiale) en 2018	**1 000 €**
Joie et Santé Koenigshoffen	**3 000 €**

Soutien à l'organisation de tournois de football, basket et hockey sur gazon en 2018

Les Libellules de Strasbourg Basket Club **500 €**
Soutien à l'organisation des « 24 heures du basket » au gymnase Gutenberg les 22 et 23 juin 2018

Rugby Club de Strasbourg **20 000 €**
Soutien exceptionnel aux activités de l'équipe 1 pour la saison sportive 2017/2018

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

*l'allocation de subventions pour un montant total de **67 800 €** réparti comme suit :*

- 52 800 € sur le compte 415 / 6574 / 8055 / SJ03 B

Aux associations sportives suivantes :

AS Pierrots Vauban ***15 000 €***
Soutien aux activités du club pour la saison sportive 2018/2019

ASL Robertsau ***1 000 €***
Compensation de la perte des créneaux squash de l'association lors des Internationaux de tennis de Strasbourg

FC Kronenbourg ***15 000 €***
Soutien aux activités du club pour la saison sportive 2018/2019

Imana Volley ***800 €***
Soutien aux activités du club

JEHM le Sport ***1 000 €***
Soutien à la participation de l'association à des compétitions internationales de ikaraté (discipline para-martiale) en 2018

Rugby Club de Strasbourg ***20 000 €***
Soutien exceptionnel aux activités de l'équipe 1 pour la saison sportive 2017/2018

- 15 000 € sur le compte 415 / 6574 / 8057 / SJ03 B

Aux associations sportives suivantes :

AS Sourds de Strasbourg ***2 000 €***
Soutien à l'organisation du 100e anniversaire du club

Cercle d'Escrime de Strasbourg ***5 000 €***
Soutien à l'organisation du championnat de France fleuret séniors les 26 et 27 mai 2018 au gymnase Aristide Briand

FC Olympique Strasbourg ***1 500 €***
Soutien à l'organisation du festival Sport Citoyen au stade Exes du 27 au 29 avril 2018

Golf Club de Strasbourg ***3 000 €***
Soutien à l'organisation, les 7 et 8 juillet 2017, de la Coupe de la ville de Strasbourg

Joie et Santé Koenigshoffen ***3 000 €***
Soutien à l'organisation de tournois de football, basket et hockey sur gazon en 2018

Les Libellules de Strasbourg Basket Club ***500 €***
Soutien à l'organisation des « 24 heures du basket » au gymnase Gutenberg les 22 et 23 juin 2018

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires

- *415 / 6574 / 8055 / SJ03 B du BP 2018 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 57 342 €*

- *415 / 6574 / 8057 / SJ03 B du BP 2018 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 52 000 €*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

Versement de subventions à diverses associations et manifestations sportives strasbourgeoises
Conseil municipal du 25 juin 2018

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
AS Pierrots Vauban	Soutien aux activités du club pour la saison sportive 2018/2019	15 000 €	15 000 €	90 000 €
AS Sourds de Strasbourg	Soutien à l'organisation du 100e anniversaire du club	2 000 €	2 000 €	-
ASL Robertsau	Compensation de la perte des créneaux squash de l'association lors des Internationaux de tennis de Strasbourg	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Cercle d'Escrime de Strasbourg	Soutien à l'organisation du championnat de France fleuret séniors les 26 et 27 mai 2018 au gymnase Aristide Briand	5 000 €	5 000 €	-
FC Kronenbourg	Soutien aux activités du club pour la saison sportive 2018/2019	15 000 €	15 000 €	30 000 €
FC Olympique Strasbourg	Soutien à l'organisation du festival Sport Citoyen au stade Exes du 27 au 29 avril 2018	2 000 €	1 500 €	-
Golf Club de Strasbourg	Soutien à l'organisation de la Coupe de la ville de Strasbourg les 7 et 8 juillet 2018	4 000 €	3 000 €	3 000 €
Imana Volley	Soutien aux activités du club	800 €	800 €	-
JEHM le sport	Soutien à la participation de l'association à des compétitions internationales de ikaraté (discipline para	1 000 €	1 000 €	-
Joie et Santé Koenigshoffen	Soutien à l'organisation de tournois de football, basket et hockey sur gazon en 2018	3 300 €	3 000 €	2 400 €
Les Libellules de Strasbourg Basket Club	Soutien à l'organisation des « 24 heures du basket » au gymnase Gutenberg les 22 et 23 juin 2018	500 €	500 €	500 €
Rugby Club de Strasbourg	Soutien exceptionnel aux activités de l'équipe 1 pour la saison sportive 2017/2018	20 000 €	20 000 €	214 000 €

88

Communication au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

Communication des actions entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes Grand Est concernant le précédent contrôle de suivi de la gestion de la Ville de Strasbourg

Le code des juridictions financières stipule, dans son article L. 243-9 que « *dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes. ./.* »

On rappellera ici que la chambre régionale des comptes Alsace avait diligenté, en 2012 et 2013, deux contrôles, l'un portant essentiellement sur les finances de la Ville de Strasbourg, l'autre sur les ressources humaines (contrôle commun avec la Communauté urbaine). Fin 2015, un contrôle de suivi avait été opéré par cette même chambre, lequel a débouché sur un rapport d'observations définitives de la CRC Grand-Est présenté devant notre Assemblée le 26 juin 2017. Ce contrôle de suivi était lui-même constitué d'un court rapport et d'un tableau d'avancement des actions définies comme étant mises en œuvre, en cours de mise en œuvre ou non mises en œuvre.

Il appartient aujourd'hui au maire de Strasbourg de présenter à l'assemblée délibérante les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre. Cette présentation prend la forme d'un tableau reprenant chacune des 53 observations de la chambre, et qui classe l'avancement des actions entreprises en 6 items, suivant en cela la synthèse annuelle produite récemment par la CRC Ile de France et concernant les suites données aux recommandations de cette même chambre.

A ce jour, et sur **53** observations répertoriées par la CRC

- **31** actions sont totalement mises en œuvre,
- **18** actions sont en cours de mise en œuvre,
- **1** action n'est pas mise en œuvre
- **3** observations n'ont pas été suivies d'action, la collectivité ayant fait le choix de ne pas y donner une suite favorable.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,

Vu le Code des juridictions financières et notamment l'article L 243-9,

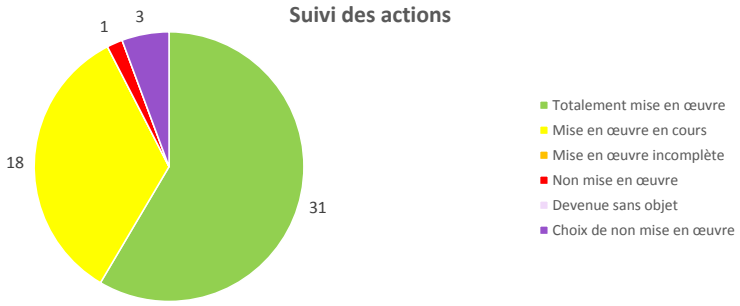
après en avoir débattu,

- *prend acte des actions entreprises à la suite du rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Grand Est présenté et débattu au Conseil municipal de Strasbourg le 26 juin 2017,*

- *est informé que ce rapport sera communiqué à la chambre régionale des comptes, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués, laquelle synthèse sera présentée par le président de la chambre régionale des comptes devant la conférence territoriale de l'action publique. Chaque chambre régionale des comptes transmettra cette synthèse à la Cour des comptes en vue de la présentation prescrite à l'article L. 143-9 du code précité.*

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018



Ville de Strasbourg

Présentation des actions entreprises par la Ville de Strasbourg
à la suite des observations de la Chambre régionale des comptes débattues au Conseil Municipal le 26 juin 2017.

(article L 243-9 du code des juridictions financières)

1. Fiabilité des comptes et analyse financière

Thème	n°	OBSERVATIONS CRC	Totalement mise en œuvre	Mise en œuvre en cours	Mises en œuvre incomplète	Non mise en œuvre	Devenue sans objet	Choix de non mise en œuvre	Information concernant l'avancement (à fin juin 2018) des actions entreprises, pour celles qui ne sont pas totalement mises en œuvre
			Avancement juin 2018						
Fiabilité des comptes et analyse financière	1	Actualiser le guide méthodologique visant à assurer la traçabilité de la méthode de remboursement des frais entre la Ville et la CUS.	x						Effectué.
	2	Actualiser la convention de 1972 conclue entre la CUS et la Ville.						x	La collectivité a exprimé son souhait de ne pas changer la convention cadre car elle a montré sa capacité d'adaptation dans le temps. En 2018 la méthode et les modalités de remboursements de la Ville à l'Eurométropole calculées par la commission mixte paritaire ont été validées le 29 janvier et communiquées au Conseil municipal le 19 mars dernier.
	3	Etablir un règlement financier.	x						Effectué.
	4	Rattacher les charges et produits à l'exercice qui les a générés.	x						Effectué.
	5	Appliquer les règles d'amortissement définies à l'article L.2321-2 27° du CGCT, en prenant une délibération déterminant la durée ainsi que le régime d'amortissement afférent aux biens immeubles productifs de revenus.		x					Le travail sur le rattrapage des amortissements est en cours, Une fiche d'aide à la décision adressée à la RF en début 2018 propose l'identification des biens dont l'amortissement à corriger en opération d'ordre non budgétaire s'élèverait à 3,1 M€.
	6	Présenter en annexe des comptes administratifs l'état B3 - "Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale".	x						Effectué.
	7	Placer les ressources tirées de ces legs afin de pouvoir faire face aux charges afférentes.						x	Placer les ressources tirées des legs n'est financièrement pas intéressant, vu les taux actuels : le taux de rendement sur le produit le plus courant (compte à terme proposé par le Trésor public) est quasi nul. Par ailleurs, nous n'avons plus depuis longtemps de perception dons et legs. Il existe néanmoins 9 Fondations, à charge pour elles de faire fructifier le patrimoine immobilier hérité de ces fondations (mission assurée par le service gestion de l'inventaire et du patrimoine privé).
	8	Procéder aux opérations d'inventaire, en définissant des règles transparentes et claires d'intégration et de valorisation des biens acquis avant le 1er janvier 1997 et pour les biens acquis depuis, se conformer à l'instruction M14.		x					Travail en cours, il a été proposé en 2017 au comptable public d'effectuer pour 200M€ de bascules qui ont été effectués du coté de l'ordonnateur. Travail à conduire progressivement dans la durée avec un objectif de réalisation à moyen terme (5 à 10 ans).
	9	Procéder à l'apurement régulier des comptes 237 "avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisation incorporelles" et 27 "autres immobilisations financières" de sorte que les opérations comptabilisées soient justifiées.		x					Travail en cours. Une procédure spécifique a été mise en place du coté de l'ordonnateur, afin d'identifier dans le flux le suivi des avances sur marchés. Certains écarts sur les comptes 27 sont identifiés et font l'objet de recherches complémentaires.
	10	Mettre en adéquation la programmation des AP/CP avec les priorités décidées par la ville.	x						Effectué.
	11	Respecter les règles d'affectation du résultat, définies à l'article R.2311-12 du CGCT, en affectant prioritairement le résultat de fonctionnement à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, après prise en compte des restes à réaliser. nota : observation commune avec CUS/Eurométropole	x						La collectivité a suivi les recommandations de la CRC et a supprimé le seuil des restes à réaliser (RAR) dans le règlement budgétaire et financier. La délibération date du 23 octobre 2017.
	12	Supprimer le budget annexe de l'Œuvre de Notre-Dame, qui est une personne morale distince de la commune et retracer ses opérations dans un compte distinct.	x						Effectué.
	13	Renforcer l'information des élus municipaux en incluant dans le débat d'orientation budgétaire annuel, les orientations stratégiques arrêtées par la collectivité.	x						Effectué.
	14	Assurer la cohérence de l'état de la dette annexé au compte administratif et des soldes des comptes de bilan correspondants avec les contrats de prêts.		x					Ces différences ont été identifiées par la recette des finances comme étant des opérations de financement SERS pour ZUP hautepierre années 1960. Des échanges avec la SERS doivent nous permettre de normalement faire corriger ces valeurs cette année par la RF.
	15	Imputer au compte 6615 "intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs" les intérêts des lignes de trésorerie.	x						Effectué.
	16	Définir précisément les limites de la délégation donnée à l'exécutif en matière de recours à l'emprunt et les modalités par lesquelles il est rendu compte à l'assemblée délibérante des choix opérés.	x						Effectué.
	17	Exercer un contrôle effectif du respect des charges afférentes aux dons et legs reçus par la Ville.				x			Un travail de recensement complet des obligations des legs reste à faire pour identifier celles qui sont devenues obsolètes et assurer un suivi documenté de celles qui restent d'actualité.
	18	Identifier et inventorier de manière exhaustive les éléments de patrimoine mobilier et immobilier légués.		x					Le travail d'inventaire qualitatif du patrimoine immobilier issu des legs et fondations doit encore être consolidé.
	19	Examiner les conditions juridiques dans lesquelles pourrait être sollicitée du juge civil une révision des conditions et charges grevant les donations et legs quand en raison d'un changement des circonstances celles-ci n'apparaissent plus adaptées.		x					Les conditions juridiques de révision des conditions et charges grevant les legs ont fait l'objet d'expertises juridiques externes et internes ponctuels pour un immeuble du legs APFFEL, la Ville doit vérifier si ces analyses sont transposables à d'autres fondations et legs, et poursuivre ce travail de vérification en conformité avec la réglementation, et saisir le juge pour engager la révision quand, en raison de changements de circonstances, les conditions et charges grevant les legs et donations n'apparaissent plus comme adaptées.

	20	Mettre en place des outils de suivi des garanties offertes par les assurances souscrites par la collectivité en fonction des enjeux financiers associés, notamment pour apprécier le niveau d'indemnisation au regard des charges supportées.		x					Plusieurs mesures d'accompagnement correctrices ont été mises en œuvre pour répondre aux remarques de la CRC : recrutement d'un agent ayant une expertise assurancielle confirmée, audit -en cours- des marchés d'assurances actuellement souscrits, élaboration d'outils de suivi, nouveau logiciel informatique -AJURA- .
	21	Définir, par convention entre la Ville et le Conseil général du Bas-Rhin les modalités de remboursement à la ville de Strasbourg de 50% des dépenses payées par celle-ci au titre de l'accueil des institutions européennes.	x						**Effectué.**
	22	Intégrer dans la convention avec l'office du tourisme de Strasbourg (OTSR) et sa région les modalités qui régissent la mise à disposition de l'agent de l'OTSR à la Ville.	x						**Effectué.**
	23	Entreprendre des démarches en vue de formaliser dans une convention entre le Parlement européen et la Ville de Strasbourg les modalités des prestations assurées par cette dernière au profit des députés européens.		x					Un groupe de contact « Ville – Parlement Européen » a été constitué, qui rassemble les exécutifs et services des deux organisations. Ce groupe travaille notamment sur les questions d'accessibilité et de transfert, dans une vision élargie sur les modes de transport (voitures, bus, train, hélicoptères, aviation privée...). A l'issue de ce travail commun, les deux parties sont d'accord pour conventionner et préciser les interventions de chacune pour satisfaire les besoins identifiés.
	24	Déterminer des priorités dans la réalisation des inventaires des collections du Cabinet des Estampes et des Dessins.	x						**Effectué.**
	25	Réaliser l'inventaire des possessions non encore inventoriées du musée Alsacien parmi lesquelles le "cagibi d'Ammerschwihr".	x						Dans le cadre du récolement, l'ensemble des collections s'y trouvant a été traité (œuvres récolées et inventoriées si nécessaire), conditionné et transféré dans notre réserve céramique (au 22 quai Saint Nicolas). Le « cagibi d'Ammerschwihr » est vide.
2. Ressources humaines - partie commune Ville de Strasbourg / Eurométropole									
	1	Retracer dans le bilan social le bilan d'actions de la cellule reclassement.	x						**Effectué.**
	2	Compléter le bilan social conformément aux prescriptions règlementaires.	x						**Effectué.**
	3	S'assurer de la compatibilité et de la cohérence des informations produites par les différents logiciels de gestion des ressources humaines utilisés par la collectivité.		x					Depuis 2017, l'ensemble des applications informatiques de gestion des ressources humaines sont gérées de manière centralisée et coordonnée au sein d'un nouveau service en charge du pilotage de la fonction ressources humaines. Cette nouvelle organisation va de pair avec les projets techniques en cours visant à articuler l'outil de paie avec les outils de gestion des postes et des compétences.
	4	Mettre en place des outils de suivi et de mesure des heures supplémentaires, des heures écrêtées, des congés, ou de récupérations.	x						**Effectué.**
	5	Mettre un terme à la tenue de fiches "papier" pour la gestion des demandes de congés et saisir les informations dans l'application informatique dédiée au suivi du temps de travail.		x					Certaines directions ont déjà mis en œuvre une tenue des congés sous forme dématérialisée pour ce qui concerne la circulation des fiches. Le projet de dématérialisation complète des demandes de congés a été lancé en février 2018, pour un déploiement opérationnel prévu au début de l'année 2019.
	6	Etudier les causes de l'absentéisme pour mettre en œuvre une politique de prévention.		x					L'analyse des causes de l'absentéisme repose sur trois axes : la mise en place d'indicateurs d'absentéisme suivis de manière régulière et systèmatique ; une analyse fine des causes des accidents du travail ; des études quantitatives et qualitatives plus poussées pour les métiers les plus fragilisants (éducation et petite enfance par exemple). Cette connaissance permet de mettre en place une politique active de prévention s'appuyant sur la professionnalisation du management, notamment intermédiaire et de proximité.
	7	Mettre fin aux jours de maladie sans certificat.	x						**Effectué.**
	8	Actualiser la liste des situations ouvrant la possibilité de bénéficier d'une autorisation d'absence.	x						**Effectué.**
	9	Formaliser, dans une convention avec l'amicale du personnel, les conditions d'intervention des agents dispensant en son sein des formations en informatique.	x						**Effectué.**
	10	Requalifier l'appellation "heures supplémentaires spécifiques" dès lors que ces heures sont effectuées dans le cadre du temps de travail.		x					Le projet de refonte du cadre du temps de travail est en cours de discussion avec les organisations syndicales. Il vise en particulier à questionner l'organisation des cycles de travail qui pour certains intègrent structurellement des heures spécifiques (horaires atypiques) ou des heures supplémentaires. La réorganisation des cycles de travail en cours de discussion permettra de revenir à une situation satisfaisante, tout en reconnaissant par l'intermédiaire du régime indemnitaire les contraintes particulières (sujétions) pesant sur les équipes concernées. L'adoption de la délibération cadre sur le temps de travail est prévu à l'automne 2018.
	11	Mettre un terme au versement d'heures supplémentaires aux agents du service de collecte et de valorisation des déchets et aux agents du service de la propreté urbaine dès lors qu'il ne s'agit pas d'heures effectuées en plus du temps de travail mais d'un versement au titre du régime indemnitaire.		x					
	12	S'assurer de la présence des pièces permettant de certifier la réalité des heures supplémentaires payées.		x					Il s'agit pour la collectivité de mobiliser le management sur le rappel à un principe fondamental qui est que les heures supplémentaires sont demandées par la hiérarchie et se justifient par un surcoît d'activité. Un suivi spécifique a été organisé pour bien justifier de la demande et de la réalisation de ces heures. La dématérialisation des pièces justificatives complètes, en cours de travail, contribuera à sécuriser ce process.
Gestion du personnel	13	Respecter les plafonds autorisés en matière d'heures supplémentaires.		x					Le projet de refonte du cadre du temps de travail a été formellement engagé et fait actuellement l'objet de discussions avec les organisations syndicales représentatives dans le cadre de l'agenda social ouvert le 22 février 2018. Une délibération sera soumise au Conseil de l'Eurométropole au deuxième semestre 2018. Le projet vise en particulier à questionner l'organisation des cycles de travail qui pour certains intègrent structurellement des heures spécifiques (horaires atypiques) ou des heures supplémentaires. La réorganisation des cycles de travail en cours de discussion permettra de revenir à une situation satisfaisante, tout en reconnaissant par l'intermédiaire du régime indemnitaire les contraintes particulières (sujétions) pesant sur les équipes concernées. S'agissant du dépassement (au-delà de 25 h), celui-ci demeure une possibilité prévue par la règlementation en cas de circonstances exceptionnelles. Les enjeux de sécurité ont pu justifier que la collectivité y recoure à des moments très particuliers, pour la sécurité du marché de Noël par exemple.
	14	Supprimer l'autorisation d'absence pour foire européenne.	x						**Effectué.**
	15	Supprimer les trois jours de congés exceptionnels.	x						**Effectué.**
	16	Supprimer les jours d'absence pour remise de médaille.	x						**Effectué.**
	17	Appliquer le volume d'heures légal pour l'attribution des absences syndicales autorisées.	x						**Effectué.**
	18	Appliquer les règles statutaires en matière de recrutement dès lors qu'un besoin est permanent.		x					Nos régles de recrutement privilégient dorénavant clairement (et explicitement dans les appels à candidatures) l'engagement de personnels titulaires, dès lors qu'un besoin est permanent, sauf "besoin de service" (recours à un contractuel autorisé sur certaines postes) dûment délibérés . Le recours à des contractuels s'opère ainsi de façon subsidiaire si des postes ne trouvent pas de candidats titulaires, ce qui arrive sur certaines compétences très particulières. En parallèle, la collectivité a engagé un effort très important pour sécuriser le recours aux vacataires. En effet, la collectivité a conventionné en 2016 avec le centre de gestion pour expérimenter la mise à disposition par le centre de gestion de contractuels précédemment embauchés en vacation par la collectivité.
	19	Mettre en œuvre les mesures de nature à favoriser la résorption de l'emploi précaire.	x						**Effectué.**
	20	Réserver le recrutement de contractuels aux situations prévues par l'article 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.	x						**Effectué.**

	21	Mettre en œuvre une publicité suffisante en matière de recrutement d'agents de catégorie A+ sur des emplois permanents.	x						**Effectué.**
	22	Assurer la publicité des vacances d'emploi pour l'ensemble des postes vacants.	x						**Effectué.**
	23	N'attribuer, au titre du régime indemnitaire, que les mesures ayant fait l'objet d'une délibération qui définisse des critères d'attribution précis.	x						**Effectué.**
	24	Mettre un terme à l'attribution de compléments de rémunération à des agents dont l'activité au profit de la Ville et de la CUS est déjà rémunérée au plafond réglementaire au titre de leur emploi principal.	x						**Effectué.**
	25	Prendre en compte l'absentéisme dans les règles d'attribution du régime indemnitaire.		x					La collectivité privilégie une approche préventive en matière de lutte contre l'absentéisme. La question de la mobilisation du levier financier pour favoriser l'engagement professionnel est toutefois prise en compte dans la réflexion sur le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).
	26	Réserver l'attribution de la NBI "accueil" aux seuls agents qui exercent à titre principal l'accueil du public.						x	La collectivité a un point de vue différent de celui de la chambre sur ce sujet. Pour prendre l'exemple des gardiens de musée, nous estimons que leurs nouvelles tâches incluent le contact avec le public, et la NBI qui leur a été attribuée nous semble logique. La chambre a une position très restrictive sur ce sujet. Le dispositif des NBI est très décrié dans les collectivités, cet élément de rémunération très mécanique étant bien souvent déconnecté des réalités managériales ou de terrain. En résumé, la collectivité estime faire une bonne application des dispositions réglementaires.
3. Autres observations									
Autres observations	1	**Déterminer le prix de revient des accueils de loisirs et du périscolaire.**		x					En cours : une première analyse a été effectuée sur le volet masse salariale. Les coûts indirects restent encore à traiter en 2018
	2	**Déterminer le prix de revient des repas de la restauration scolaire.**	x						**Effectué.**

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°88

Communication des actions entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes Grand Est concernant le précédent contrôle de suivi de la gestion de la Ville de Strasbourg

Pour	
48	**AGHA BABAEI-Syamak, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, BITZ-Olivier, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, JUND-Alain, JUNG-Martine, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TARALL-Bornia, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, SCHMIDT-Michaël**
Contre	
0	
Abstention	
0	

91

Motion au Conseil Municipal du lundi 25 juin 2018

MOTION "STRASBOURG, CAPITALE EUROPEENNE"

Le Siège du Parlement européen de Strasbourg est régulièrement la cible de députés européens, de lobbies voire de fonctionnaires pour qui Bruxelles devrait être le siège unique du parlement.

Dans ce cadre, la récente déclaration de Madame Angéla MERKEL, sur la nécessité de recentrer les activités du Parlement Européen sur un seul site n'a pas manqué d'inquiéter les défenseurs de la seule Institution Européenne sur le territoire français.

L'interprétation des propos de la Chancelière allemande doit nous interpeller. Elle nous oblige à aller au-delà d'une simple condamnation formelle, qui, comme à chaque attaque contre le siège strasbourgeois du Parlement Européen, n'ira pas au-delà d'une déclaration de principe des autorités françaises rappelant leur attachement à l'esprit et à la lettre des Traités.

Face à ces remises en cause inacceptables et insidieuses des traités, il ne doit exister aucune ambiguïté dans la mobilisation des autorités locales et nationales en faveur de Strasbourg. Elle doit être sans faille, s'exprimer clairement et fortement jusqu'au plus haut niveau de l'Etat pour ne laisser aucun doute sur notre détermination à promouvoir le siège du parlement européen, sous peine de prêter encore plus le flanc à ceux qui souhaitent remettre en cause son statut de capitale européenne.

La remise en cause de Strasbourg, en tant que capitale européenne, ne serait pas seulement un affaiblissement pour la France mais pour l'Europe.

C'est pourquoi, les élus du Conseil municipal de Strasbourg, réunis en séance plénière ce lundi 25 juin 2018, appuyés par des motions adoptées par différentes collectivités du Grand Est :

- réaffirment leur engagement fort en faveur du rayonnement et du statut européen de Strasbourg, Capitale Européenne et capitale parlementaire de l'Europe, mais aussi en faveur du siège du Parlement européen à Strasbourg, et attendent après le sommet bilatéral franco-allemand, une parole forte et claire de la part du Président de la République ;

- demandent que des signes visibles soient donnés à Strasbourg à quelques mois des échéances électorales européennes ;

- souhaitent que la France fasse entendre sa voix au plus haut niveau et notamment, lors du prochain Conseil Européen.

Adopté le 25 juin 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 juin 2018

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2018 - Point n°91

MOTION

STRASBOURG, CAPITALE EUROPEENNE

Pour	Contre	Abstention
51	0	0

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, BITZ-Olivier, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, SCHMIDT-Michaël